Saint-Etienne-du-Rouvray

# Séance du Conseil municipal

(Exécution des articles L  2121-10 et L  2121-12 du Code général des collectivités territoriales)

**28 mars 2019 | 18 h 30**

Salle des séances | Hôtel de Ville

# Conseil municipal

Ordre du jour | 28 mars 2019 | 18h30
Salle des séances

**Monsieur Moyse Joachim**

1 - Administration générale - Adoption du procès verbal du Conseil municipal du 13 décembre 2018

2 - Administration générale - Décisions du maire

3 - Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget principal de la Ville

4 - Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget annexe du Rive Gauche

5 - Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget annexe de la Restauration municipale

6 - Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget annexe lotissement Champ des Bruyères

7 - Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget annexe lotissement Seguin

8 - Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget principal de la Ville

9 - Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget du Rive Gauche

10 - Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget annexe de la Restauration municipale

11 - Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget annexe lotissement Champ des Bruyères

12 - Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget annexe lotissement Seguin

13 - Finances communales - Affectation des résultats de l'exercice 2018 - Budget principal de la Ville

14 - Finances communales - Affectation des résultats de l'exercice 2018 - Budget annexe du Rive Gauche

15 - Finances communales - Affectation des résultats de l'exercice 2018 - Budget annexe de la Restauration municipale

16 - Finances communales - Affectation des résultats de l'exercice 2018 - Budget annexe lotissement Champ des Bruyères

17 - Finances communales - Affectation des résultats 2018 - Budget annexe lotissement Seguin

18 - Finances communales - Décision modificative n°1 - Budget principal de la Ville

19 - Finances communales - Décision modificative n°1 - Budget annexe du Rive Gauche

20 - Finances communales - Décision modificative n°1 - Budget annexe de la Restauration municipale

21 - Finances communales - Décision modificative N°1 - Budget annexe lotissement Seguin

22 - Finances communales - Subvention exceptionnelle - Budget annexe lotissement Seguin

23 - Finances communales - Budget primitif 2019 - Budget annexe lotissement Champ des Bruyères

24 - Finances communales - Budget principal de la Ville - Créances éteintes

25 - Finances communales - Budget principal de la Ville - Taxes et produits irrécouvrables - Admission en non-valeur

26 - Finances Communales - Budget annexe de la restauration municipale - Taxes et produits irrécouvrables - Admission en non-valeur

27 - Finances communales - Garanties d'emprunts LogiRep - Avenant de réaménagement des caractéristiques financières des lignes de prêt

28 - Finances communales - Garantie d'emprunt Foyer Stéphanais - Avenant de réaménagement des caractéristiques financières des lignes de prêt

29 - Finances communales - Garantie d'emprunt pour un prêt de 610 013 € pour diverses opérations - Foyer Stéphanais

30 - Contrat unique global - Nouveau programme national de renouvellement urbain - Signature de la convention spécifique relative au versement par l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) de la subvention "indemnité pour minoration de loyer" dans le cadre des projets de renouvellement urbain

31 - Nouveau programme national de renouvellement urbain - Immeuble Sorano - Sécurisation anticipée

32 - Développement d’une offre culturelle et numérique - Adhésion au réseau Micro-Folie

33 - Vente aux enchères - Cession de biens mobiliers réformés

**Madame Goyer Francine**

34 - Personnel communal - Recrutement de vacataires au Département des activités socioculturelles et festives et de la vie associative

35 - Personnel communal - Présentation du plan de formation de la collectivité pour l'année 2019

36 - Personnel communal - Groupement de commandes des prestations de formation relative au domaine de l’hygiène et la sécurité

37 - Personnel communal - Comité des oeuvres sociales - Subvention de fonctionnement - Régularisation 2018

38 - Résidence Autonomie (RA) « Ambroise-Croizat » - Intervention des services techniques municipaux dans les logements - Convention entre la ville de Saint-Étienne-du-Rouvray et le Centre communal d’action sociale (CCAS) de Saint-Étienne-du-Rouvray

**Monsieur Fontaine David**

39 - Affaires scolaires - Subvention école privée Jeanne d'Arc 2018/2019

**Monsieur Gosselin Jérôme**

40 - Centre culturel le Rive Gauche - Modification des tarifs de billetterie - Saison 2019-2020

41 - Jeunesse - Actualisation du dispositif service civique

**Madame Renaux Murielle**

42 - Petite enfance - Subvention de fonctionnement - Association familiale de Saint-Etienne-du-Rouvray

**Monsieur Rodriguez Michel**

43 - Affaires sportives - Subventions de fonctionnement aux associations - 2019/2020

44 - Affaires sportives - Subvention affectée à une manifestation - Club de tennis de Saint-Etienne-du-Rouvray - Convention

45 - Affaires sportives - Avance sur subvention de fonctionnement - Saison 2019/2020 - Amicale sportive Madrillet Château-Blanc

46 - Affaires sportives - Avance sur subvention de fonctionnement - Saison 2019/2020 - Football club de Saint-Etienne-du-Rouvray

47 - Affaires sportives - Avance sur subvention de fonctionnement - Saison 2019/2020 - Club de tennis de Saint-Etienne-du-Rouvray

48 - Affaires sportives - Avance sur subvention de fonctionnement - Saison 2019/2020 - Club gymnique stéphanais

49 - Affaires sportives - Subvention exceptionnelle - Véloce club Rouen 76

50 - Vie associative - Subventions de fonctionnement aux associations

**Madame Burel Fabienne**

51 - Association CARDERE (Centre d'action régionale pour le développement de l'éducation relative à l'environnement) - Adhésion 2019

52 - Lutte contre le frelon asiatique - Participation financière de la commune

**Monsieur Schapman Philippe**

53 - Rapport annuel 2018 de la commission communale pour l'accessibilité

**Madame Auvray Nicole**

54 - Atelier santé Ville - Actions santé conduites par les associations - Attribution d'une subvention au Planning familial

55 - Atelier santé ville - Actions santé conduites par la ville - Demande de subvention auprès de l'Agence régionale de santé dans le cadre de l'atelier santé ville

**Monsieur Moyse Joachim**

56 - Conseils de discipline de recours des fonctionnaires et des agents contractuels - Désignation des représentants

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-1 | Administration générale - Adoption du procès verbal du Conseil municipal du 13 décembre 2018**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le Conseil municipal est invité à approuver le procès-verbal de la séance précédente.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- L'article 4 du règlement intérieur du Conseil municipal,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'approuver le compte-rendu de la séance du 13 décembre 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc111913-DE-1-1

# PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 décembre 2018

L'An deux mille dix huit, le 13 décembre, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Antoine Scicluna, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Madame Thérèse-Marie Ramaroson donne pouvoir à Madame Catherine Olivier, Monsieur Didier Quint donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Hubert Wulfranc donne pouvoir à Monsieur Pascal Le Cousin, Madame Samia Lage donne pouvoir à Madame Réjane Grard-Colombel, Monsieur Pascal Langlois donne pouvoir à Madame Michelle Ernis, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Monsieur Daniel Launay, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Madame Fabienne Burel, Madame Carolanne Langlois donne pouvoir à Madame Francine Goyer.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Philippe Schapman

**Monsieur le maire ouvre la séance**
Il procède à l'appel des présents.
Le quorum est atteint, le Conseil municipal peut délibérer.

Monsieur le maire propose comme secrétaire de séance Monsieur Philippe Schapman, ce que le Conseil municipal accepte.

*Monsieur le maire : Je souhaiterais commencer par une pensée pleine d'émotion pour les victimes de l'acte odieux qui s'est produit à Strasbourg ainsi qu'à leurs proches pour lesquels cette période de fin d'année va être extrêmement douloureuse et pénible à vivre. Comme indiqué aux différents représentants des sensibilités politiques qui siègent dans cette assemblée, je vous propose d'avoir une intervention sur la situation politique en France actuellement et plus particulièrement à Saint-Etienne-du-Rouvray.*

*Monsieur Vézie : Qu'ils soient en gilets jaunes, robes noires, blouses blanches ou bleus de travail, retraités ou privés d'emplois, depuis plus d'un mois, une colère populaire s'exprime dans toute la France. Cette colère, c'est notre colère, plus particulièrement celle « des frigos vides, des territoires humiliés, de la France qui travaille et n'est pas respectée » pour citer le député communiste Sébastien Jumel… Il est urgent d'entendre cette démocratie des ronds-points, témoignage de la fracture grandissante entre les premiers de cordées, 1 % des plus riches, et les 99 % restants.*
*Lundi dernier, le président de la République annonçait quelques mesures phares, sensées soulager les catégories populaires. Parmi celles-ci, une augmentation des revenus des citoyens vivant au SMIC, à hauteur de 100 € pour 41 % de ces derniers, sans toucher à l'Impôt sur la fortune (3,4 milliards aux plus riches) ou encore aux 40 milliards de CICE offerts aux entreprises.*
*Et, parce que l'hiver est rude et qu'il faut soigner nos riches, au moment même de cette annonce, dans le plus grand des cynismes, les macronistes votaient au Sénat l'allègement de « l'exit tax ». Cette taxe repose sur les « plus-values latentes », des chefs d'entreprises qui transfèrent leur domiciliation fiscale à l'étranger. Durant les quinze ans qui suivent leur départ à l'étranger, les exilés fiscaux étaient jusqu'alors contraints de payer à l'Etat 30 % des plus-values réalisées à l'étranger, ce qui semble être un minimum. Depuis lundi, cette période contraignante est réduite à 2 ou 5 ans, au maximum. En macronie, il fait bon vivre lorsqu'on est exploiteur.*
*Revenons-en à la maigre aumône de 100 €… Que le patronat soit tranquille, ceci n'est pas une augmentation du SMIC !*
*Ce cadeau du prince, cette prime d'activité améliorée, n'est qu'un rattrapage incomplet des prix, financé avec l'argent de la Sécurité Sociale (par la baisse des cotisations patronales) avec pour conséquence logique encore moins de protection sociale, moins d'hôpitaux, plus de déremboursements massifs, une forte hausse des complémentaires et plus d'assurances privées etc.*
*En renonçant à faire participer les entreprises au financement des mesures de soutien au pouvoir d'achat, le gouvernement et le président de la République confirment leur priorité : subventionner les entreprises et casser le service public.*
*En somme, les salariés paient eux même la facture ! Prendre aux pauvres pour donner aux pauvres, voilà un projet qui sonne très « ancien monde »… Quand, en même temps,*

*en Espagne, on apprend une hausse globale du salaire minimum de 22 %, le « no alternative » ne tient pas la route.*
*Enfin, loin de toutes polémiques, une nouvelle fois, une fois de trop, je tiens à adresser la solidarité républicaine due aux proches des victimes de l'attentat de Strasbourg.*

*Monsieur Brière : Tout d'abord, nous adressons nos pensées aux familles des victimes de l'attentat de Strasbourg. La solidarité et notre engagement pour un monde plus juste restent notre arme face à ces attaques, aux amalgames et à la haine.*
*Le gouvernement Macron discrédité cède des miettes devant la colère des gilets jaunes soutenus massivement par la population. On n'attendait pas grand-chose de l'intervention de Macron… et on n'a pas été déçus. On a d'abord eu droit à ses menaces : il donnera des « instructions les plus rigoureuses, par tous les moyens… pour le retour au calme et de l'ordre ». Donc des « gilets jaunes » aux lycéens, tous gazés, tous tabassés, Macron promet que ça va continuer. Ensuite, quelques trémolos pour dire qu'il « n'oublie pas qu'il y a une colère, une indignation », que « beaucoup de Français peuvent la partager », avant d'annoncer ses mesurettes.*
*C'est d'abord l'annonce que « le salaire d'un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur ». Mais en fait, le SMIC ne progressera que de 1,8 %, le reste provenant de l'anticipation de l'augmentation de la prime d'activité et ne concernant que ceux qui y avaient déjà droit. Tout cela payé avec nos impôts car pour Macron, pas question de réintroduire l'Impôt sur la fortune (ISF) et de toucher aux riches. En clair, ce sera pris sur les budgets de la sécurité sociale, de la santé, de l'éducation, des services publics…*
*Et pour tous les autres salariés ou ceux qui vivent des minimas sociaux, rien n'est prévu. Seule une partie des retraités sera dispensée de la hausse de la CSG, sans dire que la revalorisation des pensions restera limitée à 0,3 % alors que l'inflation dépassera 2 % en 2019.*
*Puis, Macron a annoncé qu'il n'y aura plus d'impôt sur les heures supplémentaires, alors qu'il faudrait partager le travail entre toutes et tous avec 32 heures par semaine pour en finir avec le chômage ! Quant à l'annonce d'une « prime de fin d'année » pour les petits salaires, ce sera « pour les employeurs qui le peuvent » !*
*C'est bien insuffisant face à un mouvement qui exige la justice fiscale (la diminution des taxes, le retour de l'Impôt sur la fortune), la justice sociale (300 euros en plus pour les salaires, retraites et allocations) et des services publics de qualité partout. La jeunesse lycéenne se mobilise contre la casse du baccalauréat et la sélection à l'entrée à l'université. Les forces de répression utilisent contre elle des méthodes dignes d'une dictature, comme à Mantes-la-Jolie avec des dizaines de lycéens arrêtés au hasard et forcés de s'agenouiller les mains sur la tête pendant des heures. A Rouen, les manifestations lycéennes sont dispersées par les gaz lacrymogènes mais d'autres rassemblent désormais ensemble, jeunes, gilets jaunes, chasubles syndicales et défenseurs du climat. C'est le moment pour tous les salariés, les habitants des quartiers populaires oubliés, les jeunes, les chômeurs de converger pour bloquer le pays, faire une grève générale, écrire des cahiers de revendications et imposer une vraie répartition des richesses et une dignité retrouvée pour toutes et tous.*

*Madame Ernis : Je souhaiterais me joindre à l'hommage par rapport aux habitants de Strasbourg touchés par l'attentat. A partir de là, je souhaiterais mettre l'accent sur les*

*jeunes qui, voyant qu'ils n'ont pas d'avenir, se mettent à commettre des bêtises dans les quartiers ou plus loin, ou sont happés par la radicalisation. Dans ce cas-là, c'est complètement lié avec les luttes actuelles des gilets jaunes, parce que nous voulons un avenir décent pour tous les individus et notamment les jeunes. Cela ne peut se faire que par des revendications collectives. Toutes les interventions vont dans le même sens. Comment mettre en avant les questions du pouvoir d'achat, des retraites ? Je suis surprise t'entendre sur le marché de Saint-Etienne-du-Rouvray, que l'ISF est le « truc » à abattre. Carlos Ghosn, on n'en parle même pas. Sur la question du service public, quand les lycéens et les étudiants se mobilisent, c'est sur la question de leur éducation et de leur avenir. C'est ce qu'il faut mettre en évidence. Il ne faut pas oublier les questions de santé avec la grève des ambulanciers, dans les CHU et les maternités. Tous ces problèmes doivent être pris collectivement.*

*Danièle Auzou : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, quelques mots sur l'actualité qui nous préoccupe.*
*Tous, au sein de ce conseil, sommes à minima à l'écoute, solidaire ou partie prenante du mouvement social qui rassemble des milliers de Françaises et de Français depuis plus de 4 semaines et qui mobilise aussi des Stéphanaises et des Stéphanais. Les revendications des gilets jaunes sont multiples, parfois contradictoires et certains de leur mode d'expression très contestables. Mais les personnes mobilisées et leurs soutiens partagent une colère commune : les inégalités sont insupportables. Elles condamnent les plus pauvres à la précarité sans perspective d'en sortir. C'est dans la même perspective que des étudiants et lycéens depuis quelques jours et de nombreux collectifs issus de la gauche manifestent et manifesteront encore demain et samedi.*
*Nous ne sommes pas de ceux qui tenteront de récupérer les colères pour récolter des électeurs. Mais nous le disons fermement : nous sommes opposés à la politique menée par le Président et le Gouvernement.*
*Le Président a fait des annonces lundi soir après un long attentisme. C'est peu dire qu'il a manqué ce rendez-vous avec nos concitoyens en demande de justice et de reconnaissance. Nous n'allons pas revenir sur ce que vous savez déjà. Macron s'est livré à une opération à sommes nulles plutôt qu'à un changement de cap. Il a fait le choix de préserver les grandes fortunes tandis que les Français attendent une redistribution plus juste des richesses, davantage de services publics mais aussi plus de démocratie. Nous sommes aussi très inquiets par sa tentative de diversion alors qu'il a appelé à ouvrir le débat sur l'immigration et l'identité.*
*La crise qui nous frappe, et qui se transforme chaque jour un peu plus en crise institutionnelle et politique, a des racines profondes. Aux grands maux les grands moyens : les inégalités ne sont pas une fatalité, il existe des solutions pour les combattre.*
*Sans justice fiscale, ce sont des Français abusés qui se paieront eux-mêmes leur augmentation de pouvoir d'achat ! Les mesures décidées par le président bénéficient aux plus aisés. Nous militons pour le rétablissement de l'ISF et de l'exit tax, la suppression de la flat tax et du CICE. Les grandes entreprises ont aussi leur rôle à jouer, que l'on songe aux records de versement de dividendes ou aux écarts de salaires.*
*Alors que des efforts, et même des sacrifices sont exigés de nos concitoyens, il n'est plus acceptable que les plus riches et les multinationales se soustraient à leurs devoirs de contribuables. Il faut prendre des mesures décisives contre l'évasion et la fraude fiscales.*

*J'en profite pour vous inviter à rejoindre et relayer l'initiative d'un collectif de 250 citoyens appelé « Citoyens en Bande organisée » qui a porté plainte contre X devant le Parquet national financier dans le cadre du nouveau scandale de fraude fiscale dévoilé par Le Monde en octobre dernier, une fraude estimée à 55 milliards d'euros en Europe. La fraude fiscale entrave la capacité de l'État à agir pour le bien commun et fragilise la démocratie.*
*Dernier point et non des moindres, il faut rappeler que justice sociale et justice environnementale sont indissociables. La nécessaire transition écologique ne peut se faire sur le dos de ceux qui polluent le moins. La taxe carbone repose aujourd'hui essentiellement sur les classes populaires, c'est-à-dire les personnes qui ne prennent pas l'avion, ne partent pas en vacances et consomment moins tandis que les plus riches et les grandes entreprises bénéficient de niches fiscales et échappent à l'impôt et à la fiscalité écologique. Lundi soir, aucune annonce du président de la République n'amorce la transition écologique et la France déserte la COP 24.*
*Comme toujours, nous agirons avec les forces de gauche pour proposer une alternative. Une revitalisation de la démocratie est nécessaire et nous soutiendrons toutes démarches visant à faire dialoguer les différentes sensibilités de la gauche pour un projet politique qui nous réunisse.*

*Monsieur Le Cousin : La colère est grande dans notre pays. Nous avons connu dans notre ville ces dernières années beaucoup de casse sociale, de destruction des services publics. Je pense particulièrement :*

- *Aux résistances pour garantir à tous la qualité de la distribution du courrier ou le maintien des guichets postaux,*
- *A la casse du bureau de la CPAM du centre ville ou de la Caf,*
- *Aux résistances pour maintenir ou ouvrir des classes,*
- *Aux salariés de Mory team, Sopalin, Europac pour s'opposer à la destruction d'emplois,*
- *Les actions contre la casse du fret SNCF,*
- *La dure lutte des blouses blanches ou noires du CHSR pour obtenir des emplois et garantir la qualité des soins psychiatriques.*

*Tout cela, c'est ici dans notre ville. Aujourd'hui notre peuple a mal des politiques libérales menées par les gouvernements successifs souvent pour la mise en œuvre de directives européennes. La détresse est grande. Dans notre ville, on ne retrouve pas de grandes fortunes, plutôt de revenus bien trop modestes voir scandaleusement bas. Comment peuvent vivre les 25 % de Stéphanais qui ont moins de 750 € dont la moitié gagnent moins de 350 €. Il n'y a que les députés d'En Marche, le patronat ou les libéraux de tout poil qui ignorent cette situation. Que dire des salariés qui n'ont que le SMIC pour vivre, qui sont à quelques euros du seuil de pauvreté ? La misère est bien installée et la colère est grande.*
*Elle se retrouve aujourd'hui avec un gilet jaune sur un rond-point pour la dénoncer et exiger une autre vie : La révolte des invisibles.*
*Aujourd'hui, on compte en centimes pour finir le mois quand les riches comptent en milliards les nouveaux cadeaux du président des super riches.*
*Il est temps d'aller chercher l'argent dans la poche des riches.*
*Le président vient d'annoncer une fin de non-recevoir à cette revendication évoquée fortement par les gilets jaunes du rétablissement de l'ISF. Pourtant le rétablissement de*

*l'ISF, pourrait financer, la transition énergétique. Les hauts revenus et les revenus du capital restent exonérés de toute participation à l'effort de solidarité. Avec les 5 milliards de l'ISF, on pourrait investir, faire fonctionner les transports collectifs et le réseau ferré, aller vers la gratuité des transports, pour développer les aménagements cyclables et la pratique du vélo. Dans notre ville, on a besoin de meilleurs transports en commun. Le train devait être une solution.*
*Les salariés connaissent l'intensification du travail, les bas salaires, la retraite qui vient de plus en plus tard avec des carrières de plus en plus longues. La dureté des conditions de travail conduit des salariés au suicide. Le choix de cette politique, c'est accroître le taux de profit avec des dividendes confortables pour les actionnaires. 47 milliards ont été versés en 2017 en évolution de 6 % par rapport à 2016. Pourtant des salariés créent chaque jour les richesses du pays. Les profits, c'est bien le résultat de leur travail. Et pourtant, ils n'en voient pas la couleur et les salaires ne sont pas à la hauteur des efforts fournis. C'est bien d'augmentation de salaires que l'on doit parler. L'annonce d'une augmentation du SMIC de 100 € n'est pas la vérité. En effet, le SMIC va augmenter de 1,8 %. C'est la prime d'activité non soumise aux cotisations sociales qui va augmenter de 80 €. L'augmentation de revenu sera prise en charge par l'Etat donc par les Français.es eux même ! L'indexation des retraites sur l'inflation n'est pas rétablie. Il faut noter la fumisterie de la défiscalisation des heures supplémentaires. Pour gagner un peu mieux sa vie, on nous propose de travailler plus. En réalité, les Français attentent des salaires qui permettent de vivre décemment. Et puis, d'autres attendent un emploi. Les heures supplémentaires aggravent le chômage.*
*Dès janvier, nous proposons d'augmenter le SMIC de 200 € net et organiser la répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires. Les pensions et les minimas sociaux doivent être aussi revalorisés.*
*Avec de telles propositions, on va voir les larmes de crocodiles des libéraux de tout poil. Ils vont nous dire que nous allons mettre le pays en faillite. Pourtant les milliards sont là et ne servent qu'à engraisser les plus riches.*
*Que dire des 200 milliards d'aides et exemptions dont bénéficient les entreprises dont 40 milliards en 2018 de CICE. Regardons le gaspillage du CICE : 36 milliards en 2014 et 2015 qui ont sauvé 100 000 emplois soit 180 000 € par an et par emploi. Avec ce coût, on aurait pu créer 1 million d'emplois au SMIC.*
*Quand allons-nous aller chercher les 60 à 80 milliards d'évasion fiscale qui échappent à l'impôt chaque année ? On attend autre chose que des intentions. On attend maintenant les actes.*
*Quand allons-nous créer une fiscalité juste qui permette d'avoir un impôt progressif avec un meilleur rendement plutôt que de prendre toujours plus dans la poche des plus modestes avec la TVA et les taxes qui rapportent 3,5 fois plus que l'impôt ? Tout cela pour épargner les plus riches.*
*Les voilà les réalités. Le peuple est en train d'agoniser. Il est urgent de revaloriser le pouvoir d'achat. Il est urgent de consolider nos services publics, de redonner de l'espoir au peuple et garantir à tous une vie digne.*

*Monsieur le maire : Je me suis rendu auprès des manifestants sur les ronds-points et dans les rues. A Saint-Etienne-du-Rouvray en particulier, la population a eu des propos en phase avec ce que vous venez d'exprimer. Elle dit que ce n'est plus possible. Il y a un véritable ras-le-bol sur la façon dont les situations humaines sont traitées actuellement*

*par rapport aux conditions de vie. Se nourrir, se loger, se vêtir devient de plus en plus compliqué parce que la vie est de plus en plus chère et les salaires et pensions ne suivent pas. Il n'y a pas d'augmentation à la hauteur du coût de la vie. Par rapport aux pensions, des cotisations supplémentaires et une hausse de la CSG ont fait que c'est encore plus difficile en 2018 qu'avant pour beaucoup d'entre eux. Pour se déplacer aussi, c'est difficile puisque le coût des carburants a augmenté et il était prévu une taxe supplémentaire. Le mouvement a permis d'enlever cette taxe. Il a montré qu'en étant actif et manifestant, on peut obtenir des choses. Mais pourquoi les manifestants ne veulent pas de cette taxe ? Parce que c'est une mesure punitive par rapport à la nécessaire transition écologique. Alors oui, il faut des mesures écologiques. Il faut prévoir des mesures réellement incitatives. Il faut des alternatives à la route. Il faut que les transports ferroviaires, les transports en communs soient plus accessibles économiquement et en terme d'horaires et d'amplitude. Il est important qu'on n'oppose pas l'écologie aux mesures sociales. J'ai envie de répondre au président de la République qu'il y a effectivement un besoin d'urgence sociale et écologique mais comment le traduire concrètement auprès des gens et notamment les plus modestes qui ont besoin de se chauffer et de s'éclairer au moment où l'électricité, le gaz, le fuel augmentent. Cela doit être fait localement par des mesures d'accompagnement très fortes et ce n'est le cap choisi par le président et son gouvernement. C'est un cap libéral qui a été choisi. Les manifestants le disent : Ce n'est pas seulement une question de pouvoir d'achat, c'est aussi une question de redistribution des richesses. A un moment donné, il n'est pas question de remettre en cause l'ISF, ni le CICE. Ce cap libéral-là, nous n'en voulons plus. C'est pour cela qu'Hubert Wulfranc n'est pas là ce soir. Il est avec ses collègues parlementaires du groupe communiste pour plaider un autre cap. Ils ont déposé une motion de censure contre ce gouvernement et c'est tout à fait justifié. Le risque, par rapport à cette politique, qui ne met pas du tout à contribution les entreprises, les riches et les grandes finances, c'est ce qui va peser sur les dépenses publiques et les services publics. Et les services publics de proximité, communaux ou métropolitains permettent de collectiviser de l'argent pour renvoyer sous forme de richesse commune des actions, des prestations, des activités vers des concitoyens qui en ont besoin.*
*Je voudrais vous présenter la motion que je souhaite comme étant une motion votée unanimement. Je la présente au nom du Conseil municipal mais aussi en tant que maire. Emmanuel Macron a invité les maires à être ses interlocuteurs. Tant mieux, il redécouvre la place des maires en disant que les maires seraient bien placés pour connaître la réalité locale sur leur territoire. Effectivement, si je rencontre le président, je lui dirais que je suis allé au contact des personnes sur les ronds-points, que je connais les situations fragiles, précaires, dégradées de cette population et que rien n'est fait dans sa politique pour améliorer les choses. Je lui dirais aussi que les communes, les conseillers municipaux, les équipes municipales, le maire en particulier, n'ont plus les moyens pour assurer correctement un service public communal de qualité pour répondre aux besoins de ces populations en nous laissant, pour l'année prochaine, dans l'incertitude par rapport au mode calculatoire de la taxe d'habitation par exemple. Je lui dirais qu'il redécouvre la place des maires au moment où, après de nombreuses lois (MAPTAM, NOTre), il se sont vus asphyxier un certain nombre de compétences dans les intercommunalités qui ne leur permettent plus d'agir directement, comme avant, pour répondre aux besoins de proximité de la population sur les questions d'urbanisme, de voirie, …. Ce soir, je veux cette motion la plus rassembleuse possible. C'est pour cela*

*qu'il n'y a pas, dans cette motion, de mesures précises qui relèveraient de telle ou telle sensibilité politique. Il est pointé cette idée de solidarité avec notre population, que nous, en tant qu'élus, ce que nous vivons aussi en tant que citoyen, c'est ce que vit notre population. Il ne faudrait pas nous faire croire, en tant qu'élus locaux, que nous serions déconnectés de notre population locale. Nous sommes des élus de terrain au contact. Cela est très important. C'est pour cela que je souhaite présenter une motion de solidarité du Conseil municipal à l'égard de la population stéphanaise en plaidant pour une redistribution des richesses beaucoup plus équitable et qui fasse en sorte d'améliorer réellement le pouvoir d'achat de notre population.*

## Motion 1 Pour une véritable réponse de solidarité à l'état d'urgence sociale de la population stéphanaise

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

Saint-Etienne-du-Rouvray compte parmi sa population un nombre important de foyers tout particulièrement confrontés aux différentes difficultés socio-économiques cumulées, plus d'un Stéphanais sur quatre vivant sous le seuil de pauvreté.

Une fois payés le loyer et les factures d'énergie, les dépenses alimentaires, de vêtements et de soin deviennent pour un nombre croissant d'entre eux une variable d'ajustement. La peur des fins de mois difficiles est une réalité, c'est pourquoi un certain nombre de revendications portant sur le pouvoir d'achat se font actuellement écho sur notre territoire.

Lorsqu'aux inégalités sociales s'ajoute l'injustice fiscale, la colère qui s'exprime trouve aisément ses sources.

En refusant de réduire structurellement les inégalités fiscales et sociales dans le pays, le Président de la République confirme ses orientations en faveur des plus riches, au détriment des intérêts du plus grand nombre, notamment des plus précaires, en maintenant le cap d'une politique profondément injuste et inefficace qui grève le budget de l'État.

Considérant que nos populations fragilisées sont les premières exposées à la double peine des restrictions matérielles et de la baisse confirmée de la dépense publique qui ne pourra qu'aggraver la situation des services publics et de la protection sociale,

**le Conseil municipal de Saint-Etienne-du-Rouvray, réuni en séance le 13 décembre 2018, tient à affirmer sa solidarité à la population stéphanaise en demandant au gouvernement l'instauration d'un véritable plan « état d'urgence économique et sociale » impliquant des mesures de redistribution des richesses, en faveur de la nécessaire augmentation du pouvoir d'achat.**

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la motion,
par 35 votes pour.

## 1 Administration générale - Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 18 octobre 2018

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Le Conseil municipal est invité à approuver le procès-verbal de la séance précédente.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- L'article 4 du règlement intérieur du Conseil municipal,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'approuver le compte-rendu de la séance du 18 octobre 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 2 Administration générale - Décisions du maire

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Conformément au Code général des collectivités territoriales, le maire peut, par délégation du Conseil municipal, être chargé de tout ou partie de délégations pour la durée de son mandat.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Les articles L2122-22 et L2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
- Les délibérations n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 et n°2018-03-29-3 du Conseil municipal du 29 mars 2018 portant sur les délégations de pouvoirs au maire,

**Considérant :**

- L’article 4 du règlement intérieur du Conseil municipal,

Le maire informe le Conseil municipal qu’en vertu des délégations qui lui ont été accordées, il a pris les décisions suivantes :

- Création d'une régie temporaire de recette pour l'encaissement des ventes réalisées en lien avec l'exposition des bijoux d'Elsa Triolet
- Régie unique des encaissements de la restauration, de l'enfance, des centres socioculturels, du sport, des bibliothèques, du conservatoire, de la jeunesse, des affaires générales, de la sécurité, des actions envers les seniors
- Mise à disposition de locaux publics avec l'Association Plateforme de mobilité solidaire Rouen Métropole (S.V.P Bouger)
- Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle - Marché passé selon la procédure adaptée - Article 30 I 3° du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Enfance - Actualisation du coût aux familles lors de dépassement d'horaires sur les structures éducatives Espaces Educatifs (EE) et Accueil de loisirs (ACM)
- Bibliothèques municipales - Convention de mise à disposition de locaux publics - Salle partagée de la bibliothèque Louis-Aragon pour l'association du centre social de la Houssière
- Fourniture de prestations de ventes aux enchères publiques en ligne
- Convention de partenariat entre la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray et la Société nouvelle du journal l'Humanité (SNJH)
- Centre culturel le Rive gauche - Demande de subvention de fonctionnement 2019 - Département de la Seine-Maritime
- Centre culturel le Rive gauche - Demande de subvention de fonctionnement 2019 - Région Normandie
- Centre culturel le Rive gauche - Demande de subvention de fonctionnement Etat 2019 - DRAC de Normandie
- Centre culturel le Rive gauche - Demande de subvention 2019 Etat- DRAC de Normandie - Actions culturelles
- Convention de partenariat entre la ville de Saint-Etienne-du Rouvray et l'Association Les Amis de la Renaissance
- Accueil des enfants en situation de handicap dans les accueils de loisirs - Demande de subvention à la Caisse d'allocations familiales
- Marché d'acquisition de licences Microsoft Exchange pour la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray - Procédure adaptée - Article 30-I-8° du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché d'acquisition de licences Microsoft Serveurs pour la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray - Procédure adaptée - Article 30-I-8° du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché d'acquisition de licences Mail In Black pour la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray - Procédure adaptée - Article 30-I-8° du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de prestations de déménagements de particuliers résidant dans l'immeuble SORANO, voué à la démolition - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

- Jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un office et la restructuration de l'ancien office en salles de classe à l'école Pergaud - Nomination du tiers de maîtrise d'œuvre - Procédure formalisée - Article 89 et 90 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Prix des services publics locaux pour 2019 - Département des affaires scolaires et de l'enfance - Logements
- Prix des services publics locaux pour 2019 - Marchés municipaux
- Prix des services publics locaux pour 2019 - Département des activités socioculturelles et festives et de la vie associative
- Prix des services publics locaux pour 2019 - Département tranquillité publique
- Prix des services publics locaux pour 2019 - Département des bibliothèques municipales
- Prix des services publics locaux pour 2019 - Département affaires générales - Population

## 3 Finances Communales - Décision modificative n°4 - Budget de la Ville

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
La décision modificative est destinée en cours d'année après le vote du budget primitif à procéder à des ajustements comptables.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- La délibération n°2017-12-14-3 du Conseil municipal du 14 décembre 2017 adoptant le budget primitif principal de la ville pour l'exercice 2018,
- La délibération n°2018-03-29-16 du Conseil municipal du 29 mars 2018 modifiant le budget primitif principal de la ville pour l'exercice 2018 (DM n°1),
- La délibération n°2018-06-28-4 du Conseil municipal du 28 juin 2018 modifiant le budget primitif principal de la ville pour l'exercice 2018 (DM n°2),
- La délibération n°2018-10-18-6 du Conseil municipal du 18 octobre 2018 modifiant le budget primitif principal de la ville pour l'exercice 2018 (DM n°3),

**Considérant :**
- La nécessité d'ajuster les crédits de dépenses et de recettes,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la décision modificative n°4 comme suit :

**Fonctionnement** :

| Dépenses | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Départ.** | **Libellé nature** | **Imputation** | **Chap.** | **Montant** |
| DASFVA | TITRE ANNULE SUR EXERCICE ANTERIEUR | 673 | 67 | 200,00 |
| DFCP | PROVISIONS CHARGES EXCEPTIONNELLES | 678 | 67 | -200,00 |
| | | | **TOTAL** | **0,00** |

| Recettes | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Départ.** | **Libellé nature** | **Imputation** | **Chap.** | **Montant** |
| | | | **TOTAL** | **0,00** |

**Investissement** :

| Dépenses | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Départ. | Libellé nature | Imputation | Chap. | Montant |
| DST | FRAIS ETUDE | 2031 | 20 | 150,00 |
| DUHP | FRAIS ETUDE | 2031 | 20 | 8 696,00 |
| DFCP | PROVISIONS DFCP | 2031 | 20 | -9 227,00 |
| DFCP | Remboursement FCTVA | 102291 | 10 | 380,00 |
| DFCP | Terrains nus | 2111 | 041 | 1 000,00 |
| | | | **TOTAL** | **999,00** |

| Recettes | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Départ.** | **Libellé nature** | **Imputation** | **Chap.** | **Montant** |
| DFCP | AUTRES | 1388 | 041 | 999,00 |
| | | | **TOTAL** | **999,00** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 4 Finances communales - Budget Primitif 2019 - Budget de la Ville

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

*Monsieur le maire : Je voulais commencer en disant que ce budget 2019 est le dernier budget du mandat 2014-2020 pour une année pleine. Le budget de l'an prochain devra permettre à la future équipe municipale de continuer son travail à partir du mois de mars 2020.*
*J'ai intitulé ce budget 2019 : un budget d'urgence sociale et écologique. Vous avez déjà voté des budgets qui s'affirmaient comme étant des budgets axés prioritairement sur la solidarité, sur des questions qui relèvent d'action sociale et éducative pour toute la population et qui permettent grâce à de l'argent collectivisé d'entretenir un lien social,*

*d'entretenir auprès des gens des réponses par rapport à leurs besoins mais aussi par rapport à leurs aspirations. Mais aussi l'urgence écologique parce que dans nos actions, nous faisons en sorte, depuis plusieurs années, de verdir les différentes orientations qui sont dans nos politiques publiques. Je vais y revenir au fur et à mesure de ma présentation. Les réalisations sont celles de 2014 jusqu'à 2018 et vont présenter celles à intervenir en 2019.*
*Saint-Etienne-du-Rouvray est d'abord une ville solidaire. C'est suffisamment important pour le rappeler. En termes de santé, nous avons renouvelé le Contrat local de santé. Nous avons réuni, cette année, les partenaires pour en réaliser une évaluation et ils se sont mobilisés nombreux. Nous avons des dispositifs d'accompagnement et d'aide aux populations fragiles via le CCAS. Régulièrement, nous réactualisons le plan ADAP'T pour y mettre un certain nombre de moyens de façon à créer les conditions d'une meilleure accessibilité, que ce soit dans des travaux dans nos bâtiments publics ou d'accès aux espaces publics. Pour 2019, nous avons prévu un cheminement inox à la piscine pour remplir encore davantage nos critères du label tourisme handicap.*
*La ville place l'éducation encore comme une priorité au centre de son action. Nous avons généralisé l'ensemble des Animalins ouverts à tous les enfants dans les écoles, créé des quartiers d'enfants qui ont été mis en place dans 3 quartiers de la ville avec la participation de partenaires qui croisent leur regard sur l'intérêt de l'enfant. Nous poursuivons nos acquisitions d'équipements, de mobiliers pour les écoles, les crèches, les centres de loisirs et en particulier dans le cadre de la hausse démographique de nos enfants mais aussi les dispositifs imposés comme les dédoublements de classe en CP. L'année prochaine, nous examinerons les conditions, avec l'Education nationale, concernant les CE1. En 2019, il est prévu de créer une aire de jeux partagée dans l'école Curie. Avec un travail collaboratif, comme un atelier urbain partagé avec les enfants et les adolescents, nous souhaitons mettre en place une nouvelle aire de jeux dans le secteur Wallon. La ville est soucieuse de son patrimoine scolaire et régulièrement elle procède au renouvellement de son matériel mais aussi à l'embauche de nouveau personnel, c'est le cas pour les ATSEM lors d'une ouverture de classe en maternelle. Nous avons réalisé des travaux de sécurisation des écoles pour permettre la rassurance de tous et les éclairages des cours. Pour l'année prochaine, nous allons avoir un investissement important (1 300 000 euros) pour un nouveau bâtiment réalisé dans l'enceinte de l'école Langevin puis nous allons travailler la rénovation de nos bâtiments notamment sur les toitures de l'école Curie, la cour à l'école Rossif et Langevin. Nous allons lancer des études (le concours a démarré) pour un nouvel office à Pergaud qui autorisera un nouveau dimensionnement des salles de classe de maternelle.*
*Concernant la mutation urbaine, la ville poursuit, dans le quartier Seguin, où nous avons une quarantaine de logements du Foyer Stéphanais sortis de terre et nous allons travailler avec le promoteur Edifides pour reprendre la tranche 1 de ce quartier. Nous avons réalisé le lotissement des Bruyères, qui est quasiment achevé et un gros dossier nous attend en 2019, la prise en compte des copropriétés dégradées du Château-Blanc. A cet égard, c'est une bonne chose que l'Etat ait identifié la ville et notamment le quartier du Château-Blanc comme l'un des 14 quartiers identifiés dans le plan initiative copropriétés. Dans le cadre des acquisitions de réserves foncières, nous continuons à résorber l'habitat insalubre dans le quartier Guérin et nous nous rendons propriétaires de parcelles. Nous continuons ce que les équipes municipales précédentes ont pu faire en créant un certain nombre de réserves foncières, qui sont ensuite très utiles pour*

*contribuer à aménager la ville et à maîtriser son développement. Dans le quartier de la cité des familles, nous procédons avec ICF et Habitat 76 au renouvellement de leur patrimoine. C'est une véritable opération de renouvellement urbain même si elle n'émarge pas au titre de l'ANRU.*
*Par rapport aux seniors, nous avons réalisé la rénovation de la résidence autonomie Ambroise Croizat, la création du guichet senior. Pour 2019, nous confortons notre programme d'actions et d'accompagnement des seniors avec le renforcement du service pour être encore plus ambitieux par rapport au nombre de seniors que nous avons maintenant sur le territoire communal.*
*Une ville qui favorise l'émancipation par la culture. Pendant le mandat, nous avons rénové et agrandi la bibliothèque Aragon. Nous poursuivons tous les ans le renouvellement du parc d'instruments de musique au Conservatoire. Jusqu'au 16 décembre, nous avons fait revenir le trésor stéphanais chez lui. Les bijoux d'Elsa Triolet, sont exposés au Rive Gauche et c'est un vrai succès. En 2019, le logiciel de billetterie en ligne du Rive Gauche va prendre son essor et nous avons une programmation hors les murs telle que Mme Girard nous l'a présentée lors de son arrivée.*
*Je parlais d'un budget d'urgence sociale et écologique, la ville se veut vertueuse au niveau de l'environnement et elle est soucieuse du développement durable et de son cadre de vie. Nous avons réalisé une opération très lourde au cours de ce mandat, initiée à la fin du précédent en 2013. Elle a pris pleinement sa mesure en 2014. C'est la rénovation énergétique sur un grand nombre de nos bâtiments municipaux notamment dans les écoles pour pouvoir aussi installer des économies vertueuses sur le fonctionnement. Nous avons construit une chaufferie biomasse à Gagarine avec l'utilisation d'une moindre quantité d'eau avec la réduction du volume des bassins.*
*Sur les trottoirs et les voiries, même si certaines personnes, habitant les rues, nous rappellent à l'ordre sur l'entretien concernant les adventis (mauvaises herbes), nous n'utilisons plus de produits phytosanitaires sur ces espaces. Avec Pascal Le Cousin, nous allons mettre en place en 2019 une charte de l'arbre en ville où il s'agira de regarder la place de l'arbre pour d'une part, protéger et préserver ces végétaux, d'autre part, lorsqu'il faut le supprimer, pour une raison ou une autre, de compenser mais aussi développer cette place.*
*En 2019, nous souhaitons poursuivre nos économies d'énergie par rapport à la mise en place de systèmes alternatifs aux éclairages existants. Nous nous tournons de plus en plus vers des diodes électro luminescentes. Nous acquérons également du matériel pour l'entretien de voirie de façon durable.*
*Le développement du numérique s'est fait dans les écoles, même si nous savons qu'il faut y revenir régulièrement. Nous étendons encore le réseau fibre municipale qui est aussi une source d'économie. Nous généralisons l'espace multimédia dans les bibliothèques. Nous avons mis en place le paiement en ligne pour les factures Unicité qui évite des déplacements pour les usagers et génère aussi des économies en termes écologiques.*
*En 2019, le développement numérique va prendre un nouveau virage avec des nouveaux sites internet pour la ville et le Rive Gauche et la poursuite du développement de la dématérialisation, pas seulement parce que cela est nécessaire, même si nous y sommes contraints pour nos relations avec la trésorerie mais aussi parce que nous souhaitons continuer à engranger des économies. Vous aurez également noté l'apparition de*

*nouveaux outils pour ce conseil et le précédent et en 2019, nous ne souhaitons plus, ou le moins possible, recourir à des supports papier.*
*En ce qui concerne le sport, notre ville favorise encore le sport pour tous. Nous avons fait la très grande réhabilitation de la piscine. C'est l'acte d'investissement majeur de ce mandat. Le nouveau terrain stabilisé sur le stade Célestin Dubois. En 2019, avec Patrick Morisse, nous allons finir l'observation des travaux sur le gymnase Ampère et la rénovation de l'éclairage du parc omnisport Youri Gagarine. Parce que l'accueil dans le gymnase Rouland doit être requalifié, nous allons rénover les vestiaires.*
*Dans le champ de la prévention, nous mettons en place des dispositifs d'accompagnement des jeunes en difficulté avec le service prévention du Département tranquillité publique mais aussi en lien avec les affaires scolaires, le PRE. Nous continuons à lutter contre le décrochage scolaire. Nous engageons des parcours santé pour les 3/15 ans. En 2019, nous souhaitons avoir davantage de chantiers permanents d'insertion pour les 16/25 ans. Avec les collèges, nous souhaitons mettre en place des mesures de responsabilisation, en accompagnant les réponses des chefs d'établissement avant de passer à des mesures définitives d'exclusion.*
*Sur 2014-2019, la ville continue de soutenir les initiatives locales notamment les associations pour lesquelles ce n'est pas toujours facile avec la disparition des emplois aidés et la baisse des subventions. Nous souhaitons aussi accompagner les commerces de proximité. Les témoignages réalisés auprès des commerçants montrent que le pouvoir d'achats des clients impacte directement leur chiffre d'affaires. Il faut pouvoir les soutenir et soutenir leurs initiatives et notamment ceux qui ont obtenu le label du 4ème sourire qui récompense le dynamisme des commerçants notamment du centre ville et du centre Madrillet.*
*En 2019, nous engageons la phase travaux de requalification du marché du Madrillet. Nous poursuivons les réflexions avec les assises du projet de ville, sur le champ urbain, éducatif, social, de la santé. En 2019, nous allons organiser le forum des 10 ans du projet de ville, qui sera l'occasion d'évaluer les actions mises en place et construire des perspectives pour Saint-Etienne-du-Rouvray de demain.*
*Les valeurs sont réaffirmées. La question de la solidarité est importante et réalisée grâce à des services publics de proximité qui prennent en compte l'égalité, la justice sociale. Nous avons réalisé une stèle républicaine à l'occasion de l'événement douloureux et dramatique de 2016. Plus que cela, c'est un symbole de paix et de fraternité qui est installé. Ce sont des valeurs vraiment ancrées dans nos identités d'élus progressistes. Le progrès et l'émancipation sont aussi des valeurs importantes pour nous. Pour exemple, l'adhésion au réseau des villes éducatrices et nous continuons avec les élues concernées, notamment Francine Goyer et Michèle Ernis, des actions de lutte contre le sexisme. Et nous mettons la ville à hauteur d'enfants avec des quartiers d'enfants. Avec David Fontaine et Murielle Renaux, nous souhaitons poursuivre ce travail.*
*La ville toujours combative et en résistance parce que ce ne sont pas seulement des actions et des réalisations, c'est aussi des combats, des mobilisations, des luttes, des revendications apportés auprès d'autres niveaux institutionnels, apportées au niveau de l'Etat par exemple, pour pouvoir obtenir, en politique de la ville, des moyens complémentaires par rapport à ce que vivent les habitants de Saint-Etienne-du-Rouvray dans les quartiers prioritaires. Il faut savoir qu'à Saint-Etienne-du-Rouvray, nous avons les quartiers prioritaires où nous rencontrons les personnes les plus pauvres, les plus modestes de la métropole. Toutes choses étant égales par ailleurs, c'est dans le quartier*

*Robespierre et Wallon au Château-Blanc que les indicateurs sont les plus bas en termes de fragilité sociale et économique. Il faut continuer à travailler sur la question de l'éducation, de la solidarité avec ces personnes.*
*Il faut se battre aussi sur la rénovation urbaine. Je me suis engagé pour requalifier le centre Madrillet. Ce travail avait été engagé par Hubert Wulfranc et qui continue par nos deux voix, la sienne en tant que parlementaire et la mienne localement, à faire en sorte que la ville soit retenue par rapport à l'intérêt national mais aussi régional. Pas plus tard qu'en juillet, la ville a été retenue au plan national initiative copropriétés.*
*Nous nous mobilisons aussi par rapport au service public communal pour conforter le plus possible une modalité de gestion en régie directe. Avec les élus militants, nous défendons aussi les services publics locaux. Nous avons défendu la poste. Nous trouvons que le sort fait aux postiers actuellement n'est pas acceptable avec des changements de tournées, des tournées qui s'allongent, avec des services commerciaux qui n'existaient pas avant. Nous nous sommes battus collectivement aussi à Saint-Etienne-du-Rouvray au niveau du centre hospitalier du Rouvray en pointant le manque de moyens, de postes. Tous les problèmes ne sont pas encore résolus notamment pour la prise en compte des adolescents dans ce centre hospitalier spécialisé.*
*Nous nous mobilisons régulièrement aussi pour pointer la disparition programmée des CIO, pour préserver l'emploi local par rapport aux fermetures d'entreprises et il faudra continuer à se battre par rapport au projet de rapatriement des missions locales vers le pôle emploi.*
*Je vais vous présenter maintenant ce budget en grandes masses.*

**Exposé des motifs :**
Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante les dépenses et les recettes d'un exercice.
Le budget primitif 2019 de la Ville a été élaboré au vu des orientations budgétaires qui ont été présentées au Conseil municipal du 18 octobre 2018.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La délibération n°2018-10-18-12 du Conseil municipal du 18 octobre 2018, relative au débat des orientations budgétaires précédant la préparation du budget primitif 2019,

**Considérant :**
- L'obligation d'adopter le budget dans les deux mois suivant le débat des orientations budgétaires et l'avis favorable de la première commission réunie le 3 décembre 2018,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter le budget primitif de la ville pour l'exercice 2019 comme suit :

| | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT | **9 845 458,00 €** | **9 845 458,00 €** |
| Mouvements réels | 9 845 458,00 € | 7 647 182,00 € |
| Mouvements d'ordre | | 2 198 276,00 € |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | **44 082 561,00 €** | **44 082 561,00 €** |
| Mouvements réels | 41 884 285,00 € | 44 082 561,00 € |
| Mouvements d'ordre | 2 198 276,00 € | |
| TOTAL GENERAL DES MOUVEMENTS | **53 928 019,00 €** | **53 928 019,00 €** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération, par 33 votes pour, 2 abstentions.

*Monsieur Brière : Comme l'année dernière, nous nous abstiendrons sur le vote du budget. Aucune coupe majeure n'est effectuée contre l'intérêt de la population stéphanaise, mais il ne peut nous satisfaire entièrement car les besoins augmentent alors que l'enveloppe globale reste stable. Ce budget est préparé par une majorité municipale à laquelle nous n'appartenons pas, qui ne nous consulte pas, et de fait nous ne partageons pas tous les choix effectués. C'est la vie démocratique, il y a des majorités et des minorités, celles-ci exercent leur droit critique. D'autre part, nous tenons à renouveler notre geste d'alerte auprès de la population quand aujourd'hui les attaques contre les collectivités locales ont un caractère particulièrement grave. Le mouvement des Gilets jaunes a éclairé une nouvelle fois le fossé qui se creuse entre les besoins des milieux populaires et la manière dont les gouvernements passés et actuels serrent les cordons de la bourse à tous les budgets publics. La non remise en cause du CICE qui rapporte 140 milliards d'euros aux actionnaires, la suppression de l'ISF, l'injustice fiscale entraîne une paupérisation en augmentation constante dans notre pays.*
*Ces choix politiques ont des graves conséquences sur les budgets de l'Etat, des collectivités locales et la population. Le gouvernement actuel, dirigé par des anciens du gouvernement précédent et des anciens de LR, fait tout particulièrement exploser les mesures de restriction budgétaire concernant les personnels (moins 30 000 emplois dans la fonction publique). Le personnel du service public est inquiet de ces choix qui impactent directement la vie des collectivités locales et le service rendu envers les populations.*
*Saint-Etienne-du-Rouvray est une ville de 30 000 habitants où le taux de chômage et de pauvreté est très important. Aujourd'hui, le choix de renouvellement urbain et du bâti municipal a un coût qui est justifié pour un service public qui satisfasse les besoins de la population. Or, nous savons que les dotations sont en baisse et impactent les budgets municipaux. On ne peut pas se contenter de « limiter les dégâts » d'année en année. Ce sont toujours les mêmes qui doivent se serrer la ceinture, jamais les banques, ni les actionnaires.*

*Monsieur Moba M'Builu : Ce budget confirme notre attachement à un service public communal fort, diversifié et de qualité qui soit accessible à tous. Nous nous réjouissons*

*particulièrement de deux tendances qu'il faudra accentuer pour les prochains budgets : nous devons continuer nos efforts pour réduire notre dette. Dans le même temps, il nous faudra encore améliorer notre capacité d'autofinancement, condition nécessaire pour limiter le recours à l'emprunt. Au risque de nous répéter, afin d'atteindre ces objectifs, nous réitérons notre demande pour qu'une commission budgétaire entre élus se tienne. Nous sommes, vous le savez, mobilisés contre les orientations politiques nationales qui minent nos collectivités.*
*A ce titre, dans le prolongement de ce qui a été dit en introduction à ce conseil municipal, nous souhaitons dénoncer l'idéologie centralisatrice qui anime le Président de la République. Les conseils municipaux et leurs élus sont les maillons de proximité indispensables de l'action publique au quotidien. Derrière les choix budgétaires injustes du gouvernement et l'absence systématique de concertation avec les élus locaux, ce sont des services publics de proximité indispensables, des politiques publiques de solidarités fondamentales et des actions locales de cohésion incontournables pour les Stéphanaises et les Stéphanais qui sont toujours plus menacés. Cela doit cesser.*

*Monsieur le maire : J'ai bien noté que le vote allait s'engager vers deux abstentions du groupe NPA. Vous indiquez que vous n'êtes pas consulté, or il existe une commission dans laquelle les finances sont reprises. Cette commission pourrait être une commission budgétaire puisque que nous y présentons le budget. Peut-être que cela ne correspond pas encore à des attentes, les échanges n'y sont pas suffisants puisque nous sommes plus sur la réponse à des questions, plutôt que sur l'engagement de perspectives pour les aspects budgétaires et de prospectives budgétaires. Peut-être que les commissions projet de ville peuvent être des cadres à examiner cela en regardant les efforts réalisés par la ville sur les différentes politiques publiques que nous conduisons et les questions de reste à charge pour la collectivité par rapport aux dépenses que chaque usager engage lui même dans les actions, les prestations, les activités que nous proposons.*
*Sur la question de l'absence de partage des orientations, je voudrais bien savoir quelles sont les grandes orientations que nous ne partageons pas ? Vous êtes, comme nous, à dénoncer les problématiques du cap libéral. A un moment donné, nous avons des moyens financiers recensés que nous déplorons qu'ils ne soient pas plus nombreux. Avec ces moyens, nous arrivons à définir des axes prioritaires. Je ne pense pas qu'entre une mairie progressiste comme la nôtre à gauche, nous ayons les mêmes orientations prioritaires que dans une mairie de droite. Il me semble que, là aussi, nous arrivons à faire ensemble la différence. Je souhaiterais que nous soyons plus précis dans ce cas-là. Vous dites que nous ne pouvons pas nous contenter de limiter les dégâts. En effet, je pense qu'avec plus de moyens, nous irions plus loin, plus vite, plus fort. En maintenant notre cap solidaire, notre cap de priorité éducative, nous arrivons à déployer des choses sur le territoire. Je ne suis pas sûr que toutes les villes aient des dispositifs d'accueil de loisirs dans chaque école, qui permettent d'accueillir pour des tarifs solidaires autant d'enfants avec des conditions qui leur permettent d'accéder à des socialisations, à l'émancipation par la culture par le sport, à pratiquer des séances de loisirs ou aller vers de l'accompagnement scolaire. C'est aussi important à souligner.*
*Une dernière remarque avant de soumettre au vote. Ce budget n'est pas totalement la somme que nous sommes potentiellement capables d'engager l'année prochaine parce que cette présentation s'est faite hors engagement NPNRU, qui va être présenté dans une prochaine délibération dans laquelle nous expliquerons ce qu'est un APCP*

*(autorisation de programme avec les crédits de paiement). Dans la mesure où nous n'avons pas encore les notifications des sommes engagées, la présentation s'est véritablement faite en dehors de ce champ. Nous avons donc souhaité isoler cette opération par rapport au champ budgétaire. Mais les sommes figurent bien dans les grands équilibres.*

*Monsieur Morisse : Cette explication justifie la différence entre les 52 millions présentés en commission et les 53,9 millions du budget que nous allons voter.*

*Monsieur le maire : Tout a fait. Une présentation a été faite en commission qui reprenait les 52 millions engagés selon un budget classique. Madame Maeght a bien expliqué que nous voulions faire un budget annexe pour l'opération de renouvellement urbain qui n'a pas été possible. Nous avons alors agrégé les sommes pour faire le budget des grands équilibres qui reprend la somme de 53,9 millions parce qu'il est envisagé d'engager 1,9 millions l'année prochaine. Je tenais à vous donner cette précision pour être totalement sincère.*

*Madame Ernis : Quand on parle de l'ISF, c'est en fonction de la fortune et à une échelle plus petite, les usagers paient en fonction de leurs revenus, en fonction du quotient familial. Il y a quelque part un éclairage de la politique de la ville et de ses choix à travers ce quotient familial.*
*Concernant les travaux de la piscine, tout le monde en est content. Il serait alors bien qu'il y ait une affichette sur les coûts de la rénovation. Lorsque la place de la Fraternité au Château-Blanc va être refaite, il faudrait pouvoir donner des ordres de grandeur. Lorsqu'il y a des réclamations, c'est bien que les gens sachent combien ça a coûté. Il y a, aujourd'hui, un fossé entre ce qui est réalisé et son coût.*
*Concernant Robespierre, ça a été un rapport de force avec le gouvernement. Si nous ne nous étions pas fait entendre, nous n'aurions pas été identifiés comme l'un des 14 quartiers du plan initiative copropriétés. Dans la situation actuelle, je rêve d'un monde différent. Mais entre les opérations sur Sorano, la rénovation de la piscine, le quotient familial, un certain nombre de choses faites sur la ville, qu'est ce que le NPA propose concrètement pour améliorer.*

*Monsieur Brière : Nous n'avons jamais remis en cause le NPNRU. Nous nous abstenons sur le budget, c'est tout. Quand vous êtes au RSA, que vous avez deux ou trois enfants, que vous avez la cantine à payer, que vous avez les loyers à payer, … même si les tarifs sont peu élevés, pour nous, c'est encore trop cher payé. J'ai pris une grande leçon d'humilité en allant voir les gilets jaunes.*

*Monsieur le maire : Nous sommes tous d'accord pour savoir, en fréquentant la population stéphanaise, que ce soit sur les ronds-points ou dans la rue, que les difficultés existent et que ce n'est pas facile. C'est en construisant un budget avec une orientation sociale très prononcée, en mettant en place la tarification solidaire que nous pouvons peut-être aider les gens, même si on ne peut pas tout faire. C'est le sens de l'expression de Madame Ernis.*

*Monsieur Morisse : Quand nous faisons des gros travaux, comme à Ampère aujourd'hui ou à la piscine, nous essayons autant que possible de mettre le prix sur les panneaux. Pour la piscine, il y avait tout une exposition au moment des travaux dans le hall où figuraient les financeurs et les tarifs.*

## 5 Finances communales - Budget primitif 2019 - Budget de la ville - Vote des autorisations de programme et crédits de paiement

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la ville décide de voter l'intégralité des autorisations de programmes (AP) sur le premier exercice soit 2019 et les crédits inutilisés sont reportés sur l'exercice suivant.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe de l'annualité budgétaire.
Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement.
Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme et crédits de paiements sont encadrées par des articles du Code général des collectivités territoriales et du Code des juridictions financières :
Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget N ne tient compte que des CP de l'année.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (Fonds de compensation de la TVA, subventions, autofinancements, emprunts). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire.
Elles sont votées par le Conseil municipal, par délibérations distinctes, lors de l'adoption

du budget de l'exercice ou des décisions modificatives :
- La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que la répartition dans le temps et les moyens de son financement. Dès cette délibération adoptée, l'exécution peut commencer.
- Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.
- Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées par le Maire jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme).

Considérant que le projet de réhabilitation du quartier Madrillet - Château-Blanc répond à un investissement lourd et qui s'étalera sur plusieurs exercices, il apparaît opportun de réaliser un découpage par opération via une procédure d'AP/CP.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2311-3 et R2311-9 portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,
- L'article L263-8 du Code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,
- Le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,
- L'instruction budgétaire et comptable codificatrice M14 en vigueur,
- L'avis favorable du Maire,

**Considérant :**
- La nécessité de gérer cette opération d'investissement en gestion pluriannuelle et de les regrouper en opérations spécifiques

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'ouvrir les autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) telles qu'indiquées dans le tableau ci-dessous.
- Autorise le maire, à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2019 comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

| Libellé opération | Montant total AP | CP 2019 | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP 2024 | CP 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet Marché** | **929 000 €** | 559 502 € | 369 498 € | - | - | - | - | - |
| **Projet Médiathèque** | **8 564 605 €** | 1 066 132 € | 2 355 277 € | 3 742 328 € | 1 283 220 € | 117 648 € | - | - |
| **Projet Maison du citoyen** | **2 691 200 €** | - | - | - | 218 520 € | 765 352 € | 1 280 496 € | 426 832 € |
| **Projet conservatoire de musique** | **633 600 €** | - | - | - | - | - | 633 600 € | - |
| **Projet place** | **2 398 665 €** | - | - | - | 267 500 € | 0,00 € | 416 582 € | 1 714 583 € |
| **Liaison interquartier** | **300 000 €** | 300 000 € | - | - | - | - | - | - |
| **Total projet NPNRU** | **15 517 070 €** | **1 925 634 €** | **2 724 775 €** | **3 742 328 €** | **1 769 240 €** | **883 000 €** | **2 330 678 €** | **2 141 415 €** |

Ces dépenses seront financées par les ressources suivantes (FCTVA, subventions et emprunts).

| Répartition des recettes attendues par exercice pour la totalité du projet NPNRU | Montant total des recettes | Recettes attendues 2019 | Recettes attendues 2020 | Recettes attendues 2021 | Recettes attendues 2022 | Recettes attendues 2023 | Recettes attendues 2024 | Recettes attendues 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Emprunt nouveau** | **2 500 000 €** | - | 1 500 000 € | - | - | - | 1 000 000 € | - |
| **Subventions ANRU** | **8 178 243 €** | 826 434 € | 906 741 € | 3 228 671 € | 987 331 € | 250 675 € | 391 608 € | 1 586 783 € |
| **Subventions Région** | **1 931 220 €** | 563 600 € | 120 000 € | 4 620 € | 427 000 € | 115 200 € | 297 600 € | 403 200 € |
| **Subventions Département** | **307 000 €** | - | 35 000 € | 105 000 € | 35 000 € | - | 132 000 € | - |
| **Subventions Métropole Rouen Normandie** | **1 364 981 €** | 535 600 € | 163 034 € | 238 728 € | 117 292 € | 11 183 € | 269 192 € | 29 952 € |
| **FCTVA** | **1 235 626 €** | - | - | 165 309 € | 202 617 € | 505 942 € | 240 278 € | 121 480 € |
| **Total projet NPNRU** | **15 517 070 €** | **1 925 634 €** | **2 724 775 €** | **3 742 328 €** | **1 769 240 €** | **883 000 €** | **2 330 678 €** | **2 141 415 €** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération, par 33 votes pour, 2 abstentions.

## 6 Finances communales - Décision modificative n°4 - Budget du Rive Gauche

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Les décisions modificatives sont destinées à procéder en cours d'année après le vote du budget primitif à des ajustements comptables entre chapitre de même section ou entre

section.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- La délibération du 2017-12-14-3 du Conseil municipal du 14 décembre 2017 adoptant le budget primitif du Rive Gauche pour l'exercice 2018,
- La délibération du 2018-03-29-16 du Conseil municipal du 29 mars 2018 modifiant le budget primitif du Rive Gauche pour l'exercice 2018 (DM n°1),
- La délibération 2018-06-28-05 du Conseil municipal du 28 juin 2018 modifiant le budget primitif du Rive Gauche pour l'exercice 2018 (DM n°2),

- La délibération du 2018-10-18-8 du Conseil municipal du 18 octobre 2018 modifiant le budget primitif du Rive Gauche pour l'exercice 2018 (Dm n°3),

**Considérant :**
- La nécessité d'ajuster les crédits de dépenses et de recettes,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la décision modificative n°4 comme suit :

Budget du Rive Gauche : Décision modificative n°4

**FONCTIONNEMENT**

| **Dépenses** | | |
|---|---|---|
| **Imputation** | **Libellé nature** | **Montant** |
| 6135 | Location | 8 443,00 |
| 65888 | Charges de gestion courante | 1 100,00 |
| 60612 | Energie électricité | -1 100,00 |
| | **TOTAL** | **8 443,00** |

| **Recettes** | | |
|---|---|---|
| **Imputation** | **Libellé nature** | **Montant** |
| 74718 | DUBVENTION DRAC | 8 443,00 |
| | **TOTAL** | **8 443,00** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 7 Finances communales - Budget primitif 2019 - Budget du Rive Gauche

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante les dépenses et les recettes d'un exercice.
Le budget primitif 2019 du Rive Gauche a été élaboré au vu des orientations budgétaires qui ont été présentées au Conseil municipal du 18 octobre 2018.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La délibération n°2018-10-18-12 du Conseil municipal du 18 octobre 2018, relative au débat des orientations budgétaires précédant la préparation du budget primitif 2019,

**Considérant :**
- L'avis favorable de la première commission du 3 décembre 2018,
- L'obligation d'adopter le budget primitif dans les deux mois suivants le débat d'orientation budgétaire,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'octroyer au Rive Gauche une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2019 d'un montant de 660 197,00 € le Budget primitif du Rive gauche pour l'exercice 2019 comme suit :

| | **DEPENSES** | **RECETTES** |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | | |
| Mouvements réels | 17 386,00 € | |
| Mouvements d'ordre | | 17 386,00 € |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | | |
| Mouvements réels | 1 094 151,00 € | 1 111 537,00 € |
| Mouvements d'ordre | 17 386,00 € | |
| **TOTAL GENERAL DES MOUVEMENTS** | **1 128 923,00 €** | **1 128 923,00 €** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération, par 33 votes pour, 2 abstentions.

## 8 Finances communales - Budget Primitif 2019 - Budget de la Restauration municipale

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante les dépenses et les recettes d'un exercice.

Le budget primitif 2019 de la Restauration municipale a été élaboré au vu des orientations budgétaires qui ont été présentées au Conseil municipal du 18 octobre 2018.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La délibération n°2018-10-18-12 du Conseil municipal du 18 octobre 2018, instaurant un débat relatif à la préparation du budget primitif 2019,

**Considérant :**
- L'avis favorable de la première commission du 3 décembre 2018,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter le Budget Primitif de la Restauration municipale pour l'exercice 2019 comme suit :

| | **DEPENSES** | **RECETTES** |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| Mouvements réels | | |
| Mouvements d'ordre | | |

| | | |
|---|---|---|
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | **802 980,00 €** | **802 980,00 €** |
| Mouvements réels | 802 980,00 € | 802 980,00 € |
| Mouvements d'ordre | | |

| | | |
|---|---|---|
| **TOTAL GENERAL DES MOUVEMENTS** | **802 980,00 €** | **802 980,00 €** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération, par 33 votes pour, 2 abstentions.

## 9 Finances communales - Budget primitif 2019 - Lotissement communal Seguin

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante les dépenses et les recettes d'un exercice.

Le budget primitif 2019 de budget lotissement a été élaboré au vue des orientations budgétaires qui ont été présentées au conseil municipal du 18 octobre 2018.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,

**Considérant :**
- La demande du service pour terminer le projet.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter le budget primitif du lotissement Seguin pour l'exercice 2019 comme suit :

| | **DEPENSES** | **RECETTES** |
|---|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT | **284 705,00 €** | **284 705,00 €** |
| Mouvements réels | | |
| Mouvements d'ordre | 284 705,00 € | 284 705,00 € |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | **569 410,00 €** | **569 410,00 €** |
| Mouvements réels | 284 705,00 € | 284 705,00 € |
| Mouvements d'ordre | 284 705,00 € | 284 705,00 € |
| TOTAL GENERAL DES MOUVEMENTS | **854 115,00 €** | **854 115,00 €** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération,
par 33 votes pour, 2 abstentions.

## 10 Finances communales - Subvention de fonctionnement 2019 - Budget du Rive Gauche

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Le budget annexe du Rive Gauche est équilibré chaque année par une subvention de fonctionnement provenant du budget principal de la Ville.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- L'intérêt d'utilité communale du Rive Gauche,
- Que pour équilibrer leur budget, le Rive Gauche, doit bénéficier d'une subvention publique,
- L'avis favorable de la première commission du 3 décembre 2018.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'octroyer au Rive Gauche une subvention de fonctionnement pour l'année 2019 de 660 197,00 euros

| | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|
| Section d'Investissement | 15 532,00 € | 15 532,00 € |
| Section de Fonctionnement | 1 111 537,00 € | 451 340,00 € |
| Total : | 1 127 069 € | 466 872,00 € |
| Besoin de financement | | 660 197,00 € |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération,
par 33 votes pour, 2 abstentions.

## 11 Finances communales - Subvention de fonctionnement 2019 - Budget du Centre communal d'action sociale (CCAS)

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Le budget annexe du Centre communal d'action sociale est équilibré chaque année par une subvention de fonctionnement provenant du budget principal de la Ville.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- L'intérêt d'utilité public communale du Centre communal d'action sociale,
- Que pour équilibrer le budget, le Centre communal d'action sociale, doit bénéficier d'une subvention publique,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'octroyer au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 378 390 euros au titre de 2019

| | **DEPENSES** | **RECETTES** |
|---|---|---|
| Section d'Investissement | 800,00 € | 15 100,00 € |
| Section de Fonctionnement | 2 093 825,00 € | 701 135,00 € |
| Total : | 2 094 625,00 € | 716 235,00 € |
| Besoin de financement | | 1 378 390,00 € |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération, par 33 votes pour, 2 abstentions.

## 12 Finances communales - Subvention de fonctionnement 2019 - Budget de la Restauration municipale

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Le budget annexe de la Restauration municipale est équilibré chaque année par une subvention de fonctionnement provenant du budget principal de la Ville.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- L'intérêt d'utilité communale de la Restauration municipale,
- Que pour équilibrer le budget, la Restauration municipale, doit bénéficier d'une subvention publique,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'octroyer à la Restauration municipale une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2019 de 314 570 euros.

| | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|
| Section d'investissement | | |
| Section de fonctionnement | 802 980,00 € | 488 410,00 € |
| Total : | 802 980,00 € | 488 410,00 € |
| Besoin de financement | | 314 570,00 € |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération, par 33 votes pour, 2 abstentions.

## 13 Finances communales - Détermination des taux d'imposition de l'année 2019 - Budget de la Ville

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Au vu de l'état 1259, portant notification des bases nettes d'imposition des trois taxes directes locales, des allocations compensatrices revenant à la commune pour l'exercice 2018 et au regard des orientations municipales, il est proposé de fixer les taux d'imposition pour l'année 2019.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des impôts et notamment les articles 1636 et suivants,
- La loi n°80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale,
- La loi de finances pour l'année 2019,
- La délibération n°2017-12-14-5 du Conseil municipal du 14 décembre 2017 fixant pour l'année 2018, les taux des contributions directes locales,

**Considérant :**
- L'avis favorable de la première commission du 3 décembre 2018,
- Le choix de maintenir le taux communal à l'identique afin de ne pas accroître la fiscalité des Stéphanais.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De fixer les taux d'imposition pour l'année 2019, comme suit :

| | Taux 2018 | Taux 2019 |
|---|---|---|
| Taxe d'habitation | 24,28% | 24,28% |
| Taxe sur le foncier bâti | 30,49% | 30,49% |
| Taxe sur le foncier non bâti | 51,14% | 51,14% |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération,
par 33 votes pour, 2 abstentions.

## 14 Finances communales - Renouvellement du contrat des cartes achat public - Budget de la ville

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Depuis le 1er janvier 2017, une solution de paiement sécurisée proposée par la Caisse d'Epargne a été mise en place. Certains services de la ville bénéficient ainsi d'une carte achat public afin de leur faciliter le paiement des petites dépenses courantes. Ce mode de paiement est complémentaire à celui du mandat administratif.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et à l'affirmation des métropoles dite loi « MAPTAM »,
- Le décret 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés par carte achat,

**Considérant :**
- Qu'afin de faciliter le paiement des petites dépenses courantes, de réduire les coûts de traitement des commandes et le délai de paiement pour les fournisseurs, il est proposé de renouveler ce dispositif à compter du 1er janvier 2019,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De renouveler d'un an ce dispositif à compter du 1er janvier 2019 selon les modalités ci-dessous :

Article 1 :
Le Conseil municipal décide de doter la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray d'un outil de commande et de solution de paiement des fournisseurs et décide ainsi de contracter auprès de la Caisse d'Epargne la solution carte achat public pour une durée d'un an renouvelable à chaque échéance.

La solution carte achat sera mise en place au sein de la commune à compter du 1er janvier 2019 et ce jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 2 :
La Caisse d'Epargne met à la disposition de la commune les cartes achats auprès des porteurs désignés.
La commune de Saint-Etienne du Rouvray désignera chaque porteur de carte et définira les paramètres d'habilitation de chaque carte.
La Caisse d'Epargne mettre à disposition de la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray 10 cartes achat public.

Ces solutions de paiement et de commande sont des cartes à autorisations systématiques fonctionnant sur un réseau fermé de fournisseurs désignés par la collectivité.
Tout retrait d'espèces est impossible.
Le montant plafond global annuel maximum autorisé s'élève à 35 000 €. Par ailleurs, chaque carte dispose de plafond propre.

Article 3 :
La Caisse d'Epargne s'engage à payer aux fournisseurs de la collectivité toutes créances nées d'un marché exécuté par carte achat de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray dans un délai compris entre 24 heures et 4 jours ouvrés.

Article 4 :
Le Conseil municipal sera tenu informé des opérations financières exécutées dans le cadre de la présente mise en place de la carte achat, dans les conditions fixées à l'article 4 alinéa 3 du Décret 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics.

L'émetteur portera ainsi chaque utilisation de la carte sur un relevé d'opérations établi mensuellement. Ce relevé d'opérations fait foi des transferts de fonds entre les livres de la Caisse d'Epargne et ceux des fournisseurs.

Article 5 :
La Commune créditera le compte technique ouvert dans les livres de la Caisse d'Epargne retraçant les utilisations de la carte achat du montant de la créance née et approuvée. Le comptable assignataire de la commune procède au paiement sur présentation des pièces justificatives obligatoire que constitue : la facture.

Il revient par conséquent au porteur de la carte d'engager la dépense et de faire le nécessaire pour récupérer la facture. En effet, aucune dépense ne pourra être prise en charge par le trésor public en absence de pièce justificative. A titre d'information, un ticket de caisse, ne constitue pas une pièce justificative. Seule la facture est admise par le comptable assignataire qui procèdera au paiement.
Le comptable paiera les créances à l'émetteur dans un délai de 30 jours.

Article 6 :
La cotisation annuelle par carte achat est fixé à 50 euros.
Une commission de 0,20% sera due.

Article 7 : Le Maire est autorisé à signer le renouvellement dudit contrat.

Article 8 :
Figure ci-dessous, le tableau des cartes disponibles, le nom du porteur, le montant plafond de dépenses ainsi que le coût de chaque carte achat.

| Département | Désignation Porteur de la carte (Prénom NOM) | Nombre de carte | Plafond annuel autorisé | Coût annuel de la carte |
|---|---|---|---|---|
| JEUNESSE | Mélanie PAYSANT | 1 | 4 500 € | 103 € |
| SG | Bénédicte MAEGHT | 1 | 5 000 € | 109 € |
| RM | Pascal CAUVIN | 1 | 3 000 € | 85 € |
| DBM | Catherine DILOSQUET-VONG | 1 | 3 000 € | 85 € |
| DUHP | Emmanuelle POUPART | 1 | 500 € | 56 € |
| DASE | Pauline MAILLARD | 1 | 3 000 € | 85 € |
| | Julie CHAMPEAUX | 1 | 3 000 € | 85 € |
| MIEF | Angéla SY | 1 | 1 000 € | 62 € |
| SPORT | Maryvonne COLLIN | 1 | 3 000 € | 85 € |
| DSDS | Christophe DALIBERT | 1 | 3 000 € | 85 € |
| | TOTAL | 10 | 29 000 € | 841 € |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 15 Finances Communales - Instruction comptable M14 - Amortissement des immobilisations - Actualisation des durées d'amortissement

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Les conditions actuelles d'amortissement ont été fixées par délibération du 19 décembre 1996 et du 18 décembre 1997 puis actualisées le 27 juin 2017 pour l'amortissement des subventions.

Il s'agit ici de mettre à jour la durée des amortissements et indiqués la nature des comptes amortissables.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2321-2-27, L2321-2-28 et R2321-1 relatifs aux amortissements,

**Considérant :**

- La nécessité de mettre à jour les durées d'amortissement et de lister les catégories de biens amortissables en fixant une borne inférieure et supérieure.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante sur proposition du Maire, à l'exception :
  - Des frais d'études, élaboration, modification et révision des documents d'urbanisme, obligatoirement amortis sur une durée de 10 ans,
  - Des frais d'études non suivies de réalisation, obligatoirement amortis sur une durée de 5 ans.
- Pour les autres immobilisations, il est proposé de fixer les durées d'amortissement entre les bornes minimum et maximum et être ainsi plus prêt de l'utilisation réelle des biens.
- Voici le tableau des durées d'amortissement en fonction de la catégorie de bien :

| Catégories de biens | Durée minimum | Durée maximum |
|---|---|---|
| Logiciel | 1 an | 5 ans |
| Voiture | 1 an | 5 ans |
| Camion et véhicule industriel | 1 an | 8 ans |
| Mobilier | 1 an | 10 ans |
| Matériel de bureau électrique ou électronique | 1 an | 7 ans |
| Matériel informatique | 1 an | 5 ans |
| Matériel classique | 1 an | 10 ans |
| Coffre-fort | 5 ans | 20 ans |
| Installation et appareil de chauffage | 10 ans | 20 ans |
| Appareil de levage, ascenseur | 20 ans | 30 ans |
| Equipement garages et ateliers | 10 ans | 15 ans |
| Equipement des cuisines | 10 ans | 15 ans |
| Equipement sportif | 10 ans | 15 ans |
| Installation de voirie | 20 ans | 30 ans |
| Plantations | 15 ans | 20 ans |
| Autre agencement et aménagement de terrain | 15 ans | 30 ans |
| Bâtiment léger, abris | 10 ans | 15 ans |
| Agencement et aménagement de bâtiment, installation électrique et téléphonie | 15 ans | 20 ans |
| Bien de faible valeur inférieure à 762,25 € | 1 an | |

- Les subventions sont classifiées comme suit et doivent obligatoirement être amorties sur la durée associée (compte 204). La recette d'investissement doit être prévue au compte 28 décliné en fonction de la nature comptable :
  - Subvention d'équipement finançant des biens matériels, mobiliers et études .....5 ans
  - Subvention d'équipement finançant des bâtiments et installations .....15 ans
  - Subvention d'équipement finançant des projets d'infrastructures d'intérêt national .....30 ans

- Les subventions d'investissement transférées en fonctionnement doivent être amorties obligatoirement sur la même durée que celle du bien considéré. La recette d'investissement est inscrite au compte 139.

**Précise que :**
- Cette délibération s'applique dès le 1er janvier 2019

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 16 Finances communales - Décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics - Nomenclature des fournitures et services 2019

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
La nomenclature de la Ville doit être renouvelée pour l'année 2019.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- La circulaire du 14 février 2012 relative au guide de bonne pratiques en matière de marchés publics.,

**Considérant que :**
- La personne publique doit déterminer avec précision la nature et l'étendue des besoins à satisfaire, avant tout appel à la concurrence ou toute négociation sans appel à la concurrence,
- Au sein de chaque personne publique, le pouvoir adjudicateur doit déterminer le niveau auquel les besoins de fournitures et de services sont évalués,

- Il appartient au Conseil municipal de la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray de déterminer le niveau de computation des seuils de mise en concurrence par la mise en place d'une nomenclature,
- Les besoins de la ville évoluent, la mise à jour de la nomenclature est nécessairement périodique.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De reconduire la version de la nomenclature d'achats de fournitures et de services pour la période allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 17 Contrat unique global - Signature de la convention cadre de gestion urbaine de proximité - Quartier prioritaire de la politique de la Ville Buisson / Gallouen

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
La loi de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine, promulguée le 21 février 2014, fixe le nouveau cadre de la politique de la ville. Elle vise à ce que l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements aient pour objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

L'inscription du périmètre actuel du quartier intercommunal Buisson/Gallouen entre les villes de Saint-Etienne-du-Rouvray et Sotteville-lès-Rouen dans la géographie prioritaire date du décret 2014-1750 du 30 décembre 2014, applicables depuis le 1er janvier 2015, fixant la liste de ces nouveaux quartiers prioritaires.

Dans ce cadre, la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray poursuit son engagement dans la démarche de gestion urbaine de proximité sur le secteur Buisson/Gallouen qui a pour objectif d'assurer de manière pérenne le bon fonctionnement d'une unité d'habitat, par la mise en œuvre sur site de mesures de gestion coordonnées et partenariales impliquant les divers intervenants de terrain, y compris les habitants. Ce dispositif partenarial répond au projet de territoire du quartier Buisson/Gallouen annexé au Contrat de Ville de la Métropole Rouen Normandie signé le 5 octobre 2015.

Sur la base d'un diagnostic partagé par tous les acteurs concernés, la convention GUP formalise les engagements de chaque partenaire en matière de gestion urbaine de proximité, en vue de contribuer collectivement et dans leur domaine de compétence respectif à la mise en œuvre d'orientations stratégiques déclinées dans un plan d'action selon les objectifs suivants :

- Améliorer le cadre de vie des habitants et des usagers et augmenter l'attractivité des quartiers
- Améliorer la qualité de vie et favoriser le lien social et le vivre ensemble dans les espaces en impliquant l'ensemble des acteurs.

La convention est conclue entre la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, la Ville de Sotteville-lès-Rouen, les bailleurs Habitat 76 et le Toit Familial, la Métropole Rouen Normandie et la Préfecture pour une durée de 5 ans et pourra être modifiée d'année en année à travers des avenants selon les résultats mis en évidence lors des évaluations annuelles.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**

- Le Code général des collectivités territoriales,
- La Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine,
- Le Décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville dans les quartiers métropolitains,
- Le Décret n°2015-1138 du 14 septembre 2015 rectifiant la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- Le Contrat de Ville Métropole Rouen Normandie signée le 5 octobre 2015.

**Considérant :**

- Le quartier Buisson/Gallouen fait partie de la géographie prioritaire de la Politique de la Ville,
- La mise en place de la gestion urbaine de proximité est un axe fort du projet de territoire du quartier Buisson/Gallouen,
- La convention-cadre est la traduction de l'engagement de l'ensemble des partenaires sur les moyens employés sur ce quartier en matière de gestion urbaine de proximité.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout avenant éventuel à celle-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 18 Prévention citoyenne en direction des jeunes publics - Subvention action "collégiens citoyens"

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Mise en œuvre dans le cadre du plan d'action de notre politique de prévention et de tranquillité publique, la prévention de la radicalisation vise la sensibilisation et la mobilisation des acteurs du territoire afin de faciliter la détection précoce des signes de radicalisation. En 2018, l'État, le Conseil départemental de la Seine-Maritime et la Caisse d'allocations familiales (Caf 76) ont renouvelé la démarche d'appel à projets commun pour la prévention de la radicalisation visant la lutte contre le communautarisme et la maîtrise des notions de citoyenneté et de laïcité.
Dans ce cadre, la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray a réitéré le projet « collégiens citoyens » en direction des collèges Pablo-Picasso, Maximilien-Robespierre et Louise-Michel. Ce projet de prévention primaire n'a pas été sélectionné au titre des crédits du FIPDR (Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation) réorienté vers la prévention secondaire.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La nouvelle stratégie nationale de prévention de la radicalisation,
- Le plan métropolitain de la radicalisation,
- Le plan local de prévention de la radicalisation,

**Considérant :**
- Le souhait de la ville de maintenir cette action conforme à ses orientations, qui bénéficie d'un engagement des acteurs locaux en faveur de la prévention primaire, de la radicalisation afin de poursuivre la sensibilisation des jeunes Stéphanais,
- L'implication et l'engagement des équipes éducatives des trois collèges pour la mise en place d'une action de prévention de la radicalisation au sein de leur établissement,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer une subvention de 1 500 euros à chacun des 3 collèges : Pablo-Picasso, Maximilien-Robespierre et Louise-Michel.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 19 Programme de vidéo surveillance - Demande de subvention Fonds interministériel de prévention de la délinquance

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Le programme de vidéo protection mis en place sur la commune a, parmi ses objectifs, de lutter contre les comportements incivils et tout particulièrement ceux relatifs à la circulation routière.
Dans les secteurs déjà équipés, ce programme a permis de relever des infractions en plus grand nombre en apportant, à l'appui des procédures, des images probantes.
L'observation en direct sur certaines tranches horaires permet une intervention ciblée de la police municipale.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°2007-297 du 29 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance qui a créé un fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD),
- La délibération du Conseil municipal du 11 décembre 2014 relative à la nouvelle stratégie territoriale de prévention de la délinquance et son plan d'action dont la fiche action 9 B – vidéo-protection,

**Considérant :**
- La persistance de comportements incivils troublant la tranquillité des résidents de la place du 19 mars 1962, tels que :
- des rassemblements récurrents de jeunes en soirée,
- un véhicule incendié le 15 juin 2018,
- plusieurs dégradations de la Bibliothèque Aragon qui ont nécessité 4 dépôts de plainte depuis l'inauguration le 24 mars 2018,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention du fonds interministériel de prévention de la délinquance au taux maximum.

| Programme | Montant des travaux | Subvention sollicitée |
|---|---|---|
| Place du 19 mars 1962 | 21 000 € TTC | Montant maximum |

**Précise que :**
- La dépense est imputée sur le budget prévu à cet effet.

*Madame Hamiche : Nous voterons contre*

*Madame Ernis : A la bibliothèque Aragon, il peut y avoir effectivement des caméras comme il y en a à la mairie, parce qu'elles sont localisées sur des endroits où il y a eu des problèmes. Par contre, sur les endroits où il y a des rassemblements de jeunes, j'ai des doutes sur l'efficacité car les groupes se déplacent. La solution n'est pas là. C'est pour cela que nous nous abstenons.*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération,
par 31 votes pour, 2 votes contre, 2 abstentions.

## 20 Personnel communal - Modification du tableau des emplois

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.
Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.
Pour faire suite à l'évolution des organisations des services présentée au Comité technique du 22 novembre 2018, il convient de procéder à des modifications du tableau des emplois.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987,
- Le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,
- L'ensemble des décrets portant statut particulier et échelonnement indiciaire des cadres d'emploi concernés,
- La délibération du 28 juin 2018 fixant le tableau des emplois permanents de la collectivité,
- L'avis du Comité technique paritaire du 22 novembre 2018,

**Considérant :**
- Les évolutions d'organisation présentées au comité technique du 22 novembre 2018,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- De procéder à la modification du tableau des emplois comme suit :

➢ **Département des affaires scolaires et de l'enfance / Département des restaurants municipaux**

Le poste d'assistante/assistant maternelle à la crèche familiale est transformé en un poste d'agente/agent spécialisé-e des écoles maternelles à temps complet sur l'école Langevin maternelle.

| Poste pourvu | Poste vacant | Emploi permanent | Emploi permanent à durée limitée (avec précision de la durée) | Poste/emploi | Grade d'accès | Grades d'avancement | Temps complet | Temps non complet | Equivalent temps plein |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | 1 | | Agente / Agent spécialisé-e des écoles maternelles | Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles | Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles | 1 | | 1,00 |

➢ **Département rive gauche**

Le poste de régisseur général plateau catégorie B est transformé en un poste d'assistante/assistant régisseur catégorie C.

| Poste pourvu | Poste vacant | Emploi permanent | Emploi permanent à durée limitée (avec précision de la durée) | Poste/emploi | Grade d'accès | Grades d'avancement | Temps complet | Temps non complet | Equivalent temps plein |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 1 | | Assistante/assistant régisseur | Adjoint technique principal de 2ème classe | Adjoint technique principal de 1ère classe | 1 | | |

➢ **Département conservatoire à rayonnement communal**

Compte tenu du nombre d'enfants inscrits pour la chorale à la rentrée 2018/2019, il est proposé de transformer le poste de chef de chœur à temps non complet 4 heures en temps non complet 5 heures en réduisant d'autant le poste de professeur de piano vacant.

| Poste pourvu | Poste vacant | Emploi permanent | Emploi permanent à durée limitée (avec précision de la durée) | Poste/emploi | Grade d'accès | Grades d'avancement | Temps complet | Temps non complet | Equivalent temps plein |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | 1 | | Enseignante/enseignant chœur d'adultes | Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe | Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe | | 0,25 | 0,25 |
| | 1 | 1 | | Enseignante/enseignant de piano | Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe | Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe | | 0,10 | |

- **Département des restaurants municipaux**

Au regard de la particularité de ce département qui compte près de 175 agents, répartis sur deux grands domaines de compétence :

- La restauration municipale (environ 50 agents)
- L'entretien des bâtiments et les ATSEM (environ 125 agents),

Il est proposé de scinder le département en deux. Sur la partie restauration municipale, le poste de responsable du département sera ouvert sur le grade d'attaché et d'ingénieur. Un diagnostic est en cours afin de poser l'organisation définitive de ces deux départements et de la cellule administrative.

| Poste pourvu | Poste vacant | Emploi permanent | Emploi permanent à durée limitée (avec précision de la durée) | Poste/emploi | Grade d'accès | Grades d'avancement | Temps complet | Temps non complet | Equivalent temps plein |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 1 | | Responsable du département restauration municipale | Attaché Ingénieur | Attaché principal Ingénieur principal | 1 | | |

**Précise que :**

- Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget de la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 21 Personnel communal - Création d'emplois non permanents dans le cadre d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
Les emplois permanents dans la fonction publique ont vocation à être pourvus par des agents titulaires ou stagiaires. Le recrutement d'agents non titulaires est donc une dérogation à ce principe et s'inscrit dans un cadre précis et limitatif.

L'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 relative au statut de la Fonction publique territoriale autorise, dans ce cas, à recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face :

- à un accroissement temporaire d'activité (article 3 1°). La durée est limitée à 12 mois compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat, sur une période de référence de 18 mois consécutifs ;
- à un accroissement saisonnier d'activité (article 3 2°). La durée est limitée à 6 mois, compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Conformément à l'article 34 de la même loi, ces emplois doivent être créés par délibération du Conseil municipal.
Dans ce cadre, la collectivité a mené un travail de définition de ses besoins réguliers de renfort pour chaque service. Une délibération sera prise annuellement pour autoriser le recrutement des agents en renforts.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**

- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1 ;
- Le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**Considérant :**

- Les besoins des services,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- De créer les emplois non permanents suivants pour répondre à des accroissements temporaires ou saisonniers d'activité des services concernés pour l'année 2019:

1) **<u>Dans le cadre de l'évolution de la règlementation dans des domaines spécifiques, d'augmentation temporaire de fréquentation et/ou à la saisonnalité de l'activité impactant directement le fonctionnement du service public :</u>**
   - Quatre équivalents temps plein : deux adjoint administratif, un rédacteur et un attaché au 1er échelon à temps complet, sur une durée de un an,
   - Un équivalent temps plein, adjoint d'animation ou adjoint du patrimoine au 1er échelon à temps complet, sur une durée de un an,
   - Deux équivalents temps plein, adjoint technique au 1er échelon à temps complet, sur une durée de un an,
   - Dix équivalents temps plein, adjoint technique ou adjoint administratif au 1er échelon à temps complet, sur une durée d'un mois sur les périodes de juillet et aout pour renforcer les équipes et garantir le service public pendant l'été.

2) **<u>Dans le cadre du dispositif Unicité :</u>**
   - 77 heures d'agent d'accueil, adjoint administratif au 1er échelon lors des périodes d'inscription.

3) **<u>Au Département des Restaurants municipaux :</u>**
   - 7057 heures d'agent d'entretien, adjoint technique au 1er échelon, sur les 36 semaines de périodes scolaires, pour assurer les missions d'entretien liées au dédoublement des classes de CP, à l'ensemble des locaux partagés éducation nationale animalins et aux locaux dédiés aux activités périscolaires.
   - 1139 heures d'agent responsable d'office, adjoint technique au 1er échelon, pour assurer les missions de responsable d'office à l'école Sémard maternelle.
   - Un poste d'agent ATSEM, adjoint technique au 1er échelon à temps complet, accordé pour l'ouverture de classe décidé par l'éducation nationale pour l'année scolaire 2018-2019 à l'école Langevin maternelle, dans l'attente de la confirmation de l'ouverture pour l'année scolaire 2019-2020.

4) **<u>Au Département solidarité et développement social :</u>**
   - Un agent d'animation 12h, animateur 1er échelon, pour organiser et piloter des activités d'animation et de prévention pour la période de mars à décembre.
   - Un agent administratif à la maison du citoyen, adjoint administratif 1er échelon à temps complet :
   - Sur la partie affaires sociales : 4 semaines sur la période juillet - août
   - Sur la partie affaires générales : 4 semaines sur la période juillet – août et 1 semaine sur les vacances scolaires de noël

5) **<u>A la Direction des services techniques :</u>**
   - Deux agents  fêtes et cérémonies, adjoint technique au 1er échelon à temps complet, pour assurer l'ensemble des prestations programmées sur la période mai à septembre.
   - Un agent espaces verts pour permettre l'affectation temporaire d'un agent titulaire espaces verts au cimetière, adjoint technique au 1er échelon à temps complet, pour exécuter les travaux d'entretien, de gardiennage et de fossoyage des cimetières en période de vacances de juin à septembre.

6) **<u>Au Département des activités socioculturelles et festives et de la vie associative :</u>**
   - Un agent participant à la mise en œuvre des commissions « Fleurir la ville », adjoint technique au 1er échelon à temps complet, du 1er avril au 31 octobre.
   - Un agent de gardiennage, adjoint technique 1er échelon, sur les périodes du festival Yes or Notes, 5 jours sur le mois de mai.

- D'autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels sur les postes cités ci-dessus dans les conditions fixées par l'article 3 1° et 3 2° de la loi du 26 janvier 1984,

**Précise que :**
- Les dépenses sont imputées au budget de la Ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 22 Personnel communal - Recrutement de vacataires

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
Le statut de la fonction publique territoriale prévoit que les emplois permanents des collectivités territoriales et des établissements publics locaux sont occupés par des fonctionnaires territoriaux.
Ces emplois peuvent dans certaines circonstances être occupés par des agents contractuels de droit public, lesquels sont régis par le décret n° 88-145 du 15 février 1945.
Ces mêmes agents peuvent par ailleurs occuper des emplois non permanents correspondants à des besoins occasionnels ou saisonniers.
En dehors de ces cas de recrutement, les employeurs territoriaux peuvent recruter des vacataires pour exécuter un acte déterminé ne justifiant pas la création d'un emploi.
Pour répondre aux besoins des services de la collectivité il est proposé de procéder au recrutement de vacataires pour la période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019 conformément aux missions définies et aux crédits alloués dans le tableau annexé à la présente délibération.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- La délibération du 24 octobre 2002 fixant les taux de vacation des ateliers des centres socioculturels du Département des activités socioculturelles et festives et de la vie associative,
- La délibération du 18 octobre 2018 fixant les taux de vacation de la collectivité.

**Considérant :**
- Qu'en cas de besoin du service public, il convient d'avoir recours ponctuellement à des agents vacataires,
- Qu'il s'agit d'un travail spécifique et ponctuel à caractère discontinu, les vacataires seront rémunérés après service fait le mois suivant sur la base des taux de vacation des délibérations du 24 octobre 2002 et du 18 octobre 2018.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents vacataires dans la limite des besoins et crédits alloués par services pour la période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019 dans le tableau ci-joint.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget de la Ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 23 Personnel communal - Subvention de fonctionnement 2019 - Comité des œuvres sociales

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
Pour répondre aux besoins et aux attentes des personnels municipaux, la ville a souhaité encourager les actions à caractère social, culturel, sportif et éducatif répondant aux demandes et initiatives des personnels communaux.
A ce titre, une subvention de fonctionnement est versée annuellement au Comité des œuvres sociales (Cos), au regard d'une convention signée entre le Cos et la ville.

*Le Conseil municipal*

*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, complété par l'article 26 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique,
- La convention signée entre le Cos et la ville,

**Considérant que :**
- La Ville a souhaité confier la gestion de ces actions au Cos afin que les agents de la Ville, quelles que soient leurs ressources, puissent participer aux activités organisées et gérées par le Cos,
- Depuis sa création en 1981, les activités développées par le Cos en direction du personnel de la collectivité, contribuent au fonctionnement harmonieux des services de la collectivité,
- La collectivité et le Cos souhaitent poursuivre et développer les relations de partenariat qu'ils entretiennent dans un cadre conventionnel renouvelé dans le respect des dispositions législatives en vigueur,
- Le montant de la subvention est calculé chaque année au regard des éléments nouveaux (effectif, départ, …),

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative au soutien matériel et financier de la collectivité au Cos, au titre des activités à caractère collectif, qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie professionnelle des agents en activité de la collectivité, par l'organisation d'activités sociales, culturelles et sportives au bénéfice de ses membres (actifs et retraités) et de leurs ayants droit.
- De verser la somme de 282 200 euros au Cos.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget de la Ville prévu à cet effet.

*Monsieur Le Cousin : Je souhaitais vous informer d'un point qui me tient à cœur. Monsieur Paul Christophe, député UDI, était prêt à changer beaucoup de choses sur les attributions de subventions données aux salariés. Heureusement, cet amendement a été rejeté. Il souhaitait instaurer un plafond de 331 € par an et au-dessus, il y aurait eu 50 % de cotisations sociales patronales sur la somme et les salariés auraient été obligés de payer des impôts sur les aides qu'accordent les CE pour les vacances, les centres de loisirs pour ceux qui ont des salaires modestes. Nous comprenons aujourd'hui le cynisme de certaines personnes à droite comme à « En marche » qui sont prêts à amputer quelques aides qui permettent à des enfants de partir en vacances. Aujourd'hui, c'est remis en question mais ils en parlaient déjà il y a deux ans. Cela reviendra. Il faudra être vigilants sur ce point.*

*Monsieur le Maire : Je vous remercie d'attirer notre attention sur ce risque pour les Comités d'entreprise.*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 24 Personnel communal - Frais de mission de la directrice du Rive Gauche

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
La directrice du Rive Gauche est amenée à se déplacer de façon régulière dans le cadre de ses fonctions.
Les missions qui lui sont confiées sont particulières : déplacements dans le cadre de la préparation de la saison culturelle suivante sur le territoire français, par exemple à Avignon lors du festival, mais aussi à l'étranger.
Ces déplacements sont au nombre d'environ une cinquantaine, 30 nuits d'hôtels et 80 repas par an.
Il convient de rembourser les frais réels de la directrice du Rive Gauche au titre de ses déplacements, de ses repas et de ses nuitées, engagés à des fins professionnelles.
La somme remboursée ne pourra en aucun cas être supérieure à celle effectivement engagée.
Ces remboursements seront accordés dans la limite maximum de 30 euros par repas et 110 euros par nuitée.
Il convient de limiter cette dérogation à une durée annuelle.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels des collectivités locales et de leurs établissements mentionnés à l'article 2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,
- Le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007,

**Considérant que :**
- Le remboursement au regard des taux appliqués par les collectivités territoriales ne couvre pas la totalité des dépenses qu'elle engage,
- Pour tenir compte de cette situation particulière, il est possible d'appliquer la règle du remboursement des frais au « réel »,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De se prononcer favorablement sur cette délibération.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget de la Ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 25 Personnel communal - Conditions d'avancement de grade - Les ratios

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
Depuis le 1er janvier 2018 la collectivité a mis en place des règles de déroulement de carrière pour tous les agents, la réglementation disposant que, pour l'établissement du tableau d'avancement, il est procédé à une appréciation de la valeur professionnelle du fonctionnaire.
Ces règles sont basées sur des ratios par grade et des critères de priorisation permettant de définir les agents promouvables.
La délibération du 14 décembre 2017 a fixé pour l'année 2018 les ratios d'avancement.
Ces ratios ont pour fonction de déterminer un nombre plafond d'agents pouvant être promus.
Ils ne préjugent pas du nombre effectif de décisions d'avancement susceptibles d'être prononcées.
Cette délibération prévoit que les taux de promotion des grades des catégories C et A accessibles par la voie de l'examen professionnel seront revus annuellement, après renégociation avec les organisations syndicales, de façon à pouvoir prendre en compte les réussites à l'examen professionnel.
Il est donc aujourd'hui nécessaire de refixer les ratios d'avancement après négociation avec les représentants du personnel.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 49 et 79,
- Le décret 2014-1526 du 16 décembre 2014 et notamment son article 8,
- La délibération du 14 décembre 2017 fixant les ratios d'avancement de grade,

**Considérant que :**
- Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois ou corps régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre

d'emplois ou de ce corps est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade,

- Les organisations syndicales ont été consultées le 5 novembre 2018,
- Les inscriptions sur liste d'aptitude d'adjoint technique principal de 2ème classe et d'adjoint d'animation principal de 2ème classe d'agent de la collectivité,
- Le taux de promotion est fixé librement par l'assemblée délibérante,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

1. De fixer les taux de promotion suivants :

| Catégorie | Cadre d'emplois | Grade d'origine | Grade d'avancement | Taux (%) |
|---|---|---|---|---|
| C | adjoint administratif | adjoint administratif | adjoint administratif principal de 2ème classe | 60% |
| | | adjoint administratif principal de 2ème classe | adjoint administratif principal de 1ère classe | 30% |
| | adjoint technique | adjoint technique | adjoint technique principal de 2ème classe | 52% |
| | | adjoint technique principal de 2ème classe | adjoint technique principal de 1ère classe | 30% |
| | agent de maitrise | agent de maitrise | agent de maitrise principal | 70% |
| | adjoint du patrimoine | adjoint du patrimoine | adjoint du patrimoine principal de 2ème classe | 20% |
| | | adjoint du patrimoine principal de 2ème classe | adjoint du patrimoine principal de 1ère classe | 20% |
| | adjoint d'animation | adjoint d'animation | adjoint d'animation principal de 2ème classe | 60% |
| | | adjoint d'animation principal de 2ème classe | adjoint d'animation principal de 1ère classe | 20% |
| | ATSEM | ATSEM principal 2ème classe | ATSEM principal 1ère classe | 30% |
| | Auxiliaire de puériculture | auxiliaire de puériculture principal 2ème classe | auxiliaire de puériculture principal 1ère classe | 20% |
| | | | | |
| A | Attaché | attaché | attaché principal | 30% |
| | | attaché principal | attaché Hors classe | 100% |
| | Ingénieur | ingénieur | ingénieur principal | 10% |
| | Attaché de conservation | attaché de conservation | attaché de conservation principal | 10% |
| | Bibliothécaire | bibliothécaire | bibliothécaire principal | 10% |
| | | | | |

2. De fixer, pour l'intégralité des cadres d'emplois de la catégorie B un ratio d'avancement à 100 %.

**Précise que :**
- Le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à l'un des grades d'avancement déterminé par l'application de ces taux de promotions est arrondi à l'entier supérieur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 26 Personnel communal - Régime des astreintes

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
Le Conseil municipal du 16 mars 2017 a délibéré sur les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés. Un règlement a été établi en ce sens.

Il convient aujourd'hui d'adapter ce document pour inclure une astreinte de sécurité au Département des affaires scolaires et de l'enfance (DASE) pour une mission de médiation d'urgence dans les quartiers. Un agent est concerné par cette astreinte. Il est mobilisable en tant que de besoin le week-end, la semaine en journée ou la nuit.

Le comité technique du 22 novembre a donné un avis favorable à cette modification.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires,
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Le Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
- Le Décret 2005-542 du 19 mai 2005, relatif à l'indemnisation des astreintes des agents du ministère de l'équipement,
- Le Décret n° 2015-415 du 14 avril 2015, relatif à l'indemnisation des astreintes des agents des ministères du développement durable et du logement,
- La circulaire n° NOR LBLB0210023C du 11 octobre 2002 relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale,
- La circulaire n° NOR/MCT/B/05/10009/C du 15 juillet 2005 du ministre délégué aux

collectivités territoriales concernant la mise en oeuvre de la rémunération et de la compensation des astreintes et des permanences des agents territoriaux,
- L'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,
- La délibération du 19 décembre 2002 fixant les indemnités horaires pour travaux supplémentaires.
- La délibération du 22 juin 2006 fixant le régime des astreintes,
- La délibération du 16 mars 2017 fixant le régime des astreintes,

**Considérant :**
- La nécessité de modifier le régime des astreintes et par conséquence le règlement des astreintes ci-joint,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De fixer un nouveau cas de recours à une astreinte et par conséquent modifier le règlement des astreintes ci-joint comme suit :

| Département | Situations donnant lieu à astreintes | Modalités et période d'intervention | emplois concernés |
|---|---|---|---|
| | Astreinte de sécurité<br>Médiation d'urgence sur les quartiers | En tant que de besoin le week-end, la semaine en journée et la nuit | 1 agent |

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget de la ville correspondant.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 27 Personnel communal - Protection sociale complémentaire - Risque prévoyance

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les

conditions prévues ou vérifiées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence avec l'un des organismes suivants :

- Mutuelles ou unions relevant du livre II du code de la mutualité,
- Institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale,
- Entreprises d'assurance mentionnées à l'article L.310-2 du code des assurances.

Considérant l'intérêt de prendre en compte la protection sociale complémentaire santé et prévoyance des agents, le Conseil municipal en date du 28 juin 2012 a décidé de réaliser une procédure de mise en concurrence pour la passation d'une convention de participation pour le risque prévoyance.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**

- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 22 bis,
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 25,
- Le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,
- La délibération du Centre de gestion du 29 juin 2018 approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la prévoyance,

**Considérant que :**

- Le Centre de gestion de la Seine-Maritime a décidé de lancer une procédure de consultation pour la conclusion d'une convention de participation en matière de prévoyance permettant l'obtention de conditions tarifaires mutualisées attractives pour l'ensemble des collectivités qui lui donneront mandat,
- La Collectivité conserve la faculté de signer ou non la convention de participation qui lui sera proposée par le Centre de gestion de la Seine-Maritime à l'issue de la procédure de consultation, en fonction des tarifs et des garanties lui seront soumis,
- Le Comité technique a été informé lors de sa séance du 22 novembre 2018,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- De se joindre à la procédure de mise en concurrence pour la passation de la convention de participation pour le risque « prévoyance » qui sera engagée en 2019 par le Centre de gestion de la Seine-Maritime.
- De donner mandat au Centre de gestion de la Seine-Maritime pour la mise en œuvre d'une convention de participation.
- De prendre acte que les tarifs et les garanties lui seront soumis préalablement afin

qu'il puisse prendre ou non la décision de signer la convention de participation souscrite par le Centre de gestion de la Seine-Maritime.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 28 Fêtes et événementiels - Renouvellement de la licence entrepreneur de spectacles

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
Depuis 2012, la division fêtes et événementiels a en charge la coordination des activités festives de la collectivité auxquelles s'ajoutent les organisations des clubs sportifs, des associations, des écoles et des autres organisateurs extérieurs (commerce, entreprises, lycées, collèges, universités….).

Des procédures ont été mises en place afin de sécuriser les événements, de planifier les interventions techniques et humaines mais aussi de se conformer à la réglementation dans le cadre de la réalisation de spectacles. Une commission technique dresse un état de l'ensemble des spectacles et des manifestations organisés par tous les services municipaux, (exception faite du Rive gauche, qui dispose d'un détenteur de la licence), en intérieur comme en extérieur, ainsi que les procédures à respecter par les responsables d'établissements organisateurs, ou des tiers associatifs.

Le décret du 29 juin 2000 stipule que « l'exercice de l'activité d'entrepreneur de spectacles vivants est soumis à la délivrance d'une licence d'une ou de plusieurs catégories… Est considéré comme entrepreneur de spectacles, de production ou de diffusion de spectacles quels que soit le mode de gestion public ou privé. Les structures de droit public sont désormais tenues de posséder une licence ».

La licence est délivrée pour une durée de trois ans renouvelable après avis de la commission consultative régionale, elle est accordée à la personne physique désignée par l'autorité municipale.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La Loi n°99-198 du 18 mars 1999 portant modification de l'ordonnance n°45.2339 du 13 octobre 1945 relatives aux spectacles,
- Le Décret 200-609 du 29 juin 2010 relatif à la licence d'entrepreneur de spectacles,

**Considérant que :**

- La licence attribuée à Mme Katia Besnard à la date du 13 septembre 2013, puis du 3 juin 2016, expire début juin 2019. Le dossier de renouvellement doit être déposé à la Direction régionale des affaires culturelles dans un délai de 6 mois avant échéance,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- De désigner Madame Katia Besnard, responsable de la Division des fêtes et événementiels, comme titulaire des licences, de 1ère, 2ème et 3ème catégorie pour l'ensemble des spectacles organisés par la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, pour une durée de 3 ans.
- D'autoriser Madame Katia Besnard à déposer une demande de renouvellement de licences 1ère, 2ème et 3ème catégories auprès de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC),

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 29 Fêtes et Evénementiels - Modification du règlement intérieur et des modalités d'encaissement des recettes des locations de salles

Sur le rapport de Madame Goyer Francine

**Exposé des motifs :**
Les conditions de location des salles municipales sont fixées dans le règlement intérieur soumis à l'acceptation des locataires. Sont ainsi déterminés les modalités de réservation, les modalités de paiements, les horaires de mise à disposition et les obligations du locataire.

L'évolution des procédures comptables d'encaissement des recettes implique une modification des encaisses et par conséquent du règlement intérieur des locations de salles. Il s'agit de prendre en compte :

- Le relèvement du seuil de recouvrement des créances de 5 € à 15 €, selon le décret n°2017-509 du 7 avril 2017 modifiant art D.1611-1 du Code des collectivités territoriales,
- La dématérialisation des avis des sommes à payer au 1er juillet 2018

Ces modifications ont engendré de nombreux désagréments tant au niveau de l'instruction par le Trésor public et de la Division Fêtes et événementiels qu'au niveau des usagers.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**

- Le Code général des Collectivités territoriales,
- Le décret n°2017-509 du 7 avril 2017 modifiant art D.1611-1 du Code des collectivités territoriales, relèvement du seuil de recouvrement des créances de 5 € à 15 €,

**Considérant que :**

- Actuellement, le règlement intérieur stipule en son article 2 « Modalités de paiements » :« Le courrier d'attribution de salle ainsi que la facture vous seront adressés 6 mois avant votre manifestation. Le règlement correspondant au montant de la location sera alors à établir en deux temps : à réception du courrier d'attribution et sous un délai de huit jours… Le deuxième, correspondant au solde de 50 % sera à acquitter au plus tard trois semaines après votre manifestation…. »
- Les factures de location et de casse sont transmises par courrier au locataire au moment de la confirmation, et au Département finances et commande publique. Le titre de recette est émis par le Trésor public de Sotteville-lès-Rouen, l'avis des sommes à payer pour la totalité du montant de location est émis par le centre d'encaissement de Rennes, il est envoyé au locataire.
- Cette procédure est source de confusion pour les usagers et les services administratifs. L'usager en recevant l'avis des sommes à payer émis par le centre de Rennes pour le montant total de la location, a le sentiment que son premier paiement n'est pas enregistré et qu'il doit honorer rapidement cette relance. Ces modalités engendrent une charge laborieuse pour les différents services instructeurs. De plus, les impayés ne sont plus correctement gérés du fait de la charge importante de cette instruction mais également des modalités de paiement du solde de la location. En parallèle, la casse n'est plus facturée en deçà de 15 €.
- Ces constats engagent donc une proposition de modification du règlement intérieur de location de salle en son article 2 « modalités de paiement » : les modifications portent sur le courrier d'attribution indiquant que le paiement interviendra à réception des avis des sommes à payer transmis par le Trésor public. La facture est supprimée et le forfait de 15 € minimum est appliqué pour toute constatation de casse, si l'estimation est supérieure à ce forfait la facture sera ajustée à la valeur du bien détérioré fixé par décision du Maire.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- De modifier l'article 2 comme suit : « Le courrier d'attribution de salle vous sera adressé 6 mois avant votre manifestation. Le règlement correspondant au montant de votre location vous sera adressé par le Trésor public sous la forme de deux avis des sommes à payer :
  *1 – le Premier correspondant à 50 % du montant de la location. Il reste acquis en cas d'annulation.*
  *2 – Le deuxième, correspondant au solde de 50 % sera à acquitter au plus tard 2 mois avant votre manifestation.*

*Sans règlement du montant total de la location, celle-ci sera considérée comme annulée. »*

*Une facture supplémentaire forfaitaire de 15 € sera établie après l'utilisation de la salle en cas de bris, de perte de matériel, de détérioration sur l'équipement ou d'intervention pour remise en état. Cette facture est susceptible d'être ajustée si l'estimation des détériorations est supérieure à ce forfait, sur la base de valeur de rachat.*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

*Monsieur le maire : Avant de commencer sur les affaires foncières, je souhaiterais demander au Conseil municipal s'il est d'accord pour que je présente une délibération supplémentaire pour demander une subvention.*

Le Conseil municipal est d'accord à l'Unanimité, par 35 votes pour.

## 50 Contrat unique global - Nouveau programme national de renouvellement urbain - Travaux d'aménagement du marché du Madrillet

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Sur le quartier prioritaire du Château-Blanc, le Centre Madrillet, territoire de la vie sociale du quartier, est identifié comme un élément structurant de l'armature urbaine et commerciale stéphanaise.
Cependant, le vieillissement des équipements et des espaces publics, les dysfonctionnements divers qui s'y opèrent et la déqualification progressive des commerces sédentaires et non sédentaires altèrent à la fois l'environnement commercial et le lien social et détournent les usagers des quartiers pavillonnaires riverains vers d'autres pôles.
L'étude urbaine, réalisée dans le cadre du Protocole de préfiguration du N PNRU, a permis de retenir un scenario de recomposition dit « scénario agrafe » qui a notamment pour objectif de consolider la polarité du Centre Madrillet et de soutenir la mixité des fonctions urbaines, déterminantes pour le décloisonnement du Château-Blanc, l'attractivité du quartier et la qualité de vie des habitants et des usagers.
Le projet urbain de la Ville prévoit donc de créer les conditions du maintien et du développement des commerces en améliorant l'offre commerciale sédentaire et en requalifiant l'offre commerciale non sédentaire.
Particulièrement attractif et présentant un caractère social fort, le marché du Madrillet participe à la satisfaction des besoins locaux et constitue un réel complément à l'offre sédentaire du plateau du Madrillet. Cependant, il montre des dysfonctionnements susceptibles de compromettre sa vitalité à court terme.

Le projet d'aménagement de la place du marché doit permettre de continuer à satisfaire les usagers réguliers et d'attirer ceux qui n'y viennent pas ou qui n'y venaient plus, d'améliorer les conditions d'exercice des commerçants forains et de mieux intégrer le marché dans son environnement via la recherche de synergies entre le marché du Madrillet et les commerces sédentaires de l'espace commercial Renan.

Outre l'amélioration de l'exploitation du marché (en établissant un nouveau règlement et en organisant des partenariats avec les commerçants sédentaires), le projet prévoit de requalifier l'ensemble de la place de la Fraternité :

- En désamiantant et déconstruisant l'actuelle halle du marché dont la trame de poteaux entrave l'installation des étals et dont la charpente visible sert de nichoir,
- En rénovant les revêtements de surface par des matériaux permettant un meilleur confort d'usage pour les chalands (suppression des pavés béton et mise en œuvre d'un enrobé noir), une matérialisation des linéaires d'étals (mise en œuvre d'une résine à pépites de quartz) et une mutualisation des usages (aire de stationnement hors des jours de marché),
- En mettant aux normes les équipements techniques (bornes d'alimentation électrique et de raccordement en eau enterrables, évacuation des eaux usées, sanitaires, etc.),
- En organisant le recueil et le stockage des déchets du marché,
- En aménageant des accès piétons accessibles et sécurisés depuis la rue du Madrillet,
- En créant, sur la rue Wallon, les surbaissés nécessaires à l'accès des véhicules professionnels pour faciliter le chargement et le déchargement des marchandises,
- En plantant, et protégeant par une clôture basse, des haies végétales rue du Madrillet afin de maintenir les commerçants dans un périmètre défini, sans nuire au bon fonctionnement des activités riveraines,
- En plantant des alignements d'arbres, dotés de grilles, permettant de rompre avec la planéité de l'espace public et inscrire la place dans une trame verte de quartier,
- En aménageant, sur un espace public de proximité immédiate situé rue du Jura, un parking en dalle alvéolée de 70 places dédié au seul stationnement professionnel permettant, au sein du marché, de sécuriser les flux piétons et de ne pas entraver la circulation des véhicules de secours et
- En restituant l'aire de jeux démolie pour les besoins d'implantation du parking professionnel.

La mise en service de la place du marché du Madrillet rénovée est fixée pour septembre 2019.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**

- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'Avis du Comité d'engagement Intermédiaire de l'ANRU du 7 décembre 2017 autorisant le démarrage anticipé des travaux préalablement à la contractualisation ANRU,

- La délibération municipale n°2018-06-28-10 du 28 juin 2018 validant le projet urbain du Château-Blanc et le schéma global d'aménagement qui en découle.

**Considérant :**
- Les travaux d'aménagement du marché du Madrillet ont vocation à participer de la redynamisation du Centre Madrillet,
- Le coût de ces travaux est estimé à 774 166 € HT soit 929 000 € TTC et son plan de financement prévisionnel pourrait être le suivant :

  Région Normandie……371 600 €
  Métropole Rouen Normandie……334 438 €
  Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray…… 68 128 €

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser l'engagement des travaux de manière anticipée au regard de la contractualisation ANRU,
- D'approuver ce plan de financement, de rechercher toute autre subvention possible
- et de solliciter les subventions qu'il comporte auprès de la Région Normandie et de la Métropole Rouen Normandie et de toute autre financeur.

**Précise que :**
- La recette en résultant sera imputée au budget de la Ville prévu à cet effet.

*Monsieur Vézie : Je n'ai rien contre le fait de demander des subventions. Par contre, la destruction de la halle me gêne énormément. C'est le témoin du passé ouvrier de Saint-Etienne-du-Rouvray. C'est une magnifique construction en bois dans un ensemble de béton. Je n'ai pas d'exemple où une halle servant au marché ait été détruite. Nous mettons plus souvent en valeur notamment en direction du tourisme, l'existence de halle parfois millénaire. Je pense que s'il y a des améliorations à apporter, la halle elle-même peut être améliorée.*

*Monsieur Schapman : Je partage ce point de vue parce qu'habitant le quartier, je la connais bien. En échangeant sur la destruction de cette halle avec les habitants du quartier, il y a eu un mouvement de scepticisme. Néanmoins, je vois dans quel état elle est. Elle est très sérieusement en train de s'abîmer. Il faut faire quelque chose. Elle ne peut pas rester en l'état. Je peux concevoir qu'on la détruise mais quid de son remplacement par quelque chose de moderne ou d'ancien. Je m'interrogeais également sur la place Blériot qui n'est pas touchée par ce programme actuel. Elle fera, j'imagine, l'objet d'un autre programme les années suivantes.*

*Monsieur Morisse : Je rejoins les différents avis. Je suis content de voir que la destruction de cette halle fait autant débat au Conseil municipal qu'elle en avait fait le jour où il avait été décidé de l'installer là où elle est aujourd'hui. C'était un projet qui tenait à cœur à Michel Grandpierre et nous étions plusieurs à être réticents à l'époque.*

*Monsieur Schapman : Si cela peut permettre de lutter contre l'envahissement des*

*pigeons, tout le monde en sera d'accord, dans la mesure où ils ne se réfugient pas sur les balcons alentours.*

*Monsieur Fontaine : Nous pouvons avoir des inquiétudes, mais votons cette délibération ce soir. Le marché du Madrillet étant un des plus grands de la métropole rouennaise au même titre que les places Saint-Marc et des Emmurés qui ont des halles de style différent, peut-être est-il possible de réfléchir avec la Métropole à court ou moyen terme à la construction d'une halle ? D'abord faisons les travaux et voyons ensuite pour l'implantation d'une halle qui soit, pourquoi pas, aussi moderne que celle des Emmurés. Saint-Etienne-du-Rouvray vaut bien le quartier Saint-Sever.*

*Monsieur le maire : Pourquoi est-il prévu de la démonter ? Il y a plusieurs problèmes. C'est un édifice qui a profondément vieilli et il faut pouvoir le rénover. L'évaluation de sa rénovation, dépasse l'entendement. La toiture est en ardoises de fibre ciment. Il y a un coût de désamiantage prohibitif. Le bois lui-même n'est pas dans un très bon état. Même à brûler, il ne rendra pas un rendement calorifique extrêmement intéressant. Elle est vouée à être démontée parce que les conditions ne sont plus réunies pour qu'elle permette de satisfaire les usages. Des commerçants ou même des clients disent que, sur cette zone, ils réalisent moins de chiffre d'affaires qu'ailleurs parce que c'est sombre et que les conditions sanitaires ne sont pas acceptables. En effet, en essayant d'empêcher les pigeons de s'y installer, on les retrouve pendus au dessus des étals, attrapés dans les filets. Nous allons rendre le marché à une fluidité plus grande, à des espaces qui ne permettent pas à l'heure actuelle, avec les piliers, de trouver des largeurs d'allées cohérentes les unes avec les autres. Un redimensionnement du marché est prévu.*

*Madame Burel : Je voulais simplement rajouter que cette question a été évoquée lors de la commission consultative composée de marchands forains, qui se sont prononcés à l'unanimité pour le retrait de cette halle, pour toutes ces raisons.*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 30 Affaires foncières - Secteur Couronne - Aide financière au relogement des occupants - Convention

Sur le rapport de Monsieur Le Cousin Pascal

**Exposé des motifs :**
Dans le cadre de la procédure d'expropriation décidée par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2012 en vue de la constitution des réserves foncières préalables à l'engagement de l'aménagement du futur quartier Claudine-Guérin, la Ville poursuit l'acquisition des diverses parcelles restant à acquérir sur le secteur, opération déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2013.
Certains occupants du secteur Couronne ont édifié en leur temps, à des fins d'habitat, des constructions en matériaux précaires.
L'un d'entre eux (Monsieur CARVALHO Manuel) est prêt aujourd'hui à quitter les lieux.

Il pourrait lui être octroyé une aide financière amiable destinée à faciliter la libération des lieux et le déménagement des meubles et encombrants.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La délibération n° 2012-06-28-4 du Conseil municipal du 28 juin 2012 relative à l'expropriation du secteur Couronne.

**Considérant que :**
- Le départ d'un occupant du secteur Couronne pourrait être favorisé par le versement d'une aide amiable destinée à faciliter la libération des lieux et le déménagement des meubles et encombrants,
- Cette aide pourrait s'élever à 3 000 €, conforme à l'estimation des services de France Domaines établie le 12 mars 2013 à l'occasion du montage du dossier d'expropriation préalable à enquêtes publiques et réactualisée le 28 octobre 2015.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- Le versement d'une aide au relogement d'un montant de 3 000 € au profit de Monsieur CARVALHO Manuel,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir à cet effet et à engager les régularisations comptables et financières liées à cette opération.

**Précise que :**
- Les dépenses seront imputées sur le budget prévu à cet effet .

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 31 Affaires foncières - Secteur Couronne - Acquisition parcelles rue de Couronne prolongée

Sur le rapport de Monsieur Le Cousin Pascal

**Exposé des motifs :**
Dans le cadre de la procédure d'expropriation décidée par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2012 en vue de la constitution des réserves foncières préalables à l'engagement de l'aménagement du futur quartier Claudine-Guérin, la Ville poursuit l'acquisition des diverses parcelles restant à acquérir sur le secteur, opération déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2013.
Les négociations ont été engagées avec les consorts BRUN, propriétaires de parcelles de terrain, cadastrées section BK numéros 44, 47, 48, 49 et 102 d'une superficie d'environ

4 609 m², dont certaines sont édifiées de bâtiments précaires, situées rue de Couronne Prolongée.
C'est ainsi qu'ils ont accepté une proposition d'acquisition de leurs parcelles à hauteur de 46 000 € (quarante six mille euros), toutes indemnités confondues, frais d'acte en sus à charge de la Ville.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La délibération n°2012-06-28-4 du Conseil municipal du 28 juin 2012 relative à l'expropriation du secteur Couronne.

**Considérant que :**
- L'acquisition des parcelles situées rue de Couronne Prolongée appartenant aux consorts BRUN, apparait opportune au regard de la constitution des réserves foncières de la ville sur le secteur Couronne,
- L'acquisition de ces parcelles pourrait s'opérer au prix de 46 000 €, toutes indemnités confondues, frais d'acte en sus à charge de la Ville, compatible avec l'estimation des services de France Domaines établie le 28 octobre 2015 et confirmée le 24 mai 2016,
- Les dépenses s'imputeront sur le crédit inscrit à cet effet au budget.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'acquérir auprès des consorts BRUN, aux conditions financières énoncées ci-dessus, les parcelles leur appartenant situées rue de Couronne Prolongée en vue de la constitution des réserves foncières de la Ville sur le secteur Couronne,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous actes à intervenir à cet effet et à engager les régularisations comptables et financières liées à cette opération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 32 Affaires foncières - Secteur Couronne - Procédure de biens vacants - Parcelle BI 5 et parcelle AV 14

Sur le rapport de Monsieur Le Cousin Pascal

**Exposé des motifs :**
Dans le cadre de la procédure d'expropriation décidée par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2012 en vue de la constitution des réserves foncières préalables à l'engagement de l'aménagement du futur quartier Claudine-Guérin, la Ville poursuit l'acquisition des diverses parcelles restant à acquérir sur le secteur, opération déclarée

d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2013.
Au regard des difficultés d'identification de certains propriétaires, il convient que la Ville se rende propriétaire de ces parcelles en engageant l'ensemble des procédures nécessaires.

| Parcelle | Adresse | Superficie | Propriétaire identifié au cadastre |
|---|---|---|---|
| BI | n° 05 Rue du Petit Bois | 3610 m² | M. LEFEVRE |
| AV | n° 14 Rue du Petit Bois | 1031 m² | M. BENARD |

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le Code général de la propriété des personnes publiques,
- Le Code civil.

**Considérant :**
- Qu'il convient de poursuivre les acquisitions de parcelles en vue de la constitution de réserves foncières sur le secteur Couronne,
- Que l'acquisition des parcelles BI n° 05 et AV n°14 pourrait s'opérer par voie amiable auprès des propriétaires identifiés,
- Qu'à défaut d'identification de ceux-ci, l'engagement d'une procédure de bien sans maître, abandon manifeste, ou toutes procédures analogues, pourrait être nécessaire,
- Que les frais d'actes éventuels seront en sus à charge de la Ville.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à engager les procédures administratives et judiciaires nécessaires,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous actes à intervenir à cet effet et à engager les régularisations comptables et financières liées à cette opération.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget de la Ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 33 Affaires scolaires - Financement des projets d'actions éducatives et des classes transplantées en 2018-2019

Sur le rapport de Monsieur Fontaine David

*Monsieur Fontaine : Par nos investissements, nos écoles sont plus écologiques, par les*

*travaux sont plus numériques, sont plus solidaires par nos tarifs et sont plus tranquilles par les mesures de sécurité, il faut aussi que chaque année, elles soient plus animées, c'est le sens de cette délibération.*

**Exposé des motifs :**
Les établissements scolaires du premier degré ont transmis leurs demandes de financement relatives à leurs projets d'actions éducatives et de classes transplantées, conformément aux axes prioritaires soutenus par la ville.
Ces projets ont fait l'objet d'une validation de la part des Inspecteurs de l'Education nationale des deux circonscriptions couvrant la ville.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- Le maintien d'une participation de la ville de 14 € par élève pour ces financements d'actions éducatives.
- La contribution de la ville sous forme de subventions versées aux coopératives scolaires, sur la base des devis présentés pour mener les actions.
- La régularisation d'une action menée par l'école élémentaire Jean-Macé au cours du troisième trimestre 2017-2018, qui n'a pas pu être prise en charge par la ville.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- La participation financière de la Ville s'élève à un montant total de 55 146,19 €, pour l'ensemble des projets actuellement répertoriés et se décomposant comme suit :
  - 44 844,44 € pour les actions éducatives
  - 10 301,75 € pour un projet de classe transplantée « Voyage en Angleterre » de l'école Ferry, pour deux classes de CM2.
- L'attribution d'une subvention de régularisation à la coopérative scolaire Jean-Macé qui a procédé à l'avance, pour un montant de 120 €, cette dépense s'inscrivant dans le cadre d'une action PAE, accordée et validée conjointement par l'inspection académique et par la ville.
- Une provision de 80 % (soit 35 875,53 € pour les PAE et 8 241,40 € pour la classe transplantée) est accordée dans un premier temps pour l'ensemble de ces projets.
- Le solde sera versé dans un second temps, après vérification et régularisation éventuelle au vu des justificatifs financiers que les établissements scolaires sont tenus de transmettre au terme de chaque action.

**Précise que :**
- Les dépenses sont imputées au budget de la ville prévu à cet effet.

*Madame Ernis : Je souhaiterais solliciter Monsieur Fontaine et Monsieur le maire pour*

*qu'ils parlent de ce qui s'est passé à l'école Macé. Je pense que dans le cadre du soutien aux actions, c'est important que cela soit pris en compte.*

*Monsieur Fontaine : L'école Macé a réalisé, grâce à une subvention de la Métropole particulièrement et avec tout le soutien de la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, un très beau film sur l'égalité entre les jeunes filles et les jeunes garçons réalisé directement par les élèves de l'école. Les garçons se sont mis en position devant les caméras, avec des artistes de grande qualité, qui ont travaillé des dizaines d'heures avec eux sur les problèmes entre les garçons et les filles dans les cours d'écoles mais aussi au moment de faire les courses et de porter les courses, mais aussi sur les vêtements, les couleurs, sur les orientations sexuelles, sur les violences. Ils se sont mis en position par exemple de jouer à la poupée dans les couloirs de l'école, pour l'un d'entre eux d'être habillé tout en rose et de se faire moquer par ses petits camarades ou pour une jeune fille d'être habillée en jogging, un peu garçon manqué. Bref tous ces clichés et images difficiles dans nos cours d'école et qui se reproduisent ensuite dans la société et les images qu'on voit trop souvent à la télévision qui travestissent la réalité. C'était un très beau moment avec toutes leurs familles, un très beau moment d'égalité. Cette notion et cette valeur républicaine a pris tout son sens dans cette école ce soir là où nous étions tous ensemble. Chapeau à eux, car c'était courageux de la part de ces gamins, c'était génial de la part des artistes et que l'école remplisse sa mission jusque là, ils sont franchement dans le vrai. C'était une belle leçon pour nous tous.*

*Madame Hamiche : C'est une belle initiative pour lutter contre les inégalités et des stéréotypes de genre parce que c'est à cet âge que les enfants prennent conscience et grandissent avec. Nous invitons à déployer cette action dans d'autres écoles.*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 34 Centre culturel le Rive Gauche - Demande d'attribution de l'appellation 'scène conventionnée d'intérêt national' mention 'Art et création danse'

Sur le rapport de Monsieur Gosselin Jérôme

**Exposé des motifs :**
Scène conventionnée depuis 2002 pour la danse par le Ministère de la Culture, le Rive Gauche, axé principalement autour de la danse diffusion, actions culturelles, soutien à la création et création, propose également une programmation diversifiée avec des spectacles pluridisciplinaires.

Le Rive Gauche fait l'objet d'une convention d'objectifs triennale 2016/2018 et quadripartite entre l'Etat (Drac de Normandie), la Région Normandie, le Département de la Seine-Maritime, et la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Suite au départ de Béatrice Hanin, directrice du Rive Gauche, le 1er janvier 2018, la convention d'objectifs, actuellement en cours, est caduque.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le décret du 5 mai 2017 fixant les conditions d'attribution et le cahier des missions et des charges de l'appellation « scène conventionnée d'intérêt national »,

**Considérant que :**
- Le Rive Gauche, scène municipale de l'Agglomération rouennaise, est le lieu identifié pour les créations chorégraphiques régionales et nationales et pour la programmation de spectacles pluridisciplinaires.
- Il rayonne sur toute la Région Normandie et au-delà.
- Il est membre du « Réseau Labaye », qui réunit autour de la danse, le Centre chorégraphique national du Havre, la compagnie chorégraphique Beau Geste, le théâtre de Deauville, l'association Chorège de Falaise, l'Arsenal de Val-de-Reuil.
- Il mène un travail d'éducation artistique, et de sensibilisation des publics à la danse contemporaine, en participant aux projets des classes à horaires aménagés danse, à la Convention locale d'éducation artistique et culturelle intervenue depuis 2011 et au Contrat territorial enfance jeunesse depuis 2018.
- Il accueille régulièrement des élèves des lycées, écoles d'enseignement supérieur, organismes de formation et développe des activités pédagogiques autour de la danse (ateliers, répétitions publiques, stages, rencontres, conférence dansée…).
- Il organise des actions de médiations culturelles, en direction des publics stéphanais dits «empêchés»,
- L'appellation «scène conventionnée d'intérêt national» a pour objectif d'identifier et de promouvoir un programme d'actions artistiques et culturelles –autour de la danse pour le Rive Gauche- présentant un intérêt général pour la création artistique et le développement de la participation à la vie culturelle mis en œuvre par la structure.
- Sur la base d'un projet artistique et culturel, la nouvelle directrice peut adresser à la Préfète de Région un dossier de demande d'appellation «scène conventionnée d'intérêt national» mention «Art et création danse».

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le Maire à adresser à la Préfète de Région une demande d'appellation «scène conventionnée d'intérêt national» mention «Art et création danse» pour une durée de quatre ans renouvelable.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 35 Centre culturel le Rive Gauche - Adhésion au Syndicat national des scènes publiques (SNSP)

Sur le rapport de Monsieur Gosselin Jérôme

**Exposé des motifs :**
Avec le départ de la directrice Béatrice Hanin le 1er janvier 2018, la convention triennale et quadripartite qui liait l'Etat (Drac de Normandie), la Région de Normandie, le Département de la Seine-Maritime, et la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray pour le Rive Gauche est suspendue. Raphaëlle Girard, directrice depuis le 15 avril 2018, adressera à la Préfète de Région, fin 2018, un dossier de demande d'appellation « scène conventionnée d'intérêt national» avec pour mention « art et création danse ».
Il est indispensable d'associer le Rive gauche, par l'intermédiaire de sa directrice, Raphaëlle Girard, aux réflexions et débats sur la définition des politiques culturelles relatives au spectacle vivant et de participer aux négociations nationales sur l'emploi, les salaires, la fiscalité, les évolutions juridiques et sociales en faisant valoir les spécificités des scènes publiques.
Crée en 1995, le Syndicat national des scènes publiques (SNSP) rassemble plus de 200 scènes publiques, permanentes ou festivalières. Ces scènes assurent des missions de service public et sont représentées au SNSP par leur directeur-trice. Le SNSP se revendique chambre professionnelle de l'ensemble de ces structures, au plus près des enjeux des territoires.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Deux chartes assurent au SNSP des missions de politique générale, de chambre professionnelle et de services directs à ses adhérents :
  - Charte convictions et engagements : Cette charte est au fondement des actions et des valeurs du SNSP. Elle porte sur la place des arts et de la culture, sur la relation aux territoires, sur le rôle des artistes et sur le mode de fonctionnement des scènes publiques,
  - Charte des missions artistiques et territoires des scènes publiques : Cette charte établit un cadre général pour les relations entre les collectivités territoriales et les scènes. Elle sert d'outil de référence pratique pour poursuivre et améliorer le dialogue entre les professionnels de la culture et les élus,
- Des protocoles d'accord ont été signés avec la SACEM, la SACD et AUDIENS (régime complémentaire de santé), ce qui permet aux adhérents SNSP de bénéficier de réductions sur les droits SACEM et SACD et sur les cotisations AUDIENS.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le Maire
  - A accepter l'adhésion au SNSP du centre culturel le Rive Gauche, représenté par sa directrice pour l'année 2019,
  - A régler une cotisation de 1 039 euros pour l'année 2019.

**Précise que :**
- Les dépenses sont imputées au budget du Rive gauche prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 36 Organisation des temps éducatifs - Projet éducatif territorial (PEdT) et Plan Mercredi

Sur le rapport de Madame Renaux Murielle

**Exposé des motifs :**
La modification de l'organisation des temps scolaires depuis la rentrée 2018 a rendu caduc le PEdT précédemment signé et engage la ville à renouveler son partenariat avec les institutions partenaires dans le cadre des modalités conventionnelles « Projet éducatif territorial – Plan mercredi » récemment publiées.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le Code de l'éducation, notamment les articles L.551-1 modifié par la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013, D 521-10 à D.521-12, D.411-2, et R.551-13,
- Le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.227-4, R.227-1, R.227-16 et R.227-20,
- Le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 modifié relatif à l'organisation du temps scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires,
- Le décret n° 2016-1051 du 1er août 2016 relatif au projet éducatif territorial et à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre,
- Le décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,
- Le décret n° 2018-647 du 23 juillet 2018 modifiant des définitions et des règles applicables aux accueils de loisirs,

**Considérant :**
- L'engagement historique de la ville en faveur des activités et loisirs éducatifs, illustré par la mise en place du dispositif Animalins en 2009-2010,

- Le partenariat étroit avec les acteurs locaux réunis au sein du Conseil consultatif du projet éducatif local,
- Les signatures préalables d'un PEDT en 2015, et renouvelé en 2017 avec les partenaires de l'Etat et de la Caf,
- La nouvelle organisation de la semaine scolaire à Saint-Etienne-du-Rouvray mise en œuvre depuis la rentrée 2018,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De conclure un projet éducatif territorial labellisé Plan Mercredi avec les services de l'Etat et la Caisse d'allocations familale pour une durée de 3 ans et d'adopter la convention associée,
- D'autoriser Monsieur le Maire signer la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 37 Enfance - Dispositif Centres de vacances - Création d'une catégorie de tarifs

Sur le rapport de Madame Renaux Murielle

**Exposé des motifs :**
Très attachée à la promotion des vacances comme vecteur éducatif, l'action communale permet aux enfants et jeunes stéphanais de vivre des vacances en participant à des séjours en France et à l'étranger.
2 dispositifs sont dédiés à cette action pour lesquels des tarifications spécifiques sont adoptées :
- Les courts séjours (d'une durée de 5 jours), dont la ville est organisatrice de la prestation et dont la grille tarifaire est libellée tarifs courts séjours,
- Les longs séjours, (actuellement de 14 à 16 jours majoritairement) pour lesquels la ville construit une offre en appui avec des organismes spécialisés et dont la grille tarifaire est libellée «tarifs centres de vacances».

Afin de répondre à l'attente des usagers et de structurer plus encore l'offre éducative communale, il est proposé d'expérimenter en 2019, pour la tranche 6-11 ans et en appui avec les organismes spécialisés, la promotion de séjours permettant un départ en métropole sur une durée intermédiaire entre courts et longs séjours.
Pour que cette offre s'inscrive aussi dans la politique de tarification solidaire et propose une équité des montants de participation demandée aux familles, il est proposé de créer dans la grille des tarifs du dispositif centres de vacances, une catégorie pour les séjours compris entre 7 et 12 jours.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- Que cette offre s'inscrit pleinement dans la politique éducative communale,
- Que cette disposition encouragera les départs d'enfants pour lesquels une durée intermédiaire est plus propice à leur participation,
- La nécessité de proposer une tarification en concordance avec cette nouvelle catégorie de durée de séjour,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De créer cette catégorie de tarifs en complément des catégories existantes,

Tableau de tarification :

| TARIFS CENTRES DE VACANCES 2019 Séjours 7 à 12 jours | |
|---|---|
| TARIF 1 (0-204) | 222 € |
| TARIF 2 (205-377) | 226 € |
| TARIF 3 (378-551) | 229 € |
| TARIF 4 (552-724) | 245 € |
| TARIF 5 (725-1016) | 270 € |
| TARIF 6 (1017-1308) | 307 € |
| TARIF 7 (1309-1600) | 353 € |
| TARIF 8 (>1601) | 409 € |
| TARIF 9 extérieur | Prix d'achat du séjour |

- Que cette tarification entre en vigueur à compter de la date de publication de la présente délibération,

**Précise que :**
- Comme pour les autres catégories, ces tarifs seront révisés chaque année.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 38 Restauration collective - Groupement de commandes - Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la fourniture de denrées alimentaires

Sur le rapport de Madame Renaux Murielle

**Exposé des motifs :**
La ville de Saint-Etienne-du-Rouvray assure la prestation d'environ 350 000 repas par an, auxquels s'ajoutent les goûters et les services de prestation lors des cérémonies.
Les commandes relatives à la restauration collective sont composées d'achat de denrées alimentaires mais aussi les fournitures diverses, de produit d'entretien, de contrats de maintenance, d'acquisition et de gestion d'EPI et d'acquisition diverses (vaisselle, mobilier, équipement).
Le Conseil municipal a adopté la mise en œuvre d'un groupement de commandes relatives à la restauration collective par une délibération du 22 juin 2017 entre les communes de Saint-Etienne-du-Rouvray, Oissel-sur-Seine et son CCAS, Brionne et Tourville-la-Rivière. L'objectif de ce groupement étant de permettre des économies d'échelle tout en garantissant la même qualité de produits et de services et permettre un meilleur approvisionnement en bio et circuits courts.
Le marché de fournitures de denrées alimentaires arrive à échéance fin 2019 pour la ville et il est nécessaire de procéder à son renouvellement.
Ce marché étant considéré comme parmi les marchés prioritaires des communes du groupement au regard des impacts sur la santé, sur la sensibilisation et l'accessibilité pour une alimentation de qualité pour tous, il est proposé d'accompagner cette démarche par un prestataire chargé d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.
Le prestataire maîtrisera les problématiques du fonctionnement et la règlementation propre à la restauration des collectivités locales. Il possèdera les compétences, les méthodes et les outils pour faciliter l'écriture du cahier des charges pour chaque lot, le lancement et suivi du marché, ainsi que l'analyse des offres. Il apportera savoir-faire, méthode et outils pour faciliter la réussite du projet.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- La délibération n°2017-06-22-27 du 22 juin 2017 portant sur le groupement de commande relatif à la restauration collective,

**Considérant :**
- La plus-value à être accompagné par un prestataire spécialisé sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration, le lancement de la procédure et l'analyse des offres,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D'approuver la convention annexée à la présente et qui précise, entre autres les modalités de fonctionnement de ce groupement.
- Que la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, en tant que coordonnateur, assurera, conformément aux termes de la convention constitutive du groupement de commande, la signature et la notification du marché au candidat retenu.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces nécessaires à l'application de cette délibération.
- Que chaque membre du groupement se prononcera pour autoriser son représentant à signer la convention de groupement.

*Monsieur le maire : Nous allons continuer à avoir notre démarche vertueuse pour réaliser des économies sur les achats. Si ce groupement fonctionne bien, il n'est pas du tout exclu de l'ouvrir à d'autres villes qui souhaiteraient pouvoir en bénéficier quelque soit aussi leur couleur politique, pourquoi pas.*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

*Monsieur le maire : Sur la question sportive, Hubert Wulfranc avait témoigné des problématiques vécues par l'ensemble des clubs amateurs sportifs avec une action du gouvernement qui vise à réduire leur budget. Michel Rodriguez aussi en tant qu'adjoint avait pointé des éléments qui font du mal aux clubs sportifs. Vous souhaitez peut-être, avant que je présente une motion qui demande au gouvernement de revisiter son cap par rapport aux moyens affectés aux clubs et aussi aux Régions, nous dire quelques mots sur la façon dont vous percevez les choses sur les clubs à Saint-Etienne-du-Rouvray.*

*Monsieur Rodriguez : On remarque qu'un accent très fort est mis aujourd'hui au niveau des orientations en matière sportive, autant au niveau de l'Etat que de la Région, compte tenu des moyens insuffisants, pour favoriser le sport de haut niveau mais pas n'importe lequel.*
*Par exemple, il y a quelques années nous avons voté une subvention exceptionnelle pour une malvoyante qui devait participer aux jeux olympiques à Pékin. Cette dame, qui a représenté la France, devait elle-même financer son équipement. Aujourd'hui, nous sommes sollicités par une autre personne présentant un autre type de handicap. Cette personne, ne peut envisager de se présenter dans les championnats d'Europe voir au-delà les championnats du monde que si, là aussi, nous pouvons l'aider (la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, mais aussi d'autres financeurs) à subvenir aux frais liés à cette manifestation. On pourrait aussi parler du sport d'entreprises qui est délaissé par certaines fédérations telle que la fédération française de football. Aujourd'hui, nous avons vraiment une politique sportive en France qui, faute de moyens, privilégie le sport de haut niveau.*
*Or, il est évident, mais c'est une lapalissade de le dire, que c'est bien les clubs de base qui fournissent les athlètes de demain. On peut reconnaître que les joueurs qui ont*

*participé à la dernière coupe du monde de football, ont su le faire, c'est de retourner après la compétition dans leur club d'origine. Ce n'est pas souvent le cas.*
*Je n'ai rien contre le sport de haut niveau, mais il est indispensable aujourd'hui d'aider beaucoup plus le sport de base. Certaines délibérations vont dans ce sens ce soir. Ce sont des délibérations sur l'aide des bénévoles. Nous voyons bien que la ville accompagne, depuis une dizaine d'années, autant que possible, en fonction de ses moyens, la formation des bénévoles. Mais il y a beaucoup de discours politiques de droite, malheureusement aussi de gauche, qui ne sont restés qu'à l'état de discours.*

*Monsieur le maire : Nous avons ce soir, les conditions qui peuvent être réunies pour plaider auprès notamment du gouvernement et de l'Etat mais aussi des Régions pour qu'ils revisitent leur façon de considérer financièrement le statut et les actions du sport amateur, du sport associatif, du sport éducatif, du sport pour toutes et tous en dehors des questions de compétition ou d'élitisme. C'est important que, dans une ville comme la nôtre, à Saint-Etienne-du-Rouvray, on puisse s'exprimer comme vous venez de le faire et comme, j'espère, nous allons tous le faire unanimement sur la motion que je vais vous présenter.*

**Motion 2 Pour une politique du sport partout, par tous et pour tous**

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

La France compte près de 165 000 clubs sportifs, comprenant 17 millions de licenciés et 3 millions de bénévoles. Une situation d'autant plus importante quand est annoncée l'organisation des Jeux Olympiques de 2024.

Or si ceux-ci semblent tendre à des investissements importants en direction des grandes infrastructures, le soutien aux associations sportives, à leurs bénévoles dirigeants et aux professionnels qui encadrent les pratiques reste en marge.

A Saint-Etienne-du-Rouvray, nous avons depuis longtemps fait le choix du sport pour toutes et tous. Nous sommes partie prenante d'une telle dynamique par des choix politiques et la proposition d'un large éventail d'activités aux Stéphanais(e)s (environ 5 000 sportifs recensés), des plus jeunes aux ainés, qui s'illustre par 25 clubs couvrant 23 disciplines. Économique, écologique, sécurisante et orientée vers le « savoir nager » pour tous, avec une tarification solidaire à 9 niveaux, la piscine Marcel-Porzou rénovée, que nous inaugurions il y a un an, est une démonstration de cette volonté de mettre à disposition du plus grand nombre des équipements de qualité.

Cet engagement nous le conduisons malgré des dotations budgétaires de l'Etat en baisse drastique et constante d'une part et, d'autre part, des obligations règlementaires et normatives de plus en plus contraignantes, donc coûteuses pour nos budgets.

Après l'annonce de la feuille de route gouvernementale assignée au Ministère de la jeunesse et des sports pour 2019, ce grand écart risque de conduire au point de rupture même si nous pensons qu'une évolution est nécessaire pour adapter le Ministère des

sports et le mouvement sportif aux évolutions sociales et sociétales, ainsi qu'à celles des pratiques. Pour autant, le projet présenté est loin des attentes, voire à l'opposé.

Déjà, pour son premier budget, le gouvernement Macron-Philippe avait diminué de 67 millions les crédits pour le soutien au sport. Face au tôlé soulevé par cette décision, il a ensuite remis modestement et en catastrophe sur la table 5,6 millions uniquement pour aider les « clubs les plus en difficulté ».

Pour 2019, il est question d'une nouvelle baisse de 30 millions d'euros et la suppression de 1 600 postes à temps plein de Conseillers techniques sportifs d'ici 2022.

De plus, le plafond de la taxe Buffet sur les droits TV a été abaissé de 40 à 25 millions d'euros au moment où ceux de la Ligue 1 de football dépassent le milliard d'euros.

A cela s'ajoute la baisse des crédits du CNDS, la suppression des contrats aidés et la réduction des dépenses publiques infligées aux collectivités locales.

La menace que fait courir la politique gouvernementale sur le sport suscite de nombreuses réactions dans le milieu sportif.

Le mouvement sportif, qui a lancé une pétition nationale *#LeSportCompte,* demande que le sport bénéficie de moyens à hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux. Il estime que *« Le monde sportif déchante de voir que le sport est considéré comme une charge ».*

Ainsi, pendant que le sport business accroît ses profits, le sport de masse, le sport pour tous et donc la formation sont soumis à l'austérité, aux rationnements voire à disparaître.

**Considérant :**

- **Les nouvelles baisses budgétaires et les suppressions de postes annoncées par le gouvernement au sein du Ministère de la jeunesse et des sports dans le cadre du projet de budget 2019,**
- **Les baisses de dotation subies par les collectivités locales et notamment les communes qui peinent à entretenir les équipements sportifs et à contribuer au financement des associations sportives,**
- **La difficulté pour les communes de pouvoir compenser sur leur propre budget le désengagement de l'Etat et des régions dans le soutien à la pratique sportive de masse,**
- **Les réactions unanimes et généralisées du mouvement sportif français contre ces projets et les alertes qu'il lance sur les conséquences concrètes qu'entraîneraient ces décisions.**

**Le Conseil municipal de Saint-Etienne-du-Rouvray, réuni en séance le 13 décembre 2018, demande au gouvernement de renoncer au projet de nouvelle diminution des crédits du Ministère de la jeunesse et des sports ;**

**d'engager, en concertation avec le mouvement sportif français et les élus locaux, une loi de programmation en faveur du sport adossée à des augmentations régulières des crédits du Ministère ; de faire évoluer les sources de financement pour faire en sorte que les dirigeants du monde associatif puissent s'affranchir des contraintes démesurées liées aux demandes de subventions et à l'incertitude financière pour l'avenir de leur club ; de revenir à un Ministère de plein exercice, en partenariat avec le mouvement sportif, sous peine de voir disparaître les sports plus ou moins confidentiels donc peu médiatisés.**

*Madame Ernis : J'approuve cette proposition. C'est important que ce soit une interpellation du gouvernement. En ce moment, nous nous retrouvons à demander des subventions côté Métropole et Région et au fur et à mesure, il n'y a plus d'égalité au niveau du pays. Nous essayons de tirer d'un côté ou de l'autre alors que c'est un besoin national.*
*Y a-t-il toujours 4 équipes de football féminin ?*

*Monsieur Rodriguez : Il y a deux clubs à Saint-Etienne-du-Rouvray avec chacun des équipes féminines qui dépassent à mon avis le nombre de quatre. Ce qui est sûr, c'est que le football féminin est en nette augmentation. Ce qui fait dire à la Fédération française de football que le football va bien. Mais s'il va bien, c'est parce qu'il y a de plus en plus de féminines, mais pas parce qu'il y a une érosion des masculins.*

*Monsieur le maire : C'est une bonne chose qu'il y ait plus d'équipes féminines mais il faut savoir que cela a des incidences financières sur la commune puisqu'il faut que les équipements sportifs s'adaptent à la mixité et à la nécessité d'accueillir de façon satisfaisante les équipes féminines. Ce qui n'est pas sans poser d'autres problématiques que d'ordre budgétaire.*

*Monsieur Moba M'Builu : C'est une obligation de la Fédération française de football que chaque club ait des équipes féminines. Nous sommes déjà bien placés au niveau de notre ville sur ce point.*

*Monsieur le Maire : C'est bien que certains sports ne soient pas victimes de stéréotypes ou de préjugés sexistes. Je suis content de voir que nous couvrons de plus en plus au niveau médiatique et télévisuel les matchs des équipes féminines de football, de handball ou de rugby. Nous ne sommes pas au même niveau que les hommes, c'est vrai mais il y a une progression. J'ai d'ailleurs été accueilli lors de l'inauguration du nouveau CFA Lanfry par une joueuse de l'équipe française nationale de rugby.*

*Monsieur Schapman : Dans les plus jeunes, les équipes sont mixtes. C'est un vrai plaisir de les voir courir tous ensemble après un ballon. Les jeunes filles ne déméritent pas.*

*Monsieur Rodriguez : Si on diffuse plus de matchs féminins, c'est parce que financièrement, les chaînes publiques ne peuvent plus diffuser les matchs masculins dans un certain nombre de compétition, y compris des chaînes privées comme Canal +.*

*dans l'apport du sport, nous avons travaillé avec Madame Auvray sur le sport santé. Nous savons que le sport a un impact important dans le domaine de la santé, de prévention, d'accompagnement d'un certain nombre de maladies comme le cancer du sein, d'accompagnement de l'obésité, etc. C'est une orientation que nous allons essayer de développer davantage au niveau de la ville. Mais cela nécessite aussi des moyens financiers, parce que des dispositifs existent mais les financements ne suivent pas.*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 39 Affaires sportives - Subvention affectée à la formation des bénévoles - Club de Full contact

Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel

**Exposé des motifs :**
Le travail sur le bénévolat mené avec les clubs stéphanais a permis, entre autres, d'identifier le besoin d'aider les acteurs bénévoles à s'inscrire dans des formations.

A ce titre, la Ville s'est engagée à accompagner en partie ces formations.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Le Club de Full contact stéphanais a adressé son projet de formation pour accompagner 2 bénévoles dans leur formation au brevet de moniteur fédéral 1er degré,
- Le coût de ces formations représente un montant de 600 €.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'accorder une subvention de 300 € au Club de Full contact stéphanais.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget 2018 de la ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 40 Affaires sportives - Subvention affectée à la formation des bénévoles - Club gymnique stéphanais

Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel

**Exposé des motifs :**
Le travail sur le bénévolat mené avec les clubs stéphanais a permis, entre autres, d'identifier le besoin d'aider les acteurs bénévoles à s'inscrire dans des formations.
A ce titre, la Ville s'est engagée à accompagner en partie ces formations.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Le club gymnique stéphanais a adressé son projet de formation pour accompagner 7 bénévoles dans leurs formations de : juge gymnastique artistique féminine, juge gymnastique acrobatique, initiateur petite enfance, initiateur gymnastique artistique féminine et enfin formation premiers secours,
- Le club sollicite une subvention de 450 €.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'accorder une subvention de 250 € au Club gymnique stéphanais.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget 2018 de la Ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 41 Affaires sportives - Subvention exceptionnelle - Association culturelle et sportive euro chinoise

Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel

**Exposé des motifs :**
Chaque année, des subventions exceptionnelles sont attribuées aux associations en faisant la demande et qui ont déposé un dossier de demande complet.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Chaque année l'association organise un stage national de Taijiquan et de QIGONG durant les vacances de la Toussaint,
- Cette année ce dernier a eu lieu du 27 au 31 octobre 2018 au gymnase de l'INSA,
- Ce stage, animé par des maîtres chinois de la fédération de Wushu de Pékin, implique un investissement important tant sur le plan humain que financier, notamment la location du gymnase ainsi que la présence d'agents de sécurité.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer une subvention exceptionnelle de 1 000 € à l'Association culturelle et sportive euro chinoise.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget 2018 prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 42 Affaires sportives - Subvention exceptionnelle - Agglo sud volley ball 76

Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel

**Exposé des motifs :**
Chaque année, des subventions exceptionnelles sont attribuées aux associations en faisant la demande et qui ont déposé un dossier de demande complet.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Lors de l'assemblée générale de l'Agglo sud volley ball 76, qui s'est déroulée le 22 juin 2018, le président avait exposé une situation financière négative sur le prévisionnel de la saison 2018/2019 en raison de problème de gestion de l'ancienne présidence et des baisses de financement de la Région pour les équipes N3 masculines,

- Malgré la mise en place d'animations, la vente de leur véhicule 9 places, qui facilitait les déplacements des jeunes joueurs, et la réduction du temps de travail des 2 entraîneurs salariés, le club n'a toujours pas pu stabiliser la situation et nous sollicite pour une subvention exceptionnelle.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer à l'Agglo sud volley ball 76 une subvention exceptionnelle d'un montant de 1 500 €.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget 2018 de la ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 43 Vie associative - Subvention exceptionnelle - Association familiale

Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel

**Exposé des motifs :**
L'Association familiale de Saint-Etienne-du-Rouvray organise chaque année un voyage pour ses adhérents et sympathisants.
Ce voyage a eu lieu cette année entre Bolbec, Saint-Maclou et Bretteville. Lors de cette sortie, les participants ont pu visiter le musée du textile à Bolbec, la maison des traditions normandes à Saint-Maclou et l'écomusée de la pomme et du cidre.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- L'implication des adhérents et sympathisants au projet associatif,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer à l'Association familiale une subvention exceptionnelle de 710,00 euros pour l'organisation de cette sortie.

**Précise que :**
- La dépense sera imputée au budget de la ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 35 votes pour.

## 44 Vie associative - Subvention exceptionnelle - Comité de jumelage

Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel

**Exposé des motifs :**
Le comité de Jumelage de la ville a organisé dans le cadre des échanges internationaux qu'il développe avec la ville de Novaïa Kakhovka en Ukraine, une visite officielle.
A cette occasion, une délégation s'est rendue sur place pour représenter la ville.
Ce déplacement a entraîné des frais.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- L'action du comité de jumelage,
- La représentation de la ville à l'étranger,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer au comité de jumelage une subvention exceptionnelle de 400,00 euros pour l'organisation de ce déplacement en Ukraine

**Précise que :**
- La dépense sera imputée au budget de la ville

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 45 Vie associative - Subvention exceptionnelle - Solidarité internationale et nationale - Secours populaire

Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel

**Exposé des motifs :**
Des catastrophes naturelles d'importance ont frappé récemment les populations à travers le monde. A ce titre l'aide internationale et nationale s'organise.
Ces catastrophes, climatiques inattendues (tsunami, séismes, inondations, ..) ont frappé les populations faisant de nombreux dégâts et de nombreuses victimes.
Afin de soutenir les agences humanitaires et les associations locales qui interviennent en faveur des populations touchées par ces catastrophes, le secours populaire français et le secours catholique sollicitent une aide financière.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- La nature des catastrophes,
- Le besoin des populations touchées,
- Les relais du secours populaire sur le plan national et international,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer au Secours populaire une subvention de 1 000,00 euros pour participer à cet effort de solidarité nationale et internationale.

**Précise que :**
- La dépense sera imputée du budget de la ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 35 votes pour.

## 46 Vie associative - Subvention exceptionnelle - Solidarité internationale et nationale - Secours catholique

Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel

**Exposé des motifs :**
Des catastrophes naturelles d'importance ont frappé récemment les populations à travers le monde. A ce titre l'aide internationale et nationale s'organise.
Ces catastrophes, climatiques inattendues (tsunami, séismes, inondations, ..) ont frappé les populations faisant de nombreux dégâts et de nombreuses victimes.
Afin de soutenir les agences humanitaires et les associations locales qui interviennent en faveur des populations touchées par ces catastrophes, le secours populaire français et le secours catholique sollicitent une aide financière.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- La nature des catastrophes,
- Le besoin des populations touchées,
- Les relais du secours catholique sur le plan national et international,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer au Secours catholique une subvention de 1 000,00 euros pour participer à cet effort de solidarité nationale et internationale.

**Précise que :**
- La dépense sera imputée au budget de la ville.

*Madame Ernis : Est-ce que la subvention va au Secours catholique de la ville ou à l'association nationale ? Il y a, pour moi, une grosse différence. Nous avons tous connu Jean-Marie Héricher, qui était un fervent défenseur de la paix et qui soutenait les causes internationales, ainsi qu'Antoinette. Là, ça ne me poserait aucun problème. Mais si c'est par rapport au secours catholique national. Il est dirigé par un comité de 30 évêques qui ont désigné un responsable Bernard Thibaud. Le texte dit : «  nommé par la conférence des évêques de France, il représente l'autorité ecclésiastique et porte la dimension spirituelle au sein de l'association. » Pour moi, il y a deux Secours catholiques et je ne suis pas d'accord pour donner aux évêques dont Monsieur Lebrun.*

*Monsieur Rodriguez : Je pense que cela va être adressé au Secours catholique national parce que, sur le plan local, il me paraît difficile d'imaginer demander aux adhérents du Secours catholique de transmettre ce secours financier à l'adresse d'un pays d'Asie. Ce qui est également vrai pour le Secours populaire même si le motif est un peu différent, je comprends la nuance que Madame Ernis apporte. Maintenant, il y a des gens en grande difficultés liées à ces catastrophes naturelles. Que les moyens viennent des secours catholique ou populaire, ce qui me semble le plus important, c'est qu'en tout état de cause, ces personnes soient aidées. Par contre sur l'organisation interne, je partage.*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération,
par 33 votes pour, 2 votes contre.

## 47 Commerces et services - Dérogation au repos dominical des salariés pour l'année 2019

Sur le rapport de Madame Burel Fabienne

**Exposé des motifs :**
La loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dispose que dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, il peut être dérogé au repos dominical des salariés par décision du Maire et après consultation préalable obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées, jusqu'à 12 dimanches par an.
Les dimanches concernés sont désignés par une liste arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante, après avis du Conseil municipal, et lorsque le nombre de ces dimanches excède 5, après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.
La liste des dimanches concernés est modifiable en cours d'année, dans les mêmes formes, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

*Le Conseil municipal*

*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-27 à L.2122-29, L3131-1 et L.2131-2 et R.2122-7,
- Le Code du travail et notamment les articles L.3132-26 à L.3132-27-1 et R. 3132-21,
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

**Considérant :**
- La liste des dimanches concernés par une dérogation au repos dominical des salariés par décision du Maire à arrêter avant le 31 décembre pour l'année suivante,
- La procédure du 29 août 2018 établie par la Métropole Rouen Normandie qui limite à 8 le nombre de dimanches où il est possible de déroger au repos dominical pour les commerces de détail pour l'année 2019,
- Le principe que se fixe la ville de pouvoir accorder une dérogation au repos dominical des salariés des commerces de détail stéphanais, les deux dimanches précédents Noël, soit une période de très forte demande commerciale au cours de laquelle les établissements réalisent une part importante de leur chiffre d'affaires,
- Le calendrier 2019, où les dimanches précédents Noël sont les 15 et 22 décembre,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'émettre un avis favorable à la liste suivante des dimanches de l'année 2019 où une dérogation municipale au repos dominical des salariés peut être accordée
  - Le dimanche 15 décembre 2019
  - Le dimanche 22 décembre 2019

**Précise que :**
- Les dérogations au repos dominical des salariés sont accordées par arrêtés du Maire pris après consultation préalable obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées.

*Madame Hamiche : Nous voterons contre. Vous connaissez notre position sur le travail du dimanche. Le dimanche doit rester un temps de respiration, social ou familial.*
*On dit que c'est sur la base du volontariat mais c'est faux. Les gens se sentent obligés compte tenu des bas salaires.*

*Monsieur Gosselin : Je voterai contre également.*

*Madame Burel : J'avais noté une phrase l'année dernière : « Il y a le monde dans lequel on vit et celui qu'on voudrait avoir, un monde idéal. ». J'ai regardé un peu autour de nous : A Petit-Quevilly et Mont-Saint-Aignan - 6 dérogations accordées en 2017, 5 en 2018 - Grand-Quevilly, 5 pour les deux années - Rouen, 7 en 2017 et 8 en 2018 - Sotteville-les-Rouen, 5 - Caudebec-les-Elbeuf, 6 pour 2018.*
*Nous n'en accordons que 2, ça permet de marquer notre désaccord. Je préfèrerais moi aussi que ce soit fermé, mais c'est la période où les entreprises, qui emploient, pour certaines, des Stéphanais-e-s, réalisent la part la plus importante de leur chiffre*

*d'affaires.*

*Monsieur Vézie : D'une façon générale, sous la férule du gouvernement et des grands commerces, des magnats, de plus en plus de magasins ouvrent le dimanche.*
*A Sotteville-les-Rouen, une deuxième moyenne surface va être ouverte tous les dimanches sans jour de fermeture. La pratique et les politiques mises en place favorisent un maximum d'ouvertures le dimanche. Profitant de l'action des gilets jaunes, tout est permis le dimanche, même les poids lourds peuvent rouler.*

*Madame Hamiche : Quand on est contre le travail du dimanche, c'est une position de principe. On dit que c'est sur la base du volontariat mais c'est faux. La vie est telle qu'énormément de gens se voient dans l'obligation de travailler le dimanche. Je pense aussi, à toutes ces femmes, en situation de monoparentalité avec un très bas niveau de vie qui s'obligent à travailler le dimanche au lieu de passer du temps avec leurs enfants. Elles subissent déjà beaucoup de pression en temps normal dans le travail quotidien et il y a d'autres pressions mises d'une manière ou d'une autre pour qu'elles travaillent le dimanche. Oui, c'est beau, c'est « super » de voir un magasin ouvert le dimanche, mais celles qui sont en train de travailler n'ont pas cette occasion et peut-être ne voudraient même pas faire leurs courses le dimanche pour passer du temps en famille.*

*Monsieur Fontaine : Je pense que le dogme, c'est 0. Le libéralisme, c'est 12 et quand une commune, comme la nôtre, très orientée à gauche par l'ensemble des groupes du Conseil municipal dit 2, c'est un acte de résistance très clair surtout dans les conditions actuelles entre le mouvement des gilets jaunes et l'ensemble des protestations et contres propositions que nous faisons tous par rapport à ce gouvernement. Je pense donc que c'est une bonne chose et je rejoins Madame Burel. C'est un bon équilibre qui est un vrai acte politique y compris par rapport aux autres communes de la Métropole.*

*Monsieur Rodriguez : Il y a aussi un acte citoyen que nous pouvons faire les uns et les autres : Moi, je n'y vais pas le dimanche. Aujourd'hui, nous sommes à contre-courant sur ces questions. Il y a des gens qui pensent qu'il faut ouvrir au maximum. Liberté totale.*

*Cela se voit dans des tas de domaines comme le sport. On ne s'inscrit plus dans un club pour faire de la course. On bénéficie des apports des clubs mais on veut être libre pour courir quand on veut. C'est de la fausse liberté. Il faut faire partager l'idée autour de nous qu'il ne faut pas aller dans les commerces le dimanche et à partir de là, ils fermeront s'ils constatent qu'ils n'ont pas d'intérêt à être ouverts.*

*Monsieur Gosselin : Je ne vois pas pourquoi les gens qui n'ont déjà pas d'argent pour faire leurs courses la semaine, iraient le dimanche ? Je suis d'accord avec Monsieur Rodriguez. Nous pouvons aller faire nos courses le dimanche matin sur le marché de la place de l'église mais il faut boycotter les magasins qui sont ouverts le dimanche. En semaine, il faut éviter les caisses automatiques. Quand on prend l'autoroute, il faut passer par les caisses où il y a du personnel. Aujourd'hui, c'est sur le domaine privé, mais, y compris dans le service public, on va de plus en plus nous demander d'ouvrir des services le dimanche. Je pense notamment aux bibliothèques. Le dimanche est un jour de repos. Si nous, progressistes, nous ne nous battons pas pour préserver ce jour, je ne sais pas qui le fera. Se battre ce n'est pas passer de 6 à 2 mais faire comme d'autres*

*communes autour de nous qui sont à 0.*

*Monsieur le maire : J'ai bien entendu les arguments des uns et des autres, les avis de principes. Je suis d'accord sur le principe qu'il faut favoriser le plus possible la question du repos dominical. Ça pourrait être un autre jour puisqu'il a peut être une connotation un peu religieuse mais avoir une journée où nous pouvons nous reposer complètement dans la semaine, c'est bien. Il faut accepter aussi de voir que dans la société la réalité est différente. Certains salariés, de part leur métier, ont accepté la contrainte des dimanches travaillés. C'est le cas des métiers de la santé, de la sécurité. Ce sont des secteurs spécifiques, nous parlons bien là des secteurs de l'activité économique et des commerces. Ce que dit Monsieur Gosselin est intéressant. Le repos, certes, mais pourquoi faire ? On peut aussi se poser la question de l'épanouissement familial le dimanche. Certains sont parfois contents de trouver un cinéma ouvert, une salle de sport ou un bowling ouvert ou aller à la maison des forêts qui est ouverte le dimanche. Nous avons aussi une réflexion à avoir vis-à-vis de quartiers dans lesquels se développent des activités qui prennent le pas sur les services publics. Des associations religieuses proposent des activités le dimanche pour de la lecture, du prêt de lire, de la culturation religieuse, etc. Sur la question, faut-il ouvrir le service public le dimanche, cela pose la question du salarié qui ne peut pas se reposer mais cela pose aussi la question de ce que peuvent faire les familles. Je ne tranche pas la question, je la mets sur la table. Sur les activités économiques, je partage ceux qui disent que nous avons une position équilibrée. Au-delà de 5, la Métropole a décidé de refuser les dérogations. Nous sommes en dessous. Nous permettons à des gens, notamment, dans une période où ils ont besoin de trouver du temps par rapport à un agenda chargé dans la semaine, et dans la mesure de leur pouvoir d'achat, d'offrir des cadeaux à d'autres.*

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération,
par 32 votes pour, 3 votes contre.

## 48 Rapport annuel sur le prix et la qualité des services de l'eau et de l'assainissement - Exercice 2017- Information

Sur le rapport de Madame Olivier Catherine

**Exposé des motifs :**
Le rapport annuel relatif aux services d'eau et d'assainissement a été instauré par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 dite loi «Barnier » relative au renforcement de la protection de l'environnement; il est élaboré en application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) afin d'assurer une information détaillée sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.
Conformément aux articles D.2224-1 à D.2224-5 du CGCT, le Président de l'établissement de coopération intercommunale qui exerce les compétences eau et assainissement présente ce rapport à son assemblée délibérante, à la Commission Consultative des Services Publics Locaux, et le transmet aux communes concernées afin que soit informé leur conseil respectif et pour qu'elles puissent le mettre à la disposition du public.

*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA),

**Considérant que :**
- Les rapports de l'année 2017 comprennent une synthèse des informations transmises dans les comptes rendus d'activités 2017 rédigés par les délégataires,
- La compétence relative à la gestion de l'eau et l'assainissement (collectif et non collectif) est exercée par les services de la Métropole-Rouen-Normandie.

**Le Conseil municipal prend acte** de la synthèse présentée à titre d'information conformément à la réglementation.

**Précise que :**
- Les rapports annuels 2017 sont consultables par la population à la Direction des services techniques de Saint-Etienne-du-Rouvray ; ils sont aussi téléchargeables sur le site internet www.metropole-rouen-normandie.fr

*Monsieur Schapman : C'est un gros avantage de pouvoir consulter ce rapport sur le site de la Métropole. Il serait intéressant d'indiquer ce site à nos concitoyens dans nos communications municipales.*

## 49 Rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'élimination des déchets ménagers et assimilés - Exercice 2017 - Information

Sur le rapport de Madame Olivier Catherine

**Exposé des motifs :**
La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, et le décret n°2000-404 du 11 mai 2000, relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets, prévoient la présentation, devant le Conseil municipal, d'une synthèse sur la gestion globale des déchets et le prix du service (collecte et traitement), destinée notamment à l'information du public.

*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°95-101 du 2 février 1995,

**Considérant :**
- Que le rapport d'activités 2017 a été présenté et validé lors du Conseil de la Métropole le 8 octobre 2018,
- Que la compétence relative à la collecte et au traitement des déchets ménagers et assimilés, est exercée par les services de la Métropole Rouen Normandie (MRN),

**Le Conseil municipal prend acte** de la synthèse présentée à titre d'information conformément à la réglementation.

**Précise que :**

- Le rapport annuel 2017 est consultable par la population à la Direction des services techniques de Saint-Etienne-du-Rouvray ; il est aussi téléchargeable sur le site internet www.metropole-rouen-normandie.fr

*Monsieur le maire : Ces rapports présentent des gestions liées à des compétences exercées par la Métropole.*
*L'ordre du jour est épuisé. Je vous souhaite à toutes et tous de bonnes fêtes de fin d'année.*

La séance est levée à 21h30

Le Maire
Joachim Moyse

Les Adjoints

Les Conseillers municipaux délégués

Les Conseillers municipaux

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-2 | Administration générale - Décisions du maire**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Conformément au Code général des collectivités territoriales, le maire peut, par délégation du Conseil municipal, être chargé de tout ou partie de délégations pour la durée de son mandat.

*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Les articles L2122-22 et L2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
- Les délibérations n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 et n°2018-03-29-3 du Conseil municipal du 29 mars 2018 portant sur les délégations de pouvoirs au maire

**Considérant :**
- L'article 4 du règlement intérieur du Conseil municipal,

Le maire informe le Conseil municipal qu'en vertu des délégations qui lui ont été accordées, il a pris les décisions suivantes :
- Conventions de mise à disposition de locaux municipaux aux associations
- Animation dans les quartiers : Clôture de la régie d'avances
- Marché d'acquisition de licences Vadesecure pour la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray - Procédure adaptée - Article 30-I-8° du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de travaux d'évacuation des cuves de l'ancienne station de lavage rue du Madrillet - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de création d'un site internet pour la Ville, d'un site internet pour le Rive Gauche - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Achat de cartes cadeaux à l'occasion des départs à la retraite des agents communaux
- Aliénation de véhicules du parc automobile municipal - Modification
- Marché d'installation, location et entretien de fontaines à eau sur réseau - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de travaux de désamiantage, déconstruction et démolition de maisons et de bâtis dans le tissu diffus de la Ville - Avenant n°1 - Article 139-3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un office et la restructuration de l'ancien office en salles de classe à l'école Pergaud - Tiers de maîtres d'œuvre - Indemnités kilométriques
- Aliénation de véhicules du parc automobile municipal
- Marché de nettoyage des plafonds filtrants, de caissons d'extraction, des gaines et réseaux, et des filtres - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Convention d'occupation de locaux au bénéfice du Centre Local d'Information et de

Coordination (CLIC)

- Marché de fourniture de plantes - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Association des collectivités publiques utilisant des systèmes d'information (ACPUSI) - Renouvellement Adhésion 2019
- Marché d'achat de places en centres de vacances et courts séjours - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de conseils en assurances - Marché passé selon la procédure adaptée - Article 30-I-8° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de fourniture d'uniformes et accessoires des policiers municipaux et des agents de la Tranquillité Publique - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

  Prix des services publics locaux pour 2019 - Département des affaires scolaires et de l'enfance - Division petite enfance - Accueil collectif et accueil familial
- Prix des services locaux pour 2019 - Département des affaires scolaires et de l'enfance - Division Enfance - Tarifs des centres de vacances et des courts séjours
- Marché de sécurisation de l'immeuble Sorano , situé rue Daniel Sorano à Saint-Etienne-du-Rouvray - Procédure formalisée - Articles 66 à 68 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Réseau français des villes Santé de l'OMS - Renouvellement de l'adhésion pour l'année 2019
- Association Finances - gestion - évaluation des collectivités territoriales -(Afigèse) - Renouvellement adhésion 2019

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture :
Identifiant de télétransmission :

# Administration générale - Décisions du maire

Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim

**Exposé des motifs :**
Conformément au Code général des collectivités territoriales, le maire peut, par délégation du Conseil municipal, être chargé de tout ou partie de délégations pour la durée de son mandat.

*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Les articles L2122-22 et L2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
- Les délibérations n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 et n°2018-03-29-3 du Conseil municipal du 29 mars 2018 portant sur les délégations de pouvoirs au maire

**Considérant :**
- L'article 4 du règlement intérieur du Conseil municipal,

Le maire informe le Conseil municipal qu'en vertu des délégations qui lui ont été accordées, il a pris les décisions suivantes :
- Conventions de mise à disposition de locaux municipaux aux associations
- Animation dans les quartiers : Clôture de la régie d'avances
- Marché d'acquisition de licences Vadesecure pour la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray - Procédure adaptée - Article 30-I-8° du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de travaux d'évacuation des cuves de l'ancienne station de lavage rue du Madrillet - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de création d'un site internet pour la Ville, d'un site internet pour le Rive Gauche - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Achat de cartes cadeaux à l'occasion des départs à la retraite des agents communaux
- Aliénation de véhicules du parc automobile municipal - Modification
- Marché d'installation, location et entretien de fontaines à eau sur réseau - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de travaux de désamiantage, déconstruction et démolition de maisons et de bâtis dans le tissu diffus de la Ville - Avenant n°1 - Article 139-3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un office et la restructuration de l'ancien office en salles de classe à l'école Pergaud - Tiers de maîtres d'œuvre - Indemnités kilométriques
- Aliénation de véhicules du parc automobile municipal

- Marché de nettoyage des plafonds filtrants, de caissons d'extraction, des gaines et réseaux, et des filtres - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Convention d'occupation de locaux au bénéfice du Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC)
- Marché de fourniture de plantes - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Association des collectivités publiques utilisant des systèmes d'information (ACPUSI) - Renouvellement Adhésion 2019
- Marché d'achat de places en centres de vacances et courts séjours - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de conseils en assurances - Marché passé selon la procédure adaptée - Article 30-I-8° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Marché de fourniture d'uniformes et accessoires des policiers municipaux et des agents de la Tranquillité Publique - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
  Prix des services publics locaux pour 2019 - Département des affaires scolaires et de l'enfance - Division petite enfance - Accueil collectif et accueil familial
- Prix des services locaux pour 2019 - Département des affaires scolaires et de l'enfance - Division Enfance - Tarifs des centres de vacances et des courts séjours
- Marché de sécurisation de l'immeuble Sorano , situé rue Daniel Sorano à Saint-Etienne-du-Rouvray - Procédure formalisée - Articles 66 à 68 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Réseau français des villes Santé de l'OMS - Renouvellement de l'adhésion pour l'année 2019
- Association Finances - gestion - évaluation des collectivités territoriales -(Afigèse) - Renouvellement adhésion 2019
- Séjours de camping des centres de loisirs la Houssière et Vacances Loisirs Sport - Contrats de réservation avec la base de loisirs de Jumièges

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2018-10-102

## Conventions de mise à disposition de locaux municipaux aux associations

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales portant délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- Les demandes de mises à disposition de locaux
- La nécessité de formaliser par le biais de conventions pour la mise à disposition de locaux municipaux,
- Que l'activité des associations répond à une attente des usagers et des Stéphanais,

**Décide :**

**Article 1** : D'autoriser les mises à disposition de locaux, il est proposé de conventionner les associations suivantes et de signer les conventions de mises à disposition pour une durée d'un an à compter du 20.09.2018 :

- Association SOS GARES à la Maison des associations, rue de Paris
- Association REPAIR CAFE à la Maison des Pensées dépendante du Centre socioculturel Jean Prévost
- Association CHOUETTE ON SORT au Bic Auber dépendant du Centre Socioculturel Georges Brassens
- Association EMOUCHET STEPHANAIS à la Maison Duruy rue du Madrillet

**Article 2** : En cas de changement de fonctionnemnet d'une des parties, un avenant à la convention temporaire sera établi pour la durée de celle-ci.

**Article 2** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.



nous réinventons la ville ensemble

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

**Article 4** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 8 octobre 2018

Monsieur Joachim Moyse
Maire

MAIRIE DE ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le 13 DEC. 2018



nous réinventons la ville ensemble

2018 - 311

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2018-11-116

## Animation dans les quartiers : Clôture de la régie d'avances

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° 2017-07-06-4 du Conseil municipal en date du 06 juillet 2017 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;
- La décision du Maire du 01 avril 2009 instituant une régie d'avances au service des sports pour les dépenses Animation de quartier ;
- L'arrêté municipal n° 2018-03-124 en date du 15 mars 2018 nommant le régisseur titulaire et la mandataire suppléant ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 20 novembre 2018 ;

**Considérant :**

- Que le Comptable Public a seul qualité pour acquitter les dépenses ordonnancées par le Maire de la commune de Saint Etienne du Rouvray ;
- Que, toutefois, il est admis que « *des régisseurs peuvent être chargés pour le compte du Comptable d'opérations de paiement* » ;
- Que cette procédure est destinée à faciliter le paiement de dépenses urgentes ou de faible montant ;

**Décide :**

**Article 1** : Il est mis fin aux activités de la régie d'avances « animation de quartier » à compter du 23 novembre 2018.

**Article 2** : Le montant de l'avance fixé à 250 € par l'acte constitutif de la régie précité est supprimé.

**Article 3** : Il est mis fin aux fonctions de régisseur titulaire de Madame Nathalie LEUILLER et aux fonctions de mandataire de Madame Maryvonne COLLIN.

**Article 4** : Le Maire et le comptable public assignataire de Sotteville-Lès-Rouen sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 5** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 20 novembre 2018

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2018-11-118

## Marché d'acquisition de licences Vadesecure pour la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray - Procédure adaptée - Article 30-I-8° du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 30-I-8°,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à l'acquisition de licences Vadesecure,
- La consultation de différents prestataires,
- La proposition de l'entreprise.

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature d'un marché avec la société PROMOSOFT INFORMATIQUE, située à CHARTRES (28000), pour un montant de 19 110 € HT soit 22 932 € TTC.

**Article 2** : Est autorisée la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3** : La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures et fonctions prévus au budget de la ville.

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.



nous réinventons la ville ensemble

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 3 décembre 2018

Monsieur Joachim Moyse
Maire

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le 11 DEC. 2018

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2018-11-119

## Marché de travaux d'évacuation des cuves de l'ancienne station de lavage rue du Madrillet - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à l'évacuation des cuves encore en place de l'ancienne station de lavage située rue du Madrillet afin de rendre la parcelle totalement libre de toute occupation dans la perspective de son aménagement ultérieur,
- Le lancement d'une procédure adaptée, en date du **24 septembre 2018** en vue de signer un marché ordinaire de travaux, d'une durée de validité d'un an,
- Les propositions des entreprises.

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature d'un marché avec la société CASTRES EQUIPEMENT, située à SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY (76800) pour un montant de 52 685,40 € H.T., soit 63 222,48 € T.T.C.

**Article 2 :** Est autorisée la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3 :** La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures et fonctions prévus au budget de la ville.

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 29 novembre 2018

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Retour de préfecture
Le 11 DEC. 2018

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2018-12-126

## Marché de création d'un site internet pour la Ville, d'un site internet pour le Rive Gauche - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à la création d'un site internet pour la ville, et d'un site internet pour le Rive Gauche.
- Le lancement d'une procédure adaptée, en date du **24 septembre 2018** en vue de signer un marché à bons de commande avec minimum et maximum d'une durée de quatre ans fermes et décomposé en deux lots,
- Les propositions des entreprises,

**Décide :**

**Article 1** :
Est autorisée la signature d'un marché pour le lot 1 : création d'un site internet pour la Ville, avec la société INOVAGORA, située à COMPIEGNE (60200), pour un montant total compris entre 2 083,33 € HT et 103 500,00 € HT (soit compris entre 2 500,00 € TTC et 124 200,00 € TTC).

Est autorisée la signature d'un marché pour le lot 2 : création d'un site internet du centre culturel Le Rive Gauche, avec la société INOVAGORA, située à COMPIEGNE (60200), pour un montant total compris entre 2 083,33 € HT et 103 500,00 € HT (soit compris entre 2 500,00 € TTC et 124 200,00 € TTC).

**Article 2** : Est autorisée la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3** : La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures et fonctions prévus au budget de la ville.

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 10 décembre 2018

Monsieur Joachim Moyse
Maire

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le 13 DEC. 2018

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2018-12-127

## Achat de cartes cadeaux à l'occasion des départs à la retraite des agents communaux

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales portant délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- Qu'il y lieu de récompenser et de remercier les agents communaux lors de leur départ en retraite, pour leurs années de travail et leur dévouement au service de la commune.

**Décide :**

**Article 1** : Autorise l'achat de 32 cartes cadeaux à 100€ l'unité, pour un montant total de 3200€, pour les 16 agents partant à la retraite en 2018 :

- DUVAL Catherine ;
- FEUGEAS Thierry ;
- POINTEL Michèle ;
- MAXIMOVITCH Patricia ;
- QUIESSE Brigitte ;
- CHOMEL Christiane ;
- LE BECHEC Myriam ;
- DEBRUYNE Christian ;
- METEYER Marie-José ;
- SRAHANE Sandrine ;
- BOULARD Thierry ;
- PITTE Pascal ;
- LINOT Yvon ;
- SAUSSAYE Christian ;
- VAN PRAET Didier ;
- LE NEUN Yvon.

**Article 2** : Chaque agent recevra deux cartes cadeaux.

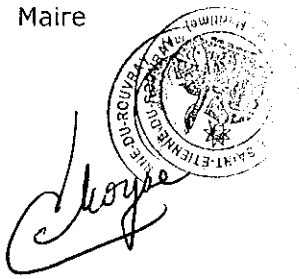
**Article 3** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.

**Article 5** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 6 décembre 2018

Monsieur Joachim Moyse
Maire



Retour de préfecture
Le 13 DEC. 2018

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2018-12-128

## Aliénation de véhicules du parc automobile municipal - Modification

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales portant délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à l'aliénation du véhicule Renault Master, immatriculé AUTO7464 ;
- La mise en vente aux enchères par le biais de Webenchères.

**Décide :**

**Article 1** : La présente décision modifie l'article 1 de la DM 2018-09-92, les autres articles restant inchangés.

**Article 2 :** Est autorisée l'aliénation du véhicule Renault Master, immatriculé AUTO7464, d'un montant de 3530€, à la société GROUPE ALTECOS.

**Article 3** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.

**Article 5** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 29 novembre 2018

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Retour de préfecture
Le 13 DEC. 2018

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2018-12-129

## Marché d'installation, location et entretien de fontaines à eau sur réseau - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à l'installation, la location et l'entretien de fontaines à eau sur réseau,
- Le lancement d'une procédure adaptée, en date du **23 octobre 2018**, en vue de signer un marché accord cadre à bons de commande mono-attributaire de services avec montant minimum et maximum d'une durée d'un an reconductible trois fois un an,
- La proposition des entreprises,

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature d'un marché avec la société WATERLOGIC, située à VILLENEUVE LA GARENNE (92390), pour un montant annuel compris entre 5 000,00 euros HT minimum (soit 6 000,00 euros TTC) et 20 000,00 euros HT maximum (soit 24 000,00 euros TTC).

**Article 2** : Est autorisée la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus, d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3** : La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures et fonctions prévus au budget de la ville

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 13 décembre 2018

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Retour de préfecture
Le 20 DEC. 2018

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-01-1

## Marché de travaux de désamiantage, déconstruction et démolition de maisons et de bâtis dans le tissu diffus de la Ville - Avenant n°1 - Article 139-3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 139-3°,
- La décision du Maire n°2018-07-78 en date du 3 juillet 2018 attribuant le marché à l'entreprise

**Considérant :**

- Le marché n° 18S0019 notifié le 30 juillet 2018,
- La nécessité de procéder à des travaux complémentaires de désamiantage qui n'avaient pas été repérés lors de la phase diagnostic,
- L'avis favorable de la commission des marchés adaptés du 27 décembre 2018.

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature de l'avenant n°1 au marché 18S0019 passé avec l'entreprise IPODEC NORMANDIE, située à OISSEL (76350) pour un montant de 12 000 € HT (soit 14 400 € T.T.C.)

**Article 2 :** La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures et fonctions prévus au budget de la Ville.

**Article 3** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 5** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 8 janvier 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Retour de préfecture
Le 10 JAN. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-01-2

## Jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un office et la restructuration de l'ancien office en salles de classe à l'école Pergaud - Tiers de maîtres d'œuvre - Indemnités kilométriques

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales portant délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,
- La délibération n° 2018-10-18-17 du Conseil municipal du 18 octobre 2017 relative à l'ouverture du concours de maîtrise d'œuvre et la rémunération des professionnels siégeant,
- La décision du maire n° 2018-11-117 portant sur la nomination du tiers de maître d'œuvre convoqué aux séances du jury de concours.

**Considérant :**

- Les propositions de l'ordre des architectes pour la nomination des membres du jury représentant le tiers de maître d'œuvre,
- L'éloignement géographique de ces représentants,
- Leurs propositions,

**Décide :**

**Article 1** : Les représentants du tiers de maître d'œuvre au concours, nommés par décision du maire, seront indemnisés pour les kilomètres parcourus pour se rendre aux réunions du jury, sur la base des tarifs 2018 fixés par le service des impôts, à savoir : 0,493 € du kilomètre pour un véhicule de 4 CV, 0,543 € du kilomètre pour un véhicule de 5 CV, 0,568 € du kilomètre pour un véhicule de 6 CV ou 0,595 € du kilomètre pour un véhicule de 7 CV.

**Article 2** : La dépense sera imputée sur les crédits votés à cet effet sur le budget de la Ville.

**Article 3** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.

**Article 5** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 10 janvier 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Retour de préfecture
Le 22 JAN. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-01-3

## Aliénation de véhicules du parc automobile municipal

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales portant délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à l'aliénation des véhicules Renault Clio immatriculés 8057 VJ 76, DW-643-TT, 9334 WE 76 et 2044 XD 76 du parc automobile municipal,
- La nécessité de procéder à l'aliénation du véhicule Goupil immatriculé 9285 XE 76, du parc automobile municipal,
- Le lancement d'une négociation auprès d'acquéreurs potentiels,
- La nécessité de procéder à l'aliénation du véhicule Renault Express immatriculé 261 RZ 76, du parc automobile municipal,
- La nécessité de procéder à l'aliénation du véhicule Renault Master immatriculé 663 WH 76, du parc automobile municipal,
- La nécessité de procéder à l'aliénation du véhicule Ivéco immatriculé 4940 VT 76, du parc automobile municipal
- les propositions de l'entreprise FARIA GARAGE DES ECOLES,
- Le site de ventes aux enchères « webenchères ».

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée l'aliénation à la société FARIA GARAGE DES ECOLES, sise 180-269, rue de Paris à Saint-Etienne-du-Rouvray (76800), du véhicule Renault Clio immatriculé 8057 VJ 76, pour un montant de 300 €.

**Article 2** : Est autorisée l'aliénation à la société FARIA GARAGE DES ECOLES, sise 180-269, rue de Paris à Saint-Etienne-du-Rouvray (76800), du véhicule Renault Clio immatriculé DW-643-TT, pour un montant de 400 €.

**Article 3** : Est autorisée l'aliénation à la société FARIA GARAGE DES ECOLES, sise 180-269, rue de Paris à Saint-Etienne-du-Rouvray (76800), du véhicule Renault Clio immatriculé 9334 WE 76, pour un montant de 500 €.



nous réinventons la ville ensemble

**Article 4** : Est autorisée l'aliénation à la société FARIA GARAGE DES ECOLES, sise 180-269, rue de Paris à Saint-Etienne-du-Rouvray (76800), du véhicule Renault Clio immatriculé 2044 XD 76, pour un montant de 600 €.

**Article 5** : Est autorisée l'aliénation à la société FARIA GARAGE DES ECOLES, sise 180-269, rue de Paris à Saint-Etienne-du-Rouvray (76800), du véhicule Goupil immatriculé 9285 XE 76, pour un montant de 500 €.

**Article 6** : Sont autorisées les aliénations des véhicules Renault Express immatriculé 261 RZ 76, Renault Master immatriculé 663 WH 76 et Ivéco immatriculé 4940 VT 76, sur le site de vente aux enchères en ligne.

**Article 7** : Les recettes en résultant seront imputées au chapitre 77, nature 775, fonction 020, du budget.

**Article 9** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 9** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.

**Article 10** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 15 JAN. 2019

MAIRIE DE SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le 24 JAN. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-01-4

## Marché de nettoyage des plafonds filtrants, de caissons d'extraction, des gaines et réseaux, et des filtres - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- Les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder au nettoyage des plafonds filtrants, de caissons d'extraction, des gaines et réseaux et des filtres,
- Le lancement d'une procédure adaptée, en date du **2 novembre 2018**, en vue de signer un marché ordinaire de services d'une durée d'un an reconductible trois fois un an,
- La proposition des entreprises,

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature d'un marché avec la société IGIENAIR, située à ACHERES (78260), pour un montant annuel global et forfaitaire de 4 500,00 euros HT (soit 5 400,00 euros TTC).

**Article 2** : Est autorisée la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus, d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3** : La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures, et fonctions prévus au budget de la ville.

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 23 janvier 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le 31 JAN. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-01-5

## Convention d'occupation de locaux au bénéfice du Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC)

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire, par le Conseil Municipal,
- Les délibérations n°2017-07-06-4 et n°2018-03-29-3 relatives aux délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal.

**Considérant :**

- Le souhait de la ville de maintenir le partenariat entre le CLIC et la Ville pour permettre une action de proximité en direction des séniors stéphanais et faciliter la coordination avec les services municipaux,
- La nécessité de renouveler la convention entre la ville et le CLIC actant des modalités de location, arrivée à échéance le 31 décembre 2018,

**Décide :**

**Article 1** : De renouveler la convention d'occupation, établie le 15 mai 2015, entre la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray et le CLIC afin de définir les conditions dans lesquelles ce centre peut occuper les locaux situés au 64, Rue Lazare Carnot à Saint-Etienne-du-Rouvray. Elle précise notamment le montant du loyer ainsi que les charges de fonctionnement qui seront refacturés au Clic par la Ville.
**Article 2** : Cette convention d'occupation est consentie pour une durée de 1 an à compter du 1er Janvier 2019. A l'expiration de ce délai, la convention se poursuivra par tacite reconduction jusqu'au 31 décembre 2021.
**Article 3:** Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.
**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.
**Article 5** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 24 janvier 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Retour de préfecture
Le 31 JAN. 2019



nous réinventons la ville ensemble

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# CONVENTION D'OCCUPATION

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

1°) La Ville de Saint Etienne du Rouvray, représentée par son maire Monsieur Joachim MOYSE,
ci-après, désigné « La Ville », d'une part,

**ET :**

2°) L'association dénommée « Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) », réprésenté par son président, Monsieur Yves MOYNOT,
ci-après, désignés « Le preneur », d'autre part,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

Préambule :
Le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) gérontologique Sud de l'agglomération rouennaise intervient au sein de 9 communes de l'agglomération pour offrir un service d'information et d'accompagnement auprès des personnes âgées et de leur famille concernant la prise en charge des problématiques liées au vieillissement.

Son action va de la simple demande d'information à l'évaluation des besoins et au suivi des situations portées à sa connaissance (avec une mission de coordination des différents acteurs concernés). Il propose également des actions de prévention collective.

Soucieuse de maintenir le partenariat entre le CLIC et les services municipaux dans l'intérêt des séniors stéphanais, la Ville propose de reconduire la convention signée le 15 mai 2015.

## *Article 1er : Objet de la convention*

La Ville consent par la présente convention, au preneur qui l'accepte, l'occupation de locaux, dont elle est propriétaire et qui sont désignés, ci-après.

## *Article 2 : Désignation*

Ces locaux sont situés rue Lazare Carnot à Saint Etienne du Rouvray, et cadastrés section AX numéro 498. Ils sont mis à disposition du CLIC et du SSIAD qui se les partagent.

Ils sont constitués d'un rez-de-chaussée d'une superficie totale de 150 m², dont 24m² sont affectés au CLIC, et 15m² affectés au Service de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD) avec 111m² à disposition commune des 2 preneurs.

Au vu de cette répartition, il est convenu que le SSIAD dispose donc de 1/3 des locaux et que le CLIC de 2/3.

***Article 3 : Etat des locaux***

Le local, ci-dessus, est mis en location en bon état et est conforme à l'usage auquel il est destiné.

Le preneur devra le maintenir ainsi pendant toute la durée de mise à disposition et le rendre en bon état au terme de la convention.

***Article 4 : Destination des lieux***

Les lieux loués sont destinés à l'implantation de bureaux. Ils doivent permettre l'accueil du public du CLIC et du SSIAD.

Il est précisé que tous changements d'activité sont interdits, de même que toute sous location.

***Article 5 : Durée***

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de 1 an à compter du 1er Janvier 2019.

Elle sera renouvelée par tacite reconduction cela jusqu'au 31 décembre 2021, (date de fin de validité de la convention) sauf résiliation notifiée par les preneurs à la Ville par lettre recommandée, au moins deux mois avant l'expiration de chaque échéance, ou sauf résiliation notifiée par la Ville aux preneurs dans les mêmes formes.

Les termes de la présente convention pourront être redéfinis pour toute reconduction au-delà du 31 décembre 2021.

***Article 6 : Loyer***

Compte tenu de l'importance de la mission du CLIC auprès de la population locale, la Ville accepte de prendre en considération la limite de ses capacités financières en ne lui faisant supporter qu'une partie des charges réelles.

La présente convention est donc consentie et acceptée moyennant un loyer mensuel de 700 euros comprenant l'ensemble des charges liées à l'eau, l'électricité, le chauffage, l'entretien de la chaudière, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe foncière.
Le preneur s'oblige à acquitter cette somme, par virement au compte courant ouvert au nom de la Trésorerie de Sotteville-lès-Rouen, à la Banque de France de Rouen, banque 30 001, code guichet 00707 n° de compte F 7 650 000 000 clé RIB 72 au vu des mémoires trimestriels adressés par la Ville.

***Article 7 : Charges et conditions***

Les droits et obligations des parties seront réglés conformément aux dispositions du Code Civil et aux usages locaux pour tout ce qui n'est pas prévu aux conditions particulières, ci-après, :

1. Le preneur entretiendra pendant toute la durée de la convention les lieux en bon état de réparations et de menu entretien, dans les conditions définies aux articles 1754 et 1755 du Code Civil,
2. Les grosses réparations définies aux articles 606, 1720 et 1756 du Code Civil seront à la charge du propriétaire,

3. Le preneur ne pourra exécuter aucuns travaux dans les locaux loués, sauf accord écrit préalable de la Ville et sous le contrôle technique de ses services techniques,
4. Ces travaux resteront acquis à la Ville, sans indemnité, en fin de convention,
5. Le preneur laissera les représentants de la Ville visiter les lieux chaque fois qu'elle en fera la demande. Ces visites se feront en présence du preneur dans des conditions, notamment de date, qui seront fixées d'un commun accord,
6. Le preneur acquittera toutes les contributions personnelles mobilières ou autres, incombant normalement à l'occupant,
7. L'entretien ménager des locaux sera assuré par la ville, qui en répercutera le coût à hauteur de 2/3 pour le CLIC dans le cadre de mémoires trimestriels. Le montant de ce service comprendra 13.57 heures d'entretien par mois (estimé à 2/3 x 242.00 € TTC / mois), le coût des produits d'entretien et d'hygiène (estimé à 2/3 x 29.35 € TTC / mois) et du petit matériel (2/3 x 5 € / mois TTC) qui seront fournis au preneur par la Ville, soit 184.24 € TTC/ mois (et donc 552.72 €TTC par trimestre).
8. La Ville se charge d'assurer la signalétique et la pose d'enseigne pour identifier les locaux et leur destination.
9. La Ville répercutera au preneur ses coûts d'abonnement et de consommation en matière de téléphonie et Internet. Elle répercutera également 2/3 des coûts de location, d'entretien et de copies du photocopieur mis à la disposition du preneur. Ces charges seront reportées dans le 1er mémoire trimestriel de l'année civile n+1.

***Article 8 ; Assurances***

L'assurance des locaux est prise en charge par la Ville.

Le preneur s'engage à souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile. Une attestation d'assurance devra être produite à l'appui de la présente convention.

***Article 9 : Clause résolutoire***

Il est convenu qu'à défaut de paiement ou en cas d'inexécution de l'une quelconque des clauses de la présente convention, et un mois après sommation demeurée infructueuse, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans autre formalité préalable de la part de la Ville.

Fait en 3 exemplaires à Saint Etienne du Rouvray, le 06.02.2019

Lu et accepté
La Ville
Joachim MOYSE

MAIRIE DE ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Lu et approuvé
Le preneur
Yves MOYNOT

lu et approuvé

RESEAU GERONTOLOGIQUE DU ROUVRAY
Association n° 076 301 7527
14 rue Lazare Carnot
76600 ST ETIENNE DU ROUVRAY
02.32.95.93.75

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-01-6

## Marché de fourniture de plantes - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à la fourniture de plantes,
- Le lancement d'une procédure adaptée, en date du **04/12/2018,** en vue de signer un marché à bons de commande avec minimum et maximum décomposé en 3 lots d'une durée d'un an, reconductible 2 fois 1 an pour chaque lot,
- Les propositions des entreprises.

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature d'un marché avec les Ets Horticoles MAGUY situés à CHANIERS (17610), pour le lot 1 « plantes à massifs », pour un montant annuel compris entre 5 000 € et 25 000 € HT (soit entre 5 500 € et 27 500 € TTC).

Est autorisée la signature d'un marché avec l'entreprise PEPINIERES ALLAVOINE située à BIEVRES (91570) pour le lot 2 « arbres et conifères », pour un montant annuel compris entre 0 € et 20 000 € HT (soit entre 0 € et 22 000 € TTC).

Est autorisée la signature d'un marché avec l'entreprise PEPINIERES ALLAVOINE située à BIEVRES (91570) pour le lot 3 « arbustes, rosiers, vivaces, plantes grimpantes et graminées », pour un montant annuel compris entre 0 € et 24 500 € HT (soit entre 0 € et 26 950 € TTC).

**Article 2** : Est autorisé la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du

marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3** : La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures et fonctions prévus au budget de la Ville.

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 31 janvier 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le 27 FEV. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-01-7

## Association des collectivités publiques utilisant des systèmes d'information (ACPUSI) –Renouvellement Adhésion 2019

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu** :

- Les articles L.2122-22-4 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire, par le Conseil municipal,
- La délibération n° 2013-10-17-18 du Conseil municipal du 17 octobre 2013 autorisant l'adhésion de la commune à l'association ACPUSI
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- Que l'association des collectivités publiques utilisant des systèmes d'information, créée en 1984, regroupe aujourd'hui plus de 90 collectivités utilisatrices de logiciels CIRIL,
- L'intérêt pour la ville d'échanger avec d'autres collectivités utilisatrices des logiciels CIRIL,
- Les différents services proposés par l'association.

**Décide :**

**Article 1** : De renouveler l'adhésion à l'association ACPUSI dont la cotisation pour l'année 2019 s'élève à 490 euros.

**Article 2** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargé de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.

**Article 4** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 28 janvier 2019

Le Maire,

MAIRIE DE ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)



Retour de préfecture
Le 31 JAN. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-01-8

## Marché d'achat de places en centres de vacances et courts séjours - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à l'achat de places en centres de vacances et courts séjours,
- Le lancement d'une procédure adaptée, en date du **13 novembre 2018**, en vue de signer un marché à bons de commande avec montants minimum et maximum compris entre 60 000 € TTC et 200 000 € TTC tous lots confondus sans garantie de commande pour les attributaires,
- Les propositions des entreprises,

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature d'un marché d'une durée de 12 mois non reconductible pour :

- Lot n°1 : 6-11 ans, activité de plein air en Basse et Haute-Normandie et/ou en Bretagne et/ou Pays de la Loire et/ou Picardie et/ou Nord Pas de Calais et/ou Champagne Ardenne avec la société VACANCES FARWEST située à SARGE-SUR-BRAYE (41170) à destination de Sargé-sur-Braye pour un montant de 799 € TTC par personne et avec la société ODCVL située à EPINAL (88007) à destination d'Argueil pour un montant de 589 € TTC par personne.
- Lot n°2 : 6-11 ans, activité nautique et bord de mer en Normandie et/ou en Bretagne et/ou Pays de la Loire et/ou Picardie avec la société TEMPS LIBRE VACANCES située à PONT-A-VENDIN (62880) à destination de la Plaine-sur-mer

pour un montant de 876 € TTC par personne et avec la société AUTREMENT LOISIRS ET VOYAGES située à LOMME (59160) à destination de Notre-Dame-de-Monts pour un montant de 1 045 € TTC par personne.

- Lot n°3 : 12-14 ans, activité de plein air en France, hors régions Normandie et Bretagne avec la société ODCVL située à EPINAL (88007) à destination de La Bresse pour un montant de 1 135 € TTC par personne et avec la société TEMPS LIBRE VACANCES située à PONT-A-VENDIN (62880) à destination de la Fouillade pour un montant de 890 € TTC.

- Lot n°4 : 12-14 ans, activité nautique et bord de mer en France, hors régions Normandie et Bretagne avec la société TEMPS LIBRE VACANCES située à PONT-A-VENDIN (62880) à destination de Meschers-sur-Gironde pour un montant de 885 € TTC par personne, avec la société DJURINGA située à OULLINS (69600) à destination de Saint-Martin-de-Crau pour un montant de 1 165 € TTC par personne et avec la société ODCVL située à EPINAL (88007) à destination Leucate pour un montant de 1 225 € TTC par personne.

- Lot n°5 : 15-17 ans, Activité nautique et bord de mer en France, hors régions Normandie et Bretagne avec la société AUTREMENT LOISIRS ET VOYAGES située à LOMME (59160) à destination de la Corse pour un montant de 1 255 € TTC par personne.

- Lot n°6 : 15-17 ans, Activité de plein air en France, hors régions Normandie et Bretagne avec la société AUTREMENT LOISIRS ET VOYAGES située à LOMME (59160) à destination de Narbonne pour un montant de 1 060 € TTC par personne.

- Lot n°7 : 15-17 ans, Séjour à l'étranger hors Espagne avec la société REGARDS située à MONTROUGE (92120), à destination de l'Irlande pour un montant de 1 465 € TTC par personne, avec la société DJURINGA située à OULLINS (69600) à destination de la Grèce pour un montant de 1 705 € TTC par personne, avec la société AUTREMENT LOISIRS ET VOYAGES située à LOMME (59160) à destination de l'Italie pour un montant de 1 370 € TTC par personne et avec la société ODCVL située à EPINAL (88007) à destination de la Croatie pour un montant de 1 635 € TTC par personne.

- Lot n°8 : 6-13 ans, Coorganisation de séjours activités de plein air en Normandie et/ou Picardie avec l'association départementale DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LA MANCHE (PEP 50) située à SAINT-LO (50000) à destination de Saint-Martin-de-Bréhal pour un montant de 175 € TTC par personne pour un séjour en dur et pour un montant de 155 € TTC par personne pour un séjour en toile, étant entendu du prix de 32 € TTC par adulte par jour avec une gratuité adulte par tranche de 10 enfants.

**Article 2 :** Est autorisée la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3 :** La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures et fonctions prévus au budget de la ville.

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 31 janvier 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le 12 FEV. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-02-9

## Marché de conseils en assurances - Marché passé selon la procédure adaptée - Article 30-I-8° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 30-I-8°,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de bénéficier d'un marché de conseils en assurances,
- La proposition de la société ARIMA CONSULTANTS.

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature d'un marché avec la société ARIMA CONSULTANTS, située à PARIS (75008), pour un montant total de 3 300 € HT soit 3 960 € TTC (montant forfaitaire de 2 500 € HT soit 3 000 € TTC + montant annuel de 200 € HT soit 240 € TTC)

**Article 2** : Est autorisée la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3** : La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures et fonctions prévus au budget de la ville.

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 18 février 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Retour de préfecture
Le 27 FEV. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-02-10

## Marché de fourniture d'uniformes et accessoires des policiers municipaux et des agents de la Tranquillité Publique - Procédure adaptée - Article 27 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu** :

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 06 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales.

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à l'acquisiton d'uniformes et d'accessoires pour les Policiers Municipaux et des agents de la Tranquillité Publique,
- Le lancement d'une procédure adaptée, en date du **19 novembre 2018** en vue de signer un marché de fourniture à bons de commande avec minimum et maximum, d'une durée d'un an, reconductible trois fois un an,
- Les propositions des entreprises,

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature d'un marché avec la société SENTINEL, située à GENNEVILLIERS (92622), pour un montant annuel compris entre le minimum de 2 500 € H.T. soit (3 000 € T.T.C.) et le maximum de 10 000 € H.T. (soit 12 000 € T.T.C.).

**Article 2** : Est autorisée la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3** : La dépense en résultant sera imputée aux chapitres, natures et fonction prévus au budget de la ville.

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 18 février 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le 27 FEV. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-02-11

## Prix des services publics locaux pour 2019 - Département des affaires scolaires et de l'enfance - Division petite enfance - Accueil collectif et accueil familial

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales portant délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- Qu'il convient de réviser les tarifs pour l'année 2019,

**Décide :**

**Article 1** : Le barème des participations familiales, obligatoire dans le contrat enfance signé avec la Caisse d'allocations familiales pour l'accueil collectif (halte d'enfants et crèche collective) et l'accueil familial (crèche familiale) est le suivant à compter du 1er janvier 2019 :

Barème du taux d'effort horaire appliqué aux ressources mensuelles

<table>
<tr><th>Famille de</th><th>1 enfant</th><th>2 enfants</th><th>3 enfants</th><th>1 à 5 enfants</th><th>6 à 7 enfants</th><th>8 enfants et +</th></tr>
<tr><td>Accueil collectif : Crèche collective et halte d'enfants</td><td>0,06 %</td><td>0,05 %</td><td>0,04%</td><td colspan="2">0,03 %</td><td>0,02 %</td></tr>
<tr><td>Accueil familial : Crèche familiale</td><td>0,05 %</td><td>0,04 %</td><td colspan="2">0,03 %</td><td colspan="2">0,02 %</td></tr>
</table>

Les familles ayant à charge un enfant porteur de handicap (bénéficiaire de l'AEEH - allocation d'éducation de l'enfant handicapé) se voient appliquer un taux d'effort immédiatement inférieur
Ex : 0,05 % au lieu de 0,06 % pour un enfant à charge, etc.



nous réinventons la ville ensemble

Le plancher et le plafond de ressources sont revalorisés par la Caf au 1er janvier 2019 :

- Plafond de ressources : 687,30 € mensuel
- Plafond des ressources : 4 874,62 € mensuel

En cas d'accueil d'urgence à la halte d'enfants, si les ressources ne sont pas connues, le tarif est de 1,08 € de l'heure

**Article 2** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.

**Article 4** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 6 février 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Retour de préfecture
Le

14 FEV. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-02-12

## Prix des services locaux pour 2019 - Département des affaires scolaires et de l'enfance - Division Enfance - Tarifs des centres de vacances et des courts séjours

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales portant délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,
- L'adoption au Conseil municipal du 13 décembre 2018 de la création d'une nouvelle catégorie de tarifs concernant le dispositif des centres de vacances pour des séjours de 7 à 12 jours, en complément des catégories existantes,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à l'actualisation des tarifs des courts séjours et des centres de vacances,

**Décide :**

**Article 1** : De fixer ainsi qu'il suit les tarifs des courts séjours et des centres de vacances pour l'année 2019 :

| **Courts séjours 2019** | Prix par jour | Prix par semaine de 5 jours |
|---|---|---|
| TARIF 1 (0-204) | 10.25 € | 51.25 € |
| TARIF 2 (205-377) | 11.25 € | 56.25 € |
| TARIF 3 (378-551) | 11.85 € | 59.25 € |
| TARIF 4 (552-724) | 12.40 € | 62.00 € |
| TARIF 5 (725-1016) | 13.55 € | 67.75 € |
| TARIF 6 (1017-1308) | 15.25 € | 76.25 € |
| TARIF 7 (1309-1600) | 16.95 € | 84.75 € |
| TARIF 8 (>1601) | 18.60 € | 93.00 € |
| TARIF 9 extérieur | 24.25 € | 121.25 € |

| Centres de vacances 2019 | Séjour en Métropole | | | Séjour hors Métropole | |
|---|---|---|---|---|---|
| | de 7 jours à 12 jours | de 13 à 17 jours | De 18 à 21 jours | de 13 à 17 jours | De 18 à 21 jours |
| TARIF 1 (0-204) | 222 € | 314 € | 335 € | 357 € | 378 € |
| TARIF 2 (205-377) | 226 € | 320 € | 340 € | 363 € | 383 € |
| TARIF 3 (378-551) | 229 € | 325 € | 346 € | 368 € | 394 € |
| TARIF 4 (552-724) | 245 € | 347 € | 369 € | 405 € | 446 € |
| TARIF 5 (725-1016) | 270 € | 382 € | 413 € | 452 € | 498 € |
| TARIF 6 (1017-1308) | 307 € | 435 € | 473 € | 524 € | 578 € |
| TARIF 7 (1309-1600) | 353 € | 500 € | 545 € | 608 € | 681 € |
| TARIF 8 (>1601) | 409 € | 579 € | 613 € | 688 € | 766 € |
| TARIF 9 extérieur | Prix d'achat du séjour | | | | |

**Article 2** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.

**Article 4** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 11 février 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le
27 FEV. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-02-13

## Marché de sécurisation de l'immeuble Sorano , situé rue Daniel Sorano à Saint-Etienne-du-Rouvray - Procédure formalisée - Articles 66 à 68 du décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- L'ordonnance n°899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment ses articles 66 à 68,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- La nécessité de procéder à la sécurisation de l'immeuble Sorano,
- Le lancement d'une procédure d'appel d'offres ouverte, en date **du 27 décembre 2018**, en vue de signer un marché à bons de commandes avec minimum et maximum d'une durée de 4 ans fermes,
- Les propositions des entreprises.

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature d'un marché avec l'entreprise VPSITEX, située à PARIS (75017), pour un montant total compris entre 100 000,00 € HT et 424 000,00 € HT (soit entre 120 000,00 € TTC et 508 800,00 € TTC)

**Article 2** : Est autorisée la signature des avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial dans le respect du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

**Article 3** : La dépense en résultant sera imputée aux chapitre, natures et fonctions prévus au budget de la Ville.

**Article 4** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif de Rouen.

**Article 6** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 18 février 2019

Monsieur Joachim Moyse
Maire

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le 27 FEV. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire N° 2019-01-14

**Objet : Réseau français des villes Santé de l'OMS – Renouvellement adhésion pour l'année 2019**

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

## Vu :

- L'article L.2122-22-4 du L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être affectées au Maire, par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 2012-06-28-25 du Conseil municipal du 28 juin 2012 autorisant l'adhésion de la commune au Réseau français des villes santé de l'OMS.

## Considérant :

- La volonté municipale de prendre en compte la santé comme objectif prioritaire transversal aux politiques publiques municipales,
- L'intérêt de renforcer la coopération avec les réseaux d'acteurs dans les différents champs retenus par les politiques publiques.

## Décide :

**Article 1 :** de renouveler l'adhésion de la commune au Réseau français des villes santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de signer les pièces s'y rapportant. La cotisation annuelle est fixée pour 2019 à 381 euros.

**Article 2 :** Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargé de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.

**Article 3**: La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.

**Article 4** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 14 février 2019

Le Maire,

MAIRIE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (Seine-Maritime)

Retour de préfecture
Le
21 FEV. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-02-15

## Association Finances-gestion-évaluation des collectivités territoriales (Afigese) - Renouvellement Adhésion 2019

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,
**Vu** :

- Les articles L.2122-22-4 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales portant sur les délégations pouvant être accordées au Maire, par le Conseil municipal,
- la délibération n° 2015-03-26-21 du Conseil municipal du 23 mars 2015, autorisant l'adhésion de la commune à l'association Finances – gestion – évaluation des collectivités territoriales.
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que:**

- La qualité de membre de cette association permettra notamment de bénéficier d'un tarif privilégié pour l'inscription d'élus ou d'agents de la collectivité aux Assises annuelles et à toute formation organisée par cette association ou en liaison avec d'autres partenaires, ainsi que de recevoir gratuitement tous les documents élaborés ou publiés par l'association,
- L'Afigese a poursuivi le développement de ses travaux en finances, gestion, évaluation et management des collectivités territoriales

**Décide :**

**Article 1** : de renouveler l'adhésion à l'association Finances – gestion – évalaution des collectivités territoriales dont la cotisation pour l'année 2019 s'élève à 200 euros.

**Article 2** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargé de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame La Préfète.

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.

**Article 4** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 18 février 2019

Le Maire,
Monsieur Joachim Moyse

Retour de préfecture
Le 21 FEV. 2019

Hôtel de Ville

place de la Libération
CS 80458 | 76806 Saint-Etienne-du-Rouvray Cedex
tél. 02 32 95 83 83 | fax 02 32 95 83 80
www.saintetiennedurouvray.fr

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Décision du maire n° 2019-03-16

## Séjours de camping des centres de loisirs la Houssière et Vacances Loisirs Sport - Contrats de réservation avec la base de loisirs de Jumièges

Le Maire de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray,

**Vu :**

- L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales portant délégations pouvant être affectées au Maire par le Conseil municipal,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017 portant sur les délégations de pouvoirs au maire par le Conseil municipal conformément à l'article précité du Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**

- L'intérêt de la population stéphanaise pour les bases de camping et l'intérêt pédagogique d'externaliser une activité du centre de loisirs pendant les mois d'été

**Décide :**

**Article 1** : Est autorisée la signature des contrats de réservation avec la base de loisirs de Jumièges, d'un montant de 7982.00 € pour les périodes du 22 juillet au 2 août 2019 et du 12 au 23 août 2019.
**Article 2** : Les fonds nécessaires à la mise en œuvre du partenariat sont inscrits au budget 2019.
**Article 3** : Madame la directrice générale des services de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Préfète.
**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa date de prise d'effet devant le tribunal administratif compétent.
**Article 5** : La présente décision sera communiquée au Conseil municipal lors de la prochaine séance.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Le 11 mars 2019

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Retour de préfecture
Le 13 MAR. 2019



nous réinventons la ville ensemble

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-3 | Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget principal de la Ville**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le Compte de gestion pour l'exercice 2018 communiqué par Madame Christelle CASTILLO, Receveur municipal, reprend l'ensemble des mouvements comptables opérés entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018.
Concernant l'exécution du budget de l'exercice 2018, il a eu lieu de constater que toutes les écritures ordonnancées reprises dans les comptes et les résultats figurants aux comptes de gestion sont identiques à ceux dégagés par les comptes administratifs se reportant au même exercice.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et comptes),
- L'instruction budgétaire et comptable M14

**Considérant :**
- Que le Trésorier a repris dans ses écritures :
  - Le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017,
  - Le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés,
- Que le Trésorier a procédé à toutes les opérations d'ordre,
- Que les opérations de recettes et de dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2018 paraissent régulières et suffisamment justifiées,
- La comptabilité des valeurs inactives,
- Que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2018 par le Trésorier, visé et certifié par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112085-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-4 | Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget annexe du Rive Gauche**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le Compte de gestion pour l'exercice 2018 communiqué par Madame Christelle CASTILLO, Receveur municipal, reprend l'ensemble des mouvements comptables opérés entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018.
Concernant l'exécution du budget de l'exercice 2018, il a eu lieu de constater que toutes les écritures ordonnancées reprises dans les comptes et les résultats figurants aux comptes de gestion sont identiques à ceux dégagés par les comptes administratifs se reportant au même exercice.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et comptes),
- L'instruction budgétaire et comptable M14

**Considérant :**
- Que le Trésorier a repris dans ses écritures :
  - Le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017,
  - Le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés,
- Que le Trésorier a procédé à toutes les opérations d'ordre,
- Que les opérations de recettes et de dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2018 paraissent régulières et suffisamment justifiées,
- La comptabilité des valeurs inactives,
- Que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2018 par le Trésorier, visé et certifié par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112089-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-5 | Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget annexe de la Restauration municipale**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le Compte de gestion pour l'exercice 2018 communiqué par Madame Christelle CASTILLO, Receveur municipal, reprend l'ensemble des mouvements comptables opérés entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018.
Concernant l'exécution du budget de l'exercice 2018, il a eu lieu de constater que toutes les écritures ordonnancées reprises dans les comptes et les résultats figurants aux comptes de gestion sont identiques à ceux dégagés par les comptes administratifs se reportant au même exercice.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et comptes),
- L'instruction budgétaire et comptable M14

**Considérant :**
- Que le Trésorier a repris dans ses écritures :
  - Le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017,
  - Le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés,
- Que le Trésorier a procédé à toutes les opérations d'ordre,
- Que les opérations de recettes et de dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2018 paraissent régulières et suffisamment justifiées,
- La comptabilité des valeurs inactives,
- Que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2018 par le Trésorier, visé et certifié par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112088-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-6 | Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget annexe lotissement Champ des Bruyères**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le Compte de gestion pour l'exercice 2018 communiqué par Madame Christelle CASTILLO, Receveur municipal, reprend l'ensemble des mouvements comptables opérés entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018.
Concernant l'exécution du budget de l'exercice 2018, il a eu lieu de constater que toutes les écritures ordonnancées reprises dans les comptes et les résultats figurants aux comptes de gestion sont identiques à ceux dégagés par les comptes administratifs se reportant au même exercice.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et comptes),
- L'instruction budgétaire et comptable M14

**Considérant :**
- Que le Trésorier a repris dans ses écritures :
  - Le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017,
  - Le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés,
- Que le Trésorier a procédé à toutes les opérations d'ordre,
- Que les opérations de recettes et de dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2018 paraissent régulières et suffisamment justifiées,
- La comptabilité des valeurs inactives,
- Que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2018 par le Trésorier, visé et certifié par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112091-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-7 | Finances communales - Compte de gestion 2018 - Budget annexe lotissement Seguin**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le Compte de gestion pour l'exercice 2018 communiqué par Madame Christelle CASTILLO, Receveur municipal, reprend l'ensemble des mouvements comptables opérés entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018.
Concernant l'exécution du budget de l'exercice 2018, il a eu lieu de constater que toutes les écritures ordonnancées reprises dans les comptes et les résultats figurants aux comptes de gestion sont identiques à ceux dégagés par les comptes administratifs se reportant au même exercice.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et comptes),
- L'instruction budgétaire et comptable M14

**Considérant :**
- Que le Trésorier a repris dans ses écritures :
  - Le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017,
  - Le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés,
- Que le Trésorier a procédé à toutes les opérations d'ordre,
- Que les opérations de recettes et de dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2018 paraissent régulières et suffisamment justifiées,
- La comptabilité des valeurs inactives,
- Que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2018 par le Trésorier, visé et certifié par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112093-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-8 | Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget principal de la Ville**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Madame Francine Goyer, Adjointe.

**Etaient présents :**
Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Conformément à la réglementation en vigueur l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires qu'il a exécutées.
Le compte administratif est le compte qui retrace les réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Ce document qui présente les résultats comptables de l'exercice N-1 doit être approuvé par l'assemblée délibérante.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et Comptes),
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- Le budget et les décisions modificatives de l'exercice 2018,

**Considérant :**
- Le Conseil municipal réuni sous la présidence de Madame Francine Goyer, 1ère adjointe, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2018, dressé par Monsieur Joachim Moyse, Maire, lequel peut se résumer selon le tableau annexé ci-dessous.

| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | ***Budgété*** | ***Réalisé*** | ***Budgété*** | ***Réalisé*** | |
| (a) | RECETTES<br>Restes à réaliser en recettes | 47 758 490,75 € | 44 363 732,09 € | 15 383 716,67 € | 7 821 639,10 €<br>2 464 693,74 € | 52 185 371,19 € |
| (b) | DEPENSES<br>Restes à réaliser en dépenses | 47 758 490,75 € | 43 138 305,38 € | 15 383 716,67 € | 8 310 063,87 €<br>2 126 486,46 € | 51 448 369,25 € |
| (c ) = (a) - (b) | **RESULTAT 2018** | | **1 225 426,71 €** | | **-488 424,77 €** | **737 001,94 €** |
| (d) | **RESULTAT ANTERIEUR (2017)** | | **3 410 459,75 €** | | **589 982,18 €** | **4 000 441,93 €** |
| ( e) = (c ) + (d) | **RESULTAT GLOBAL (2018)** | | **4 635 886,46 €** | | **101 557,41 €** | **4 737 443,87 €** |

| | |
|---|---|
| **Solde des restes à réaliser à reporter au Budget ville 2019** | **338 207,28 €** |

- Les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, au fonds de roulement du bilan d'entrée et bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaires aux différents comptes,
- La sincérité des restes à réaliser,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D’arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 33 votes pour.

Pour extrait conforme

Madame Francine Goyer
Adjointe

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112095-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**VILLE DE-SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21760575700012

POSTE COMPTABLE : Sotteville Les Rouen

**M 14**

## Compte administratif

## voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2018

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 23
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 24
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 30
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 32
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 33
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 34
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 35
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 36
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 37
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 39
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 40
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) 41
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) 42
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) 43
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) 44
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 45
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 46
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 57
A10.3 - Opérations liées aux cessions 62
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 63
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 64
A11 - Etat des travaux en régie 65
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 67
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 68
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 69
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 72
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 73

| | |
|---|---|
| B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale | Sans Objet |
| **C - Autres éléments d'informations** | |
| C1.1 - Etat du personnel | 74 |
| C1.2 - Actions de formation des élus | Sans Objet |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier | Sans Objet |
| C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement | Sans Objet |
| C3.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |
| C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |
| C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes | 80 |
| C3.6 - Identification des flux croisés | Sans Objet |
| **D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures** | |
| D1 - Décision en matière de taux de contributions directes | Sans Objet |
| D2 - Arrêté et signatures | 82 |


(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | CA |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET PRINCIPAL | 2018 |

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A |

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 29309 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | 49 |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |
| METROPOLE ROUEN NORMANDIE (MRN) | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 640.90 | 1.00 |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 1124.34 | 1.00 |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 2505.92 | 1.00 |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 77.00 | 1.00 |
| 5 | Encours de dette/population | 81.00 | 1.00 |
| 6 | DGF/population | 502.23 | 1.00 |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.76 | 1.00 |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.27 | 1.00 |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.03 | 1.00 |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.03 | 1.00 |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

## POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | |
|---|---|---|---|---|---|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | A | 43 138 305,38 | G | 44 363 732,09 |
| | Section d'investissement | B | 8 310 063,87 | H | 7 821 639,10 |
| | | | + | | + |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | C | 0,00 (si déficit) | I | 3 410 459,75 (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | D | 0,00 (si déficit) | J | 589 982,18 (si excédent) |
| | | | = | | = |
| | TOTAL (réalisations + reports) | = A+B+C+D | 51 448 369,25 | = G+H+I+J | 56 185 813,12 |
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1) | Section de fonctionnement | E | 0,00 | K | 0,00 |
| | Section d'investissement | F | 2 126 486,46 | L | 2 464 693,74 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F | 2 126 486,46 | = K+L | 2 464 693,74 |
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | = A+C+E | 43 138 305,38 | = G+I+K | 47 774 191,84 |
| | Section d'investissement | = B+D+F | 10 436 550,33 | = H+J+L | 10 876 315,02 |
| | TOTAL CUMULE | = A+B+C+D+E+F | 53 574 855,71 | = G+H+I+J+K+L | 58 650 506,86 |

### DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | E 0,00 | K 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 0,00 |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | F 2 126 486,46 | L 2 464 693,74 |
| 010 | Stocks (4) | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 2 464 693,74 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 7 930,10 | 0,00 |

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 150 969,50 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 225 833,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 690 492,23 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 051 261,63 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charg. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 9 444 016,26 | 7 794 435,57 | 494 951,08 | 0,00 | 1 154 629,61 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 28 214 308,62 | 27 309 162,81 | 7 821,12 | 0,00 | 897 324,69 |
| 014 | Atténuations de produits | 200 000,00 | 128 228,00 | 0,00 | 0,00 | 71 772,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 4 268 093,20 | 3 773 236,44 | 72 244,81 | 0,00 | 422 611,95 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **42 126 418,08** | **39 005 062,82** | **575 017,01** | **0,00** | **2 546 338,25** |
| 66 | Charges financières | 1 647 315,67 | 1 400 435,34 | 6 596,36 | 0,00 | 240 283,97 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 198 570,00 | 123 693,50 | 2 245,54 | 0,00 | 72 630,96 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **43 972 303,75** | **40 529 191,66** | **583 858,91** | **0,00** | **2 859 253,18** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (2)* | *1 699 136,00* | | | | |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *2 087 051,00* | *2 025 254,81* | | | *61 796,19* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | *0,00* | | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***3 786 187,00*** | ***2 025 254,81*** | | | ***1 760 932,19*** |
| **TOTAL** | | **47 758 490,75** | **42 554 446,47** | **583 858,91** | **0,00** | **4 620 185,37** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **0,00** | | | | |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Prod. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 46 000,00 | 35 073,16 | 0,00 | 0,00 | 10 926,84 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 3 934 403,00 | 3 721 036,91 | 23 181,62 | 0,00 | 190 184,47 |
| 73 | Impôts et taxes | 26 528 122,00 | 26 709 749,45 | 0,00 | 0,00 | -181 627,45 |
| 74 | Dotations et participations | 12 851 469,00 | 12 580 758,50 | 60 756,29 | 0,00 | 209 954,21 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 523 600,00 | 552 326,36 | 0,00 | 0,00 | -28 726,36 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **43 883 594,00** | **43 598 944,38** | **83 937,91** | **0,00** | **200 711,71** |
| 76 | Produits financiers | 337 057,00 | 337 057,43 | 0,00 | 0,00 | -0,43 |
| 77 | Produits exceptionnels | 127 380,00 | 309 089,33 | 0,00 | 0,00 | -181 709,33 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **44 348 031,00** | **44 245 091,14** | **83 937,91** | **0,00** | **19 001,95** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *0,00* | 34 703,04 | | | -34 703,04 |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | 0,00 | | | 0,00 |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***0,00*** | ***34 703,04*** | | | ***-34 703,04*** |
| **TOTAL** | | **44 348 031,00** | **44 279 794,18** | **83 937,91** | **0,00** | **-15 701,09** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **3 410 459,75** | | | | |

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 569 990,77 | 163 895,64 | 150 969,50 | 255 125,63 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 250 833,00 | 12 000,00 | 225 833,00 | 13 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 6 938 398,66 | 3 031 005,94 | 690 492,23 | 3 216 900,49 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 3 816 616,24 | 1 500 490,33 | 1 051 261,63 | 1 264 864,28 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **11 575 838,67** | **4 707 391,91** | **2 118 556,36** | **4 749 890,40** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 380,00 | 377,51 | 0,00 | 2,49 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 3 464 562,00 | 3 454 740,93 | 7 930,10 | 1 890,97 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 90 936,00 | 0,00 | 0,00 | 90 936,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **3 555 878,00** | **3 455 118,44** | **7 930,10** | **92 829,46** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers (6)** | **251 000,00** | **69 962,78** | **0,00** | **181 037,22** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **15 382 716,67** | **8 232 473,13** | **2 126 486,46** | **5 023 757,08** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *0,00* | *77 590,74* | | *-77 590,74* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *1 000,00* | *0,00* | | *1 000,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***1 000,00*** | ***77 590,74*** | | ***-76 590,74*** |
| **TOTAL** | | **15 383 716,67** | **8 310 063,87** | **2 126 486,46** | **4 947 166,34** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | (2) **0,00** | | | |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 5 347 277,49 | 3 132 161,81 | 2 464 693,74 | -249 578,06 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 2 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 500 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **7 847 277,49** | **3 132 161,81** | **2 464 693,74** | **2 250 421,94** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 486 483,00 | 443 524,84 | 0,00 | 42 958,16 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 999,00 | 0,00 | 0,00 | 999,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 3 000,00 | 402,86 | 0,00 | 2 597,14 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 241 268,00 | 150 332,00 | 0,00 | 90 936,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 331 000,00 | | 0,00 | |
| **Total des recettes financières** | | **3 062 750,00** | **2 594 259,70** | **0,00** | **468 490,30** |
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (6)** | **251 000,00** | **69 962,78** | **0,00** | **181 037,22** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **11 161 027,49** | **5 796 384,29** | **2 464 693,74** | **2 899 949,46** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (1)* | *1 699 136,00* | | | |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *1 933 571,00* | *2 023 065,63* | | *-89 494,63* |

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *0,00* | *2 189,18* | | *-2 189,18* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***3 632 707,00*** | ***2 025 254,81*** | | ***1 607 452,19*** |
| **TOTAL** | | **14 793 734,49** | **7 821 639,10** | **2 464 693,74** | **4 507 401,65** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | (2) **589 982,18** | | | |

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 8 289 386,65 | | 8 289 386,65 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 27 316 983,93 | | 27 316 983,93 |
| 014 | Atténuations de produits | 128 228,00 | | 128 228,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 3 845 481,25 | | 3 845 481,25 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 1 407 031,70 | *0,00* | 1 407 031,70 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 125 939,04 | *97 903,74* | 223 842,78 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *1 927 351,07* | 1 927 351,07 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **41 113 050,57** | ***2 025 254,81*** | **43 138 305,38** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **0,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 377,51 | *0,00* | 377,51 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 3 454 740,93 | *0,00* | 3 454 740,93 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations (5)* | | *34 703,04* | 34 703,04 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | 163 895,64 | *0,00* | 163 895,64 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 12 000,00 | *0,00* | 12 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 3 031 005,94 | *42 887,70* | 3 073 893,64 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 1 500 490,33 | *0,00* | 1 500 490,33 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 69 962,78 | *0,00* | 69 962,78 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement –Total** | | **8 232 473,13** | ***77 590,74*** | **8 310 063,87** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | | | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 35 073,16 | | 35 073,16 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 3 744 218,53 | | 3 744 218,53 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | *0,00* |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 26 709 749,45 | | 26 709 749,45 |
| 74 | Dotations et participations | 12 641 514,79 | | 12 641 514,79 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 552 326,36 | *0,00* | 552 326,36 |
| 76 | Produits financiers | 337 057,43 | *0,00* | 337 057,43 |
| 77 | Produits exceptionnels | 309 089,33 | *34 703,04* | 343 792,37 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | *0,00* |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **44 329 029,05** | ***34 703,04*** | **44 363 732,09** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **3 410 459,75** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 443 524,84 | 0,00 | 443 524,84 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 3 132 161,81 | 0,00 | 3 132 161,81 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 402,86 | 0,00 | 402,86 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations* | | *44 538,52* | 44 538,52 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles(5) | 0,00 | *53 365,22* | 53 365,22 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation(5) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 150 332,00 | *0,00* | 150 332,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *1 623 780,07* | *1 623 780,07* |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (7) | 69 962,78 | 0,00 | 69 962,78 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *303 571,00* | *303 571,00* |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 3… | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **5 796 384,29** | **2 025 254,81** | **7 821 639,10** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | | | **589 982,18** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **011** | **Charges à caractère général** | **9 444 016,26** | **7 794 435,57** | **494 951,08** | **0,00** | **1 154 629,61** |
| 60611 | Eau et assainissement | 226 150,00 | 225 470,30 | 0,00 | 0,00 | 679,70 |
| 60612 | Energie - Electricité | 342 730,00 | 418 933,21 | 0,00 | 0,00 | -76 203,21 |
| 60621 | Combustibles | 413 300,00 | 378 548,21 | 0,00 | 0,00 | 34 751,79 |
| 60622 | Carburants | 200 470,00 | 208 045,37 | 7 922,41 | 0,00 | -15 497,78 |
| 60623 | Alimentation | 951 688,97 | 815 529,76 | 82 123,14 | 0,00 | 54 036,07 |
| 60624 | Produits de traitement | 14 806,83 | 13 544,99 | 0,00 | 0,00 | 1 261,84 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 67 570,00 | 64 442,10 | 885,91 | 0,00 | 2 241,99 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 115 554,00 | 112 647,83 | 1 726,50 | 0,00 | 1 179,67 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 87 756,37 | 88 894,01 | 2 965,87 | 0,00 | -4 103,51 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 37 200,00 | 28 782,86 | 2 878,88 | 0,00 | 5 538,26 |
| 60636 | Vêtements de travail | 48 857,00 | 37 604,18 | 4 744,25 | 0,00 | 6 508,57 |
| 6064 | Fournitures administratives | 75 153,19 | 55 157,98 | 1 462,65 | 0,00 | 18 532,56 |
| 6065 | Livres, disques, ... (médiathèque) | 60 000,00 | 58 522,61 | 1 006,27 | 0,00 | 471,12 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 160 755,00 | 162 860,69 | 3 346,78 | 0,00 | -5 452,47 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 580 300,45 | 475 958,68 | 20 095,75 | 0,00 | 84 246,02 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 1 509 668,58 | 924 118,89 | 36 488,77 | 0,00 | 549 060,92 |
| 6122 | Crédit-bail mobilier | 7 000,00 | 6 165,33 | 0,00 | 0,00 | 834,67 |
| 6132 | Locations immobilières | 27 680,00 | 19 604,07 | 0,00 | 0,00 | 8 075,93 |
| 6135 | Locations mobilières | 245 404,86 | 180 102,70 | 50 938,78 | 0,00 | 14 363,38 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 308 698,91 | 299 222,87 | 861,13 | 0,00 | 8 614,91 |
| 61521 | Entretien terrains | 41 600,00 | 32 000,27 | 3 335,76 | 0,00 | 6 263,97 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 77 234,00 | 82 477,34 | 9 817,60 | 0,00 | -15 060,94 |
| 615228 | Entretien, réparations autres bâtiments | 24 475,00 | 10 093,70 | 6 192,65 | 0,00 | 8 188,65 |
| 615231 | Entretien, réparations voiries | 39 000,00 | 29 744,39 | 3 926,16 | 0,00 | 5 329,45 |
| 615232 | Entretien, réparations réseaux | 24 000,00 | 19 321,50 | 1 428,68 | 0,00 | 3 249,82 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 69 032,00 | 67 128,68 | 3 327,26 | 0,00 | -1 423,94 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 139 484,20 | 105 453,44 | 5 568,31 | 0,00 | 28 462,45 |
| 6156 | Maintenance | 806 779,40 | 652 722,38 | 55 414,96 | 0,00 | 98 642,06 |
| 6161 | Multirisques | 133 599,00 | 113 611,23 | 0,00 | 0,00 | 19 987,77 |
| 617 | Etudes et recherches | 51 469,00 | 73 127,19 | 0,00 | 0,00 | -21 658,19 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 60 978,87 | 50 655,42 | 5 660,94 | 0,00 | 4 662,51 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 109 162,00 | 51 015,73 | 20 818,75 | 0,00 | 37 327,52 |
| 6185 | Frais de colloques et de séminaires | 22 471,00 | 9 543,25 | 775,70 | 0,00 | 12 152,05 |
| 6188 | Autres frais divers | 64 992,47 | 54 482,12 | 2 236,68 | 0,00 | 8 273,67 |
| 6225 | Indemnités aux comptable et régisseurs | 2 449,00 | 8 303,23 | 0,00 | 0,00 | -5 854,23 |
| 6226 | Honoraires | 122 705,00 | 113 034,07 | 12 652,14 | 0,00 | -2 981,21 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 28 538,00 | 11 951,58 | 240,00 | 0,00 | 16 346,42 |
| 6228 | Divers | 41 143,46 | 22 122,63 | 1 681,56 | 0,00 | 17 339,27 |
| 6231 | Annonces et insertions | 60 327,00 | 37 827,52 | 12 783,20 | 0,00 | 9 716,28 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 252 847,48 | 208 896,54 | 311,00 | 0,00 | 43 639,94 |
| 6233 | Foires et expositions | 35 000,00 | 25 911,38 | 2 342,56 | 0,00 | 6 746,06 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 45 095,00 | 53 892,63 | 9 801,00 | 0,00 | -18 598,63 |
| 6237 | Publications | 28 639,00 | 24 935,00 | 2 100,35 | 0,00 | 1 603,65 |
| 6238 | Divers | 10 621,00 | 3 146,50 | 144,10 | 0,00 | 7 330,40 |
| 6241 | Transports de biens | 1 530,00 | 7 932,00 | 0,00 | 0,00 | -6 402,00 |
| 6247 | Transports collectifs | 333 789,66 | 287 468,14 | 35 857,97 | 0,00 | 10 463,55 |
| 6248 | Divers | 5 076,00 | 3 456,40 | 482,40 | 0,00 | 1 137,20 |
| 6251 | Voyages et déplacements | 11 071,80 | 11 974,57 | 0,00 | 0,00 | -902,77 |
| 6256 | Missions | 4 284,00 | 4 265,50 | 174,00 | 0,00 | -155,50 |
| 6257 | Réceptions | 19 499,25 | 24 156,69 | 0,00 | 0,00 | -4 657,44 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 68 882,00 | 83 927,69 | 0,00 | 0,00 | -15 045,69 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 157 000,00 | 156 416,44 | 0,00 | 0,00 | 583,56 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 7 195,00 | 2 018,49 | 0,00 | 0,00 | 5 176,51 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 16 052,09 | 19 503,67 | 1 651,00 | 0,00 | -5 102,58 |
| 62872 | Remb. frais au budget annexe | 83 062,00 | 51 280,19 | 13 145,25 | 0,00 | 18 636,56 |
| 62874 | Remb. frais à la Caisse des Ecoles | 4 643,00 | 50,75 | 4 500,00 | 0,00 | 92,25 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 530 222,05 | 419 789,59 | 61 134,01 | 0,00 | 49 298,45 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 63512 | Taxes foncières | 396 800,00 | 270 186,00 | 0,00 | 0,00 | 126 614,00 |
| 63513 | Autres impôts locaux | 15 000,00 | 9 790,00 | 0,00 | 0,00 | 5 210,00 |
| 6354 | Droits d'enregistrement et de timbre | 1 200,00 | 943,80 | 0,00 | 0,00 | 256,20 |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 1 000,00 | 1 044,76 | 0,00 | 0,00 | -44,76 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 15 323,37 | 4 676,53 | 0,00 | 0,00 | 10 646,84 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **28 214 308,62** | **27 309 162,81** | **7 821,12** | **0,00** | **897 324,69** |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 199 663,00 | 6 699,28 | 0,00 | 0,00 | 192 963,72 |
| 6331 | Versement de transport | 333 212,04 | 321 900,00 | 0,00 | 0,00 | 11 312,04 |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | 83 209,41 | 80 476,00 | 0,00 | 0,00 | 2 733,41 |
| 6333 | Particip. employeurs format° prof. cont. | 514,68 | 377,31 | 0,00 | 0,00 | 137,37 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 155 656,38 | 147 646,02 | 0,00 | 0,00 | 8 010,36 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 12 252 353,45 | 11 798 415,05 | 0,00 | 0,00 | 453 938,40 |
| 64112 | NBI, SFT, indemnité résidence | 445 426,03 | 419 550,57 | 0,00 | 0,00 | 25 875,46 |
| 64118 | Autres indemnités titulaires | 2 414 840,37 | 2 466 903,63 | 0,00 | 0,00 | -52 063,26 |
| 64131 | Rémunérations non tit. | 3 596 350,74 | 3 901 810,59 | 0,00 | 0,00 | -305 459,85 |
| 64138 | Autres indemnités non tit. | 7 811,55 | 4 518,36 | 0,00 | 0,00 | 3 293,19 |
| 64162 | Emplois d'avenir | 144 415,36 | 73 581,13 | 0,00 | 0,00 | 70 834,23 |
| 64168 | Autres emplois d'insertion | 488 847,69 | 340 827,41 | 0,00 | 0,00 | 148 020,28 |
| 6417 | Rémunérations des apprentis | 26 665,80 | 18 459,78 | 0,00 | 0,00 | 8 206,02 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 3 514 122,15 | 3 284 544,04 | 0,00 | 0,00 | 229 578,11 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 4 168 803,57 | 4 073 405,84 | 137,63 | 0,00 | 95 260,10 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 2 847,15 | 1 930,44 | 0,00 | 0,00 | 916,71 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 124 613,00 | 198 710,47 | 0,00 | 0,00 | -74 097,47 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 52 205,18 | 49 303,97 | 0,00 | 0,00 | 2 901,21 |
| 64731 | Allocations chômage versées directement | 12 793,00 | 12 935,60 | 0,00 | 0,00 | -142,60 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 86 966,29 | 73 268,27 | 7 683,49 | 0,00 | 6 014,53 |
| 6488 | Autres charges | 102 991,78 | 33 899,05 | 0,00 | 0,00 | 69 092,73 |
| **014** | **Atténuations de produits** | **200 000,00** | **128 228,00** | **0,00** | **0,00** | **71 772,00** |
| 7391172 | Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca | 200 000,00 | 128 228,00 | 0,00 | 0,00 | 71 772,00 |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **4 268 093,20** | **3 773 236,44** | **72 244,81** | **0,00** | **422 611,95** |
| 651 | Redevances pour licences, logiciels, ... | 5 883,26 | 3 061,27 | 0,00 | 0,00 | 2 821,99 |
| 6521 | Déficit budgets annexes administratifs | 161 156,00 | 161 156,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6531 | Indemnités | 224 342,76 | 224 348,37 | 0,00 | 0,00 | -5,61 |
| 6532 | Frais de mission | 954,36 | 721,27 | 1 464,57 | 0,00 | -1 231,48 |
| 6533 | Cotisations de retraite | 23 527,44 | 24 043,04 | 0,00 | 0,00 | -515,60 |
| 6534 | Cotis. de sécurité sociale - part patron | 11 736,00 | 6 024,00 | 0,00 | 0,00 | 5 712,00 |
| 6535 | Formation | 24 130,00 | 14 035,58 | 0,00 | 0,00 | 10 094,42 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 30 000,00 | 21 956,94 | 0,00 | 0,00 | 8 043,06 |
| 6542 | Créances éteintes | 25 000,00 | 10 870,94 | 0,00 | 0,00 | 14 129,06 |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | 95 617,00 | 39 235,72 | 50 020,00 | 0,00 | 6 361,28 |
| 657362 | Subv. fonct. CCAS | 1 475 390,00 | 1 475 390,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65738 | Subv. fonct. Autres organismes publics | 1 007 248,00 | 1 002 210,79 | 822,24 | 0,00 | 4 214,97 |
| 6574 | Subv. fonct. Associat°, personnes privée | 1 183 108,38 | 790 180,28 | 19 938,00 | 0,00 | 372 990,10 |
| 65888 | Autres | 0,00 | 2,24 | 0,00 | 0,00 | -2,24 |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)** | | **42 126 418,08** | **39 005 062,82** | **575 017,01** | **0,00** | **2 546 338,25** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **1 647 315,67** | **1 400 435,34** | **6 596,36** | **0,00** | **240 283,97** |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 1 557 652,00 | 1 322 122,74 | 0,00 | 0,00 | 235 529,26 |
| 6615 | Intérêts comptes courants et de dépôts | 0,00 | 1 841,66 | 0,00 | 0,00 | -1 841,66 |
| 6618 | Intérêts des autres dettes | 89 663,67 | 76 470,94 | 6 596,36 | 0,00 | 6 596,37 |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **198 570,00** | **123 693,50** | **2 245,54** | **0,00** | **72 630,96** |
| 6711 | Intérêts moratoires, pénalités / marché | 0,00 | 203,24 | 0,00 | 0,00 | -203,24 |
| 6714 | Bourses et prix | 105 026,00 | 100 840,00 | 0,00 | 0,00 | 4 186,00 |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles gestion | 5 700,00 | 3 221,86 | 2 245,54 | 0,00 | 232,60 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 8 238,00 | 4 542,80 | 0,00 | 0,00 | 3 695,20 |
| 67441 | Subv. budgets annexes et régies (AF) | 14 855,00 | 14 855,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 64 751,00 | 30,60 | 0,00 | 0,00 | 64 720,40 |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | | | | |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e** | | **43 972 303,75** | **40 529 191,66** | **583 858,91** | **0,00** | **2 859 253,18** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***1 699 136,00*** | ***0,00*** | | | ***1 699 136,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)*** | ***2 087 051,00*** | ***2 025 254,81*** | | | ***61 796,19*** |
| *675* | *Valeurs comptables immobilisations cédée* | *0,00* | *53 365,22* | | | *-53 365,22* |
| *6761* | *Différences sur réalisations (positives)* | *0,00* | *44 538,52* | | | *-44 538,52* |
| *6811* | *Dot. amort. et prov. Immos incorporelles* | *1 783 480,00* | *1 623 780,07* | | | *159 699,93* |
| *6862* | *Dot. amort. charges financ. à répartir* | *303 571,00* | *303 571,00* | | | *0,00* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***3 786 187,00*** | ***2 025 254,81*** | | | ***1 760 932,19*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (7)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***3 786 187,00*** | ***2 025 254,81*** | | | ***1 760 932,19*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **47 758 490,75** | **42 554 446,47** | **583 858,91** | **0,00** | **4 620 185,37** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | **0,00** | | | | |

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap/ art(1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **013** | **Atténuations de charges** | **46 000,00** | **35 073,16** | **0,00** | **0,00** | **10 926,84** |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 46 000,00 | 14 524,45 | 0,00 | 0,00 | 31 475,55 |
| 6459 | Rembourst charges SS et prévoyance | 0,00 | 20 548,71 | 0,00 | 0,00 | -20 548,71 |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | ***3 934 403,00*** | ***3 721 036,91*** | ***23 181,62*** | ***0,00*** | ***190 184,47*** |
| 70311 | Concessions cimetières (produit net) | *40 000,00* | *44 956,00* | *0,00* | *0,00* | *-4 956,00* |
| 70312 | Redevances funéraires | *9 000,00* | *12 668,00* | *0,00* | *0,00* | *-3 668,00* |
| 70388 | Autres redevances et recettes diverses | *6 800,00* | *6 985,90* | *0,00* | *0,00* | *-185,90* |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | *124 300,00* | *131 347,69* | *0,00* | *0,00* | *-7 047,69* |
| 70631 | Redevances services à caractère sportif | *230 000,00* | *226 739,25* | *0,00* | *0,00* | *3 260,75* |
| 70632 | Redevances services à caractère loisir | *295 000,00* | *351 526,16* | *5 510,45* | *0,00* | *-62 036,61* |
| 70688 | Autres prestations de services | *832 292,00* | *779 828,15* | *10 610,10* | *0,00* | *41 853,75* |
| 70841 | Mise à dispo personnel B.A. , régies | *1 767 039,00* | *1 652 861,91* | *0,00* | *0,00* | *114 177,09* |
| 70848 | Mise à dispo personnel autres organismes | *460 108,00* | *426 211,57* | *0,00* | *0,00* | *33 896,43* |
| 70872 | Remb. frais B.A. et régies municipales | *20 450,00* | *1 314,26* | *0,00* | *0,00* | *19 135,74* |
| 70873 | Remb. frais par les C.C.A.S. | *99 165,00* | *61 221,93* | *7 061,07* | *0,00* | *30 882,00* |
| 70876 | Remb. frais par le GFP de rattachement | *26 000,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *26 000,00* |
| 70878 | Remb. frais par d'autres redevables | *21 949,00* | *22 739,95* | *0,00* | *0,00* | *-790,95* |
| 7088 | Produits activités annexes (abonnements) | *2 300,00* | *2 636,14* | *0,00* | *0,00* | *-336,14* |
| **73** | **Impôts et taxes** | **26 528 122,00** | **26 709 749,45** | **0,00** | **0,00** | **-181 627,45** |
| 73111 | Taxes foncières et d'habitation | 15 955 211,00 | 15 956 295,00 | 0,00 | 0,00 | -1 084,00 |
| 73211 | Attribution de compensation | 8 119 563,00 | 8 048 954,00 | 0,00 | 0,00 | 70 609,00 |
| 73212 | Dotation de solidarité communautaire | 567 270,00 | 621 487,00 | 0,00 | 0,00 | -54 217,00 |
| 73221 | FNGIR | 195 158,00 | 194 948,00 | 0,00 | 0,00 | 210,00 |
| 73223 | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 400 000,00 | 400 107,00 | 0,00 | 0,00 | -107,00 |
| 7336 | Droits de place | 39 420,00 | 70 648,30 | 0,00 | 0,00 | -31 228,30 |
| 7338 | Autres taxes | 40 000,00 | 53 336,60 | 0,00 | 0,00 | -13 336,60 |
| 7343 | Taxes sur les pylônes électriques | 31 500,00 | 33 152,00 | 0,00 | 0,00 | -1 652,00 |
| 7351 | Taxe consommation finale d'électricité | 410 000,00 | 424 973,66 | 0,00 | 0,00 | -14 973,66 |
| 7368 | Taxes locales sur la publicité extérieur | 220 000,00 | 367 368,82 | 0,00 | 0,00 | -147 368,82 |
| 7381 | Taxes additionnelles droits de mutation | 550 000,00 | 538 479,07 | 0,00 | 0,00 | 11 520,93 |
| **74** | **Dotations et participations** | **12 851 469,00** | **12 580 758,50** | **60 756,29** | **0,00** | **209 954,21** |
| 7411 | Dotation forfaitaire | 3 426 127,00 | 3 400 869,00 | 0,00 | 0,00 | 25 258,00 |
| 74123 | Dotation de solidarité urbaine | 5 267 053,00 | 5 104 137,00 | 0,00 | 0,00 | 162 916,00 |
| 74127 | Dotation nationale de péréquation | 56 993,00 | 56 993,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 744 | FCTVA | 0,00 | 10 788,45 | 0,00 | 0,00 | -10 788,45 |
| 745 | Dotation spéciale instituteurs | 0,00 | 2 808,00 | 0,00 | 0,00 | -2 808,00 |
| 74718 | Autres participations Etat | 826 485,00 | 686 456,53 | 0,00 | 0,00 | 140 028,47 |
| 7472 | Participat° Régions | 5 892,00 | 9 925,44 | 0,00 | 0,00 | -4 033,44 |
| 7473 | Participat° Départements | 64 000,00 | 73 612,30 | 0,00 | 0,00 | -9 612,30 |
| 74751 | Participat° GFP de rattachement | 4 100,00 | 53 480,00 | 0,00 | 0,00 | -49 380,00 |
| 7478 | Participat° Autres organismes | 1 886 100,00 | 1 906 784,67 | 60 756,29 | 0,00 | -81 440,96 |
| 7482 | Compens. perte taxe add. droits mutation | 0,00 | 2 415,00 | 0,00 | 0,00 | -2 415,00 |
| 748313 | Dotat° de compensation de la TP | 102 615,00 | 102 615,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 748314 | Dotat° unique compensat° spécif. TP | 24 474,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 474,00 |
| 74832 | Attribution du fonds départemental TP | 141 100,00 | 133 941,00 | 0,00 | 0,00 | 7 159,00 |
| 74834 | Etat - Compens. exonérat° taxes foncière | 96 000,00 | 104 824,00 | 0,00 | 0,00 | -8 824,00 |
| 74835 | Etat - Compens. exonérat° taxe habitat° | 600 000,00 | 682 862,00 | 0,00 | 0,00 | -82 862,00 |
| 7484 | Dotation de recensement | 6 000,00 | 5 417,00 | 0,00 | 0,00 | 583,00 |
| 7485 | Dotation pour les titres sécurisés | 5 030,00 | 12 130,00 | 0,00 | 0,00 | -7 100,00 |
| 7488 | Autres attributions et participations | 339 500,00 | 230 700,11 | 0,00 | 0,00 | 108 799,89 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **523 600,00** | **552 326,36** | **0,00** | **0,00** | **-28 726,36** |
| 752 | Revenus des immeubles | 519 600,00 | 545 735,34 | 0,00 | 0,00 | -26 135,34 |
| 7588 | Autres produits div. de gestion courante | 4 000,00 | 6 591,02 | 0,00 | 0,00 | -2 591,02 |
| **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013** | | **43 883 594,00** | **43 598 944,38** | **83 937,91** | **0,00** | **200 711,71** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **337 057,00** | **337 057,43** | **0,00** | **0,00** | **-0,43** |
| 76232 | Remb. intérêts emprunts GFP rattachement | 54 561,00 | 54 561,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap/ art(1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 76811 | Sortie empr. risque avec IRA capital. | 282 496,00 | 282 496,43 | 0,00 | 0,00 | -0,43 |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **127 380,00** | **309 089,33** | **0,00** | **0,00** | **-181 709,33** |
| 7711 | Dédits et pénalités perçus | 0,00 | 32,97 | 0,00 | 0,00 | -32,97 |
| 7714 | Recouvrt créances admises en non valeur | 0,00 | 806,14 | 0,00 | 0,00 | -806,14 |
| 7718 | Autres produits except. opérat° gestion | 0,00 | 2 379,03 | 0,00 | 0,00 | -2 379,03 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 0,00 | 58 286,72 | 0,00 | 0,00 | -58 286,72 |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 63 200,70 | 0,00 | 0,00 | -63 200,70 |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 127 380,00 | 184 383,77 | 0,00 | 0,00 | -57 003,77 |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d** | | **44 348 031,00** | **44 245 091,14** | **83 937,91** | **0,00** | **19 001,95** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)*** | ***0,00*** | ***34 703,04*** | | | ***-34 703,04*** |
| *7761* | *Diff / réal (+) transférées en invest.* | *0,00* | *34 703,04* | | | *-34 703,04* |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (6)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | | ***0,00*** | ***34 703,04*** | | | ***-34 703,04*** |
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **44 348 031,00** | **44 279 794,18** | **83 937,91** | **0,00** | **-15 701,09** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | **3 410 459,75** | | | | |

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)** | **569 990,77** | **163 895,64** | **150 969,50** | **255 125,63** |
| 2031 | Frais d'études | 350 459,00 | 88 815,84 | 23 060,16 | 238 583,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 219 531,77 | 75 079,80 | 127 909,34 | 16 542,63 |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (sauf opérations)** | **250 833,00** | **12 000,00** | **225 833,00** | **13 000,00** |
| 2041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 225 833,00 | 0,00 | 225 833,00 | 0,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 25 000,00 | 12 000,00 | 0,00 | 13 000,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles (sauf opérations)** | **6 938 398,66** | **3 031 005,94** | **690 492,23** | **3 216 900,49** |
| 2111 | Terrains nus | 15 000,00 | 2 075,03 | 0,00 | 12 924,97 |
| 2115 | Terrains bâtis | 1 111 027,86 | 688 064,00 | 0,00 | 422 963,86 |
| 2116 | Cimetières | 48 706,36 | 17 202,36 | 31 361,88 | 142,12 |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 7 459,00 | 7 458,51 | 0,00 | 0,49 |
| 2128 | Autres agencements et aménagements | 701 652,41 | 428 652,05 | 86 882,64 | 186 117,72 |
| 21311 | Hôtel de ville | 47 000,00 | 0,00 | 0,00 | 47 000,00 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 274 720,00 | 241 215,19 | 18 577,37 | 14 927,44 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 65 000,00 | 46 343,58 | 0,00 | 18 656,42 |
| 2132 | Immeubles de rapport | 182 972,14 | 178 420,14 | 552,00 | 4 000,00 |
| 2135 | Installations générales, agencements | 424 034,47 | 190 651,65 | 75 126,92 | 158 255,90 |
| 2151 | Réseaux de voirie | 53 245,00 | 11 305,20 | 24 838,20 | 17 101,60 |
| 21531 | Réseaux d'adduction d'eau | 9 680,93 | 0,00 | 0,00 | 9 680,93 |
| 21538 | Autres réseaux | 70 021,49 | 88 467,30 | 0,00 | -18 445,81 |
| 21568 | Autres matériels, outillages incendie | 2 000,00 | 13 922,84 | 134,04 | -12 056,88 |
| 21571 | Matériel roulant | 203 841,70 | 140 841,70 | 67 800,00 | -4 800,00 |
| 21578 | Autre matériel et outillage de voirie | 4 000,00 | 0,00 | 3 567,60 | 432,40 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 58 323,76 | 54 889,80 | 1 737,76 | 1 696,20 |
| 2161 | Oeuvres et objets d'art | 3 000,00 | 2 605,00 | 0,00 | 395,00 |
| 2182 | Matériel de transport | 357 994,64 | 144 675,64 | 201 688,92 | 11 630,08 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 240 068,78 | 176 960,11 | 61 783,94 | 1 324,73 |
| 2184 | Mobilier | 268 266,95 | 181 768,83 | 47 475,66 | 39 022,46 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 2 790 383,17 | 415 487,01 | 68 965,30 | 2 305 930,86 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf opérations)** | **3 816 616,24** | **1 500 490,33** | **1 051 261,63** | **1 264 864,28** |
| 2313 | Constructions | 3 816 616,24 | 1 488 664,17 | 1 051 261,63 | 1 276 690,44 |
| 238 | Avances versées commandes immo. incorp. | 0,00 | 11 826,16 | 0,00 | -11 826,16 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **11 575 838,67** | **4 707 391,91** | **2 118 556,36** | **4 749 890,40** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **380,00** | **377,51** | **0,00** | **2,49** |
| 10222 | FCTVA | 380,00 | 377,51 | 0,00 | 2,49 |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **3 464 562,00** | **3 454 740,93** | **7 930,10** | **1 890,97** |
| 1641 | Emprunts en euros | 3 382 562,00 | 3 370 335,43 | 0,00 | 12 226,57 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 3 000,00 | 1 245,94 | 0,00 | 1 754,06 |
| 1675 | Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P. | 79 000,00 | 70 933,40 | 7 930,10 | 136,50 |
| 16818 | Emprunts - Autres prêteurs | 0,00 | 12 226,16 | 0,00 | -12 226,16 |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **90 936,00** | **0,00** | **0,00** | **90 936,00** |
| 2764 | Créances sur personnes de droit privé | 90 936,00 | 0,00 | 0,00 | 90 936,00 |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** | | | |
| | **Total des dépenses financières** | **3 555 878,00** | **3 455 118,44** | **7 930,10** | **92 829,46** |
| 45410 | DEPENSES (3) | 251 000,00 | 69 962,78 | 0,00 | 181 037,22 |
| | **Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers** | **251 000,00** | **69 962,78** | **0,00** | **181 037,22** |
| | **TOTAL DEPENSES REELLES** | **15 382 716,67** | **8 232 473,13** | **2 126 486,46** | **5 023 757,08** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (4)*** | ***0,00*** | ***77 590,74*** | | ***-77 590,74*** |
| | ***Reprises sur autofinancement antérieur (5)*** | ***0,00*** | ***34 703,04*** | | ***-34 703,04*** |
| *192* | *Plus ou moins-values sur cession immo.* | *0,00* | *34 703,04* | | *-34 703,04* |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| | ***Charges transférées (6)*** | ***0,00*** | ***42 887,70*** | | ***-42 887,70*** |
| *2111* | *Terrains nus* | *0,00* | *10 000,00* | | *-10 000,00* |
| *2115* | *Terrains bâtis* | *0,00* | *32 887,70* | | *-32 887,70* |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (7)*** | ***1 000,00*** | ***0,00*** | | ***1 000,00*** |
| *2111* | *Terrains nus* | *1 000,00* | *0,00* | | *1 000,00* |
| ***TOTAL DEPENSES D'ORDRE*** | | ***1 000,00*** | ***77 590,74*** | | ***-76 590,74*** |
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)** | | **15 383 716,67** | **8 310 063,87** | **2 126 486,46** | **4 947 166,34** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | **0,00** | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **5 347 277,49** | **3 132 161,81** | **2 464 693,74** | **-249 578,06** |
| 1316 | Subv. transf. Autres E.P.L. | 0,00 | 17 688,00 | 0,00 | -17 688,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 1 853 977,00 | 635 493,55 | 1 470 877,43 | -252 393,98 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 94 940,00 | 94 940,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 217 523,00 | 217 523,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13251 | Subv. non transf. GFP de rattachement | 2 573 878,74 | 1 662 737,63 | 857 449,31 | 53 691,80 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 606 958,75 | 503 779,63 | 136 367,00 | -33 187,88 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées**(hors 165) | **2 500 000,00** | **0,00** | **0,00** | **2 500 000,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 2 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 500 000,00 |
| **20** | **Immobilisations incorporelles**(sauf 204) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'équipement** | **7 847 277,49** | **3 132 161,81** | **2 464 693,74** | **2 250 421,94** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **2 486 483,00** | **2 443 524,84** | **0,00** | **42 958,16** |
| 10222 | FCTVA | 486 483,00 | 350 523,82 | 0,00 | 135 959,18 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 0,00 | 93 001,02 | 0,00 | -93 001,02 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **138** | **Autres subvent° invest. non transf.** | **999,00** | **0,00** | **0,00** | **999,00** |
| 1388 | Autres subventions non transférables | 999,00 | 0,00 | 0,00 | 999,00 |
| **165** | **Dépôts et cautionnements reçus** | **3 000,00** | **402,86** | **0,00** | **2 597,14** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **241 268,00** | **150 332,00** | **0,00** | **90 936,00** |
| 276351 | Créance GFP de rattachement | 150 332,00 | 150 332,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2764 | Créances sur personnes de droit privé | 90 936,00 | 0,00 | 0,00 | 90 936,00 |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **331 000,00** | | **0,00** | |
| | **Total des recettes financières** | **3 062 750,00** | **2 594 259,70** | **0,00** | **468 490,30** |
| 45420 | RECETTES (2) | 251 000,00 | 69 962,78 | 0,00 | 181 037,22 |
| | **Total des recettes d'opérations pour compte de tiers** | **251 000,00** | **69 962,78** | **0,00** | **181 037,22** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES** | **11 161 027,49** | **5 796 384,29** | **2 464 693,74** | **2 899 949,46** |
| ***021*** | ***Virement de la sect° de fonctionnement*** | ***1 699 136,00*** | | | |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*** | ***1 933 571,00*** | ***2 023 065,63*** | | ***-89 494,63*** |
| *192* | *Plus ou moins-values sur cession immo.* | *0,00* | *44 538,52* | | *-44 538,52* |
| *2111* | *Terrains nus* | *0,00* | *10 000,00* | | *-10 000,00* |
| *2182* | *Matériel de transport* | *0,00* | *41 176,04* | | *-41 176,04* |
| *28031* | *Frais d'études* | *25 000,00* | *101 929,20* | | *-76 929,20* |
| *28032* | *Frais de recherche et de développement* | *0,00* | *156,00* | | *-156,00* |
| *2804182* | *Autres org pub - Bâtiments et installat°* | *70 000,00* | *69 274,00* | | *726,00* |
| *280422* | *Privé : Bâtiments, installations* | *0,00* | *1 800,00* | | *-1 800,00* |
| *2804412* | *Sub nat org pub - Bâtiments, installat°* | *8 000,00* | *7 894,00* | | *106,00* |
| *2804422* | *Sub nat privé - Bâtiments et installat°* | *10 000,00* | *0,00* | | *10 000,00* |
| *28051* | *Concessions et droits similaires* | *60 000,00* | *73 117,04* | | *-13 117,04* |
| *28121* | *Plantations d'arbres et d'arbustes* | *0,00* | *69 643,52* | | *-69 643,52* |
| *28132* | *Immeubles de rapport* | *220 000,00* | *213 220,01* | | *6 779,99* |
| *28142* | *Construct° sol autrui - Immeuble rapport* | *0,00* | *872,00* | | *-872,00* |
| *281568* | *Autres matériels, outillages incendie* | *2 000,00* | *3 729,84* | | *-1 729,84* |
| *281571* | *Matériel roulant* | *57 000,00* | *44 310,04* | | *12 689,96* |
| *281578* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *10 000,00* | *9 720,22* | | *279,78* |
| *28158* | *Autres installat°, matériel et outillage* | *8 000,00* | *71 222,39* | | *-63 222,39* |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *8 000,00* | *14 199,88* | | *-6 199,88* |
| *28182* | *Matériel de transport* | *142 000,00* | *175 819,45* | | *-33 819,45* |
| *28183* | *Matériel de bureau et informatique* | *235 000,00* | *356 077,51* | | *-121 077,51* |
| *28184* | *Mobilier* | *165 000,00* | *64 018,10* | | *100 981,90* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *610 000,00* | *346 776,87* | | *263 223,13* |
| *4817* | *Pénalités de renégociation de la dette* | *303 571,00* | *303 571,00* | | *0,00* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*** | | ***3 632 707,00*** | ***2 023 065,63*** | | ***1 609 641,37*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (5)*** | ***0,00*** | ***2 189,18*** | | ***-2 189,18*** |
| *2115* | *Terrains bâtis* | *0,00* | *2 189,18* | | *-2 189,18* |
| **TOTAL DES RECETTES D'ORDRE** | | ***3 632 707,00*** | ***2 025 254,81*** | | ***1 607 452,19*** |
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)** | | **14 793 734,49** | **7 821 639,10** | **2 464 693,74** | **4 507 401,65** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | **589 982,18** | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE | A2.1 |

## A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N | Montant des remboursements N | | Encours restant dû au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| **5191 Avances du Trésor** | | | | | | |
| **5192 Avances de trésorerie** | | | | | | |
| **51931 Lignes de trésorerie** | | | | | | |
| Chaîne exemple 8 | 04/03/2019 | 915 783 700 974,05 | 0,53 | 0,00 | 819,70 | 1,88 |
| Chaîne exemple 4 | 04/03/2019 | 250 399 622,49 | 92 547 998 919,84 | 0,00 | 78 659,54 | 18 836 717,73 |
| **51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt** | | | | | | |
| | 04/03/2019 | 0,98 | 24 476,06 | 0,59 | 23 060 228,44 | 99 954,76 |
| **5194 Billets de trésorerie** | | | | | | |
| **5198 Autres crédits de trésorerie** | | | | | | |
| | 04/03/2019 | 4 507 666 711,89 | 230 648 603 136,01 | 696 110 401 220,62 | 31 456,92 | 2,44 |
| **519 Crédits de trésorerie (Total)** | | **920 541 767 309,41** | **323 196 626 532,44** | **696 110 401 221,21** | **23 171 164,60** | **18 936 676,81** |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Péri-odicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | | | | **62 659 820,25** | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 60 659 820,25 | | | | | | | | | |
| 10000152105 | CREDIT AGRICOLE | 15/12/2015 | 21/12/2015 | 21/03/2016 | 800 000,00 | F | Taux fixe à 2.85 % | 2,850 | 2,880 | | T | P | O | A-1 |
| 1210123 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 05/01/2012 | 05/01/2012 | 01/08/2012 | 1 000 000,00 | V | LEP + 1.35 | 4,100 | 4,100 | | T | C | O | A-1 |
| 16096 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 04/11/2014 | 04/11/2014 | 01/03/2015 | 1 597 472,00 | V | Livret A + 1 | 2,000 | 2,000 | | T | P | O | A-1 |
| 2007 | SFIL CAFFIL | 19/02/2008 | 25/02/2008 | 01/12/2008 | 3 000 000,00 | C | Taux fixe à 3.77 % | 3,770 | 3,820 | | A | P | O | E-1 |
| 2370 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 29/12/1994 | 01/01/1995 | 01/01/1996 | 291 600,06 | V | Livret A + 1.3 | 5,800 | 5,800 | | A | P | O | A-1 |
| 2399 ream | SFIL CAFFIL | 22/03/2016 | 01/11/2016 | 01/02/2017 | 4 479 470,25 | F | Taux fixe à 3.19 % | 3,190 | 3,280 | | T | P | O | A-1 |
| 2401 nouveau | SFIL CAFFIL | 22/03/2016 | 01/04/2016 | 01/04/2017 | 10 239 086,49 | F | Taux fixe à 3.25 % | 3,250 | 3,300 | | A | X | O | A-1 |
| 2402 | DEXIA CL | 21/03/2007 | 01/04/2007 | 01/03/2009 | 6 075 082,96 | C | Taux fixe à 3.85 % | 3,850 | 3,910 | | A | P | O | E-1 |
| 2403 Reamenage | SFIL CAFFIL | 22/03/2010 | 01/02/2011 | 01/02/2012 | 6 553 466,75 | C | 3.69-(5*Cap 7 sur CMS EUR 30 ans(Postfixé)) | 3,690 | 3,740 | | A | P | O | E-1 |
| 2405 | SFIL CAFFIL | 15/02/2008 | 01/02/2009 | 01/05/2009 | 5 000 000,00 | V | (Euribor 03 M-Floor -0.16 sur Euribor 03 M) + 0.16 | 2,260 | 2,310 | | T | C | O | A-1 |
| 2406 Ream | SFIL CAFFIL | 30/03/2012 | 01/04/2012 | 01/09/2012 | 4 435 948,45 | C | ((Euribor 12 M(Postfixé) + 0.88) + Cap 6 sur Euribor 12 M(Postfixé))-(4*Floor 0 sur Inflation europé | 1,730 | 1,760 | | A | P | O | E-2 |
| 4606676 | CAISSE D'EPARGNE | 24/12/2015 | 29/12/2015 | 05/04/2016 | 700 000,00 | F | Taux fixe à 2.87 % | 2,870 | 2,900 | | T | P | O | A-1 |
| 5106459 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 15/10/2015 | 15/10/2015 | 01/11/2016 | 980 000,00 | V | (Livret A + 1)-Floor 0 sur Livret A | 1,750 | 1,750 | | A | P | O | A-1 |
| 5189592 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 16/05/2017 | 16/05/2017 | 01/07/2018 | 4 000 000,00 | V | (Livret A + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A | 1,350 | 1,350 | | A | C | O | A-1 |
| 7858082 | CAISSE D'EPARGNE | 23/12/2010 | 23/12/2010 | 30/03/2011 | 1 500 000,00 | F | Taux fixe à 4 % | 4,000 | 4,060 | | T | P | O | A-1 |

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Péri-odicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| A141305C-TF | CAISSE D'EPARGNE | 29/05/2013 | 03/09/2013 | 03/09/2014 | 1 250 000,00 | F | Taux fixe à 3.65 % | 3,650 | 3,650 | | A | P | O | A-1 |
| A141305C-TV | CAISSE D'EPARGNE | 29/05/2013 | 13/11/2013 | 13/11/2014 | 1 250 000,00 | V | Euribor 12 M + 1.44 | 1,940 | 1,970 | | A | C | O | A-1 |
| EX2407-2401 | SFIL CAFFIL | 01/04/2013 | 01/04/2013 | 01/10/2013 | 4 782 693,29 | F | Taux fixe à 4.99 % | 4,990 | 5,060 | | A | P | O | A-1 |
| EX2407-2401-2 | SFIL CAFFIL | 01/04/2013 | 01/04/2013 | 01/04/2014 | 1 125 000,00 | F | Taux fixe à 4.79 % | 4,790 | 4,860 | | A | X | O | A-1 |
| MIN265794EUR | DEXIA CL | 17/07/2009 | 21/12/2009 | 01/09/2011 | 1 600 000,00 | V | Eonia(Postfixé) + 1.26 | 1,670 | 1,620 | | T | C | O | A-1 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) | | | | | 2 000 000,00 | | | | | | | | | |
| Tirage -OCLT CO8159 | CREDIT AGRICOLE | 31/12/2014 | 31/12/2014 | 31/12/2015 | 2 000 000,00 | V | Euribor 03 M + 1.37 | 1,450 | 1,480 | | A | C | O | A-1 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | | | | **1 242 043,19** | | | | | | | | | |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | | | | 1 242 043,19 | | | | | | | | | |
| MPPE | AUTRE | 01/07/2015 | 01/07/2015 | 30/06/2016 | 1 242 043,19 | V | Taux inconnu | 0,000 | 0,000 | | S | P | O | A-1 |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | | | | **156 336,46** | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts (total) | | | | | 156 336,46 | | | | | | | | | |
| 201200993 | Caisse Allocations Familiales | 25/03/2013 | 25/03/2013 | 01/05/2015 | 39 470,00 | F | Taux fixe à 0 % | 0,000 | 0,000 | | A | P | O | A-1 |
| 201201168 | Caisse Allocations Familiales | 10/01/2013 | 10/01/2013 | 01/05/2016 | 8 598,46 | F | Taux fixe à 0 % | 0,000 | 0,000 | | A | P | O | A-1 |

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Péri-odicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| Carsat 108268 | Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail | 10/04/2014 | 10/04/2014 | 31/10/2015 | 108 268,00 | F | Taux fixe à 0 % | 0,000 | 0,000 | | A | C | O | A-1 |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| **Total général** | | | | | **64 058 199,90** | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 31/12/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | ICNE de l'exercice |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | **0,00** | | **44 860 427,80** | | | | | **3 370 335,42** | **1 322 122,74** | **0,00** | **618 178,90** |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 0,00 | | 43 260 427,80 | | | | | 3 270 335,42 | 1 304 015,76 | 0,00 | 618 178,90 |
| 10000152105 | N | 0,00 | A-1 | 666 041,10 | 11,97 | F | Taux fixe à 2.85 % | 2,840 | 45 926,90 | 19 803,14 | 0,00 | 474,55 |
| 1210123 | N | 0,00 | A-1 | 566 666,58 | 8,33 | V | LEP + 1.35 | 2,570 | 66 666,68 | 15 662,99 | 0,00 | 2 398,72 |
| 16096 | N | 0,00 | A-1 | 1 321 783,69 | 15,92 | V | Livret A + 1 | 1,730 | 71 057,52 | 23 754,76 | 0,00 | 1 851,24 |
| 2007 | N | 0,00 | E-1 | 1 711 050,02 | 8,92 | C | 3.77-(5*Cap 6 sur Euribor 12 M(Postfixé)) | 3,810 | 147 785,96 | 71 051,42 | 0,00 | 5 375,55 |
| 2370 | N | 0,00 | A-1 | 89 664,40 | 8,00 | V | Livret A + 1.3 | 2,040 | 11 004,44 | 2 063,71 | 0,00 | 1 833,01 |
| 2399 ream | N | 0,00 | A-1 | 4 025 012,46 | 12,83 | F | Taux fixe à 3.19 % | 3,230 | 231 750,31 | 134 881,48 | 0,00 | 21 399,65 |
| 2401 nouveau | N | 0,00 | A-1 | 9 045 260,22 | 12,25 | F | Taux fixe à 3.25 % | 3,290 | 608 617,31 | 318 108,67 | 0,00 | 223 744,56 |
| 2402 | N | 0,00 | E-1 | 1 983 373,49 | 3,17 | C | 3.85-(5*Cap 5.5 sur Euribor 12 M(Postfixé)) | 3,890 | 449 100,67 | 94 950,95 | 0,00 | 64 693,78 |
| 2403 Reamenage | N | 0,00 | E-1 | 5 059 639,75 | 13,08 | C | 3.69-(5*Cap 7 sur CMS EUR 30 ans(Postfixé)) | 3,730 | 245 869,44 | 198 492,36 | 0,00 | 172 698,15 |
| 2405 | N | 0,00 | A-1 | 2 562 500,00 | 10,08 | V | (Euribor 03 M-Floor -0.16 sur Euribor 03 M) + 0.16 | 0,000 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2406 Ream | N | 0,00 | E-2 | 3 169 780,35 | 11,67 | C | ((Euribor 12 M(Postfixé) + 0.88) + Cap 6 sur Euribor 12 M(Postfixé))-(4*Floor 0 sur Inflation europé | 0,750 | 202 842,09 | 24 380,78 | 0,00 | 8 430,93 |
| 4606676 | N | 0,00 | A-1 | 593 080,80 | 12,01 | F | Taux fixe à 2.87 % | 2,860 | 39 855,96 | 17 738,88 | 0,00 | 4 018,94 |
| 5106459 | N | 0,00 | A-1 | 853 774,40 | 16,83 | V | (Livret A + 1)-Floor 0 sur Livret A | 1,750 | 42 807,22 | 15 690,18 | 0,00 | 2 448,67 |

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 31/12/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | ICNE de l'exercice |
| 5189592 | N | 0,00 | A-1 | 3 800 000,00 | 18,50 | V | (Livret A + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A | 1,270 | 200 000,00 | 53 702,13 | 0,00 | 25 507,50 |
| 7858082 | N | 0,00 | A-1 | 1 037 762,63 | 12,00 | F | Taux fixe à 4 % | 3,990 | 66 140,87 | 43 172,25 | 0,00 | 0,00 |
| A141305C-TF | N | 0,00 | A-1 | 905 409,49 | 9,67 | F | Taux fixe à 3.65 % | 3,640 | 73 945,87 | 35 746,47 | 0,00 | 10 740,42 |
| A141305C-TV | N | 0,00 | A-1 | 833 333,35 | 9,87 | V | Euribor 12 M + 1.44 | 1,270 | 83 333,33 | 11 608,18 | 0,00 | 1 435,56 |
| EX2407-2401 | N | 0,00 | A-1 | 3 198 387,43 | 8,75 | F | Taux fixe à 4.99 % | 5,050 | 290 601,15 | 176 518,59 | 0,00 | 40 343,21 |
| EX2407-2401-2 | N | 0,00 | A-1 | 837 907,64 | 10,25 | F | Taux fixe à 4.79 % | 4,840 | 63 029,70 | 43 754,27 | 0,00 | 30 547,79 |
| MIN265794EUR | N | 0,00 | A-1 | 1 000 000,00 | 12,42 | V | Euribor 03 M + 0.6 | 0,280 | 80 000,00 | 2 934,55 | 0,00 | 236,67 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9) | | 0,00 | | 1 600 000,00 | | | | | 100 000,00 | 18 106,98 | 0,00 | 0,00 |
| Tirage -OCLT CO8159 | N | 0,00 | A-1 | 1 600 000,00 | 15,99 | V | Euribor 03 M + 1.37 | 1,060 | 100 000,00 | 18 106,98 | 0,00 | 0,00 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | **0,00** | | **1 000 754,92** | | | | | **77 609,19** | **90 390,81** | **0,00** | **0,00** |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | 0,00 | | 1 000 754,92 | | | | | 77 609,19 | 90 390,81 | 0,00 | 0,00 |
| MPPE | N | 0,00 | A-1 | 1 000 754,92 | 8,50 | V | Taux inconnu | 8,540 | 77 609,19 | 90 390,81 | 0,00 | 0,00 |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | **0,00** | | **110 290,00** | | | | | **12 226,16** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1681 Autres emprunts (total) | | 0,00 | | 110 290,00 | | | | | 12 226,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 201200993 | N | 0,00 | A-1 | 23 682,00 | 5,33 | F | Taux fixe à 0 % | 0,000 | 3 947,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 201201168 | N | 0,00 | A-1 | 0,00 | 0,00 | F | Taux fixe à 0 % | 0,000 | 2 866,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Carsat 108268 | N | 0,00 | A-1 | 86 608,00 | 15,83 | F | Taux fixe à 0 % | 0,000 | 5 413,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 31/12/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle (en années) | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | ICNE de l'exercice |
| | | | | | | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | |
| 1687 Autres dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total général** | | **0,00** | | **45 971 472,72** | | | | | **3 460 170,77** | **1 412 513,55** | **0,00** | **618 178,90** |

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX | A2.3 |

## A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 31/12/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8) | Niveau du taux au 31/12/N (9) | Intérêts payés au cours de l'exercice (10) | Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (A)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Barrière simple (B)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (B)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Option d'échange (C)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (C)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (D)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Multiplicateur jusqu'à 5 (E)** | | | | | | | | | | | | | | |
| 2007 | SFIL CAFFIL | 3 000 000,00 | 1 711 050,02 | 1 | 20,00 | | Taux fixe à 3.77 % | Taux fixe à 3.77 % | 252 794,46 | 3.77-(5*Cap 6 sur Euribor 12 M(Postfixé)) | 3,810 | 71 051,42 | 0,00 | 3,72 |
| 2402 | DEXIA CL | 6 075 082,96 | 1 983 373,49 | 1 | 15,00 | | Taux fixe à 3.85 % | Taux fixe à 3.85 % | 124 185,12 | 3.85-(5*Cap 5.5 sur Euribor 12 M(Postfixé)) | 3,890 | 94 950,95 | 0,00 | 4,31 |
| 2403 Reamenage | SFIL CAFFIL | 6 553 466,75 | 5 059 639,75 | 1 | 21,00 | | 3.69-(5*Cap 7 sur CMS EUR 30 ans(Postfixé)) | 3.69-(5*Cap 7 sur CMS EUR 30 ans(Postfixé)) | 0,00 | 3.69-(5*Cap 7 sur CMS EUR 30 ans(Postfixé)) | 3,730 | 198 492,36 | 0,00 | 11,01 |

**VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2018**

| **Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé** (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) **(1)** | **Organisme prêteur ou chef de file** | **Nominal (2)** | **Capital restant dû au 31/12/N (3)** | **Type d'indices (4)** | **Durée du contrat** | **Dates des périodes bonifiées** | **Taux minimal (5)** | **Taux maximal (6)** | **Coût de sortie (7)** | **Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)** | **Niveau du taux au 31/12/N (9)** | **Intérêts payés au cours de l'exercice (10)** | **Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)** | **% par type de taux selon le capital restant dû** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2406 Ream | SFIL CAFFIL | 4 435 948,45 | 3 169 780,35 | 2 | 18,00 | | ((Euribor 12 M(Postfixé) + 0.88) + Cap 6 sur Euribor 12 M(Postfixé))-(4*Floor 0 sur Inflation europé | Taux fixe à 4.92 % | 0,00 | ((Euribor 12 M(Postfixé) + 0.88) + Cap 6 sur Euribor 12 M(Postfixé))-(4*Floor 0 sur Inflation europé | 0,750 | 24 380,78 | 0,00 | 6,90 |
| **TOTAL (E)** | | **20 064 498,16** | **11 923 843,61** | | | | | | **376 979,58** | | | **388 875,51** | **0,00** | **25,94** |
| **Autres types de structures (F)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (F)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL GENERAL** | | **20 064 498,16** | **11 923 843,61** | | | | | | **376 979,58** | | | **388 875,51** | **0,00** | **25,94** |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS | A2.4 |

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Structure | Indices sous-jacents | (1) Indices zone euro | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecarts d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecarts d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)** | Nombre de produits | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 74,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 34 047 629,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(C) Option d'échange (*swaption*)** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(E) Multiplicateur jusqu'à 5** | Nombre de produits | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 19,04 | 6,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 8 754 063,26 | 3 169 780,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(F) Autres types de structures** | Nombre de produits | | | | | | 0 |
| | % de l'encours | | | | | | 0,00 |
| | Montant en euros | | | | | | 0,00 |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT | A2.6 |

## A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

| Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt | | Date du refinance-ment | Organisme prêteur ou chef de file | Capital restant dû | Capital réaménagé | Durée résidu-elle | Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6) | Caractéristiques du taux | | | Coût de sortie (10) | | Annuité de l'exercice | | ICNE de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil (5) | | | | | | | Type de taux (7) | Index (8) | Niveau de taux (9) | Type (11) | Montant (12) | Intérêts (13) | Capital | |
| **Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)** | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)** | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N | A2.7 |

## A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

| N° du contrat d'emprunt | Date de souscription du contrat initial | Date de renégociation | Organisme prêteur | Durée résiduelle en années | | Taux (2) | | | | | | Nominal | | Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6) | | Capital restant dû au 31/12/N | ICNE de l'exercice | Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Contrat initial | | | Contrat renégocié | | | | | | | | | | |
| | | | | Contrat initial | Contrat renégocié | Type de taux (3) | Index (4) | Taux act. | Type de taux (3) | Index (4) | Taux act. | Contrat initial | Contrat renégocié (5) | Contrat initial | Contrat renégocié | | | Intérêts | Capital |
| Total | | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE<br>DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME | A2.8 |

## A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

| REPARTITION PAR PRÊTEUR | Dette en capital à l'origine (2) | Dette en capital au 31/12 de l'exercice | Annuité payée au cours de l'exercice | Dont | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Capital |
| TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Auprès des organismes de droit privé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Auprès des organismes de droit public | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES | A6.1 |

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | Réalisations |
|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **3 382 942,00** | **I 3 382 939,10** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **3 382 562,00** | **3 382 561,59** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 3 382 562,00 | 3 370 335,43 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 12 226,16 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **380,00** | **377,51** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | |
| 10222 | FCTVA | 380,00 | 377,51 |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *0,00* | *0,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 |

| | Op. de l'exercice I | Restes à réaliser en dépenses au 31/12 | Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1) | TOTAL II |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **3 382 939,10** | **2 126 486,46** | **0,00** | **5 509 425,56** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES | A6.2 |

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | Réalisations |
|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **4 692 457,00** | **III 2 521 207,91** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **728 750,00** | **593 856,84** |
| 10222 | FCTVA | 486 483,00 | 350 523,82 |
| 10223 | TLE | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 0,00 | 93 001,02 |
| 10228 | Autres fonds | 0,00 | 0,00 |
| 13146 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 13246 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 999,00 | 0,00 |
| *139146* | *Attributions de compensation d'investissement* | *0,00* | *0,00* |
| 26… | Participations et créances rattachées | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | |
| 276351 | Créance GFP de rattachement | 150 332,00 | 150 332,00 |
| 2764 | Créances sur personnes de droit privé | 90 936,00 | 0,00 |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (2)** | | **3 963 707,00** | **1 927 351,07** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | |
| *28031* | *Frais d'études* | *25 000,00* | *101 929,20* |
| *28032* | *Frais de recherche et de développement* | *0,00* | *156,00* |
| *2804182* | *Autres org pub - Bâtiments et installat°* | *70 000,00* | *69 274,00* |
| *280422* | *Privé : Bâtiments, installations* | *0,00* | *1 800,00* |
| *2804412* | *Sub nat org pub - Bâtiments, installat°* | *8 000,00* | *7 894,00* |
| *2804422* | *Sub nat privé - Bâtiments et installat°* | *10 000,00* | *0,00* |
| *28051* | *Concessions et droits similaires* | *60 000,00* | *73 117,04* |
| *28121* | *Plantations d'arbres et d'arbustes* | *0,00* | *69 643,52* |
| *28132* | *Immeubles de rapport* | *220 000,00* | *213 220,01* |
| *28142* | *Construct° sol autrui - Immeuble rapport* | *0,00* | *872,00* |
| *281568* | *Autres matériels, outillages incendie* | *2 000,00* | *3 729,84* |
| *281571* | *Matériel roulant* | *57 000,00* | *44 310,04* |
| *281578* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *10 000,00* | *9 720,22* |
| *28158* | *Autres installat°, matériel et outillage* | *8 000,00* | *71 222,39* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *8 000,00* | *14 199,88* |
| *28182* | *Matériel de transport* | *142 000,00* | *175 819,45* |
| *28183* | *Matériel de bureau et informatique* | *235 000,00* | *356 077,51* |
| *28184* | *Mobilier* | *165 000,00* | *64 018,10* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *610 000,00* | *346 776,87* |
| *29…* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations* | | |
| *39…* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours* | | |
| *481…* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | |
| *4817* | *Pénalités de renégociation de la dette* | *303 571,00* | *303 571,00* |
| *49…* | *Prov. dépréc. comptes de tiers* | | |
| *59…* | *Prov. dépréc. comptes financiers* | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 331 000,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *1 699 136,00* | *0,00* |

| | Opérations de l'exercice III | Restes à réaliser en recettes au 31/12 | Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent | Affectation R1068 de l'exercice précédent | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **2 521 207,91** | **2 464 693,74** | **589 982,18** | **2 000 000,00** | **7 575 883,83** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | II | **5 509 425,56** |
| **Ressources propres disponibles** | IV | **7 575 883,83** |
| **Solde** | V = IV – II (3) | **2 066 458,27** |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT | A7.1.1 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT | A7.1.2 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT | A7.2.1 |

**(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)**

**AS3 (1)**

## A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

| DEPENSES – MANDATS EMIS | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **011** | **Charges à caractère général** | **10 738,60** |
| 60612 | ENERGIE - ELECTRICITE - LA HOUSSIERE - HT | 4 691,07 |
| 60621 | COMBUSTIBLES - LA HOUSSIERE - HT | 3 711,28 |
| 6068 | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES - SALLE HOUSSIERE | 604,68 |
| 611 | CONTRATS DE PRESTATIONS - COFELY - P3 - HT | 97,33 |
| 615221 | ENTRETIEN ET REPARATIONS - LA HOUSSIERE - HT | 109,50 |
| 61558 | AUTRES BIENS MOBILIERS - SALLE FESTIVE | 1 166,18 |
| 6156 | MAINTENANCE - COFELY - P2 - LA HOUSSIERE - HT | 358,56 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles** | **416,63** |
| 673 | REMBOURSEMENT SALLE FESTIVE - HT | 416,63 |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (3)** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **11 155,23** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section*** | ***0,00*** |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **11 155,23** |

## A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

| RECETTES – TITRES EMIS | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | **0,00** |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **47 309,83** |
| 752 | LOCATION DE SALLES - HT | 47 309,83 |
| **76** | **Produits financiers** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels** | **945,60** |
| 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS - HT | 945,60 |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (3)** | **0,00** |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **48 255,43** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **48 255,43** |

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT | A7.2.2 |

**(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)**

**AS3(1)**

## A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

| DEPENSES – MANDATS EMIS | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (hors opérations.)** | **0,00** |
| 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES - HT | 0,00 |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (hors opérations)** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (hors opérations)** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (hors opérations)** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** |
| **Opérations d'équipement (1 ligne par opération)** | | |
| **Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)** | | |
| **Total des dépenses réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

## A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

| RECETTES – TITRES EMIS | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** |
| **Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)** | | |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM | A7.3.1 |

**(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)**

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

| DEPENSES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (3) | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | 0,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | *0,00* |
| **TOTAL GENERAL** | | 0,00 |

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| Recettes issues de la TEOM | | 0,00 |
| Dotations et participations reçues | | 0,00 |
| Autres recettes de fonctionnement éventuelles | | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (3) | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | 0,00 |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | *0,00* |
| **TOTAL GENERAL** | | 0,00 |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM | A7.3.2 |

**(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)**

## A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

| DEPENSES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **Remboursement d'emprunts et dettes assimilées** | | **0,00** |
| **Acquisitions d'immobilisations** | | **0,00** |
| 2051 | | 0,00 |
| Opérations d'équipement (1 ligne par opération) | | |
| **Autres dépenses éventuelles** | | **0,00** |
| Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération) | | |
| **Total des dépenses réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

## A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **Souscription d'emprunts et dettes assimilées** | | **0,00** |
| **Dotations et subventions reçues** | | **0,00** |
| **Autres recettes éventuelles** | | **0,00** |
| Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération) | | |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | A9 |

## A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

**N° opération : 0** **Intitulé de l'opération : DEPENSES RECETTES** **Date de la délibération :**

| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Op. à annuler | |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **251 000,00** | **69 962,78** | **0,00** | **181 037,22** | **69 962,78** |
| **45** DEPENSES (2) | 0,00 | 251 000,00 | 69 962,78 | 0,00 | 181 037,22 | 69 962,78 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **251 000,00** | **69 962,78** | **0,00** | **181 037,22** | **69 962,78** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **251 000,00** | **69 962,78** | **0,00** | **181 037,22** | **69 962,78** |
| **45** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 0,00 | 251 000,00 | 69 962,78 | 0,00 | 181 037,22 | 69 962,78 |
| ***040*** *Financement par le mandataire* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **251 000,00** | **69 962,78** | **0,00** | **181 037,22** | **69 962,78** |

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES | A10.1 |

## A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| Acquisitions à titre onéreux | | | | |
| 31/12/2002 | RENAULT MASTER (201801-00332) | 41 600,58 | 41 600,58 | 15 |
| 01/01/2008 | CHARIOTS PLATEFORME (201801-00370) | 1 701,91 | 1 701,91 | 11 |
| 01/01/2008 | CHARIOTS PLATEFORME (201801-00371) | 849,16 | 849,16 | 11 |
| 01/01/2018 | TERRAINS BT 684 685 686 | 10 000,00 | 0,00 | 0 |
| 01/01/2018 | ACQUISITION PARCELLE AVENUE JEAN MACE | 1 622,77 | 0,00 | 0 |
| 01/01/2018 | FOUR MOBILE REMISE EN TEMPERATURE (201801-00367) | 5 124,86 | 5 124,86 | 11 |
| 01/01/2018 | PETIT MATERIEL DE CUISINE (201801-00368) | 5 547,30 | 5 547,30 | 11 |
| 01/01/2018 | EQUIPEMENTS OFFICES (201801-00369) | 7 585,63 | 7 585,63 | 11 |
| 22/01/2018 | SECURISATION ECOLE WALLON PRIMAIRE | 6 360,00 | 0,00 | 0 |
| 23/01/2018 | TERRAIN GAZON SYNTHETIQUE (20170333) | 2 976,00 | 0,00 | 0 |
| 23/01/2018 | ACQUISITION SECTEUR COURONNE | 184 593,95 | 0,00 | 0 |
| 23/01/2018 | ACQ SECTEUR COURONNE PROLONGEE | 152 694,11 | 0,00 | 0 |
| 25/01/2018 | MO RESTRUCTURATION BIBLIOTHEQUE ARAGON | 1 446,34 | 0,00 | 0 |
| 29/01/2018 | FOURNITURES CRECHE ANNE-FRANK | 164,09 | 0,00 | 1 |
| 29/01/2018 | MATERIEL CRECHE ANNE-FRANK | 124,75 | 0,00 | 1 |
| 02/02/2018 | 4 TABLES RABATTABLES | 913,50 | 0,00 | 10 |
| 02/02/2018 | PC PORTABLE PROBOOK 650 G2 | 1 061,53 | 0,00 | 5 |
| 02/02/2018 | INSTALLATION VIDEOPROJECTEURS & ECRANS PROJECTION (201801-00009) | 2 995,20 | 0,00 | 5 |
| 09/02/2018 | INSTALLATION VP & ECRAN PROJECTION (201801-00010) | 511,68 | 0,00 | 1 |
| 09/02/2018 | INSTALLATION VP & ECRAN DE PROJECTION (201801-00011) | 511,68 | 0,00 | 1 |
| 09/02/2018 | INSTALLATION VP & ECRAN DE PROJECTION (201801-00012) | 511,68 | 0,00 | 1 |
| 13/02/2018 | OUTILLAGE ELECTROPORTATIF PONCEUSES PERCEUSES... | 1 800,00 | 0,00 | 10 |
| 14/02/2018 | EXTENSION & RENOVATION BIBLIOTHEQUE ARAGON | 8 593,04 | 0,00 | 0 |
| 15/02/2018 | FRAIS ACTE VENTE TERRAIN MONCEAU RUE ERNEST RENAN (201801-00015) | 35,00 | 0,00 | 0 |
| 16/02/2018 | REFRIGERATEUR | 279,98 | 0,00 | 1 |
| 16/02/2018 | ASSISTANCE MAITRISE OUVRAGE TRX CHAUFFERIE PISCINE | 3 600,00 | 0,00 | 0 |
| 16/02/2018 | RENAULT MAXITI 3.5T BLANC IMMAT ET459FC | 24 942,43 | 0,00 | 10 |
| 16/02/2018 | BENNE POUR AMENAGT RENAULT MAXITY IMMAT ET459FC (201801-00019) | 18 611,41 | 0,00 | 10 |
| 19/02/2018 | INSTALLATION DE VP AU MUR | 723,84 | 0,00 | 1 |
| 19/02/2018 | BLOC DE CASIERS STRATIFIE | 11 000,00 | 0,00 | 10 |
| 20/02/2018 | FOURN ELECT CENTRE DEZIRE | 2 050,37 | 0,00 | 0 |
| 20/02/2018 | REMPLCMT CARTE ALIMENTATION ALARME INCENDIE DEZIRE | 1 383,00 | 0,00 | 0 |
| 20/02/2018 | JARDINIERES CIMETIERE MADRILLET | 2 706,36 | 0,00 | 0 |
| 20/02/2018 | TERRAIN GAZON SYNTHETIQUE | 50 898,79 | 0,00 | 0 |
| 20/02/2018 | PROTECTION AUDITIVES QEOS II ORANGE + PACK AXIUM | 1 301,63 | 0,00 | 10 |
| 20/02/2018 | TOITURE DURUY MATERNELLE | 1 085,74 | 0,00 | 0 |
| 21/02/2018 | BLOC DE CASIERS EN STRATIFIE | 2 603,66 | 0,00 | 10 |
| 23/02/2018 | VIDEO PROTECTION ROBESPIERRE | 1 867,20 | 0,00 | 0 |
| 23/02/2018 | ANTI PINCE DOIGTS FERME PORTE BRAS GLISSIERE | 5 529,24 | 0,00 | 0 |
| 23/02/2018 | PERFORELIEUR ELECT FELLOW QUASAR E500 | 788,95 | 0,00 | 10 |
| 23/02/2018 | EXTINCTEURS PORTATIF DEPT SECURITE | 119,88 | 0,00 | 0 |
| 23/02/2018 | SCIE SABRE SCIE SAUTEUSE MEULEUSE | 815,89 | 0,00 | 10 |
| 23/02/2018 | FOURN & POSE TGBT LANGEVIN | 18 973,68 | 0,00 | 0 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 23/02/2018 | CYLINDRES ANTI PINCE DOIGTS COF A LARDER RIV BLOC | 3 347,98 | 0,00 | 0 |
| 23/02/2018 | SERRURERIE CURIE I | 4 297,42 | 0,00 | 0 |
| 23/02/2018 | CYLINDRE SERRURIE LANGEVIN PRIMAIRE | 1 152,52 | 0,00 | 0 |
| 23/02/2018 | COULISSEAUX D'ALLONGT BOUTON SEUL EXPER ACCOUPLEM | 2 319,60 | 0,00 | 0 |
| 23/02/2018 | CYLINDRES TRX SECURITE OFFICES | 943,20 | 0,00 | 0 |
| 23/02/2018 | PLAN TOPOGRAPHIQUE RUE ROBESPIERRE | 1 128,00 | 0,00 | 0 |
| 26/02/2018 | TRX CONFORMITE PISCINE PORZOU | 68 890,18 | 0,00 | 0 |
| 28/02/2018 | EQUIPEMENT ECOLES ELEMENTAIRES | 5 434,88 | 0,00 | 5 |
| 01/03/2018 | LAMPES ET MODULES A LED | 1 296,72 | 0,00 | 5 |
| 01/03/2018 | ETANCHEITE BASSINS ET POSE DE BACHES | 6 279,00 | 0,00 | 0 |
| 06/03/2018 | EXTENSION & RENOVATION BIBLIOTHEQUE ARAGON (201801-00046) | 43 662,73 | 0,00 | 0 |
| 06/03/2018 | GODET SUR BENNE PRENEUSE | 1 879,67 | 0,00 | 10 |
| 07/03/2018 | CAMERAS PIETONS | 4 226,40 | 0,00 | 10 |
| 07/03/2018 | INSTALLATION CORDONS ECOLES | 124,80 | 0,00 | 1 |
| 07/03/2018 | IMAC 21.5 | 2 974,80 | 0,00 | 5 |
| 07/03/2018 | CLASSIC BAIN MARIE | 3 243,60 | 0,00 | 10 |
| 07/03/2018 | MEUBLE DE PRE TRI | 2 790,00 | 0,00 | 10 |
| 08/03/2018 | STORES FOYER BOURDON | 4 445,09 | 0,00 | 0 |
| 08/03/2018 | ARBUSTES ARAGON | 602,14 | 0,00 | 0 |
| 08/03/2018 | 10 GRAVEURS DVD-CD EXTERNES | 257,08 | 0,00 | 1 |
| 08/03/2018 | SOURIS OPTIQUES + CLES USB + CABLES | 608,59 | 0,00 | 1 |
| 09/03/2018 | REVETEMENTS SOLS FOYER BOURDON | 403,20 | 0,00 | 0 |
| 09/03/2018 | FOURN SERRURERIE CENTRE LOISIRS LA HOUSSIERE | 1 044,36 | 0,00 | 0 |
| 09/03/2018 | MATERIEL DE SPORT | 244,04 | 0,00 | 1 |
| 09/03/2018 | FOURNITURE ELECTRICITE CCS GS CURIE | 666,17 | 0,00 | 0 |
| 09/03/2018 | REPERAGE ET ANALYSES AMIANTE GYMNASE AMPERE | 238,80 | 0,00 | 0 |
| 09/03/2018 | 3 FAUTEUILS DE TRAVAIL | 1 078,50 | 0,00 | 10 |
| 13/03/2018 | 10 PC DE BUREAU LENOVO M710Q TINY | 7 997,48 | 0,00 | 5 |
| 13/03/2018 | TABLETTE SURFACE PRO I5+ACCESSOIRES+EXT GARANTIE | 1 763,50 | 0,00 | 5 |
| 13/03/2018 | 20 PC DE BUREAU LENOVO M710Q TINY | 15 994,97 | 0,00 | 5 |
| 14/03/2018 | REV PRIX FACT 2017 MISE AU NORME JEUX EXT PERGAUD (201801-00066) | 468,72 | 0,00 | 0 |
| 14/03/2018 | REV PRIX 2017 AMENAGT SOLS SOUPLE PARC H BARBUSSE (201801-00067) | 220,64 | 0,00 | 1 |
| 14/03/2018 | TRX CONFORMITE PISCINE PORZOU | 308 316,66 | 0,00 | 0 |
| 14/03/2018 | ASSISTANCE MO GYMNASE AMPERE | 19 200,00 | 0,00 | 0 |
| 14/03/2018 | HP TRANSCEIVER X130 SFP+ LC SR | 175,97 | 0,00 | 1 |
| 15/03/2018 | EXTENSION & RENOVATION BIBLIOTHEQUE ARAGON | 13 793,78 | 0,00 | 0 |
| 15/03/2018 | TRX SÉCURISATION ROBESPIERRE | 14 899,92 | 0,00 | 0 |
| 15/03/2018 | TRX ACCOMPAGNEMENT PERIPHERIQUE ROBESPIERRE GENIE | 8 899,20 | 0,00 | 0 |
| 15/03/2018 | TRX TELECOMMUNICATION AMENAGT PRE DE LA ROQUETTE | 5 388,60 | 0,00 | 0 |
| 15/03/2018 | EXTENSION & RENOVATION BIBLIOTHEQUE ARAGON | 5 782,35 | 0,00 | 0 |
| 20/03/2018 | CAFETIERE MELITTA EASY THERM | 31,50 | 0,00 | 1 |
| 20/03/2018 | HONO PROGRAMMISTE TRX DE RESTRUCTURATION EQUIPT CB | 16 331,84 | 0,00 | 0 |
| 21/03/2018 | EXTINCTEURS BIBLIOTHEQUE ARAGON | 963,90 | 0,00 | 0 |
| 21/03/2018 | PLAQUES+ ADHESIFS POUR SECURITE GROUPES SCOLAIRES | 1 258,75 | 0,00 | 0 |
| 21/03/2018 | MATERIELS D'ENTRETIEN POUR MICROFIBRE | 15 058,92 | 0,00 | 10 |
| 21/03/2018 | SOLUTION GESTION DE COURRIER | 13 574,12 | 0,00 | 7 |
| 21/03/2018 | FOURN MACONNERIE PERGAUD | 3 849,59 | 0,00 | 0 |
| 21/03/2018 | REMPLACEMENT BATTERIE ALARMES LANGEVIN | 980,18 | 0,00 | 0 |
| 21/03/2018 | FOURN ELECTRICITE CCS | 2 220,00 | 0,00 | 0 |
| 23/03/2018 | MATERIEL INFORMATIQUE | 430,32 | 0,00 | 1 |
| 23/03/2018 | MATERIEL INFORMATIQUE | 239,40 | 0,00 | 1 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 23/03/2018 | HP PRODESK 600 + ACCESSOIRES | 1 137,66 | 0,00 | 5 |
| 23/03/2018 | MICRO + ACCESSOIRES | 323,76 | 0,00 | 1 |
| 26/03/2018 | ACQ SECT COURONNE RUE COURONNE PROLONGEE BK86 A 92 | 97 247,63 | 0,00 | 0 |
| 28/03/2018 | LICENCE GESPAGE | 5 302,80 | 0,00 | 7 |
| 28/03/2018 | TABLETTE MICROSOFT SURFACE PRO I5-7300U | 1 734,82 | 0,00 | 5 |
| 28/03/2018 | PARAPHEUR BUREAUTIQUE | 7 980,00 | 0,00 | 7 |
| 28/03/2018 | CHEMINEMENT THOREZ | 3 998,50 | 0,00 | 0 |
| 30/03/2018 | TERRAIN BT 679 680 681 683 | 10 000,00 | 0,00 | 0 |
| 04/04/2018 | SERVEURS | 7 704,32 | 0,00 | 5 |
| 04/04/2018 | SOLUTION HP 3PAR | 32 357,17 | 0,00 | 5 |
| 04/04/2018 | TABLETTE + DISQUES DURS EXTERNES + CARTE SD | 521,80 | 0,00 | 1 |
| 06/04/2018 | CREATION DE BRANCHEMENT RUE DE CEVENNES | 1 959,64 | 0,00 | 0 |
| 09/04/2018 | LOGICIEL BIBLIOTHEQUE ELSA TRIOLET | 443,87 | 0,00 | 1 |
| 09/04/2018 | MATERIEL VIDEOPROJECTEUR | 1 164,00 | 0,00 | 10 |
| 10/04/2018 | CONCOURS MO TRX CONF PISCINE | 21 209,21 | 0,00 | 0 |
| 10/04/2018 | AIDE AU RELOGT QUARTIER GUERIN MME DA SILVA LOPES | 3 000,00 | 0,00 | 0 |
| 10/04/2018 | BIBLIOTHEQUE ELSA TRIOLET | 292,81 | 0,00 | 1 |
| 10/04/2018 | JEUX ET JOUETS | 2 400,00 | 0,00 | 10 |
| 10/04/2018 | MOBILIER BIBLIOTHEQUE | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 10/04/2018 | MOBILIER ECOLE | 234,25 | 0,00 | 1 |
| 10/04/2018 | JEUX ET JOUETS | 49,28 | 0,00 | 1 |
| 10/04/2018 | JEUX ET JOUETS | 1 222,62 | 0,00 | 10 |
| 10/04/2018 | JEUX ET JOUETS | 566,48 | 0,00 | 1 |
| 10/04/2018 | JEUX ET JOUETS | 940,56 | 0,00 | 10 |
| 10/04/2018 | CAFETIERES | 160,90 | 0,00 | 1 |
| 10/04/2018 | JEUX ET JOUETS | 1 200,24 | 0,00 | 10 |
| 11/04/2018 | EXTENSION & RENOVATION BIBLIOTHEQUE ARAGON | 16 280,45 | 0,00 | 0 |
| 13/04/2018 | FOURN POSE PLAGE ARRIERE AVEC DOSSERET | 1 112,40 | 0,00 | 0 |
| 13/04/2018 | SOUFFLEUR KUBOTA+BATTERIE+TAILLE HAIE | 2 486,76 | 0,00 | 10 |
| 13/04/2018 | CLOTURE BIBLIOTHEQUE ARAGON | 9 686,33 | 0,00 | 0 |
| 13/04/2018 | ESCABEAU + PINCE A RIVETER | 459,78 | 0,00 | 1 |
| 13/04/2018 | BALAYEUSE DE VOIRIE | 140 841,70 | 0,00 | 5 |
| 13/04/2018 | CORBEILLES EXTERIEURS VIGIPIRATE | 12 693,54 | 0,00 | 10 |
| 13/04/2018 | EXTINCTEURS CAF | 263,16 | 0,00 | 1 |
| 13/04/2018 | INSTALLATION D'UN DIFFUSEUR SONORE CURIE MATERNELL | 1 010,95 | 0,00 | 0 |
| 13/04/2018 | DIFFUSEURS LUMINEUX ET SONORE JOLIOT CURIE | 15 953,65 | 0,00 | 0 |
| 13/04/2018 | ELECTRICAL TESTER | 257,20 | 0,00 | 1 |
| 13/04/2018 | ETUDE URBAINE SCHEMA GLOBAL AMENAGT CHATEAU BLANC | 25 056,00 | 0,00 | 0 |
| 13/04/2018 | CHARIOTS DE MENAGE | 1 716,55 | 0,00 | 10 |
| 13/04/2018 | MONOBROSSES | 2 152,20 | 0,00 | 10 |
| 16/04/2018 | MODULE BATTERIES ONDULEUR PCA | 1 082,16 | 0,00 | 5 |
| 19/04/2018 | POINTAGE ANIMALINS | 4 071,00 | 0,00 | 7 |
| 19/04/2018 | SAUTEUSE AUTOCLAVE | 28 152,00 | 0,00 | 5 |
| 19/04/2018 | CONFORMITE ELECTRICITE DEZIRE | 1 752,24 | 0,00 | 0 |
| 19/04/2018 | MO REALISATION TERRAIN GAZON SYNTHETIQUE (201801-00131) | 2 514,00 | 0,00 | 0 |
| 19/04/2018 | SOLUTION DE PAIEMENT EN LIGNE (201801-00132) | 5 621,40 | 0,00 | 7 |
| 19/04/2018 | AMENGT COURS COMMUNE RUE GAMBETTA | 20 497,19 | 0,00 | 0 |
| 19/04/2018 | SCANNER V370 EPSON | 129,00 | 0,00 | 1 |
| 19/04/2018 | SOUFFLEUR TAILLE HAIE ELAGUEUSE DEBROUSSAILLEUSE | 3 705,66 | 0,00 | 10 |
| 19/04/2018 | REMPLACEMENT VEGETAUX | 7 458,51 | 0,00 | 0 |
| 19/04/2018 | FOURN ELECTRICITE SALLE FESTIVE CCS | 2 968,32 | 0,00 | 0 |
| 19/04/2018 | FOURN ELECTRICITE RIVE GAUCHE CCS | 258,67 | 0,00 | 0 |
| 19/04/2018 | FOURNITURE ELECTRICITE CCS | 2 705,40 | 0,00 | 0 |
| 19/04/2018 | TRX CHARPENTE AMENAGT LOCAUX ANIMALINS DURUY | 8 379,14 | 0,00 | 0 |
| 19/04/2018 | PONCEUSE ET LIME ELECTRIQUE | 224,80 | 0,00 | 1 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 19/04/2018 | ETUDE ELABORATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT NUMERIQU | 34 680,00 | 0,00 | 0 |
| 19/04/2018 | SCIE CIRCULAIRE ATELIER MACONNERIE | 291,22 | 0,00 | 1 |
| 19/04/2018 | ACC A BOUDINER ATELIER COUVERTURE | 514,49 | 0,00 | 1 |
| 19/04/2018 | STAND + MUR + CHAISES FETES ET CEREMONIES | 2 004,30 | 0,00 | 10 |
| 19/04/2018 | COMPLEMENT D'ALARME INCENDIE | 1 093,80 | 0,00 | 0 |
| 24/04/2018 | IMPRIMANTES RH - RM | 1 454,80 | 0,00 | 5 |
| 24/04/2018 | OEUVRE "BANC DE SABLE ET EAU" | 1 500,00 | 0,00 | 0 |
| 24/04/2018 | APPAREIL DE DETECTION FILS ET CABLES | 357,00 | 0,00 | 1 |
| 24/04/2018 | VIDEOPROTECTION GAMBETTA | 6 681,22 | 0,00 | 0 |
| 24/04/2018 | ACQUISITION PARCELLE BK77 ET BK78 RUE DE COURONNE | 36 493,31 | 0,00 | 0 |
| 24/04/2018 | MATERIEL INFORMATIQUE | 79,03 | 0,00 | 5 |
| 26/04/2018 | ARMOIRE - CAISSON -PLUMIER... | 1 127,35 | 0,00 | 10 |
| 26/04/2018 | ARMOIRE - CAISSON - PLUMIER... | 715,91 | 0,00 | 1 |
| 26/04/2018 | FAUTEUILS DE TRAVAIL | 1 790,21 | 0,00 | 10 |
| 26/04/2018 | INVESTISSEMENT MOBILIER CLSH | 8 610,73 | 0,00 | 10 |
| 26/04/2018 | ARMOIRES - VITRINES | 1 111,87 | 0,00 | 10 |
| 26/04/2018 | MATERIEL DE SPORT | 689,98 | 0,00 | 1 |
| 26/04/2018 | MOBILIER LUDOTHEQUE | 8 847,17 | 0,00 | 10 |
| 26/04/2018 | MOBILIER MULTIMEDIA DDU 2014 | 5 104,82 | 0,00 | 10 |
| 26/04/2018 | MOBILIER BIBLIOTHEQUE | 3 386,38 | 0,00 | 10 |
| 27/04/2018 | REHAUSSEURS VOITURE | 65,80 | 0,00 | 1 |
| 02/05/2018 | NETTOYEUR HAUTE PRESSION | 60 035,80 | 0,00 | 10 |
| 02/05/2018 | POSTE TELEPHONIQUE CABINET DU MAIRE | 340,80 | 0,00 | 1 |
| 02/05/2018 | REFECTION TOITURE LOCAUX ANIMALINS DURUY | 25 561,91 | 0,00 | 0 |
| 02/05/2018 | COUVERTURE ARDOISE AMENAGT LOCAUX ANIMALINS DURUY | 6 965,44 | 0,00 | 0 |
| 02/05/2018 | CAFETIERE ROWENTA | 59,99 | 0,00 | 1 |
| 02/05/2018 | TRX SECURITE PMR CENTRE DEZIRE | 9 694,80 | 0,00 | 0 |
| 02/05/2018 | REMPLACEMENT RESEAU ALIMENTATION PREAU ECOLE FERRY | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 22/05/2018 | FILETS DE FOOT ET BOBINE DRISSE ET SANDOW | 3 589,30 | 0,00 | 10 |
| 23/05/2018 | LICENCE STOREONCE VSA | 1 821,65 | 0,00 | 7 |
| 23/05/2018 | 8 CHARIOTS DE SERVICE INOX | 1 212,67 | 0,00 | 10 |
| 23/05/2018 | TRANCHEUR A PAIN ELECTRIQUE | 2 392,18 | 0,00 | 10 |
| 23/05/2018 | IMPRIMANTE HP OFFICEJET PRO 8210 | 66,85 | 0,00 | 1 |
| 23/05/2018 | REFECTION COUVERTURE BAINS DOUCHES | 23 343,69 | 0,00 | 0 |
| 23/05/2018 | PC PORTABLE ELITEBOOK 850 G3 DSC | 1 002,94 | 0,00 | 5 |
| 23/05/2018 | 2 FAUTEUILS DE TRAVAIL | 662,59 | 0,00 | 1 |
| 23/05/2018 | STANDS-MURS-PIQUETS-POIDS FONTE | 1 899,84 | 0,00 | 10 |
| 23/05/2018 | CONNECTEUR AIRS DELIB / FAST | 11 676,00 | 0,00 | 7 |
| 25/05/2018 | VIDEOPROTECTION ROBESPIERRE | 15 121,57 | 0,00 | 0 |
| 25/05/2018 | ENCEINTE ET APPAREIL PHOTO | 393,70 | 0,00 | 1 |
| 25/05/2018 | ELEMENTS DE MOTRICITE TORTUE | 756,00 | 0,00 | 1 |
| 30/05/2018 | PISCINE PORZOU REMPLACEMENT MENUISERIE ALU (201801-00182) | 4 890,00 | 0,00 | 0 |
| 30/05/2018 | TRX AMENAGEMENT AIRE FITNESS PARC GRACCHUS BABEUF | 12 810,00 | 0,00 | 10 |
| 30/05/2018 | DIAGNOSTIC AMIANTE ET PLOMB AVANT DEMOLITION | 578,40 | 0,00 | 0 |
| 30/05/2018 | RENOVATION CHARPENTE BAINS DOUCHE | 2 886,97 | 0,00 | 0 |
| 30/05/2018 | FOURNITURE ET POSE LETTRES ADHESIVES BIB ARAGON | 279,60 | 0,00 | 0 |
| 30/05/2018 | TRAV MACONNERIE PERGAUD | 1 634,36 | 0,00 | 0 |
| 31/05/2018 | TRICYCLES | 498,08 | 0,00 | 1 |
| 31/05/2018 | CLAVIER - DICTAPHONE | 129,77 | 0,00 | 1 |
| 31/05/2018 | TAPIS / EDRA KIT / ARCADE | 835,00 | 0,00 | 10 |
| 01/06/2018 | EXPOSITION "MAI 68" | 560,00 | 0,00 | 1 |
| 01/06/2018 | IMPRIMANTE HP OFFICEJET PRO 8210 | 66,85 | 0,00 | 1 |
| 01/06/2018 | 8 CHAISES | 722,50 | 0,00 | 10 |
| 01/06/2018 | VITRINES | 1 492,94 | 0,00 | 10 |
| 01/06/2018 | TABLES + CHAISES | 928,18 | 0,00 | 10 |
| 01/06/2018 | 8 CLAVIERS SAMSUNG GRAPHITE M25 | 472,00 | 0,00 | 1 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 06/06/2018 | PANIER DE BASKET ET TAPIS | 198,72 | 0,00 | 1 |
| 06/06/2018 | POUF.. | 339,65 | 0,00 | 1 |
| 06/06/2018 | SCANNER+ADAPTATEURS HDMI+PRESENTATEURS SANS FIL | 524,39 | 0,00 | 1 |
| 06/06/2018 | TABLES + CHAISES | 4 838,83 | 0,00 | 10 |
| 06/06/2018 | TABLES + CHAISES | 3 582,25 | 0,00 | 10 |
| 06/06/2018 | TABLES + CHAISES | 2 733,08 | 0,00 | 10 |
| 06/06/2018 | TABLES + CHAISES | 1 107,49 | 0,00 | 10 |
| 06/06/2018 | LAVE LINGE | 300,00 | 0,00 | 1 |
| 06/06/2018 | XMIND PRO8 | 660,00 | 0,00 | 1 |
| 07/06/2018 | ACQUISITION TELEPHONE PORTABLE | 479,88 | 0,00 | 1 |
| 08/06/2018 | TABLETTE SURFACE PRO I5-7300U + ACCESSOIRES | 1 642,84 | 0,00 | 5 |
| 11/06/2018 | TABLEAU MURAL BLANC | 119,29 | 0,00 | 1 |
| 11/06/2018 | EXTENSION & RENOVATION BIBLIOTHEQUE ARAGON | 4 398,44 | 0,00 | 0 |
| 11/06/2018 | CLOTURES ECOLE PERGAUD RUE DU PRE DE LA ROQUETTE | 6 137,02 | 0,00 | 0 |
| 11/06/2018 | AMENAGEMT D'UNE AIR DE JEUX AU PARC COTTON | 3 707,70 | 0,00 | 10 |
| 11/06/2018 | AMENAGT AIRE DE JEU MIRABEAU | 2 331,72 | 0,00 | 10 |
| 15/06/2018 | TRX AMENAGT SECTEUR PRE LA ROQUETTE ENTREE PERGAUD | 7 782,38 | 0,00 | 0 |
| 15/06/2018 | COMPLEMENT DE DETECTION INTRUSION | 782,45 | 0,00 | 0 |
| 15/06/2018 | DIAGNOSTIC TECHNIQUE GYMNASE AMPERE | 4 140,00 | 0,00 | 0 |
| 15/06/2018 | TRX REFECTION TOITURE CURIE I | 91 078,04 | 0,00 | 0 |
| 15/06/2018 | TONDEUSE MULCHING | 1 593,60 | 0,00 | 10 |
| 18/06/2018 | SCANNER A4 PORTABLE EPSON WORKFORCE DS-30 | 78,08 | 0,00 | 1 |
| 18/06/2018 | 10 SOURIS VERTICALES USB | 173,16 | 0,00 | 1 |
| 19/06/2018 | 40 CHAISES | 1 766,40 | 0,00 | 10 |
| 19/06/2018 | 12 TABLES RABATTABLES | 2 740,49 | 0,00 | 10 |
| 20/06/2018 | TRAVAUX DE NETTOYAGE DE L'EGLISE CENTRE | 10 080,00 | 0,00 | 0 |
| 20/06/2018 | AMENAGT D'UNE STRUCTURES DE FITNESS | 6 871,76 | 0,00 | 10 |
| 20/06/2018 | AMENAGT AIRES DE JEUX DANS LES ECOLES | 18 233,98 | 0,00 | 10 |
| 20/06/2018 | TERRAIN GAZON SYNTHETIQUE | 4 006,80 | 0,00 | 0 |
| 20/06/2018 | MENUISERIE LANGEVIN MATERNELLE | 1 861,20 | 0,00 | 0 |
| 20/06/2018 | MENUISERIE LANGEVIN MATERNELLE | 6 280,80 | 0,00 | 0 |
| 22/06/2018 | 2 FAUTEUILS + 2 CHAISES | 1 531,74 | 0,00 | 10 |
| 22/06/2018 | CRÉDENCE INOX OFFICE MACÉ | 2 416,80 | 0,00 | 0 |
| 27/06/2018 | MARIMBA ET VIBRAPHONE | 20 700,00 | 0,00 | 10 |
| 29/06/2018 | ACCESIBILITE HANDICAPES SECURISATION DES ESCALIERS | 39 153,12 | 0,00 | 0 |
| 29/06/2018 | ELECTRICITE RIVE GAUCHE | 2 566,92 | 0,00 | 0 |
| 03/07/2018 | 2 SSD 2,5 " 1TB+2BOITIERS ICY+2SONDES THERMIQUES | 1 125,60 | 0,00 | 5 |
| 03/07/2018 | CREATIVE CLOUD | 2 015,71 | 0,00 | 7 |
| 03/07/2018 | 10 SWITCH (CISCO SMALL BUSINESS) | 555,36 | 0,00 | 1 |
| 03/07/2018 | VENTILATEUR SUR PIED | 37,20 | 0,00 | 1 |
| 03/07/2018 | VOIE D'ACCES PALCE DU 19 MARS 1962 | 2 406,00 | 0,00 | 0 |
| 03/07/2018 | SUPPRESSION BRANCHEMENT AERIEN QUARTIER QUERIN | 260,40 | 0,00 | 0 |
| 03/07/2018 | CLOTURES SECURISATION RESIDENCE LA FORET | 1 858,61 | 0,00 | 0 |
| 04/07/2018 | IMPRIMANTES MULTIFONCTIONS HP LASERJET M426FW | 549,42 | 0,00 | 1 |
| 04/07/2018 | OPEN GOV OFFICE PRO PLUS 2016 NL | 456,00 | 0,00 | 1 |
| 05/07/2018 | PLANCHES CONNECTABLES - PLANCHE EQUILIBRE.. | 595,01 | 0,00 | 1 |
| 06/07/2018 | BAC A ULTRASON ED1820 | 985,20 | 0,00 | 10 |
| 06/07/2018 | FOURN&INSTALLATION D'UNE ASPIRATION FUMEES SOUDAGE | 7 440,00 | 0,00 | 10 |
| 06/07/2018 | COORDINATION SECURITE SANTE ECOLE MACE | 768,00 | 0,00 | 0 |
| 06/07/2018 | CASQUE PLANTRONICS CS540+APA23 | 827,96 | 0,00 | 10 |
| 06/07/2018 | TELEPHONE ACCUEIL MAIRIE | 85,19 | 0,00 | 1 |
| 06/07/2018 | FOURN ET POSE STRUCTURE MULTIFONCTION LANGEVIN MAT | 7 411,24 | 0,00 | 10 |
| 06/07/2018 | JEUX GROUPE SCOLAIRE | 17 466,65 | 0,00 | 10 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 06/07/2018 | TRX CADRE AGENDA ACCESSIBILITE | 31 663,82 | 0,00 | 0 |
| 06/07/2018 | EXTENSION & RENOVATION BIBLIOTHEQUE ARAGON | 1 475,19 | 0,00 | 0 |
| 17/07/2018 | MATERIEL FITNESS | 19 770,00 | 0,00 | 10 |
| 17/07/2018 | PAIRE DE BUT A 11 | 2 496,00 | 0,00 | 10 |
| 17/07/2018 | ANALYSE AMIANTE MACE | 511,20 | 0,00 | 0 |
| 18/07/2018 | SWITCHS HP | 481,26 | 0,00 | 1 |
| 18/07/2018 | TABLEAU MURAL BLANC POUR PROJECTION | 134,08 | 0,00 | 1 |
| 18/07/2018 | SD2,5" 1TB+SONDE THERMIQUE+BOITIER ICY+EXT MEMOIRE | 567,24 | 0,00 | 1 |
| 18/07/2018 | MATERIELS DE TRANSPORT DES REPAS | 3 925,20 | 0,00 | 10 |
| 19/07/2018 | TRAVAUX DE DEMOLITION ET GROS OEUVRE MAT DURUY | 21 504,26 | 0,00 | 0 |
| 19/07/2018 | SOL PROTECTION MODULABLE ET AUTOMOBILE ENFANT | 621,00 | 0,00 | 1 |
| 19/07/2018 | CONTROLE TECHNIQUE CSPS TRX GYM AMPERE | 1 020,00 | 0,00 | 0 |
| 24/07/2018 | LOGICIEL COREL-LI/CORELDRAW GRAPHICS SUITE 2018 | 444,80 | 0,00 | 1 |
| 24/07/2018 | SAXOPHONE SOPRANO COURBE MAGILANCK | 764,00 | 0,00 | 1 |
| 24/07/2018 | 5 LAVE-LINGES FRONTAL 8KG CANDY | 1 707,37 | 0,00 | 10 |
| 24/07/2018 | TABLETTES ELUS | 14 019,82 | 0,00 | 5 |
| 24/07/2018 | ROBOT RUSSEL HOBBS 19006-5 | 79,90 | 0,00 | 1 |
| 25/07/2018 | JEUX ET JOUETS - ESCALIER | 163,18 | 0,00 | 1 |
| 25/07/2018 | AMENAGEMENT INTERIEUR ANIMALINS DURUY | 5 717,64 | 0,00 | 0 |
| 26/07/2018 | HONORAIRE ACQUISITION FONDS DE COMMERCE | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 26/07/2018 | RENOVATION ECOLE DURUY | 902,89 | 0,00 | 0 |
| 27/07/2018 | ARMOIRES + LAMPES DE BUREAU | 1 447,20 | 0,00 | 10 |
| 27/07/2018 | PACKAGE RENEELAB | 546,00 | 0,00 | 1 |
| 30/07/2018 | CLIMATISEUR MOBILE | 199,00 | 0,00 | 1 |
| 01/08/2018 | MOBILIER BIBLIOTHEQUE ARAGON | 26 081,28 | 0,00 | 10 |
| 03/08/2018 | EXTINCTEUR EGLISE | 107,64 | 0,00 | 5 |
| 03/08/2018 | ENCEINTES ET PIEDS | 1 297,28 | 0,00 | 10 |
| 03/08/2018 | REFRIGERATEUR | 129,00 | 0,00 | 1 |
| 03/08/2018 | MATERIEL DE MUSIQUE ET D ORCHESTRE | 6 295,86 | 0,00 | 10 |
| 06/08/2018 | 5 HP SLIM ADAPTATEUR SECTEUR | 288,00 | 0,00 | 1 |
| 06/08/2018 | LICENCE FINAL CUT PRO X | 358,68 | 0,00 | 1 |
| 06/08/2018 | CRIC DL.32A | 195,37 | 0,00 | 10 |
| 08/08/2018 | 5 LICENCES ACROBAT 2017 | 1 752,00 | 0,00 | 7 |
| 08/08/2018 | TABLEAU MURAL BLANC | 74,18 | 0,00 | 1 |
| 08/08/2018 | 4 SSD 1 TO SAMSUNG 860 PRO | 1 550,40 | 0,00 | 5 |
| 08/08/2018 | TABLEAU MURAL BLANC | 74,18 | 0,00 | 1 |
| 08/08/2018 | TABLEAU PIVOTANT 2 FACES AVEC ROULETTES | 240,34 | 0,00 | 1 |
| 09/08/2018 | COLLIER CIRCA 1930 ELSA TRIOLET | 1 105,00 | 0,00 | 0 |
| 10/08/2018 | FAUTEUIL DE TRAVAIL | 423,58 | 0,00 | 1 |
| 10/08/2018 | 2 AUTOLAVEUSES A BATTERIE | 11 676,00 | 0,00 | 10 |
| 10/08/2018 | MOBILIER | 257,88 | 0,00 | 1 |
| 10/08/2018 | CLIMATISEURS | 518,00 | 0,00 | 1 |
| 10/08/2018 | VENTILATEURS | 84,90 | 0,00 | 1 |
| 13/08/2018 | PORTE SECURITE LOGT VACANT FAUCIGNY | 1 161,60 | 0,00 | 10 |
| 13/08/2018 | TAILLE HAIE PERCHE | 738,65 | 0,00 | 10 |
| 13/08/2018 | RENOVATION PEINTURE ECOLE DURUY ANIMALINS | 4 585,80 | 0,00 | 0 |
| 13/08/2018 | EXTINCTEURS PORTATIF | 163,20 | 0,00 | 5 |
| 16/08/2018 | ENCEINTES ET MINI MONITOR | 837,00 | 0,00 | 10 |
| 17/08/2018 | EXTENSION & RENOVATION BIBLIOTHEQUE ARAGON | 5 311,86 | 0,00 | 0 |
| 17/08/2018 | TRX PLOMBERIE LOCAUX ASSOCIATIF DURUY | 2 242,80 | 0,00 | 0 |
| 17/08/2018 | RENOVATION PEINTURE ECOLE DURUY | 3 308,62 | 0,00 | 0 |
| 17/08/2018 | TRX METALLERIE ACCESSIBILITE BAT COMMUNAUX | 70 235,36 | 0,00 | 0 |
| 17/08/2018 | AMENAGEMENT INTERIEURS ANIMALINS DURUY | 46 248,36 | 0,00 | 0 |
| 17/08/2018 | REMPLACEMT GAZON SYNTHETIQUE STADE CELESTIN DUBOIS | 187 590,60 | 0,00 | 0 |
| 17/08/2018 | TOITURE ECOLE PRIMAIRE CURIE | 93 119,54 | 0,00 | 0 |
| 20/08/2018 | LITS PLIANTS | 599,90 | 0,00 | 1 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 21/08/2018 | TRX PLOMBERIE CHAUFFAGE ANIMALINS DURUY MATERNELLE | 18 859,20 | 0,00 | 0 |
| 21/08/2018 | FOURN & POSE MENUISERIE ALU ANIMALINS DURUY MAT | 21 479,24 | 0,00 | 0 |
| 21/08/2018 | TRAVAUX RENOVATION GYMNASE AMPERE | 278 454,57 | 0,00 | 0 |
| 21/08/2018 | MENUISERIE GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN | 288,36 | 0,00 | 0 |
| 21/08/2018 | TRX DESAMIANTAGE POTEAUX ECOLE AMPERE | 12 300,00 | 0,00 | 0 |
| 21/08/2018 | TRX DESAMIANTAGE PREAUX ECOLE MACE | 43 320,00 | 0,00 | 0 |
| 21/08/2018 | TRX PLOMBERIE REMPLACMT CANALISATION ECOLE FERRY P | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 23/08/2018 | TABLES - CHAISES - TABOURET | 2 189,36 | 0,00 | 10 |
| 27/08/2018 | TRX CONFORMITE PISCINE PORZOU | 33 420,00 | 0,00 | 0 |
| 27/08/2018 | RACCORDEMENT ELECTRIQUE 175 RUE PRE DE LA ROQUETTE | 6 195,14 | 0,00 | 0 |
| 28/08/2018 | MACONNERIE GS DURUY | 1 207,91 | 0,00 | 0 |
| 30/08/2018 | CLOISONNETTE - BARRE DE LIAISON - RACCORDS | 2 427,60 | 0,00 | 10 |
| 30/08/2018 | BARRIERE DE PROTECTION REGLABLE | 64,59 | 0,00 | 1 |
| 07/09/2018 | 50 TABLETTES ANDROID 9.7 ANIMALINS | 28 188,00 | 0,00 | 5 |
| 07/09/2018 | SWITCHS (ANIMALINS) | 3 598,80 | 0,00 | 5 |
| 07/09/2018 | LOGICIEL BIBLIOTHEQUE | 8 400,00 | 0,00 | 7 |
| 12/09/2018 | CYLINDRE SERRURERIE LOCAUX ASSOCIATIF DURUY | 884,33 | 0,00 | 0 |
| 12/09/2018 | MODIF RACCORDT TELEPHONIQUE EXTENSION CURI MAT | 487,99 | 0,00 | 0 |
| 12/09/2018 | MESURE D'EMPOUSSIEREMENT TRX DESAMIANTAGE MACE | 2 700,00 | 0,00 | 0 |
| 12/09/2018 | PC PORTABLE HP PROBOOK 650 G4 | 1 039,74 | 0,00 | 5 |
| 12/09/2018 | 27 TABLETTES IOS (ANIMALINS) | 17 820,00 | 0,00 | 5 |
| 14/09/2018 | GRAND MEUBLE A PORTES | 489,00 | 0,00 | 1 |
| 14/09/2018 | MATERIEL MOTRICITE | 4 385,28 | 0,00 | 10 |
| 18/09/2018 | TRX ANIMALINS DURUY MATERNELLE | 16 180,58 | 0,00 | 0 |
| 20/09/2018 | 46 CERTIFICATS RGS* | 3 864,00 | 0,00 | 7 |
| 20/09/2018 | CERTIFICAT RGS** CERTINOMIS | 110,40 | 0,00 | 1 |
| 20/09/2018 | CERTIFICAT RGS* CERTINOMIS | 84,00 | 0,00 | 1 |
| 20/09/2018 | MATERIELS D'ENTRETIEN POUR MICROFIBRE | 1 664,96 | 0,00 | 10 |
| 20/09/2018 | 8 CENTRIFUGEUSES | 9 600,00 | 0,00 | 10 |
| 20/09/2018 | 2 VENTILATEURS DE TABLE | 29,90 | 0,00 | 1 |
| 24/09/2018 | JOUET | 163,18 | 0,00 | 1 |
| 25/09/2018 | CT TRAVAUX GYMNASE AMPERE | 1 852,80 | 0,00 | 0 |
| 25/09/2018 | TRX COUVERTURE CURIE MATERNELLE | 101 351,70 | 0,00 | 0 |
| 25/09/2018 | MESURE D'EMPOUSSIEREMENT TRX DESAMIANTAGE AMPERE | 1 860,00 | 0,00 | 0 |
| 26/09/2018 | PLAN TOPO CIMETIÈRE DU MADRILLET | 8 872,00 | 0,00 | 0 |
| 26/09/2018 | ASPIRATEUR EAU POUSSIERES | 468,41 | 0,00 | 1 |
| 26/09/2018 | MANCHE A GACHETTE DETENDEUR LANCE A BRULER RALLONG | 359,32 | 0,00 | 10 |
| 26/09/2018 | TAPIS DE JEUX | 486,29 | 0,00 | 1 |
| 26/09/2018 | MEUBLES BAS | 937,73 | 0,00 | 10 |
| 26/09/2018 | MEUBLES BAS | 216,05 | 0,00 | 1 |
| 26/09/2018 | CHAISES | 1 050,62 | 0,00 | 10 |
| 26/09/2018 | BACS DE RANGEMENT | 66,49 | 0,00 | 1 |
| 26/09/2018 | FOURN & POSE STRUCTURE MULTIFONCTION LANGEVIN MAT | 11 081,92 | 0,00 | 10 |
| 26/09/2018 | CHAISES | 1 856,94 | 0,00 | 10 |
| 26/09/2018 | GUITARE ET HOUSSE | 172,15 | 0,00 | 10 |
| 26/09/2018 | TRX AMENAGEMENT PRE DE LA ROQUETTE | 32 362,75 | 0,00 | 0 |
| 01/10/2018 | PC PORTABLE LENOVO X280 | 1 545,80 | 0,00 | 5 |
| 01/10/2018 | BABY FOOT BONZINI MODELE B90 | 1 640,00 | 0,00 | 10 |
| 05/10/2018 | REMPLACEMENT RESEAU ALIMENTATION PREAU ECOLE FERRY | 9 680,93 | 0,00 | 0 |
| 05/10/2018 | TRX PLOMBERIE REMPLACMT CANALISATION ECOLE FERRY P | 8 241,60 | 0,00 | 0 |
| 05/10/2018 | MEUBLES HAUTS ET BAS | 87,80 | 0,00 | 1 |
| 08/10/2018 | FOURN ET POSE SOL PVC ECOLE MACE PRIMAIRE I ET II | 25 301,85 | 0,00 | 0 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 08/10/2018 | VIDEOPROJECTEUR NEC PA550W + OPTIQUE | 3 000,00 | 0,00 | 5 |
| 08/10/2018 | VIDEOPROJECTEUR EPSON EB955WH | 696,00 | 0,00 | 1 |
| 08/10/2018 | CHEVALETS ECOLE CURIE II ELEMENTAIRE | 583,99 | 0,00 | 1 |
| 08/10/2018 | TABLES CHAISES ARMOIRES MEUBLES BAS TAPIS CASIERS | 3 141,99 | 0,00 | 10 |
| 08/10/2018 | TABLEAUX WALLON ELEMENTAIRE | 482,88 | 0,00 | 1 |
| 08/10/2018 | TABLEAUX LANGEVIN ELEMENTAIRE | 1 118,09 | 0,00 | 10 |
| 08/10/2018 | BUREAUX TABLES ARMOIRES CHAISES MEUBLES BAS CASIER | 11 728,15 | 0,00 | 10 |
| 08/10/2018 | TABLEAUX CURIE I ELEMENTAIRE | 724,32 | 0,00 | 1 |
| 08/10/2018 | TABLEAUX WALLON ELEMENTAIRE | 1 904,10 | 0,00 | 10 |
| 08/10/2018 | ARMOIRES FROIDES POSITIVES & NEGATIVES | 13 110,00 | 0,00 | 10 |
| 09/10/2018 | PISCINE A BALLES | 739,20 | 0,00 | 1 |
| 09/10/2018 | VIDEO PROJECTEUR | 421,30 | 0,00 | 1 |
| 12/10/2018 | MISE EN SECURITE TRANSFORMATEUR EDF CATELIER AMENG | 3 600,00 | 0,00 | 0 |
| 12/10/2018 | MICROCHAINE AKAI DM1802K | 129,00 | 0,00 | 1 |
| 12/10/2018 | RENFORCT ECLAIRAGE PUBLIC TERRAIN SYNTH GAGARINE | 19 992,16 | 0,00 | 0 |
| 16/10/2018 | REFECTION COURT DE TENNIS N°5 | 9 880,20 | 0,00 | 0 |
| 16/10/2018 | ASPIRATEUR EAU+POUSSIERE | 166,80 | 0,00 | 1 |
| 16/10/2018 | ECHELLE DE TOIT-ANCRAGE-ANTICHUTE-HARNAIS-CONNECTE | 4 755,17 | 0,00 | 10 |
| 16/10/2018 | FRAIS SUITE ACQUISITION TERRAIN ICADE BT 3459-350 (201801-00436) | 1 452,26 | 0,00 | 0 |
| 17/10/2018 | PIANO NUMERIQUE | 474,05 | 0,00 | 1 |
| 18/10/2018 | CLIPSO MINUT EASY 7.5L + POELE 28CM | 125,30 | 0,00 | 1 |
| 18/10/2018 | MACHINES A CAFE | 212,95 | 0,00 | 1 |
| 19/10/2018 | BUREAU-CHAISE-FAUTEUIL-BANQUETTE-BANC-LIT.. | 8 381,85 | 0,00 | 10 |
| 19/10/2018 | ARCHET CONTREBASSE | 140,00 | 0,00 | 1 |
| 19/10/2018 | TAPIS SUR MESURE | 698,40 | 0,00 | 1 |
| 22/10/2018 | SECURISATION ESCALIERS ECOLE PRIMAIRE JEAN MACE | 4 700,16 | 0,00 | 0 |
| 22/10/2018 | AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE DE JEUX AU PARC COTTON | 11 409,34 | 0,00 | 10 |
| 22/10/2018 | INSTAL & FOURN TOBOGGAN MIRABEAU | 5 682,05 | 0,00 | 0 |
| 22/10/2018 | GUIDE DE LAME MAGNETIQUE POUR MASSICOT | 576,40 | 0,00 | 1 |
| 22/10/2018 | OVID SYSTEM | 166,00 | 0,00 | 1 |
| 22/10/2018 | PIANO NUMERIQUE | 500,50 | 0,00 | 1 |
| 23/10/2018 | REPERAGE ET ANALYSE AMIANTE LANGEVIN | 2 012,40 | 0,00 | 0 |
| 23/10/2018 | TABLES - CHAISES - CAISSONS - POUFS - CHAUFFEUSE | 7 094,00 | 0,00 | 10 |
| 23/10/2018 | CHEVALETS | 583,99 | 0,00 | 1 |
| 23/10/2018 | TABLEAUX-TABLES-CAISSON-MEUBLE BAS-TAPIS | 10 900,01 | 0,00 | 10 |
| 23/10/2018 | TABLEAUX PIVOTANTS | 482,88 | 0,00 | 1 |
| 23/10/2018 | TAPIS DE JEUX | 1 337,29 | 0,00 | 10 |
| 23/10/2018 | BANCS - TABLE | 484,12 | 0,00 | 1 |
| 23/10/2018 | BACS A ALBUMS MOBILES | 530,44 | 0,00 | 1 |
| 23/10/2018 | BIBLIOTHEQUES PRESENTOIRS BIFACES | 1 071,98 | 0,00 | 10 |
| 23/10/2018 | BIBLIOTHEQUE PRESENTOIR BIFACE - BACS A LIVRES | 873,01 | 0,00 | 1 |
| 23/10/2018 | BIBLIOTHEQUES PRESENTOIRS BIFACES | 803,99 | 0,00 | 10 |
| 23/10/2018 | BACS A LIVRES MOBILES | 212,81 | 0,00 | 1 |
| 23/10/2018 | CHAISES | 449,71 | 0,00 | 1 |
| 23/10/2018 | BANCS - TABOURETS | 446,47 | 0,00 | 1 |
| 23/10/2018 | BANCS | 767,45 | 0,00 | 10 |
| 23/10/2018 | DESSERTES - BACS A BD | 824,81 | 0,00 | 10 |
| 26/10/2018 | LOGICIEL | 1 893,00 | 0,00 | 7 |
| 26/10/2018 | IMDEMNITE RESILIATION ANTICIPEE DU BAIL CONCORDE (201801-00467) | 173 384,00 | 0,00 | 30 |
| 29/10/2018 | TABLEAU BLANC EFFA | 41,99 | 0,00 | 1 |
| 29/10/2018 | ACQ SECT GUERIN PARCELLE AV46 CHEMIN DU BON CLOS | 7 000,00 | 0,00 | 0 |
| 29/10/2018 | ACHAT PORTABLE SAMSUNG GALAXY S8 NOIR | 659,88 | 0,00 | 1 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 29/10/2018 | CERTIFICAT SELS 3 ANS | 540,00 | 0,00 | 1 |
| 30/10/2018 | RIDEAUX WALLON PRIMAIRE | 2 621,40 | 0,00 | 10 |
| 30/10/2018 | RIDEAUX ECOLE LANGEVIN PRIMAIRE | 771,60 | 0,00 | 10 |
| 30/10/2018 | RIDEAUX DURUY PRIMAIRE | 2 072,40 | 0,00 | 10 |
| 02/11/2018 | CLOTURES RPA CROIZAT | 5 277,04 | 0,00 | 0 |
| 02/11/2018 | TRAVAUX MUR CIMETIERE | 30 978,61 | 0,00 | 0 |
| 02/11/2018 | AIDE AU RELOGEMENT QUARTIER GUERIN M ZAMBELLO | 3 000,00 | 0,00 | 0 |
| 06/11/2018 | CALCULATRICE CANON P1 | 84,71 | 0,00 | 1 |
| 06/11/2018 | LAVE-VAISSELLE | 3 686,02 | 0,00 | 10 |
| 07/11/2018 | PIED VELO ATELIER EN ALU | 211,90 | 0,00 | 1 |
| 08/11/2018 | TABOURETS DE BATTERIE | 765,00 | 0,00 | 10 |
| 09/11/2018 | SOLS COULOIRS MACE ELEMENTAIRE | 7 937,58 | 0,00 | 0 |
| 09/11/2018 | TABLE A HAUTEUR VARIABLE | 3 642,00 | 0,00 | 5 |
| 14/11/2018 | STEP AEROBIC | 456,24 | 0,00 | 1 |
| 14/11/2018 | RIDEAUX ET STORES ECOLE ROSSIF MAT | 4 007,94 | 0,00 | 10 |
| 14/11/2018 | CLOTURE ECOLE PERGAUD AMENAGT PRE DE LA ROQUETTE | 8 159,33 | 0,00 | 0 |
| 15/11/2018 | RADIOS CD ET K7 | 366,30 | 0,00 | 1 |
| 15/11/2018 | TABLES | 1 689,67 | 0,00 | 10 |
| 15/11/2018 | TROLLEY ACCUEIL MOBILE | 625,86 | 0,00 | 1 |
| 15/11/2018 | JEUX EXTERIEURS - JEUX EVEIL | 994,22 | 0,00 | 10 |
| 15/11/2018 | JEUX EXTERIEURS - JEUX EVEIL | 503,99 | 0,00 | 1 |
| 15/11/2018 | BACS A BD | 6 539,72 | 0,00 | 10 |
| 19/11/2018 | EXTINCTEURS ANIMALINS DURUY | 1 261,28 | 0,00 | 5 |
| 19/11/2018 | EXTENSION ALARME INCENDIE DURUY | 4 560,00 | 0,00 | 0 |
| 19/11/2018 | TERRAIN AR 382 PAR VOIE D ECHANGE | 32 887,70 | 0,00 | 0 |
| 20/11/2018 | VESTIAIRE MONOBLOC | 339,00 | 0,00 | 1 |
| 20/11/2018 | TABOURETS HAUTS | 409,94 | 0,00 | 1 |
| 20/11/2018 | VELO VS 900 | 853,10 | 0,00 | 10 |
| 20/11/2018 | MATERIEL DE SPORT | 416,10 | 0,00 | 1 |
| 22/11/2018 | DIAGNOSTIC STRUCTURE COMPLEMENTAIRE GYMNASE AMPERE | 5 340,00 | 0,00 | 0 |
| 22/11/2018 | SOLS SOUPLES HARTMANN SITE N°3 | 4 520,23 | 0,00 | 10 |
| 22/11/2018 | SECHES CHEVEUX PISCINE | 4 270,49 | 0,00 | 10 |
| 23/11/2018 | TABLETTE POUR SONO PISCINE | 160,70 | 0,00 | 1 |
| 23/11/2018 | CHARIOT A LIVRES | 606,00 | 0,00 | 1 |
| 23/11/2018 | AIDE AU RELOGEMENT QUARTIER GUERIN | 6 000,00 | 0,00 | 0 |
| 23/11/2018 | DISQUE DUR | 89,90 | 0,00 | 1 |
| 27/11/2018 | MO EXTENSION ANNEXE ECOLE MATERNELLE LANGEVIN | 13 601,91 | 0,00 | 0 |
| 27/11/2018 | ENSEMBLE PNEUMATIQUE HUILE 3/1 MOBILE | 900,00 | 0,00 | 10 |
| 27/11/2018 | PERCEUSE SANS FIL AVEC BATTERIE ET CHARGEUR | 427,20 | 0,00 | 1 |
| 28/11/2018 | ETUIS SAXOPHONE | 699,00 | 0,00 | 1 |
| 28/11/2018 | ARCHETS POUR ALTO | 150,00 | 0,00 | 1 |
| 29/11/2018 | ECLAIRAGE PUBLIC ECOLE LANGEVIN | 2 817,28 | 0,00 | 0 |
| 29/11/2018 | ECLAIRAGE PUBLIC ECOLE PRIMAIRE JOLIOT CURIE | 2 945,84 | 0,00 | 0 |
| 29/11/2018 | ECLAIRAGE PUBLIC ECOLE PRIMAIRE JEAN MACE | 6 219,58 | 0,00 | 0 |
| 29/11/2018 | CABLAGE POUR VIDEO PROTECTION PLACE DE L'EGLISE | 2 149,27 | 0,00 | 0 |
| 29/11/2018 | POSE DE MAT VIDEO PLACE DE L'EGLISE CENTRE DEZIRE | 2 339,08 | 0,00 | 0 |
| 29/11/2018 | REPRISE AFFAISSEMENT STADE | 21 583,82 | 0,00 | 0 |
| 29/11/2018 | SELF-SERVICE ENFANT | 31 696,80 | 0,00 | 10 |
| 29/11/2018 | BATTLE ROPE ET ATTACHE MURALE | 250,15 | 0,00 | 1 |
| 30/11/2018 | CONSOLE PS4 + JEU + MANETTE | 369,00 | 0,00 | 1 |
| 30/11/2018 | IMAC 21,5" + MACBOOK PRO 15" | 4 988,33 | 0,00 | 5 |
| 30/11/2018 | KIT CLE A CHOC CP8849 AVEC 2 BATTERIES | 586,80 | 0,00 | 1 |
| 30/11/2018 | ARMOIRE PORTES PLEINES - 2 TABLES | 610,80 | 0,00 | 1 |
| 30/11/2018 | PORTE-MANTEAU / LAMPADAIRE | 259,80 | 0,00 | 1 |
| 30/11/2018 | CABLES | 46,70 | 0,00 | 1 |
| 30/11/2018 | JEUX VIDEO | 865,95 | 0,00 | 7 |
| 30/11/2018 | PERFORATEUR ATELIER | 595,40 | 0,00 | 10 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 30/11/2018 | EXTINCTEURS | 11 043,78 | 0,00 | 5 |
| 04/12/2018 | MISE EN SECURITE INTRUSION EGLISE | 8 549,65 | 0,00 | 5 |
| 04/12/2018 | BALAI LATERAL SCARAB OUTILLAGE ESP VERTS DESHERBAG | 832,80 | 0,00 | 10 |
| 04/12/2018 | SOLS SOUPLES PARC GRACCHUS BABEUF | 16 173,82 | 0,00 | 10 |
| 04/12/2018 | CLIMATISATION CRECHE PTITS LOUPS | 10 200,00 | 0,00 | 5 |
| 05/12/2018 | FOURNITURE & INSTALLATION LAVE-VAISSELLE | 3 686,02 | 0,00 | 10 |
| 05/12/2018 | MACBOOK PRO 13" | 1 600,09 | 0,00 | 5 |
| 05/12/2018 | PICO PROJECTEUR OPTOMA ML750E | 459,08 | 0,00 | 1 |
| 05/12/2018 | TROMPETTE | 890,00 | 0,00 | 10 |
| 05/12/2018 | BANCS - BIBLIOTHEQUES - TABLEAUX | 1 448,82 | 0,00 | 10 |
| 05/12/2018 | TABLES - CHAISES - TABLEAUX - TAPIS | 2 457,89 | 0,00 | 10 |
| 06/12/2018 | LOGICIELS | 99,70 | 0,00 | 1 |
| 06/12/2018 | BAC A BD | 618,72 | 0,00 | 1 |
| 06/12/2018 | KIT PROJECTEUR - LAMPE - CROCHET | 329,98 | 0,00 | 1 |
| 06/12/2018 | ECRAN DE PROJECTION ET RELIEUSE | 340,80 | 0,00 | 1 |
| 06/12/2018 | PASSWORD SAFE PROFESSIONAL V8 | 864,19 | 0,00 | 7 |
| 06/12/2018 | CAFETIERE | 62,50 | 0,00 | 1 |
| 07/12/2018 | PC PORTABLE HP PROBOOK 650 | 946,49 | 0,00 | 5 |
| 07/12/2018 | PORTE SACS 2 SACS AVEC PEDALES | 306,01 | 0,00 | 1 |
| 07/12/2018 | CHEVALETS - MEUBLES MOBILES - BACS A ALBUMS - BANC | 4 694,86 | 0,00 | 10 |
| 10/12/2018 | TAPIS ET MAISON FLOTTANTS LUDI O MALE ET FEMELLE | 924,72 | 0,00 | 10 |
| 10/12/2018 | CUISINIERE PROLINE | 228,00 | 0,00 | 1 |
| 11/12/2018 | MEUBLE COLONNE / SECHE DESSIN / POUF / POSTE ATELI | 1 558,19 | 0,00 | 10 |
| 11/12/2018 | FAUTEUILS DE BUREAU | 539,47 | 0,00 | 1 |
| 12/12/2018 | FRAIS ACTE ACQU MURS 107 RUE MADRILLET SENHAJ (201801-00536) | 5 036,14 | 0,00 | 30 |
| 12/12/2018 | FOURN POSE DE POTEAUX POUR GRILLAGE RESERVE FONCI | 246,42 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | FOURN POSE GRILLAGE SIMPLE JEUKIRI | 376,34 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | FOURN POSE DE POTEAUX POUR GRILLAGE | 1 121,06 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | ASSERVISSEMENT DE PORTES | 1 530,16 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | INSTALLATION DE 2 DIFFUSEURS SONORES | 574,68 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | TRX VOIRIE ASSAINT PARVIS BIB ARAGON | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | TRX VOIRIE ASSAINT PLACE DU 19 MARS 1962 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | TRX VOIRIE ASSAINT PLACE JEAN PREVOST | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | UTILITAIRE GLADIATOR VOIRIE IMMAT FB038RN | 21 050,00 | 0,00 | 10 |
| 12/12/2018 | UTILITAIRE GLADIATOR EV IMMAT FB908RM | 20 036,00 | 0,00 | 10 |
| 12/12/2018 | TRX RENOV CHAUFFERIE GRPE SCOLAIRE LANGEVIN | 48 960,00 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | 2 STANDS PRO L3 AVEC POIDS | 1 019,52 | 0,00 | 10 |
| 12/12/2018 | DIVISION DE LA PROPRIETE CADASTRE AR 2 03 ET 378 | 2 748,00 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | PORTABLE SAMSUNG GALAXY S8 NOIR | 767,88 | 0,00 | 10 |
| 12/12/2018 | FOURN POSE CASE COLUMBARIUM CIMETIERE MADRILLET | 14 496,00 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | TONDEUSE MULCHING TAILLES HAIE BATTERIE SOUFFLEUR | 4 201,40 | 0,00 | 10 |
| 12/12/2018 | TERRAIN GAZON SYNTHETIQUE STADE C DUBOIS | 36 096,00 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | SOLS SOUPLE HARTMANN SITE N°1 | 10 508,50 | 0,00 | 10 |
| 12/12/2018 | ENCEINTE AMPLIFIEE LECTEUR CD MP3 MODULE RECEPTEUR | 2 060,71 | 0,00 | 10 |
| 12/12/2018 | PLOMBERIE GYMNASE AMPERE | 4 540,20 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | MENUISERIE ALUMINIUM LANGEVIN MAT | 51 703,12 | 0,00 | 0 |
| 12/12/2018 | ACQ ANCIEN CENTRE TRI POSTAL CADASTRE BT720&721 | 210 000,00 | 0,00 | 0 |
| 13/12/2018 | VESTIAIRE 2 COLONNES | 214,54 | 0,00 | 1 |
| 13/12/2018 | CASQUE DE REALITE VIRTUELLE | 349,00 | 0,00 | 1 |
| 13/12/2018 | ARMOIRE MULTIMEDIA + TABLETTE | 1 000,86 | 0,00 | 1 |
| 13/12/2018 | 10 LICENCES FSECURE POUR 5 ANS | 599,40 | 0,00 | 1 |
| 13/12/2018 | 5 SOLARWINDS DAMEWARE REMOTE | 1 479,00 | 0,00 | 1 |

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| 13/12/2018 | AMPLI GUITARE ELECTRIQUE DIMAVE | 50,50 | 0,00 | 1 |
| 13/12/2018 | VIDEOPROJECTEUR EPSON EB-U05 | 589,00 | 0,00 | 1 |
| 13/12/2018 | 2 TABLEAUX MAGNETIQUES BLANCS | 261,60 | 0,00 | 1 |
| 14/12/2018 | TRX DESAMIANTAGE STADE DES SAPINS | 708,00 | 0,00 | 0 |
| 14/12/2018 | TRX DESAMIANTAGE CADASTRE BK56 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 14/12/2018 | TRX DESAMIANTAGE CADASTRE BK104 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| Acquisitions à titre gratuit | | | | |
| Mise à disposition | | | | |
| Affectation | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | |
| Divers | | | | |
| 14/05/2018 | TRANSFERT EMPT METROPOLE (201801-00177) | 0,00 | 0,00 | 0 |
| **TOTAL GENERAL** | | **4 729 111,72** | **62 409,44** | |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES | A10.2 |

## A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

| Modalités et date de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cessions à titre onéreux | | | | | | | |
| 30/03/2018 | TERRAINS BT 684 685 686 | 10 000,00 | 0 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| 19/11/2018 | AR 203 206 RUE D. GRANET [P] | 22 867,35 | 0 | 0,00 | 2 189,18 | 32 887,70 | 30 698,52 |
| 21/11/2018 | CITROEN JUMPER 9803SW76 | 17 370,48 | 10 | 17 370,48 | 0,00 | 3 360,00 | 3 360,00 |
| 30/11/2018 | RENAULT MASTER (201801-00332) | 41 600,58 | 15 | 41 600,58 | 4 160,46 | 3 000,00 | -1 160,46 |
| 30/11/2018 | REPARATION VEHICULE: MOTEUR, RADIATEUR, EMBRAYAGE | 49 244,24 | 11 | 39 392,00 | 2 663,13 | 3 000,00 | 336,87 |
| 10/12/2018 | TRACTEUR CARRARO | 28 206,30 | 10 | 28 206,30 | 0,00 | 4 310,00 | 4 310,00 |
| 10/12/2018 | RENAULT MASTER 2761VF76 | 26 109,02 | 10 | 26 109,02 | 0,00 | 3 170,00 | 3 170,00 |
| 10/12/2018 | BALAYEUSE EUROVOIRIE CITY CAT | 104 410,80 | 17 | 73 087,00 | 31 323,80 | 3 473,00 | -27 850,80 |
| 12/12/2018 | RENAULT MASTER (201801-00332) [P] | 41 600,58 | 15 | 41 600,58 | -4 160,46 | -4 160,46 | 0,00 |
| 12/12/2018 | REPARATION VEHICULE: MOTEUR, RADIATEUR, EMBRAYAGE [P] | 49 244,24 | 11 | 39 392,00 | -2 663,13 | -2 663,13 | 0,00 |
| Cessions à titre gratuit | | | | | | | |
| Mise à disposition | | | | | | | |
| Affectation | | | | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | | | | |
| Mise à la réforme | | | | | | | |
| 25/09/2018 | PIETEMENT P/SCIE ONGLET | 368,77 | 1 | 368,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | PRESTATION TOPOGRAPHIQUE | 2 176,72 | 8 | 2 176,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | REQUALIFICATION ILOT CHEMIN DU CLOS | 5 774,88 | 8 | 5 774,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | PLANS TOPOGRAPHIQUES, PLANIMETRIQUE, ALTIMETRIQUE | 992,68 | 8 | 992,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | ORU FELLING - D'EXECUTION TOPOGRAPHIQUES | 2 212,60 | 8 | 2 212,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | ETUDES SECTEUR DES FUSILLES | 4 724,20 | 8 | 4 724,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | LES CATELIERS - DIVISION CADASTRALE | 1 076,40 | 8 | 1 076,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME | 16 744,00 | 8 | 16 744,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | ETUDE D'INFILTRATION EAUX PLUVIALES SEGUIN | 360,00 | 3 | 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | MISSION CSPS CURIE MATERNELLE | 3 326,40 | 3 | 3 326,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | MISSION CONTROLE TECHNIQUE | 204,00 | 3 | 204,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 02/11/2018 | CONTROLE TECHNIQUE RESTAURATION JOLIOT CURIE | 84,00 | 1 | 84,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Modalités et date de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 02/11/2018 | CT RPA CROIZAT | 90,00 | 1 | 90,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 39 430,50 | 10 | 35 487,00 | 0,00 | 3 943,50 | 3 943,50 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT | 3 121,74 | 10 | 2 808,00 | 0,00 | 313,74 | 313,74 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 2 028,46 | 10 | 1 818,00 | 0,00 | 210,46 | 210,46 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 2 515,04 | 10 | 2 259,00 | 0,00 | 256,04 | 256,04 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 1 153,08 | 10 | 1 035,00 | 0,00 | 118,08 | 118,08 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 2 182,70 | 10 | 1 962,00 | 0,00 | 220,70 | 220,70 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 3 705,28 | 10 | 3 330,00 | 0,00 | 375,28 | 375,28 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 7 181,90 | 10 | 6 462,00 | 0,00 | 719,90 | 719,90 |
| 31/12/2018 | POTELETS HEXAGONAUX A SCELLER | 4 769,65 | 10 | 4 284,00 | 0,00 | 485,65 | 485,65 |
| 31/12/2018 | BORNE 1/2 SPHERE TYPE A | 2 093,00 | 10 | 1 881,00 | 0,00 | 212,00 | 212,00 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 6 495,40 | 10 | 5 192,00 | 0,00 | 1 303,40 | 1 303,40 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 7 486,82 | 10 | 5 984,00 | 0,00 | 1 502,82 | 1 502,82 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 2 016,00 | 10 | 1 608,00 | 0,00 | 408,00 | 408,00 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 068,15 | 10 | 848,00 | 0,00 | 220,15 | 220,15 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 172,13 | 10 | 936,00 | 0,00 | 236,13 | 236,13 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 2 879,68 | 10 | 2 296,00 | 0,00 | 583,68 | 583,68 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 364,40 | 10 | 1 088,00 | 0,00 | 276,40 | 276,40 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 2 063,04 | 10 | 1 648,00 | 0,00 | 415,04 | 415,04 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 2 302,81 | 10 | 1 840,00 | 0,00 | 462,81 | 462,81 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 861,48 | 10 | 688,00 | 0,00 | 173,48 | 173,48 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 349,71 | 10 | 1 072,00 | 0,00 | 277,71 | 277,71 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 2 701,15 | 10 | 2 160,00 | 0,00 | 541,15 | 541,15 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 5 007,81 | 10 | 4 000,00 | 0,00 | 1 007,81 | 1 007,81 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 317,72 | 10 | 1 048,00 | 0,00 | 269,72 | 269,72 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 2 023,25 | 10 | 1 616,00 | 0,00 | 407,25 | 407,25 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 127,98 | 10 | 896,00 | 0,00 | 231,98 | 231,98 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 038,25 | 10 | 824,00 | 0,00 | 214,25 | 214,25 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 2 330,86 | 10 | 1 864,00 | 0,00 | 466,86 | 466,86 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 865,25 | 10 | 688,00 | 0,00 | 177,25 | 177,25 |

| Modalités et date de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 6 620,67 | 10 | 5 296,00 | 0,00 | 1 324,67 | 1 324,67 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 5 735,55 | 10 | 4 584,00 | 0,00 | 1 151,55 | 1 151,55 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 021,34 | 10 | 816,00 | 0,00 | 205,34 | 205,34 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 127,98 | 10 | 896,00 | 0,00 | 231,98 | 231,98 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 524,90 | 10 | 1 216,00 | 0,00 | 308,90 | 308,90 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 151,93 | 10 | 920,00 | 0,00 | 231,93 | 231,93 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 2 301,24 | 10 | 1 840,00 | 0,00 | 461,24 | 461,24 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 5 688,63 | 10 | 4 544,00 | 0,00 | 1 144,63 | 1 144,63 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 1 007,79 | 10 | 800,00 | 0,00 | 207,79 | 207,79 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL | 10 520,79 | 10 | 8 416,00 | 0,00 | 2 104,79 | 2 104,79 |
| 31/12/2018 | FOURNITURE ET POSE DE PANNEAUX SIGNALETIQUE | 8 654,82 | 10 | 6 920,00 | 0,00 | 1 734,82 | 1 734,82 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 7 848,55 | 10 | 6 272,00 | 0,00 | 1 576,55 | 1 576,55 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 945,71 | 10 | 752,00 | 0,00 | 193,71 | 193,71 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIRECTIONNEL ET SIGNALISATION | 1 300,26 | 10 | 1 040,00 | 0,00 | 260,26 | 260,26 |
| 31/12/2018 | TRAVAUX DE JALONNEMENT | 767,54 | 10 | 608,00 | 0,00 | 159,54 | 159,54 |
| 31/12/2018 | TRAVAUX JALONNEMENT | 2 229,92 | 10 | 1 776,00 | 0,00 | 453,92 | 453,92 |
| 31/12/2018 | TRAVAUX DE JALONNEMENT | 7 254,09 | 10 | 5 800,00 | 0,00 | 1 454,09 | 1 454,09 |
| 31/12/2018 | POTELET HEXAGONAL TETE BLANCHE | 2 028,42 | 10 | 1 414,00 | 0,00 | 614,42 | 614,42 |
| 31/12/2018 | JALONNEMENT DIVERS | 30 197,28 | 10 | 8 111,00 | 0,00 | 22 086,28 | 22 086,28 |
| 31/12/2018 | POTELETS VOIRIE | 10 640,81 | 10 | 6 384,00 | 0,00 | 4 256,81 | 4 256,81 |
| 31/12/2018 | 10 HP COMPAQ PRO 6300 SFF PC | 6 578,00 | 5 | 6 578,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | 1 CTO / IMAC + 1 APPLECARE PROTECTION + INSTALLATI | 1 707,79 | 5 | 1 707,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | 30 HP COMPAQ PRO 6300 + 10 ECRAN LED + 5 CASQUES | 21 266,14 | 5 | 21 266,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | 3 LAVE-LINGE | 1 074,00 | 10 | 535,00 | 0,00 | 539,00 | 539,00 |
| 31/12/2018 | MATERIEL INFORMATIQUE NEC PSU 250W | 897,00 | 5 | 897,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | LATITUDE NOTEBOOKS | 977,06 | 5 | 977,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | INSTALLATIONS & INTEGRATIONS DIVERSES | 19 230,56 | 5 | 15 384,00 | 0,00 | 3 846,56 | 3 846,56 |
| 31/12/2018 | INSTALLATIONS & INTEGRATIONS DIVERSES | 17 032,80 | 5 | 13 624,00 | 0,00 | 3 408,80 | 3 408,80 |
| 31/12/2018 | PRESTATIONS TECHNIQUES DDU | 4 560,00 | 5 | 3 648,00 | 0,00 | 912,00 | 912,00 |
| 31/12/2018 | 3 DISQUES DURS (HP MIDLINE) | 1 504,80 | 5 | 1 200,00 | 0,00 | 304,80 | 304,80 |
| 31/12/2018 | MISE A JOUR PES DE MAELIS | 2 550,00 | 7 | 1 456,00 | 0,00 | 1 094,00 | 1 094,00 |
| 31/12/2018 | FAC. 21405008 DU 09/05/2014 MAELIS ASSISTANCE C | 948,00 | 7 | 540,00 | 0,00 | 408,00 | 408,00 |

| Modalités et date de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31/12/2018 | MISE A JOUR PES DE MAELIS | 936,00 | 7 | 532,00 | 0,00 | 404,00 | 404,00 |
| 31/12/2018 | 2 HP PRODESK 600 G1 SFF | 997,20 | 5 | 796,00 | 0,00 | 201,20 | 201,20 |
| 31/12/2018 | MAELIS - EPURATION DES DONNEES | 828,00 | 7 | 354,00 | 0,00 | 474,00 | 474,00 |
| 31/12/2018 | LOGICIEL SENIOR INSTALLATION PHASE 1 | 22 956,00 | 7 | 9 837,00 | 0,00 | 13 119,00 | 13 119,00 |
| 31/12/2018 | 28 HP PROCURVE GIGABIT-SX-LC | 1 448,83 | 5 | 867,00 | 0,00 | 581,83 | 581,83 |
| 31/12/2018 | LOGICIEL SENIORS - AUDIT | 1 080,00 | 7 | 462,00 | 0,00 | 618,00 | 618,00 |
| 31/12/2018 | LOGICIEL SENIORS PHASE 2 | 3 672,00 | 7 | 1 572,00 | 0,00 | 2 100,00 | 2 100,00 |
| 31/12/2018 | LOGICIEL SENIOR-ASSISTANCE AU DEMARRAGE A DISTANCE | 1 080,00 | 7 | 462,00 | 0,00 | 618,00 | 618,00 |
| 31/12/2018 | DDU CLASSE MOBILE - FRAIS DE PRISE EN MAIN | 5 430,17 | 5 | 2 172,00 | 0,00 | 3 258,17 | 3 258,17 |
| 31/12/2018 | MAELIS SOC- MIGRATION MAELIS | 11 502,00 | 7 | 3 286,00 | 0,00 | 8 216,00 | 8 216,00 |
| 31/12/2018 | MAELIS -EPURATION DES DONNEES | 828,00 | 7 | 236,00 | 0,00 | 592,00 | 592,00 |
| 31/12/2018 | MIGRATION GIMA | 22 629,01 | 7 | 6 464,00 | 0,00 | 16 165,01 | 16 165,01 |
| 31/12/2018 | LICENCE SERVEUR EASYPDF SDK V7 | 2 160,00 | 7 | 616,00 | 0,00 | 1 544,00 | 1 544,00 |
| 31/12/2018 | LICENCE ACTIVOFFICE MULTI UTILISATEURS | 1 740,00 | 7 | 496,00 | 0,00 | 1 244,00 | 1 244,00 |
| 31/12/2018 | 19 LICENCES ACTIVEINSPIRE EDITION PROFESSIONNELLE | 5 814,00 | 7 | 830,00 | 0,00 | 4 984,00 | 4 984,00 |
| 31/12/2018 | 3 MICROSOFT VISUAL STUDIO PROFESSIONNAL | 1 396,40 | 7 | 199,00 | 0,00 | 1 197,40 | 1 197,40 |
| 31/12/2018 | VALISE 32 BOITIERS ACTIVOTE | 468,00 | 1 | 468,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | LICENCE HPE STOREVIRTUAL VSA | 3 384,00 | 7 | 483,00 | 0,00 | 2 901,00 | 2 901,00 |
| 31/12/2018 | LICENCE HP STOREONCE VSA | 2 278,80 | 7 | 325,00 | 0,00 | 1 953,80 | 1 953,80 |
| 31/12/2018 | REQUETE BUSINESS OBJECTS | 2 370,00 | 7 | 338,00 | 0,00 | 2 032,00 | 2 032,00 |
| 31/12/2018 | FILETS DE FOOT ET DRISSES | 3 431,06 | 10 | 343,00 | 0,00 | 3 088,06 | 3 088,06 |
| 31/12/2018 | LICENCE PDF ARCHITECT 5 | 157,84 | 1 | 157,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | INSTALLATION VIDEOPROJECTEURS & ECRANS PROJECTION (201801-00009) | 2 995,20 | 5 | 0,00 | 0,00 | 2 995,20 | 2 995,20 |
| 31/12/2018 | INSTALLATION VP & ECRAN PROJECTION (201801-00010) | 511,68 | 1 | 0,00 | 0,00 | 511,68 | 511,68 |
| 31/12/2018 | INSTALLATION VP & ECRAN DE PROJECTION (201801-00011) | 511,68 | 1 | 0,00 | 0,00 | 511,68 | 511,68 |
| 31/12/2018 | INSTALLATION VP & ECRAN DE PROJECTION (201801-00012) | 511,68 | 1 | 0,00 | 0,00 | 511,68 | 511,68 |
| 31/12/2018 | LICENCE GESPAGE | 5 302,80 | 7 | 0,00 | 0,00 | 5 302,80 | 5 302,80 |
| 31/12/2018 | MATERIELS DECHETS SPECIAUX | 7 599,38 | 10 | 7 599,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | MOBILIER URBAIN - EQUIPEMENT D | 9 474,21 | 10 | 9 474,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | APPAREIL MONOBROSSE C43AV NUE | 1 195,40 | 10 | 1 195,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | AUTOLAVEUSE NR 60 | 7 006,35 | 10 | 7 006,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Modalités et date de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31/12/2018 | OUTILLAGE VOIRIE / PROPRETE | 3 339,74 | 10 | 3 339,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 31/12/2018 | BUTS RABATTABLES | 6 250,00 | 10 | 6 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Divers | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | **870 621,28** | | | | | **154 696,26** |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS | A10.3 |

## A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

| Pour mémoire | | Crédits ouverts (BP + DM) |
|---|---|---|
| Chapitre 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 331 000,00 |

| Produit des cessions | | Réalisations |
|---|---|---|
| Compte 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 63 200,70 |
| Compte 675 | Valeurs comptables des immobilisations cédées | 53 365,22 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES | A10.4 |

## A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| Acquisitions à titre onéreux | | | | |
| Acquisitions à titre gratuit | | | | |
| Mise à disposition | | | | |
| Affectation | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | |
| Divers | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | 0,00 | 0,00 | |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES | A10.5 |

## A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

| Modalités et date de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cessions à titre onéreux | | | | | | | |
| Cessions à titre gratuit | | | | | | | |
| Mise à disposition | | | | | | | |
| Affectation | | | | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | | | | |
| Mise à la réforme | | | | | | | |
| Divers | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | 0,00 | | | | | 0,00 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1) | A11 |

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Article (2) | Libellé (2) | Dépenses<br>Mandats émis | Recettes<br>Titres émis |
|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | |
| *72* | *Travaux en régie* | | *0,00* |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 | I 0,00 |

## SECTION D'INVESTISSEMENT

| Article (2) | Libellé (2) | Montant (3) |
|---|---|---|
| *20* | *Immobilisations incorporelles* | *0,00* |
| *21* | *Immobilisations corporelles* | *0,00* |
| *23* | *Immobilisations en cours* | *0,00* |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 |

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DES TRAVAUX EN REGIE | A11 |

**RATIO**

| | Montant |
|---|---|
| Recettes 72 (I) | 0,00 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 44 329 029,05 |
| Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement | 0,00 % |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT | B1.1 |

## B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT | B1.2 |

## B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

| Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT | Valeur en euros | |
|---|---|---|
| Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1) | A | 0,00 |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1) | B | 0,00 |
| Annuité nette de la dette de l'exercice (2) | C | 0,00 |
| Provisions pour garanties d'emprunts | D | 0,00 |
| **Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice** | **I = A+ B + C - D** | **0,00** |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **II** | **0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)** | **I / II** | **0,00** |

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS | B1.7 |

## B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| **Personnes de droit privé** | | |
| Associations | | |
| ACCUEIL DES FAMILLES DES DETENUS | 150,00 | |
| AFRIQUE DEVELOPPEMENT SOLIDARITE ADS MBOUMBA SO | 200,00 | |
| AGGLO SUD VOLLEY BALL 76 | 4 500,00 | |
| AMICALE DE CHATEAUBRIANT VOVES ROUILLE AINCOURT | 100,00 | |
| AMICALE DES LOCATAIRES BIC AUBER | 120,00 | |
| AMICALE DES LOCATAIRES DE LA CIT CHAMP DE COURSES | 120,00 | |
| AMICALE DES LOCATAIRES DE LA HOUSSIERE | 120,00 | |
| AMICALE DES LOCATAIRES DU PARC ST JUST | 100,00 | |
| AMICALE DONNEURS SANG BENEVOLES REGION ROUEN | 100,00 | |
| AMICALE GALLOUEN | 120,00 | |
| AMICALE SPORTIVE MADRILLET CHATEAU BLANC | 45 500,00 | |
| ASPIC | 53 900,00 | |
| ASS CULTURELLE ET SPORTIVE EURO CHINOISE | 3 300,00 | |
| ASS DEP ANCIEN COMBATT PRISONN G ADCPG CATM | 120,00 | |
| ASS DES RESIDANTS PAUL BERT | 120,00 | |
| ASS EX SALARIES ET RETRAITES KUHLMANN OISSEL | 100,00 | |
| ASS NALE FAMILLES FUSILLES ET MASSACRES DE LA RESISTANCE FR | 100,00 | |
| ASS NATIONALE DES CHEMINOTS ANCIENS COMBATTANTS | 100,00 | |
| ASS PLANNING FAMILIAL DE SEINE MARITIME | 5 950,00 | |
| ASS SPORTIVE CES PICASSO | 343,50 | |
| ASS SPORTIVE COLLEGE ROBESPIERRE | 128,24 | |
| ASS SPORTIVE DU COLLEGE P ELUARD | 224,42 | |
| ASS SPORTIVE LE CORBUSIER | 254,19 | |
| ASS SPORTIVE LOUISE MICHEL | 176,33 | |
| ASS STEPHANAISE TENNIS DE TABLE | 2 600,00 | |
| ASS VALENTIN HAUY POUR LE BIEN DES AVEUGLES | 150,00 | |
| ASSISTANTES MATERNELLES ARC EN C AMAC | 300,00 | |
| ASSOCIATION AMICALE ANCIENS APPR SNCF | 125,00 | |
| ASSOCIATION APELE | 5 000,00 | |
| ASSOCIATION CHARLINE | 100,00 | |
| ASSOCIATION CHOK MUAY THAY | 500,00 | |
| ASSOCIATION COLOMBOPHILE HIRONDE EMOUCHET | 650,00 | |
| ASSOCIATION DROUJBA | 1 700,00 | |
| ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL DE LA HOUSSIERE | 65 248,00 | |
| ASSOCIATION FAMILIALE DE SAINT ETIENNE DU ROUVRAY | 28 254,10 | |
| ASSOCIATION JARDINS FAMILIAUX L | 160,00 | |
| ASSOCIATION POINT DE MIRE | 100,00 | |
| ASSOCIATION STEPHANAISE D AIKIBUDO ET KOBUDO | 300,00 | |
| ASSOCIATIONS JARDINS OUVRIERS EUROPAC PAPETERIE DE ROUEN | 550,00 | |
| AU GRE DU FIL | 120,00 | |
| BUGALE AN NOZ | 150,00 | |
| CER SNCF NORMANDIE | 6 006,00 | |
| CHAMP DE COURSE DES BRUYERES ENS | 120,00 | |
| CHOUETTE ON SORT | 200,00 | |
| CLUB ATHETIQUE DES CHEMINOTS STÉPHANAIS - SECTION FOOT | 600,00 | |
| CLUB GYMNIQUE STEPHANAIS | 23 250,00 | |
| CLUB NAUTIQUE STEPHANAIS | 5 900,00 | |
| CLUB STEPHANAIS FULL CONTACT | 1 050,00 | |
| CLUB SUBAQUATIQUE DU ROUVRAY | 300,00 | |
| CLUB TENNIS DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | 28 160,00 | |
| COMITE COORDINATION DES ASSOCIAT PERSONNES SITUATION HANDICAP NOR | 200,00 | |
| COMITE D ACTION ET DE PROMOTION SOCIALES | 3 500,00 | |

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| COMITE DES OEUVRES SOCIALES COS | 282 200,00 | |
| CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT | 120,00 | |
| CONFEDERATION SYND DES FAMILLES CSF | 83 600,00 | |
| COOP SCOLAIRE ECOLE WALLON | 290,00 | |
| COOP SCOLAIRE J CURIE II | 307,50 | |
| COOP SCOLAIRE L PERGAUD PRIMAIRE | 600,00 | |
| CRAZYGIRLS | 750,00 | |
| CULTURE ET PARTAGE | 9 296,00 | |
| DANSONS SOUS LE ROUVRE GROUPE FOLKLORIQUE NORMAND | 250,00 | |
| FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS DES MISSIONS EXTERIEURES NDIE | 100,00 | |
| FEDERATION NATIONALE DES DECORES TRAVAIL HAUTE ET BASSE NORMANDIE | 100,00 | |
| FEDERATION SPORTIVE GYMNIQUE TRA DISTRICT FSGT ROUEN | 1 000,00 | |
| FNACA | 800,00 | |
| FOOTBALL CLUB DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | 46 500,00 | |
| HANDISUP HAUTE NORMANDIE | 100,00 | |
| INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE | 1 600,00 | |
| JUDO CLUB DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | 12 800,00 | |
| KARATE CLUB SER | 1 200,00 | |
| LA BOULE STEPHANAISE | 400,00 | |
| LA GLEBE STE DES JARDINS OUVRIERS | 675,00 | |
| LE JARDIN DES PLANCHES | 1 500,00 | |
| LE P TIT MARCHEUR | 360,00 | |
| LES 2 AVENUES | 200,00 | |
| LES ANCIENS DE LURCAT | 100,00 | |
| LES MORDUS DE PECHE | 100,00 | |
| NORMANDIE LORRAINE | 100,00 | |
| OCCE COOP SCOLAIRE ECOLE J MACE ELEMENTAIRE | 7 381,00 | |
| PACIFIC VAPEUR CLUB | 350,00 | |
| RING STEPHANAIS | 8 600,00 | |
| RUNNING CLUB STEPHANAIS 76 | 3 000,00 | |
| SECOURS CATHOLIQUE EAT ROUEN SUD | 1 000,00 | |
| SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE SEINE MARITIME | 1 300,00 | |
| SOCIETE DES AMIS DE L HUMANITE 7 | 350,00 | |
| UNION ARTS PLASTIQUES ST ETIENNE | 430,00 | |
| UNION DE SM DELEGUES DEPART EDUC NATIONALE | 110,00 | |
| UNION DES FEMMES SOLIDAIRES | 100,00 | |
| UNION FED CONSO QUE CHOISIR ROUE | 100,00 | |
| UNION LOCALE CGT ST ETIENNE SOTTEVILLE OISSEL | 1 850,00 | |
| UNION NATIONALE DES AMIS ET FAMILLES DE MALADES MENTAUX UNAF | 100,00 | |
| UNION SPORTIVE STEPHANAISE HANDB | 1 500,00 | |
| UNRPA SER | 1 000,00 | |
| VELOCE CLUB ROUEN 76 | 2 850,00 | |
| VIE ET ESPOIR | 100,00 | |
| VTT CLUB DU ROUVRAY | 800,00 | |
| Entreprises | | |
| ABBEI | 3 567,00 | |
| COMITE DE JUMELAGE SER | 3 800,00 | |
| EDUCATION ET FORMATION | 2 000,00 | |
| ODS PROPRETE | 9 104,00 | |
| OGF PFG POMPES FUNEBRES GENERALES | 2 685,72 | |
| Personnes physiques | | |
| BALLANGER DIDIER | 6 000,00 | |
| DA SILVA COSTA LOPES MARIA | 3 000,00 | |
| ZAMBELLO JEAN PIERRE | 3 000,00 | |
| Autres | | |
| **Personnes de droit public** | | |
| Etat | | |
| TRESORERIE | 938 028,76 | |
| Régions | | |
| Départements | | |

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| COLLEGE LOUISE MICHEL | 5 867,55 | |
| COLLEGE PAUL ELUARD | 6 889,24 | |
| Communes | | |
| MAIRIE DE BONSECOURS | 340,00 | |
| MAIRIE DE GRAND COURONNE | 1 020,00 | |
| MAIRIE DE GRAND QUEVILLY | 15 640,00 | |
| MAIRIE DE PETIT COURONNE | 1 360,00 | |
| MAIRIE DE SOTTEVILLE LES ROUEN | 18 530,00 | |
| Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...) | | |
| TRESORIER | 1 475 390,00 | |
| Autres | | |
| **TOTAL GENERAL** | **3 263 431,55** | |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN<br>AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.1 |

## B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| N° ou intitulé de l'AP | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2) | Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| NPNRU/2019 NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL RENOUVELLEMENT URBAIN | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN<br>AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.2 |

## B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N | C1.1 |

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **EMPLOIS FONCTIONNELS (a)** | | **5,00** | **0,00** | **5,00** | **5,00** | **0,00** | **5,00** |
| Directeur général des services | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Directeur général adjoint des services | A | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| Directeur général des services techniques | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE (b)** | | **155,00** | **1,60** | **156,60** | **124,90** | **21,80** | **146,70** |
| Adjoint administratif pal 1 cl | C | 24,00 | 0,00 | 24,00 | 24,00 | 0,00 | 24,00 |
| Adjoint administratif pal 2 cl | C | 37,00 | 0,00 | 37,00 | 36,80 | 0,00 | 36,80 |
| Adjoint administratif territo | C | 13,00 | 0,80 | 13,80 | 12,60 | 0,80 | 13,40 |
| Attaché | A | 31,00 | 0,00 | 31,00 | 12,00 | 14,00 | 26,00 |
| Attaché hors classe | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Attaché principal | A | 10,00 | 0,00 | 10,00 | 8,00 | 2,00 | 10,00 |
| Directeur | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Rédacteur | B | 15,00 | 0,80 | 15,80 | 8,50 | 5,00 | 13,50 |
| Rédacteur principal 1 cl | B | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 4,00 | 0,00 | 4,00 |
| Rédacteur principal 2 cl | B | 19,00 | 0,00 | 19,00 | 19,00 | 0,00 | 19,00 |
| **FILIERE TECHNIQUE (c)** | | **325,00** | **2,80** | **327,80** | **295,70** | **7,00** | **302,70** |
| Adjoint technique pal 1 cl | C | 45,00 | 0,00 | 45,00 | 44,70 | 0,00 | 44,70 |
| Adjoint technique pal 2 cl | C | 127,00 | 0,80 | 127,80 | 122,10 | 0,00 | 122,10 |
| Adjoint technique territorial | C | 94,00 | 2,00 | 96,00 | 81,90 | 1,00 | 82,90 |
| Agent de maîtrise | C | 11,00 | 0,00 | 11,00 | 8,00 | 1,00 | 9,00 |
| Agent de maîtrise principal | C | 18,00 | 0,00 | 18,00 | 18,00 | 0,00 | 18,00 |
| Ingénieur | A | 6,00 | 0,00 | 6,00 | 2,00 | 2,00 | 4,00 |
| Ingénieur principal | A | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Technicien | B | 6,00 | 0,00 | 6,00 | 4,00 | 1,00 | 5,00 |
| Technicien principal de 1 cl | B | 6,00 | 0,00 | 6,00 | 6,00 | 0,00 | 6,00 |
| Technicien principal de 2 cl | B | 10,00 | 0,00 | 10,00 | 8,00 | 2,00 | 10,00 |
| **FILIERE SOCIALE (d)** | | **31,00** | **0,00** | **31,00** | **28,30** | **1,00** | **29,30** |
| Agent spéc pal écoles mat 1 cl | C | 9,00 | 0,00 | 9,00 | 8,80 | 0,00 | 8,80 |
| Agent spéc pal écoles mat 2 cl | C | 17,00 | 0,00 | 17,00 | 15,80 | 0,00 | 15,80 |
| Assistant socio-éducatif | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 0,80 | 1,00 | 1,80 |
| Assistant socio-éducatif princ | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,90 | 0,00 | 1,90 |

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| Educateur principal de jeunes | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| **FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)** | | **7,00** | **0,50** | **7,50** | **4,30** | **2,80** | **7,10** |
| Auxil de puériculture pal 2 cl | C | 6,00 | 0,50 | 6,50 | 4,30 | 1,80 | 6,10 |
| Cadre de santé de 2ème classe | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 |
| **FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SPORTIVE (g)** | | **13,00** | **0,00** | **13,00** | **9,80** | **2,00** | **11,80** |
| Educateur A.P.S pal 1er cl | B | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| Educateur A.P.S pal 2cl | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Educateur territorial A.P.S | B | 8,00 | 0,00 | 8,00 | 5,80 | 2,00 | 7,80 |
| **FILIERE CULTURELLE (h)** | | **23,00** | **11,93** | **34,93** | **31,08** | **3,65** | **34,73** |
| Adjoint du patrimoine pal 1 cl | C | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| Adjoint du patrimoine pal 2 cl | C | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Adjoint territorial patrimoine | C | 0,00 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,00 | 0,50 |
| Assistant conservation pal 1c | B | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 4,00 | 0,00 | 4,00 |
| Assistant conservation pal 2c | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Assistant de conservation | B | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 2,00 | 1,00 | 3,00 |
| Assistant ens. art. pal 1er cl | B | 5,00 | 3,91 | 8,91 | 8,91 | 0,00 | 8,91 |
| Assistant ens. art. pal 2è cl | B | 5,00 | 7,27 | 12,27 | 9,67 | 2,40 | 12,07 |
| Assistant ens. artistique | B | 0,00 | 0,25 | 0,25 | 0,00 | 0,25 | 0,25 |
| Attaché cons. | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Bibliothécaire | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| **FILIERE ANIMATION (i)** | | **44,00** | **4,55** | **48,55** | **30,20** | **13,35** | **43,55** |
| Adjoint d'animation pal 1 cl | C | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Adjoint d'animation pal 2 cl | C | 15,00 | 0,00 | 15,00 | 6,40 | 7,00 | 13,40 |
| Adjoint territorial animation | C | 9,00 | 4,55 | 13,55 | 8,00 | 4,55 | 12,55 |
| Animateur | B | 9,00 | 0,00 | 9,00 | 6,00 | 0,80 | 6,80 |
| Animateur principal de 1ère cl | B | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 4,80 | 0,00 | 4,80 |
| Animateur principal de 2ème cl | B | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 4,00 | 1,00 | 5,00 |
| **FILIERE POLICE (j)** | | **12,00** | **0,00** | **12,00** | **7,00** | **0,00** | **7,00** |
| Brigadier-chef principal | C | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| Chef service de police pal 1cl | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Gardien-brigadier | C | 9,00 | 0,00 | 9,00 | 4,00 | 0,00 | 4,00 |
| **EMPLOIS NON CITES (k) (5)** | | **7,00** | **0,00** | **7,00** | **0,00** | **7,00** | **7,00** |
| Assistante maternelle | | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 5,00 |
| Collaborateur de cabinet | | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 |
| **TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)** | | **617,00** | **21,38** | **638,38** | **531,28** | **58,60** | **589,88** |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N | C1.1 |

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Indice (8) | Euros | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| **Agents occupant un emploi permanent (6)** | | | | **0,00** | | |
| Adjoint administratif territo | C | ADM | 325 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint d'animation pal 2 cl | C | ANIM | 328 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint d'animation pal 2 cl | C | ANIM | 328 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint d'animation pal 2 cl | C | ANIM | 328 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint d'animation pal 2 cl | C | ANIM | 328 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint d'animation pal 2 cl | C | ANIM | 328 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint d'animation pal 2 cl | C | ANIM | 328 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint d'animation pal 2 cl | C | ANIM | 328 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint d'animation pal 2 cl | C | ANIM | 328 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint technique territorial | C | TECH | 325 | 0,00 | 3-a° | CDD |
| Adjoint territorial animation | C | ANIM | 325 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint territorial animation | C | ANIM | 325 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint territorial animation | C | ANIM | 325 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint territorial animation | C | ANIM | 325 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Adjoint territorial animation | C | ANIM | 325 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Agent de maîtrise | C | TECH | 333 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Animateur | B | ANIM | 356 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Animateur principal de 2ème cl | B | ANIM | 354 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Assistant de conservation | B | CULT | 344 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Assistant ens. art. pal 2è cl | B | CULT | 413 | 0,00 | 3-4 | CDI |
| Assistant ens. art. pal 2è cl | B | CULT | 413 | 0,00 | 3-4 | CDI |
| Assistant ens. art. pal 2è cl | B | CULT | 354 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Assistant ens. art. pal 2è cl | B | CULT | 347 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Assistant ens. art. pal 2è cl | B | CULT | 354 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Assistant ens. artistique | B | CULT | 366 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Assistant socio-éducatif | B | S | 347 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Assistante maternelle | | OTR | 0 | 0,00 | A | CDD |
| Assistante maternelle | | OTR | 0 | 0,00 | A | CDD |
| Assistante maternelle | | OTR | 0 | 0,00 | A | CDD |
| Assistante maternelle | | OTR | 0 | 0,00 | A | CDD |
| Assistante maternelle | | OTR | 0 | 0,00 | A | CDD |
| Attaché | A | ADM | 468 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Attaché | A | ADM | 468 | 0,00 | A | CDD |
| Attaché | A | ADM | 468 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Attaché | A | ADM | 400 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Attaché | A | ADM | 440 | 0,00 | A | CDD |

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Indice (8) | Euros | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| Attaché | A | ADM | 440 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Attaché | A | ADM | 383 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Attaché | A | ADM | 418 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Attaché | A | ADM | 590 | 0,00 | A | A |
| Attaché | A | ADM | 505 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Attaché | A | ADM | 383 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Attaché | A | ADM | 664 | 0,00 | A | CDD |
| Attaché | A | ADM | 400 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Attaché | A | ADM | 383 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Attaché principal | A | ADM | 755 | 0,00 | A | A |
| Attaché principal | A | ADM | 717 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Auxil de puériculture pal 2 cl | C | MS | 328 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Auxil de puériculture pal 2 cl | C | MS | 332 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Cadre de santé de 2ème classe | A | MS | 454 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Collaborateur de cabinet | | OTR | 608 | 0,00 | A | A |
| Collaborateur de cabinet | | OTR | 418 | 0,00 | 110 | CDD |
| Educateur territorial A.P.S | B | SP | 349 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Educateur territorial A.P.S | B | SP | 349 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Ingénieur | A | TECH | 406 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Ingénieur | A | TECH | 468 | 0,00 | 3-3-2° | CDD |
| Rédacteur | B | ADM | 344 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Rédacteur | B | ADM | 349 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Rédacteur | B | ADM | 339 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Rédacteur | B | ADM | 366 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Rédacteur | B | ADM | 339 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Technicien | B | TECH | 349 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Technicien principal de 2 cl | B | TECH | 373 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| Technicien principal de 2 cl | B | TECH | 347 | 0,00 | 3-2 | CDD |
| **Agents occupant un emploi non permanent (7)** | | | | **0,00** | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | **0,00** | | |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION<br>PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES | C3.5 |

## C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

### 1 – BUDGET PRINCIPAL

| SECTION | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalisations - mandats ou titres (1) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 92 608,86 | 63 069,83 | 857,90 | 28 681,13 |
| RECETTES | 92 608,86 | 11 465,36 | 395,00 | 80 748,50 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 2 394 820,08 | 2 009 988,35 | 0,00 | 384 831,73 |
| RECETTES | 2 394 820,08 | 2 112 556,69 | 0,00 | 282 263,39 |

(1) Y compris les rattachements.

### 2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

### 3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

| SECTION | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalisations - mandats ou titres (1) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 92 608,86 | 63 069,83 | 857,90 | 28 681,13 |
| RECETTES | 92 608,86 | 11 465,36 | 395,00 | 80 748,50 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 2 394 820,08 | 2 009 988,35 | 0,00 | 384 831,73 |
| RECETTES | 2 394 820,08 | 2 112 556,69 | 0,00 | 282 263,39 |
| **TOTAL GENERAL DES DEPENSES** | 2 487 428,94 | 2 073 058,18 | 857,90 | 413 512,86 |
| **TOTAL GENERAL DES RECETTES** | 2 487 428,94 | 2 124 022,05 | 395,00 | 363 011,89 |

(1) Y compris les rattachements.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION<br>PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES | C3.5 |

## 4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

| SECTION | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalisations - mandats ou titres (2) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

## 5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

| SECTION | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalisations - mandats ou titres (2) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 92 608,86 | 63 069,83 | 857,90 | 28 681,13 |
| RECETTES | 92 608,86 | 11 465,36 | 395,00 | 80 748,50 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 2 394 820,08 | 2 009 988,35 | 0,00 | 384 831,73 |
| RECETTES | 2 394 820,08 | 2 112 556,69 | 0,00 | 282 263,39 |
| **TOTAL GENERAL DES DEPENSES** | 2 487 428,94 | 2 073 058,18 | 857,90 | 413 512,86 |
| **TOTAL GENERAL DES RECETTES** | 2 487 428,94 | 2 124 022,05 | 395,00 | 363 011,89 |

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par (1) Le Maire.
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Le Maire

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire.
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

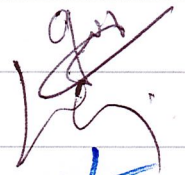
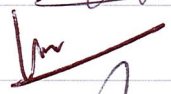
Joachim MOYSE

Certifié exécutoire par (1) Le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil municipal.

| | |
|---|---|
| Monsieur Joachim Moyse | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Madame Francine Goyer |  | Madame Carolanne Langlois | |
| Monsieur Pascal Le Cousin | | Madame Réjane Grard-Colombel | |
| Monsieur David Fontaine | | Madame Thérèse-Marie Ramaroson | |
| Monsieur Jérôme Gosselin | | Madame Michelle Ernis | |
| Madame Danièle Auzou | | Monsieur Antoine Scicluna | |
| Madame Murielle Renaux | | Monsieur Daniel Vézie | |
| Monsieur Patrick Morisse | | Monsieur Gabriel Moba M'builu | |
| Monsieur Michel Rodriguez | | Monsieur Hubert Wulfranc |  |
| Madame Léa Pawelski | | Monsieur Didier Quint | |
| Madame Fabienne Burel | | Madame Samia Lage | |
| Monsieur Daniel Launay | | Madame Agnès Bonvalet | |
| Monsieur Philippe Schapman | | Madame Pascale Hubart | |
| Monsieur Francis Schilliger | | Madame Florence Boucard | |
| Madame Marie-Agnès Lallier | | Monsieur Gilles Chuette | |
| Madame Nicole Auvray | | Monsieur Jocelyn Cheron | |
| Madame Najia Atif | | Monsieur Philippe Brière | |
| Madame Catherine Olivier | | Madame Noura Hamiche | |

# Rapport au Conseil Municipal

# Présentation du Compte administratif 2018

Le Compte Administratif dresse le bilan des dépenses (mandats) et recettes (titres) effectuées par la ville sur un exercice donné. Il permet d'apprécier la réalisation et la gestion effective du budget et constitue un arrêté des comptes de l'Ordonnateur. Le compte de gestion quant à lui retrace les comptes tenus par le Comptable, et la situation patrimoniale de la ville à la clôture de l'exercice.

## 1- RESULTATS DE L'EXERCICE ET AFFECTATION

### A. Résultats de l'exécution 2018

Le résultat de l'exécution retrace l'ensemble des recettes et dépenses effectuées par la collectivité entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018.

Le résultat d'exécution 2018 présente un solde positif de 737 001,94 € composé d'un excédent de fonctionnement de 1 225 426,71 € et d'un déficit d'investissement de 488 424,77 €.

| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Budgété | Réalisé | Budgété | Réalisé | |
| (a) | RECETTES | 47 758 490,75€ | 44 363 732,09€ | 15 383 716,67€ | 7 821 639,10€ | 52 185 371,19€ |
| | **Restes à réaliser en recettes** | | | | **2 464 693,74€** | |
| (b) | DEPENSES | 47 758 490,75€ | 43 138 305,38€ | 15 383 716,67€ | 8 310 063,87€ | 51 448 369,25€ |
| | **Restes à réaliser en dépenses** | | | | **2 126 486,46€** | |
| (c)=(a)-(b) | **RESULTAT 2018** | | **1 225 426,71€** | | **-488 424,77€** | **737 001,94€** |

Pour mémoire, le résultat d'exécution 2017 présentait un déficit de 241.776,75 € composé d'un excédent de fonctionnement de 1.292.693,53 € et d'un déficit d'investissement de 1.534.470,28 €.

### B. Résultat de clôture 2018

Le résultat de clôture reprend le résultat de l'exécution 2018 et y additionne les résultats de l'exercice précédent.

L'exercice 2018 est clôturé avec un résultat positif de 4 737 443,87€ (dont 4 635 886,46€ en fonctionnement et 101 557,41€ en investissement). Il sera affecté sur le budget 2019 par décision modificative.

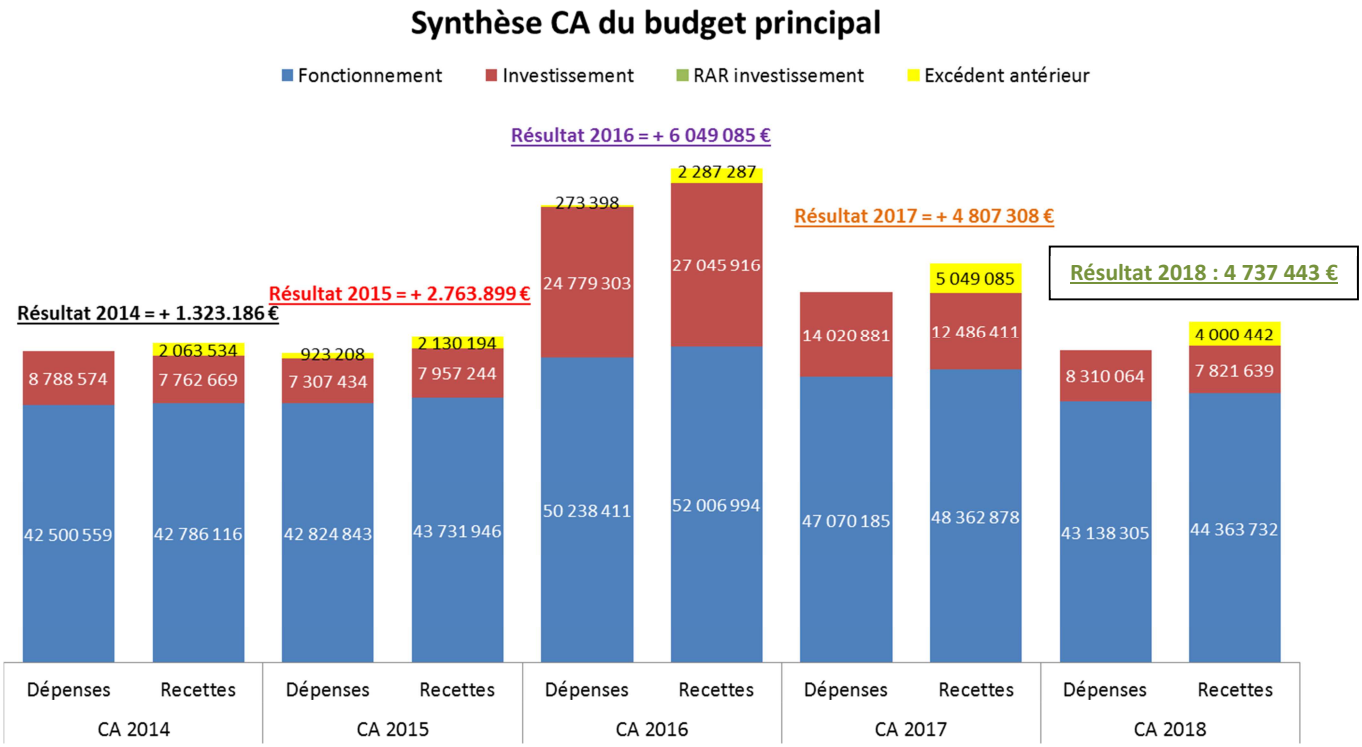
Les restes à réaliser constatés fin 2018 s'établissent à 2 126 486,46€ en dépenses et 2 464 693,74€ en recettes, soit un excédent de financement de 338 207,28€ qui sera également à reporter sur le budget 2019.

| | | **FONCTIONNEMENT** | | **INVESTISSEMENT** | | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Budgété** | **Réalisé** | **Budgété** | **Réalisé** | |
| (c) = (a)-(b) | **RESULTAT 2018** | | **1 225 426,71 €** | | **-488 424,77 €** | **737 001,94 €** |
| (d) | **RESULTAT ANTERIEUR (2017)** | | **3 410 459,75 €** | | **589 982,18 €** | **4 000 441,93 €** |
| (e) = (c) + (d) | **RESULTAT GLOBAL (2018)** | | **4 635 886,46 €** | | **101 557,41 €** | **4 737 443,87 €** |

| | |
|---|---|
| **Restes à réaliser global** | **338 207,28 €** |

En comparaison des années précédentes, et en rappelant que l'année 2016 était exceptionnelle, le résultat global 2018 est satisfaisant et en continuité du résultat 2017. Le résultat d'exécution étant positif, celui-ci permet de conserver l'excédent constitué depuis 2016 à la même hauteur que celui de 2017.

Pour mémoire : excédent 2016 (+6M€), excédent 2017 (+4,8M€)




## C. Affectation des résultats 2018 au budget 2019

Le budget primitif 2019 a été voté le 13 décembre 2018 sans reprise anticipé des résultats.

Ainsi, il est proposé de reprendre au budget 2019, l'excédent 2018 constaté en section de fonctionnement de 4,6M€ de la façon suivante :

- 2,6 M€ en recettes de fonctionnement au chapitre 002
- 2M€ affectés à la section d'investissement en recettes au compte 1068

L'excédent d'investissement 2018 de 101 557,41€ sera repris dans son intégralité en recettes d'investissement du budget 2019 au chapitre 001.

## D. Taux de réalisation du budget 2018

| | Budget 2018 | Réalisé | Tx Exé |
|---|---|---|---|
| **Dépenses réelles de fonctionnement** | **43 972 303,75 €** | **41 113 050,50 €** | **93,5%** |
| dont 011 - charges à caractère général | 9 444 016,26 € | 8 289 386,65 € | 88% |
| dont 012 - charges de personnel | 28 214 308,62 € | 27 316 983,93 € | 97% |
| dont 65 - autres charges de gestion courantes | 4 268 093,20 € | 3 845 481,25 € | 90% |
| dont 66 - charges financières | 1 647 315,67 € | 1 407 031,70 € | 85% |

| | Budget 2018 | Réalisé | Tx Exé |
|---|---|---|---|
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **44 348 031,00 €** | **44 329 028€** | **100%** |
| dont 70 - produits des services | 3 934 403,00 € | 3 744 218,53 € | 95% |
| dont 73 - impôts et taxes | 26 528 122,00 € | 26 709 749,45 € | 101% |
| dont 74 - dotations, subventions et participations | 12 851 469,00 € | 12 641 514,79 € | 98% |
| dont 75 – produits de gestion courante | 523 600,00 € | 552 326,36 € | 105% |

En section de fonctionnement, les dépenses prévues au budget (après DM) ont globalement été toutes réalisées (93,5%).

Pour les charges de personnel le taux d'exécution de 97% représente un écart cumulé de 897 324€ par rapport à la prévision budgétaire 2018, lié principalement à l'effet de Noria (431 000€). Il s'agit de la différence globale de rémunération lors des recrutements entre les postes entrants et les postes sortants, mais aussi la durée de vacances des postes.

Le taux d'exécution de 88% pour les charges à caractère général illustre quant à lui l'effort de gestion demandé aux services.

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement est satisfaisant, à hauteur de 100%.

| | Budget 2018 | Réalisé | Tx Exé |
|---|---|---|---|
| **Dépenses réelles d'investissement** | **15 382 716,67 €** | **8 310 063,87 €** | **54%** |
| dont 20 - Immobilisation incorporelles | 569 990,77 € | 163 895,64 € | 29% |
| dont 21 - Immobilisation corporelles | 6 938 398,66 € | 3 031 005,94 € | 44% |
| dont 23 - Travaux en cours | 3 816 616,24 € | 1 500 490,33 € | 39% |
| dont 16 - Remboursement du capital emprunté | 3 464 562,00 € | 3 454 740,93 € | 100% |

| | Budget 2018 | Réalisé | Tx Exé |
|---|---|---|---|
| **Recettes réelles d'investissement** | **11 161 027,49 €** | **5 796 384,29 €** | **52%** |
| dont 10 – FCTVA | 486 483,00 € | 443 524,84 € | 100 % |
| dont 1068 – excédent de fonctionnement capitalisés | 2 000 000,00 € | 2 000 000,00 € | 100% |
| dont 13 - Subventions | 5 347 277,49 € | 3 132 161,81 € | 59% |
| dont 16 - Emprunt | 2 500 000 € | 0,00 € | 0% |

Les dépenses d'équipement n'ont été réalisées qu'à 54%.

Ce faible taux de réalisation peut trouver une explication dans les éléments suivants :

<u>Dépenses d'investissement :</u>

- 3 500 000 € non réalisés en dépenses au DFCP : les crédits affectés en 2018 à la suite de la reprise des résultats de 2017 n'ont pas été mobilités pour de nouveaux projets d'investissement. Les dépenses d'investissement 2018 ont donc été payées exclusivement sur les recettes de 2018. Cela a eu pour conséquence de préserver les résultats de 2018 à un niveau identique à celui de 2017.

- 2 100 000€ sont placés en « restes à réaliser de dépenses » sur l'année 2019 par les services. en effet certains projets inscrits au budget des services ont fait l'objet d'un démarrage tardif en lien avec des besoins de préparation supplémentaires ou de certains aléas.
  Exemples :

- au DDT : acquisitions de réserves foncières reportées du fait d'un changement de portage par l'EPFN, ou désaccord avec les propriétaires (500 000€), travaux NPNRU non réalisés suite a des besoins d'étude complémentaires (270 000€), création du compte de tiers dans sa totalité pour le chauffage SORANO et report pour réalisation du 1er semestre 2019 (200 000€).
- report d'acquisition de matériel informatique suite à non livraison avant la fin de l'année 2018 (198 000 €).
- à la DST : finalisation des travaux tardive et décalage de la réception de la facturation pour les travaux d'accessibilité (AD'AP), travaux de toiture Macé moins couteux, opération de rénovation Langevin inscrite pour 556 000€ et décalage de commencement de travaux, fin de travaux et facturation tardive pour la réfection du gymnase Ampère (270 000€).

Si on tient compte de ces éléments inscrits en reste à réaliser ou reportés consécutivement à des prescriptions techniques, la réalisation des crédits de travaux aurait été portée à hauteur de 70 %.

Recettes d'investissement :

- La non réalisation des dépenses a permis de valider la non réalisation de l'emprunt inscrit pour 2 500 000€. Cela a eu pour conséquence d'améliorer l'état global de la dette de la collectivité.
- Les subventions n'ont été réalisées qu'à hauteur de 59% en lien avec le report de la réalisation des travaux et projets correspondants. Ce qui se traduit par un report « restes a réaliser de recettes » de 2 464 000€.

Ainsi les dépenses et les recettes non réalisées sur 2018 et reportées en 2019 n'affecteront pas les nouveaux projets inscrits pour l'année 2019.

## 2- INDICATEURS ET RATIOS FINANCIERS

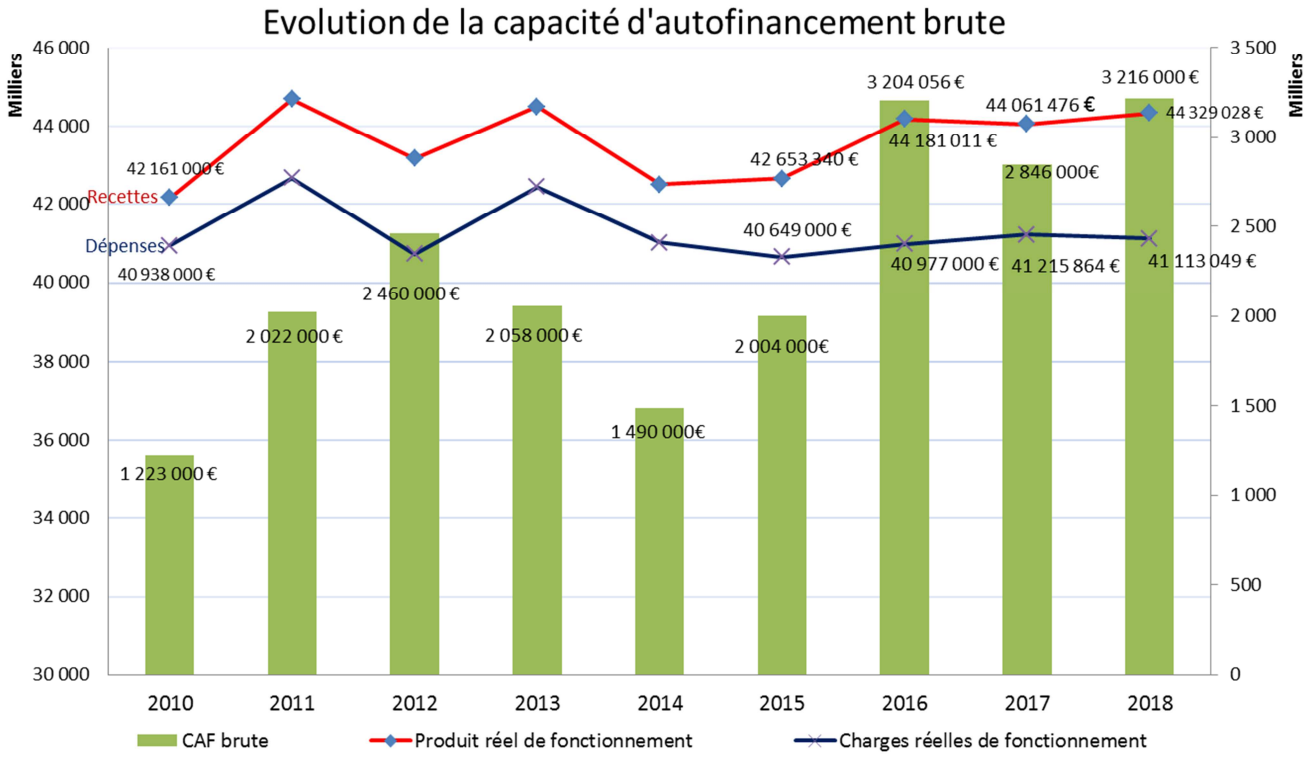
Les efforts réalisés par la collectivité pour absorber la baisse des dotations de l'Etat et redonner une capacité à investir, tendent à améliorer la fragilité les indicateurs de gestion et ratios financiers.

### A. Epargne Brute

L'épargne brute traduit l'excédent de fonctionnement sur les dépenses. Il s'agit d'un des indicateurs les plus pertinents pour apprécier la santé financière d'une collectivité puisqu'il mesure à la fois les marges de manœuvre et la capacité à investir.

En 2018, l'épargne brute de la ville conserve un niveau satisfaisant (3,2M€) et progresse par rapport à 2017.

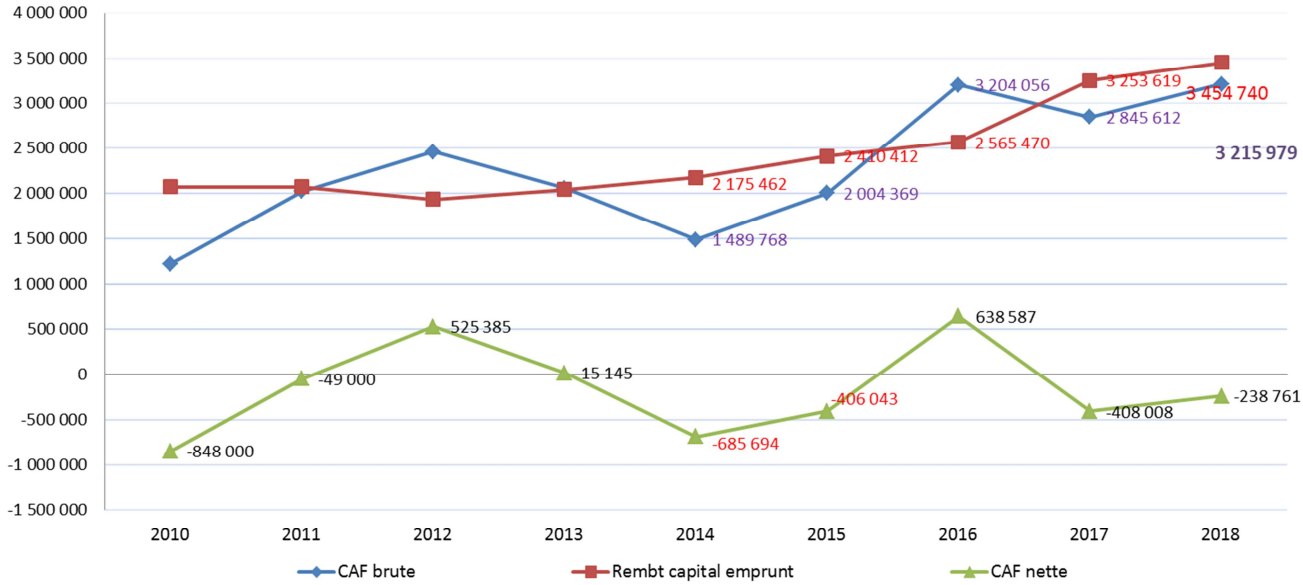
| en milliers d'euro | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit réel de fonctionnement | 42 161 000 | 44 686 000 | 43 177 779 | 44 497 852 | 42 506 146 | 42 653 340 | 44 181 011 | 44 061 476 | 44 329 028 |
| Charges réelles de fonctionnement | 40 938 000 | 42 664 000 | 40 717 567 | 42 439 375 | 41 016 378 | 40 648 970 | 40 976 955 | 41 215 864 | 41 113 049 |
| dont charges de personnel | 22 835 000 | 23 351 000 | 24 372 012 | 25 450 889 | 26 072 380 | 26 452 225 | 26 934 186 | 27 440 097 | 27 309 162 |
| dont charges financières | 1 473 000 | 1 407 000 | 1 382 434 | 1 319 387 | 1 706 645 | 1 960 035 | 1 904 814 | 1 462 656 | 1 400 435 |
| **CAF brute** | 1 223 000 | 2 022 000 | 2 460 212 | 2 058 477 | 1 489 768 | 2 004 369 | 3 204 056 | 2 845 612 | 3 215 979 |




## B. Capacité d'Autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF ou épargne nette) mesure la capacité à investir et à réaliser des dépenses d'équipement après remboursement de ses échéances de dette.

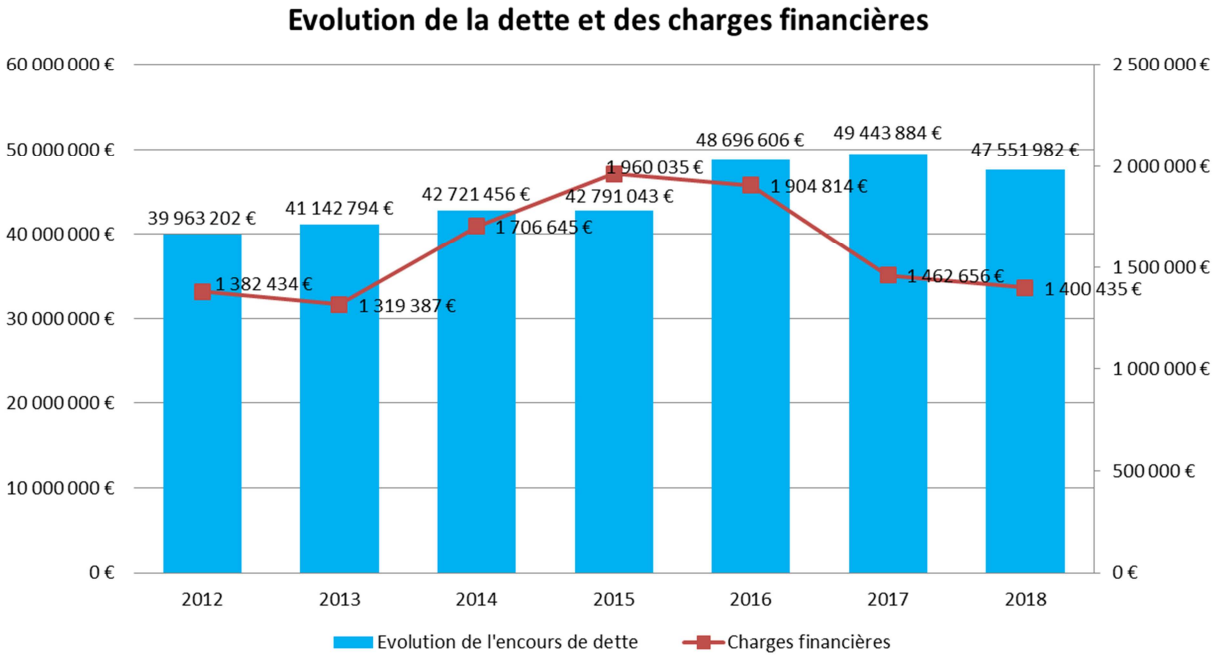
Même si elle reste négative, la CAF de la ville s'est améliorée à –238 761€ en 2018, comparativement à -408 008€ en 2017.



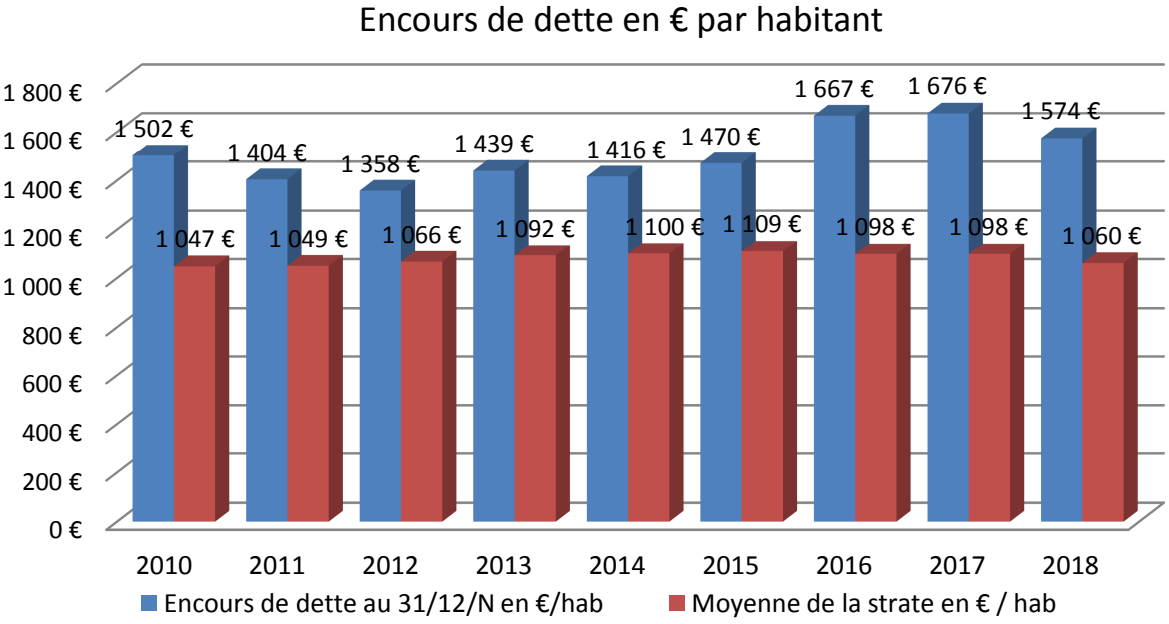
## C. Encours de dette

En 2018, la ville n'a pas eu recours à l'emprunt pour financer son programme d'investissement et a remboursé 3,4 M€ de capital (3,2M€ en 2017) et 1 400 435 € de charges financières (1 462 656 € en 2017).

L'encours de la dette qui s'élève à 47,5 M€ a donc baissé par rapport à 2017 (- 1 891 902€).




La période de 2012 à 2018 a été marquée par la renégociation de deux emprunts structurés qui a permis de réduire considérablement ses frais financiers (-23,2% par rapport à 2016). La ville profite également de taux d'intérêts bas.



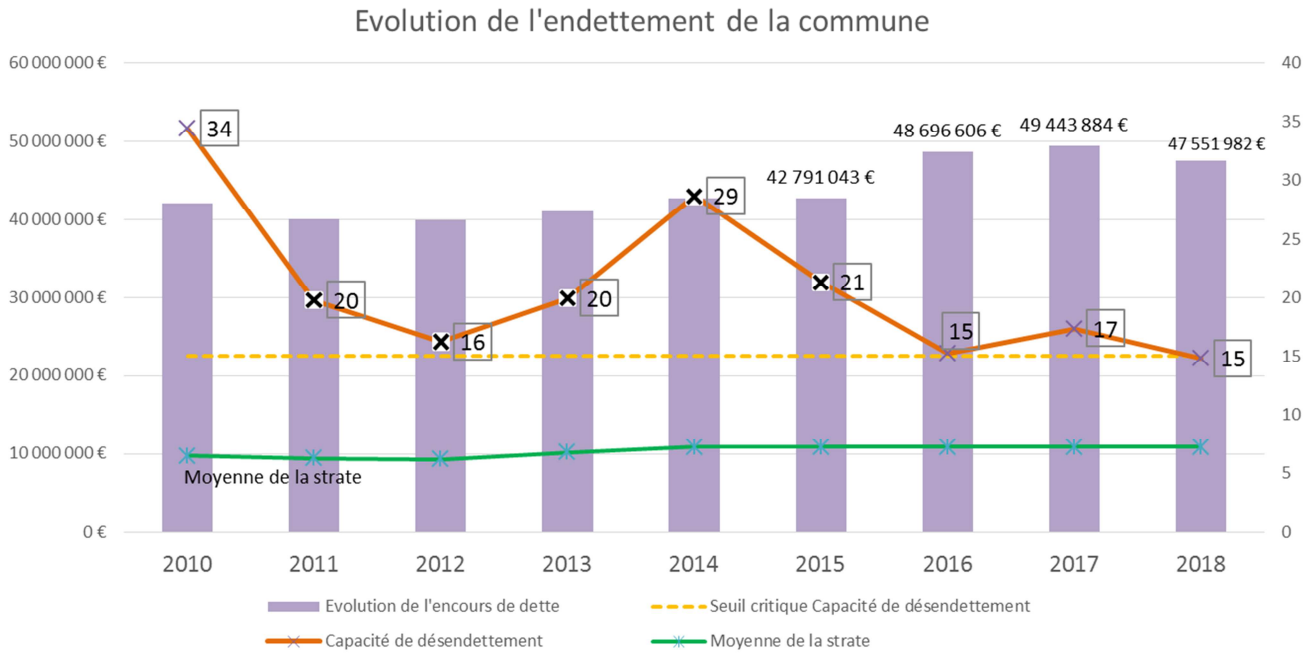

L'encours de dette de la ville par habitant baisse d'environ 100€/hab comparativement à 2017 et représente une dépense de 1 574€/hab (1676 €/hab en 2017). Même si ce montant est plus

élevé que la strate nationale de 1060€/hab, le désendettement reste important pour la ville. Cette dette reste relativement sûre et peu couteuse considérant la nature et le taux de ses emprunts.

### D. Capacité de désendettement

La capacité de désendettement est un indicateur de solvabilité. Ce ratio indique le nombre d'années qu'il sera nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette en y consacrant toute son épargne disponible. Il est généralement admis qu'un ratio de désendettement de 10 à 12 ans est acceptable, et qu'au-delà de 15 ans la situation financière est fragilisée.

Après avoir atteint les 17 ans en 2017, ce ratio de désendettement se rétabli à 15 ans, semblable à l'amélioration de l'année 2016.




## 3- ANALYSE ET DETAILS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

### A. Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement comptabilisées au Compte Administratif 2018 s'élèvent à 44 363 732,09 € dont 43.682.882,20 € de recettes de gestion courantes.

| FONCTIONNEMENT | CA 2012 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 Atténuation des charges | 151 126 | 145 915 | 52 182 | 85 039 | 33 394 | 196 599 | 35 073 |
| 70 Produits des services, du domaine | 5 161 322 | 5 386 659 | 2 753 294 | 3 948 997 | 3 623 240 | 3 913 975 | 3 744 219 |
| 73 Impôts et taxes | 24 663 890 | 25 033 765 | 25 976 626 | 25 386 261 | 26 270 991 | 26 219 954 | 26 709 749 |
| 74 Dotations, subventions et particip. | 12 194 918 | 12 878 602 | 12 591 997 | 12 509 319 | 12 478 565 | 12 534 671 | 12 641 515 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 1 116 778 | 1 122 588 | 994 516 | 917 952 | 1 744 935 | 639 985 | 552 326 |
| **sous total recettes de gestion courantes** | **43 288 034** | **44 567 529** | **42 368 615** | **42 847 568** | **44 151 125** | **43 505 184** | **43 682 882** |
| 76 Produits financiers | | | | 73 158 | 349 915 | 343 531 | 337 058 |
| 77 Produits exceptionnels + Cessions | 633 610 | 1 232 824 | 416 400 | 811 221 | 425 954 | 3 758 919 | 309 089 |
| 042 opération d'ordre de transfert entre section | 77 489 | 4 844 | 1 102 | 0 | 7 080 000 | 755 244 | 34 703 |
| **Total recettes de Fonct.** | **43 999 133** | **45 805 197** | **42 786 117** | **43 731 947** | **52 006 994** | **48 362 878** | **44 363 732** |

Les recettes courantes ont très peu progressées par rapport à 2017 (0,41%) et il n'y a pas eu de recettes exceptionnelles de nature a augmenter le total des recettes globales de

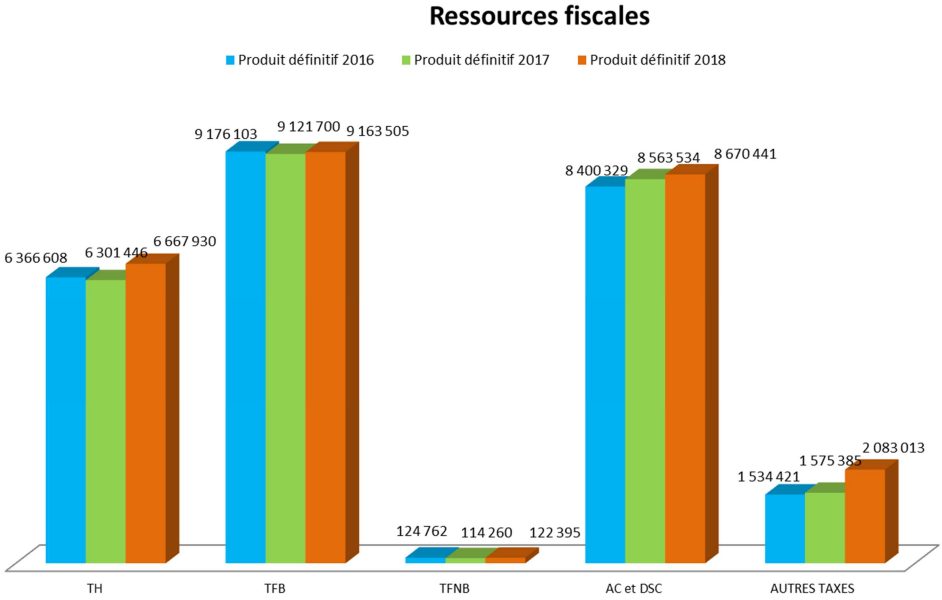
fonctionnement de manière aussi significative que lors des années 2016 et 2017 (cessions foncières, reprise de résultat de budget annexe ou opération d'ordre).

**Le produit des impôts et taxes (chapitre 73),**

Constitue la principale recette de la ville. Ce chapitre comprend les impôts locaux, l'attribution de compensation (AC) versée par la métropole, les versements des fonds de péréquation (FPIC) ainsi que les droits de mutation et autres taxes.

Cette recette a connu depuis 2012 une progression annuelle moyenne de 2% par an, notamment en raison de la croissance de la population, du relèvement des taux d'imposition en 2015 et 2016 et de l'intégration progressive de la taxe d'aménagement dans l'attribution de compensation.

Après une légère diminution en 2017 ce produit augmente à nouveau notamment suite à la progression de l'attribution communautaire (+106 907€), des droits de mutation et autres taxes (+ 507 628€).

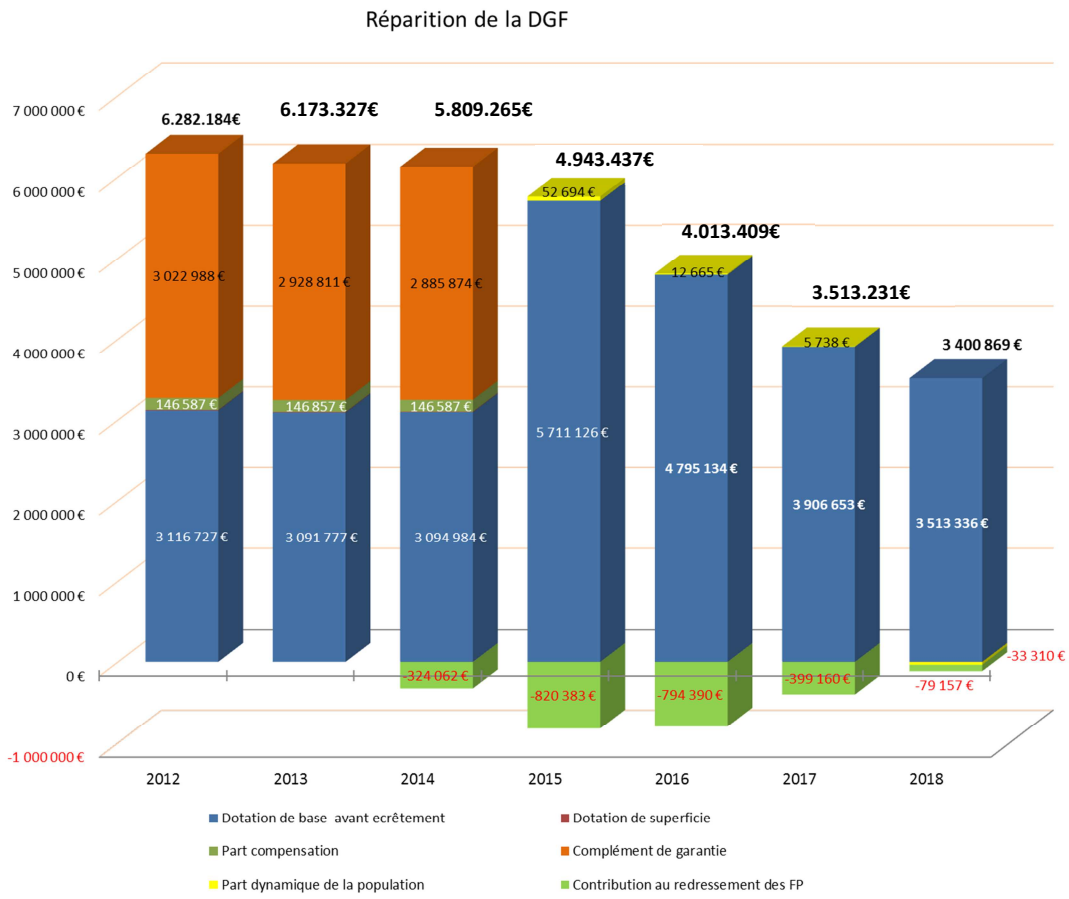



**Les dotations et participations (chapitre 74),**

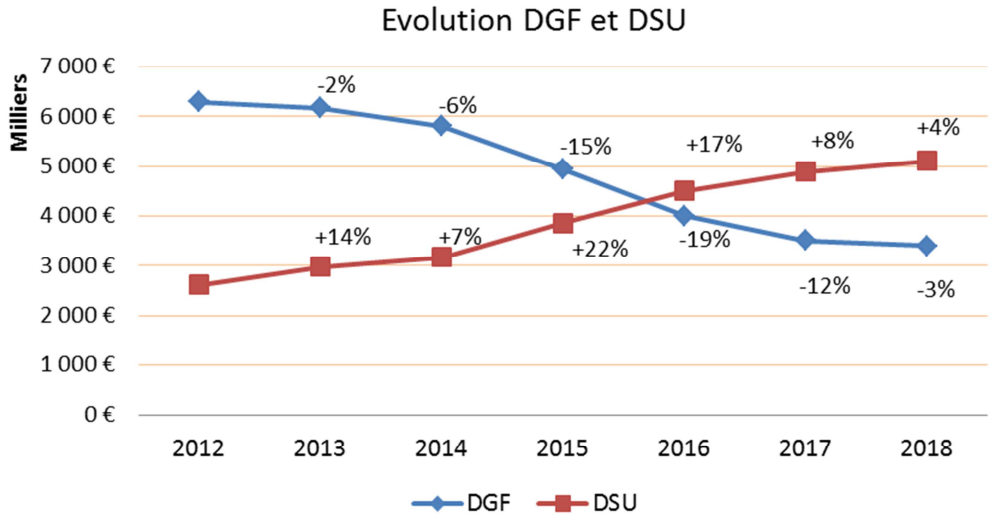
Représentent le deuxième poste de recettes de la ville, soit 12.5M€. Ce chapitre regroupe les dotations de l'Etat, les subventions perçues et les compensations fiscales. Il progresse en moyenne de 1% par an.

La dotation globale de fonctionnement (DGF) continue de diminuer, réduite à 3,4M€ en 2018 contre 3,5 M€ en 2017 (-3%).

Il faut noter que depuis cette année, la ville ne bénéficie plus de la part « dynamique de la population » et que la dotation de base fait l'objet d'un écrêtement pour compensation et contribution au redressement des finances publiques conformément à la loi de finances. Cette part de dotation à la collectivité fera l'objet d'une étude attentive du service financier.




La ville bénéfice toujours d'une Dotation de Solidarité Unique (DSU) dynamique (+4% entre 2017 et 2018). Calculée sur des critères sociaux-économiques, elle évolue favorablement pour accompagner les politiques sociales de la ville. La progression de cette dotation compense la baisse de la DGF depuis 2016. Il est toutefois regrettable que la DSU, qui n'a pas par ailleurs la même vocation que la DGF, vienne se substituer à une perte depuis 2012 de près de 2800 000 € de dotation au fonctionnement de la collectivité.

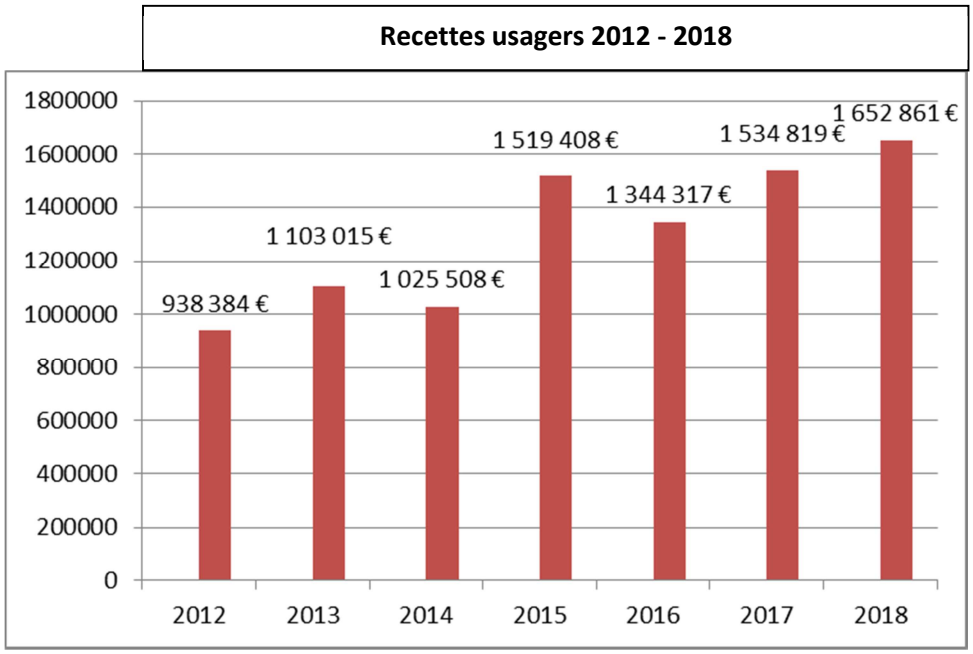



| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DGF** | 6 292 184 € | 6 173 327 | 5 809 265 € | 4 943 437 | 4 013 409 | 3 513 231 | 3 400 869 € |
| **DSU** | 2 616 226 € | 2 977 483 € | 3 175 398 € | 3 860 635 € | 4 505 249 € | 4 886 151 € | 5 104 137 € |
| **total** | 8 908 410 € | 9 150 810 | 8 984 663 € | 8 804 072 | 8 518 658 | 8 399 382 | 8 505 006 € |

Les autres subventions de fonctionnement perçues en 2018 restent stables.

**Les produits des services (chapitre 70),**

Représentent 3.8% des recettes de fonctionnement perçus par la ville (hors refacturation aux budgets annexes). Ces produits sont constitués principalement des recettes des prestations rendus aux usagers (notamment dans le cadre des activités Unicité). Ces recettes connaissent des variations différenciées selon le contexte budgétaire : +7% en 2018 : augmentation des usagers et des tarifs. Les autres recettes issues de loyers du patrimoine de la collectivité sont en baisse à la suite de la vente des immeubles « papillon » par exemple.




## B. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement comptabilisées au Compte Administratif 2018 s'élèvent à 43 138 305 € dont 39 580 080 € de dépenses réelles courantes.

| FONCTIONNEMENT | CA 2012 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 014 Atténuation de produits | | | | 170 637 € | | 229 259 € | 128 228 € |
| 011 Charges à caractère général | 9 264 274 € | 9 282 837 € | 8 822 430 € | 8 570 166 € | 8 448 807 € | 8 096 000 € | 8 289 387 € |
| 012 Charges de personnel | 24 372 012 € | 25 450 889 € | 26 072 380 € | 26 452 225 € | 26 934 186 € | 27 440 097 € | 27 316 984 € |
| 65 Autres frais de fonctionnement | 5 753 716 € | 5 929 114 € | 4 349 938 € | 3 591 593 € | 3 842 473 € | 3 984 972 € | 3 845 481 € |
| charges de fonctionnement courantes | 39 390 002 € | 40 662 839 € | 39 244 748 € | 38 784 621 € | 39 225 466 € | 39 750 328 € | 39 580 080 € |
| 66 Charges financières (hors IRA) | 1 382 434 € | 1 319 387 € | 1 706 645 € | 1 960 035 € | 1 904 814 € | 1 462 656 € | 1 407 032 € |
| 67 Charges exceptionnelles | 96 257 € | 103 064 € | 117 167 € | 233 148 € | 229 984 € | 772 270 € | 125 939 € |
| 042 Opérations d'ordre de transfert | 1 805 138 € | 2 343 078 € | 1 431 999 € | 1 847 039 € | 8 878 147 € | 5 084 931 € | 2 025 255 € |
| **Total charges de Fonct.** | **42 673 831 €** | **44 428 368 €** | **42 500 559 €** | **42 824 843 €** | **50 238 411 €** | **47 070 185 €** | **43 138 305 €** |

**Les charges de personnel (chapitre 012),**

Représentent la principale dépense de fonctionnement de la ville avec 27 316 984 € (soit 69% des dépenses de fonctionnement courantes).

La progression de la masse salariale entre 2017 et 2018 a diminué de 0,4%. De nombreuses obligations réglementaires viennent impacter l'évolution de la masse salariale comme la mise en place du PPCR et des revalorisations indiciaires mais aussi la journée de carence, les avancements de grades à la durée maximale. La masse salariale de la collectivité connait un effet de NORIA important en 2018 (431 000 €), ainsi que le passage de plus d'agents à demi-traitement dans le cadre de leur CLM.

**Les charges à caractère général (chapitre 011),**

Regroupent l'ensemble des dépenses de fonctionnement des services municipaux. Ces charges font l'objet d'importants efforts de gestion et de rationalisation des dépenses, des achats et une recherche d'économies dans tous les services et par tous les acteurs. Ces dépenses ont toutefois progressées de 193 387 € entre 2017 et 2018 en lien avec l'augmentation des prix (+2,3%).

**Les autres charges de gestion courante (chapitre 65),**

Représentent une dépense de 3 845 481€ et sont en baisse de +3.5% par rapport à 2017. Elles sont constituées :

-des indemnités, frais de mission, formation et cotisations des élus du Conseil Municipal,

-Des pertes sur créances irrécouvrables,

-Des participations et contributions aux différents budgets annexes

-Des subventions versées aux associations

-D'une subvention pour équilibrer le budget lotissement Seguin

**Les charges financières (chapitre 66),**

Ont représenté une dépense de 1 407 032€ en 2018, soit 3% des dépenses réelles de fonctionnement.

Elles apparaissent en diminution pour la troisième année consécutive(- 55 624 €). D'une part, le refinancement des emprunts structurés a permis d'abaisser leurs taux d'intérêts et d'autre part, la ville profite pleinement des taux actuellement bas sur ses emprunts à taux variables.

## C. Dépenses d'investissement

| INVESTISSEMENT | CA 2012 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total Dépenses d'équipement | 4 381 765 € | 7 672 207 € | 6 525 383 € | 4 325 902 € | 2 970 661 € | 10 004 873 € | 4 707 391 € |
| 16 Remboursement de capital | 1 934 827 € | 2 043 332 € | 2 175 462 € | 2 410 412 € | 2 565 470 € | 3 254 749 € | 3 455 118 € |
| 204 Subventions d'équipement versées | 0 € | 0 € | 86 627 € | 3 000 € | 56 000 € | 6 016 € | |
| 1675 remboursement emprunt MPPE | | 4 357 693 € | | | | 70 749 € | |
| 040 opération d'ordre de transfert entre section | 77 489 € | 4 844 € | 1 102 € | | 4 250 000 € | 755 244 € | 77 590 € |
| 041 opération patrimoniale | | | | 568 120 € | 14 937 173 € | | |
| 045 opération sur compte de tiers | | | | | | | 69 963 € |
| Total | 6 394 081 € | 14 078 077 € | 8 788 574 € | 7 307 434 € | 24 779 303 € | 14 091 631 € | 8 310 062 € |

Les dépenses d'investissement se sont élevées en 2018 à 8,3 M€. Elles se répartissent principalement entre les dépenses d'équipement (4,7M€), et le remboursement en capital de la dette (3.4M€) et les opérations d'ordre (69 963 € pour compte de tiers/ chauffage SORANO).

**Les dépenses d'équipement (chapitre 20 à 23)** comprennent les travaux réalisés, les frais d'études, les acquisitions mobilières et immobilières ainsi que les subventions versées destinées à financer des investissements.

Les dépenses d'équipement 2018 d'aménagement et de construction se sont essentiellement concentrées sur les équipements suivants :

- Equipement pour le dédoublement des classes
- Travaux gymnase Ampère
- Participation aux travaux d'enfouissement des réseaux (rue de Paris notamment)
- Les travaux dans les groupes scolaires (toitures et rénovation)
- La finalisation de la rénovation et extension de la bibliothèque Louis Aragon
- Travaux stade Célestin Dubois
- Aires de jeux et multisport

**Le remboursement de la dette (chapitre 16)** a représenté une dépense de 3.4M€ (+27%). Il pèse pour 33% des dépenses d'équipement.

### D. Financement des dépenses d'investissement

| INVESTISSEMENT | CA 2012 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 dotations, FCTVA et réserves | 2 819 651 € | 1 372 125 € | 994 671 € | 1 424 665 € | 1 802 048 € | 1 633 226 € | 2 443 524 € |
| 13 Subventions d'investissement reçues | 492 929 € | 1 044 352 € | 1 580 374 € | 1 501 633 € | 1 112 935 € | 1 483 807 € | 3 132 161 € |
| 16 Emprunts | 1 000 587 € | 4 051 531 € | 3 754 123 € | 2 480 000 € | 3 000 330 € | 4 000 897 € | 0 € |
| 165 Dépôt et cautionnements reçus | | | | | | | 402 € |
| 27 Autres immobilisations financières | | | | 131 736 € | 145 284 € | 143 859 € | 150 332 € |
| 238 Remboursement avance | | | | | | 139 692 € | |
| 040 Opérations d'ordre de transfert | 1 805 138 € | 2 343 078 € | 1 433 500 € | 2 415 159 € | 6 048 206 € | 5 084 931 € | 2 025 254 € |
| 045 Opération sur compte de tiers | | | | | | | 69 963 € |
| **Total** | **6 118 304 €** | **8 811 086 €** | **7 762 669 €** | **7 953 192 €** | **12 108 803 €** | **12 486 411 €** | **7 821 636 €** |

Les recettes d'investissement comptabilisées au CA 2018 s'élèvent à 7,8 M€ dont 5,7 M€ de recettes réelles.

Les dépenses d'équipement n'ont pas été financées par l'emprunt en 2018, mais par des dotations et fonds divers pour 2,4M€ (comme le FCTVA, et le reliquat de la taxe d'aménagement) ainsi que des subventions pour un montant total de 3,1M€.

Ces subventions proviennent de différents partenaires :

- L'Etat au titre de la DDU 2015 pour travaux dans les offices et DPV
- Le FIPD pour l'accompagnement des travaux de sécurisation des écoles et bâtiments communaux
- Le CNDS, le CPS (Département) et la Région Normandie
- La Métropole au titre du FSIC
- La CAF

## 4- STRUCTURE DE LA DETTE AU 31 DECEMBRE 2018

La dette de la ville compte 24 emprunts (25 emprunts en 2017), contractés auprès de 6 groupes bancaires. La durée de vie moyenne de la dette de la ville reste plus faible que l'ensemble des collectivités et les taux moyens de la ville sont comparables aux autres collectivités.

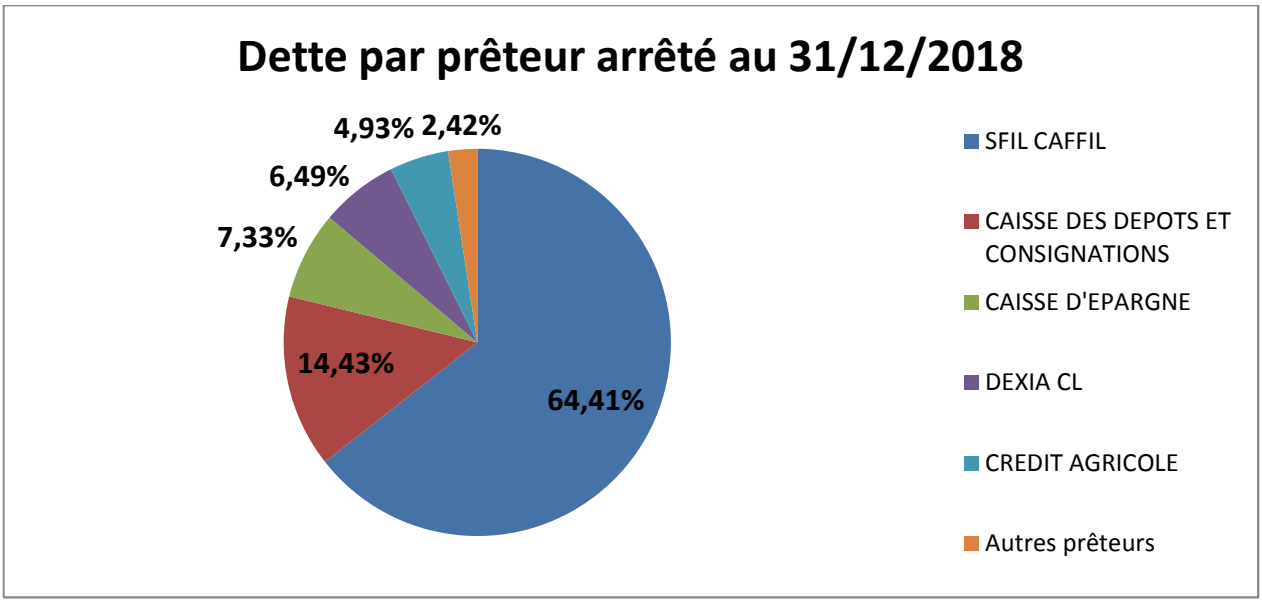
| STRUCTURE DE LA DETTE AU 31/12/2018 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Caractéristiques de la dette au : | 31/12/2012 | 31/12/2013 | 31/12/2014 | 31/12/2015 | 31/12/2016 | 31/12/2017 | 31/12/2018 |
| Dette de la Ville | 39 119 997,00 € | 41 127 538,00 € | 42 700 969,00 € | 42 774 604,00 € | 48 696 607,00 € | 49 443 884,00 € | 47 551 981,61 € |
| Taux moyens | 4,05% | 4,13% | 4,58% | 4,24% | 2,90% | 2,75% | 2,69% |
| Durée résiduelle moyenne | 11,3 ans | 12,3 ans | 12 ans | 11,4 ans | 13,4 ans | 13 ans | 12 ans |
| Durée de vie moyenne | 6,9 ans | 7,2 ans | 6,1 ans | 6,5 ans | 7,4 ans | 7 ans | 6 ans et 7 mois |

La dette de la ville s'élève à 47 551 981,61 € au 31/12/2018. La majorité des emprunts est indexée à taux fixe (44,4%). Une faible partie de la dette de la commune est indexée à taux variable (15,22% de l'encours). Le reste étant indexé sur des produits structurés.

| Type de risque | Capital restant dû | % de l'encours | Taux moyen |
|---|---|---|---|
| **Fixe** | 20 419 152 € | 44,42% | 3,65% |
| **Variable** | 6 996 588 € | 13,54% | 0,44% |
| **Livret A** | 6 631 889 € | 14,70% | 1,60% |
| **Barrière avec multiplicateur** | 11 923 844 € | 25,86% | 3,00% |
| **MPPE requalifié en emprunt** | 1 580 509 € | | |
| **Total** | **47 551 982 €** | **100,0%** | **2,69%** |

64,41% de l'encours de dette est détenu par la SFIL CAFFIL. Pour les autres établissements de crédits, le seuil de portabilité relativement faible peut faciliter l'obtention de nouveaux crédits ;

Depuis quelques années, la ville diversifie l'offre bancaire afin de profiter des conditions les plus avantageuses.



**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-9 | Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget du Rive Gauche**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Madame Francine Goyer, Adjointe.

**Etaient présents :**
Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Conformément à la réglementation en vigueur l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires qu'il a exécutées.
Le compte administratif est le compte qui retrace les réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Ce document qui présente les résultats comptables de l'exercice N-1 doit être approuvé par l'assemblée délibérante.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et Comptes) du Code général des collectivités territoriales,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- Le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice 2018,

**Considérant :**
- Le Conseil municipal réuni sous la présidence de Madame Francine Goyer, 1ère adjointe, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2018, dressé par Monsieur Joachim Moyse, Maire, lequel peut se résumer par le tableau ainsi annexé ci-dessous :

| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | ***Budgété*** | ***Réalisé*** | ***Budgété*** | ***Réalisé*** | |
| (a) | RECETTES<br>Restes à réaliser en recettes | **1 287 186,60 €** | 1 187 390,47 € | **118 140,22 €** | 85 697,30 € | 1 273 087,77 € |
| (b) | DEPENSES<br>Restes à réaliser en dépenses | **1 287 186,60 €** | 1 069 710,92 € | **118 140,22 €** | 54 077,56 €<br>13 285,99 € | 1 123 788,48 € |
| (c ) = (a) - (b) | **RESULTAT 2018** | | **117 679,55 €** | | **31 619,74 €** | **149 299,29 €** |
| (d) | **RESULTAT ANTERIEUR (2017)** | | **138 465,60 €** | | **29 213,22 €** | **167 678,82 €** |
| € = (c ) + (d) | **RESULTAT GLOBAL (2018)** | | **256 145,15 €** | | **60 832,96 €** | **316 978,11 €** |

| | |
|---|---|
| **Solde des restes à réaliser à reporter au Budget annexe du Rive Gauche 2019** | **-13 285,99 €** |

- Les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, au fonds de roulement du bilan d'entrée et bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- La sincérité des restes à réaliser,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D’arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 33 votes pour.

Pour extrait conforme

Madame Francine Goyer
Adjointe

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112115-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## BUDGET ANNEXE - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21760575700384

POSTE COMPTABLE : Sotteville Les Rouen

**M 14**

## Compte administratif

## voté par nature

BUDGET : BUDGET RIVE GAUCHE (3)

ANNEE 2018

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 19
A4 - Etat des provisions 20
A5 - Etalement des provisions 21
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 22
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 23
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 24
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 25
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 26
A10.3 - Opérations liées aux cessions 27
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 28
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 29
A11 - Etat des travaux en régie 30
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale 32

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 33
B1.6 - Etat des engagements reçus 34
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 35
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

| | |
|---|---|
| B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale | Sans Objet |

## C - Autres éléments d'informations

| | |
|---|---|
| C1.1 - Etat du personnel | Sans Objet |
| C1.2 - Actions de formation des élus | Sans Objet |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier | Sans Objet |
| C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement | Sans Objet |
| C3.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |
| C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |
| C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes | Sans Objet |
| C3.6 - Identification des flux croisés | Sans Objet |

## D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

| | |
|---|---|
| D1 - Décision en matière de taux de contributions directes | Sans Objet |
| D2 - Arrêté et signatures | 36 |

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | CA |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET RIVE GAUCHE | 2018 |

# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 0 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 0.00 | |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 0.00 | |
| 5 | Encours de dette/population | 0.00 | |
| 6 | DGF/population | 0.00 | |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.00 | |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

## POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

## EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | |
|---|---|---|---|---|---|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | A | 1 069 710,92 | G | 1 187 390,47 |
| | Section d'investissement | B | 54 077,56 | H | 85 697,30 |
| | | | + | | + |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | C | 0,00 (si déficit) | I | 138 465,60 (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | D | 0,00 (si déficit) | J | 29 213,22 (si excédent) |
| | | | = | | = |
| | TOTAL (réalisations + reports) | = A+B+C+D | 1 123 788,48 | = G+H+I+J | 1 440 766,59 |
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1) | Section de fonctionnement | E | 0,00 | K | 0,00 |
| | Section d'investissement | F | 13 285,99 | L | 0,00 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F | 13 285,99 | = K+L | 0,00 |
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | = A+C+E | 1 069 710,92 | = G+I+K | 1 325 856,07 |
| | Section d'investissement | = B+D+F | 67 363,55 | = H+J+L | 114 910,52 |
| | TOTAL CUMULE | = A+B+C+D+E+F | 1 137 074,47 | = G+H+I+J+K+L | 1 440 766,59 |

## DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | E 0,00 | K 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 0,00 |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | F 13 285,99 | L 0,00 |
| 010 | Stocks (4) | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 3 325,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 9 960,99 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charg. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 635 238,00 | 491 265,29 | 81 360,63 | 0,00 | 62 612,08 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 509 088,00 | 469 604,08 | 7 890,23 | 0,00 | 31 593,69 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 3 000,00 | 1 095,22 | 0,00 | 0,00 | 1 904,78 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **1 147 326,00** | **961 964,59** | **89 250,86** | **0,00** | **96 110,55** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 120 465,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 120 465,60 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **1 267 791,60** | **961 964,59** | **89 250,86** | **0,00** | **216 576,15** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (2)* | *0,00* | | | | |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *19 395,00* | *18 495,47* | | | *899,53* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | *0,00* | | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***19 395,00*** | ***18 495,47*** | | | ***899,53*** |
| **TOTAL** | | **1 287 186,60** | **980 460,06** | **89 250,86** | **0,00** | **217 475,68** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **0,00** | | | | |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Prod. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 145 482,00 | 163 044,92 | 244,86 | 0,00 | -17 807,78 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 973 919,00 | 946 455,43 | 45 920,43 | 0,00 | -18 456,86 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 8 700,00 | 13 085,95 | 0,00 | 0,00 | -4 385,95 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **1 128 101,00** | **1 122 586,30** | **46 165,29** | **0,00** | **-40 650,59** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 17 620,00 | 16 918,88 | 0,00 | 0,00 | 701,12 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **1 145 721,00** | **1 139 505,18** | **46 165,29** | **0,00** | **-39 949,47** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *3 000,00* | 1 720,00 | | | 1 280,00 |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | 0,00 | | | 0,00 |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***3 000,00*** | ***1 720,00*** | | | ***1 280,00*** |
| **TOTAL** | | **1 148 721,00** | **1 141 225,18** | **46 165,29** | **0,00** | **-38 669,47** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **138 465,60** | | | | |

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 30 000,00 | 19 413,00 | 3 325,00 | 7 262,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 85 140,22 | 32 944,56 | 9 960,99 | 42 234,67 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **115 140,22** | **52 357,56** | **13 285,99** | **49 496,67** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **115 140,22** | **52 357,56** | **13 285,99** | **49 496,67** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *3 000,00* | *1 720,00* | | *1 280,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***3 000,00*** | ***1 720,00*** | | ***1 280,00*** |
| **TOTAL** | | **118 140,22** | **54 077,56** | **13 285,99** | **50 776,67** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | (2) **0,00** | | | |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 19 532,00 | 17 201,83 | 0,00 | 2 330,17 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **19 532,00** | **17 201,83** | **0,00** | **2 330,17** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | |
| **Total des recettes financières** | | **50 000,00** | **50 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **69 532,00** | **67 201,83** | **0,00** | **2 330,17** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (1)* | *0,00* | | | |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *19 395,00* | *18 495,47* | | *899,53* |

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***19 395,00*** | ***18 495,47*** | | ***899,53*** |
| **TOTAL** | | **88 927,00** | **85 697,30** | **0,00** | **3 229,70** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | (2) **29 213,22** | | | |

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 572 625,92 | | 572 625,92 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 477 494,31 | | 477 494,31 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 1 095,22 | | 1 095,22 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *18 495,47* | 18 495,47 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **1 051 215,45** | ***18 495,47*** | **1 069 710,92** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **0,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *1 720,00* | 1 720,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | 19 413,00 | *0,00* | 19 413,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 32 944,56 | *0,00* | 32 944,56 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement –Total** | | **52 357,56** | ***1 720,00*** | **54 077,56** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | | | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2 |

## 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 163 289,78 | | 163 289,78 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | *0,00* |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 992 375,86 | | 992 375,86 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 13 085,95 | *0,00* | 13 085,95 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 16 918,88 | *1 720,00* | 18 638,88 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | *0,00* |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **1 185 670,47** | ***1 720,00*** | **1 187 390,47** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **138 465,60** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 50 000,00 | | 50 000,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 17 201,83 | 0,00 | 17 201,83 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations* | | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation(5) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *18 495,47* | *18 495,47* |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | *0,00* |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 3… | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **67 201,83** | **18 495,47** | **85 697,30** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | | | **29 213,22** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **011** | **Charges à caractère général** | **635 238,00** | **491 265,29** | **81 360,63** | **0,00** | **62 612,08** |
| 6042 | Achats prestat° services (hors terrains) | 211 866,20 | 131 863,87 | 68 004,00 | 0,00 | 11 998,33 |
| 60611 | Eau et assainissement | 900,00 | 1 806,28 | 0,00 | 0,00 | -906,28 |
| 60612 | Energie - Electricité | 12 650,00 | 11 551,61 | 264,90 | 0,00 | 833,49 |
| 60621 | Combustibles | 6 700,00 | 7 027,38 | 0,00 | 0,00 | -327,38 |
| 60622 | Carburants | 950,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 950,00 |
| 60623 | Alimentation | 5 000,00 | 3 980,41 | 981,62 | 0,00 | 37,97 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 5 030,00 | 2 033,04 | 849,61 | 0,00 | 2 147,35 |
| 6065 | Livres, disques, ... (médiathèque) | 500,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 5 627,00 | 2 037,44 | 1 000,07 | 0,00 | 2 589,49 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 183 927,80 | 183 027,80 | 0,00 | 0,00 | 900,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 19 443,00 | 14 315,81 | 725,50 | 0,00 | 4 401,69 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 2 700,00 | 2 237,09 | 153,14 | 0,00 | 309,77 |
| 6156 | Maintenance | 5 460,00 | 1 966,25 | 0,00 | 0,00 | 3 493,75 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 300,00 | 299,71 | 0,00 | 0,00 | 0,29 |
| 6226 | Honoraires | 1 500,00 | 1 559,80 | 0,00 | 0,00 | -59,80 |
| 6231 | Annonces et insertions | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 277,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 277,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 45 526,00 | 42 861,87 | 313,20 | 0,00 | 2 350,93 |
| 6237 | Publications | 7 263,00 | 7 263,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6247 | Transports collectifs | 845,00 | 0,00 | 891,00 | 0,00 | -46,00 |
| 6256 | Missions | 9 500,00 | 7 643,97 | 1 200,00 | 0,00 | 656,03 |
| 6257 | Réceptions | 64 000,00 | 35 222,45 | 223,24 | 0,00 | 28 554,31 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 170,00 | 211,39 | 0,00 | 0,00 | -41,39 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 5 680,00 | 2 520,75 | 1 991,25 | 0,00 | 1 168,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 38 923,00 | 31 335,37 | 4 763,10 | 0,00 | 2 824,53 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **509 088,00** | **469 604,08** | **7 890,23** | **0,00** | **31 593,69** |
| 6215 | Personnel affecté par CL de rattachement | 426 460,00 | 400 821,99 | 0,00 | 0,00 | 25 638,01 |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 16 816,00 | 12 599,19 | 2 890,23 | 0,00 | 1 326,58 |
| 6333 | Particip. employeurs format° prof. cont. | 1 058,00 | 1 004,45 | 0,00 | 0,00 | 53,55 |
| 64131 | Rémunérations non tit. | 32 345,00 | 22 458,30 | 5 000,00 | 0,00 | 4 886,70 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 17 125,00 | 17 824,43 | 0,00 | 0,00 | -699,43 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 4 030,00 | 3 959,62 | 0,00 | 0,00 | 70,38 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 5 088,00 | 4 972,01 | 0,00 | 0,00 | 115,99 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 5 963,00 | 5 816,57 | 0,00 | 0,00 | 146,43 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 203,00 | 147,52 | 0,00 | 0,00 | 55,48 |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **3 000,00** | **1 095,22** | **0,00** | **0,00** | **1 904,78** |
| 65888 | Autres | 3 000,00 | 1 095,22 | 0,00 | 0,00 | 1 904,78 |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)** | | **1 147 326,00** | **961 964,59** | **89 250,86** | **0,00** | **96 110,55** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **120 465,60** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **120 465,60** |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 120 465,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 120 465,60 |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | | | | |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e** | | **1 267 791,60** | **961 964,59** | **89 250,86** | **0,00** | **216 576,15** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)*** | ***19 395,00*** | ***18 495,47*** | | | ***899,53*** |
| *6811* | *Dot. amort. et prov. Immos incorporelles* | *19 395,00* | *18 495,47* | | | *899,53* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***19 395,00*** | ***18 495,47*** | | | ***899,53*** |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (7)* | *0,00* | *0,00* | | | *0,00* |
| *TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE* | | *19 395,00* | *18 495,47* | | | *899,53* |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **1 287 186,60** | **980 460,06** | **89 250,86** | **0,00** | **217 475,68** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | **0,00** | | | | |

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap/ art(1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | ***145 482,00*** | ***163 044,92*** | ***244,86*** | ***0,00*** | ***-17 807,78*** |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | *141 855,00* | *163 044,92* | *244,86* | *0,00* | *-21 434,78* |
| 7088 | Produits activités annexes (abonnements) | *3 627,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *3 627,00* |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **973 919,00** | **946 455,43** | **45 920,43** | **0,00** | **-18 456,86** |
| 74718 | Autres participations Etat | 98 693,00 | 114 526,33 | 0,00 | 0,00 | -15 833,33 |
| 7472 | Participat° Régions | 128 924,00 | 92 024,00 | 36 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7473 | Participat° Départements | 43 750,00 | 43 750,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74741 | Participat° Communes du GFP | 675 052,00 | 675 052,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7488 | Autres attributions et participations | 27 500,00 | 21 103,10 | 9 020,43 | 0,00 | -2 623,53 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **8 700,00** | **13 085,95** | **0,00** | **0,00** | **-4 385,95** |
| 752 | Revenus des immeubles | 8 700,00 | 13 085,00 | 0,00 | 0,00 | -4 385,00 |
| 7588 | Autres produits div. de gestion courante | 0,00 | 0,95 | 0,00 | 0,00 | -0,95 |
| **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013** | | **1 128 101,00** | **1 122 586,30** | **46 165,29** | **0,00** | **-40 650,59** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **17 620,00** | **16 918,88** | **0,00** | **0,00** | **701,12** |
| 7713 | Libéralités reçues | 17 620,00 | 16 120,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 0,00 | 798,88 | 0,00 | 0,00 | -798,88 |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d** | | **1 145 721,00** | **1 139 505,18** | **46 165,29** | **0,00** | **-39 949,47** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)*** | ***3 000,00*** | ***1 720,00*** | | | ***1 280,00*** |
| *777* | *Quote-part subv invest transf cpte résul* | *3 000,00* | *1 720,00* | | | *1 280,00* |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (6)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | | ***3 000,00*** | ***1 720,00*** | | | ***1 280,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **1 148 721,00** | **1 141 225,18** | **46 165,29** | **0,00** | **-38 669,47** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | **138 465,60** | | | | |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)** | **30 000,00** | **19 413,00** | **3 325,00** | **7 262,00** |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 30 000,00 | 19 413,00 | 3 325,00 | 7 262,00 |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (sauf opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (sauf opérations)** | **85 140,22** | **32 944,56** | **9 960,99** | **42 234,67** |
| 2135 | Installations générales, agencements | 0,00 | 1 830,00 | 0,00 | -1 830,00 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 | 35 000,00 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 0,00 | 2 109,97 | 0,00 | -2 109,97 |
| 2184 | Mobilier | 4 395,00 | 0,00 | 3 500,00 | 895,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 45 745,22 | 29 004,59 | 6 460,99 | 10 279,64 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **115 140,22** | **52 357,56** | **13 285,99** | **49 496,67** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** | | | |
| | **Total des dépenses financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DEPENSES REELLES** | **115 140,22** | **52 357,56** | **13 285,99** | **49 496,67** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (4)*** | ***3 000,00*** | ***1 720,00*** | | ***1 280,00*** |
| | ***Reprises sur autofinancement antérieur (5)*** | ***3 000,00*** | ***1 720,00*** | | ***1 280,00*** |
| *13912* | *Sub. transf cpte résult. Régions* | *3 000,00* | *1 720,00* | | *1 280,00* |
| | ***Charges transférées (6)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (7)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DEPENSES D'ORDRE*** | ***3 000,00*** | ***1 720,00*** | | ***1 280,00*** |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)** | **118 140,22** | **54 077,56** | **13 285,99** | **50 776,67** |
| | **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | **0,00** | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **19 532,00** | **17 201,83** | **0,00** | **2 330,17** |
| 1312 | Subv. transf. Régions | 0,00 | 17 201,83 | 0,00 | -17 201,83 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 19 532,00 | 0,00 | 0,00 | 19 532,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées**(hors 165) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles**(sauf 204) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'équipement** | **19 532,00** | **17 201,83** | **0,00** | **2 330,17** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **50 000,00** | **50 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **138** | **Autres subvent° invest. non transf.** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **165** | **Dépôts et cautionnements reçus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **0,00** | | **0,00** | |
| | **Total des recettes financières** | **50 000,00** | **50 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES** | **69 532,00** | **67 201,83** | **0,00** | **2 330,17** |
| ***021*** | ***Virement de la sect° de fonctionnement*** | ***0,00*** | | | |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*** | ***19 395,00*** | ***18 495,47*** | | ***899,53*** |
| *28183* | *Matériel de bureau et informatique* | *0,00* | *438,00* | | *-438,00* |
| *28184* | *Mobilier* | *0,00* | *992,00* | | *-992,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *19 395,00* | *17 065,47* | | *2 329,53* |
| | ***TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*** | ***19 395,00*** | ***18 495,47*** | | ***899,53*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (5)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'ORDRE** | ***19 395,00*** | ***18 495,47*** | | ***899,53*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)** | **88 927,00** | **85 697,30** | **0,00** | **3 229,70** |
| | **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | **29 213,22** | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS | A3 |

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

| CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE | | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| **Biens de faible valeur**<br>Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 762.25 € | | | 1997-12-18 |
| **Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)** | **Catégories de biens amortis** | **Durée (en années)** | |
| L | Matériel de bureau et informatique | 5 | 18/12/1997 |
| L | Mobilier | 10 | 18/12/1997 |
| L | Autres Immobilisations corporelles | 10 | 18/12/1997 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DES PROVISIONS | A4 |

## A4 – ETAT DES PROVISIONS

| Nature de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1) | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N | Montant total des provisions constituées | Montant des reprises | SOLDE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS BUDGETAIRES** | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour dépréciation (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES** | | | | | | |
| Provisions. pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour dépréciation (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETALEMENT DES PROVISIONS | A5 |

## A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES | A6.1 |

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | Réalisations |
|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **3 000,00** | **I 1 720,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **3 000,00** | **1 720,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *3 000,00* | *1 720,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 |

| | Op. de l'exercice I | Restes à réaliser en dépenses au 31/12 | Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1) | TOTAL II |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **1 720,00** | **13 285,99** | **0,00** | **15 005,99** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES | A6.2 |

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | Réalisations |
|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **19 395,00** | **III** **18 495,47** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 0,00 | 0,00 |
| 10223 | TLE | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds | 0,00 | 0,00 |
| 13146 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 13246 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 |
| *139146* | *Attributions de compensation d'investissement* | *0,00* | *0,00* |
| 26… | Participations et créances rattachées | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (2)** | | **19 395,00** | **18 495,47** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | |
| *28183* | *Matériel de bureau et informatique* | *0,00* | *438,00* |
| *28184* | *Mobilier* | *0,00* | *992,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *19 395,00* | *17 065,47* |
| *29…* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations* | | |
| *39…* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours* | | |
| *481…* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | |
| *49…* | *Prov. dépréc. comptes de tiers* | | |
| *59…* | *Prov. dépréc. comptes financiers* | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* |

| | Opérations de l'exercice III | Restes à réaliser en recettes au 31/12 | Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent | Affectation R1068 de l'exercice précédent | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **18 495,47** | **0,00** | **29 213,22** | **50 000,00** | **97 708,69** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | II | **15 005,99** |
| **Ressources propres disponibles** | IV | **97 708,69** |
| **Solde** | V = IV – II (3) | **82 702,70** |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | A9 |

## A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES | A10.1 |

## A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| Acquisitions à titre onéreux | | | | |
| 15/02/2018 | ECLAIRAGE DE SPECTACLE | 3 008,40 | 0,00 | 10 |
| 26/03/2018 | COFFRET ANTI PANIQUE POSE ET FOURNITURE | 757,50 | 0,00 | 1 |
| 28/03/2018 | JOINTS PORTE COUPE FEU 2 VANTAUX | 1 265,52 | 0,00 | 10 |
| 28/03/2018 | TABLEAU DE REPORT | 856,88 | 0,00 | 10 |
| 28/03/2018 | SOURCE CENTRALE ATSP 48/25 | 5 458,64 | 0,00 | 10 |
| 11/04/2018 | FOURNITURE ET POSE DE CHANVRES | 3 400,00 | 0,00 | 10 |
| 30/05/2018 | PC PORTABLE ELITEBOOK 850 | 778,30 | 0,00 | 5 |
| 27/06/2018 | 2 PC POUR POSTES DE BILLETTERIE | 1 331,67 | 0,00 | 5 |
| 10/10/2018 | MATERIEL LUMIERE | 3 753,60 | 0,00 | 10 |
| 25/10/2018 | INSTALLATION POINT ACCES WIFI | 1 830,00 | 0,00 | 0 |
| 31/10/2018 | LOGICIEL DE BILLETERIE RODRIGUE | 17 213,00 | 0,00 | 0 |
| 31/10/2018 | LECTEURS DE CODE BARRES | 2 200,00 | 0,00 | 0 |
| 06/11/2018 | VITRINES EXPOSITION ELSA TRIOLET | 718,00 | 0,00 | 1 |
| 14/11/2018 | CASQUES INTERCOM OREILLETTE | 1 581,00 | 0,00 | 10 |
| 14/11/2018 | CASQUES POUR PERSONNES MALENTANDANTES ET MALVOYANT | 3 329,10 | 0,00 | 10 |
| 19/11/2018 | MATERIEL DE DIFFUSION DU SON | 1 857,75 | 0,00 | 10 |
| 29/11/2018 | ACCESSOIRES POUR SPECTACTACLES GUIDES | 3 018,20 | 0,00 | 10 |
| Acquisitions à titre gratuit | | | | |
| Mise à disposition | | | | |
| Affectation | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | |
| Divers | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | **52 357,56** | **0,00** | |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES | A10.2 |

## A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

| Modalités et date de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cessions à titre onéreux | | | | | | | |
| Cessions à titre gratuit | | | | | | | |
| Mise à disposition | | | | | | | |
| Affectation | | | | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | | | | |
| Mise à la réforme | | | | | | | |
| Divers | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | 0,00 | | | | | 0,00 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS | A10.3 |

## A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

| Pour mémoire | | Crédits ouverts (BP + DM) |
|---|---|---|
| Chapitre 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 |

| Produit des cessions | | Réalisations |
|---|---|---|
| Compte 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 |
| Compte 675 | Valeurs comptables des immobilisations cédées | 0,00 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES | A10.4 |

## A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

| Modalités et date d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|---|---|---|---|---|
| Acquisitions à titre onéreux | | | | |
| Acquisitions à titre gratuit | | | | |
| Mise à disposition | | | | |
| Affectation | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | |
| Divers | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | 0,00 | 0,00 | |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES | A10.5 |

## A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

| Modalités et date de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cessions à titre onéreux | | | | | | | |
| Cessions à titre gratuit | | | | | | | |
| Mise à disposition | | | | | | | |
| Affectation | | | | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | | | | |
| Mise à la réforme | | | | | | | |
| Divers | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | 0,00 | | | | | 0,00 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1) | A11 |

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Article (2) | Libellé (2) | Dépenses<br>Mandats émis | Recettes<br>Titres émis |
|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | |
| *72* | *Travaux en régie* | | *0,00* |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 | I 0,00 |

## SECTION D'INVESTISSEMENT

| Article (2) | Libellé (2) | Montant (3) |
|---|---|---|
| *20* | *Immobilisations incorporelles* | *0,00* |
| *21* | *Immobilisations corporelles* | *0,00* |
| *23* | *Immobilisations en cours* | *0,00* |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 |

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>ETAT DES TRAVAUX EN REGIE | A11 |

**RATIO**

| | Montant |
|---|---|
| Recettes 72 (I) | 0,00 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 1 185 670,47 |
| Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement | 0,00 % |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE | A12 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES | B1.5 |

## B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dette en capital à l'origine | Dette en capital 31/12/N | Annuité versée au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8017 Subventions à verser en annuités | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8018 Autres engagements donnés | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes publics | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes privés (1) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS | B1.6 |

## B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme émetteur | Durée en années | Périodicité | Créance en capital à l'origine | Créance en capital 31/12/N | Annuité reçue au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8028 Autres engagements reçus | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A l'exception de ceux reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS<br>LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS | B1.7 |

## B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| **Personnes de droit privé** | | |
| Associations | | |
| Entreprises | | |
| Personnes physiques | | |
| Autres | | |
| **Personnes de droit public** | | |
| Etat | | |
| Régions | | |
| Départements | | |
| Communes | | |
| Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...) | | |
| Autres | | |
| **TOTAL GENERAL** | **0,00** | |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par (1) le Maire.
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
le Maire

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire.
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Joachim MOYSE

Certifié exécutoire par (1) le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : Le Conseil municipal.

| | |
|---|---|
| Monsieur Joachim Moyse | |

| | |
|---|---|
| Madame Francine Goyer | |
| Monsieur Pascal Le Cousin | |
| Monsieur David Fontaine | |
| Monsieur Jérôme Gosselin | |
| Madame Danièle Auzou | |
| Madame Murielle Renaux | |
| Monsieur Patrick Morisse | |
| Monsieur Michel Rodriguez | |
| Madame Léa Pawelski | |
| Madame Fabienne Burel | |
| Monsieur Daniel Launay | |
| Monsieur Philippe Schapman | |
| Monsieur Francis Schilliger | |
| Madame Marie-Agnès Lallier | |
| Madame Nicole Auvray | |
| Madame Najia Atif | |
| Madame Catherine Olivier | |

| | |
|---|---|
| Madame Carolanne Langlois | |
| Madame Réjane Grard-Colombel | |
| Madame Thérèse-Marie Ramaroson | |
| Madame Michelle Ernis | |
| Monsieur Antoine Scicluna | |
| Monsieur Daniel Vézie | |
| Monsieur Gabriel Moba M'builu | |
| Monsieur Hubert Wulfranc | |
| Monsieur Didier Quint | |
| Madame Samia Lage | |
| Madame Agnès Bonvalet | |
| Madame Pascale Hubart | |
| Madame Florence Boucard | |
| Monsieur Gilles Chuette | |
| Monsieur Jocelyn Cheron | |
| Monsieur Philippe Brière | |
| Madame Noura Hamiche | |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-10 | Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget annexe de la Restauration municipale**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Madame Francine Goyer, Adjointe.

**Etaient présents :**
Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Conformément à la réglementation en vigueur l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires qu'il a exécutées.
Le compte administratif est le compte qui retrace les réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Ce document qui présente les résultats comptables de l'exercice N-1 doit être approuvé par l'assemblée délibérante.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et Comptes) du Code général des collectivités territoriales,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- Le budget et les décisions modificatives de l'exercice 2018,

**Considérant :**
- Le Conseil municipal réuni sous la présidence de Madame Francine Goyer, 1ère adjointe, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2018, dressé par Monsieur Joachim Moyse, Maire, lequel peut se résumer sur le tableau ainsi joint ci-dessous :

| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | *Budgété* | *Réalisé* | *Budgété* | *Réalisé* | |
| (a) | RECETTES<br>Restes à réaliser en recettes | **892 086,21 €** | 780 612,68 € | **0,00 €** | 0,00 € | 780 612,68 € |
| (b) | DEPENSES<br>Restes à réaliser en dépenses | **892 086,21 €** | 792 636,97 € | **0,00 €** | 0,00 € | 792 636,97 € |
| (c ) = (a) - (b) | **RESULTAT 2018** | | **-12 024,29 €** | | **0,00 €** | **-12 024,29 €** |
| (d) | RESULTAT ANTERIEUR (2017) | | 59 673,21 € | | | 59 673,21 € |
| € = (c ) + (d) | **RESULTAT GLOBAL (2018)** | | **47 648,92 €** | | **0,00 €** | **47 648,92 €** |

| | |
|---|---|
| **Solde des restes à réaliser à reporter au budget annexe de la restauration municipale 2019** | **0,00 €** |

- Les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, au fonds de roulement du bilan d'entrée et bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- La sincérité des restes à réaliser,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D’arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 33 votes pour.

Pour extrait conforme

Madame Francine Goyer
Adjointe

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112117-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## BUDGET ANNEXE - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21760575700426

POSTE COMPTABLE : Sotteville Les Rouen

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

BUDGET : BUDGET RESTAURATION MUNICIPALE (3)

ANNEE 2018

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 19
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 23
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

| | |
|---|---|
| B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale | Sans Objet |

## C - Autres éléments d'informations

| | |
|---|---|
| C1.1 - Etat du personnel | Sans Objet |
| C1.2 - Actions de formation des élus | Sans Objet |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier | Sans Objet |
| C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement | Sans Objet |
| C3.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |
| C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |
| C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes | Sans Objet |
| C3.6 - Identification des flux croisés | Sans Objet |

## D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

| | |
|---|---|
| D1 - Décision en matière de taux de contributions directes | Sans Objet |
| D2 - Arrêté et signatures | 24 |

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | CA |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET RESTAURATION MUNICIPALE | 2018 |

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A |

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 0 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 0.00 | |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 0.00 | |
| 5 | Encours de dette/population | 0.00 | |
| 6 | DGF/population | 0.00 | |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.00 | |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

## POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | |
|---|---|---|---|---|---|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | A | 792 636,97 | G | 780 612,68 |
| | Section d'investissement | B | 0,00 | H | 0,00 |
| | | | + | | + |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | C | 0,00 (si déficit) | I | 59 673,21 (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | D | 0,00 (si déficit) | J | 0,00 (si excédent) |
| | | | = | | = |
| | TOTAL (réalisations + reports) | = A+B+C+D | 792 636,97 | = G+H+I+J | 840 285,89 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1) | Section de fonctionnement | E | 0,00 | K | 0,00 |
| | Section d'investissement | F | 0,00 | L | 0,00 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F | 0,00 | = K+L | 0,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | = A+C+E | 792 636,97 | = G+I+K | 840 285,89 |
| | Section d'investissement | = B+D+F | 0,00 | = H+J+L | 0,00 |
| | TOTAL CUMULE | = A+B+C+D+E+F | 792 636,97 | = G+H+I+J+K+L | 840 285,89 |

### DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | E 0,00 | K 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 0,00 |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | F 0,00 | L 0,00 |
| 010 | Stocks (4) | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charg. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 193 543,00 | 150 913,15 | 13 455,41 | 0,00 | 29 174,44 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 638 870,00 | 628 268,41 | 0,00 | 0,00 | 10 601,59 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **832 413,00** | **779 181,56** | **13 455,41** | **0,00** | **39 776,03** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 59 673,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 673,21 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **892 086,21** | **779 181,56** | **13 455,41** | **0,00** | **99 449,24** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (2)* | *0,00* | | | | |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *0,00* | *0,00* | | | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | *0,00* | | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **892 086,21** | **779 181,56** | **13 455,41** | **0,00** | **99 449,24** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **0,00** | | | | |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Prod. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 498 656,00 | 404 551,95 | 42 303,60 | 0,00 | 51 800,45 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 333 757,00 | 333 757,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,13 | 0,00 | 0,00 | -0,13 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **832 413,00** | **738 309,08** | **42 303,60** | **0,00** | **51 800,32** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **832 413,00** | **738 309,08** | **42 303,60** | **0,00** | **51 800,32** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *0,00* | 0,00 | | | 0,00 |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | 0,00 | | | 0,00 |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **832 413,00** | **738 309,08** | **42 303,60** | **0,00** | **51 800,32** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **59 673,21** | | | | |

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | (2) **0,00** | | | |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (1)* | *0,00* | | | |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | (2) **0,00** | | | |

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 164 368,56 | | 164 368,56 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 628 268,41 | | 628 268,41 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **792 636,97** | ***0,00*** | **792 636,97** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **0,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement –Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | | | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2 |

## 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 446 855,55 | | 446 855,55 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | *0,00* |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 333 757,00 | | 333 757,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,13 | *0,00* | 0,13 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | *0,00* |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **780 612,68** | ***0,00*** | **780 612,68** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **59 673,21** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations* | | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation(5) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | *0,00* |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | *0,00* |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 3… | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | | | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **011** | **Charges à caractère général** | **193 543,00** | **150 913,15** | **13 455,41** | **0,00** | **29 174,44** |
| 60623 | Alimentation | 147 896,00 | 124 665,70 | 13 131,88 | 0,00 | 10 098,42 |
| 60624 | Produits de traitement | 38,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 8 506,00 | 7 889,79 | 0,00 | 0,00 | 616,21 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 4 375,00 | 4 095,84 | 0,00 | 0,00 | 279,16 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 1 068,00 | 977,87 | 108,60 | 0,00 | -18,47 |
| 60636 | Vêtements de travail | 256,00 | 282,23 | 0,00 | 0,00 | -26,23 |
| 6064 | Fournitures administratives | 313,00 | 89,60 | 0,00 | 0,00 | 223,40 |
| 6135 | Locations mobilières | 1 875,00 | 1 323,30 | 100,50 | 0,00 | 451,20 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 625,00 | 146,58 | 95,43 | 0,00 | 382,99 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 10 725,00 | 8 818,20 | 0,00 | 0,00 | 1 906,80 |
| 6156 | Maintenance | 84,00 | 83,25 | 0,00 | 0,00 | 0,75 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 38,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 9,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9,00 |
| 6226 | Honoraires | 250,00 | 223,10 | 19,00 | 0,00 | 7,90 |
| 6228 | Divers | 135,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 135,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 43,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 43,00 |
| 62871 | Remb. frais à la collectivité de rattach | 14 967,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 967,00 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 2 340,00 | 2 317,69 | 0,00 | 0,00 | 22,31 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **638 870,00** | **628 268,41** | **0,00** | **0,00** | **10 601,59** |
| 6215 | Personnel affecté par CL de rattachement | 638 870,00 | 628 268,41 | 0,00 | 0,00 | 10 601,59 |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)** | | **832 413,00** | **779 181,56** | **13 455,41** | **0,00** | **39 776,03** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **59 673,21** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **59 673,21** |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 59 673,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 673,21 |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | | | | |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e** | | **892 086,21** | **779 181,56** | **13 455,41** | **0,00** | **99 449,24** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (7)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **892 086,21** | **779 181,56** | **13 455,41** | **0,00** | **99 449,24** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | **0,00** | | | | |

### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap/ art(1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | ***498 656,00*** | ***404 551,95*** | ***42 303,60*** | ***0,00*** | ***51 800,45*** |
| 70688 | Autres prestations de services | *498 656,00* | *404 551,95* | *42 303,60* | *0,00* | *51 800,45* |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **333 757,00** | **333 757,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 74741 | Participat° Communes du GFP | 333 757,00 | 333 757,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** | **0,13** | **0,00** | **0,00** | **-0,13** |
| 7588 | Autres produits div. de gestion courante | 0,00 | 0,13 | 0,00 | 0,00 | -0,13 |
| **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013** | | **832 413,00** | **738 309,08** | **42 303,60** | **0,00** | **51 800,32** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d** | | **832 413,00** | **738 309,08** | **42 303,60** | **0,00** | **51 800,32** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (6)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **832 413,00** | **738 309,08** | **42 303,60** | **0,00** | **51 800,32** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | **59 673,21** | | | | |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| | Total des dépenses financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DEPENSES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | *Reprises sur autofinancement antérieur (5)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | *Charges transférées (6)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | *TOTAL DEPENSES D'ORDRE* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | 0,00 | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées(hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles(sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | |
| | Total des recettes financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DES RECETTES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | | | |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | *TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (5)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1 | 0,00 | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

# IV – ANNEXES — IV

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

| Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux administrat° publiques | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagt et services urbains, environnemt | 9 Action économique | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | | | | | | | | | |
| **REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)** | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses réelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Equipements municipaux (2) | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Equip. non municipaux (c/204) (3) | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Opérations financières | 0 | | | | | | | | | | | 0 |
| Dépenses d'ordre | 0 | | | | | | | | | | | 0 |
| Solde d'exécution reporté de N-1 | 0 | | | | | | | | | | | 0 |
| **Total dépenses** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Total recettes** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Solde d'investissement** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **RESTES A REALISER au 31/12/N** | | | | | | | | | | | | |
| **Total RAR dépenses** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Total RAR recettes** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **SOLDE RAR investissement** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | | | | | | | | | |
| **REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)** | | | | | | | | | | | | |
| **Total dépenses** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Total recettes** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Solde de fonctionnement** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **RESTES A REALISER au 31/12/N** | | | | | | | | | | | | |
| **Total RAR dépenses** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Total RAR recettes** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **SOLDE RAR fonctionnement** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

# IV – ANNEXES — IV

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

| Art. (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux administrat° publiques | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagt et services urbains, environnemt | 9 Action économique | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | | | | | | | | | | |
| **DEPENSES** | | | | | | | | | | | | | |
| **Total dépenses d'investissement** | | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| Dépenses réelles | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 010 | Stocks | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Opérations d'équipement | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| *Dépenses d'ordre* | | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| 001Solde d'exécution reporté de N-1 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **RECETTES** | | | | | | | | | | | | | |
| **Total recettes d'investissement** | | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| Recettes réelles | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Art. (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux administrat° publiques | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagt et services urbains, environnemt | 9 Action économique | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| *Recettes d'ordre* | | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *041* | *Opérations patrimoniales* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| 001Solde d'exécution reporté de N-1 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

**FONCTIONNEMENT**

**DEPENSES**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total dépenses de fonctionnement** | | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| Dépenses réelles | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 011 | Charges à caractère général | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 014 | Atténuations de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 66 | Charges financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Art. (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux administrat° publiques | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagt et services urbains, environnemt | 9 Action économique | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| *Dépenses d'ordre* | | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| 002 Déficit de fonctionnement reporté | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| RECETTES | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total recettes de fonctionnement** | | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| Recettes réelles | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **70** | **Produits des services, du domaine, vente** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **74** | **Dotations et participations** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **76** | **Produits financiers** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **77** | **Produits exceptionnels** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **78** | **Reprise sur amortissements et provisions** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| *Recettes d'ordre* | | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** |
| 002 Excédent de fonctionnement reporté | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS | A3 |

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

| CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE | | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| **Biens de faible valeur**<br>Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 762.25 € | | | 1997-12-18 |
| **Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)** | **Catégories de biens amortis** | **Durée (en années)** | |

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par (1) Le Maire.
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Le Maire

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire.
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

| Joachim MOYSE |
|---|

Certifié exécutoire par (1) Le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil municipal.

| | |
|---|---|
| Monsieur Joachim Moyse | |

| | |
|---|---|
| Madame Francine Goyer | |
| Monsieur Pascal Le Cousin | |
| Monsieur David Fontaine | |
| Monsieur Jérôme Gosselin | |
| Madame Danièle Auzou | |
| Madame Murielle Renaux | |
| Monsieur Patrick Morisse | |
| Monsieur Michel Rodriguez | |
| Madame Léa Pawelski | |
| Madame Fabienne Burel | |
| Monsieur Daniel Launay | |
| Monsieur Philippe Schapman | |
| Monsieur Francis Schilliger | |
| Madame Marie-Agnès Lallier | |
| Madame Nicole Auvray | |
| Madame Najia Atif | |
| Madame Catherine Olivier | |

| | |
|---|---|
| Madame Carolanne Langlois | |
| Madame Réjane Grard-Colombel | |
| Madame Thérèse-Marie Ramaroson | |
| Madame Michelle Ernis | |
| Monsieur Antoine Scicluna | |
| Monsieur Daniel Vézie | |
| Monsieur Gabriel Moba M'builu | |
| Monsieur Hubert Wulfranc | |
| Monsieur Didier Quint | |
| Madame Samia Lage | |
| Madame Agnès Bonvalet | |
| Madame Pascale Hubart | |
| Madame Florence Boucard | |
| Monsieur Gilles Chuette | |
| Monsieur Jocelyn Cheron | |
| Monsieur Philippe Brière | |
| Madame Noura Hamiche | |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-11 | Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget annexe lotissement Champ des Bruyères**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Madame Francine Goyer, Adjointe.

**Etaient présents :**
Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Conformément à la réglementation en vigueur l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Le compte administratif est le compte qui retrace les réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Ce document qui présente les résultats comptables de l'exercice N-1 doit être approuvé par l'assemblée délibérante.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et Comptes) du Code général des collectivités territoriales,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- Le budget et les décisions modificatives de l'exercice 2018,

**Considérant :**
- Le Conseil municipal réuni sous la présidence de Madame Francine Goyer, 1ère adjointe, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2018, dressé par Monsieur Joachim Moyse, Maire, lequel peut se résumer sur le tableau annexé ci-dessous :

| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | ***Budgété*** | ***Réalisé*** | ***Budgété*** | ***Réalisé*** | |
| (a) | RECETTES<br>Restes à réaliser en recettes | **968 823,00 €** | 203 450,63 € | **326 215,00 €** | 203 450,00 € | 406 900,63 € |
| (b) | DEPENSES<br>Restes à réaliser en dépenses | **968 823,00 €** | 234 996,98 € | **326 215,00 €** | 37 910,00 € | 272 906,98 € |
| (c ) = (a) - (b) | **RESULTAT 2018** | | **-31 546,35 €** | | **165 540,00 €** | **133 993,65 €** |
| (d) | RESULTAT ANTERIEUR (2017) | | 642 608,00 € | | -203 450,00 € | 439 158,00 € |
| € = (c ) + (d) | **RESULTAT ANTERIEUR (2018)** | | **611 061,65 €** | | **-37 910,00 €** | **573 151,65 €** |

| | |
|---|---|
| **Solde des restes à réaliser à reporter au Budget lotissement Bruyères 2019** | **0,00 €** |

- Les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, au fonds de roulement du bilan d'entrée et bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- La sincérité des restes à réaliser,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D’arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 33 votes pour.

Pour extrait conforme

Madame Francine Goyer
Adjointe

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112119-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21760575700418

POSTE COMPTABLE : Sotteville-les-Rouen

**M 14**

## Compte administratif

## voté par nature

BUDGET : BUDGET CHAMP DES BRUYERES (3)

ANNEE 2018

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

| | |
|---|---|
| B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale | Sans Objet |

## C - Autres éléments d'informations

| | |
|---|---|
| C1.1 - Etat du personnel | Sans Objet |
| C1.2 - Actions de formation des élus | Sans Objet |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier | Sans Objet |
| C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement | Sans Objet |
| C3.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |
| C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |
| C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes | Sans Objet |
| C3.6 - Identification des flux croisés | Sans Objet |

## D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

| | |
|---|---|
| D1 - Décision en matière de taux de contributions directes | Sans Objet |
| D2 - Arrêté et signatures | 18 |

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | CA |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET CHAMP DES BRUYERES | 2018 |

# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 0 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 0.00 | |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 0.00 | |
| 5 | Encours de dette/population | 0.00 | |
| 6 | DGF/population | 0.00 | |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.00 | |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

## POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | |
|---|---|---|---|---|---|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | A | 234 996,98 | G | 203 450,63 |
| | Section d'investissement | B | 37 910,00 | H | 203 450,00 |
| | | | + | | + |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | C | 0,00 (si déficit) | I | 642 608,00 (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | D | 203 450,00 (si déficit) | J | 0,00 (si excédent) |
| | | | = | | = |
| | TOTAL (réalisations + reports) | = A+B+C+D | 476 356,98 | = G+H+I+J | 1 049 508,63 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1) | Section de fonctionnement | E | 0,00 | K | 0,00 |
| | Section d'investissement | F | 0,00 | L | 0,00 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F | 0,00 | = K+L | 0,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | = A+C+E | 234 996,98 | = G+I+K | 846 058,63 |
| | Section d'investissement | = B+D+F | 241 360,00 | = H+J+L | 203 450,00 |
| | TOTAL CUMULE | = A+B+C+D+E+F | 476 356,98 | = G+H+I+J+K+L | 1 049 508,63 |

### DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | E 0,00 | K 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 0,00 |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | F 0,00 | L 0,00 |
| 010 | Stocks (4) | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charg. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 122 765,00 | 31 546,98 | 0,00 | 0,00 | 91 218,02 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 519 843,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 519 843,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **642 608,00** | **31 546,98** | **0,00** | **0,00** | **611 061,02** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **642 608,00** | **31 546,98** | **0,00** | **0,00** | **611 061,02** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (2)* | *122 765,00* | | | | |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *203 450,00* | *203 450,00* | | | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | *0,00* | | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***326 215,00*** | ***203 450,00*** | | | ***122 765,00*** |
| **TOTAL** | | **968 823,00** | **234 996,98** | **0,00** | **0,00** | **733 826,02** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **0,00** | | | | |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Prod. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 203 450,00 | 165 540,00 | 0,00 | 0,00 | 37 910,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,63 | 0,00 | 0,00 | -0,63 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **203 450,00** | **165 540,63** | **0,00** | **0,00** | **37 909,37** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **203 450,00** | **165 540,63** | **0,00** | **0,00** | **37 909,37** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *122 765,00* | 37 910,00 | | | 84 855,00 |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | 0,00 | | | 0,00 |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***122 765,00*** | ***37 910,00*** | | | ***84 855,00*** |
| **TOTAL** | | **326 215,00** | **203 450,63** | **0,00** | **0,00** | **122 764,37** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **642 608,00** | | | | |

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *122 765,00* | *37 910,00* | | *84 855,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***122 765,00*** | ***37 910,00*** | | ***84 855,00*** |
| **TOTAL** | | **122 765,00** | **37 910,00** | **0,00** | **84 855,00** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | (2) **203 450,00** | | | |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (1)* | *122 765,00* | | | |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *203 450,00* | *203 450,00* | | *0,00* |

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***326 215,00*** | ***203 450,00*** | | ***122 765,00*** |
| **TOTAL** | | **326 215,00** | **203 450,00** | **0,00** | **122 765,00** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | (2) **0,00** | | | |

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 31 546,98 | | 31 546,98 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *203 450,00* | 203 450,00 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **31 546,98** | ***203 450,00*** | **234 996,98** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **0,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *37 910,00* | 37 910,00 |
| **Dépenses d'investissement –Total** | | **0,00** | ***37 910,00*** | **37 910,00** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | | | **203 450,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2 |

## 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 165 540,00 | | 165 540,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *37 910,00* | *37 910,00* |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,63 | *0,00* | 0,63 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | *0,00* |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **165 540,63** | ***37 910,00*** | **203 450,63** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **642 608,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations* | | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation(5) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | *0,00* |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | *0,00* |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 3… | Stocks | 0,00 | 203 450,00 | 203 450,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | **203 450,00** | **203 450,00** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | | | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **011** | **Charges à caractère général** | **122 765,00** | **31 546,98** | **0,00** | **0,00** | **91 218,02** |
| 6045 | Achats études, prestat° services (terrai | 10 000,00 | 450,00 | 0,00 | 0,00 | 9 550,00 |
| 605 | Achats matériel, équipements et travaux | 112 765,00 | 31 096,98 | 0,00 | 0,00 | 81 668,02 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **519 843,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **519 843,00** |
| 65888 | Autres | 519 843,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 519 843,00 |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)** | | **642 608,00** | **31 546,98** | **0,00** | **0,00** | **611 061,02** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | | | | |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e** | | **642 608,00** | **31 546,98** | **0,00** | **0,00** | **611 061,02** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***122 765,00*** | ***0,00*** | | | ***122 765,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)*** | ***203 450,00*** | ***203 450,00*** | | | ***0,00*** |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *203 450,00* | *203 450,00* | | | *0,00* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***326 215,00*** | ***203 450,00*** | | | ***122 765,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (7)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***326 215,00*** | ***203 450,00*** | | | ***122 765,00*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **968 823,00** | **234 996,98** | **0,00** | **0,00** | **733 826,02** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | **0,00** | | | | |

### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap/ art(1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | ***203 450,00*** | ***165 540,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***37 910,00*** |
| 7015 | Ventes de terrains aménagés | *203 450,00* | *165 540,00* | *0,00* | *0,00* | *37 910,00* |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** | **0,63** | **0,00** | **0,00** | **-0,63** |
| 7588 | Autres produits div. de gestion courante | 0,00 | 0,63 | 0,00 | 0,00 | -0,63 |
| **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013** | | **203 450,00** | **165 540,63** | **0,00** | **0,00** | **37 909,37** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d** | | **203 450,00** | **165 540,63** | **0,00** | **0,00** | **37 909,37** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)*** | ***122 765,00*** | ***37 910,00*** | | | ***84 855,00*** |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *122 765,00* | *37 910,00* | | | *84 855,00* |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (6)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | | ***122 765,00*** | ***37 910,00*** | | | ***84 855,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **326 215,00** | **203 450,63** | **0,00** | **0,00** | **122 764,37** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | **642 608,00** | | | | |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| | Total des dépenses financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DEPENSES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *122 765,00* | *37 910,00* | | *84 855,00* |
| | *Reprises sur autofinancement antérieur (5)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | *Charges transférées (6)* | *122 765,00* | *37 910,00* | | *84 855,00* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *122 765,00* | *37 910,00* | | *84 855,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | *TOTAL DEPENSES D'ORDRE* | *122 765,00* | *37 910,00* | | *84 855,00* |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | 122 765,00 | 37 910,00 | 0,00 | 84 855,00 |
| | Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | 203 450,00 | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées(hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles(sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | |
| | Total des recettes financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DES RECETTES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *122 765,00* | | | |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)* | *203 450,00* | *203 450,00* | | *0,00* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *203 450,00* | *203 450,00* | | *0,00* |
| | *TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT* | *326 215,00* | *203 450,00* | | *122 765,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (5)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | *326 215,00* | *203 450,00* | | *122 765,00* |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | 326 215,00 | 203 450,00 | 0,00 | 122 765,00 |
| | Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1 | 0,00 | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 34
VOTES :
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par Le Maire (1),
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Le Maire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Joachim MOYSE

Certifié exécutoire par Le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray, le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : Le Conseil Municipal.

| | |
|---|---|
| Monsieur Joachim Moyse | |

| | |
|---|---|
| Madame Francine Goyer | |
| Monsieur Pascal Le Cousin | |
| Monsieur David Fontaine | |
| Monsieur Jérôme Gosselin | |
| Madame Danièle Auzou | |
| Madame Murielle Renaux | |
| Monsieur Patrick Morisse | |
| Monsieur Michel Rodriguez | |
| Madame Léa Pawelski | |
| Madame Fabienne Burel | |
| Monsieur Daniel Launay | |
| Monsieur Philippe Schapman | |
| Monsieur Francis Schilliger | |
| Madame Marie-Agnès Lallier | |
| Madame Nicole Auvray | |
| Madame Najia Atif | |
| Madame Catherine Olivier | |

| | |
|---|---|
| Madame Carolanne Langlois | |
| Madame Réjane Grard-Colombel | |
| Madame Thérèse-Marie Ramaroson | |
| Madame Michelle Ernis | |
| Monsieur Antoine Scicluna | |
| Monsieur Daniel Vézie | |
| Monsieur Gabriel Moba M'builu | |
| Monsieur Hubert Wulfranc | |
| Monsieur Didier Quint | |
| Madame Samia Lage | |
| Madame Agnès Bonvalet | |
| Madame Pascale Hubart | |
| Madame Florence Boucard | |
| Monsieur Gilles Chuette | |
| Monsieur Jocelyn Cheron | |
| Monsieur Philippe Brière | |
| Madame Noura Hamiche | |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-12 | Finances communales - Compte administratif 2018 - Budget annexe lotissement Seguin**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Madame Francine Goyer, Adjointe.

**Etaient présents :**
Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Conformément à la réglementation en vigueur l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Le compte administratif est le compte qui retrace les réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Ce document qui présente les résultats comptables de l'exercice N-1 doit être approuvé par l'assemblée délibérante.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Les articles L.1612-1 à L.1612-20 (adoption et exécution du budget) et L.2311-1 à L.2343-2 (Budgets et Comptes) du Code général des collectivités territoriales,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- Le budget et les décisions modificatives de l'exercice 2018,

**Considérant :**
- Le Conseil municipal réuni sous la présidence de Madame Francine Goyer, 1ère adjointe, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2018, dressé par Monsieur Joachim Moyse, Maire, lequel peut se résumer par le tableau annexé ci-dessous :

| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | ***Budgété*** | ***Réalisé*** | ***Budgété*** | ***Réalisé*** | |
| (a) | RECETTES<br>Restes à réaliser en recettes | **730 566,00 €** | 445 862,00 € | **445 861,00 €** | 161 155,66 € | 607 017,66 € |
| (b) | DEPENSES<br>Restes à réaliser en dépenses | **730 566,00 €** | 201 477,71 € | **445 861,00 €** | 284 705,00 € | 486 182,71 € |
| (c ) = (a) - (b) | **RESULTAT 2018** | | **244 384,29 €** | | **-123 549,34 €** | **120 834,95 €** |
| (d) | **RESULTAT ANTERIEUR (2017)** | | | | **-161 156,00 €** | **-161 156,00 €** |
| € = (c ) + (d) | **RESULTAT GLOBAL (2018)** | | **244 384,29 €** | | **-284 705,34 €** | **-40 321,05 €** |

| | |
|---|---|
| **Solde des restes à réaliser à reporter au Budget lotissement SEGUIN 2019** | **0,00 €** |

- Les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, au fonds de roulement du bilan d'entrée et bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- La sincérité des restes à réaliser,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D’arrêter les résultats définitifs résumés ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 33 votes pour.

Pour extrait conforme

Madame Francine Goyer
Adjointe

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112121-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21760575700434

POSTE COMPTABLE : SOTTEVILLE-LES-ROUEN

**M 14**

## Compte administratif

## voté par nature

BUDGET : BUDGET SEGUIN (3)

ANNEE 2018

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

| | |
|---|---|
| B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale | Sans Objet |

## C - Autres éléments d'informations

| | |
|---|---|
| C1.1 - Etat du personnel | Sans Objet |
| C1.2 - Actions de formation des élus | Sans Objet |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier | Sans Objet |
| C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement | Sans Objet |
| C3.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |
| C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |
| C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes | Sans Objet |
| C3.6 - Identification des flux croisés | Sans Objet |

## D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

| | |
|---|---|
| D1 - Décision en matière de taux de contributions directes | Sans Objet |
| D2 - Arrêté et signatures | 18 |

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | CA |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET SEGUIN | 2018 |

# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 0 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 0.00 | |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 0.00 | |
| 5 | Encours de dette/population | 0.00 | |
| 6 | DGF/population | 0.00 | |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.00 | |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

## POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | |
|---|---|---|---|---|---|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | A | 201 477,71 | G | 445 862,00 |
| | Section d'investissement | B | 284 705,00 | H | 161 155,66 |
| | | | + | | + |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | C | 0,00 (si déficit) | I | 0,00 (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | D | 161 156,00 (si déficit) | J | 0,00 (si excédent) |
| | | | = | | = |
| | TOTAL (réalisations + reports) | = A+B+C+D | 647 338,71 | = G+H+I+J | 607 017,66 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1) | Section de fonctionnement | E | 0,00 | K | 0,00 |
| | Section d'investissement | F | 0,00 | L | 0,00 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F | 0,00 | = K+L | 0,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | = A+C+E | 201 477,71 | = G+I+K | 445 862,00 |
| | Section d'investissement | = B+D+F | 445 861,00 | = H+J+L | 161 155,66 |
| | TOTAL CUMULE | = A+B+C+D+E+F | 647 338,71 | = G+H+I+J+K+L | 607 017,66 |

### DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | E 0,00 | K 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 0,00 |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | F 0,00 | L 0,00 |
| 010 | Stocks (4) | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charg. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 284 700,00 | 40 321,50 | 0,00 | 0,00 | 244 378,50 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 5,00 | 0,55 | 0,00 | 0,00 | 4,45 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **284 705,00** | **40 322,05** | **0,00** | **0,00** | **244 382,95** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **284 705,00** | **40 322,05** | **0,00** | **0,00** | **244 382,95** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (2)* | *0,00* | | | | |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *445 861,00* | *161 155,66* | | | *284 705,34* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | *0,00* | | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***445 861,00*** | ***161 155,66*** | | | ***284 705,34*** |
| **TOTAL** | | **730 566,00** | **201 477,71** | **0,00** | **0,00** | **529 088,29** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **0,00** | | | | |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Prod. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 284 705,00 | 1,00 | 0,00 | 0,00 | 284 704,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 161 156,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 161 156,00 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **445 861,00** | **1,00** | **0,00** | **0,00** | **445 860,00** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 161 156,00 | 0,00 | 0,00 | -161 156,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (1) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **445 861,00** | **161 157,00** | **0,00** | **0,00** | **284 704,00** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *284 705,00* | 284 705,00 | | | 0,00 |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (2)* | *0,00* | 0,00 | | | 0,00 |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***284 705,00*** | ***284 705,00*** | | | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **730 566,00** | **445 862,00** | **0,00** | **0,00** | **284 704,00** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | (3) **0,00** | | | | |

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *284 705,00* | *284 705,00* | | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***284 705,00*** | ***284 705,00*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **284 705,00** | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | (2) **161 156,00** | | | |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (1)* | *0,00* | | | |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (1)* | *445 861,00* | *161 155,66* | | *284 705,34* |

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| *041* | *Opérations patrimoniales (1)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***445 861,00*** | ***161 155,66*** | | ***284 705,34*** |
| **TOTAL** | | **445 861,00** | **161 155,66** | **0,00** | **284 705,34** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | (2) **0,00** | | | |

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 40 321,50 | | 40 321,50 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,55 | | 0,55 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *161 155,66* | 161 155,66 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **40 322,05** | ***161 155,66*** | **201 477,71** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **0,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *284 705,00* | 284 705,00 |
| **Dépenses d'investissement –Total** | | **0,00** | ***284 705,00*** | **284 705,00** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | | | **161 156,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 1,00 | | 1,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *284 705,00* | *284 705,00* |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 161 156,00 | *0,00* | 161 156,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | *0,00* |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **161 157,00** | ***284 705,00*** | **445 862,00** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | | | **0,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| *19* | *Neutral. et régul. d'opérations* | | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation(5) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | *0,00* |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | *0,00* |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 3… | Stocks | 0,00 | 161 155,66 | 161 155,66 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | **161 155,66** | **161 155,66** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | | | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **011** | **Charges à caractère général** | **284 700,00** | **40 321,50** | **0,00** | **0,00** | **244 378,50** |
| 6015 | Terrains à aménager | 16 321,00 | 16 321,50 | 0,00 | 0,00 | -0,50 |
| 6045 | Achats études, prestat° services (terrai | 495,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 495,00 |
| 605 | Achats matériel, équipements et travaux | 267 884,00 | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 | 243 884,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **5,00** | **0,55** | **0,00** | **0,00** | **4,45** |
| 65888 | Autres | 5,00 | 0,55 | 0,00 | 0,00 | 4,45 |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)** | | **284 705,00** | **40 322,05** | **0,00** | **0,00** | **244 382,95** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | | | | |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e** | | **284 705,00** | **40 322,05** | **0,00** | **0,00** | **244 382,95** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)*** | ***445 861,00*** | ***161 155,66*** | | | ***284 705,34*** |
| *7133* | *Variat° en-cours de production biens* | *161 156,00* | *161 155,66* | | | *0,34* |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *284 705,00* | *0,00* | | | *284 705,00* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***445 861,00*** | ***161 155,66*** | | | ***284 705,34*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (7)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***445 861,00*** | ***161 155,66*** | | | ***284 705,34*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **730 566,00** | **201 477,71** | **0,00** | **0,00** | **529 088,29** |
| **Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | **0,00** | | | | |

### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap/ art(1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | ***284 705,00*** | ***1,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***284 704,00*** |
| 7015 | Ventes de terrains aménagés | *284 705,00* | *1,00* | *0,00* | *0,00* | *284 704,00* |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **161 156,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **161 156,00** |
| 7552 | Prise en charge déficit BA administratif | 161 156,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 161 156,00 |
| **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013** | | **445 861,00** | **1,00** | **0,00** | **0,00** | **445 860,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **0,00** | **161 156,00** | **0,00** | **0,00** | **-161 156,00** |
| 774 | Subventions exceptionnelles | 0,00 | 161 156,00 | 0,00 | 0,00 | -161 156,00 |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d** | | **445 861,00** | **161 157,00** | **0,00** | **0,00** | **284 704,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)*** | ***284 705,00*** | ***284 705,00*** | | | ***0,00*** |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *284 705,00* | *284 705,00* | | | *0,00* |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (6)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | | ***284 705,00*** | ***284 705,00*** | | | ***0,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **730 566,00** | **445 862,00** | **0,00** | **0,00** | **284 704,00** |
| **Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | **0,00** | | | | |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| | Total des dépenses financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DEPENSES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *284 705,00* | *284 705,00* | | *0,00* |
| | *Reprises sur autofinancement antérieur (5)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | *Charges transférées (6)* | *284 705,00* | *284 705,00* | | *0,00* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *284 705,00* | *284 705,00* | | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| | *TOTAL DEPENSES D'ORDRE* | *284 705,00* | *284 705,00* | | *0,00* |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | 284 705,00 | 284 705,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | 161 156,00 | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées**(hors 165) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles**(sauf 204) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **138** | **Autres subvent° invest. non transf.** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **165** | **Dépôts et cautionnements reçus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **0,00** | | **0,00** | |
| | **Total des recettes financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***021*** | ***Virement de la sect° de fonctionnement*** | ***0,00*** | | | |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*** | ***445 861,00*** | ***161 155,66*** | | ***284 705,34*** |
| *3354* | *Etudes et prestations de services* | *6 775,00* | *6 775,00* | | *0,00* |
| *3355* | *Travaux* | *154 381,00* | *154 380,66* | | *0,34* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *284 705,00* | *0,00* | | *284 705,00* |
| | ***TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*** | ***445 861,00*** | ***161 155,66*** | | ***284 705,34*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (5)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'ORDRE** | ***445 861,00*** | ***161 155,66*** | | ***284 705,34*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)** | **445 861,00** | **161 155,66** | **0,00** | **284 705,34** |
| | **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | **0,00** | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par (1) Le Maire.
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Le Maire

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire.
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Joachim MOYSE

MAIRIE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (Seine Maritime)

Certifié exécutoire par (1) Le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil municipal.

| | |
|---|---|
| Monsieur Joachim Moyse | |

| | |
|---|---|
| Madame Francine Goyer | |
| Monsieur Pascal Le Cousin | |
| Monsieur David Fontaine | |
| Monsieur Jérôme Gosselin | |
| Madame Danièle Auzou | |
| Madame Murielle Renaux | |
| Monsieur Patrick Morisse | |
| Monsieur Michel Rodriguez | |
| Madame Léa Pawelski | |
| Madame Fabienne Burel | |
| Monsieur Daniel Launay | |
| Monsieur Philippe Schapman | |
| Monsieur Francis Schilliger | |
| Madame Marie-Agnès Lallier | |
| Madame Nicole Auvray | |
| Madame Najia Atif | |
| Madame Catherine Olivier | |

| | |
|---|---|
| Madame Carolanne Langlois | |
| Madame Réjane Grard-Colombel | |
| Madame Thérèse-Marie Ramaroson | |
| Madame Michelle Ernis | |
| Monsieur Antoine Scicluna | |
| Monsieur Daniel Vézie | |
| Monsieur Gabriel Moba M'builu | |
| Monsieur Hubert Wulfranc | |
| Monsieur Didier Quint | |
| Madame Samia Lage | |
| Madame Agnès Bonvalet | |
| Madame Pascale Hubart | |
| Madame Florence Boucard | |
| Monsieur Gilles Chuette | |
| Monsieur Jocelyn Cheron | |
| Monsieur Philippe Brière | |
| Madame Noura Hamiche | |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-13 | Finances communales - Affectation des résultats de l'exercice 2018 - Budget principal de la Ville**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Dans le cadre de l'instruction budgétaire et comptable M14, les résultats 2018 doivent faire l'objet d'une affectation. Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés préalablement, soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants fixent les règles de l'affectation des résultats,
- L'instruction budgétaire et comptable M14

**Considérant :**
- L'instruction budgétaire et comptable M14, les résultats 2018 doivent faire l'objet d'une affectation :
  - Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été préalablement adoptés,
  - Soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement,
- Que les résultats 2018 du budget Principal de la Ville doivent combler en priorité le besoin de financement,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'affecter les résultats comme suit :

| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | |
|---|---|
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | 589 982,18 |
| Résultat de l'exercice 2018 | -488 424,77 |
| **Résultat global de clôture « 001 »** | **101 557,41** |
| Solde des restes à réaliser 2018 | 338 207,28 |
| **Excédent de financement 2018** | **439 764,69** |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | |
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | 3 410 459,75 |
| Résultat de l'exercice 2018 | 1 225 426,71 |
| **Résultat de clôture à affecter** | **4 635 886,46** |
| **AFFECTATION DES RESULTATS** | |
| Report à nouveau créditeur en section d'investissement (001) | 101 557,41 |
| Affectation complémentaire en réserve (compte 1068) SI | 2 000 000,00 |
| Report à nouveau créditeur en section de fonctionnement (002) | 2 635 886,46 |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112763-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-14 | Finances communales - Affectation des résultats de l'exercice 2018 - Budget annexe du Rive Gauche**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Considérant l'instruction budgétaire et comptable M14, les résultats 2018 doivent faire l'objet d'une affectation.

Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés préalablement,

Soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants fixent les règles de l'affectation des résultats,
- L'instruction budgétaire et comptable M14

**Considérant :**
- L'instruction budgétaire et comptable M14, les résultats 2018 doivent faire l'objet d'une affectation :
  - Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été préalablement adoptés,
  - Soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement,
- Que les résultats 2018 du budget annexe du Rive Gauche doivent combler en priorité le besoin de financement,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'affecter les résultats comme suit :

| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | |
|---|---|
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | 29 213,22 |
| Résultat de l'exercice 2018 | 31 619,74 |
| Résultat global de clôture « 001 » | 60 832,96 |
| Solde des restes à réaliser 2018 | -13 285,99 |
| **Excédent de financement 2018** | 47 546,97 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | |
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | 138 465,60 |
| Résultat de l'exercice 2018 | 117 679,55 |
| **Résultat de clôture à affecter** | 256 145,15 |

| AFFECTATION DES RESULTATS | |
|---|---|
| Report à nouveau créditeur (recettes) en section d'investissement (001) | 60 832,96 |
| Affectation complémentaire en réserve (compte 1068) SI | 26 145,15 |
| Report à nouveau créditeur (recettes) en section de fonctionnement (002) | 230 000,00 |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112126-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-15 | Finances communales - Affectation des résultats de l'exercice 2018 - Budget annexe de la Restauration municipale**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Considérant qu'en instruction budgétaire et comptable M14, les résultats 2018 doivent faire l'objet d'une affectation.
Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés préalablement,
Soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants fixent les règles de l'affectation des résultats,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,

**Considérant :**
- L'instruction budgétaire et comptable M14, les résultats 2018 doivent faire l'objet d'une affectation :
  - Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été préalablement adoptés,
  - Soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement.
- Que les résultats 2018 du budget annexe de la Restauration Municipale doivent combler en priorité le besoin de financement,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'affecter les résultats comme suit :

| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | |
|---|---|
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | |
| Résultat de l'exercice 2018 | |
| Résultat global de clôture « 001 » | |
| Solde des restes à réaliser 2018 | |
| **Excédent de financement 2018** | |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | |
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | 59 673,21 |
| Résultat de l'exercice 2018 | -12 024,29 |
| **Résultat global à affecter** | **47 648,92** |

| AFFECTATION DES RESULTATS | |
|---|---|
| **Report à nouveau créditeur en section de fonctionnement (002)** | **47 648,92** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112129-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-16 | Finances communales - Affectation des résultats de l'exercice 2018 - Budget annexe lotissement Champ des Bruyères Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Dans le cadre de l'instruction budgétaire et comptable M14, les résultats 2018 doivent faire l'objet d'une affectation.

Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été préalablement adoptés.

Soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants fixent les règles de l'affectation des résultats,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,

**Considérant :**
- Que dans l'instruction budgétaire et comptable M14, les résultats 2018 doivent faire l'objet d'une affectation :
  - Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés préalablement,
  - Soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement à l'adoption du budget primitif,
- Que les résultats 2018 du budget annexe du lotissement Champ des Bruyères doivent combler en priorité le besoin de financement,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'affecter les résultats comme suit :

| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | |
|---|---|
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | -203 450,00 |
| Résultat de l'exercice 2018 | 165 540,00 |
| **Résultat global de clôture « 001 »** | **-37 910,00** |
| Solde des restes à réaliser 2018 | 0,00 |
| **Besoin de financement 2018** | -37 910,00 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | |
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | 642 608,00 |
| Résultat de l'exercice 2018 | -31 546,35 |
| **Résultat de clôture à affecter** | 611 061,65 |

| AFFECTATION DES RESULTATS | |
|---|---|
| Report à nouveau débiteur (dépenses) en section d'investissement (001) | -37 910,00 |
| Report à nouveau créditeur en section de fonctionnement (002) | 611 061,65 |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112134-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-17 | Finances communales - Affectation des résultats 2018 - Budget annexe lotissement Seguin**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Dans le cadre de l'instruction budgétaire et comptable M14, les résultats 2018 doivent faire l'objet d'une affectation.

Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés préalablement.

Soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales et en particulier en ses articles L.2311-5 et R ;2311-11 et suivants fixent les règles de l'affectation des résultats,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,

**Considérant :**
- L'instruction budgétaire et comptable M14, les résultats doivent faire l'objet d'une affectation :
  - Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés préalablement,
  - Soit lors d'une décision modificative si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement,
- Que les résultats 2018 du Budget annexe du lotissement Seguin doivent combler en priorité le besoin de financement,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'affecter les résultats comme suit

| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | |
|---|---|
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | -161 156,00 |
| Résultat de l'exercice 2018 | -123 549,34 |
| Résultat global de clôture « 001 » | -284 705,34 |
| Solde des restes à réaliser 2018 | 0,00 |
| **Excédent de financement 2018** | -284 705,34 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | |
| Résultat antérieur reporté (exercice 2017) | 0,00 |
| Résultat de l'exercice 2018 | 244 384,29 |
| **Résultat de clôture à affecter** | 244 384,29 |

| AFFECTATION DES RESULTATS | |
|---|---|
| Report à nouveau débiteur en section d'investissement (001) | -284 705,34 |
| Report à nouveau créditeur en section de fonctionnement (002) | 244 384,29 |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112136-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-18 | Finances communales - Décision modificative n°1 - Budget principal de la Ville**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Les décisions modificatives sont destinées à procéder en cours d'année, après le vote du budget primitif à des ajustements comptables.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités notamment sur son article L.1612-11,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- La délibération n°2018-12-13-4 du Conseil municipal du 13 décembre 2018 adoptant le budget primitif du Budget principal de la Ville pour l'exercice 2019,
- La délibération n°2019-03-28-13 du Conseil municipal du 28 mars 2019 statuant sur les affectations de résultats,

**Considérant :**
- Que cette 1ère décision intègre :
  - Les écritures de reprises du compte administratif à savoir l'affectation des résultats de l'exercice 2018,
  - Les reports de crédits 2018 en section d'investissement,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la décision modificative n°1 comme suit :

**FONCTIONNEMENT**

**Dépenses de fonctionnement**

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Energie - Electricité | 60612 | 011 | 5 000,00 |
| Combustibles | 60621 | 011 | 407 627,00 |
| Carburants | 60622 | 011 | 87 000,00 |
| Petits équipements | 60632 | 011 | 15 818,33 |
| Fournitures autres bâtiments | 6068 | 011 | 99 748,00 |
| Prestations de services | 611 | 011 | 103 800,00 |
| Maintenances autres matériel | 61558 | 011 | 17 860,00 |
| Maintenance | 6156 | 011 | 223 343,00 |
| Honoraire | 6226 | 011 | 28 800,00 |
| Créances admises en non-valeur | 6541 | 65 | 30 000,00 |
| Créances éteintes | 6542 | 65 | 25 000,00 |
| Subventions versées budget annexe | 6521 | 65 | 40 321,05 |
| Subvention au CCAS | 657362 | 65 | -59 800,00 |
| Subventions versées | 6574 | 65 | 118 341,80 |
| Provisions au DFCP afin de répondre à d'éventuels besoins en cours d'exercice | 611 | 011 | 363 798,20 |
| | 6218 | 012 | 250 000,00 |
| | 7391172 | 014 | 170 000,00 |
| | 6574 | 65 | 205 482,00 |
| | 66111 | 66 | 300 000,00 |
| | 678 | 67 | 203 747,08 |
| | | **TOTAL** | **2 635 886,46** |

### Recettes de fonctionnement

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Résultat de fonctionnement reporté | 002 | 002 | 2 635 886,46 |
| | | **TOTAL** | **2 635 886,46** |

## INVESTISSEMENT

### Recettes d'investissement

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Résultat d'investissement reporté 2017 | 001 | 001 | 101 557,41 |
| Excédent de fonctionnement capitalisé | 1068 | 10 | 2 000 000,00 |
| Chauffage - opération pour compte de tiers SORANO | 4542 | 45 | 200 000,00 |
| Reports 2018 | 1321 | 13 | 1 470 877,43 |
| | 13251 | 13 | 857 449,31 |
| | 1328 | 13 | 136 367,00 |
| | | **TOTAL** | **4 766 251,15** |

### Dépenses d'investissement

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Reversement taxe aménagement | 10226 | 10 | 28 961,00 |
| Gros travaux réserves foncières | 2128 | 21 | 44 340,00 |
| Autres réseaux | 2135 | 21 | 15 000,00 |
| Installations générales et agencements | 21538 | 21 | 21 000,00 |
| Matériel informatique | 2183 | 21 | 204 234,87 |
| Mobiliers | 2184 | 21 | 51 900,00 |
| Autres immobilisations corporelles | 2188 | 21 | 48 048,45 |
| Travaux en cours | 2313 | 23 | 15 050,00 |
| Opérations pour comptes de tiers | 4541 | 45 | 200 000,00 |
| Provisions au DFCP afin de répondre à d'éventuels besoins en cours d'exercice | 2031 | 20 | 200 000,00 |
| | 2188 | 21 | 1 111 230,37 |
| | 2313 | 23 | 700 000,00 |
| Reports 2018 | 1675 | 16 | 7 930,10 |
| | 2031 | 20 | 23 060,16 |
| | 2041512 | 204 | 225 833,00 |
| | 2051 | 20 | 127 909,34 |
| | 2116 | 21 | 31 361,88 |
| | 2128 | 21 | 86 882,64 |
| | 21312 | 21 | 18 577,37 |
| | 2132 | 21 | 552,00 |
| | 2135 | 21 | 75 126,92 |
| | 2151 | 21 | 24 838,20 |
| | 21568 | 21 | 134,04 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | 21571 | 21 | 67 800,00 |
| | 21578 | 21 | 3 567,60 |
| | 2158 | 21 | 1 737,76 |
| | 2182 | 21 | 201 688,92 |
| | 2183 | 21 | 63 382,65 |
| | 2184 | 21 | 47 475,66 |
| | 2188 | 21 | 67 366,59 |
| | 2313 | 23 | 1 051 261,63 |
| | | **TOTAL** | **4 766 251,15** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112077-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**VILLE DE-SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21760575700012

POSTE COMPTABLE : Sotteville Les Rouen

**M. 14**

## Décision modificative 1 (3)
## Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 28

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | DM |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET PRINCIPAL | 2019 |

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A |

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 29001 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | 49 |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |
| METROPOLE ROUEN NORMANDIE (MRN) | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 1435.56 | 1.00 |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 544.38 | 1.00 |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 1546.89 | 1.00 |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 143.12 | 1.00 |
| 5 | Encours de dette/population | 1649.78 | 1.00 |
| 6 | DGF/population | 296.60 | 1.00 |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 66.60 | 1.00 |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 100.40 | 1.00 |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 9.30 | 1.00 |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 106.70 | 1.00 |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### FONCTIONNEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 2 635 886,46 | 0,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 2 635 886,46 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3) | 2 635 886,46 | 2 635 886,46 |

### INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | 2 639 764,69 | 2 200 000,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 2 126 486,46 | 2 464 693,74 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 101 557,41 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 4 766 251,15 | 4 766 251,15 |

### TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 7 402 137,61 | 7 402 137,61 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 8 556 306,00 | 0,00 | 1 352 794,53 | 1 352 794,53 | 9 909 100,53 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 28 311 831,00 | 0,00 | 250 000,00 | 250 000,00 | 28 561 831,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 170 000,00 | 170 000,00 | 170 000,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 3 553 863,00 | 0,00 | 359 344,85 | 359 344,85 | 3 913 207,85 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **40 422 000,00** | **0,00** | **2 132 139,38** | **2 132 139,38** | **42 554 139,38** |
| 66 | Charges financières | 1 348 352,00 | 0,00 | 300 000,00 | 300 000,00 | 1 648 352,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 113 933,00 | 0,00 | 203 747,08 | 203 747,08 | 317 680,08 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **41 884 285,00** | **0,00** | **2 635 886,46** | **2 635 886,46** | **44 520 171,46** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (5)* | *500 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *500 000,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *1 698 276,00* | | *0,00* | *0,00* | *1 698 276,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***2 198 276,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***2 198 276,00*** |
| **TOTAL** | | **44 082 561,00** | **0,00** | **2 635 886,46** | **2 635 886,46** | **46 718 447,46** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **46 718 447,46** |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 89 319,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 89 319,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 3 811 058,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 811 058,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 26 823 103,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 823 103,00 |
| 74 | Dotations et participations | 12 188 551,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 188 551,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 533 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 533 600,00 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **43 445 631,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **43 445 631,00** |
| 76 | Produits financiers | 330 293,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 330 293,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 306 637,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 306 637,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **44 082 561,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **44 082 561,00** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **44 082 561,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **44 082 561,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **2 635 886,46** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **46 718 447,46** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)** | **2 198 276,00** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
*(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 281 900,00 | 150 969,50 | 200 000,00 | 200 000,00 | 632 869,50 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 15 000,00 | 225 833,00 | 0,00 | 0,00 | 240 833,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 675 280,00 | 690 492,23 | 1 495 753,69 | 1 495 753,69 | 3 861 525,92 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 292 000,00 | 1 051 261,63 | 715 050,00 | 715 050,00 | 4 058 311,63 |
| | Total des opérations d'équipement | 1 925 634,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 925 634,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **6 189 814,00** | **2 118 556,36** | **2 410 803,69** | **2 410 803,69** | **10 719 174,05** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 28 961,00 | 28 961,00 | 28 961,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 3 655 644,00 | 7 930,10 | 0,00 | 0,00 | 3 663 574,10 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **3 655 644,00** | **7 930,10** | **28 961,00** | **28 961,00** | **3 692 535,10** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers(8)** | **0,00** | **0,00** | **200 000,00** | **200 000,00** | **200 000,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **9 845 458,00** | **2 126 486,46** | **2 639 764,69** | **2 639 764,69** | **14 611 709,15** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **9 845 458,00** | **2 126 486,46** | **2 639 764,69** | **2 639 764,69** | **14 611 709,15** |

+

| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 0,00 |
|---|---|

=

| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 14 611 709,15 |
|---|---|

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 3 199 146,00 | 2 464 693,74 | 0,00 | 0,00 | 5 663 839,74 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors165) | 2 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **5 199 146,00** | **2 464 693,74** | **0,00** | **0,00** | **7 663 839,74** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 1 791 203,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 791 203,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (9) | 0,00 | 0,00 | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 157 097,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 157 097,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 496 736,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 496 736,00 |
| **Total des recettes financières** | | **2 448 036,00** | **0,00** | **2 000 000,00** | **2 000 000,00** | **4 448 036,00** |

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (8)** | **0,00** | **0,00** | **200 000,00** | **200 000,00** | **200 000,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **7 647 182,00** | **2 464 693,74** | **2 200 000,00** | **2 200 000,00** | **12 311 875,74** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (4)* | *500 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *500 000,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *1 698 276,00* | | *0,00* | *0,00* | *1 698 276,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***2 198 276,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***2 198 276,00*** |
| **TOTAL** | | **9 845 458,00** | **2 464 693,74** | **2 200 000,00** | **2 200 000,00** | **14 510 151,74** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **101 557,41** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **14 611 709,15** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)** | **2 198 276,00** |

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 1 352 794,53 | | 1 352 794,53 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 250 000,00 | | 250 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 170 000,00 | | 170 000,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 359 344,85 | | 359 344,85 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 300 000,00 | *0,00* | 300 000,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 203 747,08 | *0,00* | 203 747,08 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **2 635 886,46** | ***0,00*** | **2 635 886,46** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **2 635 886,46** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 28 961,00 | *0,00* | 28 961,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 7 930,10 | *0,00* | 7 930,10 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| *198* | *Neutral. amort. subv. équip. versées* | | *0,00* | *0,00* |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | 350 969,50 | *0,00* | 350 969,50 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 225 833,00 | *0,00* | 225 833,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 2 186 245,92 | *0,00* | 2 186 245,92 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 1 766 311,63 | *0,00* | 1 766 311,63 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 200 000,00 | *0,00* | 200 000,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement – Total** | | **4 766 251,15** | ***0,00*** | **4 766 251,15** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **4 766 251,15** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **2 635 886,46** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **2 635 886,46** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 2 464 693,74 | *0,00* | 2 464 693,74 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | (7) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (5) | 200 000,00 | *0,00* | 200 000,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | | *0,00* | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **2 664 693,74** | ***0,00*** | **2 664 693,74** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **101 557,41** |

+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AU COMPTE 1068** | **2 000 000,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **4 766 251,15** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général** | **8 556 306,00** | **1 352 794,53** | **1 352 794,53** |
| 60611 | Eau et assainissement | 264 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 372 500,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 60621 | Combustibles | 263 026,00 | 407 627,00 | 407 627,00 |
| 60622 | Carburants | 160 400,00 | 87 000,00 | 87 000,00 |
| 60623 | Alimentation | 927 838,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60624 | Produits de traitement | 14 888,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 79 370,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 116 324,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 81 160,00 | 15 818,33 | 15 818,33 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 40 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Vêtements de travail | 44 485,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 68 934,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6065 | Livres, disques, ... (médiathèque) | 58 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 170 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 461 586,00 | 99 748,00 | 99 748,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 914 152,00 | 467 598,20 | 467 598,20 |
| 6122 | Crédit-bail mobilier | 6 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6132 | Locations immobilières | 27 680,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 215 918,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 306 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61521 | Entretien terrains | 36 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 76 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615228 | Entretien, réparations autres bâtiments | 58 475,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615231 | Entretien, réparations voiries | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615232 | Entretien, réparations réseaux | 23 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61524 | Entretien bois et forêts | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 61 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 132 530,00 | 17 860,00 | 17 860,00 |
| 6156 | Maintenance | 546 421,00 | 223 343,00 | 223 343,00 |
| 6161 | Multirisques | 129 591,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 88 835,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 49 858,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 102 671,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6185 | Frais de colloques et de séminaires | 52 213,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 69 957,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6225 | Indemnités aux comptable et régisseurs | 2 408,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6226 | Honoraires | 116 218,00 | 28 800,00 | 28 800,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 27 949,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6228 | Divers | 38 562,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 63 817,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 253 098,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6233 | Foires et expositions | 32 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 52 250,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6237 | Publications | 19 705,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6238 | Divers | 12 162,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6241 | Transports de biens | 1 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6247 | Transports collectifs | 328 042,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6248 | Divers | 3 469,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages et déplacements | 10 229,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6256 | Missions | 3 612,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6257 | Réceptions | 9 357,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 68 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 158 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 7 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 14 007,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62872 | Remb. frais au budget annexe | 74 005,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62874 | Remb. frais à la Caisse des Ecoles | 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 758 821,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 63513 | Autres impôts locaux | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6354 | Droits d'enregistrement et de timbre | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 970,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 13 613,00 | 0,00 | 0,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **28 311 831,00** | **250 000,00** | **250 000,00** |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 6 198,00 | 250 000,00 | 250 000,00 |
| 6331 | Versement de transport | 334 328,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | 83 567,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6333 | Particip. employeurs format° prof. cont. | 348,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 155 149,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 12 656 364,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64112 | NBI, SFT, indemnité résidence | 425 541,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64118 | Autres indemnités titulaires | 2 501 066,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64131 | Rémunérations non tit. | 3 596 730,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64138 | Autres indemnités non tit. | 7 764,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64168 | Autres emplois d'insertion | 559 134,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6417 | Rémunérations des apprentis | 28 392,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 3 302 564,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 4 187 904,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 1 996,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 52 151,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64731 | Allocations chômage versées directement | 12 793,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 87 412,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6488 | Autres charges | 112 430,00 | 0,00 | 0,00 |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **170 000,00** | **170 000,00** |
| 7391172 | Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca | 0,00 | 170 000,00 | 170 000,00 |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **3 553 863,00** | **359 344,85** | **359 344,85** |
| 651 | Redevances pour licences, logiciels, ... | 5 150,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6521 | Déficit budgets annexes administratifs | 0,00 | 40 321,05 | 40 321,05 |
| 6531 | Indemnités | 225 064,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6532 | Frais de mission | 784,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6533 | Cotisations de retraite | 24 597,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6534 | Cotis. de sécurité sociale - part patron | 12 055,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6535 | Formation | 12 250,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 0,00 | 25 000,00 | 25 000,00 |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | 96 422,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657362 | Subv. fonct. CCAS | 1 438 190,00 | -59 800,00 | -59 800,00 |
| 65738 | Subv. fonct. Autres organismes publics | 989 767,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6574 | Subv. fonct. Associat°, personnes privée | 749 584,00 | 323 823,80 | 323 823,80 |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)** | | **40 422 000,00** | **2 132 139,38** | **2 132 139,38** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **1 348 352,00** | **300 000,00** | **300 000,00** |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 1 265 352,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| 6618 | Intérêts des autres dettes | 83 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **113 933,00** | **203 747,08** | **203 747,08** |
| 6714 | Bourses et prix | 102 996,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles gestion | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 8 037,00 | 0,00 | 0,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 400,00 | 203 747,08 | 203 747,08 |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e** | | **41 884 285,00** | **2 635 886,46** | **2 635 886,46** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***500 000,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)*** | ***1 698 276,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *6811* | *Dot. amort. et prov. Immos incorporelles* | *1 394 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| *6862* | *Dot. amort. charges financ. à répartir* | *303 571,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***2 198 276,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (10)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE* | | *2 198 276,00* | *0,00* | *0,00* |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre) | | 44 082 561,00 | 2 635 886,46 | 2 635 886,46 |
| | | | | + |
| | | | RESTES A REALISER N-1 (11) | 0,00 |
| | | | | + |
| | | | D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11) | 0,00 |
| | | | | = |
| | | | TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 2 635 886,46 |

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges** | **89 319,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 89 319,00 | 0,00 | 0,00 |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | **3 811 058,00** | **0,00** | **0,00** |
| 70311 | Concessions cimetières (produit net) | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70312 | Redevances funéraires | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70388 | Autres redevances et recettes diverses | 6 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | 148 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70631 | Redevances services à caractère sportif | 208 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70632 | Redevances services à caractère loisir | 324 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70688 | Autres prestations de services | 826 792,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70841 | Mise à dispo personnel B.A. , régies | 1 630 471,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70848 | Mise à dispo personnel autres organismes | 458 230,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70872 | Remb. frais B.A. et régies municipales | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70873 | Remb. frais par les C.C.A.S. | 106 165,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70876 | Remb. frais par le GFP de rattachement | 26 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70878 | Remb. frais par d'autres redevables | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7088 | Produits activités annexes (abonnements) | 2 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| **73** | **Impôts et taxes** | **26 823 103,00** | **0,00** | **0,00** |
| 73111 | Taxes foncières et d'habitation | 16 059 682,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73211 | Attribution de compensation | 8 048 954,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73212 | Dotation de solidarité communautaire | 627 702,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73221 | FNGIR | 195 158,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73223 | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 400 107,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7336 | Droits de place | 70 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7338 | Autres taxes | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7343 | Taxes sur les pylônes électriques | 31 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7351 | Taxe consommation finale d'électricité | 420 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7368 | Taxes locales sur la publicité extérieur | 220 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7381 | Taxes additionnelles droits de mutation | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **74** | **Dotations et participations** | **12 188 551,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7411 | Dotation forfaitaire | 3 324 478,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74123 | Dotation de solidarité urbaine | 5 322 123,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74127 | Dotation nationale de péréquation | 51 294,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74718 | Autres participations Etat | 557 448,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7472 | Participat° Régions | 17 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7473 | Participat° Départements | 58 960,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7478 | Participat° Autres organismes | 1 815 027,00 | 0,00 | 0,00 |
| 748313 | Dotat° de compensation de la TP | 102 615,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74832 | Attribution du fonds départemental TP | 117 113,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74834 | Etat - Compens. exonérat° taxes foncière | 103 551,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74835 | Etat - Compens. exonérat° taxe habitat° | 682 862,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7484 | Dotation de recensement | 5 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7485 | Dotation pour les titres sécurisés | 8 580,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7488 | Autres attributions et participations | 22 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **533 600,00** | **0,00** | **0,00** |
| 752 | Revenus des immeubles | 529 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7588 | Autres produits div. de gestion courante | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013** | **43 445 631,00** | **0,00** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **330 293,00** | **0,00** | **0,00** |
| 76232 | Remb. intérêts emprunts GFP rattachement | 47 797,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76811 | Sortie empr. risque avec IRA capital. | 282 496,00 | 0,00 | 0,00 |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **306 637,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 306 637,00 | 0,00 | 0,00 |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d** | **44 082 561,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (9)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **44 082 561,00** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **2 635 886,46** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **2 635 886,46** |

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)** | **281 900,00** | **200 000,00** | **200 000,00** |
| 2031 | Frais d'études | 160 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 121 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (hors opérations)** | **15 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles (hors opérations)** | **1 675 280,00** | **1 495 753,69** | **1 495 753,69** |
| 2111 | Terrains nus | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2115 | Terrains bâtis | 163 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2116 | Cimetières | 43 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2128 | Autres agencements et aménagements | 294 000,00 | 44 340,00 | 44 340,00 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2132 | Immeubles de rapport | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2135 | Installations générales, agencements | 306 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 2151 | Réseaux de voirie | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 13 480,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21533 | Réseaux câblés | 70 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21538 | Autres réseaux | 97 000,00 | 21 000,00 | 21 000,00 |
| 21568 | Autres matériels, outillages incendie | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21571 | Matériel roulant | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21578 | Autre matériel et outillage de voirie | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2182 | Matériel de transport | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 17 500,00 | 204 234,87 | 204 234,87 |
| 2184 | Mobilier | 96 000,00 | 51 900,00 | 51 900,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 358 800,00 | 1 159 278,82 | 1 159 278,82 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (hors opérations)** | **2 292 000,00** | **715 050,00** | **715 050,00** |
| 2313 | Constructions | 2 292 000,00 | 715 050,00 | 715 050,00 |
| **201901** | **Opération d'équipement n° 201901 (5)** | **1 925 634,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **6 189 814,00** | **2 410 803,69** | **2 410 803,69** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **28 961,00** | **28 961,00** |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 0,00 | 28 961,00 | 28 961,00 |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **3 655 644,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 3 567 644,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1675 | Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P. | 85 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses financières** | **3 655 644,00** | **28 961,00** | **28 961,00** |
| 45410 | DEPENSES (6) | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| | **Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **200 000,00** | **200 000,00** |
| | **TOTAL DEPENSES REELLES** | **9 845 458,00** | **2 639 764,69** | **2 639 764,69** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Reprises sur autofinancement antérieur (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Charges transférées (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (10)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DEPENSES D'ORDRE*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | | 9 845 458,00 | 2 639 764,69 | 2 639 764,69 |
| | | | | + |
| | RESTES A REALISER N-1 (11) | | | 2 126 486,46 |
| | | | | + |
| | D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11) | | | 0,00 |
| | | | | = |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | | 4 766 251,15 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (hors 138)** | **3 199 146,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 2 993 863,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 57 750,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13251 | Subv. non transf. GFP de rattachement | 147 533,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (hors 165)** | **2 000 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 2 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'équipement** | **5 199 146,00** | **0,00** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **1 791 203,00** | **2 000 000,00** | **2 000 000,00** |
| 10222 | FCTVA | 1 791 203,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 |
| **138** | **Autres subvent° invest. non transf.** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **165** | **Dépôts et cautionnements reçus** | **3 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **157 097,00** | **0,00** | **0,00** |
| 276351 | Créance GFP de rattachement | 157 097,00 | 0,00 | 0,00 |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **496 736,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes financières** | **2 448 036,00** | **2 000 000,00** | **2 000 000,00** |
| 45420 | RECETTES (5) | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| | **Total des recettes d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **200 000,00** | **200 000,00** |
| | **TOTAL RECETTES REELLES** | **7 647 182,00** | **2 200 000,00** | **2 200 000,00** |
| ***021*** | ***Virement de la sect° de fonctionnement*** | ***500 000,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*** | ***1 698 276,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *28031* | *Frais d'études* | *103 694,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28032* | *Frais de recherche et de développement* | *156,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804182* | *Autres org pub - Bâtiments et installat°* | *70 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804412* | *Sub nat org pub - Bâtiments, installat°* | *8 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804422* | *Sub nat privé - Bâtiments et installat°* | *1 800,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28051* | *Concessions et droits similaires* | *70 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28121* | *Plantations d'arbres et d'arbustes* | *64 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28132* | *Immeubles de rapport* | *217 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28142* | *Construct° sol autrui - Immeuble rapport* | *900,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281568* | *Autres matériels, outillages incendie* | *4 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281571* | *Matériel roulant* | *55 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281578* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *800,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28158* | *Autres installat°, matériel et outillage* | *64 500,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *13 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28182* | *Matériel de transport* | *182 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28183* | *Matériel de bureau et informatique* | *250 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28184* | *Mobilier* | *80 150,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *209 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| *4817* | *Pénalités de renégociation de la dette* | *303 571,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*** | ***2 198 276,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| *TOTAL RECETTES D'ORDRE* | | *2 198 276,00* | *0,00* | *0,00* |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | | 9 845 458,00 | 2 200 000,00 | 2 200 000,00 |
| | | | | + |
| | RESTES A REALISER N-1 (10) | | | 2 464 693,74 |
| | | | | + |
| | R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10) | | | 101 557,41 |
| | | | | = |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | | 4 766 251,15 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

## OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 201901 (1)
## LIBELLE : NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL RENOUVELLEMENT URBAIN

### Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **a 0,00** | **0,00** | **b 0,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2115 | Terrains bâtis | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2128 | Autres agencements et aménagements | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES** | | **c 0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT = (c + d) – (a + b)**<br>**Excédent de financement si positif**<br>**Besoin de financement si négatif** | **0,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES | A6.1 |

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **I 3 567 644,00** | **28 961,00** | **II 28 961,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **3 567 644,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 3 567 644,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **0,00** | **28 961,00** | **28 961,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 0,00 | 28 961,00 | 28 961,00 |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | Op. de l'exercice III = I + II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **3 596 605,00** | **2 126 486,46** | **0,00** | **5 723 091,46** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES | A6.2 |

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **V 4 643 312,00** | **0,00** | **VI 0,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **1 948 300,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 1 791 203,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10223 | TLE | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13146 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13156 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13246 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13256 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26… | Participations et créances rattachées | | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | | |
| 276351 | Créance GFP de rattachement | 157 097,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (3)** | | **2 695 012,00** | **0,00** | **0,00** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *28031* | *Frais d'études* | *103 694,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28032* | *Frais de recherche et de développement* | *156,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804182* | *Autres org pub - Bâtiments et installat°* | *70 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804412* | *Sub nat org pub - Bâtiments, installat°* | *8 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804422* | *Sub nat privé - Bâtiments et installat°* | *1 800,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28051* | *Concessions et droits similaires* | *70 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28121* | *Plantations d'arbres et d'arbustes* | *64 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28132* | *Immeubles de rapport* | *217 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28142* | *Construct° sol autrui - Immeuble rapport* | *900,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281568* | *Autres matériels, outillages incendie* | *4 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281571* | *Matériel roulant* | *55 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281578* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *800,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28158* | *Autres installat°, matériel et outillage* | *64 500,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *13 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28182* | *Matériel de transport* | *182 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28183* | *Matériel de bureau et informatique* | *250 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28184* | *Mobilier* | *80 150,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *209 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| *29…* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations* | | | |
| *39…* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours* | | | |
| *481…* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | |
| *4817* | *Pénalités de renégociation de la dette* | *303 571,00* | *0,00* | *0,00* |
| *49…* | *Prov. dépréc. comptes de tiers* | | | |
| *59…* | *Prov. dépréc. comptes financiers* | | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 496 736,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *500 000,00* | *0,00* | *0,00* |

| | Opérations de l'exercice VII = V + VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) | Solde d'exécution R001 (4) | Affectation R1068 (4) | TOTAL VIII |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **4 643 312,00** | **2 464 693,74** | **101 557,41** | **2 000 000,00** | **9 209 563,15** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | IV | **5 723 091,46** |
| **Ressources propres disponibles** | VIII | **9 209 563,15** |
| **Solde** | IX = VIII – IV (5) | **3 486 471,69** |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 34
VOTES :
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par Le Maire (1),
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Le Maire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Joachim MOYSE

Certifié exécutoire par Le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray, le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil municipal.

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-19 | Finances communales - Décision modificative n°1 - Budget annexe du Rive Gauche**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Les décisions modificatives sont destinées à procéder en cours d'année, après le vote du budget primitif à des ajustements comptables.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales notamment son article L.1612-11,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- La délibération n°2018-12-13-7 du Conseil municipal adoptant le budget primitif du budget annexe du Rive Gauche pour l'exercice 2019,
- La délibération n°2019-03-28-14 du Conseil municipal statuant sur les affectations de résultats,

**Considérant :**
- Que cette 1ère décision intègre :
  - Les écritures de reprise du compte administratif à savoir l'affectation des résultats de l'exercice 2018,
  - Les reports de crédits 2018 en section d'investissement,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la décision modificative n°1 comme suit :

**Dépenses Investissement**

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Matériel et outillage technique | 2158 | 21 | 43 692,12 |
| Autres immobilisations corporelles | 2188 | 21 | 30 000,00 |
| Report 2018 | 2051 | 20 | 3 325,00 |
| | 2184 | 21 | 3 500,00 |
| | 2188 | 21 | 6 460,99 |
| | | **TOTAL** | **86 978,11** |

**Recettes investissement**

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Résultat d'investissement reporté | 001 | 001 | 60 832,96 |
| Excédent de fonctionnement capitalisé | 1068 | 1068 | 26 145,15 |
| | | **TOTAL** | **86 978,11** |

**Dépenses fonctionnement**

| Imputation | Libellé nature | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| 678 | Autres charges exceptionnelles pour équilibre | 67 | 230 000,00 |
| | | **TOTAL** | **230 000,00** |

**Recettes de fonctionnement**

| Imputation | Libellé nature | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 002 | 230 000,00 |
| | | **TOTAL** | **230 000,00** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112079-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## BUDGET ANNEXE - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21760575700384

POSTE COMPTABLE : Sotteville Les Rouen

**M. 14**

## Décision modificative 1 (3)
## Voté par nature

BUDGET : BUDGET RIVE GAUCHE (4)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 21

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | DM |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET RIVE GAUCHE | 2019 |

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A |

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 0 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 0.00 | |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 0.00 | |
| 5 | Encours de dette/population | 0.00 | |
| 6 | DGF/population | 0.00 | |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.00 | |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### FONCTIONNEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 230 000,00 | 0,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 230 000,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3) | 230 000,00 | 230 000,00 |

### INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | 73 692,12 | 26 145,15 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 13 285,99 | 0,00 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 60 832,96 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 86 978,11 | 86 978,11 |

### TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 316 978,11 | 316 978,11 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 585 929,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 585 929,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 505 422,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 505 422,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 2 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 800,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses de gestion courante** | **1 094 151,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 094 151,00** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 230 000,00 | 230 000,00 | 230 000,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | **1 094 151,00** | **0,00** | **230 000,00** | **230 000,00** | **1 324 151,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *17 386,00* | | *0,00* | *0,00* | *17 386,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | ***17 386,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***17 386,00*** |
| | **TOTAL** | **1 111 537,00** | **0,00** | **230 000,00** | **230 000,00** | **1 341 537,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **1 341 537,00** |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 140 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 140 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 954 037,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 954 037,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 7 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 500,00 |
| | **Total des recettes de gestion courante** | **1 101 537,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 101 537,00** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes réelles de fonctionnement** | **1 111 537,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 111 537,00** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL** | **1 111 537,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 111 537,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **230 000,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **1 341 537,00** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)** | **17 386,00** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
*(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 3 325,00 | 0,00 | 0,00 | 3 325,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 17 386,00 | 9 960,99 | 73 692,12 | 73 692,12 | 101 039,11 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **17 386,00** | **13 285,99** | **73 692,12** | **73 692,12** | **104 364,11** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers(8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **17 386,00** | **13 285,99** | **73 692,12** | **73 692,12** | **104 364,11** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL** | **17 386,00** | **13 285,99** | **73 692,12** | **73 692,12** | **104 364,11** |

+

| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 0,00 |
|---|---|

=

| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 104 364,11 |
|---|---|

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (9) | 0,00 | 0,00 | 26 145,15 | 26 145,15 | 26 145,15 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes financières** | **0,00** | **0,00** | **26 145,15** | **26 145,15** | **26 145,15** |

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **26 145,15** | **26 145,15** | **26 145,15** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *17 386,00* | | *0,00* | *0,00* | *17 386,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***17 386,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***17 386,00*** |
| **TOTAL** | | **17 386,00** | **0,00** | **26 145,15** | **26 145,15** | **43 531,15** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **60 832,96** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **104 364,11** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)** | **17 386,00** |

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 230 000,00 | *0,00* | 230 000,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **230 000,00** | ***0,00*** | **230 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **230 000,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| *198* | *Neutral. amort. subv. équip. versées* | | *0,00* | *0,00* |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | 3 325,00 | *0,00* | 3 325,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 83 653,11 | *0,00* | 83 653,11 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement – Total** | | **86 978,11** | ***0,00*** | **86 978,11** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **86 978,11** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **230 000,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **230 000,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | (7) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | | *0,00* | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **60 832,96** |

+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AU COMPTE 1068** | **26 145,15** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **86 978,11** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général** | **585 929,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6042 | Achats prestat° services (hors terrains) | 392 021,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60611 | Eau et assainissement | 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 12 708,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60621 | Combustibles | 8 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60622 | Carburants | 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 4 530,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 960,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 14 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 5 040,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6226 | Honoraires | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 38 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6256 | Missions | 9 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6257 | Réceptions | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 170,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 37 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **505 422,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6215 | Personnel affecté par CL de rattachement | 432 719,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 13 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6333 | Particip. employeurs format° prof. cont. | 935,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64131 | Rémunérations non tit. | 27 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 16 233,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 3 713,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 5 321,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 5 363,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 138,00 | 0,00 | 0,00 |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **2 800,00** | **0,00** | **0,00** |
| 65888 | Autres | 2 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)** | | **1 094 151,00** | **0,00** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **0,00** | **230 000,00** | **230 000,00** |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 0,00 | 230 000,00 | 230 000,00 |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e** | | **1 094 151,00** | **230 000,00** | **230 000,00** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)*** | ***17 386,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *6811* | *Dot. amort. et prov. Immos incorporelles* | *17 386,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***17 386,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (10)*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***17 386,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **1 111 537,00** | **230 000,00** | **230 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (11)** | **0,00** |

+

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| | D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11) | | | 0,00 |
| | | | | = |
| | TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | | | 230 000,00 |

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | **140 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | 140 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **954 037,00** | **0,00** | **0,00** |
| 74718 | Autres participations Etat | 96 750,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7472 | Participat° Régions | 128 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7473 | Participat° Départements | 42 750,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74741 | Participat° Communes du GFP | 660 197,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7488 | Autres attributions et participations | 26 340,00 | 0,00 | 0,00 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **7 500,00** | **0,00** | **0,00** |
| 752 | Revenus des immeubles | 7 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013** | **1 101 537,00** | **0,00** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **10 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7713 | Libéralités reçues | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d** | **1 111 537,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **1 111 537,00** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **230 000,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **230 000,00** |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (hors opérations)** | **17 386,00** | **73 692,12** | **73 692,12** |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 0,00 | 43 692,12 | 43 692,12 |
| 2184 | Mobilier | 3 354,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 14 032,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **17 386,00** | **73 692,12** | **73 692,12** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DEPENSES REELLES** | **17 386,00** | **73 692,12** | **73 692,12** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Reprises sur autofinancement antérieur (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Charges transférées (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (10)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DEPENSES D'ORDRE*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)** | **17 386,00** | **73 692,12** | **73 692,12** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (11)** | **13 285,99** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **86 978,11** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **010** | **Stocks** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (hors 138)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (hors 165)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **26 145,15** | **26 145,15** |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | 26 145,15 | 26 145,15 |
| **138** | **Autres subvent° invest. non transf.** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **165** | **Dépôts et cautionnements reçus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes financières** | **0,00** | **26 145,15** | **26 145,15** |
| | **Total des recettes d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL RECETTES REELLES** | **0,00** | **26 145,15** | **26 145,15** |
| ***021*** | ***Virement de la sect° de fonctionnement*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*** | ***17 386,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *17 386,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*** | ***17 386,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL RECETTES D'ORDRE*** | ***17 386,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)** | **17 386,00** | **26 145,15** | **26 145,15** |

\+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **60 832,96** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **86 978,11** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 34
VOTES :
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par le Maire (1),
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
le Maire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Joachim MOYSE

Certifié exécutoire par le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray, le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : Le Conseil municipal.

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-20 | Finances communales - Décision modificative n°1 - Budget annexe de la Restauration municipale**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Les décisions modificatives sont destinées à procéder en cours d'année, après le vote du budget primitif à des ajustements comptables.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales notamment son article L.1612-11,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- La délibération n°2018-12-13-8 du Conseil municipal du 13 décembre 2018 adoptant le budget primitif du budget annexe de la Restauration municipale pour l'exercice 2019,
- La délibération n°2019-03-28-15 du Conseil municipal du 28 mars 2019 statuant sur les affectations de résultats,

**Considérant :**
- Que cette première décision modificative intègre :
  - Les écritures de reprise du compte administratif à savoir l'affectation des résultats,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la décision modificative n°1 comme suit :

**Dépenses fonctionnement**

| Service | Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|---|
| RM | Maintenance autres biens mobiliers | 61551 | 011 | 3 151,80 |
| RM | Créances admises en non-valeur | 6541 | 65 | 1 000,00 |
| RM | Autres charges exceptionnelles | 678 | 67 | 43 497,12 |
| | | | **TOTAL** | **47 648,92** |

**Recettes fonctionnement**

| Service | Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|---|
| RM | Résultat de fonctionnement reporté | 002 | 002 | 47 648,92 |
| | | | **TOTAL** | **47 648,92** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112081-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## BUDGET ANNEXE - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21760575700426

POSTE COMPTABLE : Sotteville Les Rouen

**M. 14**

## Décision modificative 1 (3)
## Voté par nature

BUDGET : BUDGET RESTAURATION MUNICIPALE (4)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 21

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | DM |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET RESTAURATION MUNICIPALE | 2019 |

# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 0 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 0.00 | |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 0.00 | |
| 5 | Encours de dette/population | 0.00 | |
| 6 | DGF/population | 0.00 | |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.00 | |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

## FONCTIONNEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 47 648,92 | 0,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 47 648,92 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3) | 47 648,92 | 47 648,92 |

## INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | 0,00 | 0,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 0,00 | 0,00 |

## TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 47 648,92 | 47 648,92 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 139 459,00 | 0,00 | 3 151,80 | 3 151,80 | 142 610,80 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 663 521,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 663 521,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses de gestion courante** | **802 980,00** | **0,00** | **4 151,80** | **4 151,80** | **807 131,80** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 43 497,12 | 43 497,12 | 43 497,12 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | **802 980,00** | **0,00** | **47 648,92** | **47 648,92** | **850 628,92** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL** | **802 980,00** | **0,00** | **47 648,92** | **47 648,92** | **850 628,92** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **850 628,92** |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 488 410,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 488 410,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 314 570,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 314 570,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes de gestion courante** | **802 980,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **802 980,00** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes réelles de fonctionnement** | **802 980,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **802 980,00** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL** | **802 980,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **802 980,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **47 648,92** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **850 628,92** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)** | **0,00** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
*(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers(8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

+

| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 0,00 |
|---|---|

=

| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |
|---|---|

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)** | **0,00** |

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 3 151,80 | | 3 151,80 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 1 000,00 | | 1 000,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 43 497,12 | *0,00* | 43 497,12 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **47 648,92** | ***0,00*** | **47 648,92** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **47 648,92** |

| | INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | | 0,00 | | 0,00 |
| *198* | *Neutral. amort. subv. équip. versées* | | | *0,00* | *0,00* |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement – Total** | | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **47 648,92** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **47 648,92** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | (7) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | | *0,00* | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AU COMPTE 1068** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général** | **139 459,00** | **3 151,80** | **3 151,80** |
| 60623 | Alimentation | 93 636,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60624 | Produits de traitement | 38,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 9 497,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 4 375,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Vêtements de travail | 250,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 313,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 1 875,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 625,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 10 125,00 | 3 151,80 | 3 151,80 |
| 6156 | Maintenance | 83,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 38,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 9,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6226 | Honoraires | 250,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6228 | Divers | 125,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 44,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62871 | Remb. frais à la collectivité de rattach | 16 050,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 2 126,00 | 0,00 | 0,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **663 521,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6215 | Personnel affecté par CL de rattachement | 663 521,00 | 0,00 | 0,00 |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** | **1 000,00** | **1 000,00** |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 0,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)** | | **802 980,00** | **4 151,80** | **4 151,80** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **0,00** | **43 497,12** | **43 497,12** |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 0,00 | 43 497,12 | 43 497,12 |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e** | | **802 980,00** | **47 648,92** | **47 648,92** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (10)*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **802 980,00** | **47 648,92** | **47 648,92** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (11)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **47 648,92** |

### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | **488 410,00** | **0,00** | **0,00** |
| 70688 | Autres prestations de services | 488 410,00 | 0,00 | 0,00 |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **314 570,00** | **0,00** | **0,00** |
| 74741 | Participat° Communes du GFP | 314 570,00 | 0,00 | 0,00 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013** | | **802 980,00** | **0,00** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d** | | **802 980,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **802 980,00** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **47 648,92** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **47 648,92** |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DEPENSES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (7)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *Reprises sur autofinancement antérieur (8)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *Charges transférées (9)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL DEPENSES D'ORDRE* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 (11) | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11) | 0,00 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL RECETTES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (9)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL RECETTES D'ORDRE* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 (10) | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10) | 0,00 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 34
VOTES :
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par Le Maire (1),
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Le Maire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Joachim MOYSE

MAIRIE DE ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Moyse

Certifié exécutoire par Le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray, le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil municipal.

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-21 | Finances communales - Décision modificative N°1 - Budget annexe lotissement Seguin**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Les décisions modificatives sont destinées à procéder en cours d'année, après le vote du budget primitif à des ajustements comptables.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales notamment son article L.1612-11,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- La délibération n°2018-12-13-9 du Conseil municipal du 13 décembre 2018 adoptant le budget primitif du budget annexe lotissement Seguin pour l'exercice 2019,
- La délibération n°2019-03-28-17 du Conseil municipal du 28 mars 2019 statuant sur les affectations de résultats,

**Considérant :**
- Que cette 1ère décision modificative intègre :
  - Les écritures de reprise du compte administratif à savoir l'affectation des résultats de l'exercice 2018,
  - Les reports de crédits 2018 en section d'investissement,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter la décision modificative n°1 comme suit :

Le compte administratif 2018 présentant un déficit d'investissement de 284 705,34 €, et que le solde du 002 résultat antérieur de fonctionnement reporté ne permet pas de couvrir en totalité ce déficit, la ville versera une subvention de fonctionnement afin de permettre d'équilibrer le budget.

Elle est équilibrée de la manière suivante :

**Dépenses de fonctionnement**

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Virement à la section investissement | 023 | 023 | 284 705,34 |
| | | **TOTAL** | **284 705,34** |

**Recettes de fonctionnement**

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Subvention d'équilibre | 774 | 77 | 40 321,05 |
| Résultat de fonctionnement reporté | 002 | 002 | 244 384,29 |
| | | **TOTAL** | **284 705,34** |

**Dépenses d'investissement**

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Résultat d'investissement reporté | 001 | 001 | 284 705,34 |
| | | **TOTAL** | **284 705,34** |

**Recettes d'investissement**

| Libellé nature | Imputation | Chapitre | Montant |
|---|---|---|---|
| Virement de la section de fonctionnement | 021 | 021 | 284 705,34 |
| | | **TOTAL** | **284 705,34** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112139-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21760575700434

POSTE COMPTABLE : SOTTEVILLE-LES-ROUEN

**M. 14**

**Décision modificative 1 (3)**
**Voté par nature**

BUDGET : BUDGET SEGUIN (4)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 20

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | DM |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET SEGUIN | 2019 |

# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 0 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 0.00 | |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 0.00 | |
| 5 | Encours de dette/population | 0.00 | |
| 6 | DGF/population | 0.00 | |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.00 | |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### FONCTIONNEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 284 705,34 | 40 321,05 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 244 384,29 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3) | 284 705,34 | 284 705,34 |

### INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | 0,00 | 284 705,34 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 284 705,34 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 284 705,34 | 284 705,34 |

### TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 569 410,68 | 569 410,68 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 284 705,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 284 705,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses de gestion courante** | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **284 705,00** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **284 705,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (5)* | *0,00* | | *284 705,34* | *284 705,34* | *284 705,34* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *284 705,00* | | *0,00* | *0,00* | *284 705,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | ***284 705,00*** | | ***284 705,34*** | ***284 705,34*** | ***569 410,34*** |
| | **TOTAL** | **569 410,00** | **0,00** | **284 705,34** | **284 705,34** | **854 115,34** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **854 115,34** |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 284 705,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 284 705,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes de gestion courante** | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **284 705,00** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 40 321,05 | 40 321,05 | 40 321,05 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes réelles de fonctionnement** | **284 705,00** | **0,00** | **40 321,05** | **40 321,05** | **325 026,05** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *284 705,00* | | *0,00* | *0,00* | *284 705,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | ***284 705,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***284 705,00*** |
| | **TOTAL** | **569 410,00** | **0,00** | **40 321,05** | **40 321,05** | **609 731,05** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **244 384,29** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **854 115,34** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)** | **284 705,34** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
*(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers(8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *284 705,00* | | *0,00* | *0,00* | *284 705,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | ***284 705,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***284 705,00*** |
| | **TOTAL** | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **284 705,00** |

+

| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 284 705,34 |
|---|---|

=

| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 569 410,34 |
|---|---|

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (4)* | *0,00* | | *284 705,34* | *284 705,34* | *284 705,34* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *284 705,00* | | *0,00* | *0,00* | *284 705,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***284 705,00*** | | ***284 705,34*** | ***284 705,34*** | ***569 410,34*** |
| **TOTAL** | | **284 705,00** | **0,00** | **284 705,34** | **284 705,34** | **569 410,34** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **569 410,34** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)** | **284 705,34** |

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *284 705,34* | 284 705,34 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **0,00** | ***284 705,34*** | **284 705,34** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **284 705,34** |

| | INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | | 0,00 | | 0,00 |
| *198* | *Neutral. amort. subv. équip. versées* | | | *0,00* | *0,00* |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement – Total** | | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **284 705,34** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **284 705,34** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 40 321,05 | *0,00* | 40 321,05 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **40 321,05** | ***0,00*** | **40 321,05** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **244 384,29** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **284 705,34** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | (7) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | | *284 705,34* | 284 705,34 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | ***284 705,34*** | **284 705,34** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AU COMPTE 1068** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **284 705,34** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général** | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6015 | Terrains à aménager | 87 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6045 | Achats études, prestat° services (terrai | 38 705,00 | 0,00 | 0,00 |
| 605 | Achats matériel, équipements et travaux | 159 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)** | | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e** | | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***0,00*** | ***284 705,34*** | ***284 705,34*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)*** | ***284 705,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *284 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***284 705,00*** | ***284 705,34*** | ***284 705,34*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (10)*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***284 705,00*** | ***284 705,34*** | ***284 705,34*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **569 410,00** | **284 705,34** | **284 705,34** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (11)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **284 705,34** |

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7015 | Ventes de terrains aménagés | 284 705,00 | 0,00 | 0,00 |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013** | | **284 705,00** | **0,00** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **0,00** | **40 321,05** | **40 321,05** |
| 774 | Subventions exceptionnelles | 0,00 | 40 321,05 | 40 321,05 |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d** | | **284 705,00** | **40 321,05** | **40 321,05** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*** | ***284 705,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *284 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | | ***284 705,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **569 410,00** | **40 321,05** | **40 321,05** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **244 384,29** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **284 705,34** |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DEPENSES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (7)* | *284 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *Reprises sur autofinancement antérieur (8)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *Charges transférées (9)* | *284 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *284 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL DEPENSES D'ORDRE* | *284 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | 284 705,00 | 0,00 | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 (11) | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11) | 284 705,34 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 284 705,34 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL RECETTES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *0,00* | *284 705,34* | *284 705,34* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)* | *284 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *284 705,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT* | *284 705,00* | *284 705,34* | *284 705,34* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (9)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL RECETTES D'ORDRE* | *284 705,00* | *284 705,34* | *284 705,34* |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | 284 705,00 | 284 705,34 | 284 705,34 |

+

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 (10) | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10) | 0,00 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 284 705,34 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 34
VOTES :
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par Le Maire (1),
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Le Maire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Joachim MOYSE

MAIRIE DE ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime)

Certifié exécutoire par Le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray, le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Municipal.

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-22 | Finances communales - Subvention exceptionnelle - Budget annexe lotissement Seguin**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le budget lotissement Seguin est un budget annexe dans lequel les opérations d'aménagement doivent obligatoirement être décrites dans une comptabilité de stocks spécifiques. Le budget principal de la ville peut librement subventionner son budget annexe lotissement pour l'équilibrer.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La délibération n°2019-03-28-12 du Conseil municipal du 28 mars 2019 concernant l'adoption du compte administratif 2018 du budget annexe lotissement Seguin,

**Considérant :**
- Les affectations de résultats votés ce jour,
- Que pour équilibrer son budget 2019, le lotissement Seguin doit bénéficier d'une subvention d'équilibre.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'octroyer au budget annexe de lotissement Seguin une subvention d'équilibre d'investissement au titre de l'exercice 2019 d'un montant de 40 321,05 euros.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget de la ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112205-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-23 | Finances communales - Budget primitif 2019 - Budget annexe lotissement Champ des Bruyères**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante les recettes et les dépenses de l'exercice 2019.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'instruction budgétaire et comptable M14,
- La délibération d'affectation des résultats votée préalablement ce jour,

**Considérant :**
- La reprise des résultats 2018,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter le budget primitif du lotissement du Champ des Bruyères comme suit pour l'exercice 2019 :

| | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | **142 529,00** | **142 529,00** |
| Mouvements réels | 37 910,00 | - |
| Mouvements ordre | 104 619,00 | 142 529,00 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | **753 590,65** | **753 590,65** |
| Mouvements réels | 611 061,65 | 648 971,65 |
| Mouvements ordre | 142 529,00 | 104 619,00 |
| **TOTAL GENERAL DES MOUVEMENTS** | **896 119,65** | **896 119,65** |

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 02/04/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112266-BF-1-1

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21760575700418

POSTE COMPTABLE : Sotteville-les-Rouen

**M. 14**

**Budget primitif**

**voté par nature**

BUDGET : BUDGET CHAMP DES BRUYERES (3)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire


## I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 20

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| Code INSEE | VILLE DE ST ETIENNE DU ROUVRAY | BP |
|---|---|---|
| 76575 | BUDGET CHAMP DES BRUYERES | 2019 |

# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

| Informations statistiques | Valeurs |
|---|---|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) : | 0 |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : | |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : | |

| Potentiel fiscal et financier (1) | | Valeurs par hab. (population DGF) | Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate |
|---|---|---|---|
| Fiscal | Financier | | |
| 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | Informations financières – ratios (2) | Valeurs | Moyennes nationales de la strate (3) |
|---|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 2 | Produit des impositions directes/population | 0.00 | |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 0.00 | |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 0.00 | |
| 5 | Encours de dette/population | 0.00 | |
| 6 | DGF/population | 0.00 | |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 8 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 0.00 | |
| 9 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |
| 10 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 0.00 | |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### FONCTIONNEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 753 590,26 | 142 529,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | (si déficit) 0,39 | (si excédent) 611 061,65 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3) | 753 590,65 | 753 590,65 |

### INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | 104 619,00 | 142 529,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 37 910,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 142 529,00 | 142 529,00 |

### TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 896 119,65 | 896 119,65 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

# II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 122 765,00 | 0,00 | 104 619,00 | 104 619,00 | 104 619,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 519 843,00 | 0,00 | 506 442,26 | 506 442,26 | 506 442,26 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **642 608,00** | **0,00** | **611 061,26** | **611 061,26** | **611 061,26** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **642 608,00** | **0,00** | **611 061,26** | **611 061,26** | **611 061,26** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (5)* | *122 765,00* | | *104 619,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *203 450,00* | | *37 910,00* | *37 910,00* | *37 910,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***326 215,00*** | | ***142 529,00*** | ***142 529,00*** | ***142 529,00*** |
| **TOTAL** | | **968 823,00** | **0,00** | **753 590,26** | **753 590,26** | **753 590,26** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,39** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **753 590,65** |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 203 450,00 | 0,00 | 37 910,00 | 37 910,00 | 37 910,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **203 450,00** | **0,00** | **37 910,00** | **37 910,00** | **37 910,00** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **203 450,00** | **0,00** | **37 910,00** | **37 910,00** | **37 910,00** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *122 765,00* | | *104 619,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***122 765,00*** | | ***104 619,00*** | ***104 619,00*** | ***104 619,00*** |
| **TOTAL** | | **326 215,00** | **0,00** | **142 529,00** | **142 529,00** | **142 529,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **611 061,65** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **753 590,65** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)** | **37 910,00** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

*(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour compte de tiers (8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *122 765,00* | | *104 619,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | ***122 765,00*** | | ***104 619,00*** | ***104 619,00*** | ***104 619,00*** |
| | **TOTAL** | **122 765,00** | **0,00** | **104 619,00** | **104 619,00** | **104 619,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **37 910,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **142 529,00** |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes d'équipement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opé. pour le compte de tiers (8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement (4)* | *122 765,00* | | *104 619,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *203 450,00* | | *37 910,00* | *37 910,00* | *37 910,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***326 215,00*** | | ***142 529,00*** | ***142 529,00*** | ***142 529,00*** |
| **TOTAL** | | **326 215,00** | **0,00** | **142 529,00** | **142 529,00** | **142 529,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **142 529,00** |

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)** | **37 910,00** |

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 104 619,00 | | 104 619,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 506 442,26 | | 506 442,26 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *37 910,00* | 37 910,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *104 619,00* | 104 619,00 |
| **Dépenses de fonctionnement – Total** | | **611 061,26** | ***142 529,00*** | **753 590,26** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,39** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **753 590,65** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| *198* | *Neutral. amort. subv. équip. versées* | | *0,00* | *0,00* |
| 20 | Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *104 619,00* | 104 619,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement – Total** | | **0,00** | ***104 619,00*** | **104 619,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **37 910,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **142 529,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 37 910,00 | | 37 910,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *104 619,00* | 104 619,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes de fonctionnement – Total** | | **37 910,00** | ***104 619,00*** | **142 529,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **611 061,65** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **753 590,65** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | (7) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Prov. dépréc. comptes de tiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Prov. dépréc. comptes financiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *37 910,00* | 37 910,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | | *104 619,00* | 104 619,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | ***142 529,00*** | **142 529,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AU COMPTE 1068** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **142 529,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général** | **122 765,00** | **104 619,00** | **104 619,00** |
| 6045 | Achats études, prestat° services (terrai | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 605 | Achats matériel, équipements et travaux | 112 765,00 | 104 619,00 | 104 619,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **519 843,00** | **506 442,26** | **506 442,26** |
| 65888 | Autres | 519 843,00 | 506 442,26 | 506 442,26 |
| **656** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)** | | **642 608,00** | **611 061,26** | **611 061,26** |
| **66** | **Charges financières (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **68** | **Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (e)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e** | | **642 608,00** | **611 061,26** | **611 061,26** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***122 765,00*** | ***104 619,00*** | ***104 619,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)*** | ***203 450,00*** | ***37 910,00*** | ***37 910,00*** |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *203 450,00* | *37 910,00* | *37 910,00* |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***326 215,00*** | ***142 529,00*** | ***142 529,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (10)*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***326 215,00*** | ***142 529,00*** | ***142 529,00*** |
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **968 823,00** | **753 590,26** | **753 590,26** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (11)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)** | **0,39** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **753 590,65** |

### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

| Chap / art(1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Produits services, domaine et ventes div** | **203 450,00** | **37 910,00** | **37 910,00** |
| 7015 | Ventes de terrains aménagés | 203 450,00 | 37 910,00 | 37 910,00 |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013** | | **203 450,00** | **37 910,00** | **37 910,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **78** | **Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d** | | **203 450,00** | **37 910,00** | **37 910,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*** | ***122 765,00*** | ***104 619,00*** | ***104 619,00*** |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *122 765,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | | ***122 765,00*** | ***104 619,00*** | ***104 619,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **326 215,00** | **142 529,00** | **142 529,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **611 061,65** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **753 590,65** |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DEPENSES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (7)* | *122 765,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| | *Reprises sur autofinancement antérieur (8)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *Charges transférées (9)* | *122 765,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *122 765,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL DEPENSES D'ORDRE* | *122 765,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | 122 765,00 | 104 619,00 | 104 619,00 |

+

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 (11) | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11) | 37 910,00 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 142 529,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL RECETTES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la sect° de fonctionnement* | *122 765,00* | *104 619,00* | *104 619,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)* | *203 450,00* | *37 910,00* | *37 910,00* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *203 450,00* | *37 910,00* | *37 910,00* |
| | *TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT* | *326 215,00* | *142 529,00* | *142 529,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (9)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL RECETTES D'ORDRE* | *326 215,00* | *142 529,00* | *142 529,00* |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | 326 215,00 | 142 529,00 | 142 529,00 |

+

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 (10) | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10) | 0,00 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 142 529,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

Cet état ne contient pas d'information.

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 34
VOTES :
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/03/2019

Présenté par Le Maire (1),
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Le Maire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Saint-Etienne-du-Rouvray, le 28/03/2019
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Joachim MOYSE

Certifié exécutoire par Le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Saint-Etienne-du-Rouvray, le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : Le Conseil Municipal.

| | |
|---|---|
| Monsieur Joachim Moyse | |

| | |
|---|---|
| Madame Francine Goyer | |
| Monsieur Pascal Le Cousin | |
| Monsieur David Fontaine | |
| Monsieur Jérôme Gosselin | |
| Madame Danièle Auzou | |
| Madame Murielle Renaux | |
| Monsieur Patrick Morisse | |
| Monsieur Michel Rodriguez | |
| Madame Léa Pawelski | |
| Madame Fabienne Burel | |
| Monsieur Daniel Launay | |
| Monsieur Philippe Schapman | |
| Monsieur Francis Schilliger | |
| Madame Marie-Agnès Lallier | |
| Madame Nicole Auvray | |
| Madame Najia Atif | |
| Madame Catherine Olivier | |

| | |
|---|---|
| Madame Carolanne Langlois | |
| Madame Réjane Grard-Colombel | |
| Madame Thérèse-Marie Ramaroson | |
| Madame Michelle Ernis | |
| Monsieur Antoine Scicluna | |
| Monsieur Daniel Vézie | |
| Monsieur Gabriel Moba M'builu | |
| Monsieur Hubert Wulfranc | |
| Monsieur Didier Quint | |
| Madame Samia Lage | |
| Madame Agnès Bonvalet | |
| Madame Pascale Hubart | |
| Madame Florence Boucard | |
| Monsieur Gilles Chuette | |
| Monsieur Jocelyn Cheron | |
| Monsieur Philippe Brière | |
| Madame Noura Hamiche | |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-24 | Finances communales - Budget principal de la Ville - Créances éteintes**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Les créances éteintes sont des créances dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,
- L'instruction budgétaire et comptable n°11-022-M0 du 16 décembre 2011 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,

**Considérant :**
- Que des créances s'établissant à 8 269,71 € ne pourront être recouvrées du fait de situation de surendettement ou de liquidation judiciaire entraînant effacement de dettes des usagers.
- Que conformément aux états des créances éteintes présentés par le comptable, les créances s'établissent comme suit :
  - Année 2014 : 2 343,40 €
  - Année 2015 : 1 826,40 €
  - Année 2016 : 658,33 €
  - Année 2017 : 2 163,47 €
  - Année 2018 : 1 278,11 €

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De se prononcer favorablement sur l'admission de créances éteintes pour un montant de 8 269,71 €.

**Précise que :**
- Les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts en section de fonctionnement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112324-DE-1-1

**Direction Générale des Finances Publiques** **Exercice 2018**

**centre des finances publiques**
avenue jean jaures
Bp 24
76301 sotteville les rouen cedex
Tél : 02-32-18-27-90
Courriel : t076044@dgfip.finances.gouv.fr

## DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRECOUVRABLES

Collectivité : **03600 ville de saint etienne du rouvray**

**liste n°** **3485570233**

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A sotteville les rouen cedex, le 11 sept. 2018
comptable public

## DECISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

| Compte | Montants présentés | Montants admis |
|---|---|---|
| 6541 | | |
| 6542 | 3 650,28 € | |
| Total | 3 650,28 € | |

A Le

*( Date, cachet et signature de l'ordonnateur )*

## TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DECISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

**Direction Générale des Finances Publiques**

**centre des finances publiques**
avenue jean jaures
Bp 24
76301 sotteville les rouen cedex
Tél : 02-32-18-27-90
Courriel : t076044@dgfip.finances.gouv.fr

## DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **076044 TRES. SOTTEVILLE-LES-ROUEN**

**Exercice 2019** **Ville de St Etienne du Rouvray**
**Liste 3526710533**

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A sotteville les rouen cedex, le 25 févr. 2019
comptable public

Christelle CASTILLO
Inspecteur
des Finances Publiques

## DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

| Compte | Montants présentés | Montants admis |
|---|---|---|
| 6541 | 0,00 € | |
| 6542 | 4 619,43 € | |
| Total | 4 619,43 € | |

A Le

*( Date, cachet et signature de l'ordonnateur )*

## TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-25 | Finances communales - Budget principal de la Ville - Taxes et produits irrécouvrables - Admission en non-valeur**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Les créances dont le recouvrement ne peut être effectué pour cause d'insolvabilité, d'absence de débiteurs ou de caducité donnent lieu à des admissions en non-valeur.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

**Considérant :**
- Les états des créances irrécouvrables remis à Monsieur Le Maire par le Receveur municipal.
- Que le Receveur municipal a mis en œuvre tous les moyens possibles pour recouvrer la totalité des créances relatives pour les exercices 2015, 2016 et 2017,
- Des créances s'établissant à 17 838,52 € au budget principal de la Ville
- Que de manière à apurer les comptes de prises en charges des titres de recettes de l'exercice 2019, l'assemblée délibérante doit se prononcer sur les admissions en non-valeur,
- Qu'en aucun cas, l'admission en non-valeur ne fait obstacle à l'exercice de poursuites.

  Et conformément aux états des taxes et produits irrécouvrables présentés par le comptable soit :

  <u>Budget principal de la Ville</u>

  - Année 2015 : 750,90 €
  - Année 2016 : 711,79 €
  - Année 2017 : 16 375,83 €

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- De se prononcer favorablement sur l'admission en non-valeur de créances pour un montant de 17 838,52 €.

**Précise que :**

- Les crédits sont ouverts au budget de la ville au titre de l’exercice 2019.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112316-DE-1-1

**Direction Générale des Finances Publiques**

**centre des finhances publiques**
avenue jean jaures
Bp 24
76301 sotteville les rouen cedex
Tél : 02-32-18-27-90
Courriel : t076044@dgfip.finances.gouv.fr

## DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRECOUVRABLES

Collectivité : **03600 ville de saint etienne du rouvray**

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A sotteville les rouen cedex, le 12 sept 2018
comptable public

## DECISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

| Compte | Montants présentés | Montants admis |
|---|---|---|
| 6541 | 2 115,02 € | |
| 6542 | 0,00 € | |
| Total | 2 115,02 € | |

A Le
*( Date, cachet et signature de l'ordonnateur )*

## TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DECISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

**Direction Générale des Finances Publiques**

**centre des finances publiques**
avenue jean jaures
Bp 24
76301 sotteville les rouen cedex
Tél : 02-32-18-27-90
Courriel : t076044@dgfip.finances.gouv.fr

(ok)

## DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **ville de saint etienne du rouvray 03600**

**Exercice 2018** LISTE 348 153 0033

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A sotteville les rouen cedex, le 05 sept. 2018
comptable public
**Christelle CASTILLO**
Inspecteur
des Finances Publiques

## DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

| Compte | Montants présentés | Montants admis |
|---|---|---|
| 6541 | 165,81 € | |
| 6542 | 0,00 € | |
| Total | 165,81 € | |

A Le

*( Date, cachet et signature de l'ordonnateur )*

## TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

**Direction Générale des Finances Publiques**

**centre des finances publiques**
avenue jean jaures
Bp 24
76301 sotteville les rouen cedex
Tél : 02-32-18-27-90
Courriel : t076044@dgfip.finances.gouv.fr

**Exercice 2018**

## DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **03600 ville de saint etienne du rouvray**

**liste n°** **2919840233**

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A sotteville les rouen cedex, le 11 sept. 2018
comptable public
Christelle CASTILLO
Inspecteur
des Finances Publiques

## DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

| Compte | Montants présentés | Montants admis |
|---|---|---|
| 6541 | 15 557,69 € | |
| 6542 | | |
| Total | 15 557,69 € | |

A Le

*( Date, cachet et signature de l'ordonnateur )*

## TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-26 | Finances Communales - Budget annexe de la restauration municipale - Taxes et produits irrécouvrables - Admission en non-valeur**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le receveur municipal a transmis des taxes et produits irrécouvrables après avoir mis en œuvre tous les moyens possibles pour recouvrer la totalité des créances pour les exercices de 2015 à 2017.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur le comptabilité publique,
- Les états des créances irrécouvrables remis à Monsieur le Maire par le Receveur municipal pour le budget annexe de la restauration municipale au titre de l'exercice 2018 représentant un montant à admettre en non valeur de 111,76 €.

**Considérant que :**
- Ces créances s'établissant à 111,76 euros n'ont pu être recouvrées,
- De manière à apurer les comptes de prises en charge des titres de recettes de l'exercice 2019, l'assemblée délibérante doit se prononcer sur les admissions en non valeur,
- En aucun cas l'admission en non valeur ne fait obstacle à l'exercice de poursuites.

Et conformément aux états des taxes et produits irrécouvrables présentés par le comptable soit :
- Montant à admettre en non-valeur présenté par liste :
  - La liste de non-valeur n°2541040233 établie le 5 juillet 2018 correspondant à des recettes impayées concernant des produits diverses pour un montant de 62,24 €,
  - La liste de non-valeur n°3351240133 établie le 18 juillet 2018 correspondant aux recettes impayées concernant des produits divers pour un montant de 49,52 €.

- Montant à admettre en non valeur présenté en référence à l'exercice d'origine de naissance de la créance :
-
  - Année 2015 : 56,99 euros
  - Année 2016 : 37,77 euros
  - Année 2017 : 17,00 euros (montant inférieur au seuil de poursuite)

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De se prononcer favorablement sur l'admission en non valeur des créances pour un montant de 111,76 € au budget annexe de la restauration municipale au titre de l'exercice 2019.

**Précise que :**

- Les crédits sont ouverts au budget annexe de la restauration municipale de la ville au titre de l’exercice 2019.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc110171-DE-1-1

**Direction Générale des Finances Publiques** **Exercice 2017**

**centre des finances publiques**
avenue jean jaures
bp24
76300 sotteville les rouen
Tél :02-32-18-27-90
Courriel : t76044@dgfip.finances.gouv.fr

## NON-VALEURS

Collectivité : **3610** st etienne du rouvray restauration municipale

**Numéro de la liste 2541040233**

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A sotteville les rouen, le 05 juil. 2018
chef de service comptable

Annie NISOLE

**Christelle CASTILLO**
Inspecteur
des Finances Publiques

## DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

| Compte | Montants présentés | Montants admis |
|---|---|---|
| 6541 | 62,24 € | |
| 6542 | 0,00 € | |
| Total | 62,24 € | |

A Le

*( Date, cachet et signature de l'ordonnateur )*

## TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

**Direction Générale des Finances Publiques**

**centre des finhances publiques**
avenue jean jaures
Bp 24
76301 sotteville les rouen cedex
Tél : 02-32-18-27-90
Courriel : t076044@dgfip.finances.gouv.fr

## DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **ville de saint etienne du rouvray** Budget 03610 Budget Rest. Municipale

**Exercice 2018** N° Liste ? Liste n° 3351240133

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncées.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A sotteville les rouen cedex, le 18 juil. 2018
comptable public
Olivier HARMAND
Inspecteur
des Finances Publiques

## DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

| Compte | Montants présentés | Montants admis |
|---|---|---|
| 6541 | 49,52 € | |
| 6542 | 0,00 € | |
| Total | 49,52 € | |

A Le

*( Date, cachet et signature de l'ordonnateur )*

## TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-27 | Finances communales - Garanties d'emprunts LogiRep - Avenant de réaménagement des caractéristiques financières des lignes de prêt**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Une collectivité peut accorder une garantie d'emprunt à une personne morale de droit public ou privé afin de faciliter la réalisation d'opérations d'intérêt public. Le garant s'engage en cas de défaillance de l'emprunteur à assurer le paiement des sommes dues au titre du prêt garanti.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Les articles L2252-1 et L2252-2 du Code général des collectivités territoriales,
- L'article L2298 du Code civil ;
- L'avenant de réaménagement des lignes de prêt (annexe caractéristiques des emprunts réaménagés par la caisse des dépôts et consignations)

**Considérant :**
- La demande formulée par LOGIREP le 18 décembre 2018 pour solliciter le réaménagement en l'espèce l'allongement de la durée de remboursement.

**Article 1**
Le Garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées ».

La garantie est accordée pour chacune des lignes du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différées y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagés.

**Article 2**
Les nouvelles caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'annexe « Caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes du prêt réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du livret A, le taux du livret A effectivement appliqué auxdites lignes de prêt réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêts réaménagés référencée à l'annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A ce titre, le taux du livret A au 29/06/2018 est de 0,75%.

**Article 3**
La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lette simple de la Caisse des dépots et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**Précise que :**
- Qu'à ce titre, la collectivité se réserve le droit d'engager des démarches pour préserver ses intérêts.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112219-DE-1-1

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## VILLE DE SAINT ETIENNE DU ROUVRAY

**Annexe à la délibération du conseil Municipal en date du** 28/03/2019

### Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations

Emprunteur : **000042436 - SA D'HLM LOGIREP LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGIONPARISIENNE**

| N° Contrat initial (3) | N° Avenant | N° Ligne du prêt | Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1) | Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1) | Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1) | Quotité garantie (en %) | Durée différé d'amortissement (nb Mois) | Durée de Remboursement (nb Années) : Durée Phase amort 1 / amort 2 | Date prochaine échéance | Périodicité des échéances | Taux d'intérêt actuariel annuel en % phase amort 1 / phase amort 2 (2) | Nature du taux ou index | Marge fixe sur index phase amort 1 / phase amort 2 (3) | Modalité de révision (3) | Taux de progressivité d'échéance appliqué (3) | Taux de progressivité d'échéance calculé (3) | Taux de progressivité d'amortissement (3) | Taux prog. annuel plancher des échéances (3) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | 88789 | 0225816 | 82 295,13 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 19,00 : 9,000 / 10,000 | 01/05/2019 | A | LA+1,200 / LA+0,600 | Livret A | 1,200 / 0,600 | DR | -1,903 | --- | 5,300 | --- |
| - | 88789 | 0225817 | 458 475,12 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 19,00 : 9,000 / 10,000 | 01/05/2019 | A | LA+1,200 / LA+0,600 | Livret A | 1,200 / 0,600 | DR | -1,903 | --- | 5,300 | --- |
| - | 88754 | 1200330 | 118 114,85 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 24,00 : 24,000 / - | 01/11/2018 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,000 | -1,218 | --- | 0,000 |
| - | 88745 | 1201831 | 1 401 936,59 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 39,00 : 39,000 / - | 01/02/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,000 | -1,458 | --- | 0,000 |



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE - 75013 PARIS - Tél : 01 49 55 68 00 - Télécopie : 01 49 55 68 93
ile-de-france@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : **000042436 - SA D'HLM LOGIREP LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGIONPARISIENNE**

| N° Contrat initial (3) | N° Avenant | N° Ligne du prêt | Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1) | Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1) | Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1) | Quotité garantie (en %) | Durée différé d'amortissement (nb Mois) | Durée de Remboursement (nb Années) : Durée Phase amort 1 / amort 2 | Date prochaine échéance | Périodicité des échéances | Taux d'intérêt actuariel annuel en % phase amort 1 / phase amort 2 (2) | Nature du taux ou index | Marge fixe sur index phase amort 1 / phase amort 2 (3) | Modalité de révision (3) | Taux de progressivité d'échéance appliqué (3) | Taux de progressivité d'échéance calculé (3) | Taux de progressivité d'amortissement (3) | Taux prog. annuel plancher des échéances (3) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | 88771 | 1239904 | 466 178,12 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 25,00 : 25,000 / - | 01/03/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,000 | -0,977 | --- | 0,000 |
| **Total** | | | **2 526 999,80** | **0,00** | **0,00** | | | | | | | | | | | | | |

*Ce tableau comporte **5** Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) dont le montant total garanti s'élève à : **2 526 999,80€***
*Montants exprimés en euros*
*Périodicité : A (annuelle), S (semestrielle), T (trimestrielle)*

*(1) Montants donnés à titre indicatif sous réserve de la comptabilisation des opérations en cours*
*(2) Concernant les prêts à taux révisables, les taux indiqués sont susceptibles d'évoluer à la date de valeur du réaménagement dans l'hypothèse d'une variation de leur index de référence entre la date d'établissement du présent document et la date de valeur du réaménagement*
*(3) - : Si sans objet*
*SR : le taux d'intérêt est révisé à chaque échéance en fonction de la variation de l'index*
*DR : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index*
*DL : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur au taux de progressivité plancher indiqué dans le tableau*

**Date d'établissement du présent document** : 10/10/2018
**Date de valeur du réaménagement** : 01/07/2018

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112219-DE-1-1
Affiché le 02/04/2019



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE - 75013 PARIS - Tél : 01 49 55 68 00 - Télécopie : 01 49 55 68 93
ile-de-france@caissedesdepots.fr

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-28 | Finances communales - Garantie d'emprunt Foyer Stéphanais - Avenant de réaménagement des caractéristiques financières des lignes de prêt**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Une collectivité peut accorder une garantie d'emprunt à une personne morale de droit public ou privé afin de faciliter la réalisation d'opérations d'intérêt public.
Le garant s'engage en cas de défaillance de l'emprunteur à assurer le paiement des sommes dues au titre du prêt garanti.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'article L.2298 du code civil,

**Considérant :**
- La demande formulée par le Foyer Stéphanais relative au réaménagement de ligne de prêts pour lesquelles la ville a accordé sa garantie à hauteur de 50 %.

**Article 1**
Le garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagé, initialement contractée par Le Foyer Stéphanais auprès de la Caisse des dépôts et consignations définies à l'article 2 et référencées à l'annexe « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée dans l'annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différées, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

**Article 2**
Les nouvelles caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagé sont indiquées, pour chacune d'entre elle, à l'annexe « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagés » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes du prêt réaménagés à taux révisables indexées sur le taux du livret A, el taux du Livret A effectivement appliqué auxdites Lignes du Prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagée référencée à l'annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du livret A au 06/11/2018 est de 0,75 %.

**Article 3**
La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par le Foyer Stéphanais, dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le garant s'engage à se substituer au Foyer Stéphanais pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le conseil s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De réitérer la garantie pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagée,
- De s'engager, jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

**Précise que :**
- Qu'à ce titre, la collectivité se réserve le droit d'engager des démarches pour préserver ses intérêts.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112230-DE-1-1

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## VILLE DE SAINT ETIENNE DU ROUVRAY

**Annexe à la délibération du conseil Municipal en date du** 24/01/2019

### Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations

Emprunteur : **000266290 - LE FOYER STEPHANAIS**

| N° Contrat initial (3) | N° Avenant | N° Ligne du prêt | Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1) | Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1) | Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1) | Quotité garantie (en %) | Durée différé d'amortissement (nb Mois) | Durée de Remboursement (nb Années) : Durée Phase amort 1 / amort 2 | Date prochaine échéance | Périodicité des échéances | Taux d'intérêt actuariel annuel en % phase amort 1 / phase amort 2 (2) | Nature du taux ou index | Marge fixe sur index phase amort 1 / phase amort 2 (3) | Modalité de révision (3) | Taux de progressivité d'échéance appliqué (3) | Taux de progressivité d'échéance calculé (3) | Taux de progressivité d'amortissement (3) | Taux prog. annuel plancher des échéances (3) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | 89797 | 1305599 | 222 655,86 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 26,00 : 16,000 / 10,000 | 01/02/2019 | A | LA+1,000 / LA+0,600 | Livret A | 1,000 / 0,600 | DR | -2,095 | — | 5,300 | — |
| - | 89797 | 1305642 | 580 159,34 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 28,00 : 18,000 / 10,000 | 01/03/2019 | A | LA+0,940 / LA+0,600 | Livret A | 0,940 / 0,600 | DL | 0,000 | -1,921 | — | 0,000 |
| 20844 | 89797 | 1305720 | 637 351,47 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 21,00 : 11,000 / 10,000 | 01/07/2019 | A | LA+0,900 / LA+0,600 | Livret A | 0,900 / 0,600 | DL | 0,000 | -1,000 | — | 0,000 |
| - | 89797 | 0467239 | 27 496,68 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 21,00 : 11,000 / 10,000 | 01/02/2019 | A | LA+0,800 / LA+0,600 | Livret A | 0,800 / 0,600 | DR | -1,663 | — | — | — |
| - | 89797 | 0853050 | 10 541,26 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 22,00 : 12,000 / 10,000 | 01/05/2019 | A | LA+0,800 / LA+0,600 | Livret A | 0,800 / 0,600 | DR | -1,663 | — | — | — |
| - | 89817 | 1085638 | 441 990,62 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 29,00 : 19,000 / 10,000 | 01/03/2019 | A | LA+1,490 / LA+0,600 | Livret A | 1,490 / 0,600 | DR | -1,918 | — | — | — |



**Caisse des dépôts et consignations**
7 RUE JEANNE D'ARC - CS 71020 - SQUARE DES ARTS - 76171 ROUEN CEDEX 1 - Tél : 02 35 15 65 11 - Télécopie : 02 35 15 65 29
normandie@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC**
**DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Emprunteur : **000266290 - LE FOYER STEPHANAIS**

| N° Contrat initial (3) | N° Avenant | N° Ligne du prêt | Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1) | Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1) | Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1) | Quotité garantie (en %) | Durée différé d'amortissement (nb Mois) | Durée de Remboursement (nb Années) : Durée Phase amort 1 / amort 2 | Date prochaine échéance | Périodicité des échéances | Taux d'intérêt actuariel annuel en % phase amort 1 / phase amort 2 (2) | Nature du taux ou index | Marge fixe sur index phase amort 1 / phase amort 2 (3) | Modalité de révision (3) | Taux de progressivité d'échéance appliqué (3) | Taux de progressivité d'échéance calculé (3) | Taux de progressivité d'amortissement (3) | Taux prog. annuel plancher des échéances (3) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | 89801 | 1061535 | 583 101,71 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 33,00 : 23,000 / 10,000 | 01/10/2019 | A | LA+0,650 / LA+0,600 | Livret A | 0,650 / 0,600 | DL | 0,000 | -1,458 | — | 0,000 |
| - | 89801 | 1061545 | 702 419,19 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 33,00 : 23,000 / 10,000 | 01/10/2019 | A | LA+0,650 / LA+0,600 | Livret A | 0,650 / 0,600 | DL | 0,000 | -1,458 | — | 0,000 |
| - | 89801 | 1061551 | 36 995,86 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 33,00 : 23,000 / 10,000 | 01/10/2019 | A | LA+0,650 / LA+0,600 | Livret A | 0,650 / 0,600 | DL | 0,000 | -1,458 | — | 0,000 |
| - | 89801 | 1064507 | 872 697,78 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 33,00 : 23,000 / 10,000 | 01/12/2019 | A | LA+0,650 / LA+0,600 | Livret A | 0,650 / 0,600 | DL | 0,000 | -1,934 | — | 0,000 |
| - | 89801 | 1197193 | 74 918,84 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 23,00 : 23,000 / - | 01/09/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,000 | -1,218 | — | 0,000 |
| 8939 | 89801 | 5020519 | 401 175,59 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 21,00 : 21,000 / - | 01/05/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,007 | 0,007 | — | 0,000 |
| 5978 | 89797 | 5003213 | 107 687,97 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 21,00 : 21,000 / - | 01/04/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,007 | 0,007 | — | 0,000 |
| 37513 | 89801 | 5101462 | 21 251,36 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 22,00 : 22,000 / - | 01/10/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,000 | -0,246 | — | 0,000 |
| 37510 | 89801 | 5101526 | 25 288,54 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 22,00 : 22,000 / - | 01/10/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,000 | -0,246 | — | 0,000 |
| 37475 | 89801 | 5101652 | 141 800,33 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 22,00 : 22,000 / - | 01/10/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,253 | 0,253 | — | 0,000 |
| 37474 | 89801 | 5101654 | 348 685,90 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 27,00 : 27,000 / - | 01/10/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,253 | 0,253 | — | 0,000 |



**Caisse des dépôts et consignations**
7 RUE JEANNE D'ARC - CS 71020 - SQUARE DES ARTS - 76171 ROUEN CEDEX 1 - Tél : 02 35 15 65 11 - Télécopie : 02 35 15 65 29
normandie@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC**
**DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Emprunteur : **000266290 - LE FOYER STEPHANAIS**

| N° Contrat initial (3) | N° Avenant | N° Ligne du prêt | Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1) | Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1) | Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1) | Quotité garantie (en %) | Durée différé d'amortissement (nb Mois) | Durée de Remboursement (nb Années) : Durée Phase amort 1 / amort 2 | Date prochaine échéance | Périodicité des échéances | Taux d'intérêt actuariel annuel en % phase amort 1 / phase amort 2 (2) | Nature du taux ou index | Marge fixe sur index phase amort 1 / phase amort 2 (3) | Modalité de révision (3) | Taux de progressivité d'échéance appliqué (3) | Taux de progressivité d'échéance calculé (3) | Taux de progressivité d'amortissement (3) | Taux prog. annuel plancher des échéances (3) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 37476 | 89801 | 5101688 | 29 951,68 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 22,00 : 22,000 / - | 01/10/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,253 | 0,253 | — | 0,000 |
| 9577 | 89797 | 5050353 | 182 766,19 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 21,00 : 21,000 / - | 01/06/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,007 | 0,007 | — | 0,000 |
| 37487 | 89801 | 5101540 | 148 570,78 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 22,00 : 22,000 / - | 01/10/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,253 | 0,253 | — | 0,000 |
| 39797 | 89801 | 5108940 | 23 898,52 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 22,00 : 22,000 / - | 01/01/2020 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,500 | 0,500 | — | 0,000 |
| 46154 | 89801 | 5124510 | 12 718,00 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 23,00 : 23,000 / - | 01/05/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,500 | 0,500 | — | 0,000 |
| 46155 | 89801 | 5124511 | 144 227,70 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 23,00 : 23,000 / - | 01/05/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,500 | 0,500 | — | 0,000 |
| 46158 | 89801 | 5121442 | 101 941,74 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 23,00 : 23,000 / - | 01/05/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,500 | 0,500 | — | 0,000 |
| 55655 | 89801 | 5162857 | 428 063,72 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 28,00 : 28,000 / - | 01/01/2020 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,500 | 0,500 | — | 0,000 |
| 55748 | 89801 | 5163002 | 102 611,90 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 28,00 : 28,000 / - | 01/01/2020 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,500 | 0,500 | — | 0,000 |
| 57843 | 89801 | 5165652 | 259 000,64 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 28,00 : 28,000 / - | 01/01/2020 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,500 | 0,500 | — | 0,000 |
| 58440 | 89801 | 5170491 | 60 740,51 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 23,00 : 23,000 / - | 01/01/2020 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,500 | 0,500 | — | 0,000 |
| 65140 | 89797 | 5193170 | 81 545,88 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 24,00 : 24,000 / - | 01/08/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,500 | 0,500 | — | 0,000 |



**Caisse des dépôts et consignations**
7 RUE JEANNE D'ARC - CS 71020 - SQUARE DES ARTS - 76171 ROUEN CEDEX 1 - Tél : 02 35 15 65 11 - Télécopie : 02 35 15 65 29
normandie@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC**

**DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Emprunteur : **000266290 - LE FOYER STEPHANAIS**

| N° Contrat initial (3) | N° Avenant | N° Ligne du prêt | Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1) | Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1) | Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1) | Quotité garantie (en %) | Durée différé d'amortissement (nb Mois) | Durée de Remboursement (nb Années) : Durée Phase amort 1 / amort 2 | Date prochaine échéance | Périodicité des échéances | Taux d'intérêt actuariel annuel en % phase amort 1 / phase amort 2 (2) | Nature du taux ou index | Marge fixe sur index phase amort 1 / phase amort 2 (3) | Modalité de révision (3) | Taux de progressivité d'échéance appliqué (3) | Taux de progressivité d'échéance calculé (3) | Taux de progressivité d'amortissement (3) | Taux prog. annuel plancher des échéances (3) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | 89801 | 1163712 | 943 211,76 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 24,00 : 24,000 / - | 01/07/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,000 | -0,491 | — | 0,000 |
| - | 89801 | 1163898 | 295 735,19 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 12,00 : 12,000 / - | 01/06/2019 | A | LA+0,600 / - | Livret A | 0,600 / - | DL | 0,000 | -0,491 | — | 0,000 |
| - | 89797 | 1305639 | 121 074,02 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 12,00 : 7,000 / 5,000 | 01/02/2019 | A | LA+1,000 / LA+0,600 | Livret A | 1,000 / 0,600 | DR | -1,390 | — | — | — |
| - | 89797 | 1305710 | 235 306,77 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 13,75 : 8,750 / 5,000 | 01/02/2019 | T | LA+1,000 / LA+0,600 | Livret A | 1,000 / 0,600 | DL | 0,000 | -1,643 | — | 0,000 |
| **Total** | | | **8 407 583,28** | **0,00** | **0,00** | | | | | | | | | | | | | |

*Ce tableau comporte **33** Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) dont le montant total garanti s'élève à : **8 407 583,28€***
*Montants exprimés en euros*
*Périodicité : A (annuelle), S (semestrielle), T (trimestrielle)*

*(1) Montants donnés à titre indicatif sous réserve de la comptabilisation des opérations en cours*
*(2) Concernant les prêts à taux révisables, les taux indiqués sont susceptibles d'évoluer à la date de valeur du réaménagement dans l'hypothèse d'une variation de leur index de référence entre la date d'établissement du présent document et la date de valeur du réaménagement*
*(3) - : Si sans objet*
*SR : le taux d'intérêt est révisé à chaque échéance en fonction de la variation de l'index*
*DR : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index*
*DL : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur au taux de progressivité plancher indiqué dans le tableau*

**Date d'établissement du présent document** : 06/11/2018
**Date de valeur du réaménagement** : 01/01/2019

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112230-DE-1-1
Affiché le 02/04/2019

**Caisse des dépôts et consignations**
7 RUE JEANNE D'ARC - CS 71020 - SQUARE DES ARTS - 76171 ROUEN CEDEX 1 - Tél : 02 35 15 65 11 - Télécopie : 02 35 15 65 29
normandie@caissedesdepots.fr

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-29 | Finances communales - Garantie d'emprunt pour un prêt de 610 013 € pour diverses opérations - Foyer Stéphanais**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Une collectivité peut accorder une garantie d'emprunt à une personne morale de droit public ou privé afin de faciliter la réalisation d'opérations d'intérêt public.

Le garant s'engage en cas de défaillance de l'emprunteur à assurer le paiement des sommes dues au titre du prêt garanti.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- L'article 2298 du Code civil ;
- Le contrat de prêt n° 10000580794 en annexe signé entre l'ESH Le Foyer Stéphanais, ci-après l'Emprunteur et le Crédit Agricole.

**Considérant :**
- La demande formulée par l'ESH Le Foyer Stéphanais et tendant au financement des diverses opérations de réhabilitation sur la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray.

**Article 1**
L'assemblée délibérante de Saint-Etienne-du-Rouvray accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 610 013,00 euros souscrit par l'Emprunteur auprès du Crédit Agricole, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°10000580794, constitué de 1 ligne du prêt.
Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2**
La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date de leur exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**Précise que :**

- Qu’à ce titre, la collectivité se réserve le droit d’engager des démarches pour préserver ses intérêts.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112223-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-30 | Contrat unique global - Nouveau programme national de renouvellement urbain - Signature de la convention spécifique relative au versement par l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) de la subvention "indemnité pour minoration de loyer" dans le cadre des projets de renouvellement urbain**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Pour favoriser le relogement dans le parc social neuf ou conventionné de moins de 5 ans, qui constitue un critère de qualité du relogement des ménages dont les logements seront démolis dans le cadre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) a mis en place une indemnité pour minoration de loyer. La stratégie de relogement fixe un objectif local de 450 relogements dans le parc social neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans. Une subvention « indemnité pour minoration de loyer » est accordée par l'Anru pour faciliter l'accès des ménages relogés à ce parc, dans des conditions financières maîtrisées.

L'aide peut être mobilisée par tout bailleur social présent à l'échelle intercommunale qui accueille un ou plusieurs ménages, dont le logement est démoli dans le cadre d'un projet de renouvellement urbain.

La stratégie de relogement prend en compte au mieux les besoins et capacités financières des ménages pour leur permettre des parcours résidentiels positifs. Les relogements peuvent être réalisés dans le parc de tout organisme de logement social présent sur le territoire de la Métropole.

Afin d'encadrer les modalités de versement de la subvention "indemnité pour minoration de loyer" aux maîtres d'ouvrage des opérations d'investissement ou aux organismes de logement social accueillant les ménages relogés, une convention spécifique doit être signée entre la Métropole, les maîtres d'ouvrages des opérations générant le relogement dont la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray, l'ensemble des bailleurs sociaux présents à l'échelle intercommunale et l'Anru.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,
- Le décret n° 2014-1750 du 30 septembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville dans les départements métropolitains,
- Le décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015 rectifiant la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- L'arrêté du 4 juillet 2018 portant approbation du nouveau règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine relatif au Nouveau programme national de renouvellement urbain,
- La délibération du Conseil municipal du 28 juin 2018 approuvant la convention cadre de renouvellement urbain de la Métropole Rouen Normandie,
- La délibération du Conseil municipal du 28 juin 2018 approuvant la mise en œuvre du projet Sorano,
- La délibération du Conseil municipal du 28 juin 2018 approuvant la charte partenariale de relogement.

**Considérant :**

- Que la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray est engagée dans le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) et notamment dans la démolition de 140 logements de l'immeuble Sorano de la Copropriété Robespierre,
- Qu'il convient au préalable d'organiser le relogement des ménages de l'immeuble Sorano sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville,
- Que la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray a approuvé une charte partenariale de relogement des ménages concernés par les démolitions du NPNRU,
- Que le relogement des ménages concernés par les démolitions dans le cadre d'un projet de renouvellement urbain peut s'accompagner d'une minoration de loyer quand ils sont relogés dans le parc social neuf ou de moins de 5 ans,
- Que l'Anru finance cette indemnité pour minoration de loyer aux bailleurs sociaux qui relogent les ménages concernés.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D'approuver la convention spécifique relative au versement par l'Anru de la subvention « Indemnité pour minoration de loyer » annexée à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc111921-DE-1-1

# CONVENTION SPÉCIFIQUE RELATIVE AU VERSEMENT PAR L'ANRU DE LA SUBVENTION « INDEMNITE POUR MINORATION DE LOYER »

# DANS LE CADRE D'UN PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

**Vu le règlement général (RGA) de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) relatif au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) ;**

**Vu le règlement financier (RF) de l'Anru relatif au NPNRU ;**

**Vu la convention-cadre pluriannuelle(s) de renouvellement urbain n° 701 de la Métropole Rouen Normandie** portant sur neuf projets de renouvellement urbain sur le territoire de l'Etablissement public de coopération intercommunal (EPCI) la Métropole Rouen Normandie et les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)
Les quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :

| CODE QUARTIER | DÉPARTEMENT | DENOMINATION DU QUARTIER | COMMUNE |
|---|---|---|---|
| QP076012 | 76 | Quartier des Arts et des Fleurs - Feugrais | Cléon, Saint-Aubin-lès-Elbeuf |
| QP076020 | 76 | Quartier de la Piscine | Le Petit-Quevilly |
| QP076022 | 76 | Les Hauts de Rouen | Rouen, Bihorel |

Le quartier d'intérêt régional émargeant à l'enveloppe nationale :

| | | | |
|---|---|---|---|
| QP076023 | 76 | Château Blanc | Saint-Etienne-du-Rouvray |

Les quartiers d'intérêt régional :

| CODE QUARTIER | DÉPARTEMENT | DENOMINATION DU QUARTIER | COMMUNE |
|---|---|---|---|
| 076011 | 76 | Plateau | Canteleu |
| QP076013 | 76 | Parc du Robec | Darnétal |
| QP076014 | 76 | Centre-ville | Elbeuf |
| QP076019 | 76 | Oissel sur Seine Nord / St Julien | Oissel |
| QP076021 | 76 | Grammont | Rouen |

**Il est convenu entre les soussignés :**

**L'Anru**, représentée par son directeur général ou son délégué territorial dans le département ;

*ci-après désignée « l'Agence » ou « l'Anru »,*

**Le ou les maîtres d'ouvrage des opérations d'investissement contractualisées dans un protocole de préfiguration ou une convention pluriannuelle NPNRU, éligibles au financement de l'Agence, et à l'origine du relogement des ménages :**

- Foyer Stéphanais, Immobilière Basse Seine, Logiseine, Logirep, Rouen Habitat, SAIEM, SA HLM de la Région d'Elbeuf, Seine Habitat, la commune de Saint Etienne du Rouvray

- *ci-après désignés « le ou les maîtres d'ouvrage »,*

**Le ou les organismes de logement social susceptibles d'accueillir les ménages concernés par ce relogement :**

- Foyer Stéphanais, Foyer du Toit Familial, Habitat 76, ICF Habitat Atlantique, Immobilière Basse Seine, Logéal, Logeo Seine Estuaire, Logiseine, Logirep, Plaine Normande, Propriété Familiale de Normandie, Quevilly Habitat, Rouen Habitat, SAIEM, SA HLM de la Région d'Elbeuf, Seine Habitat, SEMINOR, SEMVIT, SIEMOR

*ci-après désignés « le ou les organismes de logement social relogeur »,*

**Et la Métropole Rouen Normandie,** représentée par son président;

*ci-après désignée « la collectivité porteuse du projet ».*

**Ce qui suit :**

**PRÉAMBULE**

Plusieurs opérations d'investissement[1] liées à la réalisation du(des) projet(s) de renouvellement urbain faisant l'objet du (des) protocole(s) et de la (des) convention(s) pluriannuelle visé(s) ci-dessus vont nécessiter le relogement de ménages résidant dans les logements concernés par ces opérations.

Afin de faciliter les relogements de ces ménages et de favoriser la qualité de leurs parcours résidentiels, notamment vers le parc social neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans, dans des conditions financières maîtrisées pour ces ménages, l'Anru peut accorder une subvention sous forme d'opérations d'ingénierie « indemnité pour minoration de loyer »[2] dont les organismes de logement social relogeurs qui contractent un bail avec ces ménages sont les bénéficiaires finaux.

**Article 1 : Objet de la présente convention spécifique**

La présente convention a pour objet de préciser les obligations des différents signataires dans le cadre de la réalisation d'une ou plusieurs opérations de relogement ouvrant droit à l'attribution d'une subvention « indemnité pour minoration de loyer » par l'Anru au titre du NPNRU, conformément aux modalités prévues par ses règlements[3].

En particulier, elle précise les **modalités selon lesquelles cette subvention, versée par l'Anru au maître d'ouvrage d'une opération contractualisée[4] dans un protocole de préfiguration ou une convention pluriannuelle NPNRU, éligible au financement de l'Agence, et générant du relogement, est reversée par ce dernier à l'organisme de logement social accueillant le(s) ménage(s)**, celui-ci en étant le bénéficiaire final.

**Article 2 : Conditions d'éligibilité à la subvention « indemnité pour minoration de loyer » accordée par l'Anru**

L'octroi de la subvention de l'opération d'ingénierie « indemnité pour minoration de loyer » peut être accordé pour le relogement de ménages qui respecte les conditions cumulatives d'éligibilité décrites à l'article 2.1.3.2 du titre II du RGA relatif au NPNRU, précisées ci-après :

- **Le relogement est rendu nécessaire par une opération d'investissement contractualisée avec l'Anru dans le cadre du NPNRU.**

  Sont concernés les ménages :

  - Titulaires du bail et/ou décohabitants[5] qui occupent un logement locatif social (LLS) faisant l'objet d'une opération de démolition ou de requalification,
  - Occupant un logement privé faisant l'objet d'une opération de recyclage de copropriété dégradée, d'habitat ancien dégradé ou de portage massif en copropriété dégradée ;

- **Le relogement est réalisé dans un logement locatif social neuf ou conventionné pour l'attribution de l'aide personnalisée au logement (APL) depuis moins de cinq ans à la date du relogement**, quelle que soit sa localisation (hors ou dans un quartier prioritaire de la politique de la ville) et son mode de financement[6] ;

[1] Ces opérations d'investissement correspondent aux natures d'opération prévues dans le règlement général de l'Anru (RGA) relatif au NPNRU : démolition et requalification de logements locatifs sociaux, interventions sur le parc privé (recyclage de copropriétés dégradées, recyclage de l'habitat ancien dégradé, actions de portage massif en copropriétés dégradées).

[2] L'« indemnité pour minoration de loyer » correspond à une subvention accordée dans le cade de la nature d'opération d'ingénierie conformément RGA NPNRU. Elle est cumulable avec la prise en compte d'un forfait pour relogement dans le cadre des opérations d'investissement.

[3] Règlement Général de l'Anru (RGA) et Règlement financier (RF) relatifs au NPNRU

[4] Conformément au RGA NPNRU, l'aide Anru pour minoration de loyer peut être mobilisée pour des ménages issus d'opérations co-financées ou non par l'Anru dès lors que ces opérations sont contractualisées dans un protocole de préfiguration ou une convention pluriannuelle NPNRU.

[5] Sont considérés comme décohabitants, les personnes liées au titulaire du bail (conjoints, ascendants ou descendants directs) dont le logement constituait la résidence principale et qui accèdent à un logement autonome dans le cadre du relogement.

[6] Il peut s'agir d'un logement financé dans le cadre de la programmation de droit commun du logement social, ou d'un logement financé dans le cadre de la reconstitution de l'offre associée au renouvellement urbain, en dehors de l'offre de LLS financée par l'Anru en PLUS CD à 17% ou 22% dans le cadre du PNRU qui ne peut être prise en compte pour l'octroi de l'indemnité Anru pour minoration de loyer dans le cadre du NPNRU.

- **Le relogement est réalisé avec un montant de loyer inscrit dans le bail fixé au maximum au plafond de loyer[7] du ménage pour l'attribution de l'APL**, tel que défini à l'article R 351-17-3 du code de la construction et de l'habitation (CCH),

- **Le relogement est définitif[8].**

La subvention « indemnité pour minoration de loyer » est forfaitaire et calculée par ménage relogé. Son montant est déterminé en fonction du type de logement (T1/T2, T3, T4/T5 et plus) dans lequel le ménage est relogé, quelle que soit la durée d'occupation effective du logement par le ménage concerné après la signature du bail.

| Typologie du logement | Montant forfaitaire de la subvention en euros par ménage relogé selon la typologie du logement |
|---|---|
| T1 / T2 | 2 000 |
| T3 | 6 000 |
| T4/T5 et + | 8 000 |

**Article 3 : Engagement du porteur de projet de renouvellement urbain concernant la mobilisation et le suivi de la subvention « indemnité pour minoration de loyer »**

La collectivité porteuse du projet de renouvellement urbain assure la mobilisation des partenaires et le pilotage de la stratégie de relogement, formalisée dans le document-cadre fixant les orientations intercommunales d'attributions et déclinée dans la convention intercommunale d'attribution prévus par l'article 70 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté. Cette stratégie, dont les dispositions sont rappelées dans l'article 6 de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain, fixe des objectifs locaux de qualité du relogement, et notamment un objectif de relogement dans le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans.

Plus particulièrement, dans le cadre de la présente convention, le porteur de projet s'engage à :

- Mobiliser les organismes de logement social présents sur le territoire de l'EPCI pour favoriser l'accès des ménages relogés au parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans,

- Assurer dans le cadre des revues de projets et des points d'étapes le suivi de la mobilisation de la subvention « indemnité pour minoration de loyer » accordée par l'Anru et de l'avancement de sa consommation à l'échelle du (des) protocoles et/ou de la (des) convention(s) pluriannuelles de renouvellement urbain, et de l'objectif local de relogement dans le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans, en lien avec le délégué territorial de l'Anru,

- Contribuer le cas échéant à évaluer l'impact de cette subvention sur la qualité des parcours et la maîtrise de l'impact financier du relogement pour les ménages.

**Article 4 : Engagements du(des) maître(s) d'ouvrage générant le relogement**

Le(s) maître(s) d'ouvrage d'opérations contractualisées avec l'Anru générant du relogement est(sont) responsable(s) juridiquement des relogements liés à cette opération. Il(s) est(sont) partie(s) prenante(s) de la stratégie intercommunale de relogement pilotée par le porteur de projet de renouvellement urbain.

Par la signature de la présente convention, le(s) maître(s) d'ouvrage générant le relogement s'engage(nt) à :

- Suivre l'avancement de la consommation de l'enveloppe de subvention « indemnité pour minoration de loyer » programmée à l'échelle de(s) (l')opération(s) générant du relogement dont il(s) sont maître(s) d'ouvrage, au fur-et-à-mesure des relogements, en lien avec le porteur de projet et la DDT,

- Assurer la centralisation des pièces justificatives nécessaires pour le versement de la subvention « indemnité pour minoration de loyer », détaillées à l'article 6 de la présente convention, et leur transmission à l'Anru, selon les modalités prévues par le RF NPNRU ;

- Reverser au(x) organismes de logement social relogeur(s) la subvention « indemnité pour minoration de loyer », qui leur est versée par l'Anru, au fur-et-à-mesure des relogements et selon les modalités fixées à

[7] Le plafond de loyer se réfère au loyer principal hors charges. Il s'applique au bail du ménage concerné et non au logement.

[8] Les relogements « tiroirs » ne peuvent donner lieu à l'attribution de cette « indemnité pour minoration de loyer ».

l'article 8 de la présente convention, et le cas échéant, récupérer auprès d'eux les sommes indûment perçues qui lui seraient réclamées.

**Article 5 : Engagements du(des) organisme(s) de logement social relogeur**

Le(s) organisme(s) de logement social relogeur est(sont) partie prenante de la stratégie intercommunale de relogement pilotée par le porteur de projet de renouvellement urbain.

Par la signature de la présente convention, l'organisme de logement social relogeur s'engage à :

- Transmettre au maître d'ouvrage générant le relogement les pièces justificatives nécessaires au paiement de la subvention « indemnité pour minoration de loyer » par l'Anru et précisées à l'article 6 de la présente convention,

- Conserver les pièces justificatives des relogements concernés par la subvention « indemnité pour minoration de loyer » qui pourront être demandées par l'Anru :
    - Baux des ménages relogés,
    - Conventions APL des logements concernés.

**Article 6 : Modalités de versement de la subvention « indemnité pour minoration de loyer » par l'Anru au maître d'ouvrage générant le relogement des ménages**

Le paiement de la subvention par l'Anru au maître d'ouvrage générant du relogement s'effectue au fur-et-à-mesure du relogement effectif des ménages et dans la limite de l'enveloppe de chaque opération « minoration de loyer » programmée, selon les modalités suivantes et dans le respect du RF NPNRU susvisé :

1. Demande de décision attributive de subvention (DAS) à l'Anru

Pour chaque opération "indemnité pour minoration de loyer" programmée dans le cadre d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain ou d'un protocole de préfiguration, le maître d'ouvrage de l'opération générant le relogement demande une DAS auprès du délégué territorial de l'ANRU, selon les modalités prévues par le RF NPNRU.

Cette demande de DAS peut être déposée dès que la convention spécifique relative au versement par l'Anru de la subvention « indemnité pour minoration de loyer » est signée par toutes les parties et que le maître d'ouvrage générant le relogement est en mesure de justifier le lancement opérationnel de l'opération, défini en annexe du RF NPNRU.

2. Le versement de la subvention par l'Anru

Suite à l'obtention de la DAS, le versement de la subvention interviendra sur la base du nombre de relogements avec minoration de loyers effectués, dans la limite de la programmation contractualisée avec l'Anru et dans le respect du RF susvisé[9].

La demande de paiement de la subvention par le maître d'ouvrage à l'origine du relogement s'effectue auprès du délégué territorial de l'Anru, conformément aux modalités prévues par le RF NPNRU et sur la base de :

- La décision attributive de subvention,

- **L'état déclaratif annuel consolidé du relogement éligible à l'« indemnité pour minoration de loyer »**[10] **effectué sur l'année n-1**, établi et certifié par le maître d'ouvrage qui en est à l'origine.

  A partir des états déclaratifs annuels du relogement éligible à l'« indemnité pour minoration de loyer » renseignés et certifiés par le(s) organisme(s) de logement social relogeur(s) (cf. modèle en annexe de la présente convention : modèle B), le **maître d'ouvrage à l'origine du relogement** renseigne et certifie un

[9] Le RF relatif au NPNRU impose que :

- La première tranche demandée représente au moins 10% du montant total de la subvention « indemnité pour minoration de loyer » programmée à l'échelle de l'opération,
- Dès lors que plus de 80% de la subvention « indemnité pour minoration de loyer » programmée a été versé, il n'est plus possible d'obtenir de versements par tranche annuelle. Dans ce cas, il convient pour le maître d'ouvrage de l'opération de demander le paiement du solde de la subvention « indemnité pour minoration de loyer », dès que l'achèvement de l'opération « indemnité pour minoration de loyer » est justifié au regard de la programmation contractualisée avec l'Anru.

[10] Ce tableau peut être extrait à partir de l'outil de suivi du relogement RIME mis à disposition par l'USH (version 5).

**état déclaratif annuel consolidé** (cf. modèle en annexe à la présente convention : modèle A) pour l'ensemble des relogements éligibles à la subvention « indemnité pour minoration de loyer » générés par le maître d'ouvrage à l'origine du relogement et réalisés sur l'année n-1.

Le maître d'ouvrage à l'origine du relogement ne transmet pas les états déclaratifs annuels établis par les organismes de logement social relogeurs à l'Anru mais les archive, en vue d'un éventuel contrôle ultérieur.

Dans les cas où le maître d'ouvrage à l'origine du relogement est également organisme de logement social relogeur, le tableau d'état déclaratif est renseigné et certifié par lui.

3. Contrôles préalables ou postérieurs aux versements effectués par l'Anru

Conformément au RGA NPNRU et au RF NPNRU, des contrôles sur pièces justificatives peuvent être opérés par l'Anru pour les besoins de l'instruction des dossiers, de la vérification de l'exécution des engagements ou du suivi des projets de renouvellement urbain.

Ces contrôles sont précisés dans le RF NPNRU en ce qui concerne l'engagement des subventions, l'ordonnancement des demandes de paiement et le paiement des subventions par l'Anru.

**Article 7 : Modalités de reversement de la subvention de l'Anru par le(s) maître(s) d'ouvrage générant le relogement des ménages au(x) organisme(s) de logement social relogeur**

Le maître d'ouvrage générant le relogement s'engage à reverser le montant de la subvention « indemnité pour minoration de loyer » versée par l'Anru au(x) organise(s) de logement social relogeur :

- Sur la base de la transmission de l'état déclaratif annuel certifié par l'organisme de logement social relogeur (cf. modèle B en annexe) ;

- Dans un délai qui ne pourra excéder soixante jours suivant la constatation du versement de la subvention « indemnité pour minoration de loyer » par l'Anru ;

- Dans la limite de la programmation de l'enveloppe financière de la subvention « indemnité pour minoration de loyer », qui lui a été octroyée par l'Anru.

**Article 8 : Information de l'Agence et modalités d'évolution de la présente convention spécifique**

Le ou les maîtres d'ouvrage signataires de la présente convention s'engagent à informer, sans délai, le délégué territorial de l'Agence de tous les évènements susceptibles d'affecter la consistance ou les caractéristiques des opérations d'investissement à l'origine du relogement des ménages, le relogement de ces derniers dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente convention et d'avoir une incidence sur le bénéfice de la subvention programmée dans la convention pluriannuelle (ou le cas échéant dans le protocole de préfiguration).

Lorsque des modifications doivent y être apportées, la présente convention est modifiée par avenant co-signé par le porteur du projet de renouvellement urbain, l'ensemble des maîtres d'ouvrage, les organismes de logement social relogeur concernés et l'Anru, qui intervient en tant que dernier signataire. Il peut s'agir de prendre en compte des évolutions telles que :

- L'intégration de nouveaux maîtres d'ouvrages à la convention pluriannuelle ou de nouveaux organismes de logement social accueillant des ménages relogés dans le cadre d'une opération contractualisée avec l'Anru, dans les conditions prévues à l'article 2 de la présente convention,
- L'élargissement du périmètre à une autre convention pluriannuelle portant sur le même territoire intercommunal,
- D'évolutions de la raison sociale ou du statut juridique de l'une des parties signataire de la présente convention.

Fait à …….. , le ……

Le représentant de l'Anru …

Le représentant de la collectivité porteuse du projet de renouvellement urbain …[11]

Le représentant du maître d'ouvrage …

Le représentant de l'organisme de logement social relogeur …

Le représentant du maître d'ouvrage …

Le représentant de l'organisme de logement social relogeur …

…

[11] Le directeur général de l'Agence ou son délégué territorial, dernier signataire de la présente convention spécifique

**MODÈLE A** (*à renseigner par le maître d'ouvrage à l'origine des relogements, et à adresser au délégué territorial de l'Anru*) **:**

## TABLEAU TYPE D'ETAT DECLARATIF ANNUEL CONSOLIDÉ DU RELOGEMENT ELIGIBLE A L'« INDEMNITE POUR MINORATION DE LOYER »

EFFECTUE DANS LE PARC DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX NEUF OU CONVENTIONNE DEPUIS MOINS DE 5 ANS
LIE A LA CONVENTION DE RENOUVELLEMENT URBAIN N° … [OU AU PROTOCOLE N° …] SUR L'ANNEE N-1 :…

Nom du maître d'ouvrage de l'opération à l'origine des relogements : …
Raison sociale, adresse et SIRET du bénéficiaire : …
IDTOP de l'opération de relogement avec minoration de loyer : … Libellé de l'opération : …

| Nom de l'organisme de logement social relogeur | Identifiant du ménage relogé éligible à l'indemnité pour minoration de loyer | IDTOP de l'opération générant le relogement du ménage avec minoration de loyer | Date de livraison du logement locatif social (jj/mm/aaaa) | Date de la convention APL du logement (jj/mm/aaaa) | Date de signature du bail pour le logement du ménage relogé (jj/mm/aaaa) | Typologie du logement dans lequel le ménage est relogé (T1/T2, T3, T4 et plus) | Montant du loyer inscrit dans le bail du logement dans lequel le ménage est définitivement relogé (en euros par m²) | Montant du plafond de loyer du ménage relogé pour l'attribution de l'APL cf. article R351-17-3 du CCH (en euros par m²) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |

| | |
|---|---|
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer sur l'année N-1 dans un logement T1/T2* | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer sur l'année N-1 dans un logement T3* | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer sur l'année N-1 dans un logement T4 et plus* | |
| **Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer sur l'année N-1** | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer depuis le démarrage de l'opération jusqu'à l'année N-1 dans un logement T1/T2* | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer depuis le démarrage de l'opération jusqu'à l'année N-1 dans un logement T3* | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer depuis le démarrage de l'opération jusqu'à l'année N-1 dans un logement T4 et plus* | |
| **Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer depuis le démarrage de l'opération jusqu'à l'année N-1** | |

Certifié exact, le :
Fait à :
Nom du représentant du maître d'ouvrage à l'origine du relogement des ménages :
Signature :

**MODÈLE B** *(à renseigner par l'organisme de logement social relogeur, et à adresser au maître d'ouvrage générant du relogement)* **:**

## TABLEAU TYPE D'ÉTAT DÉCLARATIF ANNUEL DU RELOGEMENT ELIGIBLE A L'« INDEMNITE POUR MINORATION DE LOYER » EFFECTUE PAR UN ORGANISME DE LOGEMENT SOCIAL RELOGEUR

DANS LE PARC DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX NEUF OU CONVENTIONNE DEPUIS MOINS DE 5 ANS
LIE A UNE CONVENTION DE RENOUVELLEMENT URBAIN N° … [OU A UN PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION N° …] SUR L'ANNEE N-1 : ...

Nom de l'organisme de logement social relogeur, accueillant les ménages : …
Raison sociale, adresse et SIRET de l'organisme de logement social relogeur : …
IDTOP de l'opération de relogement avec minoration de loyer : …

Colonnes préremplies par le maître d'ouvrage à l'origine du relogement

| Nom de l'organisme de logement social relogeur | Identifiant du ménage relogé éligible à l'indemnité pour minoration de loyer | IDTOP de l'opération générant le relogement du ménage avec minoration de loyer | Date de livraison du logement locatif social (jj/mm/aaaa) | Date de la convention APL du logement (jj/mm/aaaa) | Date de signature du bail pour le logement du ménage relogé (jj/mm/aaaa) | Typologie du logement dans lequel le ménage est relogé (T1/T2, T3, T4 et plus) | Montant du loyer inscrit dans le bail du logement dans lequel le ménage est définitivement relogé (en euros par m²) | Montant du plafond de loyer du ménage relogé pour l'attribution de l'APL cf. article R351-17-3 du CCH (en euros par m²) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |

| | |
|---|---|
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer sur l'année N-1 dans un logement T1/T2* | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer sur l'année N-1 dans un logement T3* | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer sur l'année N-1 dans un logement T4 et plus* | |
| **Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer sur l'année N-1** | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer depuis le démarrage de l'opération jusqu'à l'année N-1 dans un logement T1/T2* | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer depuis le démarrage de l'opération jusqu'à l'année N-1 dans un logement T3* | |
| *Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer depuis le démarrage de l'opération jusqu'à l'année N-1 dans un logement T4 et plus* | |
| **Total nombre de ménages relogés avec minoration de loyer depuis le démarrage de l'opération jusqu'à l'année N-1** | |

Certifié exact, le :
Fait à :
Nom du représentant de l'organisme de logement social relogeur :
Signature :

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-31 | Nouveau programme national de renouvellement urbain - Immeuble Sorano - Sécurisation anticipée**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le projet porté par la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray au titre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) comporte un volet d'intervention sur l'habitat, notamment sur les copropriétés dégradées du quartier du Château-Blanc.

A cet égard, une procédure d'expropriation a été lancée sur l'immeuble Sorano, dépendant de la copropriété Robespierre, en vue de sa démolition, opération Déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 21 février 2019. L'Etablissement public foncier de Normandie (EPFN), expropriant au titre de l'arrêté susvisé, et son négociateur, le Cabinet SYSTRA, concluent des accords amiables avec les propriétaires occupants et bailleurs en vue de l'acquisition de leurs lots de copropriété sur l'immeuble Sorano. Ces accords sont matérialisés par la signature d'une promesse de cession, dans l'attente de la régularisation authentique notariée.

Parallèlement, pour mener à bien cette opération, la Ville va procéder au relogement des occupants et à la fermeture sécurisée des logements au fur et à mesure de leur libération, après accord avec le propriétaire. Afin d'éviter notamment les risques de squats, les logements libérés sont également prévus pour être déséquipés et les fluides neutralisés, concomitamment au déménagement.

Dans ce cadre, les modalités de l'intervention de la Ville lorsque la libération des lieux intervient en amont de la signature de l'acte authentique d'acquisition par l'EPFN doivent être définies.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'arrêté préfectoral du 21 février 2019 déclarant d'utilité publique la démolition de l'immeuble Sorano,
- La convention tripartite relative à l'acquisition de l'immeuble Sorano intervenue entre l'EPFN, la Métropole Rouen Normandie et la Ville.

**Considérant :**
- Que la démolition de l'immeuble Sorano a été déclarée d'utilité publique,
- Que la sécurisation des logements venant à être libérés apparaît indispensable à la poursuite du projet afin d'éviter notamment les risques de squats,
- Que l'intervention anticipée de la Ville en attente de la régularisation de la cession doit être encadrée notamment par la signature d'une convention l'autorisant ;
- Que ces travaux ont fait l'objet d'un marché et qu'en conséquence les dépenses s'imputeront sur le crédit inscrit à cet effet au budget.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous actes à intervenir à cet effet et à engager les régularisations comptables et financières liées à cette opération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112273-DE-1-1

# IMMEUBLE SORANO

## TRAVAUX DE SECURISATION

## AUTORISATION D'INTERVENTION ANTICIPEE

## LOT N°

**ENTRE LES SOUSSIGNES**

**1/ La ville de Saint-Étienne-du-Rouvray**,
Représentée par son maire Monsieur Joachim MOYSE,
Agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2019,
Ci-après dénommée « la Ville » ;

**ET**

**2/ Monsieur et Madame ,**
Domiciliés à ,
Agissant en tant que propriétaires du lot n° de l'immeuble Sorano, situé rue Daniel Sorano à Saint-Etienne-du-Rouvray,
Ci-après désigné par « M. Mme » ;

**IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le projet porté par la Ville de Saint Etienne du Rouvray au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain comporte un volet d'intervention sur l'habitat, notamment sur les copropriétés dégradées du quartier du Château-Blanc.

A cet égard, une procédure d'expropriation a été lancée sur l'immeuble Sorano, dépendant de la copropriété Robespierre, en vue de sa démolition, opération Déclarée d'Utilité Publique par arrêté préfectoral en date du 21 février 2019.

L'Etablissement Public Foncier de Normandie (EPFN), expropriant au titre de l'arrêté susvisé, et son négociateur, le Cabinet SYSTRA, concluent des accords amiables avec les propriétaires occupants et bailleurs en vue de l'acquisition de leurs lots de copropriété sur l'immeuble Sorano. Ces accords sont matérialisés par la signature d'une promesse de cession, dans l'attente de la régularisation authentique notariée.

Parallèlement, pour mener à bien cette opération, la Ville va procéder au relogement des occupants et à la fermeture sécurisée des logements au fur et à mesure de leur libération, dès lors qu'un accord de cession aura été signé entre propriétaire et EPFN. Afin d'éviter notamment les risques de squatts, les logements libérés sont également prévus pour être déséquipés et les fluides neutralisés, concomitamment au déménagement.

Dans ce cadre, il convient de définir les modalités de l'intervention de la Ville lorsque la libération des lieux intervient après signature de la promesse de cession mais en amont de la signature de l'acte authentique d'acquisition par l'EPFN.

**CONSECUTIVEMENT, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

***Article 1 :***

Dans l'attente de la régularisation notariée de la cession à intervenir au profit de l'EPFN, conformément à la promesse de cession en date du et à laquelle ils se sont engagés, Monsieur et Madame autorisent la ville à procéder par anticipation à la sécurisation du lot numéro de l'immeuble Sorano, dont ils sont propriétaires.

L'autorisation, telle que définie dans les présentes, est irrévocablement consentie à la Ville jusqu'à régularisation de la cession au profit de l'EPFN.

L'autorisation étant attachée au lot concerné, elle sera automatiquement consentie par tout nouveau propriétaire du lot et ne pourra être remise en cause par tout changement de cette qualité intervenant durant cette période.

***Article 2 :***

Monsieur et Madame autorisent la Ville (et toutes personnes ou entreprises mandatées par elle) à réaliser dans le lot objet des présentes les travaux de sécurisation du logement considéré, consistant notamment en :

- Destruction des appareillages sanitaires (douche/baignoire, lavabo, WC) et de cuisine (évier) et évacuation des gravois
- Bouchonnage des arrivées et évacuations d'eau
- Dépose des compteurs eau et électricité (en lien avec la MRN et ENEDIS, propriétaires de ces ouvrages) dont les abonnements seront indépendamment résiliés par les propriétaires
- Sécurisation de l'ensemble des fenêtres (vissage et/ou pose de contre-plaqué/tôle, selon l'étage et l'état des dites menuiseries)
- Sécurisation de l'accès au logement (mise en place d'une porte palière sécurisée)
- Réalisation de tous autres travaux de sécurisation rendus nécessaires, y compris reprise de travaux déjà engagés

Ils autorisent également la Ville (et toutes personnes ou entreprises mandatées par elle) à accéder et intervenir de nouveau sur le logement objet des présentes sans autres autorisations préalables :

- Intervention à tout moment dans le logement sécurisé (réouverture) en cas d'urgence ou de danger
- Et toute autre intervention concourant à la sécurisation des lieux

***Article 3 :***

Compte tenu de son objet, la présente autorisation est établie à titre gratuit.

La ville prend en charge le coût des travaux de sécurisation à effectuer dans le cadre des présentes.

Les propriétaires demeurent pleinement redevables de l'ensemble des autres frais et contributions inhérents à ce logement (taxes foncières, charges de copropriété,…).

***Article 4 :***

La réalisation des travaux de sécurisation, notamment la mise en place d'une porte palière sécurisée, condamnant le libre accès au logement, Monsieur et Madame ne disposeront plus de la jouissance de leur bien, ce qu'ils déclarent accepter sans réserve.

Ils remettront à la Ville (ou toute personne mandatée par elle) les clés du logement à l'issue de leur déménagement en vue de la mise en œuvre des travaux susvisés. Les modalités d'accès ultérieur au logement concerné seront encadrées par la Ville.

***Article 5 :***

La présente autorisation n'emportant pas transfert des risques ou de la garde du bien, Monsieur et Madame , en leur qualité de propriétaires des lieux, en resteront entièrement responsables.

A ce titre, ils poursuivront notamment leur contrat d'assurances jusqu'à régularisation notariée de la promesse de cession visée ci-avant.

Ils s'engagent par ailleurs à prendre toutes mesures nécessaires afin de faciliter l'intervention de la Ville et afin qu'elle ne puisse être inquiétée du fait de son intervention.

***Article 6 :***

Tous sinistres ou désordres intervenus dans le cadre des travaux et interventions visés ci-dessus relèveront de la responsabilité civile de la Ville.

La responsabilité de la Ville ne pourra néanmoins pas être recherchée en cas de tous autres dommages causés par des tiers au logement concerné.

Elle ne pourra également pas être recherchée en présence de toutes intrusions ou désordres constatés dans le logement malgré la mise en œuvre par la Ville des travaux de sécurisation prévus.

***Article 7 :***

Tout litige susceptible de naître de l'exécution des présentes sera porté devant le tribunal compétent par la partie la plus diligente.

Fait en double exemplaire à Saint Etienne du Rouvray, le

Le Maire,

Monsieur Joachim MOYSE, Monsieur et Madame ,

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-32 | Développement d'une offre culturelle et numérique - Adhésion au réseau Micro-Folie**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le programme Micro-Folie, piloté par l'Établissement public du parc et de la grande Halle de la Villette et le Ministère de la culture consiste à rendre accessible gratuitement et au plus grand nombre les collections du patrimoine national et à permettre aux publics de se saisir des enjeux du numérique. Le programme de développement de 200 Micro-Folies à l'échelle nationale est soutenu par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires.

Ce programme s'articule autour de modules distincts mais complémentaires :
- Un Musée Numérique, dont la collection compte aujourd'hui 500 œuvres de 14 grands établissements culturels nationaux (dont le musée du Louvre, la philharmonie de Paris, le musée Picasso, le centre Pompidou, le château de Versailles…) via un dispositif de projection sur écran géant associé à des tablettes individuelles. Chacun peut alors approfondir la découverte des œuvres de son choix.
- Un espace de création numérique (Fab Lab) qui permet la réalisation d'objets variés grâce aux nouvelles technologies : imprimantes 3D, découpeuse laser... afin de donner à tous la possibilité de maitriser les outils et les compétences numériques autour de pratiques créatives.

Dans un premier temps, ces modules pourraient être installés à l'espace Georges Déziré et le programme de la médiathèque Elsa Triolet pourrait permettre l'intégration du Musée numérique.

Il est possible de compléter la Micro Folie par un lieu de diffusion culturelle, un espace de convivialité et un espace de découverte de la réalité virtuelle.

Pour bénéficier d'un accompagnement pour la mise en œuvre du projet et pour obtenir le droit de diffusion des œuvres, le porteur doit adhérer au réseau « Micro-Folie ».

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- L'intérêt de développer une offre culturelle complémentaire et accessible à tous les Stéphanais,
- Les projets municipaux dans le champ de la mobilisation des publics et de l'éducation artistique et culturelle,
- Les souhaits de partenariats évoqués par le Commissariat général pour l'égalité des territoires, la Direction régionale des affaires culturelles et l'Établissement public du parc et de la grande halle de la villette et leur intérêt marqué pour le territoire stéphanais et les politiques publiques menées à destination des publics stéphanais,
- La proposition d'adhésion au réseau Micro Folie (adhésion gratuite pour la première année, 1 000 € par an ensuite).

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**

- D’adhérer au réseau Micro Folie et d’autoriser Monsieur le Maire à signer les documents associés

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112326-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-33 | Vente aux enchères - Cession de biens mobiliers réformés**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Afin de valoriser le patrimoine de la ville et de favoriser une démarche de développement durable, la Ville procède à la vente de biens par le biais des ventes aux enchères en ligne.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'article L.2211-1 et L.2112-1du Code général de la propriété des personnes publiques,
- La délibération n°2017-07-06-4 du Conseil municipal du 6 juillet 2017, relative aux délégations données au Maire dans le cadre de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
- La décision du Maire n°2018-10-104 relative à la fourniture de prestations de ventes aux enchères publiques en ligne par le biais d'Agorastore.

**Considérant :**
- Que la délégation du maire consentie par le Conseil municipal l'autorise à céder un bien mobilier dans la limite de 4 600 € TTC,
- Le Conseil municipal doit alors se prononcer dès qu'une vente atteint un montant supérieur à 4 600 € TTC,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- Afin de simplifier la procédure de vente, d'autoriser Monsieur le Maire à conclure toutes les ventes aux enchères dont le montant serait supérieur à 4 600 € TTC et de signer tous les documents à intervenir à cet effet.

**Précise que :**
- Les recettes effectives seront déduites d'une commission de 12 % HT au profit d'Agorastore.
- Les recettes seront imputées au budget prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112383-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-34 | Personnel communal - Recrutement de vacataires au Département des activités socioculturelles et festives et de la vie associative**
**Sur le rapport de Madame Goyer Francine**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le statut de la fonction publique territoriale prévoit que les emplois permanents des collectivités territoriales et des établissements publics locaux sont occupés par des fonctionnaires territoriaux.
Ces emplois peuvent dans certaines circonstances être occupés par des agents contractuels de droit public, lesquels sont régis par le décret n° 88-145 du 15 février 1945.
Ces mêmes agents peuvent par ailleurs occuper des emplois non permanents correspondants à des besoins occasionnels ou saisonniers.
En dehors de ces cas de recrutement, les employeurs territoriaux peuvent recruter des vacataires pour exécuter un acte déterminé ne justifiant pas la création d'un emploi.
Pour pouvoir recruter un vacataire, trois conditions suivantes doivent être réunies :
- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public,
- rémunération attachée à l'acte.
Pour répondre à l'évolution des besoins des centres socioculturels du Département des activités socioculturelles et festives et de la vie associative (DASFVA), il est proposé de fixer de nouveaux taux de vacation à compter du 1er septembre 2019 et de procéder au recrutement de vacataires pour la période du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- La délibération du Conseil municipal du 24 octobre 2002 relative au taux de vacation des ateliers des centres socioculturels,
- La délibération du 18 octobre 2018 autorisant le recrutement de vacataire pour l'année 2018.
- La délibération du 13 décembre 2018 autorisant le recrutement de vacataire du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019.

**Considérant :**
- Les besoins du Département des activités socioculturelles et festives et de la vie associative, il convient d'avoir recours ponctuellement à des agents vacataires,
- Qu'il s'agit d'un travail spécifique et ponctuel à caractère discontinu, les vacataires seront rémunérés après service fait sur la base de taux de vacation.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents vacataires dans la limite des besoins et crédits alloués pour la période du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019 dans le tableau ci-dessous :

| Département | Vacation | Missions | Durée de la vacation | Taux de vacation brut | Revalorisation | Budget alloué du 01/09/19-31/12/2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DASFVA | Intervention Hors Atelier | Préparation et participation aux évènements et manifestations | 1h | 12,80 € | smic si déclenchement de l'indemnité différentielle | 978,86 € |
| | Intervenant Atelier Socioculturel | Mène des ateliers de loisirs, de divertissement, nécessitant une compétence technique, relationnelle et humaine | 1h | 15,36 € | | 1 739,79 € |
| | Intervenant Atelier Socioculturel qualifié | Mène un atelier nécessitant une expérience technique de plus de 5 ans, ou un diplôme reconnu dans la spécialité, avec une compétence sociale avérée par la prise en compte des spécificités des publics et de leurs attentes, et la maitrise des démarches pédagogiques adaptées aux contextes | 1h | 20,48 € | | 22 990,36 € |
| | Intervenant Atelier Socioculturel spécialisé | Mène un atelier nécessitant une compétence technique élaborée reconnue soit par une expérience de plus de 10 ans soit par un équivalent de diplôme minimum de niveau III reconnu dans la spécialité et dont les compétences permettent la prise en compte des spécificités des publics et de leurs attentes, maitrise des démarches pédagogiques adaptées aux contextes, Exigence élevée dans le niveau de pratique, et implication dans les projets transversaux du centre | 1 h | 25,60 € | | 27 445,11 € |

**Précise que :**

- La dépense est imputée au budget de la Ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112330-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-35 | Personnel communal - Présentation du plan de formation de la collectivité pour l'année 2019**
**Sur le rapport de Madame Goyer Francine**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Conformément aux prescriptions de la loi du 19 février 2007, la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray établit au profit des agents qu'elle emploie un plan de formation. Ce dernier doit répondre simultanément au développement de compétences des agents mais également à celui de la collectivité.

La loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté prévoit que le plan de formation soit présenté à l'assemblée délibérante, après avis du comité technique, afin de permettre une meilleure connaissance des élus de la formation des personnels communaux.

Le plan de formation 2019 a été validé par le Comité technique dans sa séance du 26 février 2019.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligations des fonctionnaires,
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale,
- La loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

**Considérant :**
- L'objectif d'information de l'assemblée délibérante sur le plan de formation au profit des agents fixé par la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté de janvier 2017,
- Les axes stratégiques de formation de la collectivité de :
  - Renforcer les compétences managériales et d'accompagnement des projets de l'ensemble des cadres et encadrants de la collectivité,
  - Développer et d'adapter les compétences des agents au poste occupé,
  - Accompagner les agents dans leur carrière par le biais des préparations aux concours et examens,
  - Développer les compétences liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein des métiers,
  - Répondre aux obligations de formations en matière de sécurité et de formation statutaire.
  - Accompagner les agents dans l'acquisition des savoirs de base,
- La présentation du plan de formation 2019 en comité technique le 26 février 2019,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De prendre acte de de la présentation du plan de formation 2019 ci-annexé.

**Précise que :**

- La dépense qui en résulte sera imputée sur le budget principal de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112239-DE-1-1

Saint-Etienne-du-Rouvray

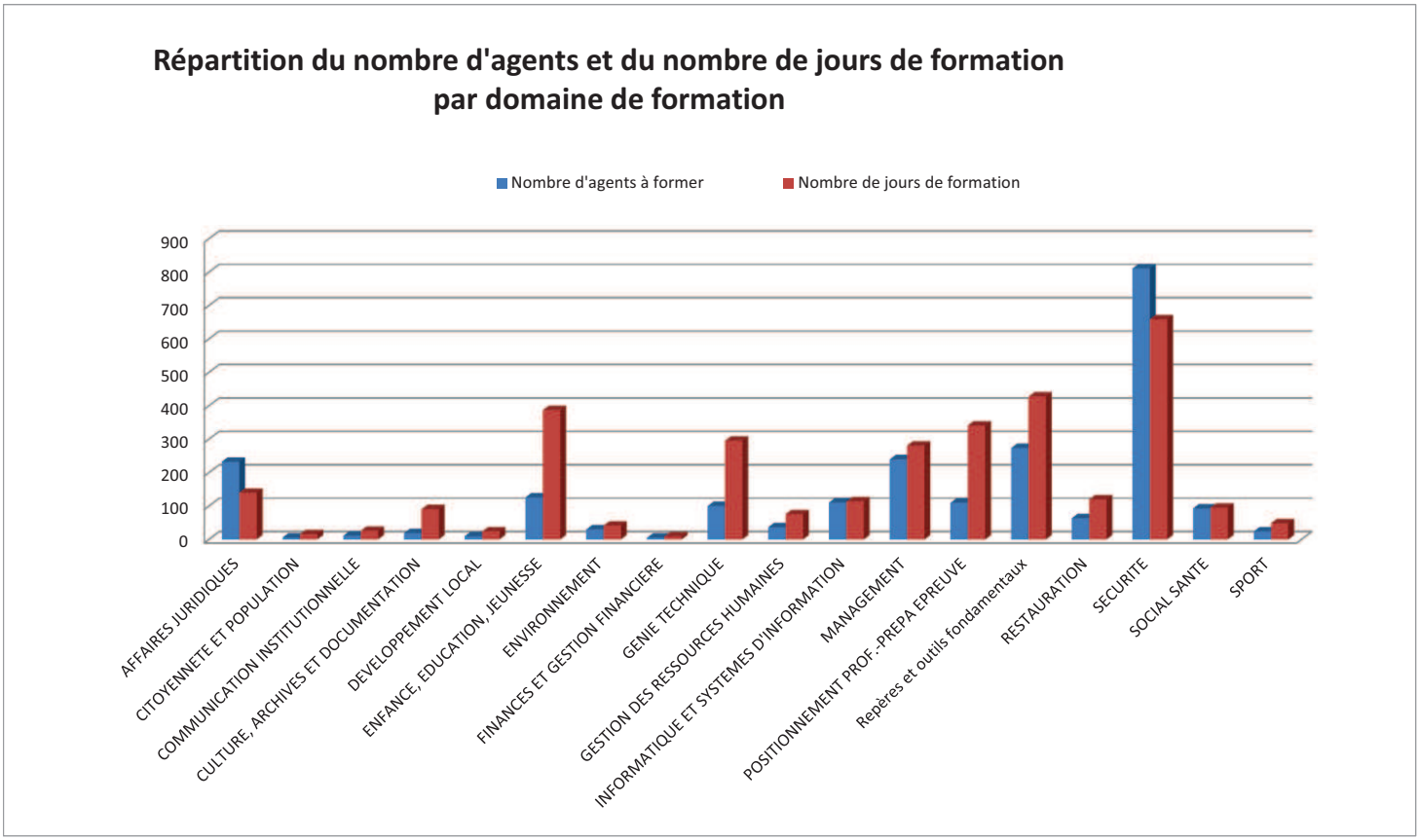
# Plan de formation

## Prévisionnel - Année 2019

- **Département ressources et relations humaines**

## Plan prévisionnel par domaine

| Domaine de formation | Nombre d'agents à former | Nombre de jours de formation |
|---|---|---|
| AFFAIRES JURIDIQUES | 233 | 140 |
| CITOYENNETE ET POPULATION | 6 | 16 |
| COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | 11 | 26 |
| CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | 19 | 90,5 |
| DEVELOPPEMENT LOCAL | 10 | 24 |
| ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | 126 | 387 |
| ENVIRONNEMENT | 30 | 41,5 |
| FINANCES ET GESTION FINANCIERE | 5 | 9 |
| GENIE TECHNIQUE | 100 | 295,5 |
| GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | 37 | 76 |
| INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATIC | 111 | 113,5 |
| MANAGEMENT | 240 | 281 |
| POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | 110 | 341,5 |
| Repères et outils fondamentaux | 274 | 427,5 |
| RESTAURATION | 64 | 120 |
| SECURITE | 811 | 659 |
| SOCIAL SANTE | 93 | 95,5 |
| SPORT | 24 | 48,5 |
| **Total général** | **2304** | **3192** |



| Année | Axe | Domaine | Stage | Participant | Nb jours |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | AFFAIRES JURIDIQUES | Insertion sociale dans l'achat public durable | 2 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | AFFAIRES JURIDIQUES | La conception et la mise en oeuvre d'une veille juridique relative à l'achat public | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | AFFAIRES JURIDIQUES | La mutualisation des besoins et les groupements d'achats | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | AFFAIRES JURIDIQUES | L'approfondissement des marchés publics | 2 | 6,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | AFFAIRES JURIDIQUES | Le contrôle de gestion des achats | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | AFFAIRES JURIDIQUES | Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) : faire d'une contrainte réglementaire, | 1 | 1,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | AFFAIRES JURIDIQUES | Les collectivités et les assurances | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | AFFAIRES JURIDIQUES | L'initiation aux marchés publics | 3 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | AFFAIRES JURIDIQUES | Sous-traitance et co-traitance dans les marchés publics | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | AFFAIRES JURIDIQUES | Sensibilisation au principe de laïcité | 220 | 110,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | CITOYENNETE ET POPULATION | Accompagnemt des démarches participatives et de concertat° av les habitants | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | CITOYENNETE ET POPULATION | Droit des étrangers | 3 | 9,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | CITOYENNETE ET POPULATION | La législation funéraire | 1 | 3,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | CITOYENNETE ET POPULATION | Le Répertoire Electoral Unique | 1 | 1,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | Concevoir et améliorer sa newsletter | 1 | 1,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | Construire sa stratégie digitale et réussir sa présence sur les réseaux sociaux | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | Ecrire sur les réseaux sociaux | 1 | 2,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | Journal territorial, web 2.0&internet mobile:quelle articulat° efficace | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | L'accessibilité du print : enjeux et mise en oeuvre | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | Photoshop initiation | 1 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | Prise de vue numérique, créat° et gest° d'une photothèque | 2 | 6,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE | Création et gestion de la photothèque | 3 | 6,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Bibliothèques et handicap mental : déficience visuelle | 1 | 1,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Cycle directeur d'établissement d'enseignement artistique | 1 | 48,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Développement culturel et la cohésion urbaine | 1 | 2,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Education populaire, action culturelle et les territoires | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Journée jeux de société | 1 | 1,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | La bibliothèque participative | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | La gestion des risques et responsabilités des évènements et spectacles | 1 | 4,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | La lecture d'un album à un groupe d'enfants : trucs, ficelles et astuces | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | La mise en oeuvre de la politique documentaire | 1 | 2,50 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | L'accompagnement du lecteur aux usages du numérique en bibliothèque | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Le merchandising en bibliothèque comment rendre la présentation des collections plus attractives ? | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Lecture d'albums jeunesse à des groupes KAMITAPI | 1 | 2,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Les marchés publics appliqués au secteur culturel | 1 | 2,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Liseuses et tablettes en bib&médiathèque | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Mise en oeuvre de la médiation en bibiliothèque | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Réparation de livres | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Encadrement, conservat°, transport, réparat° des oeuvres d'art | 1 | 5,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Ateliers et jeux de lecture pour les 6-10 ans | 1 | 1,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | CULTURE, ARCHIVES ET DOCUMENTATION | Chantier formation-action aux droits culturels | 1 | 5,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | DEVELOPPEMENT LOCAL | Comment manager le partenariat coopératif | 2 | 4,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | DEVELOPPEMENT LOCAL | Développement éco ds ls quartiers:tour d'horizon des dispo d'accompagnemt | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | DEVELOPPEMENT LOCAL | La rédaction des actes authentiques en la forme administrative de mutation de biens fonciers | 1 | 3,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | DEVELOPPEMENT LOCAL | Les approches durables du projet urbain : de la conception aux usages | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | DEVELOPPEMENT LOCAL | L'habitat dégradé : def., procédure&utilisat° de la grille de signalemt PDLHI | 3 | 6,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | DEVELOPPEMENT LOCAL | Utilisation du modeleur 3D sketchup make en urbanisme : initiation | 1 | 3,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | DEVELOPPEMENT LOCAL | Veille, observation et prospective du développement urbain : méthodes et outils | 1 | 3,00 |
| 2020 | 248 : Partenariat + Autres Organismes | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | La laïcité et la relation socio-éducative | 24 | 48,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Accueil des 2-3 ans en école maternelle | 2 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Accueil et animation avec des enfants en situation de handicap | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Accueil et intégration de l'enfant ou adolescent présentant un Trouble Envahissant du développement | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Agressivité de l'enfant de 6 à 11 ans | 1 | 4,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Alimentation, sommeil, propreté: les situations qui posent problème à l'école | 4 | 12,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Analyse et prévention des situations conflictuelles entre et avec les enfants | 6 | 18,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Attachements, séparations et retrouvailles en petite enfance | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Autisme chez le jeune enfant : compréhension et intervention précoce | 5 | 15,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Binôme Enseignant - Atsem | 3 | 9,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Concevoir et animer un projet théâtre | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Danser avec les tout-petits : éveil corporel et artistique | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Détente et relaxation chez le tout-petit de 0 à 3 ans | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Développement psychomoteur de l'enfant : besoins et rythmes de 2 à 6 ans | 3 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Filles et garçons : reconnaître la différence pour faire l'égalité | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Gestion de l'agressivité et conflits entre enfants d'âge scolaire | 9 | 27,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Jeu et développement de l'enfant (2 à 11 ans) | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Journée CRIJ stages | 2 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | La communication gestuelle associée à la parole avec le tout-petit | 7 | 14,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | La gestion de l'agressivité et des situations difficiles chez le tout-petit jusquà l'âge de 3 ans | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | La médiation en relais d'assistant.e.s maternel.le.s (RAM) | 1 | 3,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | La mise en cohérence et la mise en œuvre d'un projet politique petite enfance et enfance-jeunesse sur un | 1 | 2,50 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | La prévention et la régulation des situations conflictuelles entre et avec les enfants de 3 à 12 ans | 1 | 3,50 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | L'accompagnement de la fonction parentale | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | L'accompagnement des projets des jeunes (11-18 ans) | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | L'accompagnement éducatif pendant la pause méridienne | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | L'accueil d'un enfant en situation de handicap en milieu scolaire et périscolaire | 18 | 36,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | L'approche de la technique alexander en structure petite enfance | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | L'approche interculturelle dans les structures d'accueil de la petite enfance | 2 | 6,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | L'approche sociologique de la famille et l'accompagnement de la fonction parentale | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Le cadre juridique et les obligations professionnelles des directeur.rice.s de structures d'accueil de la petite | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Le développement et l'acquisition du langage chez le jeune enfant | 1 | 2,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Le volet éducation dans le cadre de la politique de la ville | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Les activités apaisantes et relaxantes sur les temps périscolaires et extra scolaires pour les enfants de 3 à 8 | 2 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Les écrans chez le jeune enfant de 0 à 5 ans | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Les modes de gestion et la contractualisation dans le secteur de la petite enfance | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Les relations parents-professionnels dans le secteur de l'animation, en milieu scolaire et périscolaire | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | L'évolution du rôle et des fonctions d'un.e animateur.rice de relais d'assistant.e.s maternel.le.s | 1 | 3,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Missions&responsabilités spécifiques d'un sce éducat°-affaires scolaires | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Perfectionnement BAFD | 1 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Place et conscience du corps dans la relation au tout petit | 2 | 6,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Relations éducation nationale - collectivités terri | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Sensibilisation aux problèmes de l'enfance en danger, dépistage et prévention en structure d'accueil | 4 | 8,00 |
| 2019 | 250 : Emplois aidés | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | CAP Petite Enfance | 1 | 42,00 |
| 2019 | 6355 : Formation apprentissage | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | CAP Petite Enfance | 1 | 45,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Informer sur les métiers et la formation | 2 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | ENFANCE, EDUCATION, JEUNESSE | Insertion professionnelle | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENVIRONNEMENT | Assises du développement durable | 1 | 0,50 |
| 2019 | 250 : Emplois aidés | ENVIRONNEMENT | Déchets dangéreux sur la voie publique | 18 | 18,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENVIRONNEMENT | L'entretien des mares | 2 | 2,00 |
| 2019 | 250 : Emplois aidés | ENVIRONNEMENT | Les techniques de nettoyage spécifique des espaces publics | 6 | 12,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | ENVIRONNEMENT | Vers des pratiques zéropesticide dans les cimetières | 3 | 9,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | FINANCES ET GESTION FINANCIERE | Budget et comptabilité des CCAS : la M14 | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | FINANCES ET GESTION FINANCIERE | Budget et comptabilité des ESMS : la M22 une nouvelle logique comptable | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | FINANCES ET GESTION FINANCIERE | Crowdfunding ou financement participatif | 1 | 1,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | FINANCES ET GESTION FINANCIERE | La comptabilité M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | FINANCES ET GESTION FINANCIERE | La recherche de financement : montage des projets et instruction des demandes | 1 | 2,00 |
| ~~2019~~ | ~~247 : Partenariat + Autres Organismes~~ | ~~GENIE TECHNIQUE~~ | ~~Caducée de l'arbre~~ | | |
| 2019 | 258 : Sécurité | GENIE TECHNIQUE | Certiphyto applicateur | 3 | 6,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 258 : Sécurité | GENIE TECHNIQUE | Certiphyto applicateur opérationnel | 3 | 6,00 |
| 2019 | Mairie SER | GENIE TECHNIQUE | Connaissance des produits de nettoyage | 1 | 0,50 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Entretien courant du matériel | 1 | 3,00 |
| 2019 | Mairie SER | GENIE TECHNIQUE | Entretien des locaux - Nouvelles technique microfibre | 11 | 11,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Entretien des locaux scolaires par pré-imprégnation | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Entretien du matériel à moteur pour les espaces verts | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Faune et flore forestière | 1 | 1,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | GENIE TECHNIQUE | Formation et tests AIPR | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Grimper et se déplacer dans les arbres niveau 3 | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Inventaire et gestion du patrimoine arboré urbain | 2 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | La compréhension du fonctionnement de l'arbre | 2 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | La lutte contre les taupes | 2 | 2,50 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | La sécurité, l'accessibilité et la sureté des ERP de type X : établissements sportifs couverts | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | La taille raisonnée des arbres d'ornement | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | La valorisation et la réduction des déchets en espaces verts | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | L'approche écologique du fleurissement urbain | 1 | 3,00 |
| 2019 | Mairie SER | GENIE TECHNIQUE | Le nettoyage des locaux et matériels en restauration collective | 8 | 16,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Le nettoyage des sols sportifs | 1 | 2,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Les arbustes : de la plantation à l'entretien | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Les risques liés à l'utilisation et au stockage des produits d'entretien | 2 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Les techniques d'hygiène et de désinfection des locaux sanitaires | 1 | 1,00 |
| 2019 | Mairie SER | GENIE TECHNIQUE | Microfibre | 1 | 0,50 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | GENIE TECHNIQUE | Nouvelles méthodes d'accès et de déplacement dans l'arbre SRT | 3 | 9,00 |
| 2019 | Mairie SER | GENIE TECHNIQUE | Organisation des opérations de nettoyage | 18 | 54,00 |
| 2019 | Mairie SER | GENIE TECHNIQUE | Organisation des opérations de nettoyage et de remise en état | 11 | 12,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | GENIE TECHNIQUE | Pour une démarche de gestion écologique des EV urbains | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | GENIE TECHNIQUE | Renforcer la biodiversité dans les aménagements paysagers | 1 | 3,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | GENIE TECHNIQUE | Techniques de nettoyage mécanisé dans les locaux administratif | 3 | 9,00 |
| 2019 | Mairie SER | GENIE TECHNIQUE | Techniques d'entretien des locaux | 7 | 21,00 |
| 2019 | Mairie SER | GENIE TECHNIQUE | Techniques manuelles de nettoyage des locaux de type adm, | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Techniques manuelles de nettoyage des locaux de type adm, | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Vers de nouvelles pratiques de fleurissement : utilisation des vivaces | 1 | 2,00 |
| 2019 | 6355 : Formation apprentissage | GENIE TECHNIQUE | BP Installation et équipements électriques | 1 | 41,00 |
| 2019 | 6355 : Formation apprentissage | GENIE TECHNIQUE | CAP Peinture | 1 | 39,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | La pose du carrelage et de la faïence | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GENIE TECHNIQUE | Serrurerie : pose, entretien, réparation | 2 | 6,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Cumul d'activités, d'emplois et création d'entreprise | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Etat des lieux de vos compétences | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Gestion du stress | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Indemnités de fonction des élus locaux | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Journée d'actualité statutaire | 4 | 4,00 |
| 2019 | 250 : Emplois aidés | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | La gestion de la rémunération - niveau 1 | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | La maîtrise des droits à congés de maladie | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | La rémunération des fins de fonctions | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | L'actualisation des compétences des membres des CHSCT: renouvellement de mandat | 5 | 15,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Le développement des compétences des membres des CHSCT : premier mandat | 5 | 15,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Le transfert d'activité avant la retraite et la préparation d'un nouveau projet de vie | 3 | 9,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Les positions statutaires | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Salon Préventica | 1 | 1,00 |
| 2019 | 250 : Emplois aidés | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Statut de la FPT - Gestion des ressources humaines | 1 | 5,00 |
| 2019 | 250 : Emplois aidés | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Tenue du dossier individuel de l'agent | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Echanges GPRH | 1 | 1,00 |
| 2019 | Mairie SER | GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | Rédaction des actes administratifs et circuits des instances | 8 | 8,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Adobe illustrator | 1 | 2,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Mairie SER | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | AIRS Délib utilisateurs | 2 | 1,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | AUTOCAD | 1 | 6,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Cadrage & définition besoins bureautiques | 41 | 20,50 |
| 2019 | Mairie SER | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Ciril - Formation de base GF | 1 | 0,50 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Ciril - Système d'information GF | 4 | 4,00 |
| 2019 | Mairie SER | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Ciril - Système d'information GF | 3 | 3,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Ciril GF administration | 1 | 1,00 |
| 2019 | Mairie SER | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | DOTELEC Utilisateurs | 1 | 0,50 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | EXCEL INITIATION | 4 | 4,00 |
| 2019 | 250 : Emplois aidés | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Excel Perfectionnement | 1 | 2,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Exchange 2016 (messagerie) | 2 | 6,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | GIMA : version Web | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Le schéma directeur des systèmes d'information (SDSI) | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | L'organisation de l'assistance aux utilisateurs des systèmes d'information | 1 | 3,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | MAELIS : BO | 1 | 1,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | MAELIS : BO EXPERT CREATION DE REQUETE | 1 | 1,00 |
| 2019 | Mairie SER | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Maelis Pointage douchettes | 1 | 0,50 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | OUTLOOK | 7 | 7,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Powerpoint Perfectionnement | 9 | 9,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Presse numérique C1085 | 2 | 1,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Windows 2010 | 1 | 3,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Windows 2016 | 2 | 6,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Word initiation | 6 | 12,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | WORD Perfectionnement | 3 | 6,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Migration nutridata | 1 | 1,00 |
| 2019 | 251 : Schéma directeur Informatique | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Logiciel SUFFRAGE-SIECLE-.. | 11 | 5,50 |
| 2019 | Mairie SER | INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION | Nutridata : Logiciel | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Autodiagnostics management | 120 | 60,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Analyse de pratiques managériales | 8 | 16,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Conduire un entretien de retour à l'emploi | 18 | 18,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Animer et encadrer une équipe | 2 | 8,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Anticipation et prévention des situations conflictuelles | 2 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Communication au service de l'encadrant.e | 4 | 8,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Entretien professionnel, évaluateurs | 2 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Gestion du stress et management | 16 | 32,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | La mobilisation et la cohésion d'équipe | 12 | 24,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Le management positif | 12 | 12,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Le manager au coeur du changement | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Le pilotage de projet : le cadrage | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Le pilotage de projet : les outils de pilotage | 1 | 3,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | MANAGEMENT | Le pilotage de projet : l'organisation, la planification, l'animation | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Leadership et émotions | 7 | 14,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | L'écoute dans sa pratique managériale | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Les outils de l'organisation du travail d'une équipe | 1 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Management par objectifs : délégation et responsabilisation | 11 | 22,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Management par projet | 11 | 22,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Organiser son équipe au quotidien | 6 | 12,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | MANAGEMENT | Pilotage de projet : les bases | 2 | 6,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | MANAGEMENT | Rôle des coordonnateurs de département CRC | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Bilan de compétences | 2 | 12,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation intensive Rédacteur | 8 | 80,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation intensive ATSEM | 21 | 147,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Retrait dossier concours | 4 | 4,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Tests catégorie B | 4 | 2,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Tests catégorie C | 11 | 5,50 |
| 2019 | Centre de Gestion | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Début des épreuves : concours Agent de Maîtrise (C) | 5 | 5,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Début des épreuves : concours assistant de conservat° du pat&des bib | 2 | 2,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Début des épreuves : concours Professeur Enseignement Artistique | 4 | 4,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Début des épreuves : examen Technicien principal 1ère classe | 2 | 2,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Début des épreuves : examen Technicien principal 2ème classe | 3 | 3,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Examen agent de maîtrise | 4 | 2,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | examen attaché prinipal | 1 | 1,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Examen Prof Adj Adm | 7 | 7,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation au concours d'assistant de conservation du patrimoine et des bib | 1 | 5,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation au concours puéricultrice | 1 | 2,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation concours PEA | 1 | 2,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation Examen Adjoint Administratif | 3 | 21,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation examen agent de maîtrise | 1 | 3,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation examen technicien principal 1ère classe | 2 | 6,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation examen technicien principal 2ème classe | 1 | 5,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Préparation intensive Agent de Maîtrise | 4 | 12,00 |
| 2019 | Mairie SER | POSITIONNEMENT PROF.-PREPA EPREUVE | Réunion d'information préparation concours / examen | 18 | 9,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Accueil et gestion du public difficile | 15 | 45,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Accueil physique & tél. Du public | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Accueil physique et téléphonique en collectivité territoriale | 2 | 8,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | Repères et outils fondamentaux | Apprendre à parler l'anglais | 2 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Approfondissement des savoirs de bases | 2 | 20,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Ateliers de créativité | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Droits et obligations des fonctionnaires | 1 | 1,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | Repères et outils fondamentaux | Formation d'Intégration Catégorie C | 2 | 10,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Gestion du stress en situation d'accueil | 8 | 24,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | La boîte à outils pour écrire mieux | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | La communication et les relations professionnelles | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | La gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil | 3 | 9,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | La ludo-pédagogie en dynamique de groupe | 3 | 9,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | La maîtrise de la prise de parole en public | 2 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | La prise de notes et la rédaction de comptes rendus | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | L'accueil du public en situation de handicap | 21 | 42,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Développer ses compétences relationnelles | 120 | 60,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | L'affirmation de soi | 6 | 12,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | L'agent.e technique au contact de la population | 4 | 8,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | Repères et outils fondamentaux | Langage des signes | 4 | 12,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Le développement de la confiance en soi | 1 | 4,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | Repères et outils fondamentaux | L'élaboration et la maîtrise des écrits de synthèse d'aide à la décision | 1 | 3,50 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | L'organisation du classement des documents | 1 | 2,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | Repères et outils fondamentaux | L'utilisation des techniques de créativité pour innover | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Organisation et gestion de son temps | 2 | 6,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | Repères et outils fondamentaux | Prise de parole en public | 1 | 2,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | Repères et outils fondamentaux | Prise de parole en public | 2 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | S'organiser pour gérer son temps & ses priorités | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | Repères et outils fondamentaux | Améliorer ses écrits professionnels | 2 | 4,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | Repères et outils fondamentaux | Analyse de pratique | 7 | 10,50 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | Repères et outils fondamentaux | Formation d'Intégration Catégorie B | 6 | 60,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | Repères et outils fondamentaux | Formation d'Intégration Catégorie C | 4 | 20,00 |
| 2019 | Mairie SER | Repères et outils fondamentaux | Réunion de mobilité | 43 | 21,50 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | Repères et outils fondamentaux | Sensibilisation à l'accueil, l'information et l'orientation des personnes âgées | 2 | 1,00 |
| 2019 | Mairie SER | RESTAURATION | Accueil des RO | 2 | 6,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | RESTAURATION | Allergies et intolérances alimentaires chez l'enfant | 1 | 1,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | RESTAURATION | Allergies et intolérances alimentaires chez l'enfant | 2 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | RESTAURATION | Formation à l'utilisation du matériel FRIMA | 2 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | RESTAURATION | L'audit interne au service de l'efficacité du plan de maîtrise sanitaire | 2 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | RESTAURATION | Le panorama des différentes techniques de cuisson en restauration collective | 2 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | RESTAURATION | Les risques professionnels en restauration | 5 | 5,00 |
| 2019 | Mairie SER | RESTAURATION | Manuel qualité - procédure interne | 4 | 8,00 |
| 2019 | Mairie SER | RESTAURATION | Plan de nettoyage et de désinfection des offices | 23 | 46,00 |
| 2019 | 250 : Emplois aidés | RESTAURATION | Première formation à "L'hygiène alimentaire en production de repas" | 1 | 2,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | RESTAURATION | Première formation à "L'hygiène alimentaire en production de repas" | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | RESTAURATION | Première formation à "L'hygiène alimentaire en production de repas" | 1 | 2,00 |
| 2019 | Mairie SER | RESTAURATION | Réactualisation de la formation "Hygiène alimentaire en production de repas" | 14 | 28,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | RESTAURATION | Rôle éducatif des personnels durant le repas | 3 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | RESTAURATION | Rôle éducatif des personnels durant le repas | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SECURITE | Arbre des causes | 3 | 3,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Educateur prévention routière | 2 | 6,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SECURITE | Entretien de la Balayeuse | 1 | 1,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Exploitation, montage, utilisation des échafaudages | 22 | 88,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | SECURITE | Facteurs ergonomiques des facteurs de risques professionnels | 21 | 10,50 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SECURITE | FCO Chef de Service de Police Municipale | 1 | 10,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | FCO Poids Lourds | 1 | 7,00 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Fonctionnement de la centrale de mise en sécurité incendie | 11 | 5,50 |
| ~~2019~~ | ~~247 : Partenariat + Autres Organismes~~ | ~~SECURITE~~ | ~~Formation au CQP "Educateur de grimpeur d'arbres"~~ | | |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Gestes de première urgence | 112 | 55,00 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Gestes de première urgence avec l'enfant | 2 | 1,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | SECURITE | Gestes et posture Petite Enfance | 33 | 16,50 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Gestes, posture et ergonomie (mairie) | 39 | 19,50 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Habilitation électrique BS | 17 | 34,00 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Information sur la réglementation ERP (aménagement salles) | 2 | 1,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Montage et utilisation des échafaudages | 14 | 14,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SECURITE | Opérateur vidéosurveillance | 1 | 1,00 |
| ~~2019~~ | ~~258 : Sécurité~~ | ~~SECURITE~~ | ~~Permis EB~~ | | |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Préparation à l'autorisation de conduite de grues auxiliaires | 1 | 3,00 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Prévention du risque automobile - pratique | 12 | 6,00 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Prévention du risque automobile - théorie | 13 | 6,50 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Prévention pour la sécurité routière | 1 | 2,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | PSC1 | 17 | 17,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage autorisation de conduite chariots automoteurs à conducteur porté | 1 | 1,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage autorisation de conduite de grues auxiliaires | 2 | 2,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage autorisation de conduite de plate-forme élévatrice de personnel | 2 | 2,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage autorisation de conduite engins de chantier | 5 | 5,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage Gestes de première urgence | 106 | 53,00 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Recyclage gestes, posture et ergonomie (mairie) | 139 | 69,50 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage habilitation électrique BR-BC-B2 | 1 | 1,50 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage habilitation électrique BS | 17 | 25,50 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage SAP1 | 1 | 1,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage Sauveteur Secouriste du travail | 22 | 22,00 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Recyclage Sécurité incendie | 134 | 66,50 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Recyclage SSIAP 1 | 4 | 8,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Sauveteur secouriste du travail | 9 | 18,00 |
| 2019 | Mairie SER | SECURITE | Sécurité incendie : utilisation des extincteurs | 27 | 27,00 |
| 2019 | Centre de Gestion | SECURITE | Sensibilisation Manager ensemble la sécurité | 5 | 5,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SECURITE | Signalisation temporaire de chantier | 3 | 6,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | SSIAP1 : agent de sécurité incendie et assistance à personnes (ERP1 réformé) | 3 | 30,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | SECURITE | Suivi administratif des Etablissements Recevant du Public | 1 | 1,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | Tonfa 1er niveau | 2 | 6,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SECURITE | PSC1 | 1 | 1,50 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Accompagnement des personnes âgées migrantes | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Accompagnement des publics en souffrance sociale | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Accompagnement social des personnes surendettées | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Accueil et gestion du public difficile dans le secteur social | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SOCIAL SANTE | Atelier : Savoir se positionner face "aux exigences" des familles des personnes âgées | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SOCIAL SANTE | Congrès UNCCAS | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Droits des usagers et obligations des agents des services sociaux | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Entretien d'aide | 1 | 2,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SOCIAL SANTE | Form'action interculturel | 1 | 1,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | La communication et la relation d'aide auprès des personnes en perte d'autonomie | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | La connaissance du vieillissement | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | La dépression et le risque de suicide chez la personne âgée | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | La maladie d'Alzheimer et les troubles apparentés | 3 | 6,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | La prévention des chutes chez la personne âgée | 1 | 2,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Le confort, la sécurité, l'aide aux activités motrices et aux déplacements des personnes en perte | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Le mal logement, une réalité à la croisée de l'habitat et du social | 2 | 6,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Le.la travailleur.euse social.e: facilitateur.trice de l'accès aux droits et aux services | 1 | 3,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | L'inclusion numérique : entre accès aux droits et risque de fracture | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SOCIAL SANTE | Promotion de la santé : l'évaluation, un processus clef dans l'action de santé | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SOCIAL SANTE | Repérage de la crise suicidaire | 1 | 2,00 |
| 2019 | Mairie SER | SOCIAL SANTE | Sensibilisation à la prévention de la radicalisation | 1 | 0,50 |
| 2019 | Mairie SER | SOCIAL SANTE | Sexisme ordinaire sensibilisation | 66 | 33,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SOCIAL SANTE | Visite à domicile dans les pratiques du travail social: sens et repères | 1 | 3,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | SOCIAL SANTE | L'accompagnement social par la promotion des potentiels des personnes | 1 | 5,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | SOCIAL SANTE | Les rencontres nationales des services municipaux de santé scolaire - La vie de l'enfant en situation de | 1 | 1,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | SPORT | Approche des sports collectifs innovants et à contacts limités | 1 | 4,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SPORT | Aquajump | 2 | 4,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SPORT | Certificat d'Aptitude à l'Exercice de la Profession de MNS | 2 | 6,00 |
| 2019 | 258 : Sécurité | SPORT | DSA - PSE1 - MNS | 7 | 7,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SPORT | Formation AQUAKID | 2 | 4,00 |
| 2019 | Retour Plan Formation CNFPT | SPORT | L'entretien écoresponsable des espaces sportifs extérieurs | 2 | 4,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | SPORT | Promotion et organisation d'une manifestation sportive | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SPORT | Sensibilisation aux activités physiques adaptés après cancer | 1 | 3,00 |
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SPORT | Spécialisation activités aquatiques prénatales et postnatales | 2 | 4,00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 247 : Partenariat + Autres Organismes | SPORT | Watsu Basic | 3 | 6,00 |
| 2019 | FI, Concours, Délégations et Catalogues | SPORT | La gestion de l'agressivité dans les équipements sportifs et les piscines | 1 | 3,50 |
| | | | | **2304** | **3192** |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-36 | Personnel communal - Groupement de commandes des prestations de formation relative au domaine de l'hygiène et la sécurité**
**Sur le rapport de Madame Goyer Francine**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) ne proposant que très peu de formations dans le domaine de la sécurité, la ville a recours chaque année à des organismes de formation payants.
Une mutualisation des formations par le biais d'un groupement de commandes va permettre d'optimiser les coûts de formation.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, notamment son article 28,
- Le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,

**Considérant :**
- L'intérêt de signer une convention de groupement de commande entre les villes de Bihorel, Bois-Guillaume, Caudebec-les-Elbeuf, Cléon, Déville-les-Rouen, La Londe, Malaunay, Maromme, Mesnil-Esnard, Mont-Saint-Aignan, Petit-Couronne, Saint-Etienne-du-Rouvray, Saint-Pierre-les-Elbeuf pour la passation d'un marché public pour l'achat de prestations de formations hygiène et sécurité,
- L'avis favorable du comité technique en sa séance du 26 février 2019,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le Maire à recourir au groupement de commandes et à signer la convention constitutive du groupement de commandes avec les Villes de Bihorel, Bois-Guillaume, Caudebec-les-Elbeuf, Cléon, Déville-les-Rouen, La Londe, Malaunay, Maromme, Mesnil-Esnard, Mont-Saint-Aignan, Petit-Couronne et Saint-Pierre-les-Elbeuf.

**Précise que :**
- La dépense qui en résulte sera imputée sur le budget principal de la Ville de Saint Etienne du Rouvray.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112244-DE-1-1

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE ENTRE LES COMMUNES DE PETIT COURONNE, BIHOREL, BOIS GUILLAUME, CLEON, CAUDEBEC LES ELBEUF, DEVILLE LES ROUEN, LA LONDE, MALAUNAY, MAROMME, MONT SAINT AIGNAN, MESNIL ESNARD, SAINT ETIENNE DU ROUVRAY, SAINT PIERRE LES ELBEUF**

Entre

La commune de Petit Couronne représentée par son Maire, Monsieur Dominique RANDON dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Bihorel représentée par son Maire, Monsieur Pascal HOUBRON dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Bois Guillaume représentée par son Maire, Monsieur Gilbert RENARD dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Cléon représentée par son Maire, Monsieur Fréderic MARCHE dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Caudebec les Elbeuf représentée par son Maire, Monsieur Laurent BONATERRE dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Déville les Rouen représentée par son Maire, Monsieur Dominique GAMBIER dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de La Londe représentée par son Maire, Monsieur Jean Pierre Jaouen dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Malaunay représentée par son Maire, Monsieur Guillaume COUTEY dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Maromme représentée par son Maire, Monsieur David LAMIRAY dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Mont Saint Aignan représentée par son Maire, Madame Catherine FLAVIGNY dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et
La commune de Mesnil-Esnard représentée par son Maire, Monsieur Norbert THORY dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Saint Etienne du Rouvray représentée par son Maire, Monsieur Joachim MOYSE dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

Et

La commune de Saint Pierre les Elbeuf représentée par son Maire, Monsieur Patrice DESANGLOIS dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du,……

**PREALABLEMENT, IL EST EXPOSE QUE :**

Les Directions des Ressources Humaines des collectivités signataires de la présente convention, ont exprimé des besoins concordant en matière de formation de personnel.

Il a paru en conséquence opportun sur le plan économique de coordonner la passation d'un marché pour réaliser un achat groupé de formation pour les services des ressources humaines concernés.

C'est pourquoi les signataires ont choisi de constituer un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

**DANS CE CONTEXTE IL EST ARRETE CE QUI SUIT :**

**Article 1 : Composition du groupement de commandes**

Le présent groupement de commandes est constitué des communes de Petit Couronne, Bihorel, Bois Guillaume, Cléon, Caudebec les Elbeuf, Déville les Rouen, La Londe, Malaunay, Maromme, Mont Saint Aignan, Mesnil-Esnard, Saint Etienne du Rouvray, Saint Pierre les Elbeuf collectivités soumises aux dispositions de l'article 10 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.
Ce groupement résulte d'une initiative de ces collectivités et n'est pas soumis au contrôle d'un tiers.

**Article 2 : Objet du groupement de commandes**

Les membres constituent un groupement de commandes, selon les modalités de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet, dont l'objet consiste en l'organisation de la procédure de sélection d'un ou plusieurs adjudicataires, en vue de la conclusion par chaque membre du groupement de son propre marché.

Le coordonnateur désigné à l'article 3 intervient en qualité de mandataire des autres membres du groupement uniquement dans le cadre de la passation des marchés.

Le groupement a pour objet la conclusion d'un marché de service de formation professionnel, portant notamment sur les formations obligatoires suivantes :

- Habilitations électriquse
- Caces et Autorisations de conduite
- Lutte incendie – Maniement d'extincteur
- PSC1 - SST

Le marché sera alloti et chaque collectivité sera libre de participer à un ou plusieurs lots, selon ses besoins.

**Article 3 : Coordonnateur du groupement**

La création du groupement de commandes implique la désignation d'un coordonnateur dont les missions et les prérogatives sont définies ci-après.
La commune de Petit Couronne est désignée par l'ensemble des membres du groupement comme coordonnateur.

**Article 4 : Représentation des personnes publiques au sein de la commission d'appel d'offres du groupement**

La CAO compétente sera celle de la ville de Petit Couronne

**Article 5 : Les missions du coordonnateur**

Le coordonnateur est chargé de l'organisation de l'ensemble de la procédure de mise en concurrence et d'attribution :

- d'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation dans le respect des règles de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- d'élaborer l'ensemble du ou des dossiers de consultation des entreprises en fonction des besoins définis ;
- de procéder aux formalités de publicités ;
- de formaliser le rapport d'analyse des offres ;
- d'aviser les candidats non retenus de rejet de leurs offres ;
- de signer et de notifier le marché à l'entreprise retenue ;
- de transmettre aux membres les documents nécessaires à l'exécution du marché en ce qui les concerne.

**Article 6 : Missions des membres du groupement**

Dans le cadre de la procédure de mise en concurrence, les membres sont notamment chargés de :

- déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire ;
- valider le dossier de consultation des entreprises ;
- informer le coordonnateur de toute difficulté ou litige survenant dans le cadre de l'exécution contractuelle, notamment dans le cadre de la reconduction éventuelle du marché ;
- s'assurer de la bonne exécution du marché en ce qui les concerne ;

- assister le coordonnateur dans les contentieux liés à la passation de marchés du présent groupement.

**Article 7 : Adhésion**

Chaque membre du groupement de commandes adopte la présente convention par délibération de son assemblée délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

**Article 8 : Durée**

Cette convention est applicable dès la signature et prend fin à la notification du marché.
Le groupement de commandes est constitué jusqu'à la notification du marché.

**Article 9 : Modification de la convention de groupement**

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par un avenant dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les décisions des membres sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

**Article 10 : Frais de gestion**

La commune de Petit Couronne assure à ses frais le fonctionnement du groupement. La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération, de même que toutes les fonctions exercées dans le cadre de cette convention.

**Article 11 : Litiges**

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Rouen.

La présente convention est établie en XX exemplaires originaux

| | |
|---|---|
| Le…….. | Le…….. |
| Le Maire de Petit Couronne | Le Maire de Bihorel |
| Dominique RANDON | Pascal HOUBRON |
| Le…….. | Le…….. |
| Le Maire de Bois Guillaume | Le Maire de Cléon |
| Gilbert RENARD | Frédéric MARCHE |

| | |
|---|---|
| Le…….. | Le…….. |
| Le Caudebec les Elbeuf | Le Maire de Déville les Rouen |
| Laurent BONATERRE | Dominique GAMBIER |
| Le…….. | Le…….. |
| Le Maire de La Londe | Le Maire de Malaunay |
| Jean Pierre Jaouen | Guillaume COUTEY |
| Le…….. | Le…….. |
| Le Maire de Maromme | Le Maire de Mont Saint Aignan |
| David LAMIRAY | Catherine FLAVIGNY |
| Le…….. | Le…….. |
| Le Maire de Mesnil-Esnard | Le Maire de Saint Etienne du Rouvray |
| Norbert THORY | Joachim MOYSE |
| Le…….. | |
| Le Maire de Saint Pierre les Elbeuf | |
| Patrice DESANGLOIS | |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-37 | Personnel communal - Comité des oeuvres sociales - Subvention de fonctionnement - Régularisation 2018**
**Sur le rapport de Madame Goyer Francine**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le Comité des oeuvres sociales a pour vocation l'action sociale, le sport, le loisir, la culture et plus généralement l'épanouissement intellectuel et physique des agents de la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray.
La ville a souhaité lui confier la gestion de certaines actions afin que les agents, quelles que soient leurs ressources, puissent participer aux activités organisées et gérées par le COS.
Dans ce cadre une convention de partenariat a été signée en décembre 2017. Cette convention prévoit le versement d'une subvention complémentaire au regard de l'état des dépenses réalisées et à venir.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La convention signée entre la ville et le Comité des œuvres sociales le 15 décembre 2017,

**Considérant :**
- La demande du Comité des œuvres sociales d'une subvention complémentaire, au regard :
  - De l'augmentation de la part impartie aux médaillés du travail,
  - Du versement d'aides spécifiques,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De verser une subvention complémentaire de 4 557 € au Comité des œuvres sociales.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112391-DE-1-1

**Subvention complémentaire 2018 - COS**
**Annexe à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2019**

**Ventilation**

| Détail de l'échéancier | Périodicité | Fonctionnement | Activités | Chèques vacances | médailles du travail selon coût réel | Commission Sociale exceptionnelle | Carte cadeaux « retraités » | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1er acompte | 15/01/2018 | 25 000,00 € | 54 660,00 € | | 5 000,00 € | | | 84 660,00 € |
| 2ème acompte | 16/04/2018 | | 26 660,00 € | | | | 58 000,00 € | 84 660,00 € |
| 3ème acompte | 10/10/2018 | 30 000,00 € | 13 880,00 € | 69 000,00 € | | | | 112 880,00 € |
| 4ème acompte (réajustement) | 01/04/2019 | | | | 4 425,00 € | 132,00 € | | 4 557,00 € |
| **TOTAL** | | **55 000,00 €** | **95 200,00 €** | **69 000,00 €** | **9 425,00 €** | **132,00 €** | **58 000,00 €** | **286 757,00 €** |
| **SUBVENTIOIN DE BASE VERSEE selon CM décembre 2017** | | **55 000,00 €** | **95 200,00 €** | **69 000,00 €** | **5 000,00 €** | **0,00 €** | **58 000,00 €** | **282 200,00 €** |
| **SUBVENTION COMPLEMENTAIRE A VERSER** | | **0,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** | **4 425,00 €** | **132,00 €** | **0,00 €** | **4 557,00 €** |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-38 | Résidence Autonomie (RA) ' Ambroise-Croizat ' - Intervention des services techniques municipaux dans les logements - Convention entre la ville de Saint-Étienne-du-Rouvray et le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Saint-Étienne-du-Rouvray**
**Sur le rapport de Madame Goyer Francine**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le Centre communal d'action sociale (CCAS) est un établissement public administratif de la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray, chargé d'animer et de coordonner l'action sociale municipale. Il exerce l'intégralité de ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L.123-4 et L.123-5 du Code de l'action sociale et des familles ainsi que dans le cadre du décret n°95-562 du 6 mai 1995, qui précise les attributions de cet établissement public.
Conformément à ces attributions, le CCAS de la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray gère la résidence autonomie (RA) « Ambroise-Croizat » pour les personnes âgées.

Les 36 logements de cette RA (dont un logement d'hôte) ont été cédés à l'ESH le Foyer Stéphanais par bail emphytéotique en décembre 2014. Une convention de gestion entre le CCAS et l'ESH le Foyer Stéphanais a été signée, fixant notamment la répartition des travaux à assurer dans les logements entre le propriétaire et le gestionnaire.

Le Foyer Stéphanais assume donc les obligations de propriétaire pour ces logements qui ont fait l'objet d'une rénovation complète dans le cadre d'un programme de réhabilitation important qui s'est achevé en septembre 2018.

Dans ce contexte, et dans la mesure où le CCAS n'a pas de services techniques propres, il est apparu nécessaire de formaliser une convention, entre la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray et le CCAS de Saint-Etienne-du-Rouvray, afin d'assurer l'intervention des services techniques de la Ville dans les logements de la RA « Ambroise-Croizat » pour les travaux de maintenance courante.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- L'article 123.5 du Code de l'action sociale et de la famille,
- Le bail emphytéotique signé le 11 décembre 2014, intervenu entre la Ville et l'ESH le Foyer Stéphanais, et son avenant approuvé par délibération n°2015-03-26-18 du Conseil municipal le 26 mars 2015,
- La convention de gestion de la RA « Ambroise-Croizat » signée le 12 décembre 2014 entre l'ESH Le Foyer Stéphanais et le CCAS approuvée par délibération du Conseil d'administration du CCAS le 10 décembre 2014,

**Considérant :**
- Qu'il est apparu nécessaire de maintenir le lien entre la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray et le CCAS de Saint-Étienne-du-Rouvray concernant l'entretien courant des logements de la RA « Ambroise-Croizat », dont la propriété a été confiée à l'ESH le Foyer Stéphanais par bail emphytéotique, mais dont la gestion relève du CCAS,
- Que la présente convention a pour but de fixer précisément les travaux à effectuer par les services techniques municipaux pour concourir à la bonne gestion de la RA « Ambroise-Croizat » par le CCAS, et leurs conditions d'exécution,

- Que cette convention est passée pour 5 ans, et qu'à terme, elle fera l'objet d'un examen au vu des interventions effectives des services techniques municipaux.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le maire à signer la présente convention entre la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray et le Centre communal d'action sociale de Saint-Étienne-du-Rouvray.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112065-DE-1-1

**Convention entre la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Saint-Etienne-du-Rouvray concernant l'intervention des services techniques municipaux dans les logements de la Résidence Autonomie (RA) « Ambroise-Croizat »**

## PREAMBULE

Le CCAS est un établissement public administratif de la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, chargé d'animer et de coordonner l'action sociale municipale.

Il exerce l'ensemble de ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L.123-4 et L.123-5 du code de l'action sociale et des familles ainsi que dans le cadre du décret n°95-562 du 6 mai 1995, qui précise les attributions de cet établissement public.

Conformément à ces attributions, le CCAS de la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray gère la Résidence Autonomie (RA) « Ambroise-Croizat » pour les personnes âgées.

36 logements de cette RA (dont un logement d'hôte) ont été cédés à l'ESH le Foyer Stéphanais par bail emphytéotique le 11 décembre 2014. Une convention de gestion entre le CCAS et l'ESH le Foyer Stéphanais a été signée le 12 décembre 2014 fixant notamment la répartition des travaux à assurer dans les logements entre le propriétaire et le gestionnaire.

Dans ce contexte, et dans la mesure où le CCAS n'a pas de services techniques propres, il est apparu nécessaire de formaliser une convention entre la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray et le CCAS de Saint-Etienne-du-Rouvray afin d'assurer l'intervention des services techniques de la Ville au sein des logements de la RA « Ambroise-Croizat ».

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

**Entre :**

La ville de Saint-Etienne-du-Rouvray représentée par son Maire en exercice, Monsieur Joachim MOYSE, agissant en vertu de la délégation du Conseil Municipal en date du 6 juillet 2017.

**Et :**

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Saint-Etienne-du-Rouvray représenté par son président en exercice, Monsieur Joachim MOYSE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 7 Juillet 2017.

**<u>Article 1</u> : Objet :**

La présente convention a pour but de fixer l'intervention des services techniques de la Ville dans l'entretien courant et les menues réparations à exécuter dans les logements de la RA « Ambroise-Croizat », le propriétaire assurant quant à lui le financement des grosses réparations (cf. liste en annexe).

**<u>Article 2</u> : Définition des fonctions supports**

Dans le cadre du support régulier des services de la ville auprès du CCAS, la Ville s'engage à faire intervenir ses services techniques autant que de besoin pour assurer l'entretien des logements de la RA « Ambroise-Croizat ». Le contenu précis et exhaustif de ces travaux est détaillé en annexe : ils correspondent à tous les travaux incombant « au gestionnaire».

**<u>Article 3</u> : Prise en charge financière**

Les prestations des services techniques dans les logements de la RA « Ambroise-Croizat » peuvent être réalisées par la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, soit en régie directe par les services municipaux, soit par le biais de ses propres marchés publics.
Les interventions des services techniques de la Ville dans les logements de la RA « Ambroise-Croizat » seront assurées pour le compte du CCAS à titre gratuit.

**<u>Article 4</u> : Assurances**

Au titre de ses activités, le CCAS bénéficie de l'assurance responsabilité civile de la Ville à laquelle il est rattaché. Il bénéficie également de l'assurance de la Ville pour la couverture des risques locatifs concernant les logements de la RA « Ambroise-Croizat ».
L'assurance de la Ville couvre donc les éventuels dommages consécutifs à une intervention des services techniques de la Ville dans un logement de la RA « Ambroise-Croizat ».

**<u>Article 5</u> : Durée de la convention**

La présente convention prendra effet le 1er janvier 2019 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Fait à Saint-Etienne-du-Rouvray
Le,

JOACHIM MOYSE,
Maire

JOACHIM MOYSE
Président du CCAS

**RA CROIZAT DE SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY (Seine Maritime)**
**Annexe à la convention de location bailleur / gestionnaire**
**Répartition des travaux**

| Corps d'Etat | Equipements | Prestations | Bailleur | Gestionnaire |
|---|---|---|---|---|
| Couverture | Bardage/façade | Remplacement | X | |
| | | Remplacement ponctuel de bardeau | | X |
| | Couverture tuiles | Démoussage | | X |
| | | Remaniage | | X |
| | | Remplacement | X | |
| | | Réparations infiltrations ponctuelles | X | |
| | Gouttières et descentes métalliques | Débouchage | | X |
| | | Remplacement | X | |
| Electricité | | Dépannages | | X |
| | Installation téléphonique | Remplacement | | X |
| | Installation télévisuelle | Remplacement | | X |
| | Installation électrique | Remplacement | X | |
| | Luminaires | Remplacement | | X |
| | Plaques Chauffantes | Dépannage | | X |
| | | Remplacement | | X |
| | Prises, inters, boutons poussoirs, commutateurs, minuteries... | Remplacement | | X |
| | Tableau électrique | Remplacement | X | |
| Isolation | Isolant dans combles | Remplacement | X | |
| | Isolation planchers locaux non chauffés | Remplacement | X | |
| Menuiserie | Boîtes à lettres | Remplacement | | X |
| | Menuiseries extérieures | Remplacement ponctuel | X | |
| | | Révision | | X |
| | Menuiseries intérieures | Remplacement ponctuel | X | |
| | | Révision | | X |
| | Porte d'entrée automatique | Contrat d'entretien | | X |
| | | Remplacement | X | |
| | Quincaillerie | Remplacement | | X |
| | Vitres | Remplacement | | X |
| Peinture et sols | Façades | Ravalement pour raisons esthétiques | | X |
| | | Ravalement pour raisons techniques | X | |
| | Peintures menuiseries extérieures et ouvrages métalliques | Réfection | | X |
| | Peintures intérieures | Réfection | | X |
| | Revêtements de sols | Remplacement | | X |
| Plâtrerie-Carrelage | | Revêtement mural faïence : remplacement | | X |
| Plomberie | Appareils sanitaires | Remplacement ponctuel | X | |
| | | Remplacement vidages | | X |
| | | Détartrage | | X |
| | Réseau EF-ECS | Remplacement | X | |
| | | Réparation de fuites sur raccords, soudures (P2) | | X |
| | | Réparation de fuites encastrées (P3) | X | |
| | Réseau Gaz | Remplacement | X | |
| | Réservoir de chasse | Remplacement ponctuel | X | |
| | | Remplacement mécanisme | | X |
| | Robinetterie | Remplacement ponctuel | X | |
| | | Entretien, réparations | | X |
| | Tuyaux EU-EV-EP | Remplacement | X | |
| | | Désobstruction | | X |
| Sécurité | Appels malades | Emetteurs, récepteurs : remplacement | | X |
| | | Unité centrale : remplacement | | X |
| | | Entretien, réparations | | X |
| | Conduits de fumées | Ramonage | | X |
| Ventilation | | Contrat entretien (VMC) | | X |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Entrées d'air et bouches d'extraction | Nettoyage | | X |
| | | Remplacement | | X |
| | Ventilateur | Remplacement | X | |
| | | Remplacement courroie, rebobinage moteur | X | |
| | Gaines | Remplacement | X | |
| Espaces extérieurs | | Entretien espace vert | | X |
| | Clôture grillagée | Remplacement | X | |
| Voirie | Revêtement voirie | Réfection | X | |
| | | Réfection partielle, rebouchage nids de poule... | | X |

**REMARQUES**

**Les travaux consécutifs à des dégradations, des pertes ou une mauvaise utilisation des locaux sont à la charge du Gestionnaire.**

**Les travaux consécutifs à des malfaçons ou des vices de construction, notamment dans le cas de désordres relevant des garanties de parfait achèvement, biennale ou décennale, sont à la charge du Bailleur.**

**Les travaux souhaités par le Gestionnaire, mais non nécessaires au vu de l'état de fonctionnement des équipements (robinetterie, menuiserie ...) sont à la charge du Gestionnaire et ne peuvent être réalisés qu'après accord du Bailleur.**

**Le terme « ponctuel » signifie que le Bailleur procède au remplacement d'un équipement lorsque ce dernier ne fonctionne plus. Il ne faut toutefois pas confondre le remplacement ponctuel à la charge du Bailleur et l'entretien courant à la charge du Gestionnaire. Exemple : Lorsqu'une menuiserie est cassée elle est remplacée par le Bailleur mais lorsqu'il s'agit d'une prestation d'entretien (remplacement d'un joint poreux, d'une poignée défectueuse ...), il s'agit alors d'une charge locative acquittée par le Gestionnaire.**

**Dans le corps d'état « courant faible », la notion de « remplacement » (notamment pour les éléments fixes comme les digicodes et les portiers vélos) signifie que quelle qu'en soit la cause (casse, caractère obsolète de l'équipement, dysfonctionnement...) le remplacement est à la charge du Gestionnaire.**

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-39 | Affaires scolaires - Subvention école privée Jeanne d'Arc 2018/2019**
**Sur le rapport de Monsieur Fontaine David**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
La ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, siège d'une école d'enseignement privé sous contrat d'association, doit , de ce fait, participer aux dépenses de fonctionnement de cet établissement, pour les élèves stéphanais de classes élémentaires.
Toutefois, cette contribution ne peut être supérieure aux avantages consentis pour les écoles publiques de même niveau.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Pour l'évaluation des dépenses prises en charge, la commune siège doit se référer au coût moyen d'un élève des classes de même nature des écoles publiques qu'elle gère,
- L'école Jeanne d'Arc accueille pour l'année scolaire 2018-2019, 108 élèves élémentaires, dont 80 élèves stéphanais,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- Pour l'année scolaire 2018-2019, de maintenir la participation à 455 € par élève stéphanais, soit une participation globale de 36 400 €,
- Qu'une provision de 40 %, soit 14 560 €, va être allouée, sous réserve de la transmission du bilan financier 2017-2018 et du prévisionnel 2018-2019, accompagnés des attestations de domiciliation des familles stéphanaises et de la liste des élèves stéphanais scolarisés en classes élémentaires,
- Que les 60 % restant seront versés au 1er trimestre 2019, à l'appui du pré-bilan de l'année en cours.
- Qu'une révision de la participation de la ville sera effectuée dès publication des nouveaux textes législatifs et réglementaires.

**Précise que :**
- La dépense sera affectée sur le crédit inscrit à cet effet au budget.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération,
par 23 votes pour, 9 votes contre, 2 abstentions.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112390-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-40 | Centre culturel le Rive Gauche - Modification des tarifs de billetterie - Saison 2019-2020**
**Sur le rapport de Monsieur Gosselin Jérôme**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
La ville de Saint-Etienne-du-Rouvray, a toujours eu le souci de favoriser l'accès à la culture pour tous, grâce à une politique tarifaire basse, ces différentes mesures seront maintenues, voire renforcées. Les tarifs «abonnement stéphanais 3 spectacles», «stéphanais hors abonnement», «séances scolaires en journée», «famille» ne sont pas modifiés.

Les dépenses de fonctionnement (masse salariale, frais annexes au contrat…) ne cessent d'augmenter alors que le montant des subventions stagne.

Le Rive gauche s'est doté d'un logiciel de billetterie qui permet aux spectateurs d'acheter les billets et abonnement en ligne. Cette fonctionnalité nous est facturée par la société à 0,5 € par billet, ce qui a un fort impact sur nos recettes de billetterie.

La programmation de la nouvelle direction comprendra 3 à 4 propositions gratuites par an « hors les murs » dans différents lieux de la ville, ce qui veut dire un achat de spectacles sans recettes de billetterie.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales.

**Considérant que :**
- Les recettes de billetterie représentent environ, selon les saisons, entre 8 et 17 % du total des recettes du Rive Gauche. Elles doivent être une ressource importante du budget afin de ne pas diminuer le nombre de spectacles programmés d'une saison sur l'autre et pour pouvoir mener à bien une série d'actions culturelles auprès de différents publics scolaires ou provenant du champ social. Il est par conséquent important de les reconduire à minima d'une année sur l'autre, voire de les augmenter.
- Aujourd'hui, nous faisons le constat que la grille tarifaire est complexe pour nos spectateurs et qu'il est nécessaire de la simplifier pour une meilleure lisibilité.
- Les abonnements 10 et 15 spectacles sont peu réservés, l'abonnement 10 spectacles représente 4,5 % de la totalité des abonnements et l'abonnement 15 spectacles représente 0,5 % pour la saison en cours.
- Afin de renforcer notre volonté d'une tarification solidaire, nous proposons des tarifs particulièrement bas pour les personnes bénéficiaires de l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA), de l'Allocation adultes handicapés (AAH) et du Revenu solidarité active (RSA).

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adopter les tarifs suivant pour la saison 2019-2020 :

| FORMULE D'ABONNEMENT | prix par place |
|---|---|
| Abonnement stéphanais | 9,00 € |
| Abonnement 3 spectacles | 15,00 € |
| Abonnement 5 spectacles | 14,00 € |
| Abonnement 7 spectacles et au-delà | 12,00 € |
| | |
| | |

| TARIF HORS ABONNEMENT | Plein Tarif | Habitants SER | Tarif réduit (abonnés, partenaires, CE) | Travailleurs sans emploi/ - 16 ans | Assis debout |
|---|---|---|---|---|---|
| Tarif A | 18 € | 13 € | 16 € | 9 € | 10 € |
| Tarif B | 26 € | 19 € | 22 € | 15 € | 15 € |
| Tarif unique exceptionnel | 30 € | | | | 20 € |
| Tarif famille | 10 € | 5 € | 5 € | 5 € | 5 € |

| NOUVEAUX TARIFS SOLIDAIRES | ASPA-AAH-RSA |
|---|---|
| Tarif A | 5 € |
| Tarif B | 8 € |

| TARIF SCOLAIRE | SER | HORS SER |
|---|---|---|
| élémentaire-maternelle | 3 € | 4 € |
| collège-lycée | 9 € | 9 € |

| FRAIS VENTE WEB | par billet vendu hors abonnement |
|---|---|
| Tarif A | 1 € |
| Tarif B | 1 € |

**Précise que :**

- Les dépenses ou recettes sont imputées au budget du Rive gauche prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112207-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-41 | Jeunesse - Actualisation du dispositif service civique**
**Sur le rapport de Monsieur Gosselin Jérôme**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
La loi du 10 mars 2010 a créé l'engagement de Service civique qui est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans. Depuis le 5 février 2015, le dispositif est devenu universel, accessible à tout jeune de moins de 25 ans (jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap) introduisant un droit pour les jeunes à s'engager.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique ;
- La délibération n° 2017-06-22-18 du 22 juin 2017 relative à la mise en œuvre du service civique sur la commune ;

**Considérant que**
- Le service civique est un engagement volontaire d'une durée de 6 à 12 mois maximum, d'accomplir une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'interventions reconnus prioritaires : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence ;
  - Représentant au moins 24 heures hebdomadaires ;
  - Donnant lieu au versement d'une indemnité de 580,62 € net par mois (473,04 € directement versés par l'Etat et 107,58 € versés par l'organisme d'accueil au 1er février 2019) sous la forme d'une prestation en nature ou en espèces correspondant à la prise en charge des frais d'alimentation ou de transports.
  - Ouvrant droit à un régime complet de protection sociale financé par l'État ;
  - Pouvant être effectué auprès d'organismes à but non lucratif ou de personnes morales de droit public, en France ou à l'étranger.
- L'accueil d'un volontaire en Service civique doit être pensé avant tout comme la rencontre entre un projet relevant de l'intérêt général, porté par l'organisme d'accueil, et un projet personnel d'engagement d'un jeune.
- Le dispositif a également pour objectif d'être une étape de vie au cours de laquelle des jeunes de toutes origines sociales et culturelles pourront se côtoyer et prendre conscience de la diversité de notre société.

**<u>Missions proposées :</u>**
En complément des 5 missions déjà existantes, notons :
- La modification de la mission du DSDS dorénavant intitulée « Sensibiliser à la protection de l'environnement et à l'écocitoyenneté »
- La création :
  - D'une mission au sein du Département des activités socioculturelles et festives et de la vie associative intitulée « Soutenir de projets visant l'accès à la culture pour tous »
  - D'une mission au sein du « Sensibiliser à la mise en place d'actions en faveur de l'écologie urbaine»

- D’une mission « Sensibiliser à la mise en place d’actions liées à la propreté urbaine et au cadre de vie »

L’ensemble des 8 missions concernées sont détaillées dans le tableau figurant en annexe se répartissent en 2 grandes catégories :
- L’aide à l’animation,
- L’aide à la médiation sociale numérique, culturelle, à l’écologie et à la propreté urbaine.

**Budget**
L’accueil de 11 volontaires durant 8 mois représentera un coût de **9 467,04 € pour la collectivité.** Sauf impossibilité de la part du service, le jeune sera indemnisé sur le budget du service concerné.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De solliciter l’agrément service civique auprès de la Direction régionale de jeunesse, des sports et de la cohésion sociale pour les 8 missions citées ci-dessus,
- D'autoriser Monsieur le maire à signer l'ensemble des documents afférents à la mise en application du dispositif service civique au sein des services de la collectivité.

**Précise que :**
- Les dépenses ou recettes sont imputées au budget de la ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération,
par 32 votes pour, 2 votes contre.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112237-DE-1-1

**Récapitulatif des missions de Services Civiques 2019-2020**

| Département/structure | Intitulé de la Mission | Principales activités du volontaire | Dates indicatives |
|---|---|---|---|
| **Jeunesse/Le Périph** | Participer au développement de pratiques de loisirs, à l'éducation aux médias.<br><br>Le volontaire aura pour mission de participer à l'accueil du public du Périph ainsi qu'aux animations du Cyberespace, des animations à l'extérieur et à l'interieur de la structure d'accueil. | 1 volontaire<br>- contribuer à accueillir, informer, orienter et accompagner les publics visés.<br>- participer aux séances d'animation en lien avec l'outil multimédia (cyber, radio, photo, jeux…)<br>- participer aux activités du dispositif "Horizons Loisirs".<br>- participer aux animations collectives de la structure lors des périodes scolaires et vacances scolaires.<br>- participer aux manifestations (Scène Ouverte Jeunes Talents…)<br>- participer à l'évaluation des projets réalisée par le responsable de l'équipement. | - de novembre 2019 à juillet 2020 |
| **DASFVA/3 centres socioculturels** | Participer à l'animation du centre socioculturel- Jean Prévost et George Brassens<br><br>Soutenir des projets visant l'accès à la culture pour tous | 2 volontaires<br>- aider à la mise en place de projets contribuant au vivre ensemble<br>- participer à l'animation des ateliers, des sorties en direction du public du centre social: parents, enfants, jeunes du quartier<br>- participer aux animations de quartier (fête au château…)<br>- proposer des animations en direction des habitants du quartier<br><br>1 volontaire<br>- accompagner, développer, préparer l'arrivée d'une Micro-Folie sur la ville<br>- faire découvrir l'application et le fonctionnement du musée numérique<br>- diffuser l'information, prospecter les publics dans les différents réseaux de la ville, diffuser la programmation | - de novembre 2019 à juillet 2020<br><br>- d'octobre 2019 à juin 2020 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Département des Bibliothèques** | Aide à l'utilisation des outils numériques et internet<br><br>Le développement des espaces numériques et la lutte contre la fracture numérique | 1 volontaire<br>- aider le responsable de pôle à organiser des ateliers d'initiation à l'environnement informatique et à l'utilisation d'Internet<br>- accompagner le responsable lors de la réalisation des ateliers d'initiation<br>- suivre les publics pour les aider dans leur démarche d'information sur internet<br>- s'assurer de la diffusion de l'information concernant l'existence des ateliers auprès des publics et des structures.<br>- faire l'inventaire de l'existant<br>- orienter les usagers vers les services adaptés<br>- recueillir les demandes des usagers pour améliorer l'offre | - de novembre 2019 à juillet 2020 |
| **DSDS** | Sensibiliser à la protection de l'environnement et à l'eco-citoyenneté<br><br>Participer à la conception, à la préparation et à la réalisation des séances d'animation/ de sensibilisation sur des thèmes liés à l'éducation à l'environnement et au développement durable (biodiversité, eau, | 1 volontaire<br><br>- expliquer au public les modalités d'accès aux droits<br>- proposer des ateliers pratiques "petits travaux d'intérieur"<br>- accompagner les publics vers de nouveaux comportements éco-citoyens<br>- impulser une dynamique de gestion budgétaire par des économies à réaliser dans l'entretien et l'équipement du logement<br>- participer aux actions et évenements mis en œuvre sur les quartiers prioritaires par le service du développement social (Bien dans son logement, fêtes de quartier, place au café…) | - de novembre 2019 à juillet 2020 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | déchets, énergie, mobilité…) à destination de publics divers (adultes, familles, scolaires, groupes constitués…) notamment au sein d'un éco-appartement pédagogique, lieu d'accueil et d'échange sur les questions relatives au quotidien. | | |
| **DASE/3 Espaces Educatifs** | Participer à l'animation des temps périscolaires et extrascolaires en direction des 3-13 ans<br><br>Au sein du Département des Activités Scolaires et de l'Enfance, il s'agit de favoriser le fonctionnement des activités éducatives périscolaires et extrascolaires municipales en direction des 3-13 ans. | 3 volontaires<br><br>- participer à l'animation et à la proposition d'activités en direction des 3-13 ans<br>- faciliter les déplacements des enfants d'un site à un autre<br>- accompagner les enfants lors des activités d'accompagnement à la scolarité | -.de novembre 2019 à juillet 2020 |
| **DASFVA** | Sensibiliser à la mise en place d'actions relatives à l'écologie urbaine | 2 volontaires<br><br>- aller à la rencontre des habitants dans l'espace public, notamment les parcs et espaces verts et naturels, afin d'accueillir et d'informer les publics fréquentant ces lieux, de favoriser les bonnes pratiques , l'action citoyenne | - d'octobre 2019 à juin 2020 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | et l'intégration de la nature dans le quotidien des habitants<br><br>- développer la mise en œuvre concrète d'activités, d'évènements, de projets d'animation, de sensibilisation et de promotion autour des thèmes du développement durable, de la biodiversité et de l'environnement<br><br>- contribuer à l'animation des parcs et espaces verts et naturels de la ville, des jardins partagés et à l'accompagnement des acteurs de la mise en culture – bio – des semis jusqu'aux récoltes, sensibilisation à la diversité alimentaire, au compostage<br><br>- contribuer au développement d'outils pédagogiques et ludiques (jeux sur l'environnement, photos montages, exposition avec les objets collectés, rue témoin (avant, après passages des volontaires)<br><br>- animer des ateliers de sensibilisation des usagers enfants et adultes, des professionnels, bénévoles, à la gestion durable des ressources, aux gestes éco-citoyens de réduction des déchets à la source (tri sélectif, recyclage, lutte contre le gaspillage, compostage, bonne utilisation des conteneurs enterrés, entretien des trottoirs et caniveaux devant son domicile)<br><br>- participer à des évènements : travaux d'entretien écologique, initiatives citoyennes de nettoiement et faciliter les démarches locales et participatives | |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-42 | Petite enfance - Subvention de fonctionnement - Association familiale de Saint-Etienne-du-Rouvray**
**Sur le rapport de Madame Renaux Murielle**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Dans le cadre de l'accueil qu'elle assure à la halte Léonel-Quentin située sur le secteur Hartmann/Houssière (comportant 18 places, dont 10 en journée continue), l'Association familiale de Saint-Etienne-du-Rouvray participe à notre plan Petite enfance, dont l'objectif est de proposer aux familles, sur l'ensemble des quartiers de la Ville, un maillage territorial de places en multi-accueil, tant en structures municipales qu'associatives. A ce titre, l'association est inscrite dans le Contrat enfance jeunesse (CEJ) passé entre la Ville et la Caisse d'allocations familiales et bénéficie d'un financement.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La délibération n°2017-03-16-53 du 16 mars 2017 approuvant la convention d'objectifs 2017-2020,

**Considérant :**
- La convention susvisée passée avec l'association pour la durée du nouveau Contrat enfance jeunesse qui définit notamment les conditions de financement de la Ville
- La participation de la Ville fixée à 0,90 € par heure facturée de l'année N-1.
- Qu'au titre de l'année 2018, le nombre d'heures facturées est de 29 562 heures. De ce fait, la subvention globale s'élève à 26 605,80 €. Cette participation intègre la prestation de service enfance jeunesse, versée directement à la Ville par la Caisse d'allocations familiales.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De verser à l'association le solde de la subvention due pour l'année 2018, soit 5 056,80 € (des acomptes de 21 549 € ayant été versés en 2018) et une avance sur la subvention de l'année 2019 correspondant à 80 % de la subvention 2018, soit 21 285 €.

**Précise que :**
- Le montant total de cette dépense sera imputé sur le crédit inscrit au budget communal

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112151-CC-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-43 | Affaires sportives - Subventions de fonctionnement aux associations - 2019/2020**
**Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
La commune accorde des aides aux associations sous différentes formes.
En dehors de l'usage des locaux et tout en respectant leur autonomie, la ville fournit une aide à l'activité de ces associations souvent très actives dans la vie locale.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé de voter les subventions de fonctionnement aux associations sportives stéphanaises.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Sur les 26 associations sportives concernées, 19 ont fait parvenir leurs dossiers. Une réponse a été apportée dès maintenant à 14 d'entre elles, au regard de leurs dossiers qui ont été remis complets et dans les délais,
- Pour information, 4 associations font l'objet d'un accompagnement par convention d'objectifs. Il s'agit du Football club de Saint-Etienne-du-Rouvray, de l'Amicale sportive Madrillet Château-Blanc, du Club de tennis Saint-Etienne-du-Rouvray et du Club gymnique stéphanais,
- Une association ne demande pas de subvention de fonctionnement pour la saison prochaine.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De verser aux associations les subventions suivantes :

| | |
|---|---|
| Association stéphanaise de tennis de table | *2 652.00 €* |
| Judo club stéphanais | *2 856.00 €* |
| Karaté club Saint-Etienne-du-Rouvray | *1 230.00 €* |
| Running club stéphanais 76 | *1 836.00 €* |
| Le P'tit Marcheur | *380.00 €* |
| Agglo sud volley ball 76 | *2 652.00 €* |
| Ring stéphanais | *8 729.00 €* |
| La Boule stéphanaise | *430.00 €* |
| Les Crazygirls | *780.00 €* |
| Fédération sportive et gymnique du travail | *1 030.00 €* |
| Club nautique stéphanais | *2 142.00 €* |
| Véloce club Rouen 76 | *530.00 €* |
| Club athlétique des cheminots stéphanais | *630.00 €* |
| Club subaquatique du Rouvray | *330.00 €* |

**Précise que :**

- Pour les associations restantes, une deuxième tranche de répartition sera donc proposée lors du Conseil municipal de juin 2019,
- La dépense est imputée au budget 2019 de la ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112187-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-44 | Affaires sportives - Subvention affectée à une manifestation - Club de tennis de Saint-Etienne-du-Rouvray - Convention**
**Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Chaque année, des subventions exceptionnelles sont attribuées pour l'organisation de manifestations sportives. Pour certains clubs, le coût de ces organisations est sans commune mesure avec leur budget de fonctionnement, ce qui les mettrait rapidement en difficulté de trésorerie.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Le Club de tennis de Saint-Etienne-du-Rouvray organise, comme chaque année, l'Open de tennis du 12 au 30 juin 2019,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De verser, par anticipation, 80 % du montant de l'aide envisagée par la Ville,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec l'association.

| ASSOCIATION | OBJET | MONTANT PROPOSE |
|---|---|---|
| Tennis club Saint-Etienne-du-Rouvray | Open de tennis 2019 du 12 au 30 juin 2019 | 1 200 €<br>(960 € au vu de la délibération, le solde 240 € sur présentation du bilan financier de la manifestation) |

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget 2019 de la ville prévu à cet effet,
- L'association devra fournir le bilan financier de leur manifestation pour que le Département des sports apprécie, au vu de ces bilans, le reste éventuel à percevoir.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112189-DE-1-1

# Ville de Saint Etienne du Rouvray

# Et

# Association Club Tennis Saint Etienne du Rouvray

## Convention
## Subvention affectée
## Action « Open de tennis 2019 »

**SOMMAIRE**


Article 1 : Objet de la convention....3
Article 2 : Prise d'effet de la convention....3
*TITRE 1 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE....3*
Article 3 : Subvention affectée à un objet....3
*TITRE 2 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION....4*
Article 4 : Communication....4
Article 5 : Obligations et contrôles financiers....4
Article 6 : Contrôles de l'action....4
Article 7 : Assurances....5
Article 8 : Résiliation....5
Article 9 : Litige....5
Article 10 : Tolérances....5
Article 11 : Dettes, impôts et taxes....5

Entre les soussignés,

La Ville de Saint Etienne du Rouvray, représentée par Monsieur Joachim MOYSE en qualité de Maire, et en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 Juillet 2017, désignée ci-après par "la Ville",

d'une part,

Et l'Association Club Tennis Saint Etienne du Rouvray, régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée en Préfecture de Seine-Maritime le 23 octobre 1980 sous le n° 763007959, ayant son siège social au Centre Sportif Youri Gagarine avenue du Bic Auber à Saint Etienne du Rouvray, représentée Monsieur Didier AUPERT, Président de l'association, désignée ci-après par "l'Association",

d'autre part,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Lors de sa réunion du 28 Mars 2019, le Conseil Municipal a adopté une délibération pour apporter son soutien à l'action intitulée " Open de Tennis 2019", présentée par l'association Club Tennis Saint Etienne du Rouvray qui aura lieu du 12 au 30 juin 2019.

Le principe de l'aide accordée est établi sur la base de l'organisation de la saison précédente à savoir : 1 200 €

C'est dans ce contexte que la Ville de Saint Etienne du Rouvray souhaite apporter son soutien à l'association avec le double souci :

de respecter sa liberté d'initiative ainsi que son autonomie;

de contrôler la bonne gestion des aides publiques par la mise en place d'un dispositif de contrôle et d'évaluation de leur utilisation.

C'EST DANS CES CONDITIONS QU'IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention d'objectif a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville apporte son soutien aux activités d'intérêt général que l'Association entend mettre en œuvre, conformément à ses statuts, dans le cadre de l'action intitulée « Open de Tennis 2019».

**Article 2 : Prise d'effet de la convention**

La présente convention prend effet lors de sa notification qui intervient après transmission au contrôle de légalité.

Elle prendra fin lorsque l'association aura remis à la Ville le bilan financier de cette action.

La présente convention porte sur la programmation de la saison 2018-2019. Si un nouveau projet porté par l'association était agréé dans le cadre du Programme de la saison 2019-2020, une nouvelle convention serait établie.

**TITRE 1 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE**

**Article 3 : Subvention affectée à un objet**

3.1 – Concours financiers

Afin de soutenir l'action de l'association mentionnée à l'article 1er ci-dessus, et à la condition que l'association respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville

s'engage à verser une subvention affectée d'un montant de 1 200.00 € (soit 80 % du montant de l'aide immédiatement  et le solde sur présentation du bilan financier de la manifestation sur le compte bancaire de l'association.

L'Association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour respecter ce budget prévisionnel.

3.2 – Contrôle

La Ville peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, en cas de non-application, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention par l'association.

## TITRE 2 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

### Article 4 : Communication

L'Association s'engage à valoriser le soutien de la Ville sur tous les documents informatifs et supports promotionnels édités, présentant son activité ou diffusés à l'occasion d'une manifestation organisée par elle.

### Article 5 : Obligations et contrôles financiers

L'Association percevant par ailleurs une subvention de fonctionnement annuelle de la part de la Ville, elle s'engage à s'acquitter des différentes obligations comptables et financières à ce titre.

Néanmoins, elle devra remettre à la Ville, deux mois au plus tard après la manifestation, un compte-rendu financier détaillé des activités de l'Association prises en compte au titre de la présente convention. Ce document doit attester de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que les clés de répartition des charges.

Dans l'hypothèse où le compte rendu financier détaillé sus mentionné ferait apparaître que l'intégralité de la subvention versée n'a pas été affectée aux activités financées par la Ville, l'association s'engage à reverser à la Ville le trop perçu. A cette occasion, la Ville pourra, soit déduire de la prochaine subvention qui serait versée à l'association le montant du trop perçu, soit émettre un titre de recette exécutoire.

L'association s'engage à restituer à la Ville les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée, et ce conformément au décret du 30 juin 1934.

C'est sur la base de ce compte-rendu financier que pourra intervenir un complément financier dans le cas où les 80% versés n'auraient pas couvert l'intégralité des dépenses concernant cette organisation

### Article 6 : Contrôles de l'action

L'Association rendra compte à la Ville de la mise en œuvre de son projet, lors de l'évaluation finale organisée à l'initiative de la Ville, en présence de l'association.. Ce rapport d'activité sera complété par la remise du compte-rendu financier détaillé visé à l'article 5.
Au titre de l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Association s'engage à faciliter le contrôle de la Ville, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

Sur simple demande de la Ville, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles. Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration et toutes modifications statutaires.

**Article 7 : Assurances**

L'Association exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée.

**Article 8 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

Par ailleurs, en cas de non-respect par l'Association de ses engagements, en cas de faute grave de sa part ou en cas de redressement judiciaire, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, sans indemnité, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation dans les conditions précitées pourra impliquer, à l'expiration du délai de deux mois et à l'initiative unique de la Ville, la restitution immédiate des subventions versées. Un titre de recette sera alors émis à cet effet.

**Article 9 : Litige**

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal Administratif de Rouen.

**Article 10 : Tolérances**

Il est convenu que toutes les tolérances accordées par l'une ou l'autre des parties quant aux clauses et conditions exprimées dans la présente convention, ne pourront, même avec le temps, devenir un droit acquis. Il pourra y être mis fin par simple notification recommandée avec accusé de réception.

**Article 11 : Dettes, impôts et taxes**

L'association se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet statutaire. En outre, elle fera son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances, présents ou futurs, constituant ses obligations sociales et fiscales, de telle sorte que la Ville ne puisse être inquiétée ou sa responsabilité recherchée, en aucune façon à ce sujet. Il en est de même pour toute autre dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières que l'association aurait contractées dans le cadre de son activité.

Fait à Saint Etienne du Rouvray, le 29 Mars 2019.

| | |
|---|---|
| **Pour l'Association** | **Pour la Ville de Saint Etienne du Rouvray** |
| **Le Président** | **Le Maire** |
| **Didier AUPERT** | **Joachim MOYSE** |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-45 | Affaires sportives - Avance sur subvention de fonctionnement - Saison 2019/2020 - Amicale sportive Madrillet Château-Blanc**
**Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Depuis le deuxième semestre 2009, la ville s'est engagée dans l'accompagnement d'associations par la mise en place de convention d'objectifs.
La mise en place d'une convention d'objectifs, pour chacune d'elle, s'accompagne d'une aide de la ville sur 3 ans.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- L'Amicale sportive Madrillet Château-Blanc a bénéficié pour ses activités, d'une subvention globale de 40 500 €, au titre de la saison sportive 2018-2019,
- Néanmoins, cette association risque aujourd'hui d'être confrontée à des difficultés financières résultant du report en juin du versement de la subvention de fonctionnement, en raison de l'évaluation de la convention d'objectifs.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer à l'Amicale sportive Madrillet Château-Blanc une subvention de 10 000 €, au titre d'une avance sur la subvention globale de fonctionnement 2019-2020.

**Précise que :**
- Cette somme sera déduite de la subvention de fonctionnement 2019-2020, dont les modalités de versement devront être définies dans la nouvelle convention d'objectifs liant la Ville à l'association, qui sera présentée au Conseil municipal du 27 juin 2019,
- La dépense est imputée au budget 2019 de la ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112191-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-46 | Affaires sportives - Avance sur subvention de fonctionnement - Saison 2019/2020 - Football club de Saint-Etienne-du-Rouvray**
**Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Depuis le deuxième semestre 2009, la ville s'est engagée dans l'accompagnement d'associations par la mise en place de convention d'objectifs.
La mise en place d'une convention d'objectifs, pour chacune d'elle, s'accompagne d'une aide de la ville sur 3 ans.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Le Football Club de Saint-Etienne-du-Rouvray a bénéficié pour ses activités d'une subvention globale de 45 000 € au titre de la saison sportive 2018-2019,
- Néanmoins, cette association risque aujourd'hui d'être confrontée à des difficultés financières résultant du report en juin du versement de la subvention de fonctionnement en raison de l'évaluation de la convention d'objectifs.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer au Football club de Saint-Etienne-du-Rouvray une subvention de 10 000 €, au titre d'une avance sur la subvention globale de fonctionnement 2019-2020.

**Précise que :**
- Cette somme sera déduite de la subvention de fonctionnement 2019-2020, dont les modalités de versement devront être définies dans la nouvelle convention d'objectifs liant la Ville à l'association, qui sera présentée au Conseil municipal du 27 juin 2019,
- La dépense est imputée au budget 2019 de la ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112192-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-47 | Affaires sportives - Avance sur subvention de fonctionnement - Saison 2019/2020 - Club de tennis de Saint-Etienne-du-Rouvray**
**Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Depuis le deuxième semestre 2009, la ville s'est engagée dans l'accompagnement d'associations par la mise en place de convention d'objectifs.
La mise en place d'une convention d'objectifs, pour chacune d'elle, s'accompagne d'une aide de la ville sur 3 ans.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Le Club de tennis de Saint-Etienne-du-Rouvray a bénéficié pour ses activités d'une subvention globale de 27 200 €, au titre de la saison sportive 2018-2019,
- Néanmoins, cette association risque aujourd'hui d'être confrontée à des difficultés financières résultant du report au mois de juin du versement de la subvention de fonctionnement en raison de l'évaluation de la convention d'objectifs.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer au Club de tennis de Saint-Etienne-du-Rouvray, une subvention de fonctionnement de 10 000 €, au titre d'une avance sur la subvention globale de fonctionnement 2019-2020.

**Précise que :**
- Cette somme sera déduite de la subvention de fonctionnement 2019-2020, dont les modalités de versement devront être définies dans la nouvelle convention d'objectifs liant la Ville à l'association, qui sera présentée au Conseil municipal du 27 juin 2019.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112193-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-48 | Affaires sportives - Avance sur subvention de fonctionnement - Saison 2019/2020 - Club gymnique stéphanais**
**Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Depuis le deuxième semestre 2009, la ville s'est engagée dans l'accompagnement d'associations par la mise en place de convention d'objectifs.
La mise en place d'une convention d'objectifs, pour chacune d'elle, s'accompagne d'une aide de la ville sur 3 ans.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Le Club gymnique stéphanais a bénéficié pour ses activités d'une subvention globale de 23 000 €, au titre de la saison sportive 2018-2019,
- Néanmoins, cette association risque aujourd'hui d'être confrontée à des difficultés financières résultant du report au mois de juin du versement de la subvention de fonctionnement en raison de l'évaluation de la convention d'objectifs.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer au Club gymnique stéphanais une subvention de 10 000 €, au titre d'une avance sur la subvention globale de fonctionnement 2019-2020.

**Précise que :**
- Cette somme sera déduite de la subvention de fonctionnement 2019-2020, dont les modalités de versement devront être définies dans la nouvelle convention d'objectifs liant la Ville à l'association, qui sera présentée au Conseil municipal du 27 juin 2019,
- La dépense est imputée au budget 2019 de la ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112196-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-49 | Affaires sportives - Subvention exceptionnelle - Véloce club Rouen 76**
**Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Chaque année, de subventions exceptionnelles sont attribuées aux associations en faisant la demande et qui ont déposé un dossier de demande complet.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Depuis 6 ans, le club organise une course cycliste sur la commune,
- Dans le cadre du développement de cette compétition et afin de favoriser la découverte de cette activité aux Stéphanais, le club a organisé « le trophée départemental des écoles de cyclisme » sur notre commune le samedi 9 mars 2019,
- Afin de couvrir une partie des frais liés à cette organisation, le club a formulé une demande de subvention exceptionnelle.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 850 € au Véloce club Rouen 76.

**Précise que :**
- La dépense est imputée au budget 2019 de la ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112188-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-50 | Vie associative - Subventions de fonctionnement aux associations**
**Sur le rapport de Monsieur Rodriguez Michel**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
La ville de Saint-Étienne-du-Rouvray accorde chaque année une subvention de fonctionnement aux différentes associations qui en font la demande, sous réserve que les pièces règlementaires aient été délivrées.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- Les demandes formulées par les associations,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'accorder les subventions de fonctionnement 2019 aux associations de la liste ci-dessous,

| Les subventions sont attribuées aux associations ci-dessous mais **ne seront versées qu'à la condition d'avoir retourné tous les documents sollicités** dans le dossier de demande de subvention 2019 A ou B ou CERFA | Demandes 2019 en euros |
|---|---|
| **Associations à vocation sociale** | **51 000** |
| Association du centre social de la Houssière - ACSH | 51 000 |
| **Associations de santé** | **400** |
| Mouvement vie libre | 100 |
| ADEVA 76 | 300 |
| **Associations d'anciens combattants** | **200** |
| Association des amis du musée de la résistance nationale à Champigny-sur-Marne - AMRN | 100 |
| Association nationale des familles de fusillés et massacrés de la résistance française et de leurs amis - ANFFMRF | 100 |
| **Associations culturelles, de loisirs, autres** | **2425** |
| La Glèbe | 675 |
| Dansons sous le Rouvre | 250 |
| Compagnie le jardin des planches | 1500 |
| **Associations pour l'enfance, la jeunesse et l'éducation** | **1150** |
| Association familiale | 850 |
| Assistantes maternelles Arc en Ciel - AMAC | 300 |
| **Associations relations internationales** | **3 400** |
| Comité de jumelage | 3 400 |
| **Associations de défense des droits** | **270** |
| Amicale des locataires Gallouen | 120 |
| L'autobus social | 150 |
| **Montant total** | **58 845** |

**Précise que :**

- La dépense est imputée au budget de la Ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à la Majorité la délibération, par 33 votes pour, 1 abstention.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112247-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-51 | Association CARDERE (Centre d'action régionale pour le développement de l'éducation relative à l'environnement) - Adhésion 2019**
**Sur le rapport de Madame Burel Fabienne**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
L'association CARDERE propose un partenariat aux collectivités qui souhaitent agir pour le développement de l'éducation à la biodiversité, à l'environnement et au développement durable, en valorisant les ressources du patrimoine naturel régional et de l'environnement urbain, afin de contribuer à la diffusion d'une culture écocitoyenne.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- Que l'adhésion à CARDERE s'élève à 175 € pour l'année scolaire et permet de bénéficier de prestations gratuites, dont :
  - Un service d'accompagnement au montage de projet,
  - Un accès au prêt gratuit d'outils pédagogiques,
  - Une offre de journées de formations en éducation à l'environnement en demandes groupées.
- Qu'au regard de l'expérience de CARDERE, cette proposition d'accompagnement pédagogique et technique apparaît de nature à soutenir l'action des services municipaux et faciliter la mise en œuvre de nos objectifs visant la préservation des ressources et de la biodiversité en conduisant des actions :
  - De sensibilisation des habitants aux bonnes pratiques,
  - De valorisation de la nature en ville, notamment protection des pollinisateurs et place de l'arbre,
  - De partage des responsabilités à l'égard de l'espace public et de la qualité du vivre ensemble.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'adhérer à l'association CARDERE.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112295-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-52 | Lutte contre le frelon asiatique - Participation financière de la commune**
**Sur le rapport de Madame Burel Fabienne**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Le frelon asiatique est un prédateur des abeilles domestiques.

Observé pour la première fois en France en 2004 en Gironde, il a évolué depuis de manière fulgurante.

En juillet 2016, la Commission européenne le classe sur la liste des espèces invasives à combattre.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La circulaire préfectorale en date du 8 janvier 2019

**Considérant :**
- La nécessité de limiter l'essaimage et la constitution de nids de frelons asiatiques,
- Que le coût de destruction d'un nid de grande hauteur est plus difficile et onéreux,

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De participer financièrement aux frais de destruction des nids en fixant les modalités suivantes :
    - Les bénéficiaires de l'aide seront les habitants de la commune, sur présentation d'une facture acquittée relative à la destruction, à leur domicile, au cours de la période entre le 15 mars et le 15 novembre, d'un nid de frelons asiatiques par une entreprise agréée figurant sur la liste diffusée sur la plateforme dédiée http://www.frelonasiatique76.fr/ ou le site internet de la préfecture de Seine-Maritime : http://www.seine-maritime.gouv.fr/
    - Le montant de l'aide attribuée sera de 50 % du coût restant à la charge du particulier après déduction de toutes les aides institutionnelles prévues. Le plafond de l'aide est fixé à 100 €.

- D'autoriser Monsieur le maire
    - A fixer les modalités de versement de l'aide par décision du maire,
    - A signer toute convention visant la simplification des démarches des habitants et la dispense de l'avance du montant de l'aide municipale lors de l'intervention des entreprises.

**Précise que :**

- Les dépenses en résultant seront imputées sur le budget de la ville, nature et fonction afférentes.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112277-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-53 | Rapport annuel 2018 de la commission communale pour l'accessibilité**
**Sur le rapport de Monsieur Schapman Philippe**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Issu de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », l'article L.2143-3 du code général des collectivités territoriales impose la création, dans toutes les communes de plus de 5 000 habitants, d'une Commission communale pour l'accessibilité.

La Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray a mis en place cette commission dans le cadre de son « Comité de pilotage Ville Handicap » préexistant, par délibération du 26 juin 2008.

*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2143-3, modifié par la loi 2015-1776 du 28 décembre 2015, précisant la composition et les missions de la commission communale pour l'accessibilité,
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 obligeant les propriétaires d'Établissements recevant du public (ERP) n'ayant pas respecté leurs obligations de mise en accessibilité au 31 décembre 2014 à déposer un Agenda d'accessibilité programmée,
- La délibération n°53 du Conseil municipal du 26 juin 2008 instituant la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées,

**Considérant :**
- Qu'en 2018, la commission communale pour l'accessibilité s'est réunie le 20 juin.
- Que le 29 janvier 2019, la commission a pu faire un état de l'ensemble des avancées réalisées en 2018, permettant d'améliorer l'accessibilité et l'intégration des personnes en situation de handicap, notamment :
    - La liste des interventions et travaux effectués sur la voirie ayant contribué à améliorer l'accessibilité de la voirie et le stationnement des personnes handicapées,
    - L'état d'accessibilité du réseau de transport en commun sur le territoire, et l'utilisation de l'offre de transport adapté proposée sur le territoire,
    - L'état de mise en œuvre de l'agenda d'accessibilité programmé concernant les ERP municipaux,
    - La progression des démarches de mise en accessibilité des établissements recevant du public situés sur le territoire communal (commerces, cabinet médicaux…),
    - L'évolution de l'offre de logements accessibles sur le territoire communal,

**Le Conseil municipal prend acte :**

- Du rapport annuel 2018 établi par la commission communale pour l'accessibilité.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc111976-DE-1-1

Saint-Etienne-du-Rouvray

# Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité

## Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray
## Année 2018

Janvier 2019

# Sommaire

1. Données générales ..... 3

2. Voirie et espaces publics ..... 4

3. Services de transports collectifs et intermodalité ..... 6

4. Cadre bâti – Établissement recevant du public ..... 9

5. Cadre bâti – Logements ..... 13

6. Autres activités de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées ..... 15

Annexes ..... 27

# 1. Données générales

## 1.1. Informations concernant la commune

Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray
Place de la Libération
CS 80458
76806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex

La ville, qui compte 29 180 habitants (chiffres recensement 2016) a marqué depuis de nombreuses années son implication dans l'intégration des personnes handicapées, volonté qui s'est notamment traduite par :

- la nomination d'un conseiller municipal délégué au Handicap,
- la mise en place d'une commission d'accessibilité à l'échelle de la commune,
- la signature d'une Charte Ville-Handicap, le 17 septembre 2002,
- l'obtention du label *Tourisme Handicap* pour la piscine municipale, ainsi que pour la bibliothèque et la salle de spectacle du centre socioculturel Georges Déziré

Elle a chargé son Département « Solidarité et Développement Social » d'animer la mise en œuvre de la Charte Ville Handicap et de coordonner les travaux de la commission communale pour l'accessibilité.

## 1.2. Informations statistiques concernant les personnes en situation de handicap sur la commune

L'annexe 1 au présent rapport permet de mesurer l'activité de la Maison Départementale des Personnes Handicapées pour les personnes résidant sur le territoire.
On peut ainsi noter que 2 827 stéphanais (adultes et enfants) ont un droit ouvert auprès de la MDPH au 31/12/2018 (qu'il s'agisse d'un bénéficie de l'Allocation adulte handicapé, d'une reconnaissance de travailleur handicapé, d'une carte de stationnement, d'une prestation de compensation du Handicap...). Il y en avait 2 986 en 2017.
En 2018, 1037 stéphanais ont déposé un dossier auprès de la MDPH.
(Voir détail annexe 1).

## 1.3. Informations générales concernant la Commission Communale pour l'Accessibilité

L'article L.2143-3 du code général des collectivités territoriales impose la création, dans toutes les communes de plus de 5 000 habitants, d'une commission communale pour l'accessibilité.
La Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray a mis en place cette commission dans le cadre de son « Comité de Pilotage Ville Handicap » préexistant, par délibération du 26 juin 2008.

Les membres de cette commission ont été renouvelés en 2014, suite aux élections municipales. En décembre 2016, la composition de cette commission communale pour l'accessibilité a été élargie pour se conformer avec les obligations issues de la loi n°2013-403 du 17 mai 2013.
À ce jour, la commission est composée comme suit :

- 6 représentants du Conseil Municipal ;
- 6 représentants d'associations représentant les personnes handicapées :
  - Voir Ensemble,
  - Valentin Haüy,
  - APAJH76 (Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés),
  - Sésame Autisme Normandie,
  - l'Association APF France Handicap,
  - le comité de Coordination des Associations de Personnes Handicapées de Haute-Normandie

- Un représentant de l'UNRPA (Union Nationale des Retraités et Personnes Âgées) ;
- Un bailleur social implanté sur le territoire (le Foyer Stéphanais) ;
- Les représentants des 3 unions commerciales actives sur la commune ;
- Un représentant d'une association de locataires (la Confédération Nationale du Logement).

Cette commission s'entoure des techniciens de la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray, ainsi que de certains « experts » en fonction des thématiques abordées.

Selon l'article L.2143-3, cette commission :

- « dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics, et des transports » ;
- « tient à jour la liste des établissements recevant du public situé sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmé et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées » ;
- « organise un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées ».

Ces éléments constituent la base du rapport annuel qu'elle doit établir et présenter au Conseil Municipal.
En 2018, la commission communale pour l'accessibilité s'est réunie le 20 juin 2018.
Le 29 janvier 2019, elle établit son neuvième rapport annuel à l'attention du Conseil Municipal.
Après approbation du Conseil Municipal, ce rapport sera transmis à Madame la Préfète, au Président du Conseil Départemental et au Président de la Métropole Rouen Normandie.

# 2.Voirie et espaces publics

Rappel des obligations règlementaires :

La loi du 11 février 2005 demande que chaque commune ait réalisé son Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE) avant le 23 décembre 2009, dont l'objectif est de déterminer un programme de travaux de mise en accessibilité de la voirie existante, sans toutefois imposer d'échéance pour la réalisation de ces travaux.

Un décret du 21 décembre 2006 et un arrêté du 15 janvier 2007 viennent préciser les prescriptions techniques de mise en accessibilité devant être respectées en cas de réalisation de voies nouvelles ou de travaux modifiant la structure des voies ou de réaménagement.

## 2.1 Rappel sur l'élaboration du PAVE

Dans son Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics, présenté à la commission communale pour l'accessibilité en mai 2011, la Ville avait identifié 36 rues à traiter prioritairement en terme de mise en accessibilité (dans la mesure où elles étaient très fréquentées, avec des obstacles majeurs, mais relativement « faciles » à corriger...).
L'estimation financière des travaux de mise en accessibilité de l'ensemble des rues auditées s'élevait à **2 773 000 € HT.** Pour les 36 rues « prioritaires », le coût des travaux de mise en accessibilité se montait à 1 034 100€ HT.

## 2.2 Suivi et avancement du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics - PAVE

Depuis le 1er janvier 2015, la compétence Voirie a été transférée à la Métropole. La Ville a transmis son PAVE au service de la métropole, en demandant que les prescriptions du PAVE soient intégrées lors des travaux de voirie.

Ainsi, la grande majorité des travaux de « voirie » et de signalisation lumineuse tricolore ont été suivis et réalisés par la Métropole.
Si chaque fois que les services de la métropole interviennent sur une voirie, les travaux sont effectués dans le respect des normes d'accessibilité en vigueur, la thématique « accessibilité » n'a pas constitué un critère pouvant motiver les travaux à réaliser (plutôt décidés en fonction de la dégradation des voiries) et il est donc très difficile d'indiquer le suivi fait au plan de mise en accessibilité de la Ville.

Si l'on ne peut pas chiffrer les sommes qui ont été consacrées aux travaux de mise en accessibilité de la voirie depuis 2016, et si cela ne permet pas de faire ressortir le pourcentage de réalisation du PAVE, on peut indiquer ici les travaux qui ont été effectuées en 2018 et qui ont contribué à améliorer l'accessibilité :

- **Nombre et positionnement des passages piétons mis en conformité**

9 passages piétons ont bénéficié d'un remplacement des pavés béton par de l'enrobé :

Rue Olivier Goubert : 5 unités
Rue JJ Rousseau : 2 unités
Rue Charles Nicolle (angle Guynemer)
Rue du Capitaine Arrachart : 1 unité

5 passages piétons ont été créés ou transformés avec la création d'un plateau surélevé

Rues Charles Nicolle / Becquerel : Création d'un plateau surélevé
Rue Gallouen : Création d'un plateau surélevé avec passage piéton
Rue Joliot Curie : Création d'un plateau surélevé avec passage piéton
Rue Etienne Dolet / Jacquard : Création d'un passage piéton
Rue Poulmach : Création d'un passage piéton

La mise en conformité de ces 14 passages piétons s'ajoute à celles effectuées en 2017 (11 passages piétons) et en 2016 (8 passages piétons).

- **Nombre et positionnement des places de stationnement PMR créées :**

En 2017, les services municipaux avaient recensé 124 places de stationnement PMR sur le territoire communal (dont 9 créées en 2017).

En 2018, les services de la métropole ont créé 17 nouvelles places de stationnement PMR :

| Adresse | Détail de l'intervention |
|---|---|
| Rue Louis Blériot | 1 place PMR longitudinale sur chaussée |
| Rue Delille | Création de 2 places PMR sur chaussée en vis-à-vis |
| 39, rue Paul Eluard | Création place PMR sur empochement |
| 5, rue d'Helsinki | Création de 2 places PMR en vis-à-vis sur chaussée |
| Rue Bobby Lapointe | Création place PMR sur empochement |
| Rue Georges de Moor | 2 PMR face à face |
| Rue de Paris | Création de 2 places PMR sur empochement |
| 73, rue de la République | 1 PMR longitudinale dans stationnement déjà matérialisé |
| Avenue du Val l'Abbé | Création de 2 places PMR + reprise stationnement parking école |
| Rue Georges Guynemer | 1 Place PMR |
| 3, rue Joliot-Curie | 1 Place PMR |
| 11, Rue Emile Zola | 1 Place PMR |

- **Autre intervention sur l'espace public contribuant à améliorer l'accessibilité :**

D'importantes interventions de mise en conformité des trottoirs (dévers, revêtement, largeur) ont été réalisées sur les rues suivantes :

Rue de Paris (de la Rue Louis Pasteur à la rue Marquette)
Rue des Coquelicots (rive Sud entre la rue de Stalingrad et le Bic Auber)
Rue du Clos d'Ajan
Rue Dolet (de la rue du Dr Cotoni à la rue Gustave Flaubert)
Rue Michel Poulmarch (du boulevard Industriel à la rue du Clos Tellier)
Rue du Clos Tellier (de la rue Michel Poulmarch au 1er giratoire)
Rue de l'Etang Delpech

Par ailleurs, sur la rue de la Planté, qui ne présente pas de trottoir, un revêtement a été réalisé afin de permettre un meilleur confort de cheminement, mais il n'existe pas de protection par rapport à la circulation. Une mise en zone partagée pourrait être étudiée.

# 3.Services de transports collectifs et intermodalité

## 3.1 Réseau de transports en commun

En ce qui concerne le territoire de la Ville, l'autorité organisatrice des transports publics est la Métropole Rouen Normandie.

Concernant les lignes de bus et métro traversant la commune, 3 arrêts de bus ont été rendus accessibles : 2 Arrêts Rue de Paris + 1 arrêt Rue des Coquelicots

Les services de la Métropole ont recensé ci-dessous l'ensemble des arrêts accessibles au 31/12/2018 sur le territoire de la commune :

| Nom | Lignes desservies | Direction principale | Type d'arrêt |
|---|---|---|---|
| Zénith - Parc Expo | Noctambus - 27 - 32 - F1 | Rouges Terres - BOIS-GUILLAUME | Abri |
| Coquelicots | 310 - F3 | Pôle Multimodal d'Oissel - OISSEL | Poteau |
| Navarre | 310 - 311 - 42 - F3 | Pôle Multimodal d'Oissel - OISSEL | Abri |
| Ernest Renan | 311 - 314 - 42 | La Houssière - ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY | Abri |
| Goubert | 310 - 311 - 314 - 27 - F3 | Théâtre des Arts - ROUEN | Abri |
| Gagarine | 310 - 311 - F3 | Théâtre des Arts - ROUEN | Abri |
| Ernest Renan | 311 - 314 - 42 | Centre Routier - GRAND-QUEVILLY | Abri |
| Languedoc | 310 - 311 - 314 - F3 | Théâtre des Arts - ROUEN | Poteau |
| Normandie | 310 - 311 - 314 - F3 | Théâtre des Arts - ROUEN | Poteau |
| Technopôle | 27 | Gare de Saint Etienne du Rouvray | Abri |
| Technopôle | 27 | Bel Air - PETIT-COURONNE | Poteau |
| Cateliers | 27 | Gare de Saint Etienne du Rouvray | Poteau |
| Cateliers | 27 | Bel Air - PETIT-COURONNE | Poteau |
| Navarre | 310 - 311 - 42 - F3 | Théâtre des Arts - ROUEN | Poteau |
| Sologne | 310 - 311 - 42 - F3 | Théâtre des Arts - ROUEN | Poteau |
| Coquelicots | 42 | Centre Routier - GRAND-QUEVILLY | Poteau |
| Ernest Renan | M | Technopôle - ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY | Abri |
| Maryse Bastié | M | Technopôle - ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY | Abri |
| Technopôle | M | Technopôle - ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY | Abri |

Par ailleurs, des travaux sont en cours pour permettre la mise en service au 1er juin 2019 d'une nouvelle ligne de bus T4, reliant le Boulingrin au Zénith, dont les arrêts seront tous parfaitement accessibles.

## 3.2 Utilisation des transports adaptés

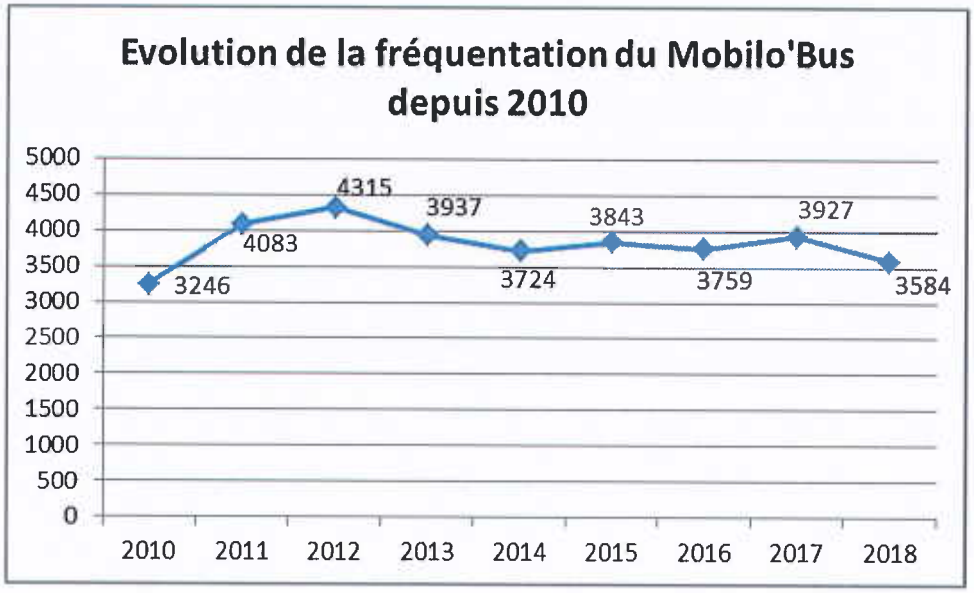
### ➢ Le Mobilo'bus

Existant depuis 2006, ce service propre à la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray vise à permettre aux personnes à mobilité réduite (personnes âgées et/ou handicapées) d'effectuer des déplacements internes à Saint Étienne du Rouvray,

- à l'aide d'un véhicule aménagé,
- en bénéficiant d'une prise en charge à leur domicile et d'un accompagnement à l'extérieur
- pour un prix modique de 2,55 € l'aller-retour (tarif au 1er septembre 2019).

Début 2018, un nouveau véhicule a remplacé l'ancien pour assurer ce service.
L'aménagement de ce nouveau véhicule permet d'accueillir 7 personnes valides, ou 3 personnes valides + 2 personnes en fauteuil roulant. Il se révèle plus ergonomique et plus fonctionnel que le précédent véhicule: ainsi, les conditions de circulation à l'intérieur du véhicule facilitent l'installation des usagers; les ceintures de sécurité sont plus faciles à utiliser, et le retrait des sièges amovibles pour permettre l'installation des fauteuils roulants est plus aisé. Ce nouveau véhicule offre également des conditions de confort et de sécurité plus importantes pour les usagers et un confort d'utilisation pour les chauffeurs accompagnateurs (ex. présence de caméra de recul).

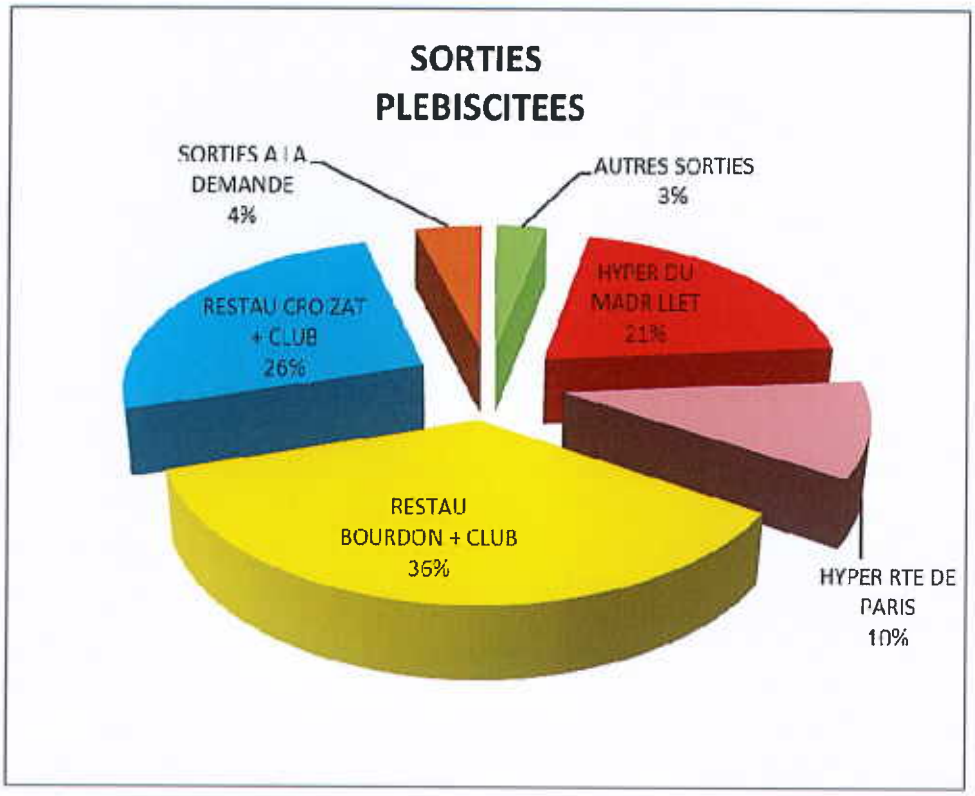
En 2018, **3 584 utilisations** du Mobilo'bus ont été comptabilisées concernant **128 usagers**. Cela représente une diminution de la fréquentation par rapport à 2017, où l'on avait enregistré 3 927 utilisations.



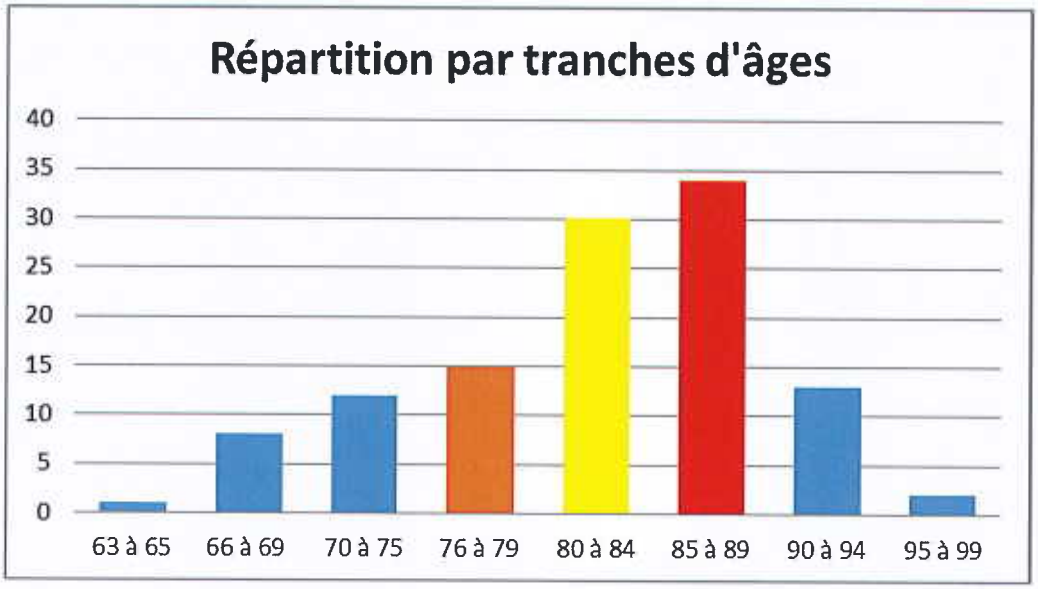

Les sorties vers les restaurants pour personnes âgées représentent en 2018, 62% de l'activité globale du Mobilo'Bus.

Les sorties vers les commerces représentent 31% des sorties.

147 inscriptions ont été enregistrées sur des sorties dites « à la demande » proposées chaque lundi après-midi et jeudi matin. Ces sorties individuelles permettent un accompagnement optimal pour des personnes nécessitant une assistance plus soutenue. Elles sont utilisées également pour des rendez-vous médicaux.




L'âge moyen des utilisateurs est de près de 82 ans.
Neuf utilisateurs ont moins de 70 ans et le doyen est âgé de 97 ans.




## 4.Cadre bâti – Établissement Recevant du Public(ERP)

**Rappel des obligations réglementaires :**

Depuis le 1er janvier 2015, conformément à la loi du 11 février 2005, tous les ERP ont l'obligation de respecter les normes d'accessibilité aux personnes en situation de handicap. Les Établissements Recevant du Public (ERP) de 5ème catégorie ont la possibilité de n'être qu'en partie accessibles (si toutes les prestations y sont offertes) ou peuvent bénéficier d'une dérogation accordée par le Préfet après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Une ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 prévoit que les propriétaires d'Établissements Recevant du Public (ERP) n'ayant pas respecté leurs obligations de mise en accessibilité au 31 décembre 2014 devaient déposer avant le 27 septembre 2015, auprès de la DDTM et de la commission communale pour l'accessibilité, un projet d'Ad'Ap (Agenda d'accessibilité programmée) comportant un échéancier précis pour la mise en accessibilité et un engagement financier.

Ainsi, en fonction de leur situation, les ERP de 5ème catégorie peuvent faire l'objet :

- d'une déclaration d'accessibilité adressée au préfet (DDTM) et à la commission communale pour l'accessibilité ;
- d'une dérogation préfectorale les dispensant de respecter les normes d'accessibilités qui s'imposent aux ERP ;
- d'un projet Ad'Ap comportant un échéancier précis et un engagement financier pour la mise en accessibilité dans les 3 ans (2018/2019). Une demande de prolongation pour la réalisation des travaux peut être accordée en cas de contraintes techniques particulières (arrêté du 27 avril 2015).

Par ailleurs, suite à un arrêté du 19 avril 2017, les exploitants d'ERP sont dans l'obligation de mettre à disposition un registre public d'accessibilité depuis le 22 octobre 2017. Ce registre se doit d'être consultable par le public sur place au principal point d'accueil de l'établissement, et éventuellement sous forme dématérialisée. Il doit contenir :

- la liste des pièces administratives et techniques relatives à l'accessibilité de l'établissement aux personnes handicapées (attestation d'accessibilité, calendrier de mise en accessibilité, dérogations accordées...),
- les modalités de maintenance des équipements d'accessibilité tels que les ascenseurs,
- les actions de formation suivies par les personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées.

## 4.1 Mise en œuvre des obligations réglementaires pour les ERP municipaux

**L'envoi des attestations pour le patrimoine communal accessible**

Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2015, les attestations d'accessibilité du patrimoine communal « aux normes » ont été adressées en Préfecture le 7 juillet 2015 (cf. liste en annexe 3).

Depuis cette date, cette liste n'a pas encore pu être complétée malgré les travaux de mise en accessibilité faits dans plusieurs bâtiments municipaux.
Ainsi, suite aux travaux de sécurisation des escaliers, l'école maternelle Victor Duruy a été rendue accessible, mais la présence de 2 classes à l'étage (qui ne seront pas rendues accessibles) n'a pas permis d'établir une attestation d'accessibilité.
Par ailleurs, il reste un changement de mobilier à effectuer à la crèche Anne-Frank et à l'école maternelle Robespierre avant de pouvoir établir les attestations d'accessibilité de ces bâtiments et actualiser la liste du patrimoine accessible.

**La formalisation d'un Ad'AP pour les ERP municipaux non encore accessibles**

Pour le patrimoine communal non accessible (soit 37 établissements recevant du public et 10 installations ouvertes au public), la Ville a eu recours en 2015 aux services du bureau d'étude Accèsmétrie pour la formalisation d'un Ad'Ap.
A l'issue de son étude, le coût total des travaux était estimé à 2 150 000 HT (hors honoraires d'études, bureau de contrôle...) et devait pouvoir être ramené à 1 862 000 € HT (hors coût de maintenance) si les dérogations sollicitées étaient acceptées.

Après présentation à la commission communale pour l'accessibilité du 31 mai 2016, le Conseil Municipal a approuvé le 30 juin 2016 le projet d'Ad'Ap prévoyant un étalement des travaux de mise en accessibilité sur 6 ans.

Cet Ad'Ap a été approuvé par arrêté préfectoral, le 15 septembre 2016, après avis favorable de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Cet Ad'Ap prévoyait que les travaux de mise en accessibilité débutent en 2017 et s'étalent jusqu'en 2021, l'année 2016 étant consacrée aux études. Ce sont, en tout, 481 obstacles qui devaient être levés sur l'ensemble du patrimoine communal stéphanais.

La programmation des travaux avait été établie comme suit :

- **2016** : études
- **2017** : sécurisation des escaliers (nez de marches, bandes podotactiles, mains-courante), et création de rampes d'accès et de deux ascenseurs sur l'école élémentaire Wallon – coût total : 426 350€ HT
- **2018** : création de 2 ascenseurs à l'école élémentaire Joliot-Curie + travaux de signalétique et petits équipements (notamment sanitaires) dans divers bâtiments - coût total : 350 620 € HT
- **2019** : création de 2 ascenseurs à l'école élémentaire Ampère + sécurisation des escaliers + mise en accessibilité des installations ouvertes aux publics (excepté le cimetière centre) – coût total : 369 150€ HT
- **2020 :** création de 2 ascenseurs à l'école élémentaire Langevin et mise en accessibilité du cimetière centre – coût total : 379 130€ HT
- **2021 :** travaux de gros œuvre et menuiserie (exemple : création d'un sanitaire adapté, élargissement de portes...) dans toutes les écoles et équipements sportifs de la Ville – coût total : 336 700 € HT »

A l'issue de ces travaux, l'ensemble du patrimoine municipal serait accessible, à l'exception de quelques bâtiments, pour lequel la Ville sollicite une dérogation. Ainsi, le projet d'Ad'Ap de la Ville contient 11 demandes de dérogations dont 5 ont pour objet la non-installation d'ascenseurs dans certaines écoles, étant entendu que la Ville s'engage à rendre au moins une école par quartier complètement accessible à tout type de handicap.
3 ERP en 5ème catégorie ne seraient rendus que partiellement accessibles :

- L'école maternelle Victor Duruy : présence de 2 classes à l'étage qui ne seront pas rendues accessibles (tolérance réglementaire) ;
- L'école primaire Victor Duruy : seules 6 classes sur 8 seront rendues accessibles après création de rampes d'accès ;
- L'école primaire Jules Ferry : la maison des associations accueillie en son sein ne sera pas rendue accessible.

**Suivi de la mise en œuvre de l'Ad'Ap**

Conformément à ce qui était inscrit dans son agenda d'accessibilité, la Ville avait programmé sur **2017** un ensemble d'interventions dans ses ERP visant la **sécurisation des escaliers et la création de rampes extérieures** pour accéder aux bâtiments :

Service Urbanisme : sécurisation des escaliers
La MIEF : sécurisation des escaliers
Le Rive Gauche : sécurisation des escaliers
École primaire André Ampère : sécurisation des escaliers
École primaire Joliot Curie : rampe maçonnée et sécurisation des escaliers
École primaire Victor Duruy : rampe maçonnée et sécurisation des escaliers
École primaire Jean Jaurès : sécurisation d'escaliers
École primaire Jules Ferry : rampe maçonnée et sécurisation d'escaliers
École primaire Paul Langevin : rampe en enrobé et sécurisation d'escaliers
École primaire Jean Macé : sécurisation d'escaliers
École primaire Louis Pergaud : rampe en enrobé et sécurisation d'escaliers
École primaire Henri Wallon : rampe en enrobé et sécurisation d'escaliers
École maternelle Victor Duruy : sécurisation d'escaliers
École maternelle Jean Macé : sécurisation d'escaliers
École maternelle Robespierre : rampe en enrobé et sécurisation des escaliers
Centre maternelle Louis Pergaud : rampe en enrobé
École maternelle Frédéric Rossif : sécurisation des escaliers
École maternelle Pierre Sémard : sécurisation des escaliers

Parc Gagarine Tribunes vestiaires : rampe en enrobé et sécurisation d'escaliers
Parc Gagarine tennis couvert : sécurisation d'escaliers
Gymnase Joliot Curie : rampe maçonnée et sécurisation d'escaliers

Fin 2018, tous les travaux de sécurisation d'escaliers et les travaux de création de rampe d'accès prévus dans l'Ad'ap sont terminés.
Par contre, les contraintes budgétaires pesant sur la collectivité n'ont pas permis de dégager les crédits nécessaires à l'installation d'un ascenseur sur l'école Wallon, comme cela avait été pensé dans l'Ad'Ap. L'installation de cet ascenseur reste en suspens. Sa programmation se fera selon les dotations budgétaires allouées à l'accessibilité sur le temps de l'Ad'ap.

**Les travaux programmés en 2018**, consistaient :

- au remplacement d'auges par des lavabos dans les écoles,
- à la sécurisation des escaliers se trouvant dans les parcs et cimetières (initialement inscrits en 2019, dans l'Ad'Ap),
- au remplacement de bureaux administratifs à la crèche Anne Franck et dans les écoles
- à la mise en place de signalétique conforme dans divers lieux et bâtiments publics.

Par contre, les budgets alloués en 2018 n'ont pas permis de programmer l'installation des ascenseurs à l'école André Ampère comme cela avait été envisagé dans l'ADAP.

Dans la mise en pratique :

- Les travaux de remplacement des lavabos et de sécurisation des escaliers ont été réalisés par des entreprises et sont terminés.
- La mise en place de la signalétique est réalisée par les services techniques municipaux, en régie. Ces travaux se font en parallèle des interventions courantes et seront donc réalisés sur le plus long terme.
- Le remplacement du mobilier est en cours. Les directions d'école doivent se prononcer sur le type de mobilier à retenir.

L'annexe n°3 dresse plus précisément la liste des travaux prévus et/ou effectués en 2017 et 2018, au regard de ce qui avait été envisagé dans l'Ad'AP.

À noter : en plus des travaux inscrits dans l'Ad'Ap, la Ville a réalisé un aménagement spécifique sur l'école Langevin pour faciliter l'accueil d'un enfant en situation de handicap visuel.
Par ailleurs, fin 2018, le centre culturel Le Rive Gauche s'est équipé de 15 casques audio permettant l'amplification du son pour les personnes malentendantes. Pour la saison prochaine, tous les spectacles seront donc accessibles en amplification sonore.

**Pour l'année 2019**, le budget voté ne permettra pas de réaliser tous les travaux d'accessibilité qui avaient été prévus dans l'Ad'Ap. Une étude est en cours pour identifier les travaux qui seront finalement réalisés.

**Mise en place des registres publics d'accessibilité**

La Ville s'est conformée à son obligation en mettant en place ces registres sur chaque ERP.
Les registres d'accessibilité ont été réalisés sous forme de classeurs reprenant chaque document administratif indiqué dans l'arrêté du 19 avril 2017. Une fiche reprend le type d'établissement et la personne référente à contacter en cas de besoin.
Ces registres ont été diffusés dans chaque ERP. Ils seront mis à jour annuellement en ce qui concerne les coordonnées et l'avancement de l'Ad'ap.
Les usagers pourront les consulter sur place en le demandant à l'accueil.

## 4.2 Recensement des ERP situés sur le territoire communal qui ont élaboré un Ad'Ap et des établissements accessibles aux personnes handicapées

La commission communale pour l'accessibilité devrait être destinataire, au même titre que le Préfet, des attestations d'accessibilité établies par les propriétaires d'ERP situés sur le territoire communal, ainsi que des Agendas d'accessibilités programmés déposés pour les ERP situés sur le territoire communal, qu'il s'agisse de locaux commerciaux, d'hôtels restaurants, de lieux de formation, de cabinets médicaux...

## 1. Etat des lieux des mises en conformité des ERP de 5e catégorie en commerces et services (septembre 2018)

**Les locaux de commerce, de santé, ERP 5e catégories en activité :**

| | Total | | Dont commerces et services | | Dont cabinets médicaux | | déc-16 | déc-17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Attestation de conformité *(DDTM, 01/9/2018))* | **54** | **26%** | 48 | 27% | 6 | 24% | 34 | **47** |
| Demande AD'AP *(DST, exploitation DAE)* | **27** | **13%** | 23 | 13% | 4 | 16% | 43 | **23** |
| Demande de dérogation *(DST, exploitation DAE)* | **17** | **8%** | 12 | 7% | 5 | 20% | | **17** |
| Déclaration non connue à ce jour *(DAE)* | **106** | **52%** | 96 | 54% | 10 | 40% | | **115** |
| **TOTAL** | **204** | **100%** | **179** | **100%** | **25** | **100%** | | **202** |

**Evolutions 2018 :**

- Légère progression du nombre d'établissements (+7) conformes à la réglementation ou engagés dans des démarches pour le devenir :
- 3 attestations de conformité ont été déposées concernant : le Multi-accueil Les bouts d'chou (au Bic-Auber), la pharmacie située dans la Galerie Commerciale d'Intermarché, le tabac/presse du Triangle.
- 6 dossiers de travaux ont été déposés : Boulangerie Au soleil levant, Boulangerie Pains et fantaisies, Restaurant le Commerce, Aldi, Basic Fit, Action
- - 2 fermetures : Cuir boutique, Crêperie du Viking

À noter également :

- 1 demande de travaux sur un ERP déjà accessible : La Poste Renan => demande en conformité avec les normes accessibilité (réorganisation de l'espace d'accueil du public)
- 2 demandes de travaux suite à Ad'ap déposés précédemment : Buffalo Grill, Crédit Agricole Lazare-Carnot

**Remarque :**

À ces chiffres peuvent être ajoutés ceux des établissements publics non municipaux présents sur le territoire communal :

- Attestations sur l'honneur d'accessibilité : 2 Centres Médico-sociaux du Département + Antenne CPAM
- Ad'Ap de Patrimoine : INSA

## 2. Actions de sensibilisation portées par la Ville

En 2017, le service des affaires économiques avait mené les actions de sensibilisation suivantes :

- Poursuite de la campagne de sensibilisation à la mise en conformité initiée depuis 2014 => 180 commerces rencontrés au cours de l'année dans le cadre des programmes de rencontres annuelles conduites par le service économique
- Information sur l'obligation de mettre à disposition de toute personne un registre public d'accessibilité à jour => 66 exploitants informés dans le cadre d'une information par messagerie électronique ; 3 demandes d'informations complémentaires

En début d'année 2018, la Ville a adopté un nouveau règlement en vue de mieux faire respecter l'accessibilité du domaine public à vocation commerciale.

Dans ce cadre, une campagne de sensibilisation a été réalisée au premier semestre 2018 auprès des commerces et services de proximité.

## 5.Cadre bâti – Recensement des logements accessibles

La loi du 11 février 2005 prévoit que la commission communale pour l'accessibilité doit organiser un recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Un logement est dit « accessible » (au regard du code de la construction et de l'habitation) lorsque :

- un cheminement extérieur et intérieur accessible permet d'atteindre la porte d'entrée du logement ;
- la cuisine, le séjour, une chambre, un WC et une salle d'eau ont des caractéristiques dimensionnelles permettant leur utilisation ultérieure (moyennant des aménagements éventuels) par une personne handicapée.

Il faut parfois des aménagements spécifiques, en fonction des besoins singuliers de la personne handicapée, pour que l'on puisse considérer le logement comme « adapté ».

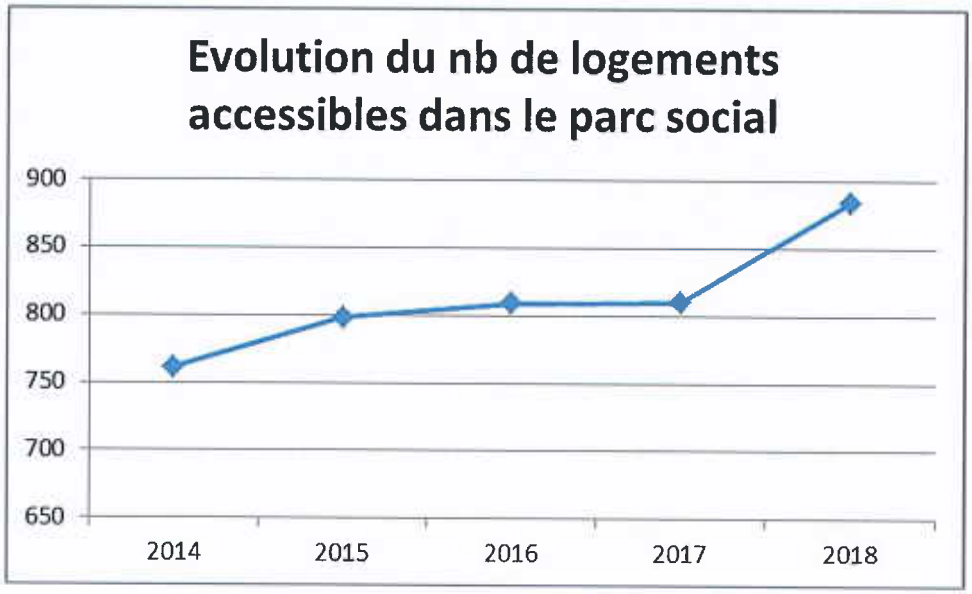
Selon les derniers chiffres de l'INSEE, la ville compte environ 12 790 logements toutes catégories confondues, et un tiers des stéphanais ayant leur résidence principale sur Saint-Etienne du Rouvray sont des locataires du parc social.

Au 31/12/2018, on compte 884 logements sociaux accessibles et adaptables.

En 2018, le nombre de logements accessibles dans le parc social a en effet augmenté avec la livraison des deux opérations de logements locatifs sociaux par le Foyer Stéphanais :

- Secteur Seguin : 42 logements dont 71% sont accessibles et adaptés/adaptables.
- Secteur Saint Yon : 44 logements collectifs répartis en deux bâtiments en R+3 disposant chacun d'un ascenseur totalement accessibles aux personnes à mobilité réduite et adaptés/adaptables.

En 5 ans, ce sont plus de 120 logements sociaux accessibles supplémentaires qui ont été livrés sur le territoire de la commune.



| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nb logts sociaux livrés | 170 | 144 | 12 | 3 | 86 | 415 |
| Dont nb logts sociaux accessibles | 69 | 37 | 12 | 1 | 74 | 193 (46.5%) |
| Nb total de logts sociaux accessibles | 761 | 798 | 809 | 810 | 884 | |

Malheureusement en 2018, il n'a pas été possible d'actualiser le recensement des logements accessibles bénéficiant d'adaptations spécifiques, ce qui aurait permis de préciser le nombre de logements adaptés, le type d'aménagements effectués, et la typologie des logements concernés.

De même, le service n'a pas été en mesure d'actualiser l'état de l'occupation des logements adaptés recensés. En 2017, on avait constaté que 64% des logements adaptés recensés étaient occupés soit par des personnes à mobilité réduite, soit par des personnes âgées de plus de 60 ans.

# 6.Autres activités de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées

L'intégration de la commission communale pour l'accessibilité au travail mené dans le cadre du comité de pilotage « Charte Ville Handicap » a permis que soient examinées en son sein d'autres questions qui n'entrent pas dans son champ règlementaire.

## 6.1 Informations sur le respect par la Ville de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

### Évaluation et compensation

Comme les années précédentes et conformément à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la Ville a procédé en 2016 à la déclaration des travailleurs handicapés qu'elle emploie.

Compte-tenu de ses effectifs, l'obligation d'emploi de la Ville de 6% de travailleurs handicapés correspondrait à 45 bénéficiaires en 2017. Or les effectifs de la Ville comptent **61 travailleurs handicapés déclarés, ce qui représente un taux d'emploi direct de 8.10%.**

De plus, du fait des contrats de sous-traitance passés par la Ville avec des ateliers protégés, le taux d'emploi direct passe de 8.10% à un taux d'emploi légal de 8.43%, d'où l'absence de contribution de la Ville au FIPHFP.

Cette absence de contribution est due à la hausse du nombre de travailleurs handicapés déclarés au sein de la collectivité (+ 12 agents), par rapport à l'année 2016 : 3 départs, et 15 nouveaux agents travailleurs handicapés.

De plus, le montant des dépenses réalisées au titre de contrats de sous-traitance est en hausse en 2017 (42 700 euros) par rapport à 2016 (37 736 euros).

Ci-dessous tableau récapitulatif des déclarations au FIPHFP depuis l'année 2013 :

| Année de déclaration | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| effectifs rémunérés | 750 | 773 | 856 | 757 | 753 |
| nombre légal de bénéficiaires de l'obligation d'emploi | 45 | 46 | 51 | 45 | 45 |
| effectif déclaré des bénéficiaires de l'obligation d'emploi | 43 | 40 | 47 | 49 | 61 |
| taux d'emploi direct | 5.73 | 5.17 | 5,49 | 6,47 | 8.10 |
| taux d'emploi légal (compte tenu des unités déductibles) | 5.97 | 5.43 | 5,82 | 6,76 | 8.43 |
| dépenses réalisées au titre de contrats de sous-traitance | 31043.00 | 33897.97 | 48591 | 37736 | 42700 |
| **contribution versée** | **1085.93** | **23018.63** | **6745,42** | **0** | **0** |

Comme cela a déjà été signalé dans le rapport annuel 2017 de la commission communale pour l'accessibilité, des agents font l'objet d'un accompagnement individualisé du DRRH : formation, soutien, mise en situation, accompagnement spécifique sont mis en place.

La cellule de maintien dans l'emploi poursuit son travail et se réunit une fois par trimestre et examine 15 à 20 dossiers par réunion.

Pour mémoire cette cellule est composée d'une équipe pluridisciplinaire RH :

Prévention santé / Recrutements / Formation / Gestion des postes vacants / Carrière / Paye / Juridique

Le décisionnel relatif à cette cellule est porté par la direction générale (représentée par Mme Maeght) et par Mme Goyer, première adjointe au Maire, chargée du personnel.

Le médecin de prévention est également présent lorsque ses disponibilités le permettent.

De manière générale, un point de situation est régulièrement fait en CHSCT sur l'évolution des situations des agents concernés par les changements de service, changements d'affectation, reclassements ou pour les suivis individuels.

**Retraite pour invalidité :**

Deux agents ont été admis à la retraite pour invalidité en 2017 et trois en 2018 suite à une inaptitude totale et définitive à tous les métiers dans la fonction publique territoriale.

**Maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap :**

La ville continue de s'engager dans une démarche de prise en compte de l'ergonomie dans l'achat de matériel de travail : casques téléphoniques, souris ergonomiques, reposes poignets....

La collectivité s'est faite aider par le médecin de prévention, des ergonomes du centre de Gestion et par le SAMETH pour améliorer les conditions de travail de certains agents suite à leurs problèmes de santé. Il a été prescrit du matériel pour faciliter les gestes et leurs tâches au quotidien, des fauteuils ergonomiques, ce qui a permis d'améliorer les conditions de travail de ces agents.

Le FIPHFP finance au cas par cas des aides techniques et humaines qui permettent aux employeurs publics de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap (Taxi, appareils auditifs).

Dans ce cadre, le FIPHFP (fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) rembourse à la Ville, chaque année, la somme de 4000€ environ, pour la prise en charge des frais de transport domicile/travail d'un agent de la collectivité lourdement handicapé. Le retour de l'agent à son domicile étant en général assuré quotidiennement par un agent de l'équipe parcs et jardins du département tranquillité publique. Le ou les agents en question ont eux-mêmes changé d'affectation à la suite de prescriptions médicales.

## 6.2 Scolarisation des enfants handicapés à Saint-Étienne-du-Rouvray et intégration dans les accueils de loisirs

Le tableau ci-dessous recense les élèves porteurs de handicap, scolarisés en 2018/2019 à Saint-Étienne-du-Rouvray, qui ont été signalés par les directions d'écoles lors de l'enquête de rentrée.

| Ecoles concernées | Nombre | Dates de naissance | Nature des handicaps |
|---|---|---|---|
| PERGAUD | 7 | 23/12/2008 | Retards - AVS |
| | | 22/06/2011 | Nanisme - Matériel adapté |
| | | 22/12/2011 | Retards - AVS + soins |
| | | 01/01/2009 | Retards - AVS |
| | | 16/12/2013 | Retards - dossier MDPH en cours |
| | | 28/08/2010 | Retards - AVS en attente |
| | | 15/05/2009 | Retards - dossier MDPH en cours |
| AMPERE MATERNELLE | 9 | 14/05/2013 | Trisomie 21 - MDPH, suivi SESSAD |
| | | 01/07/2015 | Autisme diagnostiqué - en attente AVS, suivi CRAN |
| | | 10/10/2015 | Troubles du spectre autistique - demande MDPH en cours, suivi CAMSP |
| | | 17/09/2015 | Handicap mental (en cours de bilan) - A faire dossier MDPH |
| | | 21/03/2014 | Bilan psy : gros retard, handicap mental - A faire dossier MDPH |
| | | 27/12/2015 | Troubles du spectre autistique - dossier MDPH en cours |
| | | 12/08/2013 | En cours de bilan - A faire dossier MDPH |
| | | 15/07/2013 | Autisme diagnostiqué - en attente AVS |
| | | 14/09/2012 | Retard des acquisitions - suivi MDPH |
| AMPERE ELEM | 8 | 23/10/2011 | Trouble cognitif |
| | | 17/06/2011 | Trouble cognitif |
| | | 16/12/2011 | Trouble cognitif |
| | | 29/03/2012 | Trouble cognitif |
| | | 04/07/2012 | Trouble cognitif |
| | | 06/04/2010 | Trouble cognitif |
| | | 19/08/2009 | Trouble cognitif |
| | | 30/06/2009 | Trouble cognitif |
| AMPERE - ULIS | 12 | 30/11/2009 | Handicap mental |
| | | 16/02/2008 | Handicap mental + accompagnement temps du repas |
| | | 12/03/2009 | Non communiqué |
| | | 29/06/2010 | Non communiqué |
| | | 25/09/2007 | Handicap mental |
| | | 05/09/2007 | Handicap mental + accompagnement temps du repas |
| | | 18/07/2008 | Non communiqué |
| | | 22/06/2009 | Handicap mental + accompagnement temps du repas |
| | | 11/11/2007 | Handicap mental |
| | | 10/02/2008 | Non communiqué |
| | | 26/06/2007 | Déficience - ULIS |
| | | 03/11/2007 | Handicap mental |
| ROSSIF | 2 | 17/06/2013 | TSA - Notification MDPH pour 1 AVS en attente |
| | | 16/01/2015 | Malentendant - Notification MDPH |
| FERRY/JAURES | 2 | 27/05/2009 | Troubles moteurs - notification d'AVS |
| | | 27/02/2011 | Troubles autistiques - présence d'une AVS (15h) |

| | | | |
|---|---|---|---|
| LANGEVIN MAT | 6 | 28/08/2013 | Autisme - Déficience visuelle - Notification MDPH |
| | | 08/12/2013 | Autisme - Notification MDPH |
| | | 19/03/2014 | Autisme - Déficience respiratoire - Notification MDPH |
| | | 03/08/2013 | Déficience visuelle - Notification MDPH |
| | | 23/07/2014 | Diagnostic en cours - en attente notification MDPH |
| | | 19/03/2014 | Diagnostic en cours - en attente notification MDPH |
| CURIE MAT | 0 | | |
| CURIE 1 | 1 | 27/04/2009 | Non communiquée |
| CURIE 1 ULIS | 13 | 17/09/2008 | Non communiquée |
| | | 11/06/2007 | Non communiquée |
| | | 26/03/2007 | Non communiquée |
| | | 07/01/2008 | Non communiquée |
| | | 29/12/2006 | Non communiquée |
| | | 26/11/2007 | Non communiquée |
| | | 26/04/2007 | Non communiquée |
| | | 03/06/2007 | Non communiquée |
| | | 20/10/2009 | Non communiquée |
| | | 15/10/2010 | Non communiquée |
| | | 18/02/2010 | Non communiquée |
| | | 08/12/2011 | Non communiquée |
| | | 23/11/2011 | Non communiquée |
| CURIE 2 | 3 | 02/02/2009 | MDPH - CM1 en 2018/19 |
| | | 24/02/2011 | MDPH - CE1 en 2018/19 |
| | | 28/03/2010 | MDPH - CE1 en 2018/19 |
| DURUY MAT | 0 | | |
| DURUY ELEM | 2 | 11/05/2010 | Trisomie 21 - Intervention AVS 15H semaine - Mise en place SESSAD dans l'école (psychomotricienne-éducatrice-orthophoniste) en attente de placement en IME |
| | | 14/12/2012 | AVS 9h en aide mutualisée |
| MACE MAT | 3 | 16/04/2013 | Autisme - AVS prévu par MDPH non présent |
| | | 22/01/2014 | Autisme - Dossier MDPH en cours |
| | | 22/09/2015 | Problèmes auditifs |
| MACE ELEM | 2 | 21/11/2010 | Non communiquée - en attente IME |
| | | 16/10/2008 | Non communiquée - pas de notification MDPH |
| WALLON MAT | 2 | 15/11/2012 | Autiste - 12h AVS |
| | | 07/12/2012 | Autiste - 12h AVS |
| WALLON ELEM | 1 | 16/12/2010 | Autisme - AVS - CE2 en 2018/19 |
| ROBESPIERRE | 6 | 11/10/2013 | Trisomie 21 - dossier MDPH ok : en attente notification AVS |
| | | 26/03/2015 | Autisme - dossier MDPH en cours |
| | | 27/07/2015 | Autisme - dossier MDPH en cours |
| | | 08/07/2015 | Autisme - dossier MDPH en cours |
| | | 02/09/2014 | Autisme - dossier MDPH en cours |
| | | 28/09/2015 | Autisme - dossier MDPH en cours |

L'annexe 4 recense toutes les décisions d'orientation en structures spécialisées prises par la MDPH en 2018 concernant des enfants stéphanais en situation de handicap reconnue. Néanmoins, une décision d'orientation ne signifie pas une entrée effective en établissement, compte-tenu des listes d'attente existantes.

Dans le cadre des accueils périscolaires ou extrascolaires, la ville de Saint-Étienne-du-Rouvray a pris l'habitude de faciliter l'accueil des enfants en situation de handicap. Pour cela, elle élabore avec les parents, l'enfant, les structures spécialisées, l'Éducation nationale, et les équipes d'animation un parcours individualisé. Cette démarche permet d'accueillir les enfants dans de meilleures conditions.

L'objectif est de construire un partenariat parents - professionnels tout en individualisant. Nous voulons que les enfants en situation de handicap puissent grandir avec d'autres enfants.

Toutes les demandes sont recentrées sur le coordinateur du Programme de Réussite Éducative (PRE) lui-même au cœur du repérage d'enfants en situation de fragilités.

Le repérage s'effectue sous différentes formes :

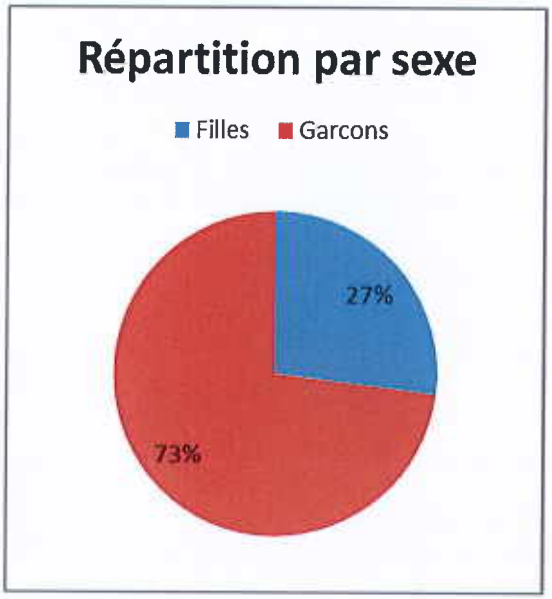
- Les structures spécialisées contactent directement le coordinateur PRE. Une rencontre est effectuée afin d'aborder la situation et voir les possibilités d'accueil. Une deuxième rencontre est réalisée avec la famille, la structure spécialisée, le coordinateur PRE et les équipes de terrain (direction des ACM et animateur spécifique pour l'accueil de l'enfant). Suite à toutes ces rencontres, l'accueil peut se faire soit toute la journée soit avec des horaires aménagés. Un bilan est effectué tout au long de l'accueil de l'enfant afin de partager avec la famille et les structures spécialisées les avancés ou les freins éventuels.
- La famille contacte directement le coordinateur PRE. Une rencontre est effectuée avec le coordinateur qui prend en compte la demande de la famille et élabore le protocole d'accueil. En accord avec la famille, le coordinateur contacte si c'est nécessaire la structure spécialisée qui a en charge l'enfant afin de recueillir d'autres informations. L'enfant est par la suite accueilli sur la structure de loisirs avec si nécessaire un accompagnement individualisé.
- Lien avec L'Éducation nationale. Suite à l'inscription de l'enfant à l'école, à la saisine de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) et à l'évaluation des besoins de l'enfant, l'Éducation nationale met en place un Projet personnalisé de scolarisation (PPS). En fonction de ce qui est indiqué dans le PPS, et si ce dernier préconise l'intervention d'un accompagnement d'auxiliaire de vie scolaire, les parents, comme le directeur de l'école peuvent demander au coordinateur PRE de mettre en place également un accompagnement individualisé sur les temps périscolaires. L'enfant peut ainsi être accompagné lors des repas mais également lors des activités du soir ou du matin. L'accompagnateur permet de faire le lien sur la globalité de la journée de l'enfant et évite les ruptures.

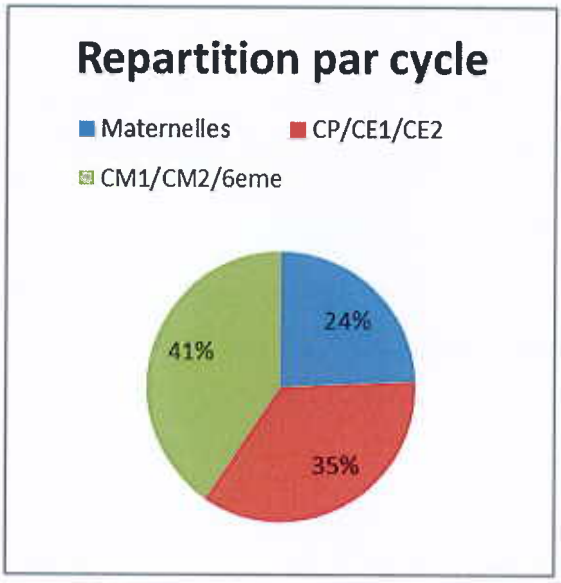
À travers les fonds nationaux publics et territoires – Axe 1 (renforcer l'accueil des enfants porteurs de handicap dans les EAJE ou les ALSH), la Caisse d'allocations familiales de Seine-Maritime souhaite accompagner les actions visant à développer l'accueil des enfants porteurs de handicap dans des structures de droit commun, afin de permettre aux parents de reprendre une activité professionnelle, de disposer de temps libre pour engager des démarches ou simplement de favoriser l'intégration et la socialisation de leur enfant dans la collectivité.

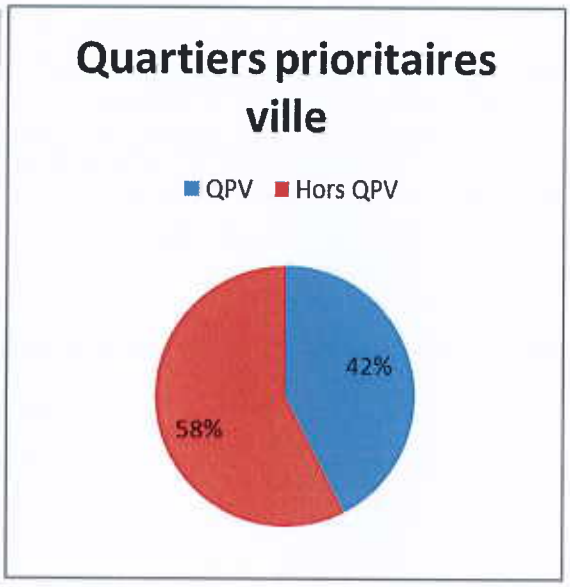
Ainsi, une demande de subvention de fonctionnement a été présentée par la Ville au titre de l'année 2018 pour un montant de 30 000 €. La Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Maritime a entériné cette demande et a transmis à la Ville une convention d'objectifs et de financement, afin de soutenir l'accueil de ces enfants dans les structures de la ville.

Le financement de la CAF nous permet de prendre en charge 242 jours d'accueil individualisé. Mais cela est bien en dessous des besoins réels. Potentiellement sur l'accueil extrascolaire il faut 373 jours d'accueil individuel et sur l'accueil des vacances scolaires 539 jours.

Toute l'année nous effectuons des accueils de transition entre le temps scolaire et le temps périscolaire (accueil matin, midi et soir). Sur 37 enfants en situations de handicap que nous avons accueillis sur l'année 2018, 10 enfants sont inscrits « aux Animalins ». Pour les petites vacances 17 enfants fréquentent régulièrement les centres de loisirs et 30 enfants fréquentent les centres de loisirs sur les deux mois d'été. Nos accueils concernent principalement des enfants porteurs de handicap mental ou psychique.




À noter : le nombre d'enfants accueillis dans les centres de loisirs a tendance à augmenter :

| | Nb enfts hand accueillis | Nb enfts hand aux Animalins | Nb enfts hand Centre Loisirs Ptes vacances | Nb enfts hand Vacances Eté |
|---|---|---|---|---|
| 2017 | 29 | 13 | 15 | 21 |
| 2018 | 37 | 10 | 17 | 30 |

Au cours de l'année 2018, quelques animateurs ont pu bénéficier d'une formation sur l'accueil des enfants en situation de handicap (cf. page 26).
Néanmoins, les animateurs sont parfois en difficulté dans l'accueil des enfants en situation de handicap (notamment quand ils ne sont pas accompagnés par une structure spécialisée).

Un groupe de travail interne à la Ville réfléchit aujourd'hui à la mise en place de différents outils pour les accompagner (guide interne sur l'accueil des enfants en situation de handicap à l'attention des agents, organisation d'échanges interservices accueillant les mêmes enfants dans des structures différentes, identification de référents à solliciter en cas de questionnements...).

## 6.3 Sport et handicap

Développer une politique sportive, favorisant l'intégration des personnes handicapées, est une priorité de tous les acteurs municipaux ou associatifs à Saint Etienne du Rouvray.
Depuis plusieurs années les associations sportives stéphanaises et le Département des Sports ont créé un véritable partenariat avec les structures d'accueil de personnes en situation de handicap.

L'enjeu de ce partenariat est de favoriser l'accès du plus grand nombre à une pratique d'activités physiques et sportives, et de contribuer au développement du sport pour les personnes handicapées, afin que celui-ci soit non seulement un outil de promotion individuelle, mais aussi un moyen d'insertion sociale.
Cette accessibilité ne se résume pas uniquement à une mise aux normes techniques des équipements, car il s'agit de faire du sport, mais est aussi un facteur de cohésion sociale.
Son développement doit notamment garantir l'égal accès aux pratiques, sans discriminations sociales, physiques ou de sexe. La prise en compte du handicap est essentielle, car la pratique sportive est une source d'épanouissement pour tous et un vecteur de solidarité.

**Les actions développées au sein du mouvement associatif :**

### 1. Le club gymnique stéphanais :

Labellisé sport et handicap depuis 7 ans, le club a obtenu, en juin 2017, la 4° étoile manquante à son label, "Sport & Handicap, S'HANDIférence" permettant d'accueillir tous les types d'handicap y compris les personnes atteintes de maladies chroniques, d'obésité et de suivi post-opératoire.
Dans le même cadre, le club a obtenu le 1er label " Sport & Autisme, c'est possible" au mois de septembre 2017.
Le club est aujourd'hui le club référent de Normandie. Les représentants de l'association sont présents aux colloques, formations et autres forums en tant que consultants.
Ce club bénéficie d'un suivi et d'un soutien des partenaires du label, notamment pour la mise en place de formations pour les bénévoles et éducateurs, et d'un appui financier. Aujourd'hui, et avec le soutien de la municipalité, 9h00 de créneaux de salle de gymnastique sont mises à disposition pour accueillir les structures comme l'Idefhi de Canteleu, l'hôpital de jour "Bleu Soleil", l'ESAT du Pré de la Bataille, les Papillons Blancs, Sésame Autisme Normandie.

Le club accueille chaque année au moins une étape de la manifestation « Adapta Gym ». Cette saison, l'étape se déroulera au COSUM le 7 février 2019, pour une journée d'animation, en direction des structures.
Ce travail est suivi de près par la Fédération française de Gymnastique pour un développement national.

### 2. Le club de tennis :

Depuis quelques temps, le club de tennis a mis en place un nouvel axe de développement autour des publics dits « prioritaires » et notamment auprès du public en situation de handicap. D'ailleurs, le club était déjà lié à des partenaires fidèles depuis de nombreuses années. Depuis la saison sportive 2016/2017 le club a développé des projets avec des séances de découverte ainsi que l'accueil d'évènements majeurs du tennis adapté en Seine-Maritime.
Le CTSER a deux partenaires fixes depuis de nombreuses années : l'école Ampère et le Centre Hospitalier du Rouvray.

- L'école Ampère - ULIS
  L'école Ampère de Saint-Étienne-du-Rouvray et le club de tennis ont conclu un partenariat comprenant deux cycles de 10 séances sur l'ensemble de l'année scolaire. Une classe et une ULIS sont présentes lors des séances de tennis. Une trentaine d'enfants participent dont une dizaine en situation de handicap.
  L'activité se déroule en mixité, ce qui permet de travailler sur l'intégration des enfants en situation de handicap dans le milieu ordinaire et d'ouvrir les enfants valides au domaine du handicap.

- Le Centre Hospitalier du Rouvray
  L'unité Jean-Pierre Pot, service addictologie, vient pratiquer le tennis de façon hebdomadaire sur l'ensemble de l'année sportive. Le groupe est composé de 3 à 4 participants avec un accompagnateur. L'effectif est restreint car les personnes sont en réinsertion suite à des problèmes d'addiction avec un besoin d'être fortement cadrées. Les participants ne sont présents que sur 2 à 3 séances en fonction de la durée de leur hospitalisation.
  Ce groupe serait plus à considérer dans le domaine du Sport Santé même si certains possèdent des difficultés motrices liées à leur pathologie ou aux traitements.

- Séance d'initiation
  Ces séances sont maintenues pour cette saison et permettent à des groupes constitués de bénéficier de séances adaptées.

Le club a reçu pour la 4ème année consécutive les qualifications pour les championnats de France de tennis adapté. Il est également impliqué comme partenaire de la municipalité dans la semaine du handicap.

Cette année deux jeunes bénéficient d'un accompagnement individualisé avant d'envisager leur intégration dans un groupe constitué.
Enfin, ce club met tout en œuvre pour être labellisé Sport Adapté. Son vice-président est très impliqué professionnellement dans ce domaine. Il est d'ailleurs à l'origine de la mise en place de cours adaptés en partenariat avec « sport autisme76 », ce qui devrait permettre au club d'obtenir ce nouveau label.

### 3. L'ASMCB (Association Sportive Madrillet Château Blanc)

Labellisé sport et handicap depuis 6 ans, le club accueille au sein de l'association des jeunes joueurs en situation de handicap, intégrés dans les équipes du club. Il a aussi créé un partenariat avec l'IDEFHI, dès le début de sa labellisation.
Le club propose une action de sensibilisation avec le club du Havre à la découverte du cécifoot.
Une partie des modules « handicap » des étudiants STAPS – Sport adapté, mais aussi des étudiants en sociologie (module handicap) sont réalisés sur le site Célestin Dubois en partenariat avec les entraîneurs du club.
Enfin, le club accueille des structures pour enfants autistes et travaille avec l'ESAT du Pré de la Bataille.

## Actions développées au sein des dispositifs municipaux :

1. Le dispositif Sport pour tous

Certaines personnes en situation de handicap profitent des équipements sportifs et participent aux activités dispensées dans le cadre du dispositif « Sport pour Tous » de manière autonome. Nous les retrouvons dans les activités de gymnastique d'entretien et de randonnée mais aussi au sein de l'espace forme qui permet d'adapter un programme d'activités en fonction des attentes et des dispositions de chacun. Ainsi, et quel que soit le handicap, la prise en charge est effectuée par un éducateur sportif qui accompagne, à l'aide d'un programme adapté la personne en situation de handicap. La prise en charge peut tout aussi bien concerner le sport adapté ou le handicap physique (maladie génétique – accident de la vie).

Chaque année, le service des sports accueille un peu plus de 80 personnes en situation de handicap : trouble rhumatologique, atteinte neurologique, rééducation suite à maladie, opération, accident de la vie ou handicap de naissance (handicap mental, physique, Alzheimer, parkinson – polyarthrite) et toute forme de handicap lié au vieillissement (perte d'équilibre – perte de mémoire – surdité – problème rhumatologique).

2. Les partenariats

Le service des sports a pu mettre en place des conventions avec le centre hospitalier du Rouvray, Sésame Autisme Normandie, et l'EHPAD MBV-Michel Grandpierre.

3. Le label Tourisme Handicap

Labellisée depuis fin 2007 pour les 4 handicaps, la piscine s'est dotée d'aménagements et d'équipements qui facilitent aujourd'hui l'accueil du public. Guichet, vestiaires, douches, sanitaires, pédiluve et bras de mise à l'eau, permettent à tous d'accéder aux bassins dans les meilleures conditions.
Si la piscine a été fermée pour travaux depuis juillet 2016, l'ensemble de ces aménagements ont été maintenus après travaux. On peut même préciser que le bras de mise à l'eau permet aujourd'hui d'accéder aux 2 bassins, alors qu'il ne permettait que l'accès au petit bassin jusqu'alors.
Le Label, dont le renouvellement a eu lieu fin décembre 2017, nous est aujourd'hui attribué pour deux handicaps, auditif et moteur. La mise aux normes d'une signalétique adaptée ainsi que la pose de bande podotactiles interviendra durant l'année 2019 pour un coût de 2900€. La ville pourrait bénéficier d'une aide du Département avec un taux d'intervention de 50 % maximum des dépenses (HT) ce qui représenterait une subvention d'un montant de 1200€.

4. Les formations

Les éducateurs sportifs et les personnels d'accueil sont sensibilisés au handicap et formulent chaque année des souhaits de formation dans ce cadre.

## Actions particulières

- Le Téléthon

Depuis plusieurs années, l'Association Française contre les Myopathies ne cesse de réunir et de sensibiliser les français autour des valeurs d'aide, de partage, de courage et d'espoir.
Au vu de ses valeurs, les associations stéphanaises, avec le soutien des services municipaux, répondent depuis 10 ans présents pendant trois jours.
Un vingtaine d'associations sont associées pour proposer aux Stéphanais, de multiples animations. Tournois de football, randonnée nocturne, course d'orientation, loto, tournoi de pétanque, sortie VTT, sont au programme pour soutenir l'événement et apporter un appui de taille, à cette cause.
Grâce à une mobilisation toujours plus importante et avec le soutien de tous, bénévoles, commerçants, entreprises, les organisateurs récoltent chaque année, près de 5 000€ de dons.

- Aide à l'organisation de la manifestation « une foulée pour l'autisme »

Sollicité par l'association sésame autisme Normandie, les services municipaux accompagnent l'initiative pour accompagner l'organisation de la manifestation qui se déroulera le dimanche 7 avril 2019 dans la forêt du Rouvray. En dehors de l'accompagnement matériel, le montage du cahier des charges d'une telle organisation est assuré en partenariat avec le service des sports avec le soutien des bénévoles du Running Club Stephanais 76.
Ce projet permet une fois de plus de maintenir le développement des partenariats sur notre commune.

- La semaine du handicap : Journée de rencontre sportive

La journée d'action a eu lieu le lundi 3 décembre 2018, au sein du parc omnisports Youri Gagarine.

Durant cette journée, il s'agit de décliner 8 ateliers à thème et proposer aux participants de les découvrir durant toute la journée.
Nous avons pu compter sur la présence et la participation d'associations et d'éducateurs très engagées et ainsi proposer les 8 ateliers suivants :

- **Tennis – par le Club de Tennis de Saint Etienne du Rouvray**
- **Football – par l'Amicale Sportive Madrillet Château Blanc**
- **Parcours divers – par les éducateurs du service des sports**
- **Atelier Danse Inclusive – par LA COMPAGNIE IMPACT - Anne DELAMOTTE**
- **Gymnastique – par le Club Gymnique Stéphanais**
- **Volley-Ball – par l'Agglo Sud Volley Ball 76**
- **Ateliers Torball par le centre Normandie Lorraine**
- **Atelier Hand fauteuil par le club de Canteleu**

Pour rappel les groupes constitués sont mixtes (1 établissement scolaire/1 structure accueillant des jeunes en situation de handicap).
Belle journée de partage qui a permis de nouvelles rencontres entre collèges, associations et structures. A titre d'exemple, le collège Picasso et l'association Hand fauteuil de Canteleu ont déjà planifié des temps de rencontres autour de l'activité durant l'année scolaire 2018/2019.

## 6.4 Culture et Handicap

### Bibliothèques

Les 3 bibliothèques municipales disposent d'un fonds de documents adaptés aux personnes en situation de handicap :

- **Livres en gros caractères** :

1284 livres en gros caractères, soit 1.6% des collections totales et environ 6% des achats de livres adultes (environ 75 nouveaux titres achetés par an)
Cela représente 3% de l'ensemble des prêts et 11% des prêts de livres adultes. Ces chiffres sont stables entre 2016 et 2018. Les livres en gros caractères sont essentiellement demandés par des personnes âgées pour une meilleure aisance visuelle.

- **Livres lus** :

887 (594 Adulte et 293 Jeunesse) : soit 1% des collections totales.
Environ 30 livres lus achetés par an.
1% de l'ensemble des prêts.
On constate que les livres lus sont moins empruntés et moins demandés que les livres en gros caractères. Les emprunts ont baissé en 2018.

- **Liseuses** :

10 liseuses pré-chargées, contenant une centaine d'ouvrages classiques ou contemporains : ce support permet un confort de lecture.
Les emprunts sont occasionnels et plutôt le fait de personnes curieuses de découvrir le support.

- **8 livres en braille** pour enfants, en accès indirect (livres très chers)

- **26 romans** « jeunesse » adaptés pour les **Dys.**

Il s'agit là d'un nouveau créneau développé par certains éditeurs. Ce sont des livres qui sont régulièrement empruntés, mais pour lesquels il y a encore peu d'offre.
Au-delà de ces fonds, les bibliothèques mènent différentes actions visant à favoriser l'accès des personnes en situation de handicap :

Au-delà des fonds de documents, les bibliothèques ont développé un service de **« Portage à domicile »** pour les personnes empêchées : service proposé depuis janvier 2013

Toutes les personnes empêchées définitivement ou momentanément peuvent demander ce service auprès des bibliothèques.
Les visites ont lieu toutes les 6 semaines le mardi après-midi. 14 tournées en 2018.
En 2018, 19 personnes ont bénéficié du portage. Le nombre de personnes est fluctuant d'une année sur l'autre (entre 7 et 24 personnes / an depuis 2013).
Ce service est utilisé essentiellement par des personnes âgées, mais aussi occasionnellement par des personnes empêchées momentanément (accident, opération) et une personne handicapée actuellement.

- **Pour faciliter l'accessibilité** :

- Un **logo AD** a été collé sur chaque dvd permettant la lecture en **audiodescription.**

- Une fiche a été rédigée afin d'orienter les usagers dans l'achat, le prêt ou l'écoute sur Internet de livres lus ou de livres en gros caractères.

**Centre Culturel Le Rive Gauche**

Fin 2018, Le Rive Gauche s'est équipé de 15 casques audio permettant l'amplification du son pour les personnes malentendantes. Pour la saison prochaine, tous les spectacles seront donc accessibles en amplification sonore.

Dans sa programmation 2018/2019, le Rive Gauche a intégré un spectacle qui sera proposé en audio-description. Il s'agit de "Mon Cœur", pièce de théâtre programmée le 5 février 2019 à 20h30.
Une proposition similaire sera intégrée dans la programmation 2019/2020.

## 6.5 Semaine du Handicap

Dans la continuité des événements qu'elle organise tous les 2 ans depuis 2010, la municipalité a organisé une nouvelle « Semaine du Handicap » **du 03 au 08 décembre 2018** étant précisé qu'elle était précédée du **Téléthon, du 30 novembre au 2 décembre**.

Cet événement a été co-construit avec l'ensemble des partenaires locaux investis dans ce champ, qu'il s'agisse d'associations accueillant des personnes en situation de handicap et des établissements spécialisés, mais aussi les collèges et lycées de la commune, des clubs sportifs et des associations de quartier, les 3 centres sociaux municipaux et d'autres services municipaux... La liste des partenaires est précisée dans le programme de la semaine joint en annexe
Les objectifs de cet événement étaient les suivants :

- Créer des espaces de rencontre entre personnes valides et personnes en situation de handicap pour une meilleure connaissance mutuelle, et faire tomber les préjugés ;
- Valoriser les potentiels (artistiques, sportifs, professionnels...) des personnes en situation de handicap ;
- Mettre en lumière des accueils réalisés au quotidien dans les différentes structures (clubs sportifs, institutions, ...) ;
- Renforcer les passerelles entre les établissements accueillant des personnes en situation de handicap et les associations sportives ou culturelles et les structures communales, pour des rencontres plus régulières ;
- Faire prendre conscience à tous des enjeux de l'accessibilité.

Le programme (voir détail en annexe) s'est déployé dans plusieurs lieux du territoire (les 3 centres sociaux municipaux, le parc omnisport Youri Gagarine, le lycée Le Corbusier, le collège Paul Eluard, l'ESAT du Pré de la Bataille...) et visait à la fois à toucher « le grand public » et à créer des rencontres entre professionnels.

On notera que toutes les formes de handicap ont été représentées dans cette semaine :

- handicap sensoriel (repas dans le noir avec l'association Valentin Haüy, torball avec le Centre Normandie Lorraine)
- handicap mental (APAJH, ESAT du Pré de la Bataille, Papillons Blancs)
- handicap psychique (GEM de l'AID76, Hôpital de jour Bleu Soleil, UNAFAM)
- handicap moteur (APF France Handicap, Handisport)

Ils ont pu s'exprimer dans des activités variées : Sport, Création artistique (danse, arts plastiques, chorale...), cuisine....

Dans cette édition, plusieurs moments ont été réalisés (et/ou préparés) par des groupes mixtes (personnes valides et personnes en situation de handicap), malgré les contraintes horaires des uns et des autres, ce qui a vraiment permis des échanges riches.

Ainsi, pour l'exposition présentée au centre socioculturel Georges Déziré, plusieurs œuvres avaient été réalisées à 4 mains entre des artistes de l'Union des Arts Plastiques et des adultes accueillis au GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle) et à l'Atelier Educatif de Jour de l'Apajh.
De même, lors du vernissage de l'exposition, nous avons pu entendre une chorale associant des adultes de l'ESAT du Pré de la Bataille et le groupe « Voix de Femmes » du centre Jean Prévost, et assister à un flash mob préparé conjointement par un groupe du conservatoire et par des adultes de l'APAJH et du GEM. Même le buffet servi au vernissage avait été préparé par un groupe mixte associant des adultes du centre Déziré et des adultes handicapés.
Les mini-olympiades qui se sont déroulées au parc omnisports Youri Gagarine ont également permis de faire se rencontrer des équipes mixtes associant des élèves de 3 collèges de la Ville avec 4 structures spécialisées (l'ESAT du Pré de la Bataille, l'hôpital de jour Bleu Soleil, l'atelier éducatif de jour de l'Apajh, et le Centre Normandie Lorraine).

Le repas dans le noir, animé par des personnes non voyantes de l'association Valentin Haüy au centre social Jean Prévost, et le parcours en fauteuil, animé par l'APF France Handicap au collège Paul Eluard, ont également été l'occasion de créer la rencontre entre des personnes valides et des personnes en situation de handicap, et pour les personnes valides de se mettre à la place de personnes handicapées.

Le spectacle Samuel présenté au centre socioculturel Déziré et racontant l'itinéraire d'un enfant porteur de trisomie 21 a enchanté les 70 spectateurs présents.

Le programme contenait également un volet à destination des professionnels, avec une matinée d'échanges sur la prise en charge de la santé mentale à laquelle une quarantaine de professionnels a participé (des travailleurs sociaux aux animateurs, en passant par des professeurs de musique). Une formation de 2 jours a également été proposée à un groupe de 15 animateurs.

Le collectif SER (Solidarité Espoir Recherche) qui coordonnait les initiatives dans le cadre du Téléthon a récolté 4665€ au profit de l'AFM (Association Française contre les Myopathies).

## 6.6 Formation des agents municipaux sur l'accueil des personnes en situation de handicap

En 2018, 2 actions collectives et une action individuelle de formation ont été mises en place pour les agents de la collectivité :

**1) Formation « Accueil d'un enfant en situation de handicap en milieu scolaire et périscolaire »**

Initialement, une session de formation avait été prévue au plan de formation CNFPT 2018 pour répondre aux besoins exprimés par les ATSEM dans les Entretiens Professionnels Annuels.
Suite à l'apparition de besoins supplémentaires, il a été décidé d'associer les agents de la ville à l'action de formation organisée dans le cadre de la semaine du Handicap (décembre 2018).
Au total, **30 agents** ont pu être positionnés sur ces deux actions de formation.

Un travail avait été mené en amont de la formation afin de :

- Recenser les problèmes rencontrés par les agents et leurs attentes
- Prioriser le positionnement et la répartition des agents sur les 2 sessions de formation

Les différents handicaps rencontrés sont essentiellement des handicaps mentaux : Autisme, trisomie 21, TDAH (Trouble déficitaire de l'attention et hyperactivité) et Troubles DYS.
Les attentes identifiées concernent principalement le cadre réglementaire, le positionnement et le rôle de chacun, ainsi que les comportements à adopter.

**Remarques / échanges lors du bilan de formation CNFPT le 30 octobre 2018**

- Le principal constat de la formatrice est le manque d'AVS (Aide de Vie Scolaire) au sein des écoles de la ville.
  La formatrice a indiqué que, dans les autres villes de l'agglomération, les enfants en situation de handicap sont majoritairement accompagnés par une AVS, ce qui n'était le cas pour aucune des 19 ATSEM présentes.
  Même si c'est l'Education Nationale qui a la charge d'effectuer la demande d'AVS, la collectivité a un devoir d'alerte par rapport au rectorat.
- Regret des ATSEM de ne pas pouvoir suivre ce type de formation avec les enseignants. Pour pouvoir mettre en pratique les méthodes, il faudrait que les enseignants participent à leur mise en place. Or, certaines ATSEM pensent ne pas pouvoir proposer de nouvelles méthodes à l'institutrice.
- La formation a permis d'aborder les points essentiels : entrer en communication/ comprendre/se faire comprendre.
  Mais certaines situations problématiques n'ont pas pu être abordées faute de temps : endormissement, temps du midi...
- Besoin exprimé d'un retour sur expérience / Analyse de pratique professionnelle
  Idéalement début 2019 / minimum 1 journée
  Pourquoi pas avec d'autres corps de métier : enseignants, animateurs...
- Problème de propreté des enfants. Cela complexifie le travail des ATSEM et augmente le nombre de tâches à réaliser.
  Le nombre de couches à changer est très important, notamment dès l'arrivée de l'enfant le matin.
  Les agents estiment manquer de matériel pour changer les couches dans de bonnes conditions (pas toujours de table à langer, pas de poubelle à couches) : problèmes de gestes et postures / risque professionnel
- Il pourrait être pertinent de solliciter l'inspection académique pour travailler ensemble sur la mise en place d'un PAP (Protocole d'Accompagnement Personnalisé)

Une session de formation est prévue sur cette même thématique dans le cadre du plan de formation 2019.

**2) Formation « Accueil des personnes en situation de handicap »**

La ville a souhaité que tous les agents en contact avec le public puissent bénéficier d'une formation sur l'accueil des personnes en situation de handicap.

Dans la continuité des actions mises en place depuis 2016, **18 agents** ont ainsi été formés en 2018.
Au total, depuis le lancement du dispositif, ce sont 66 agents qui ont ainsi été formés. Cela concerne différents types de métiers : Agents d'accueil, agents des bibliothèques, assistantes sociales, agents en charge d'animation auprès du public...

**3) Langue des signes française**

En 2018, la collectivité a également permis à un agent de la Maison du citoyen de se perfectionner à la langue des signes afin de pouvoir accueillir des personnes sourdes ou malentendantes.

## 6.7 Convention avec la SCOP Liesse

En juin 2018, le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray a signé une convention de partenariat avec la SCOP LIESSE afin de pouvoir faire appel quand cela se révèlera nécessaire à des prestations d'interprétariat en langue des signes afin que les travailleurs sociaux puissent assurer l'accompagnement social auprès de personnes malentendantes.

## 6.8 Subventions aux associations Handicap

La municipalité de Saint-Étienne-du-Rouvray accorde un soutien aux associations de personnes handicapées (et de personnes malades) par le versement de subvention de fonctionnement.

Le tableau ci-après détaille les subventions ainsi versées depuis 2014 :

| **Subventions accordées par la Ville aux associations Handicap** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Associations** | **Montant accordé en €** | | | | |
| | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** |
| Handisup | 100 € | 100 € | 100 € | 100 € | 100€ |
| Fédération des malades et handicapés (FMH) - union locale | 100 € | 100 € | | | |
| APF France Handicap | 100 € | 100 € | 100 € | 100 € | |
| Centre Normandie Lorraine | 100 € | 100 € | | | |
| Valentin Haüy - comité de Rouen | 100 € | 100 € | 100 € | 100 € | 150€ |
| Point de Mire | 100 € | 100 € | 100 € | 100 € | |
| UNAFAM - Union nationale des amis et familles de malades mentaux - section de Rouen | 100 € | 100 € | 100 € | 100 € | 100€ |
| La Clé | 100 € | 120 € | 100 € | | |
| Coordination Handicap Normandie | | | 100 € | 100 € | 100€ |
| Charline | | | | | 100€ |
| Vie & Espoir | | | | | 100 € |
| **TOTAL** | **800 €** | **820 €** | **700 €** | **600 €** | **650€** |

À cela, s'ajoutent des subventions que le CCAS accorde aux associations gérant des établissements accueillant des stéphanais en situation de handicap. Les subventions prévues s'élèvent à 80€ / stéphanais accueillis, dans la limite de 320€. En 2018, le CCAS n'a été sollicité par aucune association. Il a par contre accordé une subvention de 200€ à l'association Valentin Haüy pour l'animation du repas dans le noir dans le cadre de la semaine du handicap.

| **Subventions accordées par le CCAS aux associations Handicap** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Associations** | **Montant accordé en €** | | | | |
| | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** |
| AMER | 350 | 305 | | | |
| NORMANDIE LORRAINE | 225 | 155 | 305 | 320 | |
| COLETTE YVER | 150 | 230 | | | |
| PAPILLONS BLANC | 75 | | 76.25 | | |
| VALENTIN HAÜY | 150 | | | | 200€ |
| APF France Handicap | 150 | | | | |
| LES FOUGERES | | 305 | | | |
| APAJH | | | 305 | 320 | |
| **TOTAL** | **1100€** | **995€** | **686.25€** | **640€** | **200€** |

## ANNEXES :

1) Eléments statistiques concernant les personnes ayant sollicité un droit MDPH sur la Commune
2) Inventaire du patrimoine immobilier communal accessible
3) Tableaux de suivi de la mise en œuvre de l'Ad'Ap des ERP municipaux
4) Orientations en établissements spécialisés des enfants stéphanais
5) Programme de la semaine du Handicap 2018

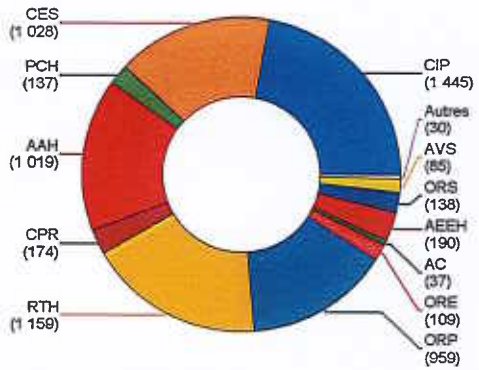
# Droits en cours

Les prestations dont la date de fin n'est pas à échéance sont comptabilisées dans les droits en cours

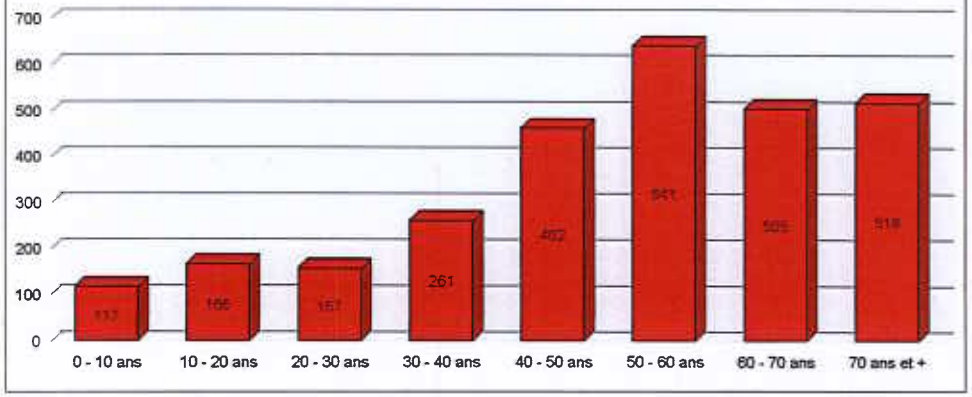
**2 827 personnes ont au moins un droit ouvert au 31/12/2018 00:00:0**
**dont 90,31 % au moins une prestation 'adulte'**

Un total de 7 101 prestations sont en cours de validité
La durée moyenne d'un droit s'établit à 6,27 ans

**Répartition des droits ouverts**




**Les personnes ayant un droit en cours de validité sur votre commune par tranches d'âges**




Source : MDPH - données extraites du progiciel métier 'Genesis' - 2018

# Quelques éléments chiffrés sur votre commune

# SAINT ETIENNE DU ROUVRAY

## Année 2018

Cette brochure vous propose des éléments quantitatifs et qualitatifs permettant de mieux cerner l'activité de la Maison Départementale des Personnes Handicapées relativement aux personnes résidant sur le territoire de votre commune.

Elle comporte trois parties : l'une consacrée aux demandes, l'autres aux décisions et la dernière aux droits en cours

**Glossaire des abréviations employées**

Prestations Communes

CIP : Carte d'Invalidité ou de Priorité
CES : Carte Européenne de Stationnement
PCH : Prestation de Compensation du Handicap

Prestations 'Enfants'

AEEH : Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé
ORS : Orientation scolaire ou en établissement/service
AVS : Aide humaine en milieu scolaire (ex AVS)
TS : Transport scolaire

Prestations 'Adultes'

AAH : Allocation aux Adultes Handicapés
CPR : Complément de Ressources
RTH : Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé
ORP : Orientation ou Formation Professionnelle
ORE : Orientation en Etablissement ou Service Médico-Social
AC : Allocation Compensatrice

ANNEXE 1

Source : MDPH - données extraites du progiciel métier 'Genesis' - 2018

Cette restitution respecte la Démarche Qualité en matière de Réalisation de Requêtes Statistiques de la MDPH (DQ2RS) - 25/01/19

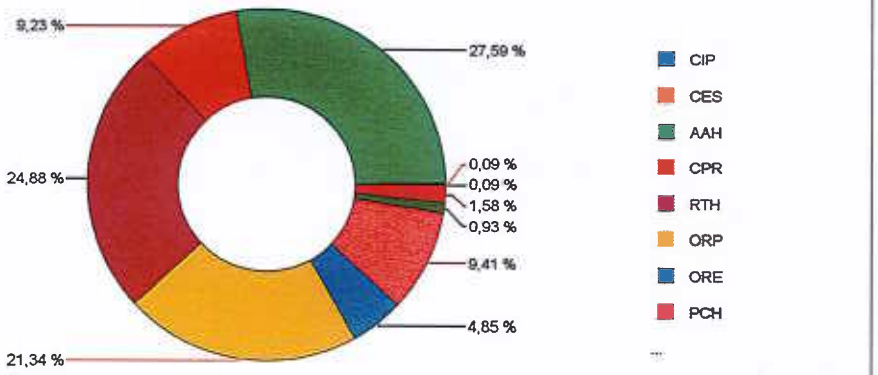
# Demandes de prestation et d'orientation

La MDPH, guichet unique en matière de handicap, instruit l'ensemble des demandes relatives aux enfants et aux adultes

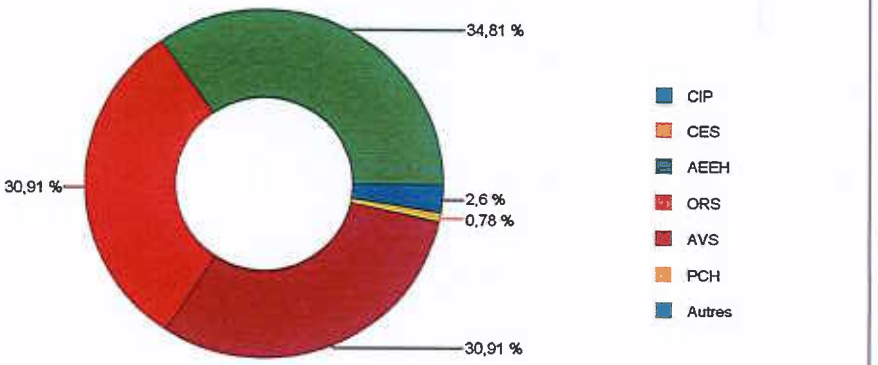
**En 2018, 1 037 personnes ont déposé**
**2 544 demandes auprès de la MDPH**
**Soit 2,45 demandes par personne**

42,1% des demandes concernent des adultes et 57,9% des enfants et jeunes de moins de 20 ans

**Répartition des demandes 'adultes'**




**Répartition des demandes 'enfants'**




Source : MDPH - données extraites du progiciel métier 'Genesis' - 2018

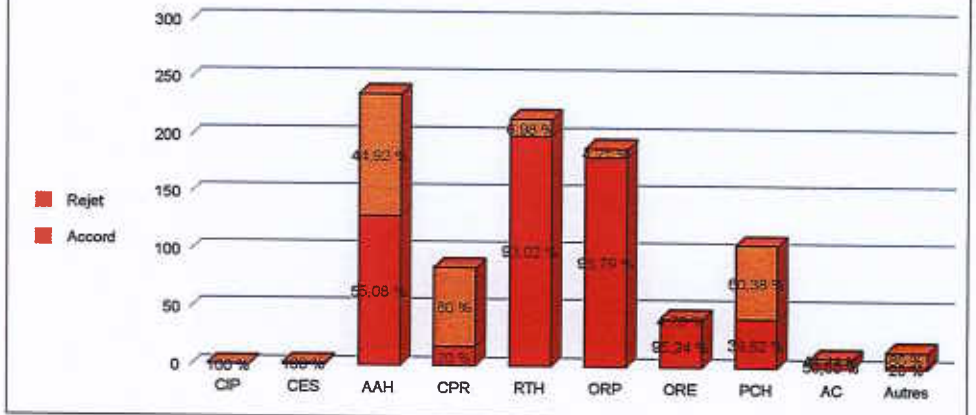
# Décisions de la CDAPH

La Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées rend des décisions après évaluation des décisions par la Maison Départementale des Personnes Handicapées

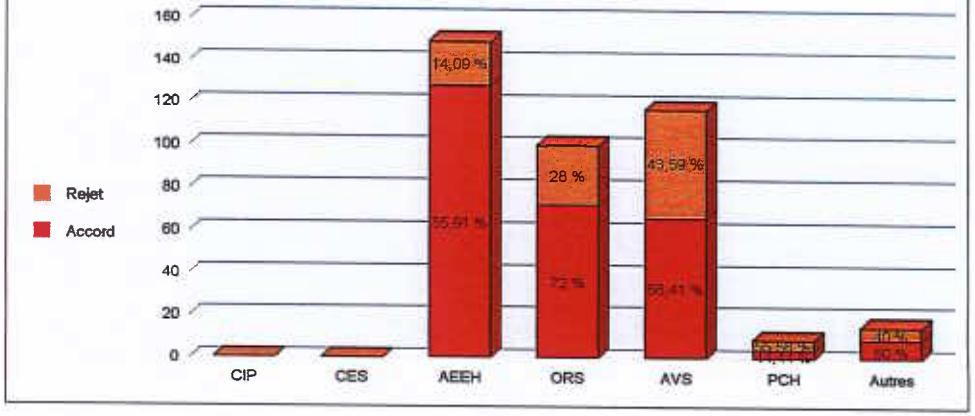
**1 709 décisions ont été rendues par la CDAPH en 2018**
**concernant 720 personnes**

633 personnes se sont vues ouvrir au moins un droit, soit 87,92 % des dossiers ayant fait l'objet d'un examen par la CDAPH

**Répartition des décisions 'adultes'**




**Répartition des décisions 'enfants'**




Source : MDPH - données extraites du progiciel métier 'Genesis' - 2018

# Inventaire du patrimoine immobilier communal accessible mai 2015

## Bâtiments administratifs

| lieu | libellé/activité | adresse | surface terrain (m²) | SHON bâtiment (m²) | cat. E.R.P. | Observations | année de construction | nombre de niveaux |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mairie centre** | Hôtel de ville | place de la libération | 5489 | 1513 | **4** | E.R.P. partiel | 1900 | R +2 |
| | Bât. Administratif | | | 1140 | **5** | E.R.P. au Rch | 1998 | R +2 |
| | DST | | | 678 | | E.R.P. partiel au Rch | rénovation 2001 | R +1 |
| | Dépt. Sécurité | 41 rue Lazare Carnot | 252 | 264 | | E.R.P. partiel au Rch | rénovation 2000 | R +1 |
| Total surfaces HO | | | | **3595** | | | | |
| **cuisine centrale** | François Rabelais | rue du champ des Bruyères | 3950 | 1403 | **5** | E.R.P. partiel | 2003 | SS +R +1 |
| Total surfaces HO | | | | **1403** | | | | |
| **cimetière du Madrillet** | sanitaire du haut | rue de L'orée du Rouvray | 41522 | 21 | | A traiter dans les I.O.P. | | |
| Total surfaces HO | | | | **21** | | | | |
| **église** | église | place de l'église | | 525 | **5** | | | |
| Total surfaces HO | | | | **525** | | | | |
| **restaurant personnel communal** | restaurant | 8 bis rue Roger Salengro | 1481 | 480 | **5** | code du travail partiel | rénovation 2007 | |
| Total surfaces HO | | | | **480** | | | | |
| **maison du citoyen** | bureaux | rue du Madrillet | 2932 | 562 | **5** | code du travail partiel | 1997 | SS + R |
| Total surfaces HO | | | | **562** | | | | |
| **la Station** | espace jeunesse | 11 Avenue Olivier Goubert | | 120 | **5** | (espace jeunesse) | 2001 | SS + R |
| Total surfaces HO | | | | **120** | | | | |
| **le Périph** | espace jeunesse | 17 Espace commercial du Rouvray | | 160 | **5** | (espace jeunesse) | 2002 | SS + R |
| Total surfaces HO | | | | **160** | | | | |
| **lieu de ressources Politique de la Ville** | tertiaire | 18 Espace commercial du Rouvray | | 167 | **5** | code du travail partiel | 2002 | SS + R |

| lieu | libellé/activité | adresse | surface terrain (m²) | SHON bâtiment (m²) | cat. E.R.P. | Observations | année de construction | nombre de niveaux |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total surfaces HO | | | | **167** | | | | |
| **CAF** | (Caisse d'Allocations Familiales) | Rue Georges Méliès (Place Jean Prévost) | | 134 | **5** | | rénovation 2008 | |
| | | | | **134** | | | | |
| **C.L.I.C - S.S.I.AD.** | locaux d'accueil et d'informations pour des services aux personnes agées | 64 rue Lazare CARNOT | 754 | **137** | **5** | | rénovation 2012 | |
| | | | | **137** | | | | |
| **Halte garderie "les P'tits Loups"** | Centre multi accueil | 23 avenue de Felling espace commercial du Rouvray | | **279** | **5** | | 2014 | |
| | | | | **279** | | | | |

## Bâtiments culturels

| lieu | libellé/activité | adresse | surface terrain (m²) | SHON bâtiment (m²) | cat. E.R.P. | Observations | année de construction | nombre de niveaux |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total surfaces HO | | | | #REF! | | | | |
| **bibliothèque E.Triolet** | bibliothèque | rue du Madrillet | 4625 | 680 | 3 | | 1986 | R + mezzanine |
| Total surfaces HO | | | | **680** | | | | |
| **salle festive** | salle polyvalente | rue des Coquelicots | 120626 | 782 | 3 | | 1994 | |
| Total surfaces HO | | | | **782** | | | | |
| **centre Georges Brassens** | socioculturel | Parc Maurice Thorez | 1289 | 480 | 5 | | rénovation 2004 | |
| Total surfaces HO | | | | **480** | | | | |
| **espace Georges Deziré** | centre socioculturel + bibliothèque + conservatoire de musique et de danse | 263 rue de Paris | 15816 | 2532 | 3 | label "tourisme et handicap" | 2007 | R + 1 |
| Total surfaces HO | | | | **2532** | | | | |
| **espace associatif des Vaillons** | Locaux Associatifs | 267 rue de Paris | 5563 | 965 | 3 | | rénovation 2008 | |
| Total surfaces HO | | | | **965** | | | | |
| **centre Jean Prévost** | socioculturel | Place Jean Prévost | | 720 | 3 | | 1970 | |
| Total surfaces HO | | | | **720** | | | | |
| **Espace Celestin Freinet** | Ludothèque | avenue Ambroise Croizat | | 199 | 5 | | 2011 | |
| | Centre social | | | 486 | 5 | | 2011 | |
| | Maison de la Famille | | | 90 | 5 | | 2011 | |
| | | | | **775** | | | | |
| | | | | | | | | |

| lieu | libellé/activité | adresse | surface terrain (m²) | SHON bâtiment (m²) | cat. E.R.P. | Observations | année de construction | nombre de niveaux |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Centres de loisirs** | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| **Résidences de personnes âgées** | | | | | | | | |
| **RPA Ambroise Croizat** | Unité centrale | rue Pierre Corneille | | 910 | 4 | | rénovation 2013 | R + mezzanine |
| Total surfaces HO | | | | **910** | | | | |

| lieu | libellé/activité | adresse | surface terrain (m²) | SHON bâtiment (m²) | cat. E.R.P. | Observations | année de construction | nombre de niveaux |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

## Ecoles primaires

| lieu | libellé/activité | adresse | surface terrain (m²) | SHON bâtiment (m²) | cat. E.R.P. | Observations | année de construction | nombre de niveaux |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

## Ecoles maternelles

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ecole maternelle Paul Langevin** | maternelle | rue de stalingrad | 22287 | 1267 | 4 | | extension 2012 | |
| Total surfaces HO | | | | **1267** | | | | |

| lieu | libellé/activité | adresse | surface terrain (m²) | SHON bâtiment (m²) | cat. E.R.P. | Observations | année de construction | nombre de niveaux |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

## Bâtiments sportifs

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **parc omnisports Youri Gagarine** | centre nautique Marcel Porzou | avenue du Bic Auber | 120626 | 3465 | **3** | label "tourisme et handicap" | rénovation 2005 | |
| Total surfaces HO | | | | **3465** | | | | |

# Annexe 3 - Point d'avancement Ad'Ap - Travaux 2018

| 2018 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Site | Type de travaux | Travaux prévus | Travaux non prévus | Travaux réalisés |
| 01_DUP mairie centre | Signalétique | | | En cours |
| | Equipement mobilier | | | En cours |
| 02_Maison de l'information sur l'emploi et la formation | Signalétique | | | En cours |
| | Equipement mobilier | | | En cours |
| 03_Département des affaires économiques | Equipement rampe amovible | | | Dérogation |
| 05_Le Rive gauche | Equipement mobilier | | | En cours |
| 06_ Centre de loisirs la Houssière | Equipement sanitaires | | | |
| 07_Foyer Bourdon | Equipement sanitaires | | | |
| 08_Ecole primaire Ampère | Equipement sanitaires | | | |
| 09_Ecole primaire Joliot Curie | 2 ascenseurs | | | |
| | Equipement sanitaires | | | |
| 10_Ecole primaire Victor Duruy | Signalétique | | | En cours |
| | Equipement sanitaires | | | |
| 11_Ecole primaire Jean jaurès | Equipement sanitaires | | | |
| 12_Ecole primaire Jules Ferry | Equipement mobilier/sanitaires | | | En cours |
| | Signalétique | | | En cours |
| 13_Ecole primaire Paul Langevin | Equipement boucle magnétique | | | En cours |
| | Signalétique | | | En cours |
| 14_Ecole primaire Jean macé | Equipement mobilier/sanitaires | | | En cours |
| 15_Ecole primaire Louis Pergaud | Equipement sanitaires | | | En cours |
| 16_Ecole primaire Henri Wallon | Equipement sanitaires | | | |
| 21_Ecole maternelle Jean Macé | Equipement mobilier | | | En cours |
| 22_Ecole maternelle Robespierre | Equipement mobilier | | | En cours |
| 23_Ecole maternelle Louis Pergaud | Signalétique | | | En cours |
| 25_Ecole maternelle Rossif | Equipement mobilier | | | En cours |
| 26_Maison de la petite enfance A. Frank | Equipement mobilier | | | En cours |
| 27_Ecole primaire Pierre Sémard | Equipement mobilier | | | En cours |
| 28_Parc omnisports Y.G. COSUM | Equipement mobilier/sanitaires | | | |
| | Signalétique | | | En cours |
| 29_Parc omnisports Y.G. tribunes et vestiaires | Signalétique | | | En cours |
| | Equipement abri de touche | | | En cours |

| Site | Type de travaux | Travaux prévus | Travaux non prévus | Travaux faits |
|---|---|---|---|---|
| 30_Parc omnisports Y.G. tennis couvert | Sinalétique | | | En cours |
| | Equipement sanitaires | | | |
| 31_Parc omnisports Y.G. vestiaires sopalin | Signalétique | | Dérogation | |
| | Equipement | | | |
| 32_Gymnase Ampère | Equipement | | Travaux de rénovation | |
| | Signalétique | | | |
| 33_Gymnase Joliot Curie | Equipement | | | |
| | Signalétique | | | En cours |
| 34_Gymnase Jean Macé | Equipement | | | En cours |
| 35_Gymnase Auguste Rouland | Signalétique | | | En cours |
| | Equipement sanitaires | | | |
| 36_Gymnase Maximilien Robespierre | Equipement | | | |
| 38_ Bois du Val l'abbé | Signalétique | | | En cours |
| | Sécurisation d'escaliers | | | |
| 40_ Parc Henri Barbusse | Signalétique | | | En cours |
| | Sécurisation d'escaliers | | | |
| 41_ Parc Gracchus Babeuf | Signalétique | | | En cours |
| | Sécurisation d'escaliers | | | |
| 42_ Parc Gagarine | Signalétique | | | En cours |
| | Sécurisation d'escaliers | | | |
| 43_ Parc célestin Dubois | Place PMR | | | |
| 44_ Jardin pauline Léon | Sécurisation d'escaliers | | | |
| 45_ Parc de l'Oréee du Rouvray | Place PMR | | | |
| | Sécurisation d'escaliers | | | |
| 46_ Cimetière centre | Signalétique | | | En cours |
| | Sécurisation d'escaliers | | | |

Les travaux prévus dans les parcs étaient initialement prévus en 2019 et seront réalisés en 2018, pour les IOP 38,40,41,42,43,44,45,46

## Annexe 4 - Orientations en Etablissements Enfants sur l'année 2018
## Ville de Saint-Etienne du Rouvray

| Libellé par type de prestation | Nombre |
|---|---|
| **CLIS** | **47** |
| *Accord* | *42* |
| *Maintien en attente de place* | *5* |
| **Ecole élémentaire** | **1** |
| *Accord* | *1* |
| **Ecole maternelle** | **5** |
| *Accord* | *1* |
| *Maintien en attente de place* | *4* |
| **EGPA** | **10** |
| *Accord* | 10 |
| **EMS DI - Première demande** | **159** |
| *Accord* | *150* |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *9* |
| **EMS DI - Renouvellement** | **29** |
| *Accord* | *11* |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *18* |
| **EMS HM - Première demande** | **1** |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *1* |
| **EMS HM - Renouvellement** | **1** |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *1* |
| **EMS HV - Renouvellement** | **2** |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *2* |
| **EMS Poly - Première demande** | **17** |
| *Accord* | *15* |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *2* |
| **EMS Poly - Renouvellement** | **4** |
| *Accord* | *2* |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *2* |
| **EMS TC - Première demande** | **7** |
| *Accord* | *5* |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *2* |
| **EMS TC - Renouvellement** | **7** |
| *Accord* | *1* |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *5* |
| *Pris en charge - confirmation sortie* | *1* |
| **EMS TSL - Première demande** | **8** |
| *Accord* | *6* |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *2* |
| **SESSAD - Première demande** | **83** |
| *Accord* | *63* |
| *Maintien en attente de place* | *4* |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *14* |
| *Pris en charge - sortie effective* | *2* |
| **SESSAD - Renouvellement** | **22** |
| *Accord* | *2* |
| *Maintien en attente de place* | *1* |
| *Pris en charge - confirmation entrée* | *18* |
| *Pris en charge - sortie effective* | 1 |
| **ULIS - collège** | ***20*** |
| *Accord* | 20 |
| **ULIS - lycée** | ***4*** |
| *Accord* | *4* |

| | |
|---|---|
| EMS - DI | EMS – Déficient intellectuel |
| EMS - HM | EMS – Handicap moteur |
| EMS - HV | EMS – Handicap visuel |
| EMS - POLY | EMS – Polyhandicap et Autisme |
| EMS - TC | EMS – Troubles du comportement |
| EMS - TSL | EMS – Handicap auditif et TSL |

### Formation pour les professionnels assurée par l'Union régionale interfédérale des organismes privés à but non lucratif du secteur sanitaire, social et médico-social (URIOPSS)

**Jeudi 6 et vendredi 7 décembre – Espace des Vaillons – De 9 heures à 16 h 30**

« Accueil des enfants en situation de handicap mental et psychique dans les accueils de loisirs ».

### « Repas dans le noir »

**Centre socioculturel Jean-Prévost – De 12 à 14 heures**

Venez partager un repas en situation de non-voyant avec les bénévoles de l'association Valentin Haüy (repas confectionné par l'association de quartier Bol d'air)
Inscription préalable indispensable auprès du centre socioculturel Jean-Prévost : 02 32 95 83 66.

### Vernissage festif de l'exposition « Racisme et tolérance »

**Centre socioculturel Georges-Déziré – À 16 heures**

Présentation d'activités culturelles préparées en groupes « mixtes » valides et porteurs de handicap : chorale, flash mob, djembé.

## Vendredi 7 décembre

### Portes ouvertes de l'établissement et service d'aide par le travail (Ésat)

**de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures**

Esat du Pré de la Bataille, 46 rue des Cateliers. Renseignements au 02 76 51 07 00.

### « Faites de la soupe solidaire »

**Centre socioculturel Georges-Brassens – de 18 h 30 à 21 heures**

Confection et vente de soupes organisées par le Collectif métissé au profit du Téléthon.

**Ensemble des associations et structures impliquées dans la semaine du handicap**

**Handicap :** Groupe d'entraide mutuelle de l'AID76, AEJ de l'APAJH, centre d'activités de jour La Clérette (Papillons Blancs 76), Centre Normandie Lorraine, hôpital de jour Bleu soleil, Ésat du Pré de la Bataille, APF France Handicap, Association Valentin Haüy, Fédération départementale handisport, Unafam, URIOPSS, Grafism
**Etablissements scolaires :** Lycée Le Corbusier, collège Paul-Éluard, collège Pablo-Picasso, collège Louise-Michel
**Associations sportives :** Club gymnique stéphanais, ASMCB, Club de tennis de Saint-Étienne-du-Rouvray, Agglo sud volley-ball 76, Handball club fauteuil de Canteleu
**Autre :** Collectif Métissé, Association Bol d'air, Compagnie Impact, Union des arts plastiques
**Services municipaux:** Département solidarité et développement social, service des sports, centres socioculturels, conservatoire de musique et de danse

# Semaine du handicap

## du 3 au 7 décembre 2018

## PARTAGEONS NOS DIFFÉRENCES

TÉLÉTHON STÉPHANAIS DU 1er AU 19 DÉ

Saint-Etienne-du-Rouvray

Annexe 5

# AUTOUR DE LA SEMAINE

## Vendredi 30 novembre

**Ciné-débat, autour du clip « Sentimental santé mentale »**
**Bibliothèque Louis-Aragon à partir de 18 h 30 – Entrée libre**
Clip réalisé par le Groupe d'entraide mutuelle (GEM) La sève d'Yvetot (La Clé).

## Du 3 au 21 décembre

**Exposition sur le thème « Racisme et tolérance »**
**Centre socioculturel Georges-Déziré**
Exposition de l'Union des arts plastiques (UAP) dans le hall, ainsi que de quelques œuvres réalisées à quatre mains avec des personnes en situation de handicap. Le centre présente également des œuvres réalisées par des personnes accueillies dans des centres d'activités de jour de l'association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH), des Papillons Blancs 76 et au Groupe d'entraide mutuelle (AID 76).

## Du 23 novembre au 7 décembre

**Exposition sur le handicap et le Téléthon**
**Centre socioculturel Georges-Brassens**

## Lundi 3 décembre

**Mini-olympiades valides-handicapés** (RÉSERVÉ AUX GROUPES INSCRITS)
**Parc omnisports Youri-Gagarine – De 9 h 30 à 15 h 30**
Parcours sportif réalisé en équipes mixtes regroupant des élèves des collèges de la ville et des enfants et adultes accueillis en établissements spécialisés. Les ateliers sportifs seront animés par des associations sportives locales, des établissements spécialisés et le service des sports de la Ville.

**Handisport au lycée** (RÉSERVÉ AUX ÉLÈVES DU LYCÉE)
**Lycée Le Corbusier – De 9 à 15 heures**
Découverte du torball et du basket fauteuil.

## Mardi 4 décembre

**Petit déjeuner solidaire au profit du Téléthon**
**Centre socioculturel Georges-Brassens – De 8 h 30 à 10 h 30**
Organisé par l'association Collectif métissé. Renseignements auprès du centre socioculturel Georges-Brassens au 02 32 95 17 33.

**Testez le parcours en fauteuil**
**Pour les collégiens de Paul-Éluard – De 10 à 16 heures**
proposé par l'association APF France Handicap.

**Initiation au fit volley care**
**Résidence autonomie Ambroise-Croizat – De 15 h 30 à 17 heures**
Inscriptions au 02 32 95 93 58 ou directement à la résidence 22 rue Pierre-Corneille.

**« Samuel » – Spectacle tout public**
**Centre socioculturel Georges-Déziré – À 20 heures**
Pièce de théâtre de la compagnie Le Voyageur Debout, racontant avec humour, tendresse et émotion, l'itinéraire d'un enfant porteur de trisomie 21.
En première partie, « Même pas peur », chorégraphie proposée par l'Atelier éducatif de jour de l'APAJH, accompagné par Anne Delamotte (Cie Impact). Réservations au 02 35 02 76 90.

## Mercredi 5 décembre

**« Rendez-vous de l'info » : Handicap et discriminations**
**Bibliothèque Louis-Aragon – À 9 heures**

**« Café des aidants »**
**Centre socioculturel Jean-Prévost – De 14 à 17 heures**
Échanges animés par l'Union nationale des amis et familles et amis de personnes malades ou handicapées psychiques (Unafam) sur l'épuisement des aidants et proposition d'ateliers bien-être à destination des aidants (relaxation, sophrologie...) – Renseignements 06 79 06 32 02.

**Ciné-débat pour les enfants sur le thème du handicap**
**Centre socioculturel Georges-Brassens – À 14 heures**

## Jeudi 6 décembre

**Bourse d'échanges entre professionnels sur la prise en charge de la santé mentale** (RÉSERVÉ AUX PROFESSIONNELS)
**Centre socioculturel Georges-Brassens – De 9 à 12 heures.**
Animée par le Groupement régional d'actions, de formations et d'informations en santé mentale (Grafism) – Renseignements au 06 79 06 32 02.

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-54 | Atelier santé Ville - Actions santé conduites par les associations - Attribution d'une subvention au Planning familial**
**Sur le rapport de Madame Auvray Nicole**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
L'association Mouvement français planning familial AD76 intervient auprès des Stéphanais de toutes les générations à travers la réalisation d'actions sur l'ensemble du territoire communal et tout particulièrement sur les quartiers en géographie prioritaire, visant à prévenir les conduites à risques en matière de sexualité, de relation filles/garçons et femmes/hommes.
Afin de faire perdurer ces actions précédemment intégrées au Contrat local de santé et désormais rattachées à l'Atelier santé ville (ASV) en 2019, il est proposé d'attribuer une subvention au Planning familial.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant que :**
- Le Planning familial développe des actions de prévention de la santé sur de nombreux quartiers de la commune et tout particulièrement sur les quartiers en géographie prioritaire,
- Ces actions tendent à sensibiliser les acteurs, habitants, professionnels et à les informer. Elle contribue ainsi à faire évoluer les mentalités, les comportements et à faire connaître les lieux ressources du territoire communal et extracommunal.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'attribuer au Planning familial une subvention de 5 600 € au titre de l'exercice 2019 pour la réalisation de ses interventions.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions et toutes pièces s'y rapportant.

**Précise que :**
- La recette est imputée au budget de la Ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112172-DE-1-1

**CONVENTION ANNEE 2019**

**PREAMBULE**

L'Agence régionale de santé (ARS) et la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray ont signé deux contrats locaux de santé (CLS) entre 2012 et 2018. Le dernier Contrat local de santé (2016-2018) a été évalué et s'est achevé fin 2018.

Afin de faire perdurer la dynamique initiée par la ville en matière de prévention et de promotion en santé, l'ARS et la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) ont validé conjointement la poursuite de l'ensemble des actions de prévention rattachées au dernier CLS, dans le cadre de l'Atelier santé ville (ASV).

L'association Mouvement Français Planning Familial ad76, dans le cadre de l'ASV, est en capacité de réaliser des actions visant à améliorer les relations filles – garçons, femmes – hommes sur la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**ENTRE :**

La Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray, représentée par Madame AUVRAY Nicole, conseillère municipale en charge de la santé agissant en cette qualité au nom et pour le compte de la Ville, en vertu de la délégation qui lui a été accordée par arrêté du Maire en date du 7 juillet 2017 et en exécution d'une délibération en date du 6 juillet 2017,

D'une part,

**ET :**

L'association Mouvement Français Planning Familial ad76, régie par la loi du 1er juillet 1901, immatriculée sous le N° Siret 440 923 431 000 25, dont le siège est 41 rue d'Elbeuf, 76000 Rouen représentée par sa Présidente, Madame MAUVILLAIN Dominique, agissant au nom et pour le compte de l'association.

D'autre part.

**Article I – Engagement :**

L'association désignée ci-dessus se propose de réaliser des actions visant à prévenir les conduites à risque en matière de sexualité et de relation filles-garçons et femmes/hommes telles que précisées dans la présente convention.

**Article 2 – Axes d'intervention :**

L'action proposée par l'association tend à sensibiliser les acteurs, habitants, professionnels et à les informer. Elle contribue ainsi à faire évoluer les mentalités, les comportements et à faire connaître les lieux ressources.

**Article 3 – Public ciblé par l'action :**

Les actions de l'association s'adressent aux habitants de la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray qu'ils soient adolescents ou adultes.

**Article 4 – Relations avec la division du développement social :**

Le département solidarité et développement social s'engage à désigner un agent de développement social référent de l'action, en l'occurrence le coordonnateur santé. Il a pour missions :

- De répondre aux sollicitations du porteur de projet afin de contribuer à la mise en œuvre de l'action et d'en faciliter l'aboutissement.
- De suivre le déroulement de l'action et d'organiser des réunions de coordination et de bilans quand il le juge nécessaire.

**Article 5 – Objectifs poursuivis et contenu de l'action :**

Les objectifs généraux de l'action :

- Promouvoir les relations positives entre les filles et les garçons afin de mieux se connaître et se respecter,
- Lutter contre les violences faites aux femmes,
- Prévenir les grossesses non désirées,
- Informer sur la prévention des infections sexuellement transmissibles et des cancers au féminin.

Afin d'atteindre les objectifs généraux détaillés ci-dessus l'association propose de s'appuyer sur :

- des interventions auprès de groupes constitués d'habitants,
- la participation aux événements de promotion de la santé : forum santé, semaine du sport et du bien-être, place à la santé…,
- des interventions auprès des usagers, des structures jeunesse et auprès des centres socio-culturels,
- des interventions dans les classes des collèges en lien avec les CESC (comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté).

L'association s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs cités ci-dessus (Ateliers, participation aux évènements municipaux, supports de communication, organisation de réunions, mobilisation et rencontres avec les habitants, développement de relations partenariales avec les acteurs locaux…).

**Article 6 – Obligations de discrétion :**

L'association s'engage à respecter les obligations en matière de protection de la vie privée et de confidentialité des données détenues. L'association fait preuve de discrétion professionnelle en toutes circonstances. Elle s'engage à respecter, le cas échéant, la confidentialité de tous les éléments relatifs aux projets.

**Article 7 – Assurances - Responsabilités :**

Les actions de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive : l'association doit souscrire tout contrat d'assurance propre à garantir sa responsabilité, de façon à ce que la ville ne soit ni recherchée, ni inquiétée.

**Article 8 – Évaluation de l'action :**

Afin d'évaluer la pertinence de l'action entreprise et le degré de réalisation des objectifs poursuivis l'association s'engage à transmettre au coordinateur santé et aux échéances prévues les documents suivants :

**1. Pour le 31 Janvier 2020 :**
Un bilan définitif qualitatif et financier de l'action.

Des réunions de suivi intermédiaire ou de bilan final pourront être organisées autant que de besoin et à l'initiative de l'association ou du coordinateur santé.

**Article 9 – Financement :**

L'association reçoit pour la mise en œuvre de son action une subvention en **un versement** afin de lui permettre d'atteindre les objectifs précédemment définis.

**Article 10 – Règlement de la subvention :**

Le montant de la subvention est fixé à **5 600 euros.** Il est calculé sur la base des objectifs définis à l'article 5.

Le règlement de la subvention sera effectué sur le compte suivant :

Code banque : 30003 – Code agence : 01792 – N° de compte : 00037289549 – Clé : 33
IBAN FR7630003017920003728954933
Domiciliation : Société Générale Saint-Sever.

**Article 11 – Durée :**

La présente convention est conclue pour l'année 2019.

**<u>Article 12</u> – Résiliation de la convention :**

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration du délais de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non exécution ou d'exécution partielle de la présente convention par l'association pour quelque cause que ce soit, un ordre de reversement sera émis à son encontre et, le cas échéant, pour le montant total de la subvention.

Fait à Saint-Étienne-du-Rouvray en trois exemplaires,
Le

| | |
|---|---|
| Nicole AUVRAY | Dominique MAUVILLAIN |
| Conseillère municipale déléguée<br>Chargée de la Santé | Présidente de l'Association |

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-55 | Atelier santé ville - Actions santé conduites par la ville - Demande de subvention auprès de l'Agence régionale de santé dans le cadre de l'atelier santé ville**
**Sur le rapport de Madame Auvray Nicole**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
Suite à l'achèvement du Contrat local de santé (CLS) fin 2018 et afin de faire perdurer la dynamique initiée par la Ville en matière de prévention et de promotion en santé, l'Agence régionale de santé (ARS) et la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) ont validé conjointement la poursuite des actions de prévention et des financements rattachés au CLS dans le cadre de l'Atelier santé ville (ASV).
Afin de permettre la mise en œuvre du programme d'action 2019, la Ville sollicite des financements auprès de l'ARS.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant :**
- Que la Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray développe des actions de prévention et de promotion de la santé sur l'ensemble du territoire communal,
- Que les objectifs de ces actions sont de :
  - Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé,
  - Maintenir et renforcer l'accès à la santé et aux soins,
  - Renforcer et garantir la qualité et l'efficience des dispositifs ainsi que la performance des organisations.
- Que les actions rattachées précédemment au Contrat local de santé perdurent dans le cadre de l'Atelier santé ville,
- La contribution de l'Agence régionale de santé au financement de ces actions.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les financements 2019 auprès de l'Agence régionale de santé et à signer les conventions et toutes pièces s'y rapportant.

**Précise que :**
- La recette est imputée au budget de la Ville prévu à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération,
par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112174-DE-1-1

**Conseil municipal |** Séance du 28 mars 2019

# Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2019-03-28-56 | Conseils de discipline de recours des fonctionnaires et des agents contractuels - Désignation des représentants**
**Sur le rapport de Monsieur Moyse Joachim**

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents à l'ouverture de la séance : 31
Date de convocation : 22 mars 2019

L'An deux mille dix neuf, le 28 mars, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyse, Maire.

**Etaient présents :**
Monsieur Joachim Moyse, Madame Francine Goyer, Monsieur Pascal Le Cousin, Monsieur David Fontaine, Monsieur Jérôme Gosselin, Madame Danièle Auzou, Madame Murielle Renaux, Monsieur Patrick Morisse, Monsieur Michel Rodriguez, Madame Léa Pawelski, Madame Fabienne Burel, Monsieur Daniel Launay, Madame Réjane Grard-Colombel, Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Philippe Schapman, Monsieur Francis Schilliger, Madame Michelle Ernis, Madame Marie-Agnès Lallier, Monsieur Daniel Vézie, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Didier Quint, Monsieur Hubert Wulfranc, Madame Najia Atif, Madame Catherine Olivier, Madame Nicole Auvray, Madame Florence Boucard, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Jocelyn Chéron, Monsieur Philippe Brière, Madame Noura Hamiche, Madame Agnès Bonvalet.

**Etaient excusés avec pouvoir :**
Monsieur Antoine Scicluna donne pouvoir à Monsieur David Fontaine, Madame Pascale Hubart donne pouvoir à Madame Thérèse-Marie Ramaroson, Monsieur Gilles Chuette donne pouvoir à Monsieur Daniel Vézie.

**Etaient excusés :**
Madame Samia Lage.

**Secrétaire de séance :**
Monsieur Francis Schilliger

**Exposé des motifs :**
A la suite des élections professionnelles du 6 décembre 2018, il convient de renouveler les représentants des conseils de discipline de recours de Normandie pour les fonctionnaires et les agents contractuels.

Ces instances sont compétentes pour examiner les recours des fonctionnaires et contractuels territoriaux à l'encontre des sanctions disciplinaires prises par les autorités territoriales après avis du Conseil de discipline de première instance.

*Le Conseil municipal*
*Après avoir entendu le présent exposé,*

**Vu :**
- Le Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires territoriaux,
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Le décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,
- Le décret n°2001-49 du 16 janvier 2001 portant modification de certaines dispositions relatives aux comités techniques paritaires et aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,
- Le décret n°2004-1226 du 17 novembre 2004 portant modification de certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale,
- Le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale.

**Considérant :**
- Qu'à la suite du renouvellement des représentants du personnel aux instances paritaires, il convient de constituer les conseils de discipline de recours,
- Il convient de désigner parmi les membres du Conseil municipal un membre titulaire et son suppléant pour le conseil de discipline de recours de Normandie des fonctionnaires et des contractuels,
- Ces derniers pourront être appelés à siéger dans ces instances, suite à un tirage du sort effectué par le Président des conseils de discipline de recours.

*Après en avoir délibéré*,

**Décide :**
- De désigner pour les conseils de discipline de recours pour les fonctionnaires et

agents contractuels :
- Titulaire : Madame Francine GOYER ;
- Suppléant : Madame Marie-Agnès Lallier.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 34 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse
Maire

Accusé certifié exécutoire
Réception en préfecture : 29/03/2019
Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20190328-lmc112541-DE-1-1